LES HOUCHES
MONT-BLANC
MAIRIE

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 05 juin 2026
PROCES-VERBAL

Membres en exercice : 27 Membres présents : 24 Membres représentés : 03 Votants : 27		*L'an deux mille vingt-six, le cinq juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal des Houches, convoqué le vingt-neuf mai deux mille vingt-six, s'est réuni à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Stéphane LAGARDE, Maire.*
Quorum :	14	*Quorum atteint*
Étaient présents		Monsieur LAGARDE Stéphane, Maire, Madame FERRARO Mary, Monsieur DE VIVIE Frédéric, Madame BARBET-ROUX Emelyne, Monsieur CORROT Laurent, Madame DEVOUASSOUX-MAYTRAUD Vanessa, Monsieur JOSE-BURNET Frédéric, Adjoints au Maire, Madame CACHAT Pauline, Madame CHOUPIN-LEMAISTRE Anaïs, Monsieur POT David-Alexandre, Madame BOSSONNEY Estelle, Monsieur VURPAS Pierre, Monsieur Franck PLENIER, Madame JOSSERAND Lydie, Madame DESBOIS Valentine, Monsieur ROCHE Jean-Robert, Monsieur MOURIER Manuel, Madame DE VIVIE Ninon, Madame ONCINS-LECLUSE Carine, Monsieur MORTON Dougal, Madame MASINO Céline, Monsieur PEROL Yves, Monsieur DESAILLOUD Cédric, Madame LELIEVRE Isabelle.
Absents représentés		Monsieur WOJCIK Jonathan (pouvoir donné à Monsieur DE VIVIE Frédéric), Monsieur VIALE Patrick (pouvoir donné à Madame LELIEVRE Isabelle), Madame Madame MAISONNEUVE Laëtitia (pouvoir donné à Monsieur POT David Alexandre).
Absents non représentés		
Secrétaire de séance		Monsieur Laurent CORROT

À 20h00, Monsieur le Maire clôt la première séance du Conseil municipal, consacrée à l'élection des délégués et des suppléants des conseils municipaux en vue des élections sénatoriales du 27 septembre 2026, puis ouvre la seconde séance du Conseil municipal.

Il désigne Monsieur Laurent CORROT comme secrétaire de séance.

COMMUNICATIONS DE MONSIEUR LE MAIRE

Rapporteur : Monsieur Le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des principales réunions, représentations et actions menées depuis la précédente séance.

Il indique que les mois de mai et de juin sont particulièrement soutenus, notamment en raison de la prise de fonctions de la nouvelle équipe municipale et de la mise en place des différentes commissions.

- **4 mai 2026** : participation, aux côtés de Monsieur Laurent CORROT, à une réunion d'information consacrée à l'organisation de l'exercice de sécurité civile d'ampleur **EU-ALPEX 2027**. Les participants ont notamment été informés de l'organisation de la chaîne des secours, des modalités de réponse de la sécurité civile et de l'intégration des moyens internationaux susceptibles d'être mobilisés en cas d'événement majeur.

  Monsieur Laurent CORROT précise que cette rencontre a permis de découvrir l'organisation opérationnelle mise en œuvre au niveau ministériel et européen pour répondre aux situations de crise majeures sur le territoire français, dans le cadre du projet européen EU-ALPEX-2027.

- **4 mai 2026** : réunion en Sous-Préfecture avec la Direction générale des Finances publiques.
- **6 mai 2026** : Vernissage de l'exposition de Charlie ADAM dans le hall d'entrée de la mairie.
- **7 mai 2026** : Réunion d'information du SIVU consacrée aux enjeux financiers et aux crédits en cours, en présence des représentants de la société LH-SG et des élus du SIVU. Monsieur le Maire indique que cette réunion a permis à l'ensemble des participants de bénéficier d'un même niveau d'information, de mieux appréhender les enjeux financiers actuels et à venir de la collectivité, ainsi que de renforcer leur connaissance des enjeux liés à l'évolution future des prestations.
- **8 mai 2026** : participation à la cérémonie commémorative de la Victoire du 8 mai 1945, en présence notamment des enfants de l'école.
- **11 mai 2026** : rencontre avec les trois sénateurs de la Haute-Savoie. Les échanges ont porté sur les principaux enjeux financiers des collectivités, notamment la taxe d'aménagement, les subventions d'équilibre des services publics industriels et commerciaux (SPIC), les évolutions des dotations ainsi que les nouvelles contraintes financières qui pèseront sur les collectivités à compter de 2026. Monsieur le Maire souligne la qualité des échanges avec les représentants du territoire.
- **12 mai 2026 :** Conseil d'administration de la Régie électrique : Monsieur le Maire annonce que Monsieur Frédéric DE VIVIE a été élu Président de la Régie électrique.
- **13 mai 2026** : participation à la Conférence des maires.
- **18 mai 2026** : organisation d'une réunion publique avec les associations de la commune, qui a rencontré une forte participation. Monsieur le Maire rappelle qu'il s'agissait d'un engagement de l'équipe municipale de favoriser des temps d'échanges réguliers avec les acteurs associatifs. Cette rencontre a notamment permis d'accompagner le lancement des appels à candidatures pour les comités consultatifs.
- **20 mai 2026** : participation, à Annecy, à une conférence consacrée à la transition des stations de montagne. Invité par Résilience Montagne, Monsieur le Maire indique que cette journée a permis d'aborder les perspectives d'évolution du modèle touristique des territoires de montagne à travers une approche constructive et prospective.
- **22 mai 2026** :
    - Ouverture du Comité Social Territorial ;
    - Représentation de la commune au sein du SCOT Mont-Blanc. Monsieur le Maire indique que Madame Pauline CACHAT siège au bureau exécutif en qualité de déléguée et qu'il y siège lui-même en qualité de Vice-Président.
- **26 mai 2026** : signature d'un avenant relatif aux investissements pour OLCA. Monsieur le Maire évoque une journée de travail consacrée au projet OLCA et se montre confiant quant au respect du nouveau calendrier de réalisation de cet équipement.
- **27 mai 2026** : participation à la rencontre entre les élus et les agents de la Communauté de communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc. Monsieur le Maire souligne l'intérêt de cette réunion, qui a permis aux élus de rencontrer les techniciens en charge des différentes compétences communautaires.
- **1er juin 2026** : organisation d'une réunion publique avec les socio-professionnels, dans la continuité des rencontres engagées avec les associations.
- **2 juin 2026** : participation à la Conférence des maires.
- **3 juin 2026** : participation au Conseil communautaire.
- **5 juin 2026** : réunion de travail consacrée à la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Monsieur le Maire précise que Monsieur Frédéric JOSE BURNET apportera ultérieurement des précisions concernant la première modification du PLU.

Enfin, Monsieur le Maire rappelle la participation de Madame Mary FERRARO et de Monsieur Frédéric de VIVIE, le **22 mai 2026**, au déjeuner des Maires organisé par la Région, rendez-vous qu'il qualifie d'important au regard des échanges portant notamment sur les dispositifs de financement et les subventions.

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

1) APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 30 AVRIL 2026

Monsieur le Maire demande si le procès-verbal de la séance du 30 avril 2026 suscite des remarques.

Aucune observation n'étant formulée, le procès-verbal de la séance du 30 avril 2026 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

2) ETAT-CIVIL

NAISSANCES :

- Léo Aldo Jean-Claude BONNAZ fils de Nicolas BONNAZ et de Julia TARTAGLIA

MARIAGES :

- Le 02/05/2026 : Rémi CHAUVIN DROZ DES VILLARDS et Tiphaine CAMBIER
- Le 09/05/2026 : Alexis MATHIAS et Alice LAMOUILLE
- Le 16/05/2026 : Juan Pablo BOSCH et Marie-Emilie GUELÉ
- Le 30/05/2026 : Mathieu TREPANT et Sarah MOREAU

DECES :

- Le 08/05/2026 : Josselin VISCONTI (sur la commune)
- le 09/05/2026 : Anne ROCHAIX

3) ADMINISTRATION GENERALE

3.1 Commission communale des impôts directs (CCID) : Fixation de la liste des contribuables susceptibles d'être désignés par le Directeur Départemental des finances publiques pour siéger comme commissaire au sein de cette instance.

Rapporteur : Monsieur Le Maire

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Impôts, et notamment son article 1650,

CONSIDÉRANT qu'il est institué, dans chaque commune, une Commission Communale des Impôts Directs (CCID),
CONSIDÉRANT que, dans les communes de plus de 2000 habitants, le Maire, ou l'adjoint délégué, est Président de droit de la commission et que les commissaires qui composent la commission sont au nombre de huit titulaires et huit suppléants,
CONSIDÉRANT que les commissaires titulaires et suppléants sont désignés par le Directeur départemental des Finances publiques sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par le Conseil municipal,
CONSIDÉRANT que les commissaires doivent respecter les conditions décrites à l'article 1650 du Code général des impôts :

- ✓ Être de nationalité française ou ressortissants d'un État membre de l'Union européenne,
- ✓ Être âgés de 18 ans au moins,
- ✓ Jouir de leurs droits civils,
- ✓ Être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune,

- ✓ Être familiarisés avec les circonstances locales,
- ✓ Posséder des connaissances suffisantes pour participer aux travaux de la commission.

Il est proposé aux membres du conseil de **dresser la liste des contribuables** remplissant les conditions fixées par l'article 1650 du code général des impôts susceptibles d'être désignés par le Directeur Départemental des Finances Publiques en qualité de commissaires titulaires ou de commissaires suppléants au sein de la Commission Communale des Impôts Directs ainsi qu'il suit :

	Nom Prénom	Adresse
1	ONCINS-LECLUSE Carine	15 chemin des Tannes 74310 LES HOUCHES
2	DE VIVIE DE REGIE Frédéric	19 route des Epicéas 74310 LES HOUCHES
3	CACHAT Pauline	168 chemin de la Chenalette 74310 LES HOUCHES
4	DEVOUASSOUX-MAYTRAUD Vanessa	1073 route de Coupeau 74310 LES HOUCHES
5	FERRARO Mary	75 chemin du Bourgeat 74310 LES HOUCHES
6	LELIEVRE Isabelle	126 allée des Erables 74310 LES HOUCHES
7	MORTON Dougal	74 chemin des Rocailles 74310 LES HOUCHES
8	DESBOIS Valentine	220 chemin du Rocher Doran 74310 LES HOUCHES
9	MAISONNEUVE Laetitia	1993 route de Coupeau 74310 LES HOUCHES
10	VURPAS Pierre	476 route de la Flatière 74310 LES HOUCHES
11	PEROL Yves	3986 route de Vaudagne 74310 LES HOUCHES
12	PAYOT Alexandre	31 chemin des Perce-Neige 74310 LES HOUCHES
13	DUMONT Jean-Charles	2354 route de Coupeau 74310 LES HOUCHES
14	MERCIER Vincent	2067 route de Coupeau 74310 LES HOUCHES
15	CACHAT Bertrand	82 chemin de la Gélinotte 74310 LES HOUCHES
16	ROCHE Jean-François	23 route de Taconnaz 74310 LES HOUCHES
17	MOSCA-CERVELLA Bertrand	22 chemin des Arandellys 74310 LES HOUCHES
18	CACHAT-ROSSET Serge	448 route des Chavants 74310 LES HOUCHES
19	BOCHATAY Henri-Pierre	15 chemin du Moulin 74310 LES HOUCHES
20	BAUJON Michel	107 rue de Bellevue 74310 LES HOUCHES
21	MOY Emmanuel	40 allée des Sorbiers 74310 LES HOUCHES
22	GENEST Cédric	181 rue de l'Aiguille Verte 74310 LES HOUCHES
23	LECOMPTE Bastien	400 chemin du Bonnet 74310 LES HOUCHES
24	LESAGE Catherine	170 route des Bouchards 74310 LES HOUCHES
25	RAPHOZ Laurent	90 allée de Carlaveyron 74310 LES HOUCHES
26	SUCHAIRE Laurent	440 avenue de la Gare 74310 LES HOUCHES
27	DESAILLOUD Ghislaine	140 chemin des champs 74310 LES HOUCHES
28	PAYOT Sébastien	31 chemin des Perce-Neige 74310 LES HOUCHES
29	OUSTRY Bertrand	881 avenue des Alpages 74310 LES HOUCHES
30	ANDERHUBER Claire	881 avenue des Alpages 74310 LES HOUCHES
31	GENEST Catherine	181 rue de l'Aiguille Verte 74310 LES HOUCHES
32	PLENIER Franck	225 route de Napoléon 74310 LES HOUCHES

Madame Céline MASINO demande selon quels critères les personnes proposées pour siéger au sein de cette commission ont été choisies.

Monsieur le Maire indique que ce choix a été effectué de manière pragmatique, dans un délai contraint, au regard du nombre important de désignations à réaliser pour les différentes commissions. Il précise avoir retenu, parmi les personnes qu'il connaissait ou pouvait rapidement identifier, celles qui lui sont venues à l'esprit et qui étaient susceptibles d'accepter cette mission.

Il ajoute que ce choix n'a toutefois pas été fait de manière totalement aléatoire, la composition de cette commission devant permettre de représenter différents profils, notamment les résidences secondaires, les personnes concernées par la cotisation foncière des entreprises, ainsi que les élus.

Monsieur le Maire précise qu'il s'agissait donc d'un choix fait « au feeling », mais dans un cadre malgré tout structuré, afin de répondre aux équilibres attendus et d'aller à l'essentiel dans une période où de nombreuses désignations devaient être effectuées.

Il rappelle enfin que cette commission se réunit en principe une fois par an et qu'elle permet de définir les bases nécessaires au travail fiscal communal.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **APPROUVE** cette liste présentée ci-dessus

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

3.2 Convention de mise à disposition du local Antenne jeunes pour l'association « Capoeira Culturel Itapema du Brésil » - Annexe 1

Rapporteur : Madame Mary FERRARO

Madame Mary FERRARO rappelle au Conseil Municipal qu'une convention de mise à disposition de l'Espace Animation est d'ores et déjà en cours avec l'association « Capoeira Culturel Itapema du Brésil », pour la période allant de septembre 2025 au 30 juin 2026, afin de permettre à cette dernière d'y exercer ses activités.

L'association a sollicité la commune afin de pouvoir bénéficier de créneaux horaires supplémentaires, dans le but de développer davantage ses actions, les mercredis de 9h00 à 12h00, jusqu'à la fin de l'année scolaire, soit jusqu'au 30 juin 2026.

Ces créneaux n'étant pas disponibles à l'Espace Animation, il est proposé de répondre favorablement à cette demande par la mise à disposition d'un autre local communal disponible.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'autoriser la mise à disposition de la salle de l'Antenne Jeunes au profit de l'association « Capoeira Culturel Itapema du Brésil », les mercredis de 9h00 à 12h00, pour la période du 30 avril 2026 au 30 juin 2026, selon les modalités précisées dans la convention annexée à la présente délibération.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **VALIDE** la convention de mise à disposition telle que détaillée dans l'annexe 1, selon les créneaux horaires définis dans la convention, et sur la période du 30 avril 2026 au 30 juin 2026
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

4) RESSOURCES HUMAINES

Rapporteur : Monsieur Le Maire

4.1 Actualisation du Comité Social Territorial

Monsieur le Maire, rappelle qu'une délibération n°22_086 avait été prise le 08 Juillet 2022 portant création du Comité Social Territorial commun entre la Mairie des Houches et le CCAS des Houches.

Il indique ensuite aux membres du Conseil Municipal qu'au vu des élections professionnelles qui se dérouleront en cette fin d'année 2026, il est nécessaire de délibérer pour actualiser la composition du Comité Social Territorial, le maintien ou non du paritarisme et le recueil du vote des représentants (articles L. 251-5 à L251-7, L252-8, L254-2 et L254-4, ainsi que ses articles R251-31 à 34, R252-30 à 33, R. 252-34 à 40).

Le Maire précise aux membres du Conseil Municipal que les dispositions légales prévoient que :

- Le Comité Social Territorial est chargé de l'examen des questions collectives de travail ainsi que des conditions de travail ;
- Un Comité Social Territorial est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins 50 agents ;
- Il appartient à l'organe délibérant, au moins 6 mois avant la date du scrutin, de déterminer, après consultation des organisations syndicales, le nombre de représentants du personnel, le nombre de représentants de la collectivité, et le recueil de leur avis.

Il est également expliqué qu'au vu du transfert de tous les agents employés au CCAS des Houches à la Commune des Houches, il n'est plus d'actualité de former un CST commun.

CONSIDERANT que les effectifs d'agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public et de droit privé appréciés au 1er janvier 2026 sont de 75 agents, soit 48 femmes (64%) et 27 hommes (36%)
CONSIDERANT que dans la fourchette d'effectifs ≥ 50 et <200, le nombre de représentants titulaires des organisations syndicales peut être compris entre 3 et 5 ;
CONSIDERANT que la consultation des organisations syndicales représentées au CST est intervenue le 22 Mai 2026 ;

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **DECIDE** d'instituer un Comité Social Territorial pour le nouveau mandat ;
- **FIXE** à 4 le nombre de représentants titulaires du personnel du Comité Social Territorial (le nombre de suppléants étant égal au nombre de représentants titulaires) ;
- **FIXE** à 4 le nombre de représentants titulaires de la collectivité (le nombre de suppléants étant égal au nombre de représentants titulaires) ;
- **MAINTIENT** le paritarisme numérique au sein du comité social territorial en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.
- **MAINTIENT** le recueil de l'avis des représentants de la collectivité sur toutes les questions sur lesquelles les instances sont amenées à se prononcer.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

5) FINANCES

Annexe 2 – NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE DU CFU 2025

Rapporteur : Monsieur Le Maire
ANNEXES 3 à 7

Monsieur le Maire présente les comptes financiers uniques ainsi que les affectations définitives des résultats de l'exercice 2025 des différents budgets, et participe aux débats afférents.

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L.2121-14 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire quitte la salle au moment du vote et ne prend pas part aux délibérations correspondantes.

La présidence de séance est alors assurée par Madame Mary FERRARO, Première adjointe.

Monsieur le Maire invite la responsable du service Finances à procéder à la présentation des budgets mentionnés ci-dessous.

5.1 BUDGET GENERAL : ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 – ANNEXE 3

Le document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

En application de l'article L. 2121-14 du CGCT, le Conseil Municipal est invité à désigner un président de séance pour le vote des CFU 2025 du budget principal et des budgets annexes. Cet article précise également que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil municipal examine et débat du compte financier unique qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Vu le Code général des collectivités et notamment ses articles L1612-12 et L2121-14 ;
Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget Général ;

Le vote sur le CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Considérant le CFU présenté en annexe et résumé comme suit par le président de séance :

VILLE LES HOUCHES - LES HOUCHES GENERAL - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	14 674 136,96	8 334 186,00	23 008 322,96
	Recettes réalisées (1)	B	8 392 364,18	8 880 453,85	17 272 818,03
	Restes à réaliser	G	3 632 029,64	0,00	3 632 029,64
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	14 273 834,16	9 090 980,25	23 364 814,41
	Dépenses réalisées (1)	E	7 465 209,16	7 032 243,66	14 497 452,82
	Restes à réaliser	F	5 993 655,45	0,00	5 993 655,45
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	927 155,02	1 848 210,19	2 775 365,21
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-400 302,80	756 794,25	356 491,45
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	526 852,22	2 605 004,44	3 131 856,66
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = G - F	-2 361 625,81	0,00	-2 361 625,81
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 834 773,59	2 605 004,44	770 230,85

Monsieur Yves PEROL demande des précisions concernant l'évolution des charges de personnel.

La responsable du service finances présente alors la répartition des dépenses de fonctionnement.

Elle indique que le principal poste de dépenses concerne les charges de personnel, qui représentent 44 % des dépenses. Les charges à caractère général représentent 20 %, les atténuations de produits 15 %, les autres charges de gestion courante 17 %, les charges financières, correspondant notamment aux intérêts d'emprunt, 4 %. Les charges exceptionnelles demeurent marginales.

Un focus est ensuite présenté sur les dépenses de personnel, qui connaissent une augmentation de 20 % par rapport à 2024. Cette évolution s'explique par plusieurs facteurs.

Elle précise tout d'abord que le glissement vieillesse technicité, qui tient compte notamment des avancements de grade des agents, constitue un facteur récurrent d'évolution de la masse salariale.

Elle indique également que plusieurs créations de postes sont intervenues à la suite du rapatriement des services communs au sein de la Commune, notamment dans les domaines des finances et des ressources humaines. Ces postes ayant été créés en cours d'année 2024, leur impact n'avait été que partiel sur l'exercice précédent, certains n'ayant été pourvus que sur six mois, voire moins, ou seulement à compter du 1er janvier 2025.

L'augmentation s'explique également par la création de plusieurs postes, notamment deux postes de DAST, un poste dédié à la gestion du domaine public, un nouveau poste à l'accueil à la suite de la création de l'agence postale communale, ainsi qu'un poste d'ASVP en année pleine en 2025, en lien avec la création du parking des Chavants et le développement de la vidéosurveillance.

La responsable du service finances précise également que cette évolution résulte de plusieurs mesures intervenues en 2025, parmi lesquelles la participation de l'employeur à la prévoyance, l'application du versement mobilité sur une année complète, la poursuite de la refonte du régime indemnitaire (IFSE),

engagée sur les exercices 2024 et 2025, ainsi que la revalorisation progressive du taux de cotisation employeur à la CNRACL.

À la suite de cette présentation, Monsieur le Maire précise que l'intégration du budget de la Régie Animation Sociale et Familiale au budget principal produira également un effet sur les dépenses de personnel à compter de l'exercice 2026.

La responsable du service finances confirme que cette évolution sera la conséquence de la fusion des deux budgets et ne correspondra pas à une augmentation des effectifs de la collectivité.

Monsieur Cédric DESAILLOUD interroge Monsieur le Maire au sujet de la taxe d'aménagement. Il indique avoir connaissance d'une somme importante, aux alentours de 800 000 € qui seraient en attente de versement à la Commune par les services chargés de leur recouvrement, et souhaite savoir si ces recettes peuvent être prochainement perçues.

Monsieur le Maire confirme l'existence de difficultés liées au recouvrement de cette taxe, tout en précisant que le montant exact des sommes restant à percevoir est un peu moins élevé.

Monsieur le Maire rappelle que la taxe d'aménagement constitue une recette importante pour la commune, puisqu'elle contribue à sa capacité d'autofinancement et donc au financement de ses investissements. Il explique que le transfert du recouvrement de cette taxe, auparavant suivi par les services de l'État compétents en matière d'urbanisme (DDT), vers la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP), a entraîné des délais et des difficultés de suivi.

Monsieur le Maire indique avoir alerté les sénateurs sur cette problématique, compte tenu de son impact sur les finances communales. Il précise également qu'un travail de recensement est en cours afin d'établir un état des lieux plus précis des sommes à percevoir.

Enfin, il ajoute qu'une information spécifique est désormais portée à la connaissance des pétitionnaires lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme, afin de leur rappeler l'existence de la taxe d'aménagement et leur obligation de s'en acquitter.

Monsieur Yves PEROL demande des précisions concernant les travaux réalisés sur l'allée des Diligences.

Monsieur Frédéric de VIVIE précise que ces travaux s'inscrivent dans la continuité de l'aménagement de la base de loisirs des Chavants.

Madame Mary FERRARO interroge ensuite sur le montant de 38 548 € relatif au pumptrack.

Madame Céline GIRARD explique que cette somme correspond aux travaux de terrassement du pumptrack, pris en charge par la commune. Elle précise que les équipements ont, quant à eux, été financés par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc (CCVCMB).

Monsieur le Maire apporte un commentaire complémentaire à la présentation de la responsable du service des finances concernant l'état de la dette. Il précise que l'annuité de la dette est de 3,5 années.

En revanche, s'agissant des projections relatives à l'exercice 2026, qui seront examinées à la même période l'année suivante, la commune devrait se rapprocher d'une zone de vigilance, soit 10 ans.

Monsieur le Maire rappelle que l'indicateur financier déterminant demeure l'épargne, c'est-à-dire la capacité d'autofinancement de la Commune. Il précise que cette capacité d'autofinancement devrait être limitée l'année prochaine, estimée autour de 200 000 €, ce qui réduira les marges de manœuvre de la collectivité.

Dans ce contexte, les futurs investissements devront faire l'objet d'arbitrages. Monsieur le Maire indique que la Commune ne sera pas en capacité de lancer de nouveaux investissements importants dans l'immédiat et qu'il conviendra d'attendre une amélioration de la capacité de désendettement, avec un objectif de retour autour de 7 années.

Il estime qu'un délai d'environ 2 ans sera nécessaire pour retrouver davantage de marges de manœuvre. Il précise néanmoins que la situation reste maîtrisée, bien qu'elle impose une vigilance particulière et une limitation des investissements majeurs au cours des 2 prochains exercices.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** le compte financier unique du Budget Général pour l'exercice 2025 tel qu'annexé à la présente délibération (Annexe n°3),
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser,
- **ARRETE** les résultats définitifs tels que synthétisés ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents constituant le CFU 2025.

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.2 BUDGET GENERAL : AFFECTATION DEFINITIVE DES RESULTATS 2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.5 et R 2311.11 ;
Vu l'instruction comptable M57 ;
Vu la délibération n°26.033 en date du 20 février 2026 procédant à la reprise anticipée des résultats ;
Vu le budget primitif voté le 20 février 2026 ;
Vu le compte financier unique du budget général 2025 ;

L'article L2311-4 du code général des collectivités territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le conseil municipal après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte financier unique (CFU).

Toutefois, s'il est possible d'estimer les résultats avant adoption du CFU, le conseil municipal peut alors, au titre de l'exercice clos et avant adoption du CFU, procéder à la reprise anticipée de ces résultats. Ainsi, par délibération en date du 20 février 2026, le conseil municipal a procédé à l'affectation anticipée des résultats 2025 sur la base des résultats provisoire de l'exercice.

2025	Résultats provisoires de l'exercice	Résultats définitifs de l'exercice	Variation
FONCTIONNEMENT	2 605 004,44	2 605 004,44	0,00
INVESTISSEMENT	526 825.22	526 852.22	0,00

Considérant que le résultat définitif à affecter est identique à celui repris de manière anticipée,

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **DECIDE** d'affecter le résultat du budget général 2025 comme suit :

FONCTIONNEMENT		Réalisé 2025
Recettes réalisées	*(A)*	*8 880 453,85*
Dépenses réalisées	*(B)*	*7 032 243,66*

RESULTAT N	***(C) = (A) - (B)***	**1 848 210,19**
Résultat antérieur reporté N-1	*(D)*	756 794,25
RESULTAT CUMULE N	***(E) = (C) + (D)***	**2 605 004,44**

INVESTISSEMENT		**Réalisé 2025**
Recettes réalisées	*(F)*	*8 392 364,18*
Dépenses réalisées	*(G)*	*7 465 209,16*
RESULTAT N	***(H) = (F) - (G)***	**927 155,02**
Résultat antérieur reporté N-1	*(I)*	-400 302,80
RESULTAT CUMULE	***(J) = (H) + (I)***	**526 852,22**
Recettes en RAR	***(K)***	**3 632 029,64**
Dépenses en RAR	***(L)***	**5 993 655,45**
Solde des Restes à Réaliser N	***(M) = (K) - (L)***	**-2 361 625,81**
RESULTAT GLOBAL CUMULE	***(N) = (J) + (M)***	**-1 834 773,59**

Reprise définitive des résultats sur 2025

Report excédent d'investissement (001)	***(j)***	**526 852,22**
Prévision d'affectation d'une part de l'excédent de fonctionnement (1068)	***(N)***	**2 314 773,59**
Report excédent de fonctionnement (002)	***(O) = (E) - (N)***	**290 230,85**

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.3 BUDGET ANNEXE REGIE ANIMATION SOCIALE : ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 ET DU CFU DE DISSOLUTION – ANNEXE 4

Le document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

En application de l'article L. 2121-14 du CGCT, le Conseil Municipal est invité à désigner un président de séance pour le vote des CFU 2025 du budget principal et des budgets annexes. Cet article précise également que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil municipal examine et débat du compte financier unique qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Vu le Code général des collectivités et notamment ses articles L1612-12 et L2121-14 ;
Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe de la RASL ;
Vu la délibération n°25-193 du 19 décembre 2025 prononçant la dissolution du budget annexe RASL au 31 janvier 2026 et le transfert des services de la RASL sur le budget principal de la commune,

Le vote sur le CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Considérant le CFU présenté en annexe et résumé comme suit par le président de séance :

VILLE LES HOUCHES - LES HOUCHES REGIE ANIMATION SOCIALE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	0,00	336 050,00	336 050,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	351 436,06	351 436,06
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	0,00	459 332,18	459 332,18
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	412 817,18	412 817,18
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	-61 381,12	-61 381,12
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	123 282,18	123 282,18
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	0,00	61 901,06	61 901,06
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	61 901,06	61 901,06

Il est rappelé que ce budget annexe a été dissous à la date du 31 janvier 2026, les services de la RASL ayant été transférés sur le budget général. Il est ainsi proposé de reprendre le résultat de fonctionnement d'un montant de 61 901.06 € dans le budget général.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** le compte financier unique du Budget RASL pour l'exercice 2025, tel qu'annexé à la présente délibération (Annexe 4),
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser,
- **ARRETE** les résultats définitifs tels que synthétisés ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents constituant le CFU 2025 et le CFU de dissolution 2026,
- **REPREND** le résultat positif de fonctionnement d'un montant de 61 901.06 € au compte 002 du budget général.

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.4 BUDGET ANNEXE BOIS ET FORETS : ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 ANNEXE 5

Le document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

En application de l'article L. 2121-14 du CGCT, le Conseil Municipal est invité à désigner un président de séance pour le vote des CFU 2025 du budget principal et des budgets annexes. Cet article précise également que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil municipal examine et débat du compte financier unique qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Vu le Code général des collectivités et notamment ses articles L1612-12 et L2121-14 ;
Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe Bois & forêts ;

Le vote sur le CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Considérant le CFU présenté en annexe et résumé comme suit par le président de séance :

VILLE LES HOUCHES - LES HOUCHES BOIS FORETS - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	0,00	39 404,00	39 404,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	40 767,69	40 767,69
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	9 588,15	88 423,86	98 012,01
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	10 328,58	10 328,58
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	30 439,11	30 439,11
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	9 588,15	49 019,86	58 608,01
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	9 588,15	79 458,97	89 047,12
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	9 588,15	79 458,97	89 047,12

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** le compte financier unique du Budget annexe Bois et Forêts pour l'exercice 2025, tel qu'annexé à la présente délibération (Annexe 5),
- **RECONNAITR** la sincérité des restes à réaliser,
- **ARRETE** les résultats définitifs tels que synthétisés ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents constituant le CFU 2025.

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.5 BUDGET ANNEXE BOIS ET FORETS : AFFECTATION DEFINITIVE DES RESULTATS 2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.5 et R 2311.11 ;
Vu l'instruction comptable M57 ;
Vu la délibération n°26.022 en date du 20 février 2026 procédant à la reprise anticipée des résultats ;
Vu le budget primitif voté le 20 février 2026 ;
Vu le compte financier unique du budget annexe Bois et forêts 2026 ;

L'article L2311-4du code général des collectivités territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le conseil municipal après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte financier unique (CFU).
Toutefois, s'il est possible d'estimer les résultats avant adoption du CFU, le conseil municipal peut alors, au titre de l'exercice clos et avant adoption du CFU, procéder à la reprise anticipée de ces résultats.

Ainsi, par délibération en date du 20 février 2026, le conseil municipal a procédé à l'affectation anticipée des résultats 2025 sur la base des résultats provisoire de l'exercice.

2025	Résultats provisoires de l'exercice	Résultats définitifs de l'exercice	Variation
FONCTIONNEMENT	79 458,97	79 458,97	0.00
INVESTISSEMENT	9 588,15	9 588,15	0,00

Considérant que le résultat définitif à affecter est identique à celui repris de manière anticipée,

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **AFFECTE** le résultat du budget annexe bois & forêts 2025 comme suit :

FONCTIONNEMENT		Réalisé 2025
Recettes réalisées	*(A)*	*40 767,69*
Dépenses réalisées	*(B)*	*10 328,58*
RESULTAT N	***(C) = (A) - (B)***	**30 439,11**
Résultat antérieur reporté N-1	*(D)*	49 019,86
RESULTAT CUMULE N	***(E) = (C) + (D)***	**79 458,97**

INVESTISSEMENT		Réalisé 2025
Recettes réalisées	*(F)*	*0,00*
Dépenses réalisées	*(G)*	*0,00*
RESULTAT N	***(H) = (F) - (G)***	**0,00**
Résultat antérieur reporté N-1	*(I)*	9 588,15
RESULTAT CUMULE	***(J) = (H) + (I)***	**9 588,15**
Recettes en RAR	***(K)***	**0,00**
Dépenses en RAR	***(L)***	**0,00**
Solde des Restes à Réaliser N	***(M) = (K) - (L)***	**0,00**
RESULTAT GLOBAL CUMULE	***(N) = (J) + (M)***	**9 588,15**

Reprise définitive des résultats sur 2025

Report excédent d'investissement (001)	***(j)***	**9 588,15**
Affectation d'une part de l'excédent de fonctionnement (1068)	***(N)***	**0,00**
Report excédent de fonctionnement (002)	***(O) = (E) - (N)***	**79 458,97**

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.6 BUDGET ANNEXE REMONTEE MECANIQUE TOURCHET : ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 – ANNEXE 6

Le document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

En application de l'article L. 2121-14 du CGCT, le Conseil Municipal est invité à désigner un président de séance pour le vote des CFU 2025 du budget principal et des budgets annexes. Cet article précise également que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil municipal examine et débat du compte financier unique qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Vu le Code général des collectivités et notamment ses articles L1612-12 et L2121-14 ;
Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe Remontées mécaniques du Tourchet ;

Le vote sur le CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Considérant le CFU présenté en annexe et résumé comme suit par le président de séance :

VILLE LES HOUCHES - LES HOUCHES REMONTEE MECANIQUE TOURCHE - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	43 000,00	102 000,00	145 000,00
	Recettes réalisées (1)	B	41 661,12	99 016,03	140 677,15
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	184 684,03	121 282,29	305 966,32
	Dépenses réalisées (1)	E	110 077,46	112 556,10	222 633,56
	Restes à réaliser	F	30 030,00	0,00	30 030,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	-68 416,34	-13 540,07	-81 956,41
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	141 684,03	19 282,29	160 966,32
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	73 267,69	5 742,22	79 009,91
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	-30 030,00	0,00	-30 030,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	43 237,69	5 742,22	48 979,91

Monsieur le Maire indique que la Commune fera tout ce qui est en son pouvoir pour conserver la remontée mécanique du Tourchet. Il rappelle que cet équipement participe au bien-être des habitants, contribue à l'animation du village et fait partie de l'histoire des Houches.

Il précise toutefois que le maintien de cette activité repose sur plusieurs facteurs de fragilité.

Jusqu'à présent, la Commune a pu bénéficier d'un soutien des sénateurs afin d'obtenir une dérogation spécifique permettant de contribuer au déficit du Tourchet. Cette dérogation, accordée par Monsieur le Préfet, n'est cependant pas automatique et ne constitue pas un droit acquis d'année en année.

Monsieur le Maire souligne également que le maintien de l'activité doit être apprécié au regard du réchauffement climatique, des investissements importants à prévoir pour poursuivre l'exploitation, ainsi que de la vétusté de la remontée mécanique.

Il tient néanmoins à saluer le travail réalisé au cours des dernières années pour assurer l'entretien du téléski et permettre l'ouverture du site, en remerciant l'ensemble des personnes ayant contribué à cet effort, et notamment le personnel communal.

Madame Isabel LELIÈVRE indique partager l'attachement exprimé à l'égard du Tourchet. Elle rappelle l'utilité de cet équipement pour les jeunes Houchards, ainsi que pour l'animation touristique du village. Elle précise que l'équipe municipale du mandat précédent ont toujours soutenu, ces dernières années, les investissements nécessaires à son maintien.

Monsieur Yves PEROL indique qu'une réflexion de fond lui semble nécessaire concernant l'avenir du Tourchet. Il rappelle que la question de la pérennité de cet équipement se pose depuis plusieurs années, au regard des résultats financiers, des investissements à réaliser, de l'évolution climatique et des contraintes d'exploitation. Il estime qu'il conviendrait d'engager une réflexion sur l'orientation à donner à cet équipement pour les années à venir.

Monsieur le Maire indique partager cette analyse, tout en soulignant la difficulté d'une telle décision, compte tenu de l'attachement collectif au Tourchet. Il précise que la Commune étudie actuellement des solutions alternatives afin de permettre à la régie des remontées mécaniques du Tourchet de poursuivre son activité encore quelques années, notamment avec l'appui éventuel d'un prestataire connaissant bien le territoire.

Il rappelle néanmoins que le site est situé à environ 1 000 mètres d'altitude et que la Commune entre dans une période de transition. Il souligne qu'il ne serait pas soutenable, à long terme, de mobiliser des montants importants d'argent public pour un équipement dont la pérennité est fragilisée, tant par les normes de sécurité et les contraintes techniques que par l'évolution climatique. Il précise que la situation n'est pas pérenne, mais que la Commune travaille à maintenir l'équipement aussi longtemps que possible.

Monsieur Yves PEROL insiste sur la nécessité d'engager une véritable réflexion sur ce sujet.

Monsieur le Maire confirme qu'une réflexion devra être menée, notamment au regard des investissements nécessaires et de la subvention d'équilibre demandée chaque année. Il rappelle que le maintien du Tourchet représente un coût important pour la Commune et que cette question devra être abordée avec responsabilité, malgré l'attachement fdes élus et des habitants à cet équipement.

Monsieur Cédric DESAILLOUD apporte des éléments complémentaires. Il rappelle que, ces dernières années, le travail engagé sur le Tourchet s'est inscrit dans une perspective d'environ dix ans. Il indique que des investissements importants ont été réalisés, notamment pour la rénovation du système d'enneigement, aujourd'hui quasiment neuf, ainsi que pour la rénovation du Grand Téléski, tant sur le plan électrique que mécanique.

Il précise que l'objectif était de donner à cet équipement une durée de vie supplémentaire, sans nécessairement se projeter sur plusieurs décennies, mais au moins sur une période d'environ dix ans. Il souligne que les moyens financiers nécessaires ont été mobilisés et que les travaux sont aujourd'hui largement réalisés.

Monsieur Cédric DESAILLOUD reconnaît que le réchauffement climatique doit être pris en compte, mais rappelle également l'existence d'une « bulle froide » propre au secteur du Tourchet, qui permet régulièrement de produire de la neige plus facilement qu'ailleurs à altitude comparable. Il précise qu'il ne s'agit pas de considérer le Tourchet comme un grand domaine skiable susceptible de générer d'importantes recettes, mais estime qu'il serait souhaitable de maintenir l'équipement sur la durée initialement envisagée. Selon lui, renoncer à cet objectif dans les 10 prochaines années serait regrettable, voire préjudiciable pour l'animation du village et l'attractivité touristique.

Monsieur le Maire indique partager en partie cette analyse. Il précise toutefois que la durée restante devra être appréciée au regard des amortissements des investissements réalisés. L'objectif est, autant que possible, de permettre l'amortissement de ces investissements et de continuer à utiliser les conditions favorables propres au site, notamment les épisodes de froid évoqués.

Il rappelle néanmoins que la poursuite de l'exploitation devra également être appréciée dans le cadre légal et réglementaire applicable. Il conclut en indiquant que les élus partagent globalement le même constat et que la Commune cherchera à faire au mieux. Une réflexion plus approfondie pourra être menée au cours du mandat sur l'avenir du Tourchet, l'objectif étant, dans l'immédiat, de maintenir l'équipement aussi longtemps que possible.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** le compte financier unique du Budget annexe Remontées mécaniques du Tourchet pour l'exercice 2025, tel qu'annexé à la présente délibération (Annexe 6),

- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser,
- **ARRETE** les résultats définitifs tels que synthétisés ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents constituant le CFU 2025.

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.7 BUDGET ANNEXE REMONTEE MECANIQUE TOURCHET : AFFECTATION DEFINITIVE DES RESULTATS 2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.5 et R 2311.11 ;
Vu l'instruction comptable M43 ;
Vu la délibération n°26.026 en date du 20 février 2026 procédant à la reprise anticipée des résultats ;
Vu le budget primitif voté le 20 février 2026 ;
Vu le compte financier unique du budget annexe Remontées mécaniques du Tourchet 2025 ;

L'article L2311-4du code général des collectivités territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le conseil municipal après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte financier unique (CFU).
Toutefois, s'il est possible d'estimer les résultats avant adoption du CFU, le conseil municipal peut alors, au titre de l'exercice clos et avant adoption du CFU, procéder à la reprise anticipée de ces résultats.
Ainsi, par délibération en date du 20 février 2026, le conseil municipal a procédé à l'affectation anticipée des résultats 2025 sur la base des résultats provisoire de l'exercice.

2025	Résultats provisoires de l'exercice	Résultats définitifs de l'exercice	Variation
FONCTIONNEMENT	5 742,22	5 742,22	0,00
INVESTISSEMENT	73 267,69	73 267,69	0,00

Considérant que le résultat définitif à affecter est identique à celui repris de manière anticipée,

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **AFFECTE** le résultat de budget annexe Remontées mécaniques du Tourchet 2025 comme suit :

FONCTIONNEMENT		Réalisé 2025
Recettes réalisées	*(A)*	*99 016,03*
Dépenses réalisées	*(B)*	*112 556,10*
RESULTAT N	***(C) = (A) - (B)***	**-13 540,07**
Résultat antérieur reporté N-1	*(D)*	19 282,29
RESULTAT CUMULE N	***(E) = (C) + (D)***	**5 742,22**

INVESTISSEMENT		Réalisé 2025
Recettes réalisées	*(F)*	*41 661,12*
Dépenses réalisées	*(G)*	*110 077,46*
RESULTAT N	***(H) = (F) - (G)***	**-68 416,34**
Résultat antérieur reporté N-1	*(I)*	141 684,03
RESULTAT CUMULE	***(J) = (H) + (I)***	**73 267,69**
Recettes en RAR	***(K)***	**0,00**
Dépenses en RAR	***(L)***	**30 030,00**
Solde des Restes à Réaliser N	***(M) = (K) - (L)***	**-30 030,00**
RESULTAT GLOBAL CUMULE	***(N) = (J) + (M)***	**43 237,69**

Reprise définitive des résultats sur 2025

Report excédent d'investissement (001)	***(j)***	**73 267,69**
Prévision d'affectation d'une part de l'excédent de fonctionnement (1068)	***(N)***	**0,00**
Report excédent de fonctionnement (002)	***(O) = (E) - (N)***	**5 742,22**

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.8 BUDGET ANNEXE PARKING : ADOPTION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 ANNEXE 7

Le document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

En application de l'article L. 2121-14 du CGCT, le Conseil Municipal est invité à désigner un président de séance pour le vote des CFU 2025 du budget principal et des budgets annexes. Cet article précise également que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil municipal examine et débat du compte financier unique qu'il soumet au vote. Il doit toutefois se retirer au moment du vote.

Vu le Code général des collectivités et notamment ses articles L1612-12 et L2121-14 ;
Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025 du budget annexe Parking;

Le vote sur le CFU constitue l'arrêté des comptes au sens de l'article L.1612-12 du code général des collectivités territoriales (CGCT). Considérant le CFU présenté en annexe et résumé comme suit par le président de séance :

ILLE LES HOUCHES - LES HOUCHES PARKINGS - CFU - 2025

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE	A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	Exploitation	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	885 852,52	196 000,00	1 081 852,52
	Recettes réalisées (1)	B	879 651,00	166 121,01	1 045 772,01
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	887 409,00	195 928,68	1 083 337,68
	Dépenses réalisées (1)	E	837 295,93	140 094,72	977 390,65
	Restes à réaliser	F	2 631,00	0,00	2 631,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	42 355,07	26 026,29	68 381,36
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	1 556,48	-71,32	1 485,16
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	43 911,55	25 954,97	69 866,52
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	-2 631,00	0,00	-2 631,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	41 280,55	25 954,97	67 235,52

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** le compte financier unique du Budget annexe Parking pour l'exercice 2025, tel qu'annexé à la présente délibération (Annexe 7),
- **RECONNAIT** la sincérité des restes à réaliser,
- **ARRETE** les résultats définitifs tels que synthétisés ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents constituant le CFU 2025.

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

5.9 BUDGET ANNEXE PARKING : AFFECTATION DEFINITIVE DES RESULTATS 2025

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2311.5 et R 2311.11 ;
Vu l'instruction comptable M43 ;
Vu la délibération n°26.024 en date du 21 février 2025 procédant à la reprise anticipée des résultats ;
Vu le budget primitif voté le 21 février 2025 ;
Vu le compte financier unique du budget annexe Parking 2024 ;

L'article L2311-4du code général des collectivités territoriales dispose que les résultats de l'exécution budgétaire sont affectés par le conseil municipal après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte financier unique (CFU).

Toutefois, s'il est possible d'estimer les résultats avant adoption du CFU, le conseil municipal peut alors, au titre de l'exercice clos et avant adoption du CFU, procéder à la reprise anticipée de ces résultats.

Ainsi, par délibération en date du 20 février 2026, le conseil municipal a procédé à l'affectation anticipée des résultats 2025 sur la base des résultats provisoire de l'exercice.

2025	Résultats provisoires de l'exercice	Résultats définitifs de l'exercice	Variation
FONCTIONNEMENT	25 954,97	25 954,97	0,00
INVESTISSEMENT	43 911,55	43 911,55	0,00

Considérant que le résultat définitif à affecter est identique à celui repris de manière anticipée,

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **AFFECTE** le résultat de budget annexe Parking 2025 de la façon suivante :

FONCTIONNEMENT		Réalisé 2025
Recettes réalisées	*(A)*	*166 121,01*
Dépenses réalisées	*(B)*	*140 094,72*
RESULTAT N	***(C) = (A) - (B)***	**26 026,29**
Résultat antérieur reporté N-1	*(D)*	-71,32
RESULTAT CUMULE N	***(E) = (C) + (D)***	**25 954,97**

INVESTISSEMENT		Réalisé 2025
Recettes réalisées	*(F)*	*879 651,00*
Dépenses réalisées	*(G)*	*837 295,93*
RESULTAT N	***(H) = (F) - (G)***	**42 355,07**
Résultat antérieur reporté N-1	*(I)*	1 556,48
RESULTAT CUMULE	***(J) = (H) + (I)***	**43 911,55**
Recettes en RAR	***(K)***	**0,00**
Dépenses en RAR	***(L)***	**2 631,00**
Solde des Restes à Réaliser N	***(M) = (K) - (L)***	**-2 631,00**
RESULTAT GLOBAL CUMULE	***(N) = (J) + (M)***	**41 280,55**

Reprise anticipée des résultats sur 2025

Report excédent d'investissement (001)	***(j)***	**43 911,55**
Prévision d'affectation d'une part de l'excédent de fonctionnement (1068)	***(N)***	**0,00**
Report excédent de fonctionnement (002)	***(O) = (E) - (N)***	**25 954,97**

Pour :	Contre :	Abstention :
26	0	0

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

5.10 BUDGET GENERAL: DECISION MODIFICATIVE N°1

Vu l'instruction comptable M57 ;
Vu la délibération n°26.034 du 20 février 2026 adoptant le budget primitif 2026 ;
Considérant le résultat du CFU de dissolution du budget annexe RASL à intégrer au BP 2026 ;
Considérant les notifications pour l'année 2026 de la DGF et de l'état 1259 des bases d'imposition ;
Considérant la nécessité d'ajuster les crédits d'investissement ;

Il est proposé au Conseil Municipal **d'adopter la décision modificative N°1 du Budget général** comme suit :

Imputation			Libellé - Section de fonctionnement	Crédits ouverts avant DM	Montant Dépenses	Montant Recettes	Crédits ouverts après DM
Nature	Chap						
002	002		Résultat reporté / Intégration résultat BA RASL	290 230,85 €		61 901,06 €	352 131,91 €
611	011		Contrats de prestation de services	144 450,00 €	-20 000,00 €		124 450,00 €
6156	011		Maintenance	11 500,00 €	20 000,00 €		31 500,00 €
61551	011		Entretien matériel roulant / Réparation Réform	50 000,00 €	18 165,06 €		68 165,06 €
62268	011		Autres honoraires, conseil / Audit financier	80 000,00 €	20 000,00 €		100 000,00 €
75888	75		Autres produits /Remboursement assurance suite sinistre Réform	45 828,00 €		18 165,00 €	63 993,00 €
74111	74		DGF - Dotation forfaitaire	160 000,00 €		-45 039,00 €	114 961,00 €
741121	74		DGF - Dotation de solidarité rurale	76 000,00 €		7 533,00 €	83 533,00 €
74833	74		Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	53 280,00 €		89 634,00 €	142 914,00 €
023	023		Virement à la section d'investissement	453 812,00 €	94 029,00 €		547 841,00 €
TOTAL FONCTIONNEMENT				**9 176 831,85 €**	**132 194,06 €**	**132 194,06 €**	**9 309 025,91 €**

Imputation			Libellé - Section d'investissement	Crédits ouverts avant DM	Montant Dépenses	Montant Recettes	Crédits ouverts après DM
Nature	Chap	Opé					
021	021		Virement de la section de fonctionnement	453 812,00 €		94 029,00 €	547 841,00 €
2313	23		Travaux en cours - non affecté	0,00 €	76 659,00 €		76 659,00 €
21351	21	919	Installations, agencements / tableau élec. et cumulus bat	18 500,00 €	13 150,00 €		31 650,00 €
21848	21	923	Autres matériels / Extension table du conseil	6 000,00 €	2 560,00 €		8 560,00 €
204114	204	921	Fonds de concours Rte forestière Col de Voza versé à la CCVCMB	0,00 €	1 660,00 €		1 660,00 €
TOTAL INVESTISSEMENT				**14 531 256,96 €**	**94 029,00 €**	**94 029,00 €**	**14 625 285,96 €**

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** la décision modificative N°1 du Budget général comme présenté ci-dessus.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

Monsieur le Maire donne la parole au public, en précisant que le Conseil Municipal étant particulièrement dense, les questions devront être relativement courtes.

Une administrée prend la parole et indique habiter au sommet de Vaudagne. Elle précise qu'il ne s'agit pas véritablement d'une question, mais qu'elle souhaite soulever une problématique rencontrée lors de l'UTMB l'année précédente.

Elle explique que les GPS orientent parfois les automobilistes vers des itinéraires inadaptés, y compris sur des chemins de montagne non carrossables. Elle indique qu'à l'occasion de la première étape de l'UTMB, de nombreux automobilistes ont souhaité rejoindre l'étape suivante et étaient persuadés de pouvoir passer par le chemin de la Forclaz pour rejoindre Saint-Gervais.

Elle précise avoir constaté un bouchon sur la route des Bouchards entre 17 heures et 23 heures. Elle souligne que cette situation est difficilement concevable, d'autant que la route des Bouchards est déjà très endommagée. Elle indique avoir vu des voitures monter jusqu'à la deuxième aire de retournement

du chemin de la Forclaz, avant de ne plus pouvoir poursuivre leur route. Elle ajoute que des voitures, des camions et des camping-cars se sont engagés dans ce secteur, ce qui représentait, selon elle, un danger important.

Elle précise avoir encore arrêté récemment des automobilistes, notamment des touristes étrangers, persuadés de pouvoir monter jusqu'au col. Elle indique avoir contacté la gendarmerie lors de l'UTMB, mais que celle-ci était débordée par la situation du jour et n'avait pas pu intervenir.

Monsieur Laurent CORROT remercie l'administrée pour son observation. Il indique qu'il sera difficile de faire évoluer rapidement les indications des GPS, mais que la Commune prendra contact avec les différentes sociétés concernées afin de leur signaler que cette route n'est pas carrossable. Il précise que cette démarche sera engagée.

Il ajoute que, pour le prochain UTMB, la Commune veillera à mettre en place une signalisation de fermeture de cette route afin d'éviter que les véhicules ne s'y engagent. Il indique également qu'un arrêté de circulation est envisagé sur ce chemin. Il précise enfin que la Commune essaiera de faire le maximum auprès des sociétés de géolocalisation afin que cet itinéraire soit indiqué comme non carrossable.

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET ajoute qu'une partie de la route doit être refaite au mois de juin, précisant que cette problématique a donc bien été prise en considération.

Monsieur le Maire donne ensuite la parole à un autre administré.

Celui-ci indique souhaiter revenir sur la route des Bouchards. Il précise que cette route n'est pas cadastrée et s'interroge sur les travaux d'enrobé envisagés, en demandant si les propriétaires seront contactés.

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET indique qu'il s'agit d'une voie publique ouverte à la circulation depuis longtemps. Il précise qu'un arrêté d'alignement pourrait être pris, mais que cette situation n'est pas isolée, plusieurs routes sur la Commune des Houches n'ayant pas été régularisées. Il ajoute que certaines voies départementales sont également concernées par ce type de situation et reconnaît qu'un travail reste à faire sur ces sujets.

L'administré indique également que l'Office de tourisme orienterait des personnes vers ce secteur en mentionnant l'existence d'un parking.

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET affirme qu'il n'y a pas de véritable parking, mais seulement une plateforme permettant de faire demi-tour.

L'administré estime qu'il faudrait installer des panneaux, compte tenu de la situation.

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET indique que la nouvelle équipe vient d'arriver et qu'elle va regarder ce point. Il précise que cette remarque est bien prise en compte.

L'administré indique être directement concerné, habitant à proximité. Il évoque également les travaux réalisés l'année précédente par la Communauté de communes pour les égouts, en regrettant un manque d'information préalable des riverains. Il indique que les engins seraient arrivés sans que les habitants aient été correctement informés.

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET s'étonne de l'absence d'information.

Monsieur le Maire indique que ce sont des points sur lesquels la Commune doit progresser.

L'administré évoque ensuite les difficultés rencontrées pour sortir du bois, alors que le secteur comporte de nombreuses forêts privées. Il indique ne plus comprendre la situation depuis 2 ans. Il précise que la route n'étant pas cadastrée, la municipalité précédente n'aurait pas dû délivrer certains permis de construire sans avoir préalablement délimité la route.

Monsieur le Maire indique que ce point devra être examiné avec le service foncier.

L'administré ajoute que la route s'est détériorée et que certains riverains ont contribué à sa réparation. Il évoque également des difficultés anciennes liées au déneigement. Il précise que la Commune ne déneige pas certaines portions et qu'il assure lui-même le déneigement.

Monsieur le Maire demande s'il existe une dérogation particulière concernant le déneigement et rappelle que, lorsqu'une voie n'est pas communale, la Commune ne peut pas nécessairement intervenir, sauf à modifier le cadre applicable par arrêté.

L'administré indique également que, durant l'hiver, une piste forestière aurait été déneigée à 2 reprises, ce qu'il ne comprend pas. Il précise que cette piste est notamment utilisée par la Compagnie des guides de Chamonix pour les sorties en raquettes et estime que ce déneigement n'est pas nécessaire.

Monsieur le Maire indique que la Commune va reprendre en main le Document d'Organisation de la Viabilité Hivernale (DOVH) et qu'un échange aura lieu avec la régie afin de vérifier ces éléments.

L'administré évoque ensuite le passage d'une ligne électrique sur certains terrains et indique avoir été invité à signer des documents chez le notaire, ce qu'il refuse de faire en l'état.

Monsieur le Maire s'interroge sur la situation cadastrale de la voie.

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET confirme que la route n'a vraisemblablement pas été classée.

L'administré précise que la route a été réalisée dans les années 1970, avec des accords informels de passage entre anciens propriétaires, mais que la situation n'aurait jamais été correctement régularisée.

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET rappelle qu'une défense incendie existe également dans ce secteur.

L'administré indique que la régie électrique est également concernée et signale la présence de broussailles. Il estime que la situation devient difficile à vivre, notamment en raison des touristes qui se retrouvent bloqués ou se disputent au milieu de la route, empêchant parfois le passage.

Monsieur le Maire indique qu'un point sera fait sur l'ensemble de ces éléments. Il précise que les élus prennent connaissance de ces difficultés et qu'il est utile que les administrés les exposent directement.

L'administré ajoute que certains véhicules, notamment des camions, ne devraient pas monter dans ce secteur, en particulier l'hiver, compte tenu du danger. Il évoque notamment des livraisons effectuées par des camions sur des chemins inadaptés.

Monsieur le Maire indique que la Commune va examiner cette situation et chercher à l'améliorer.

L'administré signale enfin que le secteur de Vaudagne est, selon lui, insuffisamment entretenu.

Monsieur le Maire reconnaît qu'il a pu y avoir un certain laisser-aller sur certains points et indique que ces sujets seront repris.

Il remercie les administrés pour leurs questions et suggestions, en soulignant l'intérêt d'avoir un retour direct et concret des habitants sur les problématiques rencontrées sur le terrain.

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

5.11 Demande de subvention auprès de la CAF pour l'aménagement de locaux destinés à l'accueil périscolaire et centre de loisirs

Rapporteur : Madame Emelyne BARBET ROUX

Madame Emelyne BARBET ROUX, informe le Conseil Municipal que dans le cadre de la fermeture d'une classe à la rentrée scolaire 2026/2027, les services de la périscolaire et du centre de loisirs récupéreront la salle actuellement affectée à la classe de Grande Section, afin de regrouper les enfants fréquentant l'accueil périscolaire au sein d'un même bâtiment.

Afin d'améliorer les conditions d'accueil des enfants dans ce nouveau local, des travaux d'aménagement seront réalisés en régie. Ces travaux permettront notamment de garantir la conformité des locaux aux normes applicables aux Etablissements Recevant du Public (ERP), de procéder à des aménagements intérieurs ainsi qu'au renouvellement du mobilier et du matériel pédagogique.

Par ailleurs, la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CAF), dans le cadre de la Convention d'Objectifs et de Gestion 2023-2027, a mis en place un Fonds d'aide à l'investissement destiné aux Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH). Cette aide financière peut être accordée à hauteur de 60 % du coût global de l'opération.

Le coût total de l'opération ainsi que le plan de financement prévisionnel sont établis comme suit :

Coût du projet		**Recettes prévisionnelles**	
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Montant
Remplacement des fenêtres	3 000 €	Subvention CAF	10 080 €
Mise au norme Electricité	4 800 €		
Aménagements intérieur	1 500 €	Autofinancement de la commune	6 720 €
Renouvellement mobilier	5 000 €		
Matériel pédagogique	2 500 €		
TOTAL	**16 800 € HT**	**TOTAL**	**16 800 € HT**

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **APPROUVE** le projet d'aménagement des locaux destinés à l'accueil périscolaire et centre de loisirs
- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel de l'opération ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à solliciter toute subvention susceptible d'être attribuée dans le cadre de ce projet, notamment auprès de la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CAF);
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

6) MARCHES PUBLICS / TRAVAUX

6.1 Modification du Règlement d'utilisation et d'entretien de la Route Forestière du Châtelard – Col de Voza – Annexe 8

Rapporteur : Madame Laetitia MAISONNEUVE

VU l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif aux attributions du Conseil Municipal
VU la délibération N°24_061 du Conseil Municipal du 14 mai 2024

CONSIDERANT que le schéma de desserte forestière et pastorale sur les territoires communaux de Passy, Les Houches et Saint-Gervais-les-Bains réalisé en 2013, la route forestière Châtelard - Col de Voza permet de mettre en valeur les massifs forestiers communaux de Montcoutant, La Forclaz, Les Combettes, Prarion et La Charme,
CONSIDERANT que les ressources forestières et pastorales étant enclavées dans ce secteur, la création d'un accès grumier au sommet du massif pour une exploitation forestière par tracteur et par câble permet de répondre aux enjeux de production et protection du massif forestier ainsi qu'aux enjeux liés aux ressources pastorales,
CONSIDERANT qu'il convient de fixer des règles de circulation, d'utilisation et d'entretien de la route forestière en concertation avec les Communes des Houches et de Saint-Gervais,
CONSIDERANT que le règlement d'utilisation et d'entretien de la route forestière du Châtelard - Col de Voza a été modifié le 18 décembre 2025 par le comité de pilotage des communes de Passy, Les Houches et Saint-Gervais-les-Bains afin d'y intégrer les éléments suivants :

- Les références des arrêtés de circulation de chacune des 3 communes
- L'interdiction aux véhicules > 3.5 T par temps de pluie ou autres intempéries et pendant les 48 heures suivantes
- L'autorisation d'utiliser la route forestière uniquement sur le tronçon prédéfini: point d'entrée et point de résidence, travaux ou livraison
- La modification de la carte d'autorisation
- La signature de chacun des 3 maires sur la convention

Monsieur Yves PEROL intervient au sujet des règles de circulation sur la route forestière, et plus particulièrement de l'interdiction de circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes par temps de pluie ou d'orage.

Il indique que, selon lui, cette restriction devrait être renforcée. Compte tenu de l'état de la route et de son usage, il estime qu'il conviendrait d'interdire plus largement la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, et pas uniquement en cas de pluie ou d'orage.

Il explique que cette route est régulièrement empruntée par des camionnettes de livraison, des artisans et différents véhicules, notamment en lien avec les travaux réalisés dans le secteur du col de Voza. Cette circulation, parfois par mauvais temps, contribue selon lui à la dégradation rapide de la chaussée et entraîne des travaux de réfection importants.

Monsieur Yves PEROL rappelle également qu'il s'agit d'une route forestière, qui n'a pas vocation à devenir une voie de circulation touristique ou générale.

Monsieur le Maire prend note de ces observations. Il précise que cette route a également été aménagée afin de permettre le passage des véhicules nécessaires à l'exploitation forestière. Il indique qu'il fera remonter ces remarques aux communes de Passy et de Saint-Gervais, également concernées par ce dossier.

Monsieur Yves PEROL relève par ailleurs une erreur dans la rédaction de la délibération : la commune de Passy doit être ajoutée dans le considérant relatif aux règles de circulation, d'utilisation et d'entretien de la route forestière.

Monsieur le Maire confirme cette correction, la convention concernant bien les trois communes signataires, à savoir Les Houches, Saint-Gervais et Passy. Il remercie Monsieur Yves PEROL pour cette remarque.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **APPROUVE** la modification du règlement d'utilisation et d'entretien de la Route forestière du Châtelard - Col de Voza ci-annexé (Annexe 8);
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer le règlement d'utilisation et d'entretien et tout document y afférent.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

6.2 Demande de subventions : CDAS 2026 en faveur de l'acquisition d'équipements pour la crèche

Rapporteur : Monsieur Frédéric JOSE-BURNET

Monsieur Frédéric JOSE BURNET, Adjoint aux travaux, informe le conseil municipal que dans le cadre du Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité 2026, la commune des Houches présente à ce titre le projet d'acquisition de matériel spécifique pour la crèche.

Afin de poursuivre l'aménagement de la section des moyens, selon les préconisations de la PMI, la commune va s'équiper d'une structure motrice adaptée à leur tranche d'âge. De plus, une auto-laveuse permettra à la commune un lavage des sols optimal afin de préserver l'hygiène et la santé des enfants tout en respectant l'environnement.

Le coût total et le plan de financement de l'opération est établi comme suit :

Coût du projet		**Recettes prévisionnelles**		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Taux	Montant
Travaux	6 487,28€	Subvention CDAS 2026	50%	3 243,64€
		Autofinancement de la commune	50%	3 243,64€
TOTAL	**6 487,28€HT**	**TOTAL**	**100%**	**6 487,28€HT**

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** le plan de financement du projet au titre du CDAS 2026, tel que présenté ci-dessus,
- **S'ENGAGE** sur la part d'autofinancement correspondante,
- **SOLLICITE** les financements correspondants auprès du Département de la Haute Savoie au titre du CDAS 2026 (Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité),
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

6.3 Demande de subventions : CDAS 2026 en faveur du renouvellement d'une aire de jeux pour enfants

Rapporteur : Monsieur Frédéric JOSE-BURNET

Monsieur Frédéric JOSE BURNET, Adjoint aux travaux, informe le conseil municipal que dans le cadre du Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité 2026, la commune des Houches présente à ce titre le projet de renouvellement des aires de jeux sur le secteur des Chavants.

Depuis plusieurs années la commune a entrepris le renouvellement et la création de nouvelles aires de jeux pour enfants afin d'apporter une offre adaptée aux utilisateurs selon les quartiers. Cette année il est prévu de compléter l'aire de jeux des Chavants par un dispositif en bois s'intégrant dans l'esprit du site.
Le sol sera traité avec un revêtement de type copeaux non traités.

Le coût total et le plan de financement de l'opération est établi comme suit :

Coût du projet		**Recettes prévisionnelles**		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Taux	Montant
Travaux	26 544,10€	Subvention CDAS 2026	50%	13 272,05€
		Autofinancement de la commune	50%	13 272,05€
TOTAL	**26 544,10€ HT**	**TOTAL**	**100%**	**26 544,10€ HT**

Monsieur Frédéric JOSE-BURNET précise que l'aménagement prévu prendra la forme d'une petite cabane abritée, comprenant quelques marches, une passerelle ainsi qu'un petit toboggan, afin de permettre aux enfants d'y jouer.

Il indique également que le sol situé sous l'équipement sera aménagé avec un revêtement de type copeaux, destiné à assurer la sécurité des enfants en cas de chute.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés

- **ADOPTE** le plan de financement du projet au titre du CDAS 2026, tel que présenté ci-dessus,
- **S'ENGAGE** sur la part d'autofinancement correspondante,
- **SOLLICITE** les financements correspondants auprès du Département de la Haute Savoie au titre du CDAS 2026 (Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité),
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

6.4 Demande de subventions : CDAS 2026 en faveur du renouvellement d'un véhicule des services techniques

Rapporteur : Monsieur Frédéric JOSE-BURNET

Monsieur Frédéric JOSE BURNET, Adjoint aux travaux, informe le conseil municipal que dans le cadre du Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité 2026, la commune des Houches présente à ce titre le projet de renouvellement d'un véhicule des services techniques pour un véhicule électrique.

Afin de continuer de s'inscrire dans les démarches de renouvellement du parc automobile avec zéro émission de CO2, la commune remplace cette année l'un des véhicules des Services Techniques en fin de vie par un véhicule 100% électrique.

Le coût total et le plan de financement de l'opération est établi comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Taux	Montant
Travaux	37 865€	Subvention CDAS 2026	50%	18 932,50€
		Autofinancement de la commune	50%	18 932,50€
TOTAL	**37 865€ HT**	**TOTAL**	**100%**	**37 865€ HT**

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- **ADOPTE** le plan de financement du projet au titre du CDAS 2026, tel que présenté ci-dessus,
- **S'ENGAGE** sur la part d'autofinancement correspondante,
- **SOLLICITE** les financements correspondants auprès du Département de la Haute Savoie au titre du CDAS 2026 (Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité),
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

6.5 Demande de subventions : CDAS 2026 en faveur de l'acquisition d'équipements mobiliers pour les associations utilisant la salle OLCA

Rapporteur : Monsieur Frédéric JOSE-BURNET

Monsieur Frédéric JOSE BURNET, Adjoint aux travaux, informe le conseil municipal que dans le cadre du Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité 2026, la commune des Houches présente à ce titre le projet d'acquisition de mobiliers pour les associations utilisatrices de la salle OLCA actuellement en cours de restructuration et rénovation.

Dans le cadre des travaux de la salle OLCA, l'achat d'équipements/mobiliers est nécessaire afin de permettre aux associations locales d'exercer leurs activités dans de bonnes conditions. Ces équipements garantiront une utilisation fonctionnelle, sécurisée et adaptée tout en favorisant la vie associative.

Le coût total et le plan de financement de l'opération est établi comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Taux	Montant
Travaux	90 000€	Subvention CDAS 2026	50%	45 000€
		Autofinancement de la commune	50%	45 000€
TOTAL	**90 000€HT**	**TOTAL**	**100%**	**90 000€HT**

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- **ADOPTE** le plan de financement du projet au titre du CDAS 2026, tel que présenté ci-dessus,
- **S'ENGAGE** sur la part d'autofinancement correspondante,
- **SOLLICITE** les financements correspondants auprès du Département de la Haute Savoie au titre du CDAS 2026 (Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité),
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

6.6 <u>Demande de subventions : CDAS 2026 en faveur de la reprise d'un mur de soutènement à la Flatière</u>

Rapporteur : Monsieur Frédéric JOSE-BURNET

Monsieur Frédéric JOSE BURNET, Adjoint aux travaux, informe le conseil municipal que dans le cadre du Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité 2026, la commune des Houches présente à ce titre le projet de reprise d'un mur de soutènement.

Les travaux de reprise du mur de soutènement desservant le hameau de la Flatière visent à sécuriser durablement cet axe de circulation pour les usagers, habitants et services de secours. Ils permettront de prévenir de tout risque d'effondrement et de préserver les infrastructures communales.

Le coût total et le plan de financement de l'opération est établi comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Taux	Montant
Travaux	82 050€	Subvention CDAS 2026	50%	41 025€
		Autofinancement de la commune	50%	41 025€
TOTAL	**82 050€ HT**	**TOTAL**	**100%**	**82 050€ HT**

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- **ADOPTE** le plan de financement du projet au titre du CDAS 2026, tel que présenté ci-dessus,
- **S'ENGAGE** sur la part d'autofinancement correspondante,
- **SOLLICITE** les financements correspondants auprès du Département de la Haute Savoie au titre du CDAS 2026 (Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité),
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

6.7 <u>Demande de subventions : CDAS 2026 en faveur de la création d'une rampe d'accès PMR et d'évacuation de la crèche</u>
Rapporteur : Monsieur Frédéric JOSE-BURNET

Monsieur Frédéric JOSE BURNET, Adjoint aux travaux, informe le conseil municipal que dans le cadre du Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité 2026, la commune des Houches présente à ce titre le projet de création d'une rampe d'accès à la crèche.

Dans le cadre de l'améliorer de l'accessibilité et de l'évacuation de l'établissement de la crèche, et afin de répondre aux préconisations de sécurité en vigueur, la commune envisage la création d'une rampe d'accès PMR.

Le coût total et le plan de financement de l'opération est établi comme suit :

Coût du projet		Recettes prévisionnelles		
Nature des dépenses	Montant HT	Nature des recettes	Taux	Montant
Travaux	29 750€	Subvention CDAS 2026	50%	14 875€
		Autofinancement de la commune	50%	14 875€
TOTAL	**29 750€ HT**	**TOTAL**	**100%**	**29 750€ HT**

Monsieur le Maire remercie les personnes ayant travaillé sur ce dossier, et notamment Monsieur Frédéric JOSE-BURNET, Madame Mary FERRARO, ainsi que les services municipaux.

Il souligne que le travail a été réalisé dans un contexte contraint, en raison notamment de l'absence de plusieurs agents pendant la période de congés, en particulier au sein des services techniques, qui sont habituellement chargés du suivi de ce type de dossiers à caractère technique.

Monsieur le Maire adresse également ses remerciements aux conseillers départementaux, Monsieur Jean-Marc PEILLEX et Madame Aurore TERMOZ. Il précise que Madame Aurore TERMOZ s'est rendue en mairie des Houches afin d'expliquer les démarches à suivre et les modalités permettant à la Commune de solliciter ces subventions.

Il remercie ainsi les conseillers départementaux pour leur accompagnement sur ce dossier.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- **ADOPTE** le plan de financement du projet au titre du CDAS 2026, tel que présenté ci-dessus,
- **S'ENGAGE** sur la part d'autofinancement correspondante,
- **SOLLICITE** les financements correspondants auprès du Département de la Haute Savoie au titre du CDAS 2026 (Contrat Départemental d'Avenir et de Solidarité),
- **AUTORISE** Monsieur Le Maire à signer tous documents relatifs à cette décision.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

7) FONCIER/URBANISME

Rapporteur : Monsieur Frédéric DE VIVIE

7.1 Renoncement au Droit de Préemption Urbain

Ce point a été présenté en séance.

7.2 Convention de mise à disposition d'un terrain communal au profit de l'Association « Mont Blanc Fermes péda » - Annexe 9

Monsieur Frédéric DE VIVIE expose au Conseil Municipal qu'en 2024 et en 2025 une convention avait été conclue avec l'Association « Mont Blanc Ferme péda » pour la mise à disposition d'une parcelle communale afin d'initier un protocole de recherche pour la lutte contre la propagation de la renouée du Japon. Cette étude avait fait l'objet d'un avis favorable de la part de La Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et était soutenue par l'ISARA – école d'ingénieurs en agronomie, agroalimentaire et environnement.

L'Association a fait part à la Commune du succès de cette première étape de recherches et souhaite pouvoir renouveler l'expérience sur le même terrain communal, domaine privé de la Commune. Il est situé au lieu-dit « Sous Les Crêts », cadastré section A sous le n° 2152. Totalement envahi par la renouée, il connaît des risques de propagation du fait de sa proximité avec l'Arve.

Pour réaliser les différentes observations et les relevés, il est prévu l'installation de parcs démontables, accueillant 4 chèvres et 2 cochons laineux du 8 juin à la fin du mois de novembre 2026.

Cette expérience sera suivie d'un rapport biologique scientifique.

Il est donc proposé de mettre à la disposition de l'Association, à titre gratuit, le terrain situé lieu-dit « Sous les Crêts », cadastré section A sous le numéro 2152, pour la période du 08 juin au 30 novembre 2026, cette durée pouvant être réduite en fonction de la pousse de la renouée et des conditions météorologiques. Le projet de convention est présenté en annexe 9.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- **AUTORISE** la mise à disposition à l'association « Mont Blanc Fermes péda » de la parcelle communale située lieu-dit « Sous les Crêts », cadastrée section A sous le n° 2152 dans le cadre de ses recherches sur le traitement de la renouée du Japon,
- **DIT** que la mise à disposition du terrain communal est consentie à titre gratuit,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et tous les documents afférents.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

7.3 Convention de mise à disposition ponctuelle du chalet d'alpage « Grands Bois » - Association Les Poneys de Bellevarde – Annexe 10

Monsieur Frédéric DE VIVIE expose au Conseil Municipal que l'Association « Les Poneys de Bellevarde » organise des randonnées et activités « nature » autour des poneys.

Dans ce cadre, le 26 avril 2022, une convention avait été signée avec la Commune des Houches afin que ladite association puisse disposer de façon ponctuelle d'un chalet d'alpage, appartenant au domaine privé de la Commune, utile pour ses activités estivales. Elle avait été autorisée par la délibération n°21.136 du Conseil Municipal réuni le 17 décembre 2021.

Cette convention étant arrivée à échéance, et suite à la demande de l'Association, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver son renouvellement.

En application de la convention jointe en annexe 10, la Commune met à disposition de l'Association « Les Poneys de Bellevarde » le chalet d'alpage des Grands Bois, situé sur la parcelle communale cadastrée section C n°873, dans la limite de 6 utilisations par saison estivale. Le local a vocation exclusive de stockage de matériel et d'équipement des poneys lors des montées en alpage avec bivouac ou nuits sous la tente, organisées par l'association.

La mise à disposition est consentie à titre gratuit en raison de l'intérêt local présenté par les activités de découverte de la montagne et de sensibilisation à l'environnement.

La durée initiale est d'1 année à compter de la date de signature. Le renouvellement s'effectuera ensuite chaque année par tacite reconduction, dans la limite d'une durée totale de 4 ans.

Il s'agit d'une convention précaire et révocable, qui pourra être résiliée par la Commune à tout moment sur le fondement d'un motif d'intérêt général ou de sécurité sans indemnité.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- **AUTORISE** la mise à disposition ponctuelle à l'Association « Les Poneys de Bellevarde » du chalet d'alpage des Grands Bois, situé sur la parcelle communale cadastrée section C n°873, à des fins exclusives de stockage, selon les conditions stipulées dans la convention jointe en annexe 10,
- **DIT** que la mise à disposition est consentie à titre gratuit,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et tous les documents afférents.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

7.4 Modification simplifiée n°1 du PLU des Houches - Définition des modalités de mise à disposition du public - Information préalable au Conseil Municipal

Par arrêté du 13 mai 2026, le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont Blanc a prescrit la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme des Houches.

Cette procédure vise à corriger l'erreur matérielle intervenue lors de l'approbation le 4 avril 2024 de la modification n°1 relative à la suppression de la trame du domaine skiable au sein du règlement

graphique du PLU, et la nécessité de réinstaurer cette trame afin de rendre possible la réalisation de projets ou de travaux nécessitant une autorisation d'urbanisme sur le domaine skiable.

Selon l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme, « *une modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée (…) dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle* ».

Conformément aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme, le dossier de modification simplifiée du PLU est notifié au Préfet et aux personnes publiques associées et consultées avant la mise à disposition du public.

Le Code de l'Urbanisme, selon l'article L.153-47, précise que le dossier de modification simplifiée fait l'objet d'une mise à disposition du public selon les modalités arrêtées par délibération du conseil communautaire.

Il est ainsi proposé les modalités de mises à disposition suivantes :

- Mise à disposition du dossier et registre papier où les observations pourront être consignées
  - en Mairie des Houches - service Urbanisme 1er étage, aux jours et horaires d'ouverture de la Mairie, à savoir du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00, et de 14h00 à 17h30 ainsi que le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00
  - au siège de la Communauté de Communes, Direction Aménagement et Transitions, service Planification, au 3ème étage de la Mairie de Chamonix, aux jours et horaires d'ouverture de la Mairie, à savoir du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.
- Le dossier d'enquête pourra être également consultable sur le site internet de la Communauté de Communes « www.cc-valleedechamonixmontblanc.fr/demarches/planification-territoriale/plu-plans-locaux-durbanisme/ » et de la commune des Houches www.leshouches.fr/ma-mairie-au-quotidien/demarches-durbanisme/plu/ avec possibilité de formuler ses observations selon des modalités qui seront précisées d'ici la mise à disposition.

La mise à disposition sera organisée pendant une durée d'un mois. Les dates seront précisées par voie d'affichage (journal local, panneaux lumineux, sites internet de la CCVCMB et de la commune des Houches).

VU l'arrêté du Président n°2026.00017 en date du 13 mai 2026 prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLU des Houches,
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L153-45, L.153-47 et L.132-7 et L.132-9,

CONSIDERANT la nécessité de mettre à disposition le dossier de modification simplifiée n°1 du PLU des Houches et d'en définir préalablement ses modalités,

Le Conseil Municipal est préalablement informé des modalités de mise à disposition du dossier de modification simplifiée n°1 du PLU des Houches telles que ci-avant.

Ces modalités de mise à disposition seront soumises pour approbation aux membres du Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

7.5 Mise en compatibilité n°3 du PLU des Houches par Déclaration de Projet – Approbation

Annexes 11 à 17

Il est rappelé que par arrêté du 3 juillet 2025, le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont Blanc a prescrit la mise en compatibilité n°3 par déclaration de projet du Plan Local d'Urbanisme des Houches.

Cette mise en compatibilité par déclaration de projet vise à déclarer d'intérêt général l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) Bocher exploitée par la Régie Chamonix Propreté de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc située sur la commune des Houches au lieu-dit « Route du Nant Jorlan ». Cette procédure est rendue nécessaire pour reclasser certaines zones exploitées par la plateforme de dépôt de déchets inertes en *« zone naturelle de dépôt de matériaux (Nx)* » suite à leur classement lors de l'approbation du PLU en décembre 2017 en « *zone de protection paysagère et environnementale* » (Npe). Ce classement est requis pour permettre le renouvellement de son activité dont l'autorisation préfectorale actuelle a été prorogée en 2024 pour une durée de 2 ans.

Le dossier de mise en compatibilité par déclaration a été notifié aux personnes publiques associées et consultées (PPA-PPC) le 3 juillet 2025.

En parallèle, la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) a été saisie dans le cadre de la procédure d'examen au cas par cas le 11 juillet puis le 4 août 2025. Par avis en date du 26 septembre 2025, la MRAe a soumis la procédure à évaluation environnementale.

A l'issue d'un recours gracieux exercé auprès de cette dernière le 26 novembre 2025 à l'appui d'un dossier de projet de PLU modifié tenant compte des observations formulées par la MRAe dans son avis, cette dernière, par avis en date du 19 décembre 2025, a confirmé que la procédure n'était pas soumise à évaluation environnementale, avis objet ensuite d'une délibération de dispense d'évaluation environnementale du Conseil Communautaire du 5 février 2026 (précédé d'une information préalable au conseil municipal du 23 janvier 2026.

Le dossier de mise en compatibilité par déclaration modifié a de nouveau été notifié aux personnes publiques associées et consultées (PPA-PPC) par courrier en date du 15 décembre 2025 et ce, avant l'organisation de l'enquête publique.

Elles ont émis les avis suivants :

- *ARVAC (Association des Résidents de la Vallée de Chamonix) : L'association prend acte de l'absence d'impact majeur des enjeux de biodiversité sur la zone concernée. L'ARVAC aurait souhaité mesurer l'impact paysager supplémentaire à une poursuite de l'exploitation à l'horizon de 10-15 ans par rapport à l'impact visuel.*
- *INAO : Pas d'opposition au projet dans ce secteur qui n'a pas de vocation agricole.*
- *ONF : Pas de remarque, la forêt communale n'étant pas concernée.*
- *SAGE du bassin de l'ARVE : Pas de remarque sur le dossier.*
- *SDIS 74 : Aucune remarque particulière.*
- *CCI 74 : Avis favorable au projet.*
- *Collectivités locales : les communes de Passy et de Saint Gervais ne formulent pas d'observation particulière sur le projet.*

Conformément à l'article L.153-54 du Code de l'Urbanisme, la réunion d'examen conjoint a été organisée le 23 janvier 2026 en Mairie des Houches.

A l'occasion de cette réunion, le procès-verbal relate les avis suivants formulés en séance :

- Association « Les Amis des Houches » : *son Président, M Boujon, remercie les services pour la présentation et le rapport très approfondi de l'étude. Il confirme la nécessité de garantir l'exploitation du site. Il s'interroge sur le périmètre de provenance de déchets. M Boujon confirme qu'il pourrait être réaliser un mapping des flux futurs éventuels, de définir des règles pour optimiser ces flux et de mesurer l'équation financière ad hoc.*

En réponse, les services de l'Etat ont souligné le fait que cette ISDI est la seule sur le territoire à l'échelle du SCOT et qu'il convient de voir comment elle peut être valorisée à cette échelle du SCOT.

- Direction Départementale des Territoires 74 (Mme Irle) présente l'avis des services de l'Etat :

  L'intérêt général est souligné et remercie pour la présentation claire et précise. L'Etat émet trois recommandations :

  - *Au titre des risques naturels, le rapport présente la situation au titre du Plan de Prévention des Risques en aléas fort et moyen sur le périmètre : l'autorisation de l'exploitation est permise sous réserve qu'l n'y ait pas d'extension qui pourrait déstabiliser ces aléas*
  - *Règlement graphique et écrit : évolution du projet de PLU pour tenir compte de l'avis de MRAE pour inscrire une zone dédiée et intégrer les mesures ERC de l'étude environnementale d'exploitation du site*
  - *Au titre du respect de la doctrine de la CDPENAF qui prévoit 2 classifications, il est préconisé de préciser dans le règlement qu'il s'agit de l'ICPE 2517*

  En conclusion, l'Etat émet un avis favorable.

M. NIVELLE a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur par décision n°E25000197/39 du président du Tribunal Administratif le 27 août 2025.

Par arrêté n°2026/00002 du 19 janvier 2026, a été prescrite l'organisation d'une enquête publique, qui s'est déroulée du Mardi 10 Février 2026 au Vendredi 13 Mars 2026.

Deux permanences ont été organisées en Mairie des Houches les jeudi 19 février de 14h à 17h, et le vendredi 13 mars de 9h à 12h. La mise à disposition du dossier par voie électronique était également proposée avec la consultation possible du dossier sur le site « https://www.registre-numerique.fr/plu-leshouches » et la possibilité de consigner ses observations sur le registre dématérialisé prévu à cet effet : « plu-leshouches@mail.registre-numerique.fr ».

Cette enquête publique a donné lieu à :

- 324 visiteurs sur le registre dématérialisé
- 33 visualisations de documents
- 11 téléchargements de fichier
- aucune observation, ni proposition n'a été en revanche été déposée ni sur le registre papier, ni sur le registre dématérialisé,
- lors des permanences, 3 personnes ont été reçues mais pour des objets ne concernant pas directement cette procédure.

Monsieur NIVELLE a transmis le procès-verbal de synthèse des observations le 1er avril 2026, auquel la Collectivité a répondu le 3 avril 2026.

Monsieur NIVELLE a rendu son rapport et ses conclusions le 23 avril 2026, il considère que :

« *Force est de constater que le nombre de visiteurs et d'observations du public lors de cette enquête est resté faible. Aucune proposition de remise en question du projet n'a été formulée par le public, ni aucune remarque de l'Association Environnementale n'a été reçue par le Commissaire-Enquêteur. Sans doute faut-il voir là le résultat du travail de concertation et de communication effectué en amont.*

Après avoir :

1) *Rencontré le Maître d'Ouvrage et les responsables du projet de DPMEC pour l'ISDI Bocher,*

2) *M'être rendu sur le site et particulièrement aux abords du lieu de collecte,*

3) *Entendu les élus locaux,*

4) *Pris connaissance des réponses de la collectivité au Procès-Verbal de Synthèse au Commissaire-Enquêteur,*

5) *Pris connaissance du recours de la Communauté de Communes sur l'avis conforme de la MRAe et du nouvel avis rendu par la MRAe en date du 19 décembre 2025*

6) *Pour l'ensemble des motifs énoncés*

J'émets un AVIS FAVORABLE et sans réserve à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n° 3 pour ISDI Bocher.

J'assortis cet avis de deux recommandations :

- *Recommandation n° 1 : Rencontrer l'ARVAC pour étudier l'impact paysager éventuel dans les 15 prochaines années.*
- *Recommandation n° 2 : Communiquer auprès des populations (habitants et scolaires) au sujet de ce projet qui revêt un enjeu majeur et de ses bénéfices d'un point de vue environnemental*. »

Suite aux observations formulées par le public et aux avis exprimés des personnes publiques associées et tenant compte des conclusions de Monsieur le Commissaire Enquêteur, il est proposé les modifications au projet de PLU des Houches avant son approbation :

- La création d'un zonage spécifique Nx1 pour l'ISDI ;
- Des compléments au sein de la zone naturelle, article N2 afin d'assurer *« la mise en œuvre des mesures de protection de l'environnement prévues à l'article 15 en zone Nx1* » ;
- Des compléments de la zone naturelle, article N15 pour inclure l'obligation de prendre en compte l'ensemble des mesures ERC (Éviter – Réduire – Compenser) issues de l'étude environnementale.
- De plus, les fiches réalisées dans le cadre de cette étude ont été insérées à la fin du règlement.

Les conclusions et le rapport du Commissaire enquêteur ainsi que les adaptations apportées au projet de PLU seront soumis à la Commission Communautaire Territoire, Economie et Coopération Transfrontalière puis à l'approbation du Conseil Communautaire.

Conformément à la Charte de Gouvernance, il doit faire l'objet d'une information préalable au Conseil Municipal.

Le dossier de mise en compatibilité n°3 par déclaration de projet du PLU des Houches, ainsi que le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur comprenant le procès-verbal des observations du public, orales ou écrites, des observations éventuelles du commissaire enquêteur complété des réponses de la collectivité sont joints en annexe à la présente délibération.

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé,
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- **PREND** connaissance du rapport et des conclusions motivées favorables du Commissaire Enquêteur, préalablement à l'approbation de la mise en compatibilité n°3 par déclaration de projet PLU par le Conseil Communautaire lors de sa prochaine séance.

Il est par ailleurs précisé qu'en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé sur le territoire de la Communauté de Communes, l'opposabilité du PLU interviendra UN mois après les dernières mesures de transmission et de publicité règlementaires.

Pour :	Contre :	Abstention :
27	0	0

8) DELEGATIONS

26_014 du 29 avril 2026 sur la conclusion d'une convention de réservation pour la mise à disposition du logement n°23 d'une superficie de 20,55 m² situé au sein du bâtiment « Les Merisiers » sis 110 Impasse du Châtelet, pour une durée de 12 mois à compter du 01/04/2026 avec la société GDH DEEP NATURE RESORT, LES GRANGES D'EN HAUT.

26_015 du 18 mai 2026 sur la conclusion d'une convention de réservation pour la mise à disposition du logement n°C31 d'une superficie de 56,07m² situé au sein du bâtiment « Les Merisiers » sis 110 Impasse du Châtelet, pour une durée allant du 18/05/2026 au 19/10/2026 avec Monsieur Cédric LASORET, agent saisonnier de la Commune des Houches.

26_016 du 19 mai 2026 sur la conclusion avec la société ALPES TRANSPORT LIMOUSINE, dont le siège social est situé 15 route des Combes 74400 CHAMONIX MONT BLANC et qui est représentée par ABBAOUI Mohamed, une convention de réservation pour la mise à disposition du logement n°C18 d'une superficie de 21.05 m² situé au sein du bâtiment « Les Merisiers » sis 110 Impasse du Châtelet 74 310 LES HOUCHES, pour une durée de 12 mois à compter du 01/06/2026.

26_017 du 19 mai 2026 sur la conclusion avec la société FROMAGERIE UHMB, dont le siège social est situé 11 rue de l'Essert 74310 LES HOUCHES et qui est représentée par URBAN Christopher-Kévin, une convention de réservation pour la mise à disposition du logement n°C21 d'une superficie de 19.95 m² situé au sein du bâtiment « Les Merisiers » sis 110 Impasse du Châtelet 74 310 LES HOUCHES, pour une durée de 6 mois à compter du 01/05/2026.

26_018 du 19 mai 2026 sur la conclusion avec la QC TERME CHAMONIX, dont le siège social est situé 480 Promenade du Fori 74400 CHAMONIX MONT BLANC et qui est représentée par Joël DESAYEUX, une convention de réservation pour la mise à disposition du logement n°24 d'une superficie de 20.55 m² situé au sein du bâtiment « Les Merisiers » sis 110 Impasse du Châtelet 74 310 LES HOUCHES, pour une durée de 12 mois à compter du 01/06/2026.

26_019 du 19 mai 2026 sur la conclusion avec la société SUPER U LES HOUCHES, dont le siège social est situé 965 AVENUE DES ALPAGES 74 310 LES HOUCHES et qui est représentée par Karine CHAMEL, une convention de réservation pour la mise à disposition du logement n°29 d'une superficie de 20.55 m² situé au sein du bâtiment « Les Merisiers » sis 110 Impasse du Châtelet 74 310 LES HOUCHES, pour une durée de 6 mois à compter du 01/06/2026.

26_020 du 26 mai 2026 sur la conclusion avec Monsieur JORGESEN Braly, Patrick, Fleming, agent de la Commune, un bail d'habitation à titre exceptionnel et transitoire sur le fondement de l'article 40 V de la loi n°89-462 du 6 juillet 1989 pour l'appartement communal (domaine privé) n°31 de type T2 situé au 3ème étage de la Maison de la Montagne sise 65 place de la Mairie, 74310 LES HOUCHES, pour une durée de 23 mois à compter du 15/06/2026.

26_021 du 27 mai 2026 sur le renouvellement d'une concession de quinze ans au columbarium du cimetière du Riondet au profit de Madame PIERRE Marie-Laurence domiciliée au 6 route de la laiterie 17330 MIGRÉ.

LES HOUCHES
MONT-BLANC
MAIRIE

9) QUESTIONS DIVERSES

Madame Mary FERRARO souhaite remercier, une nouvelle fois, l'ensemble des associations ainsi que tous les participants à la fête des Mères, qui a été une véritable réussite.

Elle invite ensuite l'ensemble des élus et du public à participer à la prochaine animation, à savoir la Fête de la Musique, qui se tiendra le 21 juin, à partir de 14 heures et jusqu'à minuit, sur la place du village. Elle précise que le programme complet sera prochainement communiqué.

Madame Mary FERRARO rappelle également la tenue de la prochaine réunion publique, prévue le lundi 15 juin à 19 heures.

Elle évoque enfin l'événement organisé le dimanche 28 juin par l'association « À Vélo Pour », dont le départ aura lieu au départ du lieu- dit « le Lac » (en face de la gare de Servoz).

Madame Isabel LELIÈVRE prend la parole afin de remercier Monsieur le Maire ainsi que Madame Mary FERRARO pour le suivi de ce projet, auquel la Commune participe depuis 2021. Elle précise que cette association, basée à Thyez, soutient des associations médicales et paramédicales.

Elle indique que le départ se fera depuis la Commune des Houches, au niveau du lac des Chavants. Cette année, le parcours ira au-delà de Bonneville, jusqu'à Saint-Pierre-en-Faucigny. Les participants pourront rejoindre le parcours selon leurs possibilités et seront accueillis par des élus dans chaque commune traversée.

Madame Isabel LELIÈVRE remercie la Commune d'avoir répondu favorablement à sa demande de continuité dans le soutien apporté à cette manifestation.

Madame Mary FERRARO conclut en remerciant l'ensemble des personnes présentes.

Monsieur le Maire annonce la prochaine date du Conseil Municipal au 30 juillet 2026, à 19h00.

La séance est levée à 22h30

Les Houches, le 05 juin 2026

Le Maire
Stéphane LAGARDE

Le secrétaire de séance
Laurent CORROT





CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DES HOUCHES ET L'ASSOCIATION « CAPOEIRA CULTUREL ITAPEMA DU BRESIL »

ENTRE

La Commune des Houches, représentée par Monsieur LAGARDE Stéphane, Maire en exercice, habilitée par délibération du Conseil Municipal en date du 30 mars 2026,

d'une part

ET

L'Association Capoeira Culturel Itapema du Bresil, dont le siège social est fixé 427 route du pont, 74310 Les Houches, représentée par le Président Gérard BERRUX en exercice,

d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Commune encourage le développement d'actions à caractère culturel, artistique, sportif et éducatif.
Vu ces objectifs, la Commune et l'Association établissent une convention, pour que cette dernière bénéficie de locaux, de réservation d'espace pour l'organisation de ses activités.

ARTICLE 2 : MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIELS

La Commune des Houches met à disposition, à titre gratuit, pour l'association Capoeira Culturel Itapema du Brésil, les locaux de l'Antenne jeunes, les mercredis de 9h à 12h pour l'organisation de ses activités.

Conditions :

- S'agissant de salles situées dans un espace polyvalent, elles ne pourront être réservées exclusivement à l'Association. En début d'année scolaire, un planning d'utilisation est établi par la Commune, après concertation avec le gestionnaire de la salle qui l'élabore.
- Au cours de l'année scolaire, toute modification des jours et des horaires devra être demandée par courrier à la Mairie.
- Pour l'utilisation des locaux, la Commune a remis une clé au responsable de l'activité (1 clé d'entrée)
- L'Office de Tourisme jouit d'une priorité sur l'occupation des locaux pour toute organisation de manifestations pendant les saisons touristiques. En cas d'annulation d'activités, l'Office de Tourisme préviendra au moins quinze jours avant les associations concernées.
- La Commune se réserve le droit de modifier l'affectation des lieux et du matériel mis à disposition de l'Association si elle le juge nécessaire.
- La Commune se réserve le droit de les utiliser pour ses propres besoins (locaux et matériels)

ARTICLE 3 : INCESSIBILITE DES DROITS

Le présent contrat étant conclu intuitu personae, l'Association ne pourra céder les droits en résultant à qui que ce soit, par sous-location ou toute autre forme de cession.
De plus, elle ne pourra, sous sa propre égide, confier l'utilisation de ces locaux et du matériel pour une activité à caractère professionnel, commercial, artisanal ou autre.
De façon générale, sauf accord préalable, les locaux et le matériel ne pourront être utilisés à d'autres fins que celles précisées par la présente convention.

ARTICLE 4 : ENTRETIEN DES LOCAUX

L'Association prendra les locaux dans leur état actuel, déclarant avoir entière connaissance des avantages et défauts des bâtiments et renonce par avance à tout recours envers la Commune. En outre la présence du gestionnaire des salles communales n'est pas obligatoire pendant l'occupation des locaux.
Les locaux seront utilisés en l'état, et aucune modification ne sera apportée à l'aménagement intérieur sans autorisation préalable de la Commune.

La Commune s'engage à :

- Assumer directement la responsabilité de l'équipement et des installations techniques.
- Prendre en charge les frais de consommation d'eau, de chauffage et l'électricité.

En contrepartie, l'Association s'engage à :

- Assurer l'ensemble de ses activités.
- Signaler au gestionnaire des salles communales et à la Mairie, toute défectuosité qui pourrait entraîner des réparations au titre du propriétaire.
- Prendre soin des locaux et du matériel. Toute dégradation des locaux ou du matériel provenant d'une négligence grave de l'Association (casses, dégradations, vols, ménages et rangements mal effectués) devra faire l'objet d'une remise en état, aux frais de l'Association.
- De respecter le planning et les horaires établi en début d'année, (toute modification sera demandée par écrit à la Mairie et à l'Office de Tourisme).
- Occuper uniquement les locaux désignés dans l'article 2, de la présente convention, les remettre en ordre et les remettre en état après chaque usage ainsi que tous meubles, accessoires mis à disposition.
- Assurer, par le biais des animateurs, l'ordre et la surveillance des biens et des personnes pendant les activités. Vous êtes responsables durant votre activité des lieux et des personnes, vous serez vigilant à ce qu'aucune personne extérieure à votre activité ne soit dans les locaux …
- Eteindre les lumières, chauffage électrique et assurer la fermeture des portes et des fenêtres des différentes salles utilisées et de la porte d'entrée des locaux, ainsi que des différentes salles et pièces de rangement, à la suite des différentes activités.
- En saison hivernale notamment veiller aux économies d'énergie et à ce que la porte d'entrée soit fermée.
- **En cas de besoin du matériel de nettoyage est mis à votre disposition pour remettre en l'état les locaux à l'issue de votre activité, dans le placard du hall, accès scène. En cas de manquement à cette consigne les heures de ménage pourraient vous être facturées**

ARTICLE 5 : ASSURANCES

L'Association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Commune puisse être mise en cause.
L'Association transmettra chaque année à la Commune les attestations afférentes à ces assurances.

ARTICLE 6 : REDDITION DES COMPTES ET PRESENTATION DES DOCUMENTS FINANCIERS

Pour respecter les dispositions de l'article L 1611–4, du Code Général des Collectivités Territoriales, l'Association, dont les comptes sont établis pour un exercice annuel, devra :

- Communiquer à la Commune la date de l'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultats du dernier exercice, un compte rendu d'activité et un document prévisionnel pour l'exercice suivant (tous ces documents devront être détaillés).
- Produire à la demande de la Commune, le bilan des activités régulières définies ci-dessus.
- Tenir, en cas de besoin, sa comptabilité à la disposition de la commune.

ARTICLE 7 : SECURITE

L'Association reconnaît avoir pris connaissance des consignes de sécurité et s'engage à les appliquer. Elle reconnaît avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, de la mise en service des blocs de sécurité (balisages des issues de secours), des moyens d'extinction (extincteurs, robinets d'incendie armés, ...) et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

ARTICLE 8 : UTILISATION PONCTUELLE DES LOCAUX DE L'ANTENNE JEUNES

Cette présente convention est établie pour l'activité régulière de l'Association. Concernant les utilisations occasionnelles de types soirées dansantes, assemblées générales, compétitions, spectacles, … l'Association établira avec le gestionnaire des salles communales, un « Contrat de mise à disposition ».

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée, à compter du 1er AVRIL jusqu'au 30 JUIN 2026. Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période en cours, par courrier.

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'Association ou par sa mise en liquidation judiciaire, ce qui entraîne la restitution des locaux et du matériel à la collectivité.

ARTICLE 10 : NON RESPECT DES OBLIGATIONS

En cas de non-respect des obligations de l'une des parties, la convention pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception annonçant la résiliation.

Fait en deux exemplaires
aux Houches, 05 JUIN 2026

Le Maire Stéphane LAGARDE

Le Président Gérard BERRUX

LES HOUCHES
MONT-BLANC
MAIRIE

NOTE DE PRESENTATION BREVE ET SYNTHETIQUE RETRACANT LES INFORMATIONS FINANCIERES ESSENTIELLES DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 DE LA COMMUNE DES HOUCHES CONFORMEMENT A L'ARTICLE L. 2313-DU CGCT

CONSEIL MUNICIPAL DU 05 juin 2026

L'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.
D'autre part, la loi NOTRE du 07 août 2015 crée, en article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités locales.
Cette note répond donc à cette obligation pour la commune. Elle sera disponible sur le site internet de la ville.

SOMMAIRE

INTRODUCTION..... 3

PRESENTATION CONSOLIDEE DES BUDGETS..... 4

PRESENTATION DU BUDGET GENERAL

- Evolution des Grandes Masses Budgétaires..... 5

- Section de fonctionnement
  - Recettes de fonctionnement..... 6 à 9
  - Dépenses de fonctionnement..... 10 et 11

- Section d'investissement
  - Dépenses d'investissement..... 12 à 13
  - Recettes d'investissement ..... 13 à 14

- Encours de dette..... 15 et 16

PRESENTATION DES BUDGETS ANNEXES

- Budget Régie Animation Sociale..... 17
- Budget Bois et Forêts..... 18
- Budget Remontées Mécaniques Tourchet..... 19
- Budget Parking 21

INTRODUCTION

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au Compte Financier unique.

Le CFU a vocation à favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, améliorer la qualité des comptes et simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable. Sa mise en œuvre devra s'effectuer au plus tard au 1er janvier 2027 (pour les comptes 2026). La commune des Houches a décidé d'anticiper cette échéance et d'adopter le compte financier unique à compter des comptes 2024 (rendus en 2025).

Ce nouveau document remplace le compte administratif et le compte de gestion. Il présente notamment, après la clôture de l'exercice, les résultats de l'exécution du budget par le Maire. Il retrace les opérations de toute nature, réalisées au cours de l'année.

Le Conseil municipal vote le 05 juin 2026, le compte financier unique 2025. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat général de la mairie des Houches aux heures d'ouvertures des bureaux.

Pour 2025, la Commune des Houches dispose de 5 budgets :

- Budget Général,
- Budget Annexe « Régie Animation Sociale »,
- Budget Annexe « Remontées Mécaniques »,
- Budget Annexe « Bois et Forêts »,
- Budget Annexe « Parking ».

Précisions :

Les opérations dites « réelles » sont les opérations qui ont un impact direct sur la trésorerie ; il s'agit d'encaissements et de décaissements effectifs.

Les opérations dites « d'ordre » (ex : amortissements), qui contribuent néanmoins à équilibrer les budgets, n'ont pas de conséquence sur la trésorerie, elles ne représentent que des jeux d'écriture :
Elles ne donnent lieu ni à encaissement, ni à décaissement.
Elles sont retracées en dépenses et en recettes de fonctionnement et d'investissement.
Elles sont équilibrées.

PRESENTATION CONSOLIDEE DES BUDGETS
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025

		FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
		Dépenses 2025	Recettes 2025	Dépenses 2025	Recettes 2025
BUDGET GENERAL	Budget 2025	9 090 980,25	9 090 980,25	14 674 136,96	14 674 136,96
	CFU 2025	7 032 243,66	8 880 453,85	7 465 209,16	8 392 364,18
	Restes à réaliser au 31/12/2025			5 993 817,45	3 632 029,64
	Résultats 2025		**1 848 210,19**		**927 155,02**
	Résultats antérieurs		756 794,25		-400 302,80
		Dépenses 2025	Recettes 2025	Dépenses 2025	Recettes 2025
BUDGET RASL	Budget 2025	459 332,18	459 332,18		
	CFU 2025	412 817,18	351 436,06		
	Résultats 2025		**-61 381,12**		
	Résultats antérieurs		123 282,18		
		Dépenses 2025	Recettes 2025	Dépenses 2025	Recettes 2025
BUDGET BOIS & FORETS	Budget 2025	88 423,86	88 423,86	9 588,15	9 588,15
	CFU 2025	10 328,58	40 767,69	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12/2025			0,00	0,00
	Résultats 2025		**30 439,11**		**0,00**
	Résultats antérieurs		49 019,86		9 588,15
		Dépenses 2025	Recettes 2025	Dépenses 2025	Recettes 2025
BUDGET RM TOURCHET	Budget 2025	121 282,29	121 282,29	184 684,03	184 684,03
	CFU 2025	112 556,10	99 016,03	110 077,46	41 661,12
	Restes à réaliser au 31/12/2025			30 080,00	0,00
	Résultats 2025		**-13 540,07**		**-68 416,34**
	Résultats antérieurs		19 282,29		141 684,03
		Dépenses 2025	Recettes 2025	Dépenses 2025	Recettes 2025
BUDGET PARKING	Budget 2025	196 000,00	196 000,00	887 409,00	887 409,00
	CFU 2025	140 094,72	166 121,01	837 295,93	879 651,00
	Restes à réaliser au 31/12/2025			2 631,00	0,00
	Résultat 2025		**26 026,29**		**42 355,07**
	Résultats antérieurs		-71,32		1 556,48
		Dépenses 2025	Recettes 2025	Dépenses 2025	Recettes 2025
PRESENTATION CONSOLIDEE	Budget 2025	9 956 018,58	9 956 018,58	15 755 818,14	15 755 818,14
	CFU 2025	7 708 040,24	9 537 794,64	8 412 582,55	9 313 676,30
	Restes à réaliser au 31/12/2025				
	Résultats 2025		**1 829 754,40**		**901 093,75**
	Résultats antérieurs		948 307,26		-247 474,14

BUDGET GENERAL DE LA COMMUNE
COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 – EVOLUTION DES GRANDES MASSES BUDGETAIRES

BUDGET GENERAL FONCTIONNEMENT / RECETTES		CFU 2024	CFU 2025	% Aug.
FISCALITE DIRECTE		5 684	5 678	0%
	Ratio %	64,7	64,1	
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT DE L'ETAT		316	271	-14%
	Ratio %	3,6	3,1	
ETAT COMPENSATIONS / AUTRES DOTATIONS		455	245	-46%
	Ratio %	5,2	2,8	
FISCALITE + DOTATION		6 455	6 193	-4,1%
		73,5	69,9	
IMPOTS INDIRECTS (dont taxe électricté, droits de mutation…)		1 087	1 357	25%
	Ratio %	12,4	15,3	
ATTENUATION DE CHARGES / REMB. CHARGES PERSONNEL		21	86	306%
	Ratio %	0,2	1,0	
PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES		581	550	-5%
	Ratio %	6,6	6,2	
AUTRES PRODUITS (Revenus immeubles, locations…)		570	502	-12%
	Ratio %	6,5	5,7	
PRODUITS EXCEPTIONNELS		68	169	149%
	Ratio %	0,8	1,9	
RECETTES DE GESTION COURANTE (en K€)		8 781	8 858	1%

BUDGET GENERAL FONCTIONNEMENT / DEPENSES		CFU 2024	CFU 2025	% Aug.
CHARGES DE PERSONNEL		2 335	2 803	20%
	Ratio %	38,5	44,0	
CHARGES A CARACTERE GENERAL		1 411	1 269	-10%
	Ratio %	23,2	19,9	
SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS		1 033	883	-14,6%
	Ratio %	14,4	13,8	
ATTRIBUTION COMPENSATION		574	471	-18%
	Ratio %	9,4	7,4	
FPIC PEREQUATION HORIZONTALE + DILICO		289	469	62%
	Ratio %	4,8	7,4	
AUTRES CHARGES		259	240	-7%
	Ratio %	7,0	3,8	
INTERËTS DE LA DETTE		162	237	46%
	Ratio %	2,7	3,7	
CHARGES EXCEPTIONNELLES		5	1	-87%
	Ratio %	0,1	0,0	
DEPENSES DE GESTION COURANTE (en K€)		6 068	6 373	5%

Recettes de gestion courante	8 714	8 689	
- Dépenses de gestion courante (hors intérêts de la dette)	5 906	6 130	
=EPARGNE de GESTION (en K€)	2 807	2 559	-9%
- Intérêts de la dette	162	237	
=EPARGNE BRUTE (en K€)	2 645	2 321	-12%
- Remb. Capital de la dette	530	697	
=EPARGNE NETTE (en K€)	2 115	1 624	-23%

COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le budget de fonctionnement permet à la collectivité d'assurer le quotidien.

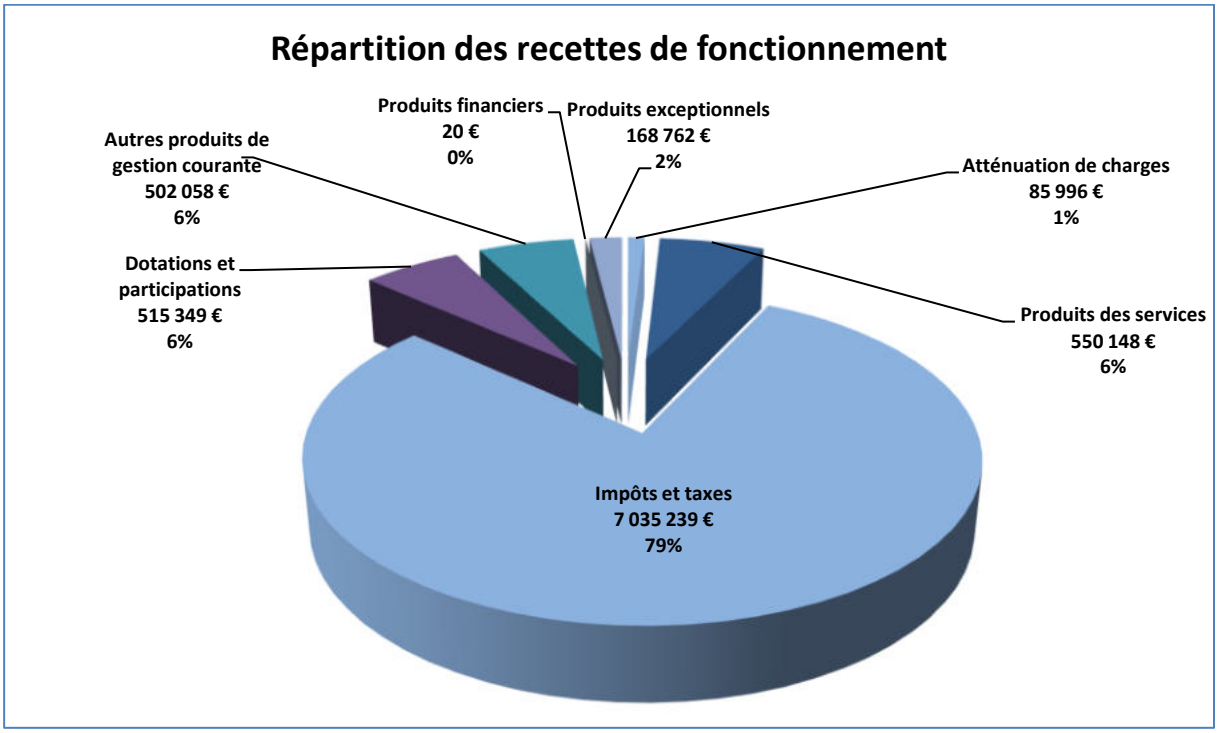
La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Le montant des recettes de la section de fonctionnement s'élève à 8 880 k€ et se répartit comme suit :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
013	ATTENUATION DES CHARGES	21 161,09	30 000,00	85 996,30	287%
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES	581 209,68	492 275,00	550 148,42	112%
73	IMPOTS ET TAXES	5 442 946,00	5 655 000,00	5 641 160,00	100%
731	FISCALITE LOCALE	1 327 822,00	1 136 300,00	1 394 079,19	123%
74	DOTATION, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	770 640,81	484 051,00	515 349,08	106%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	569 815,48	513 680,00	502 058,40	98%
Total des recettes de gestion des services		**8 713 595,06**	**8 311 306,00**	**8 688 791,39**	**105%**
76	PRODUITS FINANCIERS	22,00	0,00	20,00	N/A
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	66 143,68	0,00	168 762,46	N/A
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 670,05	0,00	0,00	N/A
Total des recettes réelles d'exploitation		**8 781 430,79**	**8 311 306,00**	**8 857 573,85**	**107%**
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	22 880,00	22 880,00	100%
Total des recettes d'ordre d'exploitation		**0,00**	**22 880,00**	**22 880,00**	**100%**
	Résultat reporté		**756 794,25**		**N/A**
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**8 781 430,79**	**9 090 980,25**	**8 880 453,85**	**98%**



Chapitre 013 Atténuations de charges :

Ce chapitre comprend notamment les remboursements de rémunérations et charges de personnel suite aux arrêts maladie et accidents du travail. Les atténuations de charges s'établissent à 85 k€ en 2025 contre 21 k€ en 2024.

Chapitre 70 Produits des services :

Les montants correspondent aux recettes générées par la patinoire, les concessions dans les cimetières, les locations diverses (autres qu'immeubles), les remboursements des secours sur pistes, les remboursements de mise à disposition de personnel (Communauté de Communes, SIVU) et des remboursements de frais.

Chapitre 73 Impôts et taxes :

Le principal poste de recette porte sur les impôts ou contributions directes, pour lequel le produit attendu regroupe les produits de la taxe d'habitation (TH), de la taxe foncière sur le bâti (TFB), et de la taxe foncière sur le non bâti (TFNB) - sachant que la cotisation foncière des entreprises (CFE) est transférée à la Communauté de communes.

Pour les contributions directes, le produit encaissé des 3 taxes locales, c'est-à-dire la taxe d'habitation, la taxe foncière sur le bâti et la taxe foncière sur le non bâti a été porté à un montant de 5 684 228 € au CFU 2025.
Le produit de la fiscalité directe constitue la principale ressource courante directement maitrisable par la commune grâce aux taux d'imposition votés par le Conseil Municipal.

L'évolution des recettes fiscales de la commune dépend de deux effets simultanés :

- Un « effet taux » induit par la politique fiscale du Conseil Municipal : Les taux d'imposition votés pour 2025 sont identiques à ceux de 2024.

	Taux 2023	Taux 2024	Taux 2025
TAXE D'HABITATION	**15,34%**	**15,34%**	**15,34%**
TAXE FONCIERE (bâti)	**28.72 %**	**28.72 %**	**28.72 %**
TAXE FONCIERE (non bâti)	**66.47 %**	**66.47 %**	**66.47 %**

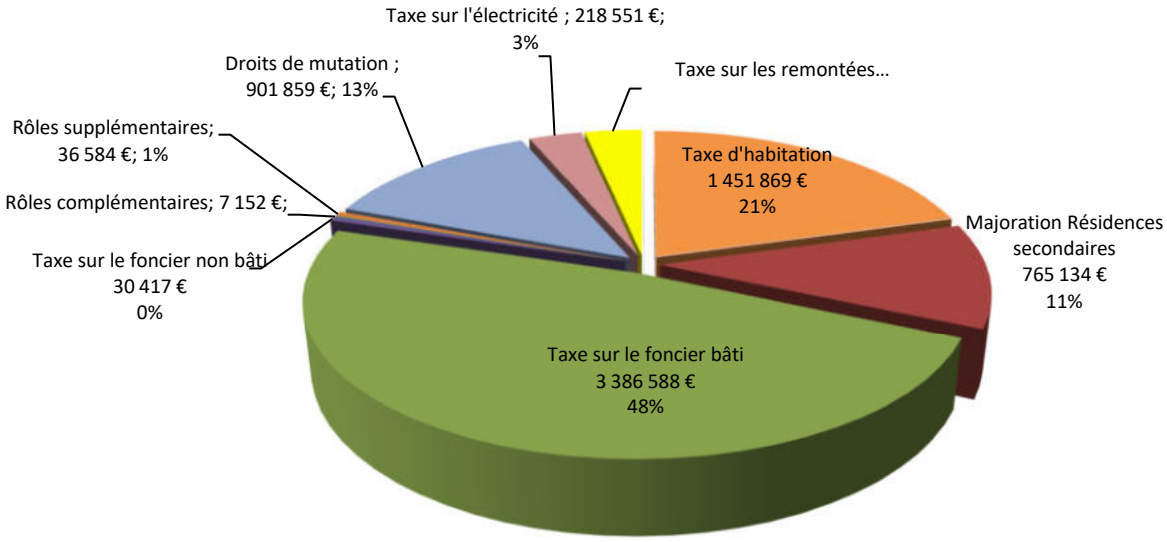
- Un « effet bases » provenant pour partie de l'évolution physique des bases : C'est-à-dire de la croissance réelle des valeurs locatives liée à la construction de nouveaux logements et à l'arrivée de nouveaux contribuables et pour partie de la revalorisation des bases, par l'État, décidée en Loi de Finances (indexée sur l'inflation : +1.7% en 2025).

	2024 (déclaration 1288 M)			2025 (déclaration 1288 M)			Evol.
	Base fiscale	Taux	Produit fiscal	Base fiscale	Taux	Produit fiscal	2024/2025
Taxe d'habitation	9 866 053	15,34%	1 513 453	9 464 594	15,34%	1 451 869	-4,07%
Majoration Résidences secondaires			805 298			765 134	-4,99%
Foncier Bâti (lissé)	12 263 176	28,72%	3 520 498	13 344 701	28,72%	3 831 909	8,85%
Coefficient correcteur notifié par l'Etat			*-433 767*			*-445 321*	
Foncier non bâti	50 908	66,47%	33 839	45 760	66,47%	30 417	-10,11%
Rôles complémentaires			3 625			7 152	
	PRODUIT FISCAL BRUT TOTAL		5 442 945	**PRODUIT FISCAL BRUT TOTAL**		5 641 159	3,64%

L'article 1407 ter du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet aux communes situées dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements de majorer la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale. Ainsi, les élus ont approuvé, par délibération du 15 septembre 2023, l'instauration sur la commune des Houches de la majoration de la part communale de la cotisation de taxe d'habitation principale due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale au taux de 60%. En 2025, la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires a permis de générer 765 134 € de fiscalité supplémentaire.

Les droits de mutation appliqués sur la vente des biens immobiliers, les taxes sur l'électricité (pylônes et consommation), **et les droits de place forment les principales autres recettes** composant ce chapitre budgétaire de la fiscalité locale. Suite à la modification des statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique Domaine

skiable Les Houches Saint-Gervais intervenue en 2024, la **Taxe communale des entreprises exploitant des engins de remontée mécanique** (T.L.M.) est désormais versée par le délégataire directement aux deux Communes membres, à part égale (ce qui a représenté une recette de 234 729 € en 2025).

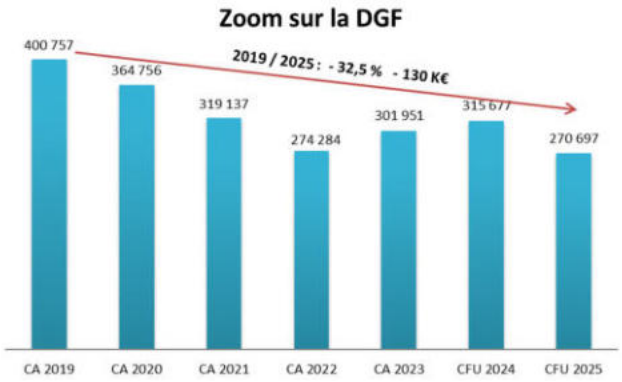


Chapitre 74 Dotations et participations :

Dans le chapitre budgétaire « Dotations et participations », on retrouve principalement trois types de ressources : la dotation globale de fonctionnement versée par l'Etat aux collectivités locales (270 k€ en 2025), les participations (subvention de fonctionnement) des partenaires de la collectivité (Fonds d'insertion des personnes en situation de handicap / aide à l'installation de l'agence postale communale) et les compensations de fiscalité (93 k€ en 2025).

Evolution des dotations et compensations de l'Etat :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Dotation forfaitaire DGF	313 126	265 852	219 917	237 663	244 341	194 274
Dotation solidarité rurale	51 630	53 285	54 367	64 288	71 336	76 423
Dotation particulière élu local	0	0	0	333	333	333
Dotation décentralisation (recensement)	0	0	8 357	0	0	0
Allocations compensatrices Etat (TH, TF, TP)	64 841	239 095	243 829	268 491	303 084	92 941
Total Dotations	**429 597**	**558 232**	**526 470**	**570 775**	**619 094**	**363 971**
Subventions Etat (Emploi pers. Handicapé)		5 190	0		20 757	0
FCTVA	7 286	7 327	7 884	4 820	5 829	10 114
Subventions Département (Fds Genevois)	115 206	89 375	97 419	109 353	120 778	120 936
Subvention diverses (CEJ, élections, Agence postal	892	1 528	1 676	0	4 183	20 328
Total Participations	123 384	103 420	106 979	114 173	151 547	151 378
Total dotations et participations	**552 981**	**661 652**	**633 449**	**684 948**	**770 641**	**515 349**



Entre 2019 et 2025, le principal concours financier de l'État envers la collectivité a baissé de 130 k€ soit une diminution de 32.5%. La dotation forfaitaire de la DGF est passée de 350 k€ (2019) à 194 k€ (2025), soit une diminution de 45 % sur la période. Quant à la Dotation de Solidarité Rurale (DSR), elle a augmenté de 49 % passant de 51 k€ en 2019 à 76 k€ en 2025.

Chapitre 75 Autres produits de gestion courante :

Ce chapitre comprend les recettes générées par les revenus des immeubles (appartements communaux, salle Olca), les redevances versées, les remboursements des assurances, les remboursements des indemnités de servitudes de pistes, le versement de l'excédent de résultat de la régie électrique (100 k€).

Ce chapitre contient également l'encaissement de la subvention SYANE qui est ensuite reversée à la régie électrique sur le chapitre de dépense 65 (25 k€ en 2025).

Chapitre 77 Produits exceptionnels :

Dans le cadre de la nouvelle nomenclature M57, adoptée par la commune depuis le 1er janvier 2024 en application de la loi, les budgets communaux ne peuvent plus intégrer des prévisions budgétaires sur le chapitre dédié aux produits exceptionnels. Ainsi, ce chapitre n'enregistre désormais plus que les annulations de mandats sur exercices antérieurs et les produits de cession.

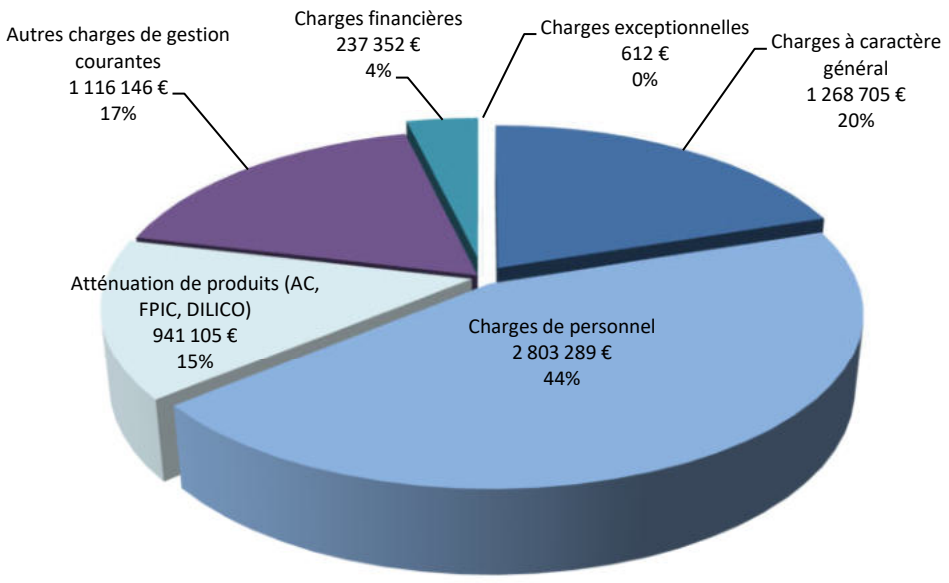
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Le montant des dépenses de la section de fonctionnement s'élève à 7 032 k€ et se répartit comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	*CFU 2024*	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	*1 410 748,00*	1 495 670,00	1 268 704,84	84,8%
012	CHARGES DE PERSONNEL	*2 335 253,46*	3 091 100,00	2 803 283,29	90,7%
014	ATTENUATION DES PRODUITS	*866 808,00*	945 552,00	941 105,00	99,5%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	*1 292 749,81*	1 264 197,85	1 116 146,26	88,3%
Total des dépenses de gestion des services		***5 905 559,27***	**6 796 519,85**	**6 129 239,39**	**90,2%**
66	CHARGES FINANCIERES	*162 346,75*	240 000,00	237 352,20	98,9%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	*4 848,78*	6 150,00	612,00	10,0%
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	*0,00*	90 836,00	5 934,30	6,5%
022	DEPENSES IMPREVUES	*0,00*	0,00	0,00	0,0%
Total des dépenses réelles d'exploitation		***6 072 754,80***	**7 133 505,85**	**6 373 137,89**	**89,3%**
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	*0,00*	1 447 904,40	0,00	0,0%
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	*568 681,25*	509 570,00	659 105,77	129,3%
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***568 681,25***	**1 957 474,40**	**659 105,77**	**33,7%**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		***6 641 436,05***	**9 090 980,25**	**7 032 243,66**	**77,4%**

Répartition des charges réelles de fonctionnement 2025



Chapitre 011 - Dépenses à caractère général :

Les crédits de fonctionnement des services ont été consommés à hauteur de 85 % des crédits alloués.
Les charges à caractère général constituent le second chapitre de dépenses de fonctionnement avec 20% du total des dépenses réalisées en 2025. Elles se sont établies à 1 268 k€ en 2025, en diminution de 10 % par rapport à 2024 (-142 k€).

Chapitre 012 - Charges de personnel :

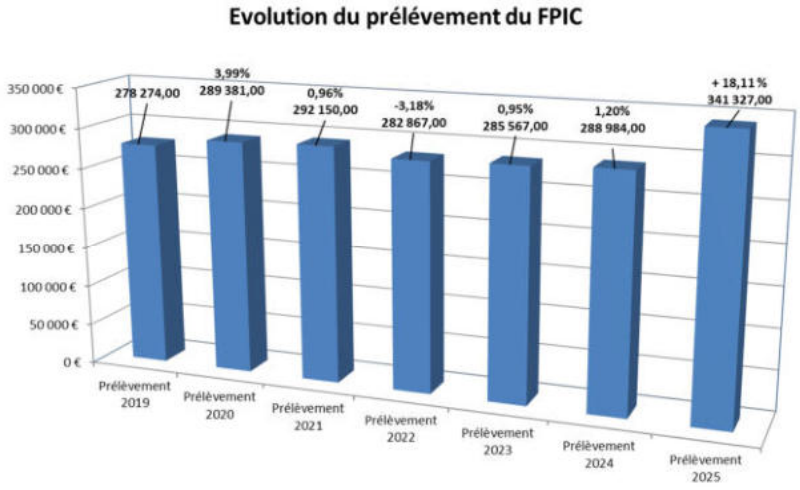
Ce chapitre est consommé à hauteur de 91 % des crédits alloués.
Les charges de personnel ont représenté 44 % du total des dépenses de fonctionnement réalisées en 2025, avec un montant de 2 803 k€, soit une croissance de +20% par rapport à 2024 (+ 468 k€). Cette augmentation s'explique par :

- Le glissement vieillesse technicité (GVT) tenant compte des avancements d'échelon, de grade, des taux de cotisations salariales et patronales ;
- Le rapatriement des services communs sur une année complète avec une réorganisation de certains services ;
- La réorganisation des services techniques avec la création de 2 postes de DAST et un poste de responsable de gestion du domaine public ;
- Un nouveau poste à l'accueil suite à la création de l'agence postale communale ;
- La création d'un poste d'ASVP chargé plus particulièrement de la régie du parking des Chavants et de la vidéosurveillance ;
- La participation employeur pour la prévoyance à compter du 1er janvier 2025 ;
- Le versement mobilité sur une année pleine ;
- La refonte de l'IFSE (augmentation étalée sur 2 exercices : 2024 et 2025) ;
- L'augmentation du taux de cotisation sur l'assurance statutaire ;
- L'indemnité de résidence sur une année pleine.

Chapitre 014 - Atténuations de produits :

Les crédits de ce chapitre sont entièrement consommés, ils sont en augmentation de 8.5 % par rapport au compte financier unique 2024.
Les dépenses se composent :

- Du reversement au titre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) réalisé à hauteur de 341 k€ pour 2025 (en évolution de 18 % par rapport à 2024).
  Le FPIC consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées ;



- Du prélèvement de 127 k€ au titre du Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales (DILICO) opéré par l'État ;
- Des attributions de compensation réalisées à hauteur de 471 k€ pour l'année 2025. Elles comprennent la différence entre les produits et les charges transférées à la Communauté de Communes suite au transfert des compétences et intègrent également la participation aux services communs (Marchés publics, informatique, urbanisme…).

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025
AC Volet transfert de compétences	321 224,00 €	321 224,00 €	321 224,00 €	321 224,00 €	321 224,00 €	321 224,00 €
AC Volet services communs	243 176,00 €	263 900,00 €	298 125,00 €	307 263,00 €	252 558,00 €	150 000,00 €
TOTAL	**564 400,00 €**	**585 124,00 €**	**619 349,00 €**	**628 487,00 €**	**573 782,00 €**	**471 224,00 €**

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante :

Les principales dépenses de ce chapitre sont les indemnités des élus (123 k€), la subvention au SDIS (204 k€), les autres contributions (84 k€), les admissions en non-valeur et créances éteintes (37 k€), les subventions d'équilibre au CCAS et aux budgets annexes (542 k€) et les subventions aux associations (65 k€).

AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	CFU 2024	CFU 2025	*Ev° 2025/2024*	Structure 2025 (poids en %)
Contributions obligatoires SDIS	204 293,00 €	204 293,00 €	*0,00%*	*18,30%*
Contributions obligatoires SYANE	3 385,80 €	3 507,90 €	*3,61%*	*0,31%*
Participation École de Servoz	171 964,57 €	80 765,29 €	*-53,03%*	*7,24%*
Indemnités et frais élus	122 483,84 €	123 175,62 €	*0,56%*	*11,04%*
Subvention versée au BA RASL	173 400,00 €	70 000,00 €	*-59,63%*	*6,27%*
Subvention versée au BA RM Tourchet	60 000,00 €	67 000,00 €	*11,67%*	*6,00%*
Subvention versée au CCAS	379 000,00 €	405 000,00 €	*6,86%*	*36,29%*
Subventions aux associations	44 800,00 €	54 850,00 €	*22,43%*	*4,91%*
Subventions scolaires	12 552,00 €	10 850,00 €	*-13,56%*	*0,97%*
Admissions en non-valeur	30 291,12 €	37 587,26 €	*24,09%*	*3,37%*
Autres charges (indemnités de pistes, droits d'utilisation …)	40 579,48 €	34 117,19 €	*-15,93%*	*3,06%*
Subvention SYANE reversée à la régie	50 000,00 €	25 000,00 €	*-50,00%*	*2,24%*
Total chap. 65	**1 292 749,81 €**	**1 116 146,26 €**	***-13,66%***	

Chapitre 66 - Intérêts de la dette :

Ce chapitre est en hausse de 46% par rapport aux réalisations 2024. Aucune ligne de trésorerie n'a été tirée sur l'exercice 2025.

Chapitre 67 - Charges exceptionnelles :

Les dépenses de ce chapitre s'élèvent à 612 € et concernent des annulations de titres sur exercices antérieurs.

Chapitre 023 Virement à la section d'investissement et 042 Opérations d'ordre :

Le montant des dotations (amortissements des immobilisations et charges financières) se monte à 1 957 k€. Ces crédits couvrent la totalité du remboursement en capital des emprunts (696 k€).

En résumé, la **section de fonctionnement dégage un résultat positif de 1 848 204.19 euros** hors résultat antérieur reporté.

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. L'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine de la commune.

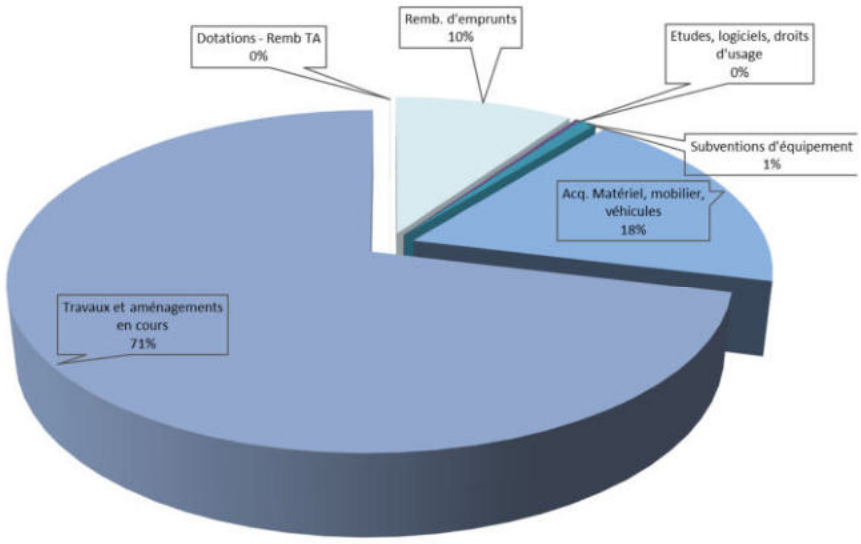
DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Le montant des dépenses de la section d'investissement s'élève à 7 465 k€ et se répartit comme suit :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	*CA 2024*	BP + BS + DM	CFU 2025	Taux d'éxécution %
204	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT VERSÉES	163 165,90	92 889,00	65 888,06	71%
20/21/23	OPÉRATIONS D EQUIPEMENT	4 601 028,17	13 188 985,16	6 569 816,53	50%
Total des dépenses d'équipement		**4 764 194,07**	**13 281 874,16**	**6 635 704,59**	**50%**
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	16 868,30	20 000,00	579,47	3%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	531 216,19	704 080,00	702 836,82	100%
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÉRES	809 420,00	75 000,00	0,00	0%
020	DÉPENSES IMPRÉVUES	0,00	0,00	0,00	0%
Total des dépenses financières		**1 357 504,49**	**799 080,00**	**703 416,29**	**88%**
45x1	OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS	0,00	0,00	0,00	
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 121 698,56**	**14 080 954,16**	**7 339 120,88**	**52%**
040	OPÉ. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	22 880,00	22 880,00	100%
041	OPÉRATIONS PATRIMONIALES	25 101,48	170 000,00	103 208,28	61%
Total des dépenses d'ordre d'investissement		**25 101,48**	**192 880,00**	**126 088,28**	**65%**
Résultat reporté (Déficit)			**400 302,80**		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**6 146 800,04**	**14 674 136,96**	**7 465 209,16**	**51%**

Le montant des dépenses de la section d'investissement se compose notamment du remboursement des emprunts en capital (696 K€), des dépenses d'équipement (6 635 k€) et des opérations d'ordre (126 k€).



Détail des dépenses d'équipement :

	CFU 2024 Réalisé	CFU 2025 Réalisé	CFU 2025 RAR
Subvention d'équipement CCVCMB piste forestière	48 166	0	0
Subvention d'équipement Budget annexe RM Tourchet	115 000	0	0
Subvention d'équipement SERVOZ Locaux restau. Scol.	0	56 397	0
Subvention d'équipement SYANE Borne élec Chavants	0	9 491	0
Total subventions d'équipement versées	**163 166**	**65 888**	**0**
Base de loisirs des Chavants	1 447 205	112 117	5 769
Espace OLCA	627 685	2 463 055	5 516 246
Voirie - programme groupé	850 424	799 151	142 203
Voirie - Allée des diligences	374 127	70 060	0
Voirie - Plaine St Jean	0	381 871	67 495
Voirie - Trabets	0	117 997	410
Voirie - Route des Aillouds	0	34 165	20 483
Acquisition véhicules / engins	303 335	198 726	59 104
Logements du presbytère	367 680	263 856	36 947
Paravalanche Bourgeat / Front de neige Prarion	104 011	1 649 033	97 392
Groupe froid patinoire	218 325	11 491	0
Pumptrack	0	36 548	0
Abribus	41 078	0	0
Matériel info / admin	34 613	19 362	1 827
Matériel services techniques	34 162	62 499	
Bâtiment divers	45 365	98 616	17 254
Borne interactive	26 188	0	0
Groupe scolaire	13 864	0	0
Licence buvette des Chavants	9 000	0	0
Vidéoprotection	11 088	202 103	4 260
Sécurité	13 631	10 776	744
Église	0	1 188	23 520
Cimetière	0	23 928	0
Acquisition Terrain	79 250	13 275	0
Total opérations d'équipement	**4 601 028**	**6 569 816**	**5 993 655**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Le montant des recettes de la section d'investissement s'élève à 8 392 k€ et se répartit comme suit :

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	*CA 2024*	BP + BS + DM	CFU 2025	Taux d'éxécution %
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (hors 138)	*1 681 431,21*	4 835 442,10	960 935,34	20%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES (hors 165)	*0,00*	3 500 000,00	3 500 000,00	100%
Total des recettes d'équipement		***1 681 431,21***	**8 335 442,10**	**4 460 935,34**	**54%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RÉSERVES	*761 647,98*	750 000,00	620 657,55	83%
1068	EXCÉDENTS FONCTIONNEMENT CAPITALISÉS	*1 157 120,55*	1 733 200,46	1 733 200,46	100%
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENT REÇUS	*1 910,00*	0,00	4 644,08	
21	IMMMOBILISATIONS CORPORELLES	*969 436,22*	0,00	1 465,70	
27	DÉPOTS ET CAUTIONNEMENTS VERSÉS	*0,00*	809 420,00	809 420,00	100%
23	TRAVAUX EN COURS	*25 000,00*	0,00	0,00	
024	PRODUITS DES CESSIONS		918 600,00		
Total des recettes financières		***2 915 114,75***	**4 211 220,46**	**3 169 387,79**	**75%**
45x1	OPÉRATIONS POUR COMPTE DE TIERS	*0,00*	0,00	0,00	
Total des dépenses réelles d'investissement		***4 596 545,96***	**12 546 662,56**	**7 630 323,13**	**61%**
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		1 447 904,40		
040	OPÉ. D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	*568 681,25*	509 570,00	659 105,77	129%
041	OPÉRATIONS PATRIMONIALES	*25 101,48*	170 000,00	103 208,28	61%
Total des recettes d'ordre d'investissement		***593 782,73***	**2 127 474,40**	**762 314,05**	**36%**
Résultat reporté (excédent)			**0,00**		
RECETTES D'INVESTISSEMENT		***5 190 328,69***	**14 674 136,96**	**8 392 637,18**	**57%**

Deux types de recettes coexistent : d'un côté les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (taxe d'aménagement) ou les cessions d'immobilisations, et de l'autre les recettes d'équipement perçues en lien direct avec les projets d'investissement réalisés comme les subventions versées par l'État, la Région, le Département ou le FCTVA versé par l'État qui vient rembourser pour partie la TVA acquittée sur ces dépenses d'équipement (À noter que le FCTVA perçu en année N est calculé sur les dépenses réalisées en année N-1).

Concernant plus particulièrement les recettes liées à la taxe d'aménagement, seulement 16 % du produit attendu a été encaissé sur 2025 (47 K€ sur les 300 K€ inscrits au budget primitif). Ce faible taux de réalisation est lié à la réforme de la gestion de la taxe d'aménagement qui a modifié le calendrier d'exigibilité de cette dernière. Désormais, la taxe est exigible à la date d'achèvement des travaux, ce qui créer une difficulté vis-à-vis des contribuables qui auraient omis de déclarer cet achèvement.

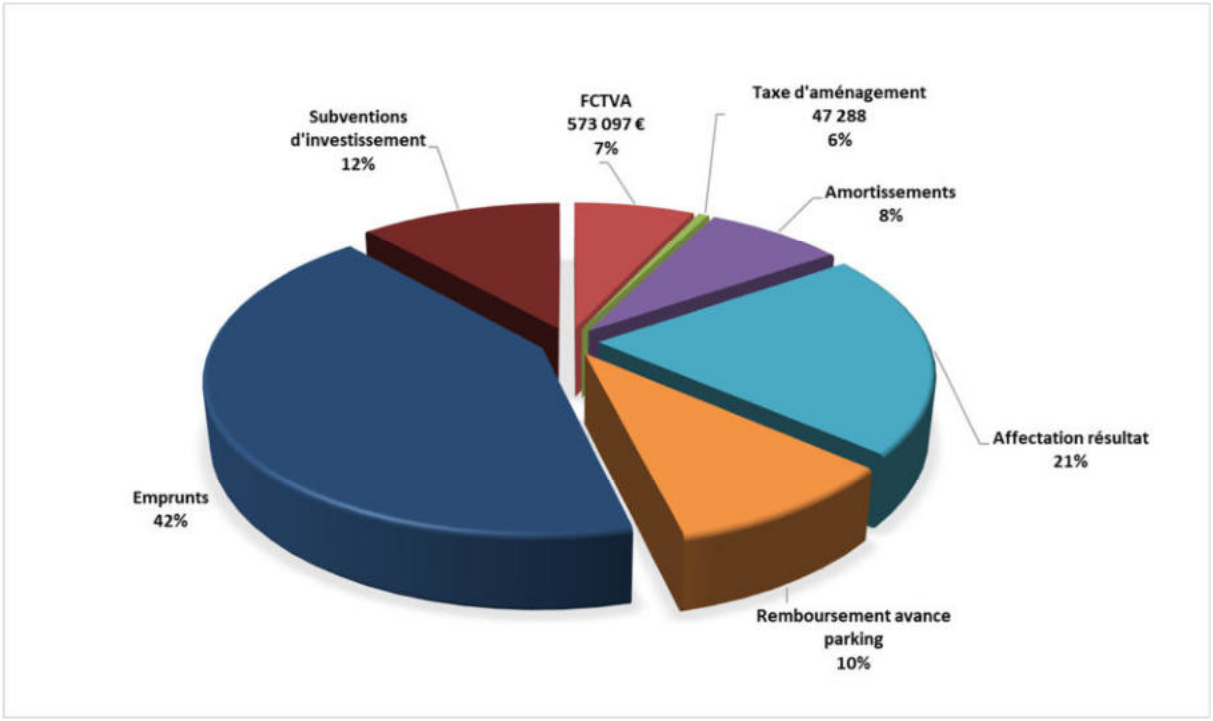
La non restitution d'une retenue de garantie sur un marché datant de 2020 a été enregistrée sur le chapitre 21 pour un montant de 1 465 €.

Les recettes enregistrées sur le chapitre 27 correspondent au remboursement, par le budget annexe, de l'avance consentie au parking des Chavants (809 k€).

En 2025, l'emprunt de 3 500 K€ a été réalisé pour financer la réhabilitation de l'espace OLCA.

Détail des subventions d'investissement :

Subventions	Réalisées	RAR
Etat		
DSIL 2021 - Création classe ULIS	12 621,00 €	0,00 €
DSIL 2021 - Rénovation presbytère	0,00 €	11 000,00 €
Amendes de police - Trottoirs des Trabets	19 500,00 €	0,00 €
Fonds vert - Paravalanche du Bourgeat	157 593,15 €	314 455,04 €
FPRNM - Fonds Barnier - Paravalanche du Bourgeat	240 000,00 €	502 578,50 €
Fonds Avenir Montagne 2021 - Rénovation logements Presbytère	94 500,00 €	0,00 €
Fonds vert - Réhabilitation de l'espace OLCA	0,00 €	175 000,00 €
DETR - Réhabilitation de l'espace OLCA	0,00 €	210 000,00 €
Région		
Programme bonus relance Région - Rénovation presbytère	25 000,00 €	0,00 €
Plan régional en faveur de la montagne - Base loisirs Chavants/Travaux	0,00 €	142 656,00 €
Plan régional en faveur de la montagne - Base loisirs Chavants/Équipements	0,00 €	102 250,00 €
Réhabilitation de l'espace OLCA -scénographie et aménagements intérieurs	0,00 €	240 000,00 €
Département		
CDAS 2021 - Rénovation presbytère	39 792,00 €	0,00 €
CADS 2022 - Renouvellement aires de jeux	0,00 €	7 680,00 €
CDAS 2022 - Acquisition véhicule	11 970,23 €	0,00 €
CDAS 2022 - Reprise allée centrale du cimetière	10 500,00 €	0,00 €
CDAS 2022 - Aménagement de séduite Montvauthier	39 395,00 €	0,00 €
CDAS 2022 - Réfection avenue des Alpages	19 425,00 €	0,00 €
CDAS 2023 - Renouvellement groupe froid de la patinoire	98 481,55 €	0,00 €
CDAS 2023 - Installation d'abribus	11 250,00 €	0,00 €
CDAS 2023 - Enrochement route de Maisonneuve	15 000,00 €	0,00 €
CDAS 2023 - Sécurisation route Col de Voza	55 000,00 €	0,00 €
CDAS 2023 - Acquisition véhicule hybride	16 769,41 €	0,00 €
CDAS 2023 - Adoucisseurs d'eau divers bât.	0,00 €	11 000,00 €
Plan tourisme - Base de loisirs des Chavants	0,00 €	90 971,10 €
CDAS 2024 - Trottoirs allée des Diligences	94 138,00 €	0,00 €
CDAS 2024 - Enrochement au lieu Le Clu	0,00 €	5 204,00 €
CDAS 2024 - Pilotage des CTA	0,00 €	19 235,00 €
Politique tourisme - Plan alpin - Réhabilitation espace OLCA	0,00 €	850 000,00 €
CDAS 2025 - Plaine St Jean	0,00 €	100 000,00 €
Communauté de communes		
Fonds de concours - Réhabilitation espace OLCA	0,00 €	850 000,00 €
TOTAL Chap. 13	**960 935,34 €**	**3 632 029,64 €**


Subventions d'investissement 12%
FCTVA 573 097 € 7%
Taxe d'aménagement 47 288 6%
Amortissements 8%
Affectation résultat 21%
Remboursement avance parking 10%
Emprunts 42%

Budget Général des Houches – Bilan annuel 2025

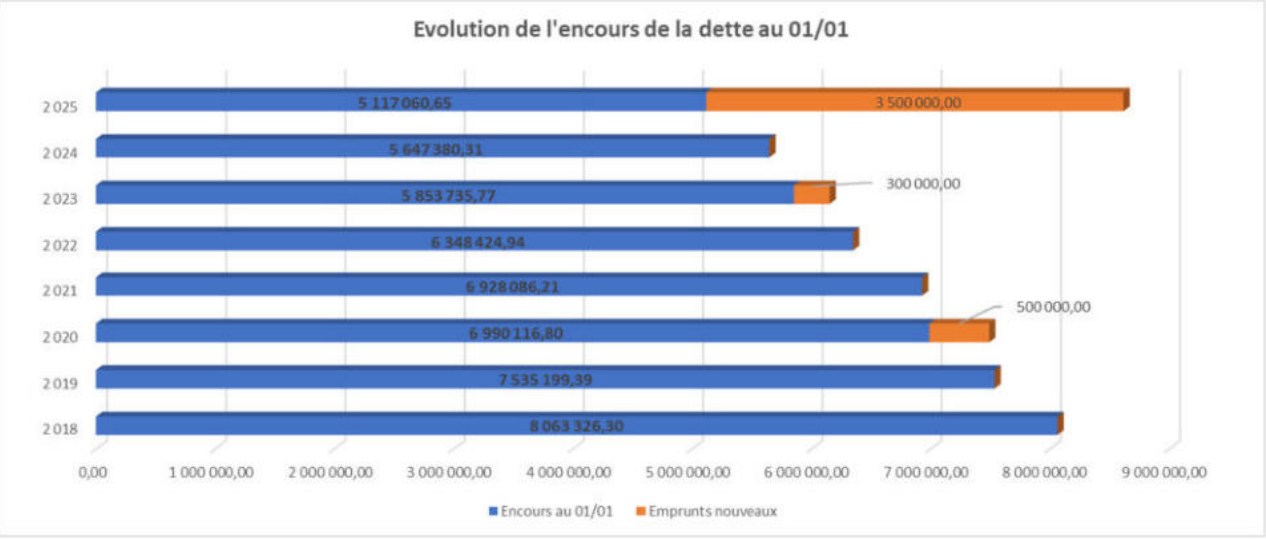
Caractéristiques de la dette au 31/12/2025

Encours	**7 984 313,36**	Nombre d'emprunts *	**9**
Taux actuariel *	**3,04%**	Taux moyen de l'exercice	**3,03%**

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2025

Annuité	**870 099,49**	Amortissement	**632 747,29**
Remboursement anticipé avec flux	**0,00**	Remboursement anticipé sans flux	**0,00**
Intérêts emprunts	**237 352,20**	Frais	**0,00**
		ICNE	**34 445,98**



La dette de la commune représente l'ensemble des emprunts contractés et non encore remboursés. Cet encours de dette s'élève à 8.1 M€ au 31/12/2025, en augmentation de 2.8 M€ par rapport au stock de dette enregistré fin 2024 (5.3 M€).

Aux emprunts classiques auprès des organismes bancaires, s'ajoute une avance consentie par la CCVCMB en 2014 pour un montant de 400 K€ pour les travaux sur le bâtiment de l'OT, remboursable sur 19 ans (échéance annuelle de 21 360.00 €).

	CA 2023	CFU 2024	CFU 2025
Encours de la dette au 01/01/N	5 853 735,77	5 647 380,31	5 117 060,65
- capital de la dette remboursé	506 355,46	530 319,66	632 747,29
+ emprunts nouveaux	300 000,00	0,00	3 500 000,00
+ Encours avance CCVCMB	207 760,00	207 760,00	143 680,00
Encours de la dette au 31/12/N	5 855 140,31	5 324 820,65	8 127 993,36
/Épargne brute	1 734 881,46	2 546 329,00	2 322 199,80
= Capacité de désendettement (en nb d'années)	**3,4**	**2,1**	**3,5**

Encours de la dette au 31/12/N	5 855 140,31	5 324 820,65	8 127 993,36
/ Recettes réelles de fonctionnement	7 463 434,70	8 713 595,06	8 688 791,39
= Taux d'endettement	**78,45%**	**61,11%**	**93,55%**

Encours de la dette au 31/12/N	5 855 140,31	5 324 820,65	8 127 993,36
/ Population	3 251	3 435	3 617
= Encours dette / habitant	**1 801,03**	**1 550,17**	**2 247,16**

Afin de mesurer le niveau d'endettement d'une collectivité et la pression exercée par cette dette sur ses équilibres financiers, on retient essentiellement un indicateur : la capacité de désendettement. Ce ratio financier utilisé par l'ensemble des acteurs institutionnels exprime en nombre d'années la durée qu'il faudrait à la collectivité pour se désendetter si elle consacrait toutes ses marges de manœuvres à cette fin. Ce ratio est obtenu en divisant l'encours de dette par l'épargne brute dégagée par la collectivité. Quand une collectivité approche le seuil des 10 années, elle entre dans une zone d'alerte. À partir de 15 années, la situation d'endettement de la collectivité est considérée comme particulièrement dégradée, voir intenable à moyen/long terme (= situation de surendettement, comme pour un ménage qui n'arrive plus à faire face à ses échéances d'emprunts et de crédits). **Avec une capacité de désendettement égale à 3.5 années (contre 2.1 années en 2024), la commune se situe en « zone verte » en terme d'endettement** (Ratio des communes de moins de 10 000 habitants : 3.4 ans).

Budget Annexe Parking – Bilan annuel 2025

Caractéristiques de la dette au 31/12/2025

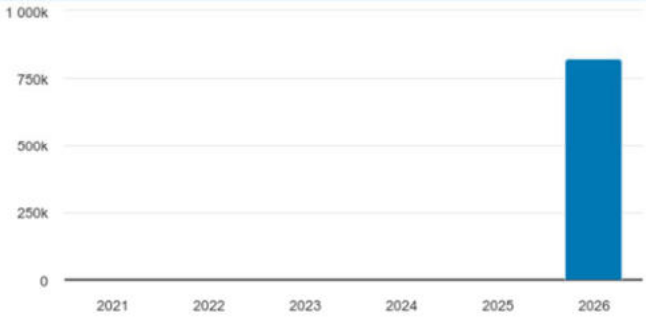
Encours	**824 562,50**	Nombre d'emprunts *	**1**
Taux actuariel *	**3,68%**	Taux moyen de l'exercice	**3,63%**

** tirages futurs compris*

Charges financières en 2025

Annuité	**13 177,74**	Amortissement	**10 437,50**
Remboursement anticipé avec flux	**0,00**	Remboursement anticipé sans flux	**0,00**
Intérêts emprunts	**2 740,19**	Frais	**0,05**
		ICNE	**7 543,83**

Evolution de l'encours depuis 5 ans en début d'exercice



COMPTE FINANCIER UNIQUE - REGIE ANIMATION SOCIALE 2025

Le budget REGIE ANIMATION SOCIALE comprend l'accueil périscolaire pour les enfants scolarisés au groupe scolaire des Houches, l'accueil extrascolaire pour les enfants de 3 à 11 ans (maternelle/élémentaire), l'activité antenne jeunes pour les adolescents de 12 à 17 ans (collège/lycée) et pour finir, la garderie touristique qui assure l'accueil des enfants de 18 mois à 11 ans en partenariat avec l'École de Ski Français pour les formules ski et garderie.
Ce budget ne contient pas de section d'investissement.

Le montant des dépenses de la section de fonctionnement s'élève à 412 k€ et se répartit comme suit :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	*CFU 2024*	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	*55 931,37*	63 400,00	61 790,95	97%
012	CHARGES DE PERSONNEL	*319 926,36*	378 960,00	334 408,35	88%
014	ATTENUATION DES PRODUITS	*0,00*	0,00	0,00	0%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	*6 091,04*	16 595,18	16 586,83	100%
Total des dépenses de gestion des services		***381 948,77***	**458 955,18**	**412 786,13**	**90%**
66	CHARGES FINANCIERES	*0,00*	0,00	0,00	0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	*255,60*	377,00	31,05	8%
022	DEPENSES IMPREVUES	*0,00*	0,00	0,00	0%
Total des dépenses réelles d'exploitation		***382 204,37***	**459 332,18**	**412 817,18**	**90%**
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	*0,00*	0,00	0,00	0%
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	*0,00*	0,00	0,00	0%
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***0,00***	**0,00**	**0,00**	**0%**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		***382 204,37***	**459 332,18**	**412 817,18**	**90%**

Chapitre 011 : Ce chapitre qui représente 15 % des dépenses est en hausse de 10.5 % sur l'exercice 2025.
Chapitre 012 : Les charges de personnel constituent le principal poste de dépenses (81 % des dépenses) et sont en augmentation de 4.5 %.
Chapitre 65 : Ce chapitre comprend le reversement des recettes liées au séjour jeunes à la CCVCMB pour un montant de 7 210 €, ainsi que la régularisation d'un rattachement de recettes réalisé à tort pour 8 277 €. Les admissions en non-valeur ont représenté 1 097 €.

Le montant des recettes de la section de fonctionnement s'élève à 351 K€ et se répartit comme suit :

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	*CFU 2024*	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
013	ATTENUATION DES CHARGES	*8 081,21*	0,00	2 793,66	
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES	*215 888,48*	171 300,00	209 370,38	122%
73	IMPOTS ET TAXES	*0,00*	0,00	0,00	0%
74	DOTATION, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	*219 086,98*	164 750,00	128 471,47	78%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	*32,94*	0,00	5,76	
Total des recettes de gestion des services		***443 089,61***	**336 050,00**	**340 641,27**	**101%**
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	*0,00*	0,00	10 696,19	
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	*78,37*	0,00	98,60	
Total des recettes réelles d'exploitation		***443 167,98***	**336 050,00**	**351 436,06**	**105%**
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	*0,00*	0,00	0,00	0%
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	**0,00**	**0,00**	**0%**
Résultat reporté			**123 282,18**		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		***443 167,98***	**459 332,18**	**351 436,06**	**77%**

Chapitre 70 – Produits des services : Le principal produit de recettes correspond à la facturation aux familles :

- Centre de loisirs : 66 447 €
- Garderie touristique : 42 773 €

- Accueil périscolaire : 59 654 €.

Ce chapitre enregistre également les refacturations de mise à disposition de personnel aux budgets annexes, les refacturations des séjours à la CCVCMB.

Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations : Comprend les subventions de la CAF et la subvention d'équilibre provenant du budget général à hauteur de 70 000 € en 2025. La subvention d'équilibre était d'un montant de 173 400 € en 2024, cette diminution s'explique par la dissolution de ce budget au 31 décembre 2025 et la volonté de ne pas gonfler le résultat reporté qui sera à intégrer dans le budget principal de la commune après adoption du CFU en 2026.

En résumé, la section de fonctionnement laisse apparaitre un déficit de 61 381.12 € euros hors résultat antérieur reporté. Il est important de noter que ce budget annexe a été dissout par délibération n°25.193 en date du 19 décembre 2025 et que le résultat de clôture de 61 901.06 € sera intégrée au BP 2026 du budget principal de la commune.

COMPTE FINANCIER UNIQUE - BOIS ET FORETS 2025

Ce budget retrace les dépenses et recettes relatives à la gestion des forêts. Ses activités regroupent principalement l'entretien de la forêt communale, les ventes de bois.

Les dépenses de fonctionnement sont réalisées à hauteur de 10 K€. Les recettes sont réalisées pour 40 K€.
Les principales recettes de ce budget sont les produits générés directement par l'activité exercée (ventes de bois enregistrées au chapitre 70). Sur l'exercice 2024, la commune a perçu des aides du département pour l'abattage d'arbres scolytés (Chapitre 74).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	82 207,02	69 460,00	10 328,58	15%
012	CHARGES DE PERSONNEL	0,00	0,00	0,00	0%
014	ATTENUATION DES PRODUITS	0,00	0,00	0,00	0%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	47,91	18 963,86	0,00	0%
Total des dépenses de gestion des services		**82 254,93**	**88 423,86**	**10 328,58**	**12%**
66	CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00	0,00	0%
022	DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	0%
Total des dépenses réelles d'exploitation		**82 254,93**	**88 423,86**	**10 328,58**	**12%**
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0%
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**82 254,93**	**88 423,86**	**10 328,58**	**12%**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES	1 784,87	39 254,00	40 008,52	102%
73	IMPOTS ET TAXES	0,00	0,00	0,00	0%
74	DOTATION, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	32 834,40	0,00	0,00	0%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	139,27	150,00	759,17	506%
Total des recettes de gestion des services		**34 758,54**	**39 404,00**	**40 767,69**	**103%**
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	0,00	0%
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes réelles d'exploitation		**34 758,54**	**39 404,00**	**40 767,69**	**103%**
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes d'ordre d'exploitation		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
Résultat reporté			**49 019,86**		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**34 758,54**	**88 423,86**	**40 767,69**	**46%**

Section d'investissement :
Il n'y a pas d'écriture réalisée sur 2025.

En résumé, la section de fonctionnement dégage un résultat positif de 30 439.11 euros hors résultat antérieur reporté.

COMPTE FINANCIER UNIQUE -REMONTEES MECANIQUES TOURCHET 2025

Ce budget retrace les opérations concernant la gestion du domaine du Tourchet (téléski). Le domaine skiable du Tourchet permet l'hiver, de mettre à disposition une offre de ski aux débutants et aux enfants en plein centre du village des Houches. Cette structure caractérisée par un téléski géré en direct se trouve isolée du reste du domaine skiable alpin, elle constitue un attrait touristique indéniable et un service public auquel les administrés sont profondément attachés. Cet équipement incarne un atout d'animation fort pour une commune comme celle des Houches.

Section d'exploitation :
Les dépenses de fonctionnement sont réalisées à hauteur de 112 k€.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	9 640,16	29 610,00	29 058,66	98%
012	CHARGES DE PERSONNEL	36 503,07	50 000,00	42 556,09	85%
014	ATTENUATION DES PRODUITS	0,00	0,00	0,00	0%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,14	50,00	0,23	0%
Total des dépenses de gestion des services		**46 143,37**	**79 660,00**	**71 614,98**	**90%**
66	CHARGES FINANCIERES	205,63	0,00	0,00	0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	300,05	500,00	0,00	0%
022	DEPENSES IMPREVUES		122,79		
Total des dépenses réelles d'exploitation		**46 649,05**	**80 282,79**	**71 614,98**	**89%**
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	0,00	0,00	0%
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	36 443,88	41 000,00	40 941,12	100%
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		**36 443,88**	**41 000,00**	**40 941,12**	**100%**
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**83 092,93**	**121 282,79**	**112 556,10**	**93%**

Les recettes sont quant à elles, réalisées pour 99 k€.
Ce budget constate le versement d'une subvention d'équilibre provenant du Budget Général à hauteur de 67 000 € (Chapitre 74). Ce même chapitre comprend également la participation annuelle de LHSG au titre des saisons 2024/2025 (reversement du délégataire en contrepartie de l'accès du domaine du Tourchet à tous les porteurs d'un forfait domaine skiable Les Houches-Saint Gervais). En 2024, cette participation a été comptabilisée sur le chapitre 75.
Les ventes de forfait ont représenté 24 k€ en 2025.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES	22 796,94	30 000,00	23 996,37	80%
73	IMPOTS ET TAXES	0,00	0,00	0,00	0%
74	DOTATION, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	60 000,00	67 000,00	75 019,11	112%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	14 631,44	5 000,00	0,55	0%
Total des recettes de gestion des services		**97 428,38**	**102 000,00**	**99 016,03**	**97%**
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 958,58	0,00	0,00	0%
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes réelles d'exploitation		**100 386,96**	**102 000,00**	**99 016,03**	**97%**
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes d'ordre d'exploitation		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
	Résultat reporté		**19 282,29**		
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**100 386,96**	**121 282,29**	**99 016,03**	**82%**

En résumé, la section de fonctionnement laisse apparaitre un déficit de 13 540.07 € euros hors résultat antérieur reporté. En l'espèce les recettes générées ne permettent pas de couvrir les dépenses d'exploitation et les charges d'amortissement de l'investissement.

Section d'investissement :

Les dépenses sont réalisées à hauteur de 110 k€. Les recettes sont quant à elles réalisées pour 41k€.
Les recettes sont constituées uniquement des amortissements en 2025. À noter qu'en 2024, le budget général a versé une subvention d'équipement d'un montant de 115 k€.
Ces dépenses d'équipement sont financées sans recours à l'emprunt.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	720,00	1 000,00	90,00	9%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 552,78	5 000,00	3 575,70	72%
23	TRAVAUX EN COURS	28 727,21	176 684,03	105 691,76	60%
Total des dépenses d'équipement		**36 999,99**	**182 684,03**	**109 357,46**	**60%**
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	0,00	0,00	0,00	0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	14 000,00	0,00	0,00	0%
020	DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	0%
Total des dépenses financières		**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
45x1	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**50 999,99**	**182 684,03**	**109 357,46**	**60%**
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00	2 000,00	720,00	0%
Total des dépenses d'ordre d'investissement		**0,00**	**2 000,00**	**720,00**	**0%**
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**50 999,99**	**184 684,03**	**110 077,46**	**60%**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (hors 138)	115 000,00	0,00	0,00	0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes d'équipement		**115 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00	0,00	0,00	0%
1068	Excédents de fonct. capitalisés	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		0,00		
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	36 443,88	41 000,00	40 941,12	100%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00	2 000,00	720,00	0%
Total des recettes d'ordre d'investissement		**36 443,88**	**43 000,00**	**41 661,12**	**97%**
Résultat reporté			**141 684,03**		
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**151 443,88**	**184 684,03**	**41 661,12**	**23%**

COMPTE FINANCIER UNIQUE -PARKING 2025

Ce budget créé en fin d'année 2024 retrace les dépenses et recettes afférentes au parking en enclos payant des Chavants. Ce budget annexe est une régie à autonomie financière sans personnalité morale.

Section d'exploitation :
Les dépenses de fonctionnement sont réalisées à hauteur de 140 k€.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	71,32	89 754,00	61 748,51	69%
012	CHARGES DE PERSONNEL	0,00	23 225,00	23 224,49	100%
014	ATTENUATION DES PRODUITS	0,00			0%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00	1 097,16	186,70	17%
Total des dépenses de gestion des services		**71,32**	**114 076,16**	**85 159,70**	**75%**
66	CHARGES FINANCIERES	0,00	31 000,00	10 284,02	0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	0,00	0,00	0,00	0%
022	DEPENSES IMPREVUES		0,00		0%
Total des dépenses réelles d'exploitation		**71,32**	**145 076,16**	**95 443,72**	**66%**
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,00	6 201,52	0,00	0%
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	44 651,00	44 651,00	0%
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		**0,00**	**50 852,52**	**44 651,00**	**0%**
Résultat reporté			**71,32**		
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**71,32**	**196 000,00**	**140 094,72**	**71%**

Les recettes du parking s'élèvent à 166 k € sur l'année 2025. Ce budget M4 est voté en équilibre et doit être financé exclusivement par les recettes liées à l'exploitation de son activité.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES	0,00	196 000,00	166 121,01	85%
73	IMPOTS ET TAXES	0,00	0,00	0,00	0%
74	DOTATION, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	0,00	0,00	0,00	0%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes de gestion des services		**0,00**	**196 000,00**	**166 121,01**	**85%**
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	0,00	0,00	0%
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes réelles d'exploitation		**0,00**	**196 000,00**	**166 121,01**	**85%**
042	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes d'ordre d'exploitation		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
	Résultat reporté		**0,00**		
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**196 000,00**	**166 121,01**	**85%**

En résumé, la section de fonctionnement dégage un résultat positif de 26 026.29 euros hors résultat antérieur reporté.

Section d'investissement :

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00	0,00	0,00	0%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	807 863,52	22 289,00	17 438,43	78%
23	TRAVAUX EN COURS	0,00	0,00	0,00	0%
Total des dépenses d'équipement		**807 863,52**	**22 289,00**	**17 438,43**	**78%**
10	DOTATIONS ET FONDS DIVERS	0,00	0,00	0,00	0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	0,00	865 120,00	819 857,50	95%
020	DEPENSES IMPREVUES	0,00	0,00	0,00	0%
Total des dépenses financières		**0,00**	**865 120,00**	**819 857,50**	**95%**
45x1	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**807 863,52**	**887 409,00**	**837 295,93**	**94%**
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	0,00	0,00	0%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00	0,00	0,00	0%
Total des dépenses d'ordre d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**807 863,52**	**887 409,00**	**837 295,93**	**94%**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	CFU 2024	BP + BS+ DM 2025	CFU 2025	Taux d'éxécution %
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	809 420,00	835 000,00	835 000,00	100%
Total des recettes d'équipement		**809 420,00**	**835 000,00**	**835 000,00**	**0%**
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	0,00	0,00	0,00	0%
1068	Excédents de fonct. capitalisés	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0%**
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		6 201,52		
040	OPE.D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	0,00	44 651,00	44 651,00	100%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	0,00	0,00	0,00	0%
Total des recettes d'ordre d'investissement		**0,00**	**50 852,52**	**44 651,00**	**0%**
Résultat reporté			**0,00**		
	RECETTES D'INVESTISSEMENT	**809 420,00**	**885 852,52**	**879 651,00**	**99%**

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

HOUCHES (LES)

Numéro SIRET : 21740143900013

POSTE COMPTABLE : 074035 SGC SALLANCHES

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET PRINCIPAL

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	28
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	31
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	81
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	86
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	89
B	Compte de résultat	Comptable	93
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	95
D	Balance des comptes	Comptable	96
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	125

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	3617

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	1755.67
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	2448.87
3	Dépenses d'équipement brut / population	1840.91
4	Encours de dette / population (2)(3)	2207.44
5	DGF / population	74.84
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	44.14
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	79.56
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	28.31
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	20.44
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	90.14
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	318.44

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	14 674 136,96	8 334 186,00	23 008 322,96
	Recettes réalisées (1)	B	8 392 364,18	8 880 453,85	17 272 818,03
	Restes à réaliser	C	3 632 029,64	0,00	3 632 029,64
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	14 273 834,16	9 090 980,25	23 364 814,41
	Dépenses réalisées (1)	E	7 465 209,16	7 032 243,66	14 497 452,82
	Restes à réaliser	F	5 993 655,45	0,00	5 993 655,45
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	927 155,02	1 848 210,19	2 775 365,21
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-400 302,80	756 794,25	356 491,45
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	526 852,22	2 605 004,44	3 131 856,66
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-2 361 625,81	0,00	-2 361 625,81
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 834 773,59	2 605 004,44	770 230,85

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement	-400 302,80		927 155,02		526 852,22
Fonctionnement	2 489 994,71	1 733 200,46	1 848 210,19		2 605 004,44
TOTAL I	**2 089 691,91**	**1 733 200,46**	**2 775 365,21**		**3 131 856,66**
II - Budgets des services à caractère administratif					
40107-FORETS-LES HOUCHES					
Investissement	9 588,15				9 588,15
Fonctionnement	49 019,86		30 439,11		79 458,97
Sous-Total	58 608,01		30 439,11		89 047,12
40114-ANIMATION SOCIALE-LES HOUCHES					
Investissement					
Fonctionnement	123 282,18		-61 381,12		61 901,06
Sous-Total	123 282,18		-61 381,12		61 901,06
TOTAL II	**181 890,19**		**-30 942,01**		**150 948,18**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
40113-TELESKI TOURCHET-LES HOUCHES					
Investissement	141 684,03		-68 416,34		73 267,69
Fonctionnement	19 282,29		-13 540,07		5 742,22
Sous-Total	160 966,32		-81 956,41		79 009,91
40115-PARKINGS LES HOUCHES					
Investissement	1 556,48		42 355,07		43 911,55
Fonctionnement	-71,32		26 026,29		25 954,97
Sous-Total	1 485,16		68 381,36		69 866,52
TOTAL III	**162 451,48**		**-13 575,05**		**148 876,43**
TOTAL I + II + III	**2 434 033,58**	**1 733 200,46**	**2 730 848,15**		**3 431 681,27**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

I

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
SYANE			0,00
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS	01/01/1982	sans fiscalité propre	204 293,00
SIVU DOMAINE HOUCHES SAINT GERVAIS	30/01/2009	sans fiscalité propre	0,00
EPCI			
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA VALLEE DE CHAMONIX MONT BLANC	01/01/2010	TPU + fiscalité additionnelle	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES | I

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS | B3.2

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CCAS	ACTION SOCIALE	06/01/1986		SPA	non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE — B3.3

Catégorie de services (1)	Intitulé / objet du service	Date de création	Date de délibération	N° SIRET	Nature de l' activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
BUDGET REMONTEES MECANIQUES TOURCHET	GESTION DES REMONTEES MECANIQUES DU TOURCHET	25/12/1994	21/12/2007	21740143900088	SPIC	oui
BUDGET BOIS ET FORETS	GESTION DES COUPES DE BOIS FORETS	01/01/1999		21740143900104	SPIC	oui
BUDGET PARKING	PARKING DES CHAVANTS	01/11/2024		21740143900153	SPIC	oui

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 5 993 655,45
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
24	Opération d'équipement n° 24	5 769,19
904	Opération d'équipement n° 904	59 104,28
908	Opération d'équipement n° 908	5 516 245,98
911	Opération d'équipement n° 911	142 203,14
919	Opération d'équipement n° 919	17 253,60
922	Opération d'équipement n° 922	1 827,41
931	Opération d'équipement n° 931	36 947,38
934	Opération d'équipement n° 934	97 392,08
935	Opération d'équipement n° 935	4 260,00
936	Opération d'équipement n° 936	67 494,90
937	Opération d'équipement n° 937	744,00
938	Opération d'équipement n° 938	23 520,00
940	Opération d'équipement n° 940	410,40
942	Opération d'équipement n° 942	20 483,09
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 0,00
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(II) 3 632 029,64
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	3 632 029,64
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(V) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	33 691,86
Subventions d'investissement versées	201,57	Neutralisations et régularisations	2 874,90
Autres immobilisations incorporelles	1,84	Réserves	38 983,41
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	756,79
Terrains	7 524,87	Résultat de l'exercice	1 848,21
Constructions	28 037,66	Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	5 847,67
Réseaux et installations de voirie	27 426,02	**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**84 002,85**
Réseaux divers	1 434,37	**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel	253,66	**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres	1 460,98	Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours	**7 187,68**	Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	7 983,60
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**14 711,44**	Dettes financières et autres emprunts	161,38
Immobilisations financières (nettes)	**716,92**	**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	**8 144,98**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**88 957,01**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	422,04
Stocks		Autres dettes non financières	81,52
Créances	743,75	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**503,56**
Trésorerie	2 952,48	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**3 696,23**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**8 648,54**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	1,84
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**92 653,24**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**92 653,24**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état	281,14	321,84
Participations	20,33	24,94
Compensations, autres attributions et autres participations	213,88	423,86
Dons et legs		
Impôts et taxes	6 094,13	5 903,96
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	550,15	581,21
Produits des cessions d'actifs	165,20	60,53
Autres produits de gestion	505,62	575,42
Production stockée et immobilisée	22,88	
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		1,67
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**7 853,33**	**7 893,44**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	1 222,69	1 380,73
Charges de personnel	2 658,95	2 252,53
Indemnités des élus (et membres du CESR)	123,18	122,48
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	79,81	103,37
Impôts et taxes	104,34	91,58
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	462,43	409,01
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	37,78	10,80
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession	127,42	49,73
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**4 816,61**	**4 420,24**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre	814,09	874,05
Autres charges	99,69	197,70
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**913,77**	**1 071,74**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**2 122,96**	**2 401,46**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,02**	**0,02**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**274,77**	**261,48**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-274,75**	**-261,46**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**1 848,21**	**2 139,99**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES | I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N | F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**5 634 008,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	90 889,00	65 888,06	72,49	0,00
21	Immobilisations corporelles	124 168,00	49 822,92	40,13	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	13 066 817,16	6 519 993,61	49,90	5 993 655,45
Total des dépenses d'équipement		**13 281 874,16**	**6 635 704,59**	**49,96**	**5 993 655,45**
10	Dotations, fonds divers et réserves	20 000,00	579,47	2,90	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	704 080,00	702 836,82	99,82	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	75 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**799 080,00**	**703 416,29**	**88,03**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**14 080 954,16**	**7 339 120,88**	**52,12**	**5 993 655,45**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*22 880,00*	*22 880,00*	*100,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*170 000,00*	*103 208,28*	*60,71*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**192 880,00**	**126 088,28**	**65,37**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**14 273 834,16**	**7 465 209,16**	**52,30**	**5 993 655,45**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**400 302,80**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**14 674 136,96**	**7 465 209,16**		**5 993 655,45**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 835 442,10	960 935,34	19,87	3 632 029,64
16	Emprunts et dettes assimilées	3 500 000,00	3 504 644,08	100,13	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	1 465,70	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 483 200,46	2 353 585,01	94,78	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	809 420,00	809 420,00	100,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	918 600,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**12 546 662,56**	**7 630 050,13**	**60,81**	**3 632 029,64**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*1 447 904,40*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*509 570,00*	*659 105,77*	*129,35*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*170 000,00*	*103 208,28*	*60,71*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**2 127 474,40**	**762 314,05**	**35,83**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**14 674 136,96**	**8 392 364,18**	**57,19**	**3 632 029,64**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**14 674 136,96**	**8 392 364,18**		**3 632 029,64**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	1 495 670,00	1 214 990,31	53 714,53	1 268 704,84	84,83	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	3 091 100,00	2 803 283,29	0,00	2 803 283,29	90,69	0,00
014	Atténuations de produits	945 552,00	791 105,00	150 000,00	941 105,00	99,53	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 264 197,85	1 056 146,26	60 000,00	1 116 146,26	88,29	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**6 796 519,85**	**5 865 524,86**	**263 714,53**	**6 129 239,39**	**90,18**	**0,00**
66	Charges financières	240 000,00	237 352,20	0,00	237 352,20	98,90	0,00
67	Charges spécifiques	6 150,00	612,00	0,00	612,00	9,95	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	90 836,00	5 934,30	0,00	5 934,30	6,53	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**7 133 505,85**	**6 109 423,36**	**263 714,53**	**6 373 137,89**	**89,34**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 447 904,40*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*509 570,00*	*659 105,77*	*0,00*	*659 105,77*	*129,35*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**1 957 474,40**	**659 105,77**	**0,00**	**659 105,77**	**33,67**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**9 090 980,25**	**6 768 529,13**	**263 714,53**	**7 032 243,66**	**77,35**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**9 090 980,25**	**6 768 529,13**	**263 714,53**	**7 032 243,66**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	30 000,00	85 996,30	0,00	85 996,30	286,65	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	492 275,00	256 411,42	293 737,00	550 148,42	111,76	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	6 791 300,00	7 035 239,19	0,00	7 035 239,19	103,59	0,00
74	Dotations et participations	484 051,00	515 349,08	0,00	515 349,08	106,47	0,00
75	Autres produits de gestion courante	513 680,00	502 058,40	0,00	502 058,40	97,74	0,00
Total des recettes de gestion des services		**8 311 306,00**	**8 395 054,39**	**293 737,00**	**8 688 791,39**	**104,54**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	168 762,46	0,00	168 762,46	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**8 311 306,00**	**8 563 836,85**	**293 737,00**	**8 857 573,85**	**106,57**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*22 880,00*	*22 880,00*	*0,00*	*22 880,00*	*100,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**22 880,00**	**22 880,00**	**0,00**	**22 880,00**	**100,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**8 334 186,00**	**8 586 716,85**	**293 737,00**	**8 880 453,85**	**106,55**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**756 794,25**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**9 090 980,25**	**8 586 716,85**	**293 737,00**	**8 880 453,85**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
2033	Frais d'insertion		864,00	864,00		
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)		864,00	864,00		
2041482	Bâtiments et installations		56 397,00		56 397,00	
2041582	Bâtiments et installations		9 491,06		9 491,06	
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	90 889,00	65 888,06		65 888,06	25 000,94
2111	Terrains nus		9 796,70	222,00	9 574,70	
2112	Terrains de voirie		3 700,00		3 700,00	
2113	Terrains aménagés autres que voirie		36 548,22	35 840,22	708,00	
2128	Autres agencements et aménagements		35 840,22		35 840,22	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	124 168,00	85 885,14	36 062,22	49 822,92	74 345,08
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
231224	Agencements et aménagements de terrains		108 135,45		108 135,45	
231324	Constructions		5 244,91	1 263,60	3 981,31	
total opération n° 24	Opération d'équipement n° 24	119 248,44	113 380,36	1 263,60	112 116,76	7 131,68
2158904	Autres installations, matériel et outillage techniques		6 134,40		6 134,40	
21828904	Autres matériels de transport		192 592,00		192 592,00	
total opération n° 904	Opération d'équipement n° 904	299 600,00	198 726,40		198 726,40	100 873,60
2033908	Frais d'insertion		1 188,00		1 188,00	
2313908	Constructions		2 439 809,05		2 439 809,05	
238908	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		22 057,61		22 057,61	
total opération n° 908	Opération d'équipement n° 908	7 980 012,03	2 463 054,66		2 463 054,66	5 516 957,37
total opération n° 910	Opération d'équipement n° 910	3 200,00				3 200,00
2033911	Frais d'insertion		108,00		108,00	
2152911	Installations de voirie		653 857,96		653 857,96	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
21568911	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile		52 446,00		52 446,00	
21611911	Biens sous-jacents		7 573,44		7 573,44	
2315911	Installations, matériel et outillage techniques		85 166,01		85 166,01	
total opération n° 911	Opération d'équipement n° 911	1 172 684,13	799 151,41		799 151,41	373 532,72
2158914	Autres installations, matériel et outillage techniques		9 389,52		9 389,52	
total opération n° 914	Opération d'équipement n° 914	13 681,52	9 389,52		9 389,52	4 292,00
21351919	Bâtiments publics		32 961,42		32 961,42	
2158919	Autres installations, matériel et outillage techniques		12 447,89		12 447,89	
2181919	Installations générales, agencements et aménagements divers		4 205,80		4 205,80	
2188919	Autres		11 400,00		11 400,00	
2313919	Constructions		48 659,63		48 659,63	
total opération n° 919	Opération d'équipement n° 919	151 692,69	109 674,74		109 674,74	42 017,95
2313921	Constructions		432,00		432,00	
total opération n° 921	Opération d'équipement n° 921	2 432,00	432,00		432,00	2 000,00
2051922	Concessions et droits similaires		2 935,16		2 935,16	
21831922	Matériel informatique scolaire		1 489,45		1 489,45	
21838922	Autre matériel informatique		9 618,19		9 618,19	
2185922	Matériel de téléphonie		3 045,72		3 045,72	
total opération n° 922	Opération d'équipement n° 922	28 648,00	17 088,52		17 088,52	11 559,48
21841923	Matériel de bureau et mobilier scolaires		1 098,18		1 098,18	
2188923	Autres		1 175,79		1 175,79	
total opération n° 923	Opération d'équipement n° 923	2 600,00	2 273,97		2 273,97	326,03
215738924	Autre matériel et outillage de voirie		14 153,59		14 153,59	
21578924	Autre matériel technique		1 001,04		1 001,04	
2158924	Autres installations, matériel et outillage techniques		7 335,65		7 335,65	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2188924	Autres		30 618,94		30 618,94	
total opération n° 924	Opération d'équipement n° 924	85 818,61	53 109,22		53 109,22	32 709,39
2033931	Frais d'insertion		864,00		864,00	
2313931	Constructions		262 991,57		262 991,57	
total opération n° 931	Opération d'équipement n° 931	304 042,31	263 855,57		263 855,57	40 186,74
total opération n° 932	Opération d'équipement n° 932	17 040,00				17 040,00
2312933	Agencements et aménagements de terrains		70 059,96		70 059,96	
total opération n° 933	Opération d'équipement n° 933	79 519,43	70 059,96		70 059,96	9 459,47
2033934	Frais d'insertion		864,00		864,00	
2312934	Agencements et aménagements de terrains		8 520,00		8 520,00	
2313934	Constructions		1 559 899,40		1 559 899,40	
238934	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		79 749,30		79 749,30	
total opération n° 934	Opération d'équipement n° 934	1 755 534,00	1 649 032,70		1 649 032,70	106 501,30
2158935	Autres installations, matériel et outillage techniques		3 969,01		3 969,01	
2188935	Autres		264 132,21	65 998,22	198 133,99	
total opération n° 935	Opération d'équipement n° 935	206 476,00	268 101,22	65 998,22	202 103,00	4 373,00
2033936	Frais d'insertion		1 080,00		1 080,00	
2315936	Installations, matériel et outillage techniques		362 840,40		362 840,40	
238936	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles		17 950,98		17 950,98	
total opération n° 936	Opération d'équipement n° 936	450 000,00	381 871,38		381 871,38	68 128,62
2031937	Frais d'études		7 836,00		7 836,00	
2188937	Autres		5 640,00	2 700,00	2 940,00	
total opération n° 937	Opération d'équipement n° 937	29 880,00	13 476,00	2 700,00	10 776,00	19 104,00
2031938	Frais d'études		864,00		864,00	
2033938	Frais d'insertion		324,00		324,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total opération n° 938	Opération d'équipement n° 938	24 708,00	1 188,00		1 188,00	23 520,00
2033939	Frais d'insertion		864,00		864,00	
21316939	Équipements du cimetière		23 064,00		23 064,00	
total opération n° 939	Opération d'équipement n° 939	30 000,00	23 928,00		23 928,00	6 072,00
2033940	Frais d'insertion		864,00		864,00	
2315940	Installations, matériel et outillage techniques		117 132,60		117 132,60	
total opération n° 940	Opération d'équipement n° 940	150 000,00	117 996,60		117 996,60	32 003,40
total opération n° 941	Opération d'équipement n° 941	10 000,00				10 000,00
2315942	Installations, matériel et outillage techniques		34 165,20		34 165,20	
total opération n° 942	Opération d'équipement n° 942	150 000,00	34 165,20		34 165,20	115 834,80
Total des dépenses d'équipement		**13 281 874,16**	**6 742 592,63**	**106 888,04**	**6 635 704,59**	**6 646 169,57**
10226	Taxe d'aménagement		579,47		579,47	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	20 000,00	579,47		579,47	19 420,53
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euros		632 747,29		632 747,29	
165	Dépôts et cautionnements reçus		6 009,53		6 009,53	
168751	GFP de rattachement		64 080,00		64 080,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	704 080,00	702 836,82		702 836,82	1 243,18
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	75 000,00				75 000,00
Total des dépenses financières		**799 080,00**	**703 416,29**		**703 416,29**	**95 663,71**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles d'investissement		**14 080 954,16**	**7 446 008,92**	**106 888,04**	**7 339 120,88**	**6 741 833,28**
21312	*Bâtiments scolaires*		*22 880,00*		*22 880,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*22 880,00*	*22 880,00*		*22 880,00*	
21828	*Autres matériels de transport*		*864,00*		*864,00*	
2312	*Agencements et aménagements de terrains*		*1 728,00*		*1 728,00*	
2313	*Constructions*		*82 665,30*		*82 665,30*	
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*		*17 950,98*		*17 950,98*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*170 000,00*	*103 208,28*		*103 208,28*	*66 791,72*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***192 880,00***	***126 088,28***		***126 088,28***	***66 791,72***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**14 273 834,16**	**7 572 097,20**	**106 888,04**	**7 465 209,16**	**6 808 625,00**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**400 302,80**				
Total des dépenses de la section d'investissement		**14 674 136,96**	**7 572 097,20**	**106 888,04**	**7 465 209,16**	**7 208 927,80**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
1312	Régions		25 000,00		25 000,00	
1313	Départements		73 720,23		73 720,23	
1321	État et établissements nationaux		492 093,15		492 093,15	
1323	Départements		338 000,96		338 000,96	
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police		19 500,00		19 500,00	
13462	Dotation de soutien à l'investissement local		12 621,00		12 621,00	
total chapitre 13	Subventions d'investissement	4 835 442,10	960 935,34		960 935,34	3 874 506,76
1641	Emprunts en euros		3 500 000,00		3 500 000,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus		4 644,08		4 644,08	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	3 500 000,00	3 504 644,08		3 504 644,08	-4 644,08
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
21318	Autres bâtiments publics		1 465,70		1 465,70	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles		1 465,70		1 465,70	-1 465,70
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
10222	F.C.T.V.A.		573 096,74		573 096,74	
10226	Taxe d'aménagement		47 287,81		47 287,81	
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		1 733 200,46		1 733 200,46	
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	2 483 200,46	2 353 585,01		2 353 585,01	129 615,45
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
27638	Autres établissements publics		809 420,00		809 420,00	
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	809 420,00	809 420,00		809 420,00	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	753 400,00				
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**12 381 462,56**	**7 630 050,13**		**7 630 050,13**	**4 751 412,43**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*1 447 904,40*				
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*		*127 416,83*		*127 416,83*	
2111	*Terrains nus*		*37 783,17*		*37 783,17*	
28031	*Frais d'études*		*662,00*		*662,00*	
2804114	*Voirie*		*1 604,00*		*1 604,00*	
28041512	*Bâtiments et installations*		*1 454,00*		*1 454,00*	
280415342	*Bâtiments et installations*		*3 833,00*		*3 833,00*	
28041582	*Bâtiments et installations*		*980,00*		*980,00*	
280422	*Bâtiments et installations*		*1 333,00*		*1 333,00*	
2805	*Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires*		*7 223,26*		*7 223,26*	
28128	*Autres agencements et aménagements*		*70 540,00*		*70 540,00*	
281321	*Immeubles de rapport*		*114,00*		*114,00*	
281568	*Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile*		*8 168,00*		*8 168,00*	
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*		*619,00*		*619,00*	
28158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*		*75 007,29*		*75 007,29*	
28181	*Installations générales, agencements et aménagements divers*		*40,00*		*40,00*	
281828	*Autres matériels de transport*		*200 127,02*		*200 127,02*	
281831	*Matériel informatique scolaire*		*5 074,00*		*5 074,00*	
281838	*Autre matériel informatique*		*24 122,67*		*24 122,67*	
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaires*		*295,00*		*295,00*	
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*		*4 931,65*		*4 931,65*	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
28185	*Matériel de téléphonie*		*1 655,20*		*1 655,20*	
28188	*Autres*		*48 709,19*		*48 709,19*	
4817	*Indemnités de renégociation de la dette*		*37 413,49*		*37 413,49*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*674 770,00*	*659 105,77*		*659 105,77*	*15 664,23*
2033	*Frais d'insertion*		*5 508,00*		*5 508,00*	
238	*Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles*		*97 700,28*		*97 700,28*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*170 000,00*	*103 208,28*		*103 208,28*	*66 791,72*
Total des recettes d'ordre en investissement		***2 292 674,40***	***762 314,05***		***762 314,05***	***1 530 360,35***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**14 674 136,96**	**8 392 364,18**		**8 392 364,18**	**6 281 772,78**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des recettes de la section d'investissement		**14 674 136,96**	**8 392 364,18**		**8 392 364,18**	**6 281 772,78**

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 22(1)
LIBELLE : AMENAGEMENT CENTRE VILLAGE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 5 089 306,78**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**125 046,37**
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00		0,00	2 330,45
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	6 389,46
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	6 428,48
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		0,00	1 519,67
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	95 247,91
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	13 130,40
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 964 260,41**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	29 320,06
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	2 959 069,05
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	1 895 103,46
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	80 767,84

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 357 454,46**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**357 454,46**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	344 637,95
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	12 816,51

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A 0,00**	**D - B -4 731 852,32**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 24(1)
LIBELLE : ZONE LOISIRS CHAVANTS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**119 248,44**	**A 112 116,76**	**94,02**	**5 769,19**	**B 3 099 333,44**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 592,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	2 592,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**429 804,88**
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00		0,00	400 079,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00		0,00	1 542,69
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	14 255,72
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	7 654,21
21568	Autre matériel, outillage incendie	0,00	0,00		0,00	788,46
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	5 484,80
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**119 248,44**	**112 116,76**	**94,02**	**5 769,19**	**2 666 936,56**
2312	Agencements et aménagements de terrains	119 248,44	108 135,45		2 065,92	1 834 053,97
2313	Constructions	0,00	3 981,31		3 703,27	767 485,86
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	49 151,25
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	16 245,48

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 332 965,12**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**303 528,90**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00		0,00	109 028,90
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00		0,00	100 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	94 500,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**969 436,22**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	969 436,22
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**60 000,00**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	60 000,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -112 116,76**	**D - B -1 766 368,32**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 904(1)
LIBELLE : ACQUISITION VEHICULES/ENGINS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**299 600,00**	**A 198 726,40**	**66,33**	**59 104,28**	**B 2 639 814,02**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 133,60**
2033	Frais d'insertion	2 000,00	0,00		0,00	5 133,60
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**297 600,00**	**198 726,40**	**66,78**	**59 104,28**	**2 634 680,42**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	53 800,00	6 134,40		0,00	192 495,53
21828	Autres matériels de transport	243 800,00	192 592,00		59 104,28	2 437 161,69
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	5 023,20
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 16 769,41**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 769,41**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	16 769,41
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -198 726,40**	**D - B -2 623 044,61**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 908(1)
LIBELLE : ESPACE OLCA

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**7 980 012,03**	A **2 463 054,66**	**30,87**	**5 516 245,98**	B **4 031 261,29**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**1 188,00**	**0,00**	**0,00**	**5 832,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	1 188,00		0,00	5 832,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**76 393,37**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	19 983,66
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	45 375,29
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	11 034,42
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**7 980 012,03**	**2 461 866,66**	**30,85**	**5 516 245,98**	**3 949 035,92**
2313	Constructions	7 980 012,03	2 439 809,05		5 516 245,98	3 921 842,31
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	5 136,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	22 057,61		0,00	22 057,61

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 463 054,66	D - B -4 031 261,29

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 910(1)
LIBELLE : GROUPE SCOLAIRE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**3 200,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 1 218 044,03**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**3 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 203 929,71**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	14 332,80
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00		0,00	1 174 952,17
215741	Inst., mat., outil. cantines scolaires	1 200,00	0,00		0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	4 104,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	0,00		0,00	8 659,33
2188	Autres immobilisations corporelles	2 000,00	0,00		0,00	1 881,41
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 114,32**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	1 620,00
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	7 492,80
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	5 001,52

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -1 218 044,03

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 911(1)
LIBELLE : RESEAUX VOIRIE PROGRAMME GROUPES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 172 684,13**	**A 799 151,41**	**68,15**	**142 203,14**	**B 9 883 519,94**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**108,00**	**0,00**	**0,00**	**6 042,91**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	1 620,00
2033	Frais d'insertion	0,00	108,00		0,00	4 422,91
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**868 293,93**	**713 877,40**	**82,22**	**16 472,98**	**4 875 872,89**
2111	Terrains nus	0,00	0,00		0,00	53 189,24
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	29 365,37
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	1 770,31
2152	Installations de voirie	775 243,74	653 857,96		16 472,98	4 438 757,40
21538	Autres réseaux	0,00	0,00		0,00	75 518,43
21568	Autre matériel, outillage incendie	85 050,19	52 446,00		0,00	164 231,42
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00		0,00	105 467,28
21611	Biens sous-jacents	8 000,00	7 573,44		0,00	7 573,44
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**304 390,20**	**85 166,01**	**27,98**	**125 730,16**	**5 001 604,14**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	255 039,11
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	67 623,36
2315	Install., matériel et outill. technique	304 390,20	85 166,01		125 730,16	4 666 593,53
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00		0,00	12 348,14

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **94 982,95**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 425,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	89 425,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 557,95**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	4 242,35
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	1 315,60

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A** **-799 151,41**	**D - B** **-9 788 536,99**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 914(1)
LIBELLE : LOCAUX SERVICES TECHNIQUES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**13 681,52**	**A 9 389,52**	**68,63**	**0,00**	**B 2 695 707,51**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 699,20**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	1 699,20
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**13 681,52**	**9 389,52**	**68,63**	**0,00**	**2 013 160,27**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	1 961 497,35
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	13 681,52	9 389,52		0,00	25 799,73
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00		0,00	25 863,19
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**680 848,04**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	658 081,62
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	22 766,42

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 465,70**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 465,70**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	1 465,70
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -9 389,52**	**D - B -2 694 241,81**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 919(1)
LIBELLE : BATIMENTS DIVERS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**151 692,69**	**A 109 674,74**	**72,30**	**17 253,60**	**B 1 697 841,01**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 410,57**
2031	Frais d'études	0,00	0,00		0,00	3 312,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	3 098,57
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**111 692,69**	**61 015,11**	**54,63**	**17 253,60**	**1 185 486,38**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00		0,00	12 000,00
21311	Bâtiments administratifs	0,00	0,00		0,00	18 094,48
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00		0,00	828 298,90
21351	Bâtiments publics	65 000,00	32 961,42		17 253,60	45 503,33
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	17 447,89	12 447,89		0,00	258 572,72
2181	Install. générales, agencements	13 944,80	4 205,80		0,00	11 616,95
2188	Autres immobilisations corporelles	15 300,00	11 400,00		0,00	11 400,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**40 000,00**	**48 659,63**	**121,65**	**0,00**	**505 944,06**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00		0,00	7 200,00
2313	Constructions	40 000,00	48 659,63		0,00	498 744,06

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice – Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Pour mémoire – Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **131 964,05**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**131 964,05**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00		0,00	33 482,50
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	98 481,55
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -109 674,74**	**D - B -1 565 876,96**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 921(1)
LIBELLE : ESPACES NATURELS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 432,00**	**A 432,00**	**17,76**	**0,00**	**B 148 142,31**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 165,90**
204114	Voirie	2 000,00	0,00		0,00	48 165,90
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**432,00**	**432,00**	**100,00**	**0,00**	**99 976,41**
2313	Constructions	432,00	432,00		0,00	99 976,41

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 11 250,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 250,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	11 250,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -432,00**	**D - B -136 892,31**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 922(1)
LIBELLE : MATERIEL INFORMATIQUE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**28 648,00**	**A 17 088,52**	**59,65**	**1 827,41**	**B 64 491,04**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**12 748,00**	**2 935,16**	**23,02**	**0,00**	**7 438,91**
2051	Concessions, droits similaires	12 748,00	2 935,16		0,00	7 438,91
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**15 900,00**	**14 153,36**	**89,01**	**1 827,41**	**57 052,13**
21831	Matériel informatique scolaire	2 600,00	1 489,45		0,00	12 792,08
21838	Autre matériel informatique	11 000,00	9 618,19		1 827,41	41 214,33
2185	Matériel de téléphonie	2 300,00	3 045,72		0,00	3 045,72
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -17 088,52	D - B -64 491,04

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 923(1)
LIBELLE : MATERIEL SERVICES ADMINISTRATIFS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**2 600,00**	**A 2 273,97**	**87,46**	**0,00**	**B 12 697,79**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**2 600,00**	**2 273,97**	**87,46**	**0,00**	**12 697,79**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	1 100,00	1 098,18		0,00	2 361,33
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 000,00	0,00		0,00	3 771,73
2188	Autres immobilisations corporelles	500,00	1 175,79		0,00	6 564,73
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -2 273,97	D - B -12 697,79

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 924(1)
LIBELLE : MATERIEL SERVICES TECHNIQUES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**85 818,61**	**A 53 109,22**	**61,89**	**0,00**	**B 120 113,16**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**85 818,61**	**53 109,22**	**61,89**	**0,00**	**120 113,16**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	1 329,31	14 153,59		0,00	14 153,59
21578	Autre matériel technique	10 000,00	1 001,04		0,00	1 001,04
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	11 689,30	7 335,65		0,00	67 435,93
2188	Autres immobilisations corporelles	62 800,00	30 618,94		0,00	37 522,60
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -53 109,22	D - B -120 113,16

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 930(1)
LIBELLE : FRONT DE NEIGE - PRARION

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 452 785,83**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**452 785,83**
2313	Constructions	0,00	0,00		0,00	12 787,71
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00		0,00	439 998,12

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B -452 785,83

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 931(1)
LIBELLE : REHABILITATION PRESBYTERE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**304 042,31**	**A 263 855,57**	**86,78**	**36 947,38**	**B 744 287,52**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**864,00**	**0,00**	**0,00**	**2 592,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	864,00		0,00	2 592,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**304 042,31**	**262 991,57**	**86,50**	**36 947,38**	**741 695,52**
2313	Constructions	304 042,31	262 991,57		36 947,38	741 695,52

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **135 320,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 320,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	44 000,00
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00		0,00	25 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	66 320,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A** **-263 855,57**	**D - B** **-608 967,52**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 932(1)
LIBELLE : PARKING CENTRE VILLAGE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**17 040,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**17 040,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	17 040,00	0,00		0,00	0,00

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 933(1)
LIBELLE : ALLEE DES DILIGENCES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**79 519,43**	**A 70 059,96**	**88,10**	**0,00**	**B 444 186,97**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**864,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	864,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**79 519,43**	**70 059,96**	**88,10**	**0,00**	**443 322,97**
2312	Agencements et aménagements de terrains	79 519,43	70 059,96		0,00	443 322,97

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 94 138,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**94 138,00**
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00		0,00	94 138,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -70 059,96**	**D - B -350 048,97**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 934(1)
LIBELLE : PARAVALANCHE DU BOURGEAT

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**1 755 534,00**	**A 1 649 032,70**	**93,93**	**97 392,08**	**B 1 767 970,70**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 728,00**	**864,00**	**50,00**	**0,00**	**1 728,00**
2033	Frais d'insertion	1 728,00	864,00		0,00	1 728,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**1 753 806,00**	**1 648 168,70**	**93,98**	**97 392,08**	**1 766 242,70**
2312	Agencements et aménagements de terrains	2 340,00	8 520,00		612,00	9 492,00
2313	Constructions	1 751 466,00	1 559 899,40		96 780,08	1 677 001,40
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	79 749,30		0,00	79 749,30

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 397 593,15**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**397 593,15**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00		0,00	397 593,15
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A -1 649 032,70**	**D - B -1 370 377,55**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 935(1)
LIBELLE : VIDEOPROTECTION

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**206 476,00**	**A 202 103,00**	**97,88**	**4 260,00**	**B 202 967,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**864,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00		0,00	864,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**206 476,00**	**202 103,00**	**97,88**	**4 260,00**	**202 103,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	144 476,00	3 969,01		4 260,00	3 969,01
2188	Autres immobilisations corporelles	62 000,00	198 133,99		0,00	198 133,99
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -202 103,00	D - B -202 967,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 936(1)
LIBELLE : PLAINE ST JEAN

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**450 000,00**	**A 381 871,38**	**84,86**	**67 494,90**	**B 381 871,38**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**864,00**	**1 080,00**	**125,00**	**0,00**	**1 080,00**
2033	Frais d'insertion	864,00	1 080,00		0,00	1 080,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**449 136,00**	**380 791,38**	**84,78**	**67 494,90**	**380 791,38**
2315	Install., matériel et outill. technique	449 136,00	362 840,40		67 494,90	362 840,40
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	17 950,98		0,00	17 950,98

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -381 871,38	D - B -381 871,38

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 937(1)
LIBELLE : SECURITE HOUCHES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**29 880,00**	**A 10 776,00**	**36,06**	**744,00**	**B 24 406,50**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**5 880,00**	**7 836,00**	**133,27**	**744,00**	**7 836,00**
2031	Frais d'études	5 880,00	7 836,00		744,00	7 836,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**24 000,00**	**2 940,00**	**12,25**	**0,00**	**16 570,50**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	2 000,00	0,00		0,00	12 144,00
2188	Autres immobilisations corporelles	22 000,00	2 940,00		0,00	4 426,50
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -10 776,00	D - B -24 406,50

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 938(1)
LIBELLE : EGLISE HOUCHES

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**24 708,00**	**A 1 188,00**	**4,81**	**23 520,00**	**B 2 688,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**24 708,00**	**1 188,00**	**4,81**	**23 520,00**	**2 688,00**
2031	Frais d'études	24 708,00	864,00		23 520,00	2 364,00
2033	Frais d'insertion	0,00	324,00		0,00	324,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -1 188,00	D - B -2 688,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 939(1)
LIBELLE : CIMETIERE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**30 000,00**	**A 23 928,00**	**79,76**	**0,00**	**B 23 928,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**864,00**	**0,00**	**0,00**	**864,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	864,00		0,00	864,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**30 000,00**	**23 064,00**	**76,88**	**0,00**	**23 064,00**
21316	Equipements du cimetière	30 000,00	23 064,00		0,00	23 064,00
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -23 928,00	D - B -23 928,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 940(1)
LIBELLE : TRABETS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**150 000,00**	**A 117 996,60**	**78,66**	**410,40**	**B 117 996,60**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**1 000,00**	**864,00**	**86,40**	**0,00**	**864,00**
2033	Frais d'insertion	1 000,00	864,00		0,00	864,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**149 000,00**	**117 132,60**	**78,61**	**410,40**	**117 132,60**
2315	Install., matériel et outill. technique	149 000,00	117 132,60		410,40	117 132,60

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **19 500,00**
Total chapitre 13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 500,00**
1345	Amendes radars automatiques et de police	0,00	0,00		0,00	19 500,00
Total chapitre 16	**Emprunts et dettes assimilées (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	**C - A** **-117 996,60**	**D - B** **-98 496,60**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 941(1)
LIBELLE : GARE

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**10 000,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 0,00**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**10 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	10 000,00	0,00		0,00	0,00
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A 0,00	D - B 0,00

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES — C1

OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 942(1)
LIBELLE : RTE DES AILLOUDS

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Chap./ art. (2)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
DEPENSES		**150 000,00**	**A 34 165,20**	**22,78**	**20 483,09**	**B 34 165,20**
Total chapitre 20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total chapitre 23	**Immobilisations en cours**	**150 000,00**	**34 165,20**	**22,78**	**20 483,09**	**34 165,20**
2315	Install., matériel et outill. technique	150 000,00	34 165,20		20 483,09	34 165,20

		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
Recettes (répartition) (pour information)	Libellé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (3)	Cumul des réalisations (4)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (5)		0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 0,00
Total chapitre 13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement (7)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C - A -34 165,20	D - B -34 165,20

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Sauf 165, 166 et 16449.

(7) Indiquer le signe algébrique.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)		42 727,00		42 727,00	
60611	Eau et assainissement		17 880,94	71,71	17 809,23	
60612	Énergie - Électricité		274 108,00		274 108,00	
60613	Chauffage urbain		66 668,01		66 668,01	
60622	Carburants		51 447,95		51 447,95	
60623	Alimentation		613,92		613,92	
60628	Autres fournitures non stockées		7 592,54	491,04	7 101,50	
60631	Fournitures d'entretien		12 241,83	394,82	11 847,01	
60632	Fournitures de petit équipement		91 129,81	2 067,41	89 062,40	
60633	Fournitures de voirie		65 671,98	22 123,92	43 548,06	
60636	Habillement et Vêtements de travail		25 681,70	3 648,22	22 033,48	
6064	Fournitures administratives		8 164,54		8 164,54	
60668	Autres produits pharmaceutiques		1 482,15		1 482,15	
6067	Fournitures scolaires		11 966,67		11 966,67	
6068	Autres matières et fournitures.		26 399,28	3 636,27	22 763,01	
611	Contrats de prestations de services		170 555,60	6 654,26	163 901,34	
6132	Locations immobilières		2 520,00		2 520,00	
61351	Matériel roulant		13 293,82		13 293,82	
61358	Autres		6 197,65		6 197,65	
614	Charges locatives et de copropriété		3 648,68	1 457,09	2 191,59	
61521	Terrains		7 387,20	7 387,20		
615221	Bâtiments publics		37 945,86	6 078,42	31 867,44	
615231	Voiries		5 311,47		5 311,47	
615232	Réseaux		3 848,40		3 848,40	
61551	Matériel roulant		8 746,73		8 746,73	
61558	Autres biens mobiliers		5 361,44	1 320,00	4 041,44	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6156	Maintenance		16 488,97		16 488,97	
6161	Multirisques		12 171,66		12 171,66	
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		5 490,63		5 490,63	
6168	Autres		38 869,25		38 869,25	
617	Études et recherches		8 625,00		8 625,00	
6182	Documentation générale et technique		2 477,22		2 477,22	
6184	Versements à des organismes de formation		8 882,61	1 650,00	7 232,61	
62268	Autres honoraires, conseils...		43 748,40	2 715,60	41 032,80	
6227	Frais d'actes et de contentieux		17 078,32		17 078,32	
6228	Divers		2 638,58	325,74	2 312,84	
6231	Annonces et insertions		2 160,00		2 160,00	
6232	Fêtes et cérémonies		71 962,92	1 912,70	70 050,22	
6234	Réceptions		7 965,89		7 965,89	
6236	Catalogues et imprimés		23 407,30	7 726,00	15 681,30	
6237	Publications		1 270,80		1 270,80	
6238	Divers		19 550,07		19 550,07	
6247	Transports collectifs du personnel		16 059,68		16 059,68	
6251	Voyages, déplacements et missions		1 217,38		1 217,38	
6261	Frais d'affranchissement		5 247,56		5 247,56	
6262	Frais de télécommunications		13 455,45	12,00	13 443,45	
627	Services bancaires et assimilés.		2 408,82		2 408,82	
6281	Concours divers (cotisations...)		2 094,14		2 094,14	
6282	Frais de gardiennage		503,42		503,42	
63512	Taxes foncières		46 151,00	141,00	46 010,00	
total chapitre 011	Charges à caractère général	1 495 670,00	1 338 518,24	69 813,40	1 268 704,84	226 965,16
6331	Versement mobilité		11 784,35		11 784,35	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		7 365,42		7 365,42	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		39 183,68		39 183,68	
64111	Rémunération principale		1 439 625,05		1 439 625,05	
64131	Rémunérations		503 788,04		503 788,04	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		290,41		290,41	
64138	Primes et autres indemnités		3 431,99		3 431,99	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		313 108,27		313 108,27	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		353 588,42		353 588,42	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		19 435,53		19 435,53	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		76 604,73		76 604,73	
6456	Versement au F.N.C du supplément familial		4 544,00		4 544,00	
6474	Versements aux oeuvres sociales		16 645,00		16 645,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie		650,00		650,00	
6478	Autres charges sociales diverses		13 238,40		13 238,40	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	3 091 100,00	2 803 283,29		2 803 283,29	287 816,71
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants		787,00		787,00	
739211	Attribution de compensation		671 224,00	200 000,00	471 224,00	
739218	Autres prélèvements pour reversements de fiscalité entre collectivités locales		127 767,00		127 767,00	
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales		341 327,00		341 327,00	
total chapitre 014	Atténuations de produits	945 552,00	1 141 105,00	200 000,00	941 105,00	4 447,00
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
65134	Aides		203,30		203,30	
65311	Indemnités de fonction		105 703,24		105 703,24	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
65313	Cotisations de retraite		6 959,94		6 959,94	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part patronale		10 036,08		10 036,08	
65315	Formation		400,00		400,00	
653172	Cotisations au fonds de financement de l'allocation de fin de mandat		76,36		76,36	
6541	Créances admises en non-valeur		21 035,36		21 035,36	
6542	Créances éteintes		16 551,90		16 551,90	
6553	Service d'incendie		204 293,00		204 293,00	
65568	Autres contributions		3 507,90		3 507,90	
6558	Autres contributions obligatoires		131 177,31	35 000,00	96 177,31	
657341	Communes membres du GFP		690,00		690,00	
65736222	dotés de la personnalité morale		67 000,00		67 000,00	
657363	CCAS/CIAS		475 000,00		475 000,00	
65743	Fermiers et concessionnaires		6 000,00		6 000,00	
65748	Autres personnes de droit privé		60 900,00		60 900,00	
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage		15 079,19		15 079,19	
65818	Autres		627,04		627,04	
6583	Pénalités sur marchés		306,77		306,77	
65888	Autres		25 598,87		25 598,87	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 264 197,85	1 151 146,26	35 000,00	1 116 146,26	148 051,59
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**6 796 519,85**	**6 434 052,79**	**304 813,40**	**6 129 239,39**	**667 280,46**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		237 352,20		237 352,20	
total chapitre 66	Charges financières	240 000,00	237 352,20		237 352,20	2 647,80
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		612,00		612,00	
total chapitre 67	Charges spécifiques	6 150,00	612,00		612,00	5 538,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants		5 934,30		5 934,30	
total chapitre 68	Dotations aux provisions	90 836,00	5 934,30		5 934,30	84 901,70
Total des dépenses réelles et mixtes		**7 133 505,85**	**6 677 951,29**	**304 813,40**	**6 373 137,89**	**760 367,96**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*1 447 904,40*				
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*		*37 783,17*		*37 783,17*	
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*		*127 416,83*		*127 416,83*	
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*		*456 492,28*		*456 492,28*	
6862	*Dotations aux amortissements des charges financières à répartir*		*37 413,49*		*37 413,49*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*674 770,00*	*659 105,77*		*659 105,77*	*15 664,23*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***2 122 674,40***	***659 105,77***		***659 105,77***	***1 463 568,63***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**9 256 180,25**	**7 337 057,06**	**304 813,40**	**7 032 243,66**	**2 223 936,59**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**9 256 180,25**	**7 337 057,06**	**304 813,40**	**7 032 243,66**	**2 223 936,59**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		78 496,30		78 496,30	
6479	Remboursements sur autres charges sociales		7 500,00		7 500,00	
total chapitre 013	Atténuations de charges	30 000,00	85 996,30		85 996,30	-55 996,30
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70311	Concession dans les cimetières (produit net)		1 805,00		1 805,00	
70323	Redevance d'occupation du domaine public		31 088,90	7 364,26	23 724,64	
70631	A caractère sportif		34 570,00		34 570,00	
706888	Autres		53 417,97	2 506,00	50 911,97	
70841	à la collectivité de rattachement		16 468,65		16 468,65	
708421	non dotés de la personnalité morale		23 224,49		23 224,49	
70846	au GFP de rattachement		519 648,25	299 648,25	220 000,00	
70848	aux autres organismes		23 666,76		23 666,76	
70876	par le GFP de rattachement		260 759,64	114 436,00	146 323,64	
70878	par des tiers		9 453,27		9 453,27	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	492 275,00	974 102,93	423 954,51	550 148,42	-57 873,42
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
73111	Impôts directs locaux		5 641 160,00		5 641 160,00	
73118	Autres contributions directes		36 584,00		36 584,00	
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière		901 859,00		901 859,00	
73128	Autres droits d'enregistrement		828,00		828,00	
73141	Accise sur lélectricité		218 551,00		218 551,00	
73154	Droits de place		1 218,00		1 218,00	
73158	Autres taxes liées aux transports, aux véhicules et aux droits de stationnement		310,00		310,00	
73175	Taxe sur les remontées mécaniques		234 729,19		234 729,19	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 731	Fiscalité locale	6 791 300,00	7 035 239,19		7 035 239,19	-243 939,19
74111	Dotation forfaitaire des communes		194 274,00		194 274,00	
741121	Dotation de solidarité rurale (DSR) des communes		76 423,00		76 423,00	
742	Dotations aux élus locaux		333,00		333,00	
744	FCTVA		10 113,95		10 113,95	
74718	Autres		20 328,13		20 328,13	
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières		119 879,00	50 814,00	69 065,00	
74834	État - compensation au titre des exonérations de taxe d'habitation		23 876,00		23 876,00	
74888	Autres		120 936,00		120 936,00	
total chapitre 74	Dotations et participations	484 051,00	566 163,08	50 814,00	515 349,08	-31 298,08
752	Revenus des immeubles		267 549,08	1 156,47	266 392,61	
757368	Autres		25 000,00		25 000,00	
75811	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		8 547,77		8 547,77	
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires		42 620,53		42 620,53	
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique		14 739,29		14 739,29	
75862	Régies dotées de la personnalité morale		100 000,00		100 000,00	
75888	Autres		95 300,78	50 542,58	44 758,20	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	513 680,00	553 757,45	51 699,05	502 058,40	11 621,60
Total des recettes de gestion des services		**8 311 306,00**	**9 215 258,95**	**526 467,56**	**8 688 791,39**	**-377 485,39**
761	Produits de participations		20,00		20,00	
total chapitre 76	Produits financiers		20,00		20,00	-20,00
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		3 562,46		3 562,46	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
775	Produits des cessions d'immobilisations		165 200,00		165 200,00	
total chapitre 77	Produits spécifiques	165 200,00	168 762,46		168 762,46	-3 562,46
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**8 476 506,00**	**9 384 041,41**	**526 467,56**	**8 857 573,85**	**-381 067,85**
722	*Immobilisations corporelles*		*22 880,00*		*22 880,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*22 880,00*	*22 880,00*		*22 880,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***22 880,00***	***22 880,00***		***22 880,00***	
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**8 499 386,00**	**9 406 921,41**	**526 467,56**	**8 880 453,85**	**-381 067,85**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**756 794,25**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**9 256 180,25**	**9 406 921,41**	**526 467,56**	**8 880 453,85**	**375 726,40**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées		273 053,96	71 485,85	201 568,11	144 884,05
Autres immobilisations incorporelles		232 103,86	230 267,80	1 836,06	-2 561,84
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		7 602 904,83	78 036,99	7 524 867,84	7 212 740,28
Constructions		28 037 890,20	228,00	28 037 662,20	27 867 022,96
Réseaux et installations de voirie		27 446 624,48	20 602,85	27 426 021,63	26 309 614,73
Réseaux divers		1 434 373,45		1 434 373,45	1 170 881,35
Installations techniques, agencements et matériel		1 902 198,96	1 648 538,13	253 660,83	224 297,20
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		5 480 647,24	4 019 666,81	1 460 980,43	1 281 179,66
Immobilisations corporelles en cours		7 187 677,23		7 187 677,23	2 887 973,03
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		14 711 442,09		14 711 442,09	14 711 442,09
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		716 915,35		716 915,35	1 483 613,43
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**95 025 831,65**	**6 068 826,43**	**88 957 005,22**	**83 291 086,94**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		636 338,92		636 338,92	509 817,97
Créances sur les redevables et comptes rattachés		54 655,29	8 632,01	46 023,28	154 886,05
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		58 970,00		58 970,00	58 970,00
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs		2 418,90		2 418,90	1 029 721,42
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**752 383,11**	**8 632,01**	**743 751,10**	**1 753 395,44**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		2 952 479,31		2 952 479,31	736 574,26
AUTRES					10 000,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**2 952 479,31**		**2 952 479,31**	**746 574,26**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					37 616,97
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**98 730 694,07**	**6 077 458,44**	**92 653 235,63**	**85 828 673,61**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations		4 865 354,33	4 865 354,33
Fonds globalisés		16 608 138,23	15 988 333,15
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable		428 752,03	2 260 084,75
Rattachées à un actif non amortissable		11 789 612,01	10 927 396,90
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		2 874 899,28	2 747 482,45
RÉSERVES		38 983 414,92	37 250 214,46
REPORT A NOUVEAU		756 794,25	350 000,00
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		1 848 210,19	2 139 994,71
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		5 847 673,54	2 799 709,20
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**84 002 848,78**	**79 328 569,95**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		7 983 598,77	5 921 762,61
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		161 384,33	226 829,78
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**8 144 983,10**	**6 148 592,39**
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		422 038,13	336 898,06
Dettes fiscales et sociales			72,00
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes		80 613,55	13 229,69
Autres dettes non financières		907,39	122,86
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**503 559,07**	**350 322,61**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**8 648 542,17**	**6 498 915,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		1 844,68	1 188,66
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**92 653 235,63**	**85 828 673,61**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état		281 143,95	321 838,51	-40 694,56
Participations		20 328,13	24 940,30	-4 612,17
Compensations, autres attributions et autres participations		213 877,00	423 862,00	-209 985,00
Dons et legs				
Impôts et taxes		6 094 134,19	5 903 960,00	190 174,19
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		550 148,42	581 209,68	-31 061,26
Produits des cessions d'actifs		165 200,00	60 534,36	104 665,64
Autres produits de gestion		505 620,86	575 424,80	-69 803,94
Production stockée et immobilisée		22 880,00		22 880,00
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges			1 670,05	-1 670,05
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**7 853 332,55**	**7 893 439,70**	**-40 107,15**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		1 222 694,84	1 380 733,56	-158 038,72
Charges de personnel		2 658 953,54	2 252 528,26	406 425,28
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*1 868 639,19*	*1 622 931,31*	*245 707,88*
Dont charges sociales		*790 314,35*	*629 596,95*	*160 717,40*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		123 175,62	122 483,84	691,78
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		79 811,13	103 370,36	-23 559,23
Impôts et taxes		104 343,45	91 578,58	12 764,87
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		462 426,58	409 009,05	53 417,53
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		37 783,17	10 801,36	26 981,81
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		127 416,83	49 733,00	77 683,83
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**4 816 605,16**	**4 420 238,01**	**396 367,15**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre		814 086,30	874 045,00	-59 958,70
Dont ménages		*203,30*		*203,30*
Dont personnes morales de droit privé		*66 900,00*	*57 352,00*	*9 548,00*
Dont collectivités territoriales		*690,00*		*690,00*
Dont autres organismes publics		*746 293,00*	*816 693,00*	*-70 400,00*
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges		99 685,21	197 699,39	-98 014,18
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**913 771,51**	**1 071 744,39**	**-157 972,88**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**2 122 955,88**	**2 401 457,30**	**-278 501,42**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts		20,00	22,00	-2,00
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**20,00**	**22,00**	**-2,00**
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts		237 352,20	162 346,75	75 005,45
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		37 413,49	99 137,84	-61 724,35
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**274 765,69**	**261 484,59**	**13 281,10**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-274 745,69**	**-261 462,59**	**-13 283,10**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**1 848 210,19**	**2 139 994,71**	**-291 784,52**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations		4 865 354,33						4 865 354,33		4 865 354,33
10222	F.C.T.V.A.		9 937 864,21				573 096,74		10 510 960,95		10 510 960,95
10226	Taxe d'aménagement		2 715 308,20			579,47	47 287,81	579,47	2 762 596,01		2 762 016,54
10228	Autres fonds d'investissement		3 335 160,74						3 335 160,74		3 335 160,74
	Sous Total compte 1022		**15 988 333,15**			**579,47**	**620 384,55**	**579,47**	**16 608 717,70**		**16 608 138,23**
1027	Mise à disposition (chez le bénéficiaire		216 893,01						216 893,01		216 893,01
	Sous Total compte 102		**21 070 580,49**			**579,47**	**620 384,55**	**579,47**	**21 690 965,04**		**21 690 385,57**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		37 250 214,46				1 733 200,46		38 983 414,92		38 983 414,92
	Sous Total compte 106		**37 250 214,46**				**1 733 200,46**		**38 983 414,92**		**38 983 414,92**
	Sous Total compte 10		**58 320 794,95**			**579,47**	**2 353 585,01**	**579,47**	**60 674 379,96**		**60 673 800,49**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		350 000,00	1 733 200,46	2 139 994,71			1 733 200,46	2 489 994,71		756 794,25
	Sous Total compte 11		**350 000,00**	**1 733 200,46**	**2 139 994,71**			**1 733 200,46**	**2 489 994,71**		**756 794,25**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		2 139 994,71	2 139 994,71				2 139 994,71	2 139 994,71		
	Sous Total compte 12		**2 139 994,71**	**2 139 994,71**				**2 139 994,71**	**2 139 994,71**		
1311	État et établissements nationaux		56 598,40						56 598,40		56 598,40
1312	Régions						25 000,00		25 000,00		25 000,00
1313	Départements		346 179,35	237 150,45			73 720,23	237 150,45	419 899,58		182 749,13
13141	Communes membres du GFP		27 510,70	27 510,70				27 510,70	27 510,70		
	Sous Total compte 1314		**27 510,70**	**27 510,70**				**27 510,70**	**27 510,70**		
1318	Autres		2 538 204,00	2 401 921,50				2 401 921,50	2 538 204,00		136 282,50
	Sous Total compte 131		**2 968 492,45**	**2 666 582,65**			**98 720,23**	**2 666 582,65**	**3 067 212,68**		**400 630,03**
1321	État et établissements nationaux		2 567 934,84				492 093,15		3 060 027,99		3 060 027,99

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1322	Régions		315 713,01						315 713,01		315 713,01
1323	Départements		3 635 268,95				338 000,96		3 973 269,91		3 973 269,91
13241	Communes membres du GFP		899 946,37						899 946,37		899 946,37
13248	Autres communes		2 068,00						2 068,00		2 068,00
	Sous Total compte 1324		**902 014,37**						**902 014,37**		**902 014,37**
13251	GFP de rattachement		1 088 655,08						1 088 655,08		1 088 655,08
	Sous Total compte 1325		**1 088 655,08**						**1 088 655,08**		**1 088 655,08**
1326	Autres établissements publics locaux		12 705,00						12 705,00		12 705,00
1328	Autres		1 150 162,97						1 150 162,97		1 150 162,97
	Sous Total compte 132		**9 672 454,22**				**830 094,11**		**10 502 548,33**		**10 502 548,33**
1335	Amendes de radars automatiques et amende		28 122,00						28 122,00		28 122,00
	Sous Total compte 133		**28 122,00**						**28 122,00**		**28 122,00**
1345	Amendes de radars automatiques et amende		125 777,84				19 500,00		145 277,84		145 277,84
13461	Dotation d'équipement des territoires ru		332 942,86						332 942,86		332 942,86
13462	Dotation de soutien à l'investissement l						12 621,00		12 621,00		12 621,00
	Sous Total compte 1346		**332 942,86**				**12 621,00**		**345 563,86**		**345 563,86**
1348	Autres		780 947,80						780 947,80		780 947,80
	Sous Total compte 134		**1 239 668,50**				**32 121,00**		**1 271 789,50**		**1 271 789,50**
1381	État et établissements nationaux		1 047,17						1 047,17		1 047,17
1383	Départements		4 409,34						4 409,34		4 409,34
1388	Autres		9 817,67						9 817,67		9 817,67
	Sous Total compte 138		**15 274,18**						**15 274,18**		**15 274,18**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
13913	Départements	5 959,00			5 959,00			5 959,00	5 959,00		
139141	Communes membres du GFP	1 377,00			1 377,00			1 377,00	1 377,00		
	Sous Total compte 13914	**1 377,00**			**1 377,00**			**1 377,00**	**1 377,00**		
13918	Autres	729 193,70			729 193,70			729 193,70	729 193,70		
	Sous Total compte 1391	**736 529,70**			**736 529,70**			**736 529,70**	**736 529,70**		
	Sous Total compte 139	**736 529,70**			**736 529,70**			**736 529,70**	**736 529,70**		
	Sous Total compte 13	**736 529,70**	**13 924 011,35**	**2 666 582,65**	**736 529,70**		**960 935,34**	**3 403 112,35**	**15 621 476,39**		**12 218 364,04**
1641	Emprunts en euros		5 921 762,61	998 138,47	192 721,92	632 747,29	3 500 000,00	1 630 885,76	9 614 484,53		7 983 598,77
	Sous Total compte 164		**5 921 762,61**	**998 138,47**	**192 721,92**	**632 747,29**	**3 500 000,00**	**1 630 885,76**	**9 614 484,53**		**7 983 598,77**
165	Dépôts et cautionnements reçus		19 069,73			6 009,53	4 644,08	6 009,53	23 713,81		17 704,28
168751	GFP de rattachement		207 760,00			64 080,00		64 080,00	207 760,00		143 680,00
	Sous Total compte 16875		**207 760,00**			**64 080,00**		**64 080,00**	**207 760,00**		**143 680,00**
16878	Autres organismes et particuliers		0,05						0,05		0,05
	Sous Total compte 1687		**207 760,05**			**64 080,00**		**64 080,00**	**207 760,05**		**143 680,05**
	Sous Total compte 168		**207 760,05**			**64 080,00**		**64 080,00**	**207 760,05**		**143 680,05**
	Sous Total compte 16		**6 148 592,39**	**998 138,47**	**192 721,92**	**702 836,82**	**3 504 644,08**	**1 700 975,29**	**9 845 958,39**		**8 144 983,10**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo		2 747 482,45				127 416,83		2 874 899,28		2 874 899,28
	Sous Total compte 19		**2 747 482,45**				**127 416,83**		**2 874 899,28**		**2 874 899,28**
	Total classe 1	**736 529,70**	**83 630 875,85**	**7 537 916,29**	**3 069 246,33**	**703 416,29**	**6 946 581,26**	**8 977 862,28**	**93 646 703,44**		**84 668 841,16**
2031	Frais d'études	7 812,00				8 700,00		16 512,00		16 512,00	
2033	Frais d'insertion	4 320,00				7 020,00	6 372,00	11 340,00	6 372,00	4 968,00	
	Sous Total compte 203	**12 132,00**				**15 720,00**	**6 372,00**	**27 852,00**	**6 372,00**	**21 480,00**	
204114	Voirie	48 165,90						48 165,90		48 165,90	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 20411	**48 165,90**						**48 165,90**		**48 165,90**	
2041482	Bâtiments et installations					56 397,00		56 397,00		56 397,00	
	Sous Total compte 204148					**56 397,00**		**56 397,00**		**56 397,00**	
	Sous Total compte 20414					**56 397,00**		**56 397,00**		**56 397,00**	
2041512	Bâtiments et installations	24 000,00						24 000,00		24 000,00	
	Sous Total compte 204151	**24 000,00**						**24 000,00**		**24 000,00**	
20415342	Bâtiments et installations	115 000,00						115 000,00		115 000,00	
	Sous Total compte 2041534	**115 000,00**						**115 000,00**		**115 000,00**	
	Sous Total compte 204153	**115 000,00**						**115 000,00**		**115 000,00**	
2041582	Bâtiments et installations					9 491,06		9 491,06		9 491,06	
	Sous Total compte 204158					**9 491,06**		**9 491,06**		**9 491,06**	
	Sous Total compte 20415	**139 000,00**				**9 491,06**		**148 491,06**		**148 491,06**	
	Sous Total compte 2041	**187 165,90**				**65 888,06**		**253 053,96**		**253 053,96**	
20422	Bâtiments et installations	20 000,00						20 000,00		20 000,00	
	Sous Total compte 2042	**20 000,00**						**20 000,00**		**20 000,00**	
	Sous Total compte 204	**207 165,90**				**65 888,06**		**273 053,96**		**273 053,96**	
2051	Concessions et droits similaires	207 688,70				2 935,16		210 623,86		210 623,86	
	Sous Total compte 205	**207 688,70**				**2 935,16**		**210 623,86**		**210 623,86**	
	Sous Total compte 20	**426 986,60**				**84 543,22**	**6 372,00**	**511 529,82**	**6 372,00**	**505 157,82**	
2111	Terrains nus	1 252 896,45				9 796,70	38 005,17	1 262 693,15	38 005,17	1 224 687,98	
2112	Terrains de voirie	749 876,10				3 700,00		753 576,10		753 576,10	
2113	Terrains aménagés autres que voirie	116 039,56				36 548,22	35 840,22	152 587,78	35 840,22	116 747,56	
2115	Terrains bâtis	1 728 514,66						1 728 514,66		1 728 514,66	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2116	Cimetière	257 296,67						257 296,67		257 296,67	
2117	Bois et forêts	930 903,53						930 903,53		930 903,53	
2118	Autres terrains	179 394,68						179 394,68		179 394,68	
	Sous Total compte 211	**5 214 921,65**				**50 044,92**	**73 845,39**	**5 264 966,57**	**73 845,39**	**5 191 121,18**	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	84 471,12						84 471,12		84 471,12	
2128	Autres agencements et aménagements	1 920 844,50		370 627,81		35 840,22		2 327 312,53		2 327 312,53	
	Sous Total compte 212	**2 005 315,62**		**370 627,81**		**35 840,22**		**2 411 783,65**		**2 411 783,65**	
21311	Bâtiments administratifs	4 232 770,10						4 232 770,10		4 232 770,10	
21312	Bâtiments scolaires	5 703 078,90				22 880,00		5 725 958,90		5 725 958,90	
21314	Bâtiments culturels et sportifs	1 203 690,44						1 203 690,44		1 203 690,44	
21316	Équipements du cimetière					23 064,00		23 064,00		23 064,00	
21318	Autres bâtiments publics	9 522 246,15		43 872,56			1 465,70	9 566 118,71	1 465,70	9 564 653,01	
	Sous Total compte 2131	**20 661 785,59**		**43 872,56**		**45 944,00**	**1 465,70**	**20 751 602,15**	**1 465,70**	**20 750 136,45**	
21321	Immeubles de rapport	2 958 166,46						2 958 166,46		2 958 166,46	
	Sous Total compte 2132	**2 958 166,46**						**2 958 166,46**		**2 958 166,46**	
21351	Bâtiments publics	1 195 135,83				32 961,42		1 228 097,25		1 228 097,25	
	Sous Total compte 2135	**1 195 135,83**				**32 961,42**		**1 228 097,25**		**1 228 097,25**	
2138	Autres constructions	3 048 967,37		49 440,96				3 098 408,33		3 098 408,33	
	Sous Total compte 213	**27 864 055,25**		**93 313,52**		**78 905,42**	**1 465,70**	**28 036 274,19**	**1 465,70**	**28 034 808,49**	
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres	3 081,71						3 081,71		3 081,71	
	Sous Total compte 214	**3 081,71**						**3 081,71**		**3 081,71**	
2151	Réseaux de voirie	10 409 484,45		445 093,51				10 854 577,96		10 854 577,96	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2152	Installations de voirie	15 920 733,13		17 455,43		653 857,96		16 592 046,52		16 592 046,52	
21531	Réseaux d'adduction d'eau	92 754,34						92 754,34		92 754,34	
21533	Réseaux câblés	114,07						114,07		114,07	
21534	Réseaux d'électrification	109 973,79						109 973,79		109 973,79	
21538	Autres réseaux	1 231 531,25						1 231 531,25		1 231 531,25	
	Sous Total compte 2153	**1 434 373,45**						**1 434 373,45**		**1 434 373,45**	
21561	Matériel roulant	15 797,45						15 797,45		15 797,45	
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	189 031,08				52 446,00		241 477,08		241 477,08	
	Sous Total compte 2156	**204 828,53**				**52 446,00**		**257 274,53**		**257 274,53**	
215731	Matériel roulant	9 565,68						9 565,68		9 565,68	
215738	Autre matériel et outillage de voirie	126 679,57				14 153,59		140 833,16		140 833,16	
	Sous Total compte 21573	**136 245,25**				**14 153,59**		**150 398,84**		**150 398,84**	
21578	Autre matériel technique					1 001,04		1 001,04		1 001,04	
	Sous Total compte 2157	**136 245,25**				**15 154,63**		**151 399,88**		**151 399,88**	
2158	Autres installations, matériel et outill	1 454 248,08				39 276,47		1 493 524,55		1 493 524,55	
	Sous Total compte 215	**29 559 912,89**		**462 548,94**		**760 735,06**		**30 783 196,89**		**30 783 196,89**	
21611	Biens sous-jacents					7 573,44		7 573,44		7 573,44	
	Sous Total compte 2161					**7 573,44**		**7 573,44**		**7 573,44**	
21621	Biens sous-jacents	1 838,00						1 838,00		1 838,00	
	Sous Total compte 2162	**1 838,00**						**1 838,00**		**1 838,00**	
	Sous Total compte 216	**1 838,00**				**7 573,44**		**9 411,44**		**9 411,44**	
2181	Installations générales, agencements et	34 058,63				4 205,80		38 264,43		38 264,43	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21828	Autres matériels de transport	3 218 603,17				193 456,00		3 412 059,17		3 412 059,17	
	Sous Total compte 2182	**3 218 603,17**				**193 456,00**		**3 412 059,17**		**3 412 059,17**	
21831	Matériel informatique scolaire	43 299,85				1 489,45		44 789,30		44 789,30	
21838	Autre matériel informatique	276 408,63				9 618,19		286 026,82		286 026,82	
	Sous Total compte 2183	**319 708,48**				**11 107,64**		**330 816,12**		**330 816,12**	
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	135 952,34				1 098,18		137 050,52		137 050,52	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	362 520,39						362 520,39		362 520,39	
	Sous Total compte 2184	**498 472,73**				**1 098,18**		**499 570,91**		**499 570,91**	
2185	Matériel de téléphonie	8 808,34				3 045,72		11 854,06		11 854,06	
2188	Autres	934 402,39				312 966,94	68 698,22	1 247 369,33	68 698,22	1 178 671,11	
	Sous Total compte 218	**5 014 053,74**				**525 880,28**	**68 698,22**	**5 539 934,02**	**68 698,22**	**5 471 235,80**	
	Sous Total compte 21	**69 663 178,86**		**926 490,27**		**1 458 979,34**	**144 009,31**	**72 048 648,47**	**144 009,31**	**71 904 639,16**	
2312	Agencements et aménagements de terrains	371 542,85			370 627,81	188 443,41		559 986,26	370 627,81	189 358,45	
2313	Constructions	2 057 110,44			93 313,52	4 399 701,86	1 263,60	6 456 812,30	94 577,12	6 362 235,18	
2315	Installations, matériel et outillage tec	459 319,74			462 548,94	617 255,19		1 076 574,93	462 548,94	614 025,99	
	Sous Total compte 231	**2 887 973,03**			**926 490,27**	**5 205 400,46**	**1 263,60**	**8 093 373,49**	**927 753,87**	**7 165 619,62**	
238	Avances versées sur commandes d'immobili					119 757,89	97 700,28	119 757,89	97 700,28	22 057,61	
	Sous Total compte 23	**2 887 973,03**			**926 490,27**	**5 325 158,35**	**98 963,88**	**8 213 131,38**	**1 025 454,15**	**7 187 677,23**	
2423	d'établissements publics de coopération	14 332 953,12						14 332 953,12		14 332 953,12	
2424	des services départementaux d'incendie e	161 595,96						161 595,96		161 595,96	
	Sous Total compte 242	**14 494 549,08**						**14 494 549,08**		**14 494 549,08**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
248	Autres mises en affectation	216 893,01						216 893,01		216 893,01	
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra		2 582 816,19	886 529,70	3 934 494,04			886 529,70	6 517 310,23		5 630 780,53
	Sous Total compte 249		**2 582 816,19**	**886 529,70**	**3 934 494,04**			**886 529,70**	**6 517 310,23**		**5 630 780,53**
	Sous Total compte 24	**14 711 442,09**	**2 582 816,19**	**886 529,70**	**3 934 494,04**			**15 597 971,79**	**6 517 310,23**	**9 080 661,56**	
261	Titres de participation	415 477,40						415 477,40		415 477,40	
266	Autres formes de participation	796,00						796,00		796,00	
	Sous Total compte 26	**416 273,40**						**416 273,40**		**416 273,40**	
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	6 100,00						6 100,00		6 100,00	
272	Titres immobilisés (droits de créance)	162 033,15						162 033,15		162 033,15	
2748	Autres prêts	132 508,80						132 508,80		132 508,80	
	Sous Total compte 274	**132 508,80**						**132 508,80**		**132 508,80**	
276341	Communes membres du GFP		42 721,92	42 721,92				42 721,92	42 721,92		
	Sous Total compte 27634		**42 721,92**	**42 721,92**				**42 721,92**	**42 721,92**		
27638	Autres établissements publics	809 420,00					809 420,00	809 420,00	809 420,00		
	Sous Total compte 2763	**809 420,00**	**42 721,92**	**42 721,92**			**809 420,00**	**852 141,92**	**852 141,92**		
	Sous Total compte 276	**809 420,00**	**42 721,92**	**42 721,92**			**809 420,00**	**852 141,92**	**852 141,92**		
	Sous Total compte 27	**1 110 061,95**	**42 721,92**	**42 721,92**			**809 420,00**	**1 152 783,87**	**852 141,92**	**300 641,95**	
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi		29 587,71						29 587,71		29 587,71
28031	Frais d'études		4 686,00				662,00		5 348,00		5 348,00
	Sous Total compte 2803		**4 686,00**				**662,00**		**5 348,00**		**5 348,00**
2804114	Voirie		309,00				1 604,00		1 913,00		1 913,00
	Sous Total compte 280411		**309,00**				**1 604,00**		**1 913,00**		**1 913,00**

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28041512	Bâtiments et installations		6 400,00				1 454,00		7 854,00		7 854,00
	Sous Total compte 2804151		**6 400,00**				**1 454,00**		**7 854,00**		**7 854,00**
280415341	Biens mobiliers, matériel et études		37 380,00						37 380,00		37 380,00
280415342	Bâtiments et installations						3 833,00		3 833,00		3 833,00
	Sous Total compte 28041534		**37 380,00**				**3 833,00**		**41 213,00**		**41 213,00**
	Sous Total compte 2804153		**37 380,00**				**3 833,00**		**41 213,00**		**41 213,00**
28041582	Bâtiments et installations						980,00		980,00		980,00
	Sous Total compte 2804158						**980,00**		**980,00**		**980,00**
	Sous Total compte 280415		**43 780,00**				**6 267,00**		**50 047,00**		**50 047,00**
	Sous Total compte 28041		**44 089,00**				**7 871,00**		**51 960,00**		**51 960,00**
280422	Bâtiments et installations		18 192,85				1 333,00		19 525,85		19 525,85
	Sous Total compte 28042		**18 192,85**				**1 333,00**		**19 525,85**		**19 525,85**
	Sous Total compte 2804		**62 281,85**				**9 204,00**		**71 485,85**		**71 485,85**
2805	Concessions, brevets, licences, droits e		187 682,83				7 223,26		194 906,09		194 906,09
28088	Autres immobilisations incorporelles		426,00						426,00		426,00
	Sous Total compte 2808		**426,00**						**426,00**		**426,00**
	Sous Total compte 280		**284 664,39**				**17 089,26**		**301 753,65**		**301 753,65**
28128	Autres agencements et aménagements		7 496,99				70 540,00		78 036,99		78 036,99
	Sous Total compte 2812		**7 496,99**				**70 540,00**		**78 036,99**		**78 036,99**
281321	Immeubles de rapport		114,00				114,00		228,00		228,00
	Sous Total compte 28132		**114,00**				**114,00**		**228,00**		**228,00**
	Sous Total compte 2813		**114,00**				**114,00**		**228,00**		**228,00**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28152	Installations de voirie		20 602,85						20 602,85		20 602,85
281532	Réseaux d'assainissement		263 492,10	263 492,10				263 492,10	263 492,10		
	Sous Total compte 28153		**263 492,10**	**263 492,10**				**263 492,10**	**263 492,10**		
281561	Matériel roulant		2 645,67						2 645,67		2 645,67
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e		161 271,71				8 168,00		169 439,71		169 439,71
	Sous Total compte 28156		**163 917,38**				**8 168,00**		**172 085,38**		**172 085,38**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie		123 283,22				619,00		123 902,22		123 902,22
	Sous Total compte 281573		**123 283,22**				**619,00**		**123 902,22**		**123 902,22**
	Sous Total compte 28157		**123 283,22**				**619,00**		**123 902,22**		**123 902,22**
28158	Autres installations, matériel et outill		1 277 543,24				75 007,29		1 352 550,53		1 352 550,53
	Sous Total compte 2815		**1 848 838,79**	**263 492,10**			**83 794,29**	**263 492,10**	**1 932 633,08**		**1 669 140,98**
281758	Autres installations, matériel et outill		6 280,82	6 280,82				6 280,82	6 280,82		
	Sous Total compte 28175		**6 280,82**	**6 280,82**				**6 280,82**	**6 280,82**		
	Sous Total compte 2817		**6 280,82**	**6 280,82**				**6 280,82**	**6 280,82**		
28181	Installations générales, agencements et		14 512,87				40,00		14 552,87		14 552,87
281828	Autres matériels de transport		2 213 184,74				200 127,02		2 413 311,76		2 413 311,76
	Sous Total compte 28182		**2 213 184,74**				**200 127,02**		**2 413 311,76**		**2 413 311,76**
281831	Matériel informatique scolaire		26 955,61				5 074,00		32 029,61		32 029,61
281838	Autre matériel informatique		179 220,75				24 122,67		203 343,42		203 343,42
	Sous Total compte 28183		**206 176,36**				**29 196,67**		**235 373,03**		**235 373,03**
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires		14 646,94				295,00		14 941,94		14 941,94

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers		371 511,39				4 931,65		376 443,04		376 443,04
	Sous Total compte 28184		**386 158,33**				**5 226,65**		**391 384,98**		**391 384,98**
28185	Matériel de téléphonie		6 710,20				1 655,20		8 365,40		8 365,40
28188	Autres		907 969,58				48 709,19		956 678,77		956 678,77
	Sous Total compte 2818		**3 734 712,08**				**284 954,73**		**4 019 666,81**		**4 019 666,81**
	Sous Total compte 281		**5 597 442,68**	**269 772,92**			**439 403,02**	**269 772,92**	**6 036 845,70**		**5 767 072,78**
	Sous Total compte 28		**5 882 107,07**	**269 772,92**			**456 492,28**	**269 772,92**	**6 338 599,35**		**6 068 826,43**
	Total classe 2	**89 215 915,93**	**8 507 645,18**	**2 125 514,81**	**4 860 984,31**	**6 868 680,91**	**1 515 257,47**	**98 210 111,65**	**14 883 886,96**	**95 025 831,65**	**11 699 606,96**
4011	Fournisseurs		1 428,37	1 252 363,92	1 254 494,26			1 252 363,92	1 255 922,63		3 558,71
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie			47,08	47,08			47,08	47,08		
	Sous Total compte 4017			**47,08**	**47,08**			**47,08**	**47,08**		
	Sous Total compte 401		**1 428,37**	**1 252 411,00**	**1 254 541,34**			**1 252 411,00**	**1 255 969,71**		**3 558,71**
4041	Fournisseurs d'immobilisations			6 676 704,57	6 676 704,57			6 676 704,57	6 676 704,57		
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue		41 707,36	72 507,86	185 565,39			72 507,86	227 272,75		154 764,89
	Sous Total compte 4047		**41 707,36**	**72 507,86**	**185 565,39**			**72 507,86**	**227 272,75**		**154 764,89**
	Sous Total compte 404		**41 707,36**	**6 749 212,43**	**6 862 269,96**			**6 749 212,43**	**6 903 977,32**		**154 764,89**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		293 762,33	293 762,33	263 714,53			293 762,33	557 476,86		263 714,53
	Sous Total compte 40		**336 898,06**	**8 295 385,76**	**8 380 525,83**			**8 295 385,76**	**8 717 423,89**		**422 038,13**
411	Redevables	58 593,43		209 076,06	238 359,86			267 669,49	238 359,86	29 309,63	
412	Acquéreurs de terrains aménagés stockés	6,27			6,27			6,27	6,27		
414	Locataires-acquéreurs et locataires	78 400,61		264 187,58	318 400,00			342 588,19	318 400,00	24 188,19	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4161	Créances douteuses	20 583,45		9 151,23	28 577,21			29 734,68	28 577,21	1 157,47	
	Sous Total compte 416	**20 583,45**		**9 151,23**	**28 577,21**			**29 734,68**	**28 577,21**	**1 157,47**	
	Sous Total compte 41	**157 583,76**		**482 414,87**	**585 343,34**			**639 998,63**	**585 343,34**	**54 655,29**	
421	Personnel - Rémunérations dues			1 602 746,11	1 602 746,11			1 602 746,11	1 602 746,11		
427	Personnel - Oppositions			2 956,04	2 956,04			2 956,04	2 956,04		
	Sous Total compte 42			**1 605 702,15**	**1 605 702,15**			**1 605 702,15**	**1 605 702,15**		
431	Sécurité sociale			611 004,70	611 004,70			611 004,70	611 004,70		
437	Autres organismes sociaux			633 250,97	633 250,97			633 250,97	633 250,97		
	Sous Total compte 43			**1 244 255,67**	**1 244 255,67**			**1 244 255,67**	**1 244 255,67**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			46 688,41	46 688,41			46 688,41	46 688,41		
	Sous Total compte 442			**46 688,41**	**46 688,41**			**46 688,41**	**46 688,41**		
44311	Dépenses			157 734,47	157 734,47			157 734,47	157 734,47		
	Sous Total compte 4431			**157 734,47**	**157 734,47**			**157 734,47**	**157 734,47**		
44331	Dépenses			225 587,00	225 587,00			225 587,00	225 587,00		
	Sous Total compte 4433			**225 587,00**	**225 587,00**			**225 587,00**	**225 587,00**		
44341	Dépenses			861 507,18	861 507,18			861 507,18	861 507,18		
44342	Recettes - Amiable			23 224,49	23 224,49			23 224,49	23 224,49		
	Sous Total compte 4434			**884 731,67**	**884 731,67**			**884 731,67**	**884 731,67**		
44351	Dépenses			177 855,00	177 855,00			177 855,00	177 855,00		
44352	Recettes - Amiable	31 643,22		516 360,61	205 401,91			548 003,83	205 401,91	342 601,92	
44356	Recettes - Contentieux	64 090,50		31 643,22	95 733,72			95 733,72	95 733,72		
	Sous Total compte 4435	**95 733,72**		**725 858,83**	**478 990,63**			**821 592,55**	**478 990,63**	**342 601,92**	
44371	Dépenses			475 000,00	475 000,00			475 000,00	475 000,00		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 4437			**475 000,00**	**475 000,00**			**475 000,00**	**475 000,00**		
44381	Dépenses			52 155,42	52 155,42			52 155,42	52 155,42		
44382	Recettes - Amiable			825 888,65	825 888,65			825 888,65	825 888,65		
	Sous Total compte 4438			**878 044,07**	**878 044,07**			**878 044,07**	**878 044,07**		
	Sous Total compte 443	**95 733,72**		**3 346 956,04**	**3 100 087,84**			**3 442 689,76**	**3 100 087,84**	**342 601,92**	
44551	T.V.A. à décaisser		72,00	7 364,00	7 292,00			7 364,00	7 364,00		
	Sous Total compte 4455		**72,00**	**7 364,00**	**7 292,00**			**7 364,00**	**7 364,00**		
44571	T.V.A. collectée			7 294,58	7 294,58			7 294,58	7 294,58		
	Sous Total compte 4457			**7 294,58**	**7 294,58**			**7 294,58**	**7 294,58**		
	Sous Total compte 445		**72,00**	**14 658,58**	**14 586,58**			**14 658,58**	**14 658,58**		
447	Autres impôts, taxes et versements assim			66 718,84	66 718,84			66 718,84	66 718,84		
4487	Produits à recevoir	414 084,25		293 737,00	414 084,25			707 821,25	414 084,25	293 737,00	
	Sous Total compte 448	**414 084,25**		**293 737,00**	**414 084,25**			**707 821,25**	**414 084,25**	**293 737,00**	
	Sous Total compte 44	**509 817,97**	**72,00**	**3 768 758,87**	**3 642 165,92**			**4 278 576,84**	**3 642 237,92**	**636 338,92**	
4513	Compte de rattachement avec... (à subdiv		13 229,69	14 225,60	81 609,46			14 225,60	94 839,15		80 613,55
	Sous Total compte 451		**13 229,69**	**14 225,60**	**81 609,46**			**14 225,60**	**94 839,15**		**80 613,55**
45811602	Dépenses (à subdiviser par mandat)	970,00						970,00		970,00	
45811604	Dépenses (à subdiviser par mandat)	58 000,00						58 000,00		58 000,00	
	Sous Total compte 4581	**58 970,00**						**58 970,00**		**58 970,00**	
	Sous Total compte 458	**58 970,00**						**58 970,00**		**58 970,00**	
	Sous Total compte 45	**58 970,00**	**13 229,69**	**14 225,60**	**81 609,46**			**73 195,60**	**94 839,15**		**21 643,55**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations			165 200,00	165 200,00			165 200,00	165 200,00		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 462			**165 200,00**	**165 200,00**			**165 200,00**	**165 200,00**		
4632	Intérêts à payer			54 676,29	54 676,29			54 676,29	54 676,29		
	Sous Total compte 463			**54 676,29**	**54 676,29**			**54 676,29**	**54 676,29**		
466	Excédents de versement		122,86	2 307,41	2 277,66			2 307,41	2 400,52		93,11
46711	Autres comptes créditeurs			255 288,82	255 288,82			255 288,82	255 288,82		
	Sous Total compte 4671			**255 288,82**	**255 288,82**			**255 288,82**	**255 288,82**		
46721	Débiteurs divers - Amiable	979 403,58		247 806,10	1 224 790,78			1 227 209,68	1 224 790,78	2 418,90	
46726	Débiteurs divers - Contentieux	317,84			317,84			317,84	317,84		
	Sous Total compte 4672	**979 721,42**		**247 806,10**	**1 225 108,62**			**1 227 527,52**	**1 225 108,62**	**2 418,90**	
	Sous Total compte 467	**979 721,42**		**503 094,92**	**1 480 397,44**			**1 482 816,34**	**1 480 397,44**	**2 418,90**	
4687	Produits à recevoir	50 000,00			50 000,00			50 000,00	50 000,00		
	Sous Total compte 468	**50 000,00**			**50 000,00**			**50 000,00**	**50 000,00**		
	Sous Total compte 46	**1 029 721,42**	**122,86**	**725 278,62**	**1 752 551,39**			**1 755 000,04**	**1 752 674,25**	**2 325,79**	
4711	Versements des régisseurs			39 281,34	39 281,34			39 281,34	39 281,34		
4712	Virements réimputés			12 678,66	13 492,94			12 678,66	13 492,94		814,28
47131	Versements sur contributions directes			5 823 987,00	5 823 987,00			5 823 987,00	5 823 987,00		
47132	Versements sur dotation globale de fonct			271 030,00	271 030,00			271 030,00	271 030,00		
47133	Fonds d'emprunt			7 832 832,50	7 832 832,50			7 832 832,50	7 832 832,50		
47134	Subventions			139 804,63	139 804,63			139 804,63	139 804,63		
47138	Autres			3 512 248,11	3 514 086,32			3 512 248,11	3 514 086,32		1 838,21
	Sous Total compte 4713			**17 579 902,24**	**17 581 740,45**			**17 579 902,24**	**17 581 740,45**		**1 838,21**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu			2 160,63	2 160,63			2 160,63	2 160,63		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales		1 184,24	61 746,84	60 562,60			61 746,84	61 746,84		
	Sous Total compte 47141		**1 184,24**	**63 907,47**	**62 723,23**			**63 907,47**	**63 907,47**		
47143	Flux d'encaissements à réimputer			1 156,59	1 156,59			1 156,59	1 156,59		
	Sous Total compte 4714		**1 184,24**	**65 064,06**	**63 879,82**			**65 064,06**	**65 064,06**		
4718	Autres recettes à régulariser			39 873,52	39 873,52			39 873,52	39 873,52		
	Sous Total compte 471		**1 184,24**	**17 736 799,82**	**17 738 268,07**			**17 736 799,82**	**17 739 452,31**		**2 652,49**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt			683 710,12	683 710,12			683 710,12	683 710,12		
	Sous Total compte 4721			**683 710,12**	**683 710,12**			**683 710,12**	**683 710,12**		
4722	Commissions bancaires en instance de man			77,86	77,86			77,86	77,86		
4728	Autres dépenses à régulariser			1 098 687,42	1 098 687,42			1 098 687,42	1 098 687,42		
	Sous Total compte 472			**1 782 475,40**	**1 782 475,40**			**1 782 475,40**	**1 782 475,40**		
4781	Frais de poursuite rattachés	203,48			203,48			203,48	203,48		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		4,42	0,53	2,58			0,53	7,00		6,47
	Sous Total compte 478	**203,48**	**4,42**	**0,53**	**206,06**			**204,01**	**210,48**		**6,47**
	Sous Total compte 47	**203,48**	**1 188,66**	**19 519 275,75**	**19 520 949,53**			**19 519 479,23**	**19 522 138,19**		**2 658,96**
4817	Indemnités de renégociation de la dette	37 413,49					37 413,49	37 413,49	37 413,49		
	Sous Total compte 481	**37 413,49**					**37 413,49**	**37 413,49**	**37 413,49**		
	Sous Total compte 48	**37 413,49**					**37 413,49**	**37 413,49**	**37 413,49**		
4911	Dépréciations des comptes de redevables		2 697,71		5 934,30				8 632,01		8 632,01
	Sous Total compte 491		**2 697,71**		**5 934,30**				**8 632,01**		**8 632,01**
	Sous Total compte 49		**2 697,71**		**5 934,30**				**8 632,01**		**8 632,01**

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 4	**1 793 710,12**	**354 208,98**	**35 655 297,29**	**36 819 037,59**		**37 413,49**	**37 449 007,41**	**37 210 660,06**	**752 383,11**	**514 035,76**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			19 289,61	19 289,61			19 289,61	19 289,61		
51178	Autres valeurs impayées			163,59	163,59			163,59	163,59		
	Sous Total compte 5117			**163,59**	**163,59**			**163,59**	**163,59**		
5118	Autres valeurs à l'encaissement	142,45		30 385,58	30 528,03			30 528,03	30 528,03		
	Sous Total compte 511	**142,45**		**49 838,78**	**49 981,23**			**49 981,23**	**49 981,23**		
515	Compte au Trésor	732 331,81		16 541 925,16	14 325 977,66			17 274 256,97	14 325 977,66	2 948 279,31	
	Sous Total compte 51	**732 474,26**		**16 591 763,94**	**14 375 958,89**			**17 324 238,20**	**14 375 958,89**	**2 948 279,31**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	4 000,00		1 236,79	1 236,79			5 236,79	1 236,79	4 000,00	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	100,00		200,00	100,00			300,00	100,00	200,00	
	Sous Total compte 541	**4 100,00**		**1 436,79**	**1 336,79**			**5 536,79**	**1 336,79**	**4 200,00**	
	Sous Total compte 54	**4 100,00**		**1 436,79**	**1 336,79**			**5 536,79**	**1 336,79**	**4 200,00**	
553	Avances à des régies dotées de la seule	10 000,00		162 500,00	172 500,00			172 500,00	172 500,00		
	Sous Total compte 55	**10 000,00**		**162 500,00**	**172 500,00**			**172 500,00**	**172 500,00**		
580	Opérations d'ordre budgétaires			785 194,05	785 194,05			785 194,05	785 194,05		
584	Encaissement par lecture optique			19 629,88	19 629,88			19 629,88	19 629,88		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			37 587,26	37 587,26			37 587,26	37 587,26		
	Sous Total compte 587			**37 587,26**	**37 587,26**			**37 587,26**	**37 587,26**		
588	Autres virements internes			2 288,11	2 288,11			2 288,11	2 288,11		
	Sous Total compte 58			**844 699,30**	**844 699,30**			**844 699,30**	**844 699,30**		
	Total classe 5	**746 574,26**		**17 600 400,03**	**15 394 494,98**			**18 346 974,29**	**15 394 494,98**	**2 952 479,31**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6042	Achats de prestations de services (autre					42 727,00		42 727,00		42 727,00	
	Sous Total compte 604					**42 727,00**		**42 727,00**		**42 727,00**	
60611	Eau et assainissement					17 880,94	71,71	17 880,94	71,71	17 809,23	
60612	Énergie - Électricité					274 108,00		274 108,00		274 108,00	
60613	Chauffage urbain					66 668,01		66 668,01		66 668,01	
	Sous Total compte 6061					**358 656,95**	**71,71**	**358 656,95**	**71,71**	**358 585,24**	
60622	Carburants					51 447,95		51 447,95		51 447,95	
60623	Alimentation					613,92		613,92		613,92	
60628	Autres fournitures non stockées					7 592,54	491,04	7 592,54	491,04	7 101,50	
	Sous Total compte 6062					**59 654,41**	**491,04**	**59 654,41**	**491,04**	**59 163,37**	
60631	Fournitures d'entretien					12 241,83	394,82	12 241,83	394,82	11 847,01	
60632	Fournitures de petit équipement					91 129,81	2 067,41	91 129,81	2 067,41	89 062,40	
60633	Fournitures de voirie					65 671,98	22 123,92	65 671,98	22 123,92	43 548,06	
60636	Habillement et Vêtements de travail					25 681,70	3 648,22	25 681,70	3 648,22	22 033,48	
	Sous Total compte 6063					**194 725,32**	**28 234,37**	**194 725,32**	**28 234,37**	**166 490,95**	
6064	Fournitures administratives					8 164,54		8 164,54		8 164,54	
60668	Autres produits pharmaceutiques					1 482,15		1 482,15		1 482,15	
	Sous Total compte 6066					**1 482,15**		**1 482,15**		**1 482,15**	
6067	Fournitures scolaires					11 966,67		11 966,67		11 966,67	
6068	Autres matières et fournitures.					26 399,28	3 636,27	26 399,28	3 636,27	22 763,01	
	Sous Total compte 606					**661 049,32**	**32 433,39**	**661 049,32**	**32 433,39**	**628 615,93**	
	Sous Total compte 60					**703 776,32**	**32 433,39**	**703 776,32**	**32 433,39**	**671 342,93**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
611	Contrats de prestations de services					170 555,60	6 654,26	170 555,60	6 654,26	163 901,34	
6132	Locations immobilières					2 520,00		2 520,00		2 520,00	
61351	Matériel roulant					13 293,82		13 293,82		13 293,82	
61358	Autres					6 197,65		6 197,65		6 197,65	
	Sous Total compte 6135					**19 491,47**		**19 491,47**		**19 491,47**	
	Sous Total compte 613					**22 011,47**		**22 011,47**		**22 011,47**	
614	Charges locatives et de copropriété					3 648,68	1 457,09	3 648,68	1 457,09	2 191,59	
61521	Terrains					7 387,20	7 387,20	7 387,20	7 387,20		
615221	Bâtiments publics					37 945,86	6 078,42	37 945,86	6 078,42	31 867,44	
	Sous Total compte 61522					**37 945,86**	**6 078,42**	**37 945,86**	**6 078,42**	**31 867,44**	
615231	Voiries					5 311,47		5 311,47		5 311,47	
615232	Réseaux					3 848,40		3 848,40		3 848,40	
	Sous Total compte 61523					**9 159,87**		**9 159,87**		**9 159,87**	
	Sous Total compte 6152					**54 492,93**	**13 465,62**	**54 492,93**	**13 465,62**	**41 027,31**	
61551	Matériel roulant					8 746,73		8 746,73		8 746,73	
61558	Autres biens mobiliers					5 361,44	1 320,00	5 361,44	1 320,00	4 041,44	
	Sous Total compte 6155					**14 108,17**	**1 320,00**	**14 108,17**	**1 320,00**	**12 788,17**	
6156	Maintenance					16 488,97		16 488,97		16 488,97	
	Sous Total compte 615					**85 090,07**	**14 785,62**	**85 090,07**	**14 785,62**	**70 304,45**	
6161	Multirisques					12 171,66		12 171,66		12 171,66	
6162	Assurance obligatoire dommage-constructi					5 490,63		5 490,63		5 490,63	
6168	Autres					38 869,25		38 869,25		38 869,25	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 616					**56 531,54**		**56 531,54**		**56 531,54**	
617	Études et recherches					8 625,00		8 625,00		8 625,00	
6182	Documentation générale et technique					2 477,22		2 477,22		2 477,22	
6184	Versements à des organismes de formation					8 882,61	1 650,00	8 882,61	1 650,00	7 232,61	
	Sous Total compte 618					**11 359,83**	**1 650,00**	**11 359,83**	**1 650,00**	**9 709,83**	
	Sous Total compte 61					**357 822,19**	**24 546,97**	**357 822,19**	**24 546,97**	**333 275,22**	
62268	Autres honoraires, conseils...					43 748,40	2 715,60	43 748,40	2 715,60	41 032,80	
	Sous Total compte 6226					**43 748,40**	**2 715,60**	**43 748,40**	**2 715,60**	**41 032,80**	
6227	Frais d'actes et de contentieux					17 078,32		17 078,32		17 078,32	
6228	Divers					2 638,58	325,74	2 638,58	325,74	2 312,84	
	Sous Total compte 622					**63 465,30**	**3 041,34**	**63 465,30**	**3 041,34**	**60 423,96**	
6231	Annonces et insertions					2 160,00		2 160,00		2 160,00	
6232	Fêtes et cérémonies					71 962,92	1 912,70	71 962,92	1 912,70	70 050,22	
6234	Réceptions					7 965,89		7 965,89		7 965,89	
6236	Catalogues et imprimés					23 407,30	7 726,00	23 407,30	7 726,00	15 681,30	
6237	Publications					1 270,80		1 270,80		1 270,80	
6238	Divers					19 550,07		19 550,07		19 550,07	
	Sous Total compte 623					**126 316,98**	**9 638,70**	**126 316,98**	**9 638,70**	**116 678,28**	
6247	Transports collectifs du personnel					16 059,68		16 059,68		16 059,68	
	Sous Total compte 624					**16 059,68**		**16 059,68**		**16 059,68**	
6251	Voyages, déplacements et missions					1 217,38		1 217,38		1 217,38	
	Sous Total compte 625					**1 217,38**		**1 217,38**		**1 217,38**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6261	Frais d'affranchissement					5 247,56		5 247,56		5 247,56	
6262	Frais de télécommunications					13 455,45	12,00	13 455,45	12,00	13 443,45	
	Sous Total compte 626					**18 703,01**	**12,00**	**18 703,01**	**12,00**	**18 691,01**	
627	Services bancaires et assimilés.					2 408,82		2 408,82		2 408,82	
6281	Concours divers (cotisations...)					2 094,14		2 094,14		2 094,14	
6282	Frais de gardiennage					503,42		503,42		503,42	
	Sous Total compte 628					**2 597,56**		**2 597,56**		**2 597,56**	
	Sous Total compte 62					**230 768,73**	**12 692,04**	**230 768,73**	**12 692,04**	**218 076,69**	
6331	Versement mobilité					11 784,35		11 784,35		11 784,35	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					7 365,42		7 365,42		7 365,42	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					39 183,68		39 183,68		39 183,68	
	Sous Total compte 633					**58 333,45**		**58 333,45**		**58 333,45**	
63512	Taxes foncières					46 151,00	141,00	46 151,00	141,00	46 010,00	
	Sous Total compte 6351					**46 151,00**	**141,00**	**46 151,00**	**141,00**	**46 010,00**	
	Sous Total compte 635					**46 151,00**	**141,00**	**46 151,00**	**141,00**	**46 010,00**	
	Sous Total compte 63					**104 484,45**	**141,00**	**104 484,45**	**141,00**	**104 343,45**	
64111	Rémunération principale					1 439 625,05		1 439 625,05		1 439 625,05	
	Sous Total compte 6411					**1 439 625,05**		**1 439 625,05**		**1 439 625,05**	
64131	Rémunérations					503 788,04		503 788,04		503 788,04	
64132	Supplément familial de traitement et ind					290,41		290,41		290,41	
64138	Primes et autres indemnités					3 431,99		3 431,99		3 431,99	
	Sous Total compte 6413					**507 510,44**		**507 510,44**		**507 510,44**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						78 496,30		78 496,30		78 496,30
	Sous Total compte 641					**1 947 135,49**	**78 496,30**	**1 947 135,49**	**78 496,30**	**1 868 639,19**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					313 108,27		313 108,27		313 108,27	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					353 588,42		353 588,42		353 588,42	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					19 435,53		19 435,53		19 435,53	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					76 604,73		76 604,73		76 604,73	
6456	Versement au F.N.C du supplément familia					4 544,00		4 544,00		4 544,00	
	Sous Total compte 645					**767 280,95**		**767 280,95**		**767 280,95**	
6474	Versements aux oeuvres sociales					16 645,00		16 645,00		16 645,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie					650,00		650,00		650,00	
6478	Autres charges sociales diverses					13 238,40		13 238,40		13 238,40	
6479	Remboursements sur autres charges social						7 500,00		7 500,00		7 500,00
	Sous Total compte 647					**30 533,40**	**7 500,00**	**30 533,40**	**7 500,00**	**23 033,40**	
	Sous Total compte 64					**2 744 949,84**	**85 996,30**	**2 744 949,84**	**85 996,30**	**2 658 953,54**	
65134	Aides					203,30		203,30		203,30	
	Sous Total compte 6513					**203,30**		**203,30**		**203,30**	
	Sous Total compte 651					**203,30**		**203,30**		**203,30**	
65311	Indemnités de fonction					105 703,24		105 703,24		105 703,24	
65313	Cotisations de retraite					6 959,94		6 959,94		6 959,94	
65314	Cotisations de sécurité sociale - part p					10 036,08		10 036,08		10 036,08	
65315	Formation					400,00		400,00		400,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
653172	Cotisations au fonds de financement de l					76,36		76,36		76,36	
	Sous Total compte 65317					**76,36**		**76,36**		**76,36**	
	Sous Total compte 6531					**123 175,62**		**123 175,62**		**123 175,62**	
	Sous Total compte 653					**123 175,62**		**123 175,62**		**123 175,62**	
6541	Créances admises en non-valeur					21 035,36		21 035,36		21 035,36	
6542	Créances éteintes					16 551,90		16 551,90		16 551,90	
	Sous Total compte 654					**37 587,26**		**37 587,26**		**37 587,26**	
6553	Service d'incendie					204 293,00		204 293,00		204 293,00	
65568	Autres contributions					3 507,90		3 507,90		3 507,90	
	Sous Total compte 6556					**3 507,90**		**3 507,90**		**3 507,90**	
6558	Autres contributions obligatoires					131 177,31	35 000,00	131 177,31	35 000,00	96 177,31	
	Sous Total compte 655					**338 978,21**	**35 000,00**	**338 978,21**	**35 000,00**	**303 978,21**	
657341	Communes membres du GFP					690,00		690,00		690,00	
	Sous Total compte 65734					**690,00**		**690,00**		**690,00**	
65736222	dotés de la personnalité morale					67 000,00		67 000,00		67 000,00	
	Sous Total compte 6573622					**67 000,00**		**67 000,00**		**67 000,00**	
	Sous Total compte 657362					**67 000,00**		**67 000,00**		**67 000,00**	
657363	CCAS/CIAS					475 000,00		475 000,00		475 000,00	
	Sous Total compte 65736					**542 000,00**		**542 000,00**		**542 000,00**	
	Sous Total compte 6573					**542 690,00**		**542 690,00**		**542 690,00**	
65743	Fermiers et concessionnaires					6 000,00		6 000,00		6 000,00	
65748	Autres personnes de droit privé					60 900,00		60 900,00		60 900,00	
	Sous Total compte 6574					**66 900,00**		**66 900,00**		**66 900,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 657					**609 590,00**		**609 590,00**		**609 590,00**	
65811	Droits d'utilisation - informatique en n					15 079,19		15 079,19		15 079,19	
65818	Autres					627,04		627,04		627,04	
	Sous Total compte 6581					**15 706,23**		**15 706,23**		**15 706,23**	
6583	Pénalités sur marchés					306,77		306,77		306,77	
65888	Autres					25 598,87		25 598,87		25 598,87	
	Sous Total compte 6588					**25 598,87**		**25 598,87**		**25 598,87**	
	Sous Total compte 658					**41 611,87**		**41 611,87**		**41 611,87**	
	Sous Total compte 65					**1 151 146,26**	**35 000,00**	**1 151 146,26**	**35 000,00**	**1 116 146,26**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					237 352,20		237 352,20		237 352,20	
	Sous Total compte 6611					**237 352,20**		**237 352,20**		**237 352,20**	
	Sous Total compte 661					**237 352,20**		**237 352,20**		**237 352,20**	
	Sous Total compte 66					**237 352,20**		**237 352,20**		**237 352,20**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					612,00		612,00		612,00	
675	Valeurs comptables des immobilisations c					37 783,17		37 783,17		37 783,17	
6761	Différences sur réalisations (positives)					127 416,83		127 416,83		127 416,83	
	Sous Total compte 676					**127 416,83**		**127 416,83**		**127 416,83**	
	Sous Total compte 67					**165 812,00**		**165 812,00**		**165 812,00**	
6811	Dotations aux amortissements des immobil					456 492,28		456 492,28		456 492,28	
6817	Dotations aux dépréciations des actifs c					5 934,30		5 934,30		5 934,30	
	Sous Total compte 681					**462 426,58**		**462 426,58**		**462 426,58**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6862	Dotations aux amortissements des charges					37 413,49		37 413,49		37 413,49	
	Sous Total compte 686					**37 413,49**		**37 413,49**		**37 413,49**	
	Sous Total compte 68					**499 840,07**		**499 840,07**		**499 840,07**	
	Total classe 6					**6 195 952,06**	**190 809,70**	**6 195 952,06**	**190 809,70**	**6 091 138,66**	**85 996,30**
70311	Concession dans les cimetières (produit						1 805,00		1 805,00		1 805,00
	Sous Total compte 7031						**1 805,00**		**1 805,00**		**1 805,00**
70323	Redevance d'occupation du domaine public					7 364,26	31 088,90	7 364,26	31 088,90		23 724,64
	Sous Total compte 7032					**7 364,26**	**31 088,90**	**7 364,26**	**31 088,90**		**23 724,64**
	Sous Total compte 703					**7 364,26**	**32 893,90**	**7 364,26**	**32 893,90**		**25 529,64**
70631	A caractère sportif						34 570,00		34 570,00		34 570,00
	Sous Total compte 7063						**34 570,00**		**34 570,00**		**34 570,00**
706888	Autres					2 506,00	53 417,97	2 506,00	53 417,97		50 911,97
	Sous Total compte 70688					**2 506,00**	**53 417,97**	**2 506,00**	**53 417,97**		**50 911,97**
	Sous Total compte 7068					**2 506,00**	**53 417,97**	**2 506,00**	**53 417,97**		**50 911,97**
	Sous Total compte 706					**2 506,00**	**87 987,97**	**2 506,00**	**87 987,97**		**85 481,97**
70841	à la collectivité de rattachement						16 468,65		16 468,65		16 468,65
708421	non dotés de la personnalité morale						23 224,49		23 224,49		23 224,49
	Sous Total compte 70842						**23 224,49**		**23 224,49**		**23 224,49**
70846	au GFP de rattachement					299 648,25	519 648,25	299 648,25	519 648,25		220 000,00
70848	aux autres organismes						23 666,76		23 666,76		23 666,76
	Sous Total compte 7084					**299 648,25**	**583 008,15**	**299 648,25**	**583 008,15**		**283 359,90**
70876	par le GFP de rattachement					114 436,00	260 759,64	114 436,00	260 759,64		146 323,64

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
70878	par des tiers						9 453,27		9 453,27		9 453,27
	Sous Total compte 7087					**114 436,00**	**270 212,91**	**114 436,00**	**270 212,91**		**155 776,91**
	Sous Total compte 708					**414 084,25**	**853 221,06**	**414 084,25**	**853 221,06**		**439 136,81**
	Sous Total compte 70					**423 954,51**	**974 102,93**	**423 954,51**	**974 102,93**		**550 148,42**
722	Immobilisations corporelles						22 880,00		22 880,00		22 880,00
	Sous Total compte 72						**22 880,00**		**22 880,00**		**22 880,00**
73111	Impôts directs locaux						5 641 160,00		5 641 160,00		5 641 160,00
73118	Autres contributions directes						36 584,00		36 584,00		36 584,00
	Sous Total compte 7311						**5 677 744,00**		**5 677 744,00**		**5 677 744,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits						901 859,00		901 859,00		901 859,00
73128	Autres droits d'enregistrement						828,00		828,00		828,00
	Sous Total compte 7312						**902 687,00**		**902 687,00**		**902 687,00**
73141	Accise sur lélectricité						218 551,00		218 551,00		218 551,00
	Sous Total compte 7314						**218 551,00**		**218 551,00**		**218 551,00**
73154	Droits de place						1 218,00		1 218,00		1 218,00
73158	Autres taxes liées aux transports, aux v						310,00		310,00		310,00
	Sous Total compte 7315						**1 528,00**		**1 528,00**		**1 528,00**
73175	Taxe sur les remontées mécaniques						234 729,19		234 729,19		234 729,19
	Sous Total compte 7317						**234 729,19**		**234 729,19**		**234 729,19**
	Sous Total compte 731						**7 035 239,19**		**7 035 239,19**		**7 035 239,19**
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les					787,00		787,00		787,00	
	Sous Total compte 739111					**787,00**		**787,00**		**787,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 73911					**787,00**		**787,00**		**787,00**	
	Sous Total compte 7391					**787,00**		**787,00**		**787,00**	
739211	Attribution de compensation					671 224,00	200 000,00	671 224,00	200 000,00	471 224,00	
739218	Autres prélèvements pour reversements de					127 767,00		127 767,00		127 767,00	
	Sous Total compte 73921					**798 991,00**	**200 000,00**	**798 991,00**	**200 000,00**	**598 991,00**	
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm					341 327,00		341 327,00		341 327,00	
	Sous Total compte 739222					**341 327,00**		**341 327,00**		**341 327,00**	
	Sous Total compte 73922					**341 327,00**		**341 327,00**		**341 327,00**	
	Sous Total compte 7392					**1 140 318,00**	**200 000,00**	**1 140 318,00**	**200 000,00**	**940 318,00**	
	Sous Total compte 739					**1 141 105,00**	**200 000,00**	**1 141 105,00**	**200 000,00**	**941 105,00**	
	Sous Total compte 73					**1 141 105,00**	**7 235 239,19**	**1 141 105,00**	**7 235 239,19**		**6 094 134,19**
74111	Dotation forfaitaire des communes						194 274,00		194 274,00		194 274,00
741121	Dotation de solidarité rurale (DSR) des						76 423,00		76 423,00		76 423,00
	Sous Total compte 74112						**76 423,00**		**76 423,00**		**76 423,00**
	Sous Total compte 7411						**270 697,00**		**270 697,00**		**270 697,00**
	Sous Total compte 741						**270 697,00**		**270 697,00**		**270 697,00**
742	Dotations aux élus locaux						333,00		333,00		333,00
744	FCTVA						10 113,95		10 113,95		10 113,95
74718	Autres						20 328,13		20 328,13		20 328,13
	Sous Total compte 7471						**20 328,13**		**20 328,13**		**20 328,13**
	Sous Total compte 747						**20 328,13**		**20 328,13**		**20 328,13**
74833	État - Compensation au titre des exonéra					50 814,00	119 879,00	50 814,00	119 879,00		69 065,00

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
74834	État - compensation au titre des exonéra						23 876,00		23 876,00		23 876,00
	Sous Total compte 7483					**50 814,00**	**143 755,00**	**50 814,00**	**143 755,00**		**92 941,00**
74888	Autres						120 936,00		120 936,00		120 936,00
	Sous Total compte 7488						**120 936,00**		**120 936,00**		**120 936,00**
	Sous Total compte 748					**50 814,00**	**264 691,00**	**50 814,00**	**264 691,00**		**213 877,00**
	Sous Total compte 74					**50 814,00**	**566 163,08**	**50 814,00**	**566 163,08**		**515 349,08**
752	Revenus des immeubles					1 156,47	267 549,08	1 156,47	267 549,08		266 392,61
757368	Autres						25 000,00		25 000,00		25 000,00
	Sous Total compte 75736						**25 000,00**		**25 000,00**		**25 000,00**
	Sous Total compte 7573						**25 000,00**		**25 000,00**		**25 000,00**
	Sous Total compte 757						**25 000,00**		**25 000,00**		**25 000,00**
75811	Redevances pour concessions, brevets, li						8 547,77		8 547,77		8 547,77
75813	Redevances versées par les fermiers et c						42 620,53		42 620,53		42 620,53
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique						14 739,29		14 739,29		14 739,29
	Sous Total compte 7581						**65 907,59**		**65 907,59**		**65 907,59**
75862	Régies dotées de la personnalité morale						100 000,00		100 000,00		100 000,00
	Sous Total compte 7586						**100 000,00**		**100 000,00**		**100 000,00**
75888	Autres					50 542,58	95 300,78	50 542,58	95 300,78		44 758,20
	Sous Total compte 7588					**50 542,58**	**95 300,78**	**50 542,58**	**95 300,78**		**44 758,20**
	Sous Total compte 758					**50 542,58**	**261 208,37**	**50 542,58**	**261 208,37**		**210 665,79**
	Sous Total compte 75					**51 699,05**	**553 757,45**	**51 699,05**	**553 757,45**		**502 058,40**
761	Produits de participations						20,00		20,00		20,00

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 76						**20,00**		**20,00**		**20,00**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						3 562,46		3 562,46		3 562,46
775	Produits des cessions d'immobilisations						165 200,00		165 200,00		165 200,00
	Sous Total compte 77						**168 762,46**		**168 762,46**		**168 762,46**
	Total classe 7					**1 667 572,56**	**9 520 925,11**	**1 667 572,56**	**9 520 925,11**	**941 105,00**	**8 794 457,55**
	Total général	**92 492 730,01**	**92 492 730,01**	**62 919 128,42**	**60 143 763,21**	**15 435 621,82**	**18 210 987,03**	**170 847 480,25**	**170 847 480,25**	**105 762 937,73**	**105 762 937,73**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES | V

ARRETE ET SIGNATURES | A

Date d'édition : 12/03/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
MME PEGGY JACQUARD	du 01/01/2025	au 12/03/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DINDINAUD Clement (1046948318-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE, le 13/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JACQUARD Peggy (1018524447-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A SALLANCHES, le 16/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANIMATION SOCIALE-LES HOUCHES

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE HOUCHES (LES)

Numéro SIRET : 21740143900112

POSTE COMPTABLE : 074035 SGC SALLANCHES

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	31
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	33
B	Compte de résultat	Comptable	37
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	39
D	Balance des comptes	Comptable	40
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d'investissement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d'ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d'une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	49

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	0,00	336 050,00	336 050,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	351 436,06	351 436,06
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	0,00	459 332,18	459 332,18
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	412 817,18	412 817,18
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	-61 381,12	-61 381,12
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	0,00	123 282,18	123 282,18
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	0,00	61 901,06	61 901,06
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	0,00	61 901,06	61 901,06

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
ANIMATION SOCIALE-LES HOUCHES					
Investissement					
Fonctionnement	123 282,18		-61 381,12		61 901,06
Sous-Total	123 282,18		-61 381,12		61 901,06
TOTAL II	**123 282,18**		**-61 381,12**		**61 901,06**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**123 282,18**		**-61 381,12**		**61 901,06**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	123,28
Terrains		Résultat de l'exercice	-61,38
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**61,90**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Stocks		Autres dettes non financières	7,28
Créances	26,76	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**7,28**
Trésorerie	42,42	**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**69,18**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**7,28**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**69,18**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**69,18**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations	128,47	219,09
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	209,37	215,89
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	10,70	0,03
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	0,10	0,08
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**348,64**	**435,09**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	82,57	78,11
Charges de personnel	303,45	283,25
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	16,62	6,35
Impôts et taxes	7,38	6,42
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**410,02**	**374,12**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**-61,38**	**60,96**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**-61,38**	**60,96**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**0,00**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	63 400,00	61 790,95	0,00	61 790,95	97,46	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	378 960,00	334 408,35	0,00	334 408,35	88,24	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	16 595,18	16 586,83	0,00	16 586,83	99,95	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**458 955,18**	**412 786,13**	**0,00**	**412 786,13**	**89,94**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	377,00	31,05	0,00	31,05	8,24	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**459 332,18**	**412 817,18**	**0,00**	**412 817,18**	**89,87**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**459 332,18**	**412 817,18**	**0,00**	**412 817,18**	**89,87**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**459 332,18**	**412 817,18**	**0,00**	**412 817,18**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	2 793,66	0,00	2 793,66	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	171 300,00	209 370,38	0,00	209 370,38	122,22	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	164 750,00	128 471,47	0,00	128 471,47	77,98	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5,76	0,00	5,76	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**336 050,00**	**340 641,27**	**0,00**	**340 641,27**	**101,37**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	10 696,19	0,00	10 696,19	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	98,60	0,00	98,60	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**336 050,00**	**351 436,06**	**0,00**	**351 436,06**	**104,58**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**336 050,00**	**351 436,06**	**0,00**	**351 436,06**	**104,58**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**123 282,18**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**459 332,18**	**351 436,06**	**0,00**	**351 436,06**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement						
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement						
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement						
Total des recettes d'investissement de l'exercice						
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement						

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
60268	Autres produits pharmaceutiques		30,85	30,85		
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)		46 041,23	5 403,21	40 638,02	
60622	Carburants		743,51		743,51	
60623	Alimentation		4 573,96		4 573,96	
60632	Fournitures de petit équipement		3 018,80		3 018,80	
60636	Habillement et Vêtements de travail		670,00		670,00	
60668	Autres produits pharmaceutiques		30,85		30,85	
6068	Autres matières et fournitures.		17,04		17,04	
611	Contrats de prestations de services		3 926,04		3 926,04	
6184	Versements à des organismes de formation		399,00		399,00	
6228	Divers		5 345,90		5 345,90	
6247	Transports collectifs du personnel		1 276,00		1 276,00	
6251	Voyages, déplacements et missions		367,44		367,44	
6262	Frais de télécommunications		397,44		397,44	
627	Services bancaires et assimilés.		341,45		341,45	
6288	Autres		45,50		45,50	
total chapitre 011	Charges à caractère général	63 400,00	67 225,01	5 434,06	61 790,95	1 609,05
6215	Personnel affecté par la commune membre du GFP		20 781,76		20 781,76	
6331	Versement mobilité		1 490,83		1 490,83	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.		931,88		931,88	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale		4 957,15		4 957,15	
64111	Rémunération principale		122 635,78		122 635,78	
64131	Rémunérations		95 894,53		95 894,53	
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence		66,42		66,42	
64138	Primes et autres indemnités		420,06		420,06	

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.		43 701,25		43 701,25	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		36 290,03		36 290,03	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C		3 903,07		3 903,07	
6455	Cotisations pour assurance du personnel		2 585,59		2 585,59	
6478	Autres charges sociales diverses		750,00		750,00	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	378 960,00	334 408,35		334 408,35	44 551,65
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
6541	Créances admises en non-valeur		1 097,45		1 097,45	
65888	Autres		15 489,38		15 489,38	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	16 595,18	16 586,83		16 586,83	8,35
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**458 955,18**	**418 220,19**	**5 434,06**	**412 786,13**	**46 169,05**
total chapitre 66	Charges financières					
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)		31,05		31,05	
total chapitre 67	Charges spécifiques	377,00	31,05		31,05	345,95
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**459 332,18**	**418 251,24**	**5 434,06**	**412 817,18**	**46 515,00**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**459 332,18**	**418 251,24**	**5 434,06**	**412 817,18**	**46 515,00**
002 Résultat de fonctionnement reporté						
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**459 332,18**	**418 251,24**	**5 434,06**	**412 817,18**	**46 515,00**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel		2 606,16		2 606,16	
6479	Remboursements sur autres charges sociales		187,50		187,50	
total chapitre 013	Atténuations de charges		2 793,66		2 793,66	-2 793,66
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
70632	A caractère de loisirs		66 808,66	360,90	66 447,76	
7066	Redevances et droits des services à caractère social		42 773,11		42 773,11	
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement		59 654,50		59 654,50	
70843	au CCAS/CIAS		25 250,94		25 250,94	
70846	au GFP de rattachement		13 164,26	13 164,26		
70876	par le GFP de rattachement		15 244,07		15 244,07	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	171 300,00	222 895,54	13 525,16	209 370,38	-38 070,38
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
74748	Autres communes		70 000,00		70 000,00	
747888	Autres		58 471,47		58 471,47	
total chapitre 74	Dotations et participations	164 750,00	128 471,47		128 471,47	36 278,53
75883	Excédents sur opérations de gestion		5,00		5,00	
75888	Autres		0,76		0,76	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante		5,76		5,76	-5,76
Total des recettes de gestion des services		**336 050,00**	**354 166,43**	**13 525,16**	**340 641,27**	**-4 591,27**
total chapitre 76	Produits financiers					
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale		10 696,19		10 696,19	
total chapitre 77	Produits spécifiques		10 696,19		10 696,19	-10 696,19

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.		98,60		98,60	
total chapitre 78	Reprises sur provisions		98,60		98,60	-98,60
Total des recettes réelles et mixtes		**336 050,00**	**364 961,22**	**13 525,16**	**351 436,06**	**-15 386,06**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement						
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**336 050,00**	**364 961,22**	**13 525,16**	**351 436,06**	**-15 386,06**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**123 282,18**				
Total des recettes de la section de fonctionnement		**459 332,18**	**364 961,22**	**13 525,16**	**351 436,06**	**107 896,12**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)					
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		20 131,32		20 131,32	35 463,09
Créances sur les redevables et comptes rattachés		6 720,75	95,37	6 625,38	9 501,99
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes					
Créances sur les autres débiteurs					0,01
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**26 852,07**	**95,37**	**26 756,70**	**44 965,09**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS		42 422,66		42 422,66	92 426,47
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**42 422,66**		**42 422,66**	**92 426,47**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)					
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**69 274,73**	**95,37**	**69 179,36**	**137 391,56**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable			
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES			
REPORT A NOUVEAU		123 282,18	62 318,57
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-61 381,12	60 963,61
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**61 901,06**	**123 282,18**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			4 723,21
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières		7 278,30	9 386,17
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**7 278,30**	**14 109,38**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**7 278,30**	**14 109,38**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**69 179,36**	**137 391,56**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations		128 471,47	219 086,98	-90 615,51
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		209 370,38	215 888,48	-6 518,10
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		10 701,95	32,94	10 669,01
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		98,60	78,37	20,23
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**348 642,40**	**435 086,77**	**-86 444,37**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		82 572,71	78 106,11	4 466,60
Charges de personnel		303 453,07	283 249,18	20 203,89
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*216 410,63*	*198 333,10*	*18 077,53*
Dont charges sociales		*87 042,44*	*84 916,08*	*2 126,36*
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		16 617,88	6 346,64	10 271,24
Impôts et taxes		7 379,86	6 421,23	958,63
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**410 023,52**	**374 123,16**	**35 900,36**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**-61 381,12**	**60 963,61**	**-122 344,73**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**-61 381,12**	**60 963,61**	**-122 344,73**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
110	Report à nouveau (solde créditeur)		62 318,57		60 963,61				123 282,18		123 282,18
	Sous Total compte 11		**62 318,57**		**60 963,61**				**123 282,18**		**123 282,18**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou		60 963,61	60 963,61				60 963,61	60 963,61		
	Sous Total compte 12		**60 963,61**	**60 963,61**				**60 963,61**	**60 963,61**		
	Total classe 1		**123 282,18**	**60 963,61**	**60 963,61**			**60 963,61**	**184 245,79**		**123 282,18**
4011	Fournisseurs			65 737,45	65 737,45			65 737,45	65 737,45		
	Sous Total compte 401			**65 737,45**	**65 737,45**			**65 737,45**	**65 737,45**		
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		4 723,21	4 723,21				4 723,21	4 723,21		
	Sous Total compte 40		**4 723,21**	**70 460,66**	**65 737,45**			**70 460,66**	**70 460,66**		
411	Redevables	8 259,95		159 675,27	161 460,82			167 935,22	161 460,82	6 474,40	
4161	Créances douteuses	1 436,01		472,40	1 662,06			1 908,41	1 662,06	246,35	
	Sous Total compte 416	**1 436,01**		**472,40**	**1 662,06**			**1 908,41**	**1 662,06**	**246,35**	
	Sous Total compte 41	**9 695,96**		**160 147,67**	**163 122,88**			**169 843,63**	**163 122,88**	**6 720,75**	
421	Personnel - Rémunérations dues			183 558,81	183 558,81			183 558,81	183 558,81		
427	Personnel - Oppositions			78,84	78,84			78,84	78,84		
	Sous Total compte 42			**183 637,65**	**183 637,65**			**183 637,65**	**183 637,65**		
431	Sécurité sociale			71 278,89	71 278,89			71 278,89	71 278,89		
437	Autres organismes sociaux			53 316,07	53 316,07			53 316,07	53 316,07		
	Sous Total compte 43			**124 594,96**	**124 594,96**			**124 594,96**	**124 594,96**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			2 381,67	2 381,67			2 381,67	2 381,67		
	Sous Total compte 442			**2 381,67**	**2 381,67**			**2 381,67**	**2 381,67**		
44341	Dépenses		5 096,14	25 877,90	20 781,76			25 877,90	25 877,90		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44342	Recettes - Amiable			70 000,00	70 000,00			70 000,00	70 000,00		
	Sous Total compte 4434		**5 096,14**	**95 877,90**	**90 781,76**			**95 877,90**	**95 877,90**		
44352	Recettes - Amiable			28 408,33	8 277,01			28 408,33	8 277,01	20 131,32	
	Sous Total compte 4435			**28 408,33**	**8 277,01**			**28 408,33**	**8 277,01**	**20 131,32**	
44372	Recettes - Amiable	22 298,83		25 250,94	47 549,77			47 549,77	47 549,77		
	Sous Total compte 4437	**22 298,83**		**25 250,94**	**47 549,77**			**47 549,77**	**47 549,77**		
	Sous Total compte 443	**22 298,83**	**5 096,14**	**149 537,17**	**146 608,54**			**171 836,00**	**151 704,68**	**20 131,32**	
447	Autres impôts, taxes et versements assim			3 093,52	3 093,52			3 093,52	3 093,52		
4487	Produits à recevoir	13 164,26			13 164,26			13 164,26	13 164,26		
	Sous Total compte 448	**13 164,26**			**13 164,26**			**13 164,26**	**13 164,26**		
	Sous Total compte 44	**35 463,09**	**5 096,14**	**155 012,36**	**165 247,99**			**190 475,45**	**170 344,13**	**20 131,32**	
466	Excédents de versement		0,03	399,43	467,70			399,43	467,73		68,30
46711	Autres comptes créditeurs		4 290,00	12 804,55	15 724,55			12 804,55	20 014,55		7 210,00
	Sous Total compte 4671		**4 290,00**	**12 804,55**	**15 724,55**			**12 804,55**	**20 014,55**		**7 210,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	0,01		23 006,67	23 006,68			23 006,68	23 006,68		
	Sous Total compte 4672	**0,01**		**23 006,67**	**23 006,68**			**23 006,68**	**23 006,68**		
	Sous Total compte 467	**0,01**	**4 290,00**	**35 811,22**	**38 731,23**			**35 811,23**	**43 021,23**		**7 210,00**
	Sous Total compte 46	**0,01**	**4 290,03**	**36 210,65**	**39 198,93**			**36 210,66**	**43 488,96**		**7 278,30**
4711	Versements des régisseurs			42 765,66	42 765,66			42 765,66	42 765,66		
47138	Autres			61 077,63	61 077,63			61 077,63	61 077,63		
	Sous Total compte 4713			**61 077,63**	**61 077,63**			**61 077,63**	**61 077,63**		
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu			878,62	878,62			878,62	878,62		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales			391,95	391,95			391,95	391,95		
	Sous Total compte 47141			**1 270,57**	**1 270,57**			**1 270,57**	**1 270,57**		
47143	Flux d'encaissements à réimputer			1 146,61	1 146,61			1 146,61	1 146,61		
	Sous Total compte 4714			**2 417,18**	**2 417,18**			**2 417,18**	**2 417,18**		
4718	Autres recettes à régulariser			10 735,07	10 735,07			10 735,07	10 735,07		
	Sous Total compte 471			**116 995,54**	**116 995,54**			**116 995,54**	**116 995,54**		
4722	Commissions bancaires en instance de man			311,59	311,59			311,59	311,59		
4728	Autres dépenses à régulariser			31,05	31,05			31,05	31,05		
	Sous Total compte 472			**342,64**	**342,64**			**342,64**	**342,64**		
4751	Redevables sur rôle			126 397,16	126 397,16			126 397,16	126 397,16		
4757	Produits sur rôle			126 397,16	126 397,16			126 397,16	126 397,16		
	Sous Total compte 475			**252 794,32**	**252 794,32**			**252 794,32**	**252 794,32**		
	Sous Total compte 47			**370 132,50**	**370 132,50**			**370 132,50**	**370 132,50**		
4911	Dépréciations des comptes de redevables		193,97	98,60				98,60	193,97		95,37
	Sous Total compte 491		**193,97**	**98,60**				**98,60**	**193,97**		**95,37**
	Sous Total compte 49		**193,97**	**98,60**				**98,60**	**193,97**		**95,37**
	Total classe 4	**45 159,06**	**14 303,35**	**1 100 295,05**	**1 111 672,36**			**1 145 454,11**	**1 125 975,71**	**26 852,07**	**7 373,67**
5113	Titres spéciaux de paiement			1 682,00	937,00			1 682,00	937,00	745,00	
5115	Cartes bancaires à l'encaissement			53 567,95	53 567,95			53 567,95	53 567,95		
51178	Autres valeurs impayées			1 185,48	1 185,48			1 185,48	1 185,48		
	Sous Total compte 5117			**1 185,48**	**1 185,48**			**1 185,48**	**1 185,48**		
5118	Autres valeurs à l'encaissement	38,87		51 176,72	49 787,59			51 215,59	49 787,59	1 428,00	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 511	**38,87**		**107 612,15**	**105 478,02**			**107 651,02**	**105 478,02**	**2 173,00**	
515	Compte au Trésor	90 837,69		359 314,83	411 452,86			450 152,52	411 452,86	38 699,66	
	Sous Total compte 51	**90 876,56**		**466 926,98**	**516 930,88**			**557 803,54**	**516 930,88**	**40 872,66**	
5411	Régisseurs d'avances (avances)	1 499,91		1 163,12	1 163,03			2 663,03	1 163,03	1 500,00	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	50,00		50,00	50,00			100,00	50,00	50,00	
	Sous Total compte 541	**1 549,91**		**1 213,12**	**1 213,03**			**2 763,03**	**1 213,03**	**1 550,00**	
	Sous Total compte 54	**1 549,91**		**1 213,12**	**1 213,03**			**2 763,03**	**1 213,03**	**1 550,00**	
584	Encaissement par lecture optique			6 947,87	6 947,87			6 947,87	6 947,87		
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e			1 097,45	1 097,45			1 097,45	1 097,45		
	Sous Total compte 587			**1 097,45**	**1 097,45**			**1 097,45**	**1 097,45**		
588	Autres virements internes			238,90	238,90			238,90	238,90		
	Sous Total compte 58			**8 284,22**	**8 284,22**			**8 284,22**	**8 284,22**		
	Total classe 5	**92 426,47**		**476 424,32**	**526 428,13**			**568 850,79**	**526 428,13**	**42 422,66**	
60268	Autres produits pharmaceutiques					30,85	30,85	30,85	30,85		
	Sous Total compte 6026					**30,85**	**30,85**	**30,85**	**30,85**		
	Sous Total compte 602					**30,85**	**30,85**	**30,85**	**30,85**		
6042	Achats de prestations de services (autre					46 041,23	5 403,21	46 041,23	5 403,21	40 638,02	
	Sous Total compte 604					**46 041,23**	**5 403,21**	**46 041,23**	**5 403,21**	**40 638,02**	
60622	Carburants					743,51		743,51		743,51	
60623	Alimentation					4 573,96		4 573,96		4 573,96	
	Sous Total compte 6062					**5 317,47**		**5 317,47**		**5 317,47**	
60632	Fournitures de petit équipement					3 018,80		3 018,80		3 018,80	

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60636	Habillement et Vêtements de travail					670,00		670,00		670,00	
	Sous Total compte 6063					**3 688,80**		**3 688,80**		**3 688,80**	
60668	Autres produits pharmaceutiques					30,85		30,85		30,85	
	Sous Total compte 6066					**30,85**		**30,85**		**30,85**	
6068	Autres matières et fournitures.					17,04		17,04		17,04	
	Sous Total compte 606					**9 054,16**		**9 054,16**		**9 054,16**	
	Sous Total compte 60					**55 126,24**	**5 434,06**	**55 126,24**	**5 434,06**	**49 692,18**	
611	Contrats de prestations de services					3 926,04		3 926,04		3 926,04	
6184	Versements à des organismes de formation					399,00		399,00		399,00	
	Sous Total compte 618					**399,00**		**399,00**		**399,00**	
	Sous Total compte 61					**4 325,04**		**4 325,04**		**4 325,04**	
6215	Personnel affecté par la collectivité me					20 781,76		20 781,76		20 781,76	
	Sous Total compte 621					**20 781,76**		**20 781,76**		**20 781,76**	
6228	Divers					5 345,90		5 345,90		5 345,90	
	Sous Total compte 622					**5 345,90**		**5 345,90**		**5 345,90**	
6247	Transports collectifs du personnel					1 276,00		1 276,00		1 276,00	
	Sous Total compte 624					**1 276,00**		**1 276,00**		**1 276,00**	
6251	Voyages, déplacements et missions					367,44		367,44		367,44	
	Sous Total compte 625					**367,44**		**367,44**		**367,44**	
6262	Frais de télécommunications					397,44		397,44		397,44	
	Sous Total compte 626					**397,44**		**397,44**		**397,44**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
627	Services bancaires et assimilés.					341,45		341,45		341,45	
6288	Autres					45,50		45,50		45,50	
	Sous Total compte 628					**45,50**		**45,50**		**45,50**	
	Sous Total compte 62					**28 555,49**		**28 555,49**		**28 555,49**	
6331	Versement mobilité					1 490,83		1 490,83		1 490,83	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.					931,88		931,88		931,88	
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges					4 957,15		4 957,15		4 957,15	
	Sous Total compte 633					**7 379,86**		**7 379,86**		**7 379,86**	
	Sous Total compte 63					**7 379,86**		**7 379,86**		**7 379,86**	
64111	Rémunération principale					122 635,78		122 635,78		122 635,78	
	Sous Total compte 6411					**122 635,78**		**122 635,78**		**122 635,78**	
64131	Rémunérations					95 894,53		95 894,53		95 894,53	
64132	Supplément familial de traitement et ind					66,42		66,42		66,42	
64138	Primes et autres indemnités					420,06		420,06		420,06	
	Sous Total compte 6413					**96 381,01**		**96 381,01**		**96 381,01**	
6419	Remboursements sur rémunérations du pers						2 606,16		2 606,16		2 606,16
	Sous Total compte 641					**219 016,79**	**2 606,16**	**219 016,79**	**2 606,16**	**216 410,63**	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.					43 701,25		43 701,25		43 701,25	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					36 290,03		36 290,03		36 290,03	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C					3 903,07		3 903,07		3 903,07	
6455	Cotisations pour assurance du personnel					2 585,59		2 585,59		2 585,59	
	Sous Total compte 645					**86 479,94**		**86 479,94**		**86 479,94**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6478	Autres charges sociales diverses					750,00		750,00		750,00	
6479	Remboursements sur autres charges social						187,50		187,50		187,50
	Sous Total compte 647					**750,00**	**187,50**	**750,00**	**187,50**	**562,50**	
	Sous Total compte 64					**306 246,73**	**2 793,66**	**306 246,73**	**2 793,66**	**303 453,07**	
6541	Créances admises en non-valeur					1 097,45		1 097,45		1 097,45	
	Sous Total compte 654					**1 097,45**		**1 097,45**		**1 097,45**	
65888	Autres					15 489,38		15 489,38		15 489,38	
	Sous Total compte 6588					**15 489,38**		**15 489,38**		**15 489,38**	
	Sous Total compte 658					**15 489,38**		**15 489,38**		**15 489,38**	
	Sous Total compte 65					**16 586,83**		**16 586,83**		**16 586,83**	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs					31,05		31,05		31,05	
	Sous Total compte 67					**31,05**		**31,05**		**31,05**	
	Total classe 6					**418 251,24**	**8 227,72**	**418 251,24**	**8 227,72**	**412 817,18**	**2 793,66**
70632	A caractère de loisirs					360,90	66 808,66	360,90	66 808,66		66 447,76
	Sous Total compte 7063					**360,90**	**66 808,66**	**360,90**	**66 808,66**		**66 447,76**
7066	Redevances et droits des services à cara						42 773,11		42 773,11		42 773,11
7067	Redevances et droits des services périsc						59 654,50		59 654,50		59 654,50
	Sous Total compte 706					**360,90**	**169 236,27**	**360,90**	**169 236,27**		**168 875,37**
70843	au CCAS/CIAS						25 250,94		25 250,94		25 250,94
70846	au GFP de rattachement					13 164,26	13 164,26	13 164,26	13 164,26		
	Sous Total compte 7084					**13 164,26**	**38 415,20**	**13 164,26**	**38 415,20**		**25 250,94**
70876	par le GFP de rattachement						15 244,07		15 244,07		15 244,07

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7087						**15 244,07**		**15 244,07**		**15 244,07**
	Sous Total compte 708					**13 164,26**	**53 659,27**	**13 164,26**	**53 659,27**		**40 495,01**
	Sous Total compte 70					**13 525,16**	**222 895,54**	**13 525,16**	**222 895,54**		**209 370,38**
74748	Autres communes						70 000,00		70 000,00		70 000,00
	Sous Total compte 7474						**70 000,00**		**70 000,00**		**70 000,00**
747888	Autres						58 471,47		58 471,47		58 471,47
	Sous Total compte 74788						**58 471,47**		**58 471,47**		**58 471,47**
	Sous Total compte 7478						**58 471,47**		**58 471,47**		**58 471,47**
	Sous Total compte 747						**128 471,47**		**128 471,47**		**128 471,47**
	Sous Total compte 74						**128 471,47**		**128 471,47**		**128 471,47**
75883	Excédents sur opérations de gestion						5,00		5,00		5,00
75888	Autres						0,76		0,76		0,76
	Sous Total compte 7588						**5,76**		**5,76**		**5,76**
	Sous Total compte 758						**5,76**		**5,76**		**5,76**
	Sous Total compte 75						**5,76**		**5,76**		**5,76**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur						10 696,19		10 696,19		10 696,19
	Sous Total compte 77						**10 696,19**		**10 696,19**		**10 696,19**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci						98,60		98,60		98,60
	Sous Total compte 781						**98,60**		**98,60**		**98,60**
	Sous Total compte 78						**98,60**		**98,60**		**98,60**
	Total classe 7					**13 525,16**	**362 167,56**	**13 525,16**	**362 167,56**		**348 642,40**
	Total général	**137 585,53**	**137 585,53**	**1 637 682,98**	**1 699 064,10**	**431 776,40**	**370 395,28**	**2 207 044,91**	**2 207 044,91**	**482 091,91**	**482 091,91**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Date d'édition : 10/03/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
MME PEGGY JACQUARD	du 01/01/2025	au	10/03/2026

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DINDINAUD Clement (1046948318-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE, le 11/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JACQUARD Peggy (1018524447-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A SALLANCHES, le 12/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FORETS-LES HOUCHES

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE HOUCHES (LES)

Numéro SIRET : 21740143900104

POSTE COMPTABLE : 074035 SGC SALLANCHES

Compte financier unique (M57)

Voté par Nature
BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Informations statistiques, fiscales et financières	Ordonnateur	5
B1	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	6
B2	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	7
B3.1	Liste des organismes de regroupement	Ordonnateur	8
B3.2	Liste des établissements publics créés	Ordonnateur	9
B3.3	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	10
C1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	11
C2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	12
D	Bilan synthétique	Comptable	13
E	Compte de résultat synthétique	Comptable	14
F	Taux des contributions et produits afférents en N	Ordonnateur	16
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	17
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	18
A1.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	19
A2.1	Dépenses de fonctionnement	Ordonnateur	20
A2.2	Recettes de fonctionnement	Ordonnateur	22
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'investissement	Comptable	23
B2	Recettes d'investissement	Comptable	25
C1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	27
D1	Dépenses de fonctionnement	Comptable	28
D2	Recettes de fonctionnement	Comptable	30
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	32
B	Compte de résultat	Comptable	36
C	Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)	Ordonnateur / Comptable - Pièce jointe	38
D	Balance des comptes	Comptable	39
	IV. États annexés		

		Origine des données	Page
	A. Présentation croisée et agrégée		
A1	Présentation croisée, section d’investissement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A2	Présentation croisée, section de fonctionnement – vue d’ensemble	Ordonnateur	
A3	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Ordonnateur	
B1.9	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6	Prêts	Ordonnateur	
B7.1	État synthétique des engagements donnés	Ordonnateur	
B7.2	État synthétique des engagements reçus	Ordonnateur	
B7.3	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.4	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.5	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B7.6	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B7.7	État des recettes grevées d’une affectation spéciale	Ordonnateur	
B7.8	Autres engagements donnés	Ordonnateur	
B7.9	Autres engagements reçus	Ordonnateur	
B8	Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	Ordonnateur	
B9	État du personnel	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B10	Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Ordonnateur	
B11.1	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	Ordonnateur	
B11.2	État de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d'engagement	Ordonnateur	
C3.1	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
C3.2	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par fonction	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d'information		
D1	Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Ordonnateur	
D2	Gestion des fonds européens	Ordonnateur	
D3	Actions de formation des élus	Ordonnateur	
D4	État relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Ordonnateur	
D5	Identification des flux croisés	Ordonnateur	
D6.1	États de la répartition de la TEOM – investissement	Ordonnateur	
D6.2	États de la répartition de la TEOM – fonctionnement	Ordonnateur	
D7.1	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement	Ordonnateur	
D7.2	États des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement	Ordonnateur	
D8.1	Suivi des opérations au titre du NPNRU – État de synthèse	Ordonnateur	
D8.2	Suivi des opérations au titre du NPNRU – Détail	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	44

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	0

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	0.00

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	0.00
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	0.00
3	Dépenses d'équipement brut / population	0.00
4	Encours de dette / population (2)(3)	0.00
5	DGF / population	0.00
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	0.00
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	0.00
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	0.00
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	0,00	39 404,00	39 404,00
	Recettes réalisées (1)	B	0,00	40 767,69	40 767,69
	Restes à réaliser	C	0,00	0,00	0,00
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	9 588,15	88 423,86	98 012,01
	Dépenses réalisées (1)	E	0,00	10 328,58	10 328,58
	Restes à réaliser	F	0,00	0,00	0,00
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	0,00	30 439,11	30 439,11
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	9 588,15	49 019,86	58 608,01
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	9 588,15	79 458,97	89 047,12
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	0,00	0,00	0,00
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	9 588,15	79 458,97	89 047,12

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
FORETS-LES HOUCHES					
Investissement	9 588,15				9 588,15
Fonctionnement	49 019,86		30 439,11		79 458,97
Sous-Total	58 608,01		30 439,11		89 047,12
TOTAL II	**58 608,01**		**30 439,11**		**89 047,12**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**58 608,01**		**30 439,11**		**89 047,12**

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES — I

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE — B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS	B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE	B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**D**

ACTIF NET (1)	Total	FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
ACTIF IMMOBILISÉ		**FONDS PROPRES**	
Immobilisations incorporelles (nettes)		Apports et subventions d'investissement	218,86
Subventions d'investissement versées		Neutralisations et régularisations	
Autres immobilisations incorporelles		Réserves	183,81
Immobilisations corporelles (nettes)		Report à nouveau	49,02
Terrains	393,08	Résultat de l'exercice	30,44
Constructions		Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	
Réseaux et installations de voirie		**TOTAL FONDS PROPRES (I)**	**482,13**
Réseaux divers		**PASSIF**	
Installations techniques, agencements et matériel		**TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)**	
Immobilisations mises en concessions ou affermées		**DETTES FINANCIÈRES**	
Autres		Emprunts obligataires	
Immobilisations corporelles en cours		Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés		Dettes financières et autres emprunts	
Immobilisations financières (nettes)		**TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)**	
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**393,08**	**DETTES NON FINANCIÈRES**	
ACTIF CIRCULANT		Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6,10
Stocks		Autres dettes non financières	
Créances	95,15	Produits constatés d'avance	
Charges constatées d'avance		**TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)**	**6,10**
Trésorerie		**TOTAL TRÉSORERIE (4)**	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**95,15**	**TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)**	**6,10**
Comptes de régularisation (III)		Comptes de régularisation (III)	
Écarts de conversion actif (IV)		Écarts de conversion passif (IV)	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**488,23**	**TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)**	**488,23**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	E

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		
Dotations de l'état		
Participations		32,83
Compensations, autres attributions et autres participations		
Dons et legs		
Impôts et taxes		
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		
Ventes de biens ou prestations de services	40,01	1,78
Produits des cessions d'actifs		
Autres produits de gestion	0,76	0,14
Production stockée et immobilisée		
AUTRES PRODUITS		
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises du financement rattaché à un actif		
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		
Neutralisation des moins-values de cession		
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**40,77**	**34,76**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats et charges externes	10,33	82,21
Charges de personnel		
Indemnités des élus (et membres du CESR)		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		0,05
Impôts et taxes		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		
Neutralisation des dépréciations et provisions		
Neutralisation des plus-values de cession		
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**10,33**	**82,25**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**E**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Autres charges		
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**30,44**	**-47,50**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**30,44**	**-47,50**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N — F

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB		0,00	0,00	0,00	0,00
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL				**0,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	9 588,15	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**9 588,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 588,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**9 588,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**9 588,15**	**0,00**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

II – EXECUTION BUDGETAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001 Solde d'exécution positif reporté		**9 588,15**			
Total des recettes de la section d'investissement		**9 588,15**	**0,00**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	69 460,00	4 228,58	6 100,00	10 328,58	14,87	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	18 963,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**88 423,86**	**4 228,58**	**6 100,00**	**10 328,58**	**11,68**	**0,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**88 423,86**	**4 228,58**	**6 100,00**	**10 328,58**	**11,68**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**88 423,86**	**4 228,58**	**6 100,00**	**10 328,58**	**11,68**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**88 423,86**	**4 228,58**	**6 100,00**	**10 328,58**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

II

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31 /12 (1)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	39 254,00	40 008,52	0,00	40 008,52	101,92	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	150,00	759,17	0,00	759,17	506,11	0,00
Total des recettes de gestion des services		**39 404,00**	**40 767,69**	**0,00**	**40 767,69**	**103,46**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**39 404,00**	**40 767,69**	**0,00**	**40 767,69**	**103,46**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**39 404,00**	**40 767,69**	**0,00**	**40 767,69**	**103,46**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**49 019,86**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**88 423,86**	**40 767,69**	**0,00**	**40 767,69**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	9 588,15				9 588,15
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
Total des dépenses d'équipement		**9 588,15**				**9 588,15**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 588,15**				**9 588,15**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**9 588,15**				**9 588,15**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		9 588,15				9 588,15

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)					
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation					
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*					
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement						
Total des recettes d'investissement de l'exercice						
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**9 588,15**				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes de la section d'investissement		**9 588,15**				**9 588,15**

II – EXECUTION BUDGETAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	C1

Cet état ne contient pas d'information.

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	**D1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
61524	Bois et forêts		14 717,22	8 617,22	6 100,00	
6188	Autres frais divers		242,44		242,44	
6261	Frais d'affranchissement		1 530,31	1 214,16	316,15	
6281	Concours divers (cotisations...)		3 669,99		3 669,99	
total chapitre 011	Charges à caractère général	69 460,00	20 159,96	9 831,38	10 328,58	59 131,42
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés					
total chapitre 014	Atténuations de produits					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	18 963,86				18 963,86
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)					
Total des dépenses de gestion des services		**88 423,86**	**20 159,96**	**9 831,38**	**10 328,58**	**78 095,28**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges spécifiques					
total chapitre 68	Dotations aux provisions					
Total des dépenses réelles et mixtes		**88 423,86**	**20 159,96**	**9 831,38**	**10 328,58**	**78 095,28**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement						
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**88 423,86**	**20 159,96**	**9 831,38**	**10 328,58**	**78 095,28**
002 Résultat de fonctionnement reporté						

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée	D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**88 423,86**	**20 159,96**	**9 831,38**	**10 328,58**	**78 095,28**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
total chapitre 016	APA					
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI					
7022	Coupes de bois		39 656,03		39 656,03	
7035	Locations de droits de chasse et de pêche		352,49		352,49	
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	39 254,00	40 008,52		40 008,52	-754,52
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)					
total chapitre 731	Fiscalité locale					
7473	Départements		32 834,40	32 834,40		
total chapitre 74	Dotations et participations		32 834,40	32 834,40		
752	Revenus des immeubles		131,32		131,32	
75888	Autres		627,85		627,85	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	150,00	759,17		759,17	-609,17
Total des recettes de gestion des services		**39 404,00**	**73 602,09**	**32 834,40**	**40 767,69**	**-1 363,69**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits spécifiques					
total chapitre 78	Reprises sur provisions					
Total des recettes réelles et mixtes		**39 404,00**	**73 602,09**	**32 834,40**	**40 767,69**	**-1 363,69**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*					
Total des recettes d'ordre de fonctionnement						
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**39 404,00**	**73 602,09**	**32 834,40**	**40 767,69**	**-1 363,69**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes de fonctionnement - Vue détaillée	D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
002 Résultat de fonctionnement reporté		49 019,86				
Total des recettes de la section de fonctionnement		88 423,86	73 602,09	32 834,40	40 767,69	47 656,17

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Subventions d'investissement versées					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains		393 080,00		393 080,00	393 080,00
Constructions					
Réseaux et installations de voirie					
Réseaux divers					
Installations techniques, agencements et matériel					
Immobilisations mises en concessions ou affermées					
Autres		3 623,78	3 623,78		
Immobilisations corporelles en cours					
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS					
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES					
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**396 703,78**	**3 623,78**	**393 080,00**	**393 080,00**
ACTIF CIRCULANT					
STOCKS					
CRÉANCES					
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		14 533,00		14 533,00	53 973,40
Créances sur les redevables et comptes rattachés					
Avances et acomptes versés par la collectivité					
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers					
Créances sur budgets annexes		80 613,55		80 613,55	13 229,69
Créances sur les autres débiteurs					
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE					

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**95 146,55**		**95 146,55**	**67 203,09**
TRÉSORERIE					
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITÉS					
AUTRES					
TOTAL TRÉSORERIE (III)					
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		0,57		0,57	22,50
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**491 850,90**	**3 623,78**	**488 227,12**	**460 305,59**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES			
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ			
Dotations			
Fonds globalisés			
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT			
Rattachées à un actif amortissable			
Rattachées à un actif non amortissable		218 858,31	218 858,31
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS			
RÉSERVES		183 809,84	183 809,84
REPORT A NOUVEAU		49 019,86	96 516,25
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		30 439,11	-47 496,39
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT			
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT			
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**482 127,12**	**451 688,01**
PASSIF			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
PROVISIONS POUR RISQUES			
PROVISIONS POUR CHARGES			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)			
DETTES FINANCIÈRES			
EMPRUNTS OBLIGATAIRES			
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT			
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS			
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)			
DETTES NON FINANCIÈRES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		6 100,00	8 617,22
Dettes fiscales et sociales			
Avances et acomptes reçus			
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers			

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité			
Dettes sur budgets annexes			
Autres dettes non financières			
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE			
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**6 100,00**	**8 617,22**
TRÉSORERIE			
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE			
TOTAL TRÉSORERIE (4)			
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**6 100,00**	**8 617,22**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)			0,36
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)			
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**488 227,12**	**460 305,59**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT				
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)				
Dotations de l'état				
Participations			32 834,40	-32 834,40
Compensations, autres attributions et autres participations				
Dons et legs				
Impôts et taxes				
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE				
Ventes de biens ou prestations de services		40 008,52	1 784,87	38 223,65
Produits des cessions d'actifs				
Autres produits de gestion		759,17	139,27	619,90
Production stockée et immobilisée				
AUTRES PRODUITS				
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges				
Reprises du financement rattaché à un actif				
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions				
Neutralisation des moins-values de cession				
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**40 767,69**	**34 758,54**	**6 009,15**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Achats et charges externes		10 328,58	82 207,02	-71 878,44
Charges de personnel				
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses				
Dont charges sociales				
Indemnités des élus (et membres du CESR)				
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)			47,91	-47,91
Impôts et taxes				
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions				
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés				
Neutralisation des dépréciations et provisions				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession				
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**10 328,58**	**82 254,93**	**-71 926,35**
CHARGES D'INTERVENTION				
Dispositifs d'intervention pour compte propre				
Dont ménages				
Dont personnes morales de droit privé				
Dont collectivités territoriales				
Dont autres organismes publics				
Dont établissements d'enseignement				
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité				
Autres charges				
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)				
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**30 439,11**	**-47 496,39**	**77 935,50**
PRODUITS FINANCIERS				
Produits des participations et des prêts				
Produits des valeurs mobilières de placement				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres produits financiers				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)				
CHARGES FINANCIERES				
Charges d'intérêts				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Autres charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)				
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)				
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**30 439,11**	**-47 496,39**	**77 935,50**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Annexe	**C**

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés		183 809,84						183 809,84		183 809,84
	Sous Total compte 106		**183 809,84**						**183 809,84**		**183 809,84**
	Sous Total compte 10		**183 809,84**						**183 809,84**		**183 809,84**
110	Report à nouveau (solde créditeur)		96 516,25	47 496,39				47 496,39	96 516,25		49 019,86
	Sous Total compte 11		**96 516,25**	**47 496,39**				**47 496,39**	**96 516,25**		**49 019,86**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	47 496,39			47 496,39			47 496,39	47 496,39		
	Sous Total compte 12	**47 496,39**			**47 496,39**			**47 496,39**	**47 496,39**		
1321	État et établissements nationaux		49 827,50						49 827,50		49 827,50
1322	Régions		64 352,99						64 352,99		64 352,99
1323	Départements		4 000,00						4 000,00		4 000,00
13241	Communes membres du GFP		79 500,00						79 500,00		79 500,00
13248	Autres communes		6 227,82						6 227,82		6 227,82
	Sous Total compte 1324		**85 727,82**						**85 727,82**		**85 727,82**
1326	Autres établissements publics locaux		14 950,00						14 950,00		14 950,00
	Sous Total compte 132		**218 858,31**						**218 858,31**		**218 858,31**
	Sous Total compte 13		**218 858,31**						**218 858,31**		**218 858,31**
	Total classe 1	**47 496,39**	**499 184,40**	**47 496,39**	**47 496,39**			**94 992,78**	**546 680,79**		**451 688,01**
2117	Bois et forêts	353 332,50						353 332,50		353 332,50	
	Sous Total compte 211	**353 332,50**						**353 332,50**		**353 332,50**	
2128	Autres agencements et aménagements	39 747,50						39 747,50		39 747,50	
	Sous Total compte 212	**39 747,50**						**39 747,50**		**39 747,50**	
2188	Autres	3 623,78						3 623,78		3 623,78	

III – ÉTATS FINANCIERS — III

Balance des comptes — D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 218	**3 623,78**						**3 623,78**		**3 623,78**	
	Sous Total compte 21	**396 703,78**						**396 703,78**		**396 703,78**	
28188	Autres		3 623,78						3 623,78		3 623,78
	Sous Total compte 2818		**3 623,78**						**3 623,78**		**3 623,78**
	Sous Total compte 281		**3 623,78**						**3 623,78**		**3 623,78**
	Sous Total compte 28		**3 623,78**						**3 623,78**		**3 623,78**
	Total classe 2	**396 703,78**	**3 623,78**					**396 703,78**	**3 623,78**	**396 703,78**	**3 623,78**
4011	Fournisseurs			15 460,53	15 460,53			15 460,53	15 460,53		
	Sous Total compte 401			**15 460,53**	**15 460,53**			**15 460,53**	**15 460,53**		
408	Fournisseurs - Factures non parvenues		8 617,22	8 617,22	6 100,00			8 617,22	14 717,22		6 100,00
	Sous Total compte 40		**8 617,22**	**24 077,75**	**21 560,53**			**24 077,75**	**30 177,75**		**6 100,00**
411	Redevables			980,34	980,34			980,34	980,34		
414	Locataires-acquéreurs et locataires			131,32	131,32			131,32	131,32		
	Sous Total compte 41			**1 111,66**	**1 111,66**			**1 111,66**	**1 111,66**		
44566	T.V.A. sur autres biens et services			1 400,62	1 400,62			1 400,62	1 400,62		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter	21 139,00		177 408,00	184 014,00			198 547,00	184 014,00	14 533,00	
	Sous Total compte 4456	**21 139,00**		**178 808,62**	**185 414,62**			**199 947,62**	**185 414,62**	**14 533,00**	
44571	T.V.A. collectée			7 718,31	7 718,31			7 718,31	7 718,31		
	Sous Total compte 4457			**7 718,31**	**7 718,31**			**7 718,31**	**7 718,31**		
	Sous Total compte 445	**21 139,00**		**186 526,93**	**193 132,93**			**207 665,93**	**193 132,93**	**14 533,00**	
4487	Produits à recevoir	32 834,40			32 834,40			32 834,40	32 834,40		
	Sous Total compte 448	**32 834,40**			**32 834,40**			**32 834,40**	**32 834,40**		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 44	**53 973,40**		**186 526,93**	**225 967,33**			**240 500,33**	**225 967,33**	**14 533,00**	
4513	Compte de rattachement avec... (à subdiv	13 229,69		81 609,46	14 225,60			94 839,15	14 225,60	80 613,55	
	Sous Total compte 451	**13 229,69**		**81 609,46**	**14 225,60**			**94 839,15**	**14 225,60**	**80 613,55**	
	Sous Total compte 45	**13 229,69**		**81 609,46**	**14 225,60**			**94 839,15**	**14 225,60**	**80 613,55**	
46721	Débiteurs divers - Amiable			2 428,32	2 428,32			2 428,32	2 428,32		
	Sous Total compte 4672			**2 428,32**	**2 428,32**			**2 428,32**	**2 428,32**		
	Sous Total compte 467			**2 428,32**	**2 428,32**			**2 428,32**	**2 428,32**		
	Sous Total compte 46			**2 428,32**	**2 428,32**			**2 428,32**	**2 428,32**		
47138	Autres			81 103,15	81 103,15			81 103,15	81 103,15		
	Sous Total compte 4713			**81 103,15**	**81 103,15**			**81 103,15**	**81 103,15**		
	Sous Total compte 471			**81 103,15**	**81 103,15**			**81 103,15**	**81 103,15**		
4781	Frais de poursuite rattachés	22,50			22,50			22,50	22,50		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,36	0,98	0,05			0,98	0,41	0,57	
	Sous Total compte 478	**22,50**	**0,36**	**0,98**	**22,55**			**23,48**	**22,91**	**0,57**	
	Sous Total compte 47	**22,50**	**0,36**	**81 104,13**	**81 125,70**			**81 126,63**	**81 126,06**	**0,57**	
	Total classe 4	**67 225,59**	**8 617,58**	**376 858,25**	**346 419,14**			**444 083,84**	**355 036,72**	**95 147,12**	**6 100,00**
61524	Bois et forêts					14 717,22	8 617,22	14 717,22	8 617,22	6 100,00	
	Sous Total compte 6152					**14 717,22**	**8 617,22**	**14 717,22**	**8 617,22**	**6 100,00**	
	Sous Total compte 615					**14 717,22**	**8 617,22**	**14 717,22**	**8 617,22**	**6 100,00**	
6188	Autres frais divers					242,44		242,44		242,44	
	Sous Total compte 618					**242,44**		**242,44**		**242,44**	
	Sous Total compte 61					**14 959,66**	**8 617,22**	**14 959,66**	**8 617,22**	**6 342,44**	
6261	Frais d'affranchissement					1 530,31	1 214,16	1 530,31	1 214,16	316,15	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | D

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 626					**1 530,31**	**1 214,16**	**1 530,31**	**1 214,16**	**316,15**	
6281	Concours divers (cotisations...)					3 669,99		3 669,99		3 669,99	
	Sous Total compte 628					**3 669,99**		**3 669,99**		**3 669,99**	
	Sous Total compte 62					**5 200,30**	**1 214,16**	**5 200,30**	**1 214,16**	**3 986,14**	
	Total classe 6					**20 159,96**	**9 831,38**	**20 159,96**	**9 831,38**	**10 328,58**	
7022	Coupes de bois						39 656,03		39 656,03		39 656,03
	Sous Total compte 702						**39 656,03**		**39 656,03**		**39 656,03**
7035	Locations de droits de chasse et de pêch						352,49		352,49		352,49
	Sous Total compte 703						**352,49**		**352,49**		**352,49**
	Sous Total compte 70						**40 008,52**		**40 008,52**		**40 008,52**
7473	Départements					32 834,40	32 834,40	32 834,40	32 834,40		
	Sous Total compte 747					**32 834,40**	**32 834,40**	**32 834,40**	**32 834,40**		
	Sous Total compte 74					**32 834,40**	**32 834,40**	**32 834,40**	**32 834,40**		
752	Revenus des immeubles						131,32		131,32		131,32
75888	Autres						627,85		627,85		627,85
	Sous Total compte 7588						**627,85**		**627,85**		**627,85**
	Sous Total compte 758						**627,85**		**627,85**		**627,85**
	Sous Total compte 75						**759,17**		**759,17**		**759,17**
	Total classe 7					**32 834,40**	**73 602,09**	**32 834,40**	**73 602,09**		**40 767,69**
	Total général	**511 425,76**	**511 425,76**	**424 354,64**	**393 915,53**	**52 994,36**	**83 433,47**	**988 774,76**	**988 774,76**	**502 179,48**	**502 179,48**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES V

ARRETE ET SIGNATURES A

Date d'édition : 10/03/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
MME PEGGY JACQUARD	du 01/01/2025	au 10/03/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DINDINAUD Clement (1046948318-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE, le 11/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JACQUARD Peggy (1018524447-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A SALLANCHES, le 12/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TELESKI TOURCHET-LES HOUCHES

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE HOUCHES (LES)

Numéro SIRET : 21740143900088

POSTE COMPTABLE : 074035 SGC SALLANCHES

Compte financier unique (M43)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures

ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	19
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	20
C2	Recettes d'investissement	Comptable	22
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	24
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	25
B	Compte de résultat	Comptable	30
C	Balance des comptes	Comptable	33
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	41

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**43 000,00**	**102 000,00**	**145 000,00**
	Recettes réalisées (1)	B	**41 661,12**	**99 016,03**	**140 677,15**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**184 684,03**	**121 282,29**	**305 966,32**
	Dépenses réalisées (1)	E	**110 077,46**	**112 556,10**	**222 633,56**
	Restes à réaliser	F	**30 030,00**	**0,00**	**30 030,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**-68 416,34**	**-13 540,07**	**-81 956,41**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**141 684,03**	**19 282,29**	**160 966,32**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**73 267,69**	**5 742,22**	**79 009,91**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-30 030,00**	**0,00**	**-30 030,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**43 237,69**	**5 742,22**	**48 979,91**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TELESKI TOURCHET-LES HOUCHES					
Investissement	141 684,03		-68 416,34		73 267,69
Fonctionnement	19 282,29		-13 540,07		5 742,22
Sous-Total	160 966,32		-81 956,41		79 009,91
TOTAL III	**160 966,32**		**-81 956,41**		**79 009,91**
TOTAL I + II + III	**160 966,32**		**-81 956,41**		**79 009,91**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		**(I) 30 030,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**30 030,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	30 030,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		**(II) 0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,09**	Dotations	386,23
Terrains	138,17	Fonds globalisés	0,00
Constructions	96,04	Réserves	66,66
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	152,60	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	106,41	Report à nouveau (1)	19,28
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-13,54
Autres immobilisations corporelles	1,30	Subventions transférables	115,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**494,53**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**494,62**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**573,63**
Créances	23,63	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**0,00**
Disponibilités	55,38	Fournisseurs (2)	0,00
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**79,01**	**Total des dettes à court terme**	**0,00**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**0,00**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**573,63**	**TOTAL PASSIF**	**573,63**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues	75,02	60,00
Produits des services	24,00	22,80
Autres produits		14,63
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	99,02	97,43
Traitements, salaires, charges sociales	42,56	36,50
Achats et charges externes	29,06	9,64
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	40,94	36,44
Autres charges		
Charges courantes non financières	112,56	82,59
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**-13,54**	**14,84**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières		0,21
RESULTAT COURANT FINANCIER		**-0,21**
RESULTAT COURANT	**-13,54**	**14,64**
Produits exceptionnels		2,96
Charges exceptionnelles		0,30
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**2,66**
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**-13,54**	**17,29**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	29 610,00	29 058,66	0,00	29 058,66	98,14	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	50 000,00	42 556,09	0,00	42 556,09	85,11	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	50,00	0,23	0,00	0,23	0,46	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**79 660,00**	**71 614,98**	**0,00**	**71 614,98**	**89,90**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	122,29					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**80 282,29**	**71 614,98**	**0,00**	**71 614,98**	***89,20***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*41 000,00*	*40 941,12*	*0,00*	*40 941,12*	*99,86*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***41 000,00***	***40 941,12***	***0,00***	***40 941,12***	***99,86***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**121 282,29**	**112 556,10**	**0,00**	**112 556,10**	**92,81**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**121 282,29**	**112 556,10**	**0,00**	**112 556,10**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	30 000,00	23 996,37	0,00	23 996,37	79,99	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	67 000,00	75 019,11	0,00	75 019,11	111,97	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	5 000,00	0,55	0,00	0,55	0,01	0,00
Total des recettes de gestion courante		**102 000,00**	**99 016,03**	**0,00**	**99 016,03**	**97,07**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**102 000,00**	**99 016,03**	**0,00**	**99 016,03**	**97,07**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**102 000,00**	**99 016,03**	**0,00**	**99 016,03**	**97,07**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**19 282,29**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**121 282,29**	**99 016,03**	**0,00**	**99 016,03**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	1 000,00	90,00	9,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	5 000,00	3 575,70	71,51	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	176 684,03	105 691,76	59,82	30 030,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**182 684,03**	**109 357,46**	**59,86**	**30 030,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**182 684,03**	**109 357,46**	**59,86**	**30 030,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*2 000,00*	*720,00*	*36,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***2 000,00***	***720,00***	***36,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**184 684,03**	**110 077,46**	**59,60**	**30 030,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**184 684,03**	**110 077,46**		**30 030,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*41 000,00*	*40 941,12*	*99,86*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*2 000,00*	*720,00*	*36,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***43 000,00***	***41 661,12***	***96,89***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**43 000,00**	**41 661,12**	**96,89**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**141 684,03**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**184 684,03**	**41 661,12**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie ...)		22 219,27		22 219,27	
6063	Autres fournitures d'entretien et de petit équipement		1 060,90		1 060,90	
6064	Fournitures administratives		399,00		399,00	
6068	Autres matières et fournitures		49,17		49,17	
61558	Autres biens mobiliers		768,13		768,13	
6156	Maintenance		3 849,90		3 849,90	
6168	Autres		123,58		123,58	
6262	Frais de télécommunications		362,08		362,08	
627	Services bancaires et assimilés		64,80		64,80	
6288	Autres		161,83		161,83	
total chapitre 011	Charges à caractère général	29 610,00	29 058,66		29 058,66	551,34
6411	Salaires, appointements, commissions de base		30 599,79		30 599,79	
6451	Cotisations à l'URSSAF		9 118,33		9 118,33	
6453	Cotisations aux caisses de retraite		1 697,25		1 697,25	
6454	Cotisations au Pôle Emploi		1 140,72		1 140,72	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	50 000,00	42 556,09		42 556,09	7 443,91
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6588	Autres charges diverses de gestion courante		0,23		0,23	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	50,00	0,23		0,23	49,77
Total des dépenses de gestion courante		**79 660,00**	**71 614,98**		**71 614,98**	**8 045,02**
total chapitre 66	Charges financières					
total chapitre 67	Charges exceptionnelles	500,00				500,00
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues	122,29				

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses réelles d'exploitation		**80 282,29**	**71 614,98**		**71 614,98**	**8 667,31**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*					
6811	*Dotations aux Amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*40 941,12*		*40 941,12*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*41 000,00*	*40 941,12*		*40 941,12*	*58,88*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***41 000,00***	***40 941,12***		***40 941,12***	***58,88***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**121 282,29**	**112 556,10**		**112 556,10**	**8 726,19**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des dépenses de la section d'exploitation		**121 282,29**	**112 556,10**		**112 556,10**	**8 726,19**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	**B2**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
7061	Transports de voyageurs		23 996,37		23 996,37	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	30 000,00	23 996,37		23 996,37	6 003,63
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
7474	Communes		67 000,00		67 000,00	
748	Autres subventions d'exploitation		8 019,11		8 019,11	
total chapitre 74	Subventions d'exploitation	67 000,00	75 019,11		75 019,11	-8 019,11
7588	Autres		0,55		0,55	
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	5 000,00	0,55		0,55	4 999,45
Total des recettes de gestion courante		**102 000,00**	**99 016,03**		**99 016,03**	**2 983,97**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits exceptionnels					
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**102 000,00**	**99 016,03**		**99 016,03**	**2 983,97**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**102 000,00**	**99 016,03**		**99 016,03**	**2 983,97**
002 Résultat d'exploitation reporté		**19 282,29**				
Total des recettes de la section d'exploitation		**121 282,29**	**99 016,03**		**99 016,03**	**22 266,26**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2033	Frais d'insertion		90,00		90,00	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles	1 000,00	90,00		90,00	910,00
2158	Autres		2 278,70		2 278,70	
2188	Autres		1 297,00		1 297,00	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	5 000,00	3 575,70		3 575,70	1 424,30
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
2315	Installations matériels et outillage techniques		105 691,76		105 691,76	
total chapitre 23	Immobilisations en cours	176 684,03	105 691,76		105 691,76	70 992,27
Total des dépenses d'équipement		**182 684,03**	**109 357,46**		**109 357,46**	**73 326,57**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières						
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**182 684,03**	**109 357,46**		**109 357,46**	**73 326,57**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
2315	*Installations matériels et outillage techniques*		*720,00*		*720,00*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*2 000,00*	*720,00*		*720,00*	*1 280,00*

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement		***2 000,00***	***720,00***		***720,00***	***1 280,00***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**184 684,03**	**110 077,46**		**110 077,46**	**74 606,57**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**184 684,03**	**110 077,46**		**110 077,46**	**74 606,57**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées					
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement						
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*					
28128	*Autres terrains*		*4 618,12*		*4 618,12*	
28138	*Amortissements autres constructions*		*5 650,00*		*5 650,00*	
28154	*Matériel industriel*		*551,00*		*551,00*	
28156	*Matériel de transport d'exploitation*		*25 536,00*		*25 536,00*	
28158	*Autres*		*4 320,00*		*4 320,00*	
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*		*266,00*		*266,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*41 000,00*	*40 941,12*		*40 941,12*	*58,88*
2033	*Frais d'insertion*		*720,00*		*720,00*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*2 000,00*	*720,00*		*720,00*	*1 280,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		***43 000,00***	***41 661,12***		***41 661,12***	***1 338,88***

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'investissement de l'exercice		43 000,00	41 661,12		41 661,12	1 338,88
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		141 684,03				
Total des recettes de la section d'investissement		184 684,03	41 661,12		41 661,12	143 022,91

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D	90,00		90,00	720,00
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Fonds commercial, droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	320 682,60	182 508,56	138 174,04	142 792,16
Constructions	169 494,77	73 450,00	96 044,77	101 694,77
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques	419 700,76	267 099,34	152 601,42	142 330,51
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	12 009,41	10 712,41	1 297,00	266,00
Immobilisations corporelles en cours	106 411,76		106 411,76	38 399,21
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
3) Reçues en affectation ou en concession				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**1 028 389,30**	**533 770,31**	**494 618,99**	**426 202,65**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés				16 093,83
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	23 631,00		23 631,00	
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	**55 375,35**		**55 375,35**	**146 268,91**
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**79 006,35**		**79 006,35**	**162 362,74**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	3,56		3,56	4,58
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**3,56**		**3,56**	**4,58**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**1 107 399,21**	**533 770,31**	**573 628,90**	**588 569,97**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations	386 227,94	386 227,94
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves	66 658,74	66 658,74
Report à nouveau (1)	19 282,29	1 988,26
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	-13 540,07	17 294,03
Subventions d'investissement	115 000,00	115 000,00
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**573 628,90**	**587 168,97**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Crédits et lignes de trésorerie		
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales		1 401,00
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)		
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III		**1 401,00**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser		
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**573 628,90**	**588 569,97**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

III

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*23 996,37*	
Divers		*22 796,94*
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité		
Subventions d'exploitation	75 019,11	60 000,00
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits	0,55	14 631,44
TOTAL I	**99 016,03**	**97 428,38**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	29 058,66	9 640,16
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations		
Autres		
Salaires et traitements	30 599,79	26 221,29
Charges sociales	11 956,30	10 281,78
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*40 941,12*	*36 443,88*
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Compte de résultat (en euros) | B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	0,23	0,14
TOTAL II	**112 556,10**	**82 587,25**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-13 540,07**	**14 841,13**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		205,63
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		**205,63**
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)		**-205,63**
A + B - RÉSULTAT COURANT	**-13 540,07**	**14 635,50**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations		*2 958,58*
Reprises sur dépréciations et provisions		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges		
TOTAL V		**2 958,58**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		*300,05*
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		**300,05**
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		**2 658,53**
Impôts sur les bénéfices (VII)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**99 016,03**	**100 386,96**
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**112 556,10**	**83 092,93**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**-13 540,07**	**17 294,03**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotation		386 227,94						386 227,94		386 227,94
	Sous Total compte 102		**386 227,94**						**386 227,94**		**386 227,94**
1068	Autres réserves		66 658,74						66 658,74		66 658,74
	Sous Total compte 106		**66 658,74**						**66 658,74**		**66 658,74**
	Sous Total compte 10		**452 886,68**						**452 886,68**		**452 886,68**
110	Report à nouveau solde créditeur		1 988,26		17 294,03				19 282,29		19 282,29
	Sous Total compte 11		**1 988,26**		**17 294,03**				**19 282,29**		**19 282,29**
12	Résultat exercice bénef ou perte		17 294,03	17 294,03				17 294,03	17 294,03		
	Sous Total compte 12		**17 294,03**	**17 294,03**				**17 294,03**	**17 294,03**		
1314	Cnes		115 000,00						115 000,00		115 000,00
	Sous Total compte 131		**115 000,00**						**115 000,00**		**115 000,00**
	Sous Total compte 13		**115 000,00**						**115 000,00**		**115 000,00**
	Total classe 1		**587 168,97**	**17 294,03**	**17 294,03**			**17 294,03**	**604 463,00**		**587 168,97**
2033	Frais d'insertion	720,00				90,00	720,00	810,00	720,00	90,00	
	Sous Total compte 203	**720,00**				**90,00**	**720,00**	**810,00**	**720,00**	**90,00**	
	Sous Total compte 20	**720,00**				**90,00**	**720,00**	**810,00**	**720,00**	**90,00**	
2111	Terrains nus	114 352,50						114 352,50		114 352,50	
	Sous Total compte 211	**114 352,50**						**114 352,50**		**114 352,50**	
2128	Autres terrains	206 330,10						206 330,10		206 330,10	
	Sous Total compte 212	**206 330,10**						**206 330,10**		**206 330,10**	
2138	Autres constructions	169 494,77						169 494,77		169 494,77	
	Sous Total compte 213	**169 494,77**						**169 494,77**		**169 494,77**	
2154	Mat indust	5 517,80						5 517,80		5 517,80	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2156	Mat transport exploitation	311 105,67		29 896,73				341 002,40		341 002,40	
2158	Autres	62 399,38		8 502,48		2 278,70		73 180,56		73 180,56	
	Sous Total compte 215	**379 022,85**		**38 399,21**		**2 278,70**		**419 700,76**		**419 700,76**	
2182	Mat de transport	8 925,08						8 925,08		8 925,08	
2183	Mat bureau mat informatique	796,00						796,00		796,00	
2188	Autres	991,33				1 297,00		2 288,33		2 288,33	
	Sous Total compte 218	**10 712,41**				**1 297,00**		**12 009,41**		**12 009,41**	
	Sous Total compte 21	**879 912,63**		**38 399,21**		**3 575,70**		**921 887,54**		**921 887,54**	
2315	Instal mat outil techn	38 399,21			38 399,21	106 411,76		144 810,97	38 399,21	106 411,76	
	Sous Total compte 231	**38 399,21**			**38 399,21**	**106 411,76**		**144 810,97**	**38 399,21**	**106 411,76**	
	Sous Total compte 23	**38 399,21**			**38 399,21**	**106 411,76**		**144 810,97**	**38 399,21**	**106 411,76**	
28128	Autres terrains		177 890,44				4 618,12		182 508,56		182 508,56
	Sous Total compte 2812		**177 890,44**				**4 618,12**		**182 508,56**		**182 508,56**
28138	Amort autres constructions		67 800,00				5 650,00		73 450,00		73 450,00
	Sous Total compte 2813		**67 800,00**				**5 650,00**		**73 450,00**		**73 450,00**
28154	Mat indust		1 102,00				551,00		1 653,00		1 653,00
28156	Mat transport exploitation		183 360,59				25 536,00		208 896,59		208 896,59
28158	Autres		52 229,75				4 320,00		56 549,75		56 549,75
	Sous Total compte 2815		**236 692,34**				**30 407,00**		**267 099,34**		**267 099,34**
28182	Mat de transport		8 925,08						8 925,08		8 925,08
28183	Mat bureau mat informatique		530,00				266,00		796,00		796,00
28188	Amort autres		991,33						991,33		991,33
	Sous Total compte 2818		**10 446,41**				**266,00**		**10 712,41**		**10 712,41**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 281		**492 829,19**				**40 941,12**		**533 770,31**		**533 770,31**
	Sous Total compte 28		**492 829,19**				**40 941,12**		**533 770,31**		**533 770,31**
	Total classe 2	**919 031,84**	**492 829,19**	**38 399,21**	**38 399,21**	**110 077,46**	**41 661,12**	**1 067 508,51**	**572 889,52**	**1 028 389,30**	**533 770,31**
4011	Fournisseurs			33 414,71	33 414,71			33 414,71	33 414,71		
	Sous Total compte 401			**33 414,71**	**33 414,71**			**33 414,71**	**33 414,71**		
4041	Fournis immob			131 228,96	131 228,96			131 228,96	131 228,96		
	Sous Total compte 404			**131 228,96**	**131 228,96**			**131 228,96**	**131 228,96**		
	Sous Total compte 40			**164 643,67**	**164 643,67**			**164 643,67**	**164 643,67**		
411	Clients	16 093,83		26 396,00	42 489,83			42 489,83	42 489,83		
	Sous Total compte 41	**16 093,83**		**26 396,00**	**42 489,83**			**42 489,83**	**42 489,83**		
421	Personnel - rémunérations dues			24 249,14	24 249,14			24 249,14	24 249,14		
	Sous Total compte 42			**24 249,14**	**24 249,14**			**24 249,14**	**24 249,14**		
431	Sécurite sociale			15 011,92	15 011,92			15 011,92	15 011,92		
437	Autres organismes sociaux			2 829,71	2 829,71			2 829,71	2 829,71		
	Sous Total compte 43			**17 841,63**	**17 841,63**			**17 841,63**	**17 841,63**		
4411	Etat aut coll publ subv à recev amiable			67 000,00	67 000,00			67 000,00	67 000,00		
	Sous Total compte 441			**67 000,00**	**67 000,00**			**67 000,00**	**67 000,00**		
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r			465,55	465,55			465,55	465,55		
	Sous Total compte 442			**465,55**	**465,55**			**465,55**	**465,55**		
44551	Etat - TVA à décaisser		1 401,00	2 005,00	604,00			2 005,00	2 005,00		
	Sous Total compte 4455		**1 401,00**	**2 005,00**	**604,00**			**2 005,00**	**2 005,00**		
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			21 871,50	21 871,50			21 871,50	21 871,50		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44566	TVA déduct sur autres biens et services			4 357,14	4 357,14			4 357,14	4 357,14		
44567	Etat - crédit de TVA à reporter			240 515,00	216 884,00			240 515,00	216 884,00	23 631,00	
	Sous Total compte 4456			**266 743,64**	**243 112,64**			**266 743,64**	**243 112,64**	**23 631,00**	
44571	Etat - TVA collectée			3 201,63	3 201,63			3 201,63	3 201,63		
	Sous Total compte 4457			**3 201,63**	**3 201,63**			**3 201,63**	**3 201,63**		
	Sous Total compte 445		**1 401,00**	**271 950,27**	**246 918,27**			**271 950,27**	**248 319,27**	**23 631,00**	
	Sous Total compte 44		**1 401,00**	**339 415,82**	**314 383,82**			**339 415,82**	**315 784,82**	**23 631,00**	
46721	Débiteurs divers - amiable			8 821,02	8 821,02			8 821,02	8 821,02		
	Sous Total compte 4672			**8 821,02**	**8 821,02**			**8 821,02**	**8 821,02**		
	Sous Total compte 467			**8 821,02**	**8 821,02**			**8 821,02**	**8 821,02**		
	Sous Total compte 46			**8 821,02**	**8 821,02**			**8 821,02**	**8 821,02**		
4711	Verst des régisseurs			23 136,94	23 136,94			23 136,94	23 136,94		
	Sous Total compte 471			**23 136,94**	**23 136,94**			**23 136,94**	**23 136,94**		
4781	Frais de poursuites rattachés	0,03			0,03			0,03	0,03		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	4,55		0,55	1,54			5,10	1,54	3,56	
	Sous Total compte 478	**4,58**		**0,55**	**1,57**			**5,13**	**1,57**	**3,56**	
	Sous Total compte 47	**4,58**		**23 137,49**	**23 138,51**			**23 142,07**	**23 138,51**	**3,56**	
	Total classe 4	**16 098,41**	**1 401,00**	**604 504,77**	**595 567,62**			**620 603,18**	**596 968,62**	**23 634,56**	
515	Compte au trésor	146 188,91		118 326,08	209 219,64			264 514,99	209 219,64	55 295,35	
	Sous Total compte 51	**146 188,91**		**118 326,08**	**209 219,64**			**264 514,99**	**209 219,64**	**55 295,35**	
5412	Disponibilités régisseurs de recettes	80,00		80,00	80,00			160,00	80,00	80,00	
	Sous Total compte 541	**80,00**		**80,00**	**80,00**			**160,00**	**80,00**	**80,00**	

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Balance des comptes

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 54	**80,00**		**80,00**	**80,00**			**160,00**	**80,00**	**80,00**	
580	Opérations d'ordre budgétaires			41 661,12	41 661,12			41 661,12	41 661,12		
	Sous Total compte 58			**41 661,12**	**41 661,12**			**41 661,12**	**41 661,12**		
	Total classe 5	**146 268,91**		**160 067,20**	**250 960,76**			**306 336,11**	**250 960,76**	**55 375,35**	
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie)					22 219,27		22 219,27		22 219,27	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					1 060,90		1 060,90		1 060,90	
6064	Fournitures administratives					399,00		399,00		399,00	
6068	Autres matières et fournitures					49,17		49,17		49,17	
	Sous Total compte 606					**23 728,34**		**23 728,34**		**23 728,34**	
	Sous Total compte 60					**23 728,34**		**23 728,34**		**23 728,34**	
61558	Autres biens mobiliers					768,13		768,13		768,13	
	Sous Total compte 6155					**768,13**		**768,13**		**768,13**	
6156	Maintenance					3 849,90		3 849,90		3 849,90	
	Sous Total compte 615					**4 618,03**		**4 618,03**		**4 618,03**	
6168	Autres					123,58		123,58		123,58	
	Sous Total compte 616					**123,58**		**123,58**		**123,58**	
	Sous Total compte 61					**4 741,61**		**4 741,61**		**4 741,61**	
6262	Frais de télécommunications					362,08		362,08		362,08	
	Sous Total compte 626					**362,08**		**362,08**		**362,08**	
627	Services bancaires et assimilés					64,80		64,80		64,80	
6288	Autres					161,83		161,83		161,83	
	Sous Total compte 628					**161,83**		**161,83**		**161,83**	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 62					**588,71**		**588,71**		**588,71**	
6411	Salaires,appointements, commissions base					30 599,79		30 599,79		30 599,79	
	Sous Total compte 641					**30 599,79**		**30 599,79**		**30 599,79**	
6451	Cotisations à l'URSSAF					9 118,33		9 118,33		9 118,33	
6453	Cotisations aux caisses de retraite					1 697,25		1 697,25		1 697,25	
6454	Cotisations au Pôle Emploi					1 140,72		1 140,72		1 140,72	
	Sous Total compte 645					**11 956,30**		**11 956,30**		**11 956,30**	
	Sous Total compte 64					**42 556,09**		**42 556,09**		**42 556,09**	
6588	Autres charges diverses de gestion coura					0,23		0,23		0,23	
	Sous Total compte 658					**0,23**		**0,23**		**0,23**	
	Sous Total compte 65					**0,23**		**0,23**		**0,23**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					40 941,12		40 941,12		40 941,12	
	Sous Total compte 681					**40 941,12**		**40 941,12**		**40 941,12**	
	Sous Total compte 68					**40 941,12**		**40 941,12**		**40 941,12**	
	Total classe 6					**112 556,10**		**112 556,10**		**112 556,10**	
7061	Transports de voyageurs						23 996,37		23 996,37		23 996,37
	Sous Total compte 706						**23 996,37**		**23 996,37**		**23 996,37**
	Sous Total compte 70						**23 996,37**		**23 996,37**		**23 996,37**
7474	Cnes						67 000,00		67 000,00		67 000,00
	Sous Total compte 747						**67 000,00**		**67 000,00**		**67 000,00**
748	Autres subv exploitation						8 019,11		8 019,11		8 019,11
	Sous Total compte 74						**75 019,11**		**75 019,11**		**75 019,11**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7588	Autres						0,55		0,55		0,55
	Sous Total compte 758						**0,55**		**0,55**		**0,55**
	Sous Total compte 75						**0,55**		**0,55**		**0,55**
	Total classe 7						**99 016,03**		**99 016,03**		**99 016,03**
	Total général	**1 081 399,16**	**1 081 399,16**	**820 265,21**	**902 221,62**	**222 633,56**	**140 677,15**	**2 124 297,93**	**2 124 297,93**	**1 219 955,31**	**1 219 955,31**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES V

ARRETE ET SIGNATURES A

Date d'édition : 10/03/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
MME PEGGY JACQUARD	du 01/01/2025	au 10/03/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DINDINAUD Clement (1046948318-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE, le 11/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JACQUARD Peggy (1018524447-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A SALLANCHES, le 12/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARKINGS LES HOUCHES

RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE HOUCHES (LES)

Numéro SIRET : 21740143900153

POSTE COMPTABLE : 074035 SGC SALLANCHES

Compte financier unique (M4)

Service public local

BUDGET ANNEXE

ANNEE 2025

Sommaire

Le Compte Financier Unique

Arrêté et signatures
ECCF

		Origine des données	Page
	I. Informations générales et synthétiques		
A	Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble	Ordonnateur	5
B	Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés	Comptable	6
C	Liste des services individualisés dans un budget annexe	Ordonnateur	7
D1	Détail des restes à réaliser - Dépenses	Ordonnateur	8
D2	Détail des restes à réaliser - Recettes	Ordonnateur	9
E	Bilan synthétique	Comptable	10
F	Compte de résultat synthétique	Comptable	11
	II. Exécution budgétaire		
A	Modalités de vote du budget	Ordonnateur	12
	Vue d'ensemble		
A1.1	Dépenses d'exploitation	Ordonnateur	13
A1.2	Recettes d'exploitation	Ordonnateur	14
A2.1	Dépenses d'investissement	Ordonnateur	15
A2.2	Recettes d'investissement	Ordonnateur	16
	Vue détaillée		
B1	Dépenses d'exploitation	Comptable	17
B2	Recettes d'exploitation	Comptable	19
C1	Dépenses d'investissement	Comptable	20
C2	Recettes d'investissement	Comptable	22
D1	Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles	Ordonnateur	24
	III. États financiers		
A	Bilan	Comptable	25
B	Compte de résultat	Comptable	30
C	Balance des comptes	Comptable	33
	IV. États annexés		
A	Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Ordonnateur	
	B. États annexés patrimoniaux		
B1.1	État de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Ordonnateur	
B1.2	État de la dette - Répartition par nature de dette	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
B1.3	État de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Ordonnateur	
B1.4	État de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Ordonnateur	
B1.5	État de la dette - Détail des opérations de couverture	Ordonnateur	
B1.6	État de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	Ordonnateur	
B1.7	État de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	Ordonnateur	
B1.8	État de la dette - Autres dettes	Ordonnateur	
B2	Méthodes utilisées pour les amortissements	Ordonnateur	
B3	État des provisions et des dépréciations	Ordonnateur	
B4	État des charges transférées	Ordonnateur	
B5	Détail des opérations pour le compte de tiers	Ordonnateur	
B6.1	État des emprunts garantis	Ordonnateur	
B6.2	Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Ordonnateur	
B7.1	Subventions versées dans le cadre du vote du budget	Ordonnateur	
B8.1	État des contrats de crédit-bail	Ordonnateur	
B8.2	État des marchés de partenariat	Ordonnateur	
B8.3	État des autres engagements donnés	Ordonnateur	
B8.4	État des engagements reçus	Ordonnateur	
B9.1	État du personnel	Ordonnateur	
B9.2	État du personnel de la collectivité ou de l’établissement de rattachement employé par la régie	Ordonnateur	
B10	Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Ordonnateur	
	C. États annexés budgétaires		
C1.1	Équilibre budgétaire	Ordonnateur	
C1.2	Équilibre budgétaire - Dépenses	Ordonnateur	
C1.3	Équilibre budgétaire - Recettes	Ordonnateur	
C2.1	Situation des autorisations de programme	Ordonnateur	
C2.2	Situation des autorisations d’engagement	Ordonnateur	
C3	Impact du budget pour la transition écologique – répartition par nature	Ordonnateur	
	D. Autres éléments d’information		
D1.1.1	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Exploitation	Ordonnateur	
D1.1.2	État de ventilation des dépenses et recettes des services d’eau et d’assainissement - Investissement	Ordonnateur	

		Origine des données	Page
D1.2.1	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation	Ordonnateur	
D1.2.2	État de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement	Ordonnateur	
	V. Arrêté et signatures		
A	Arrêté et signatures	Ordonnateur / Comptable	39

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

PRÉSENTATION GÉNÉRALES DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE — A

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N					
			Investissement	**Exploitation**	**Total cumulé**
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	**885 852,52**	**196 000,00**	**1 081 852,52**
	Recettes réalisées (1)	B	**879 651,00**	**166 121,01**	**1 045 772,01**
	Restes à réaliser	C	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	**887 409,00**	**195 928,68**	**1 083 337,68**
	Dépenses réalisées (1)	E	**837 295,93**	**140 094,72**	**977 390,65**
	Restes à réaliser	F	**2 631,00**	**0,00**	**2 631,00**
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B - E	**42 355,07**	**26 026,29**	**68 381,36**
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	**1 556,48**	**-71,32**	**1 485,16**
Solde (investissement) ou résultat de clôture (exploitation)	Excédent /déficit	G + H	**43 911,55**	**25 954,97**	**69 866,52**
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C – F	**-2 631,00**	**0,00**	**-2 631,00**
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	**41 280,55**	**25 954,97**	**67 235,52**

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES — I

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés — B

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
PARKINGS LES HOUCHES					
Investissement	1 556,48		42 355,07		43 911,55
Fonctionnement	-71,32		26 026,29		25 954,97
Sous-Total	1 485,16		68 381,36		69 866,52
TOTAL III	**1 485,16**		**68 381,36**		**69 866,52**
TOTAL I + II + III	**1 485,16**		**68 381,36**		**69 866,52**

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE (1)	C

(1) Seulement valable pour les régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.
(2) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER – RAR DEPENSES	D1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **2 631,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 631,00**
2135	Installations générales, agencements	2 631,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**0,00**
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
DETAIL DES RESTES A REALISER - RAR RECETTES	D2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
SECTION D'EXPLOITATION – TOTAL		(IV) 0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00
73	Produits issus de la fiscalité	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Bilan synthétique (en milliers d'euros)	**E**

ACTIF NET (1)	Total	PASSIF	Total
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**	Dotations	0,00
Terrains	693,01	Fonds globalisés	0,00
Constructions	83,66	Réserves	0,00
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	0,00	Différences sur réalisation d'immobilisations	0,00
Immobilisations corporelles en cours	0,00	Report à nouveau (1)	-0,07
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées	0,00	Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	26,03
Autres immobilisations corporelles	3,98	Subventions transférables	0,00
Total immobilisations corporelles (nettes)	**780,65**	Subventions non transférables	0,00
Immobilisations financières	**0,00**	Droits de l'affectant, du concédant, de l'affermant et du remettant	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**780,65**	Provisions réglementées	0,00
Stocks	0,00	**TOTAL FONDS PROPRES**	**25,95**
Créances	20,02	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	**0,00**
Valeurs mobilières de placement	0,00	**Dettes financières à long terme**	**832,11**
Disponibilités	69,06	Fournisseurs (2)	11,67
Autres actifs circulant	0,00	Autres dettes à court terme	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**89,08**	**Total des dettes à court terme**	**11,67**
Comptes de régularisation	**0,00**	**TOTAL DETTES**	**843,78**
		Comptes de régularisation	**0,00**
TOTAL ACTIF	**869,74**	**TOTAL PASSIF**	**869,74**

(1)Déduction faite des amortissements et dépréciations
(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice N+1

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES	I
Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)	**F**

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	166,12	
Autres produits		
Transferts de charges		
Produits courants non financiers	166,12	
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	84,97	0,07
Participations et interventions	0,19	
Dotations aux amortissements et provisions	44,65	
Autres charges		
Charges courantes non financières	129,81	0,07
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**36,31**	**-0,07**
Produits courants financiers		
Charges courantes financières	10,28	
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-10,28**	
RESULTAT COURANT	**26,03**	**-0,07**
Produits exceptionnels		
Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**26,03**	**-0,07**

II – EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	A

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'exploitation ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état D1.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires ;
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.1

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 011	Charges à caractère général	89 754,00	50 073,92	11 674,59	61 748,51	68,80	0,00
Chapitre 012	Charges de personnel, frais assimilés	23 225,00	23 224,49	0,00	23 224,49	100,00	0,00
Chapitre 014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	1 097,16	186,70	0,00	186,70	17,02	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**114 076,16**	**73 485,11**	**11 674,59**	**85 159,70**	**74,65**	**0,00**
Chapitre 66	Charges financières	31 000,00	10 284,02	0,00	10 284,02	33,17	0,00
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 68	Dotations aux provisions et dépréciat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 022	Dépenses imprévues	0,00					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**145 076,16**	**83 769,13**	**11 674,59**	**95 443,72**	***65,79***	**0,00**
Chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*6 201,52*					
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*44 651,00*	*44 651,00*	*0,00*	*44 651,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***50 852,52***	***44 651,00***	***0,00***	***44 651,00***	***87,80***	***0,00***
Total des dépenses d'exploitation de l' exercice		**195 928,68**	**128 420,13**	**11 674,59**	**140 094,72**	**71,50**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**71,32**					
Total des dépenses de la section d' exploitation		**196 000,00**	**128 420,13**	**11 674,59**	**140 094,72**		**0,00**

(1) dépenses engagées non mandatées

(2) ce chapitre n'existe pas en M49

(3) DE 042 = RI 040 ; DE 043 = RE 043

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'EXPLOITATION – VUE D'ENSEMBLE — A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 70	Ventes produits fabriqués, prestations	196 000,00	146 855,59	19 265,42	166 121,01	84,76	0,00
Chapitre 73	Produits issus de la fiscalité(2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**196 000,00**	**146 855,59**	**19 265,42**	**166 121,01**	**84,76**	**0,00**
Chapitre 76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**196 000,00**	**146 855,59**	**19 265,42**	**166 121,01**	**84,76**	**0,00**
Chapitre 042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre 043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
Total des recettes d'exploitation de l' exercice		**196 000,00**	**146 855,59**	**19 265,42**	**166 121,01**	**84,76**	**0,00**
002 Résultat d'exploitation reporté		**0,00**					
Total des recettes de la section d' exploitation		**196 000,00**	**146 855,59**	**19 265,42**	**166 121,01**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées

(2) ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43

(3) RE 042 = DI 040

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

DÉPENSESD'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Mandats émis (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	22 289,00	17 438,43	78,24	2 631,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**22 289,00**	**17 438,43**	**78,24**	**2 631,00**
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	865 120,00	819 857,50	94,77	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**865 120,00**	**819 857,50**	**94,77**	**0,00**
Total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**887 409,00**	**837 295,93**	**94,35**	**2 631,00**
Chapitre *040*	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Chapitre *041*	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**887 409,00**	**837 295,93**	**94,35**	**2 631,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**0,00**			
TOTAL DES DÉPENSES DE LA SECTION D' INVESTISSEMENT		**887 409,00**	**837 295,93**		**2 631,00**

(1) dépenses engagées non mandatées
(2) voir l'état II-D1 pour le détail des opérations d'équipement
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.
(4) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE — II

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a)	Réalisations Titres émis (b)	Taux de réalisation (b /a)	Restes à réaliser (1)
Chapitre 13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	835 000,00	835 000,00	100,00	0,00
Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 18	Compte de liaison : affectat° (BA, régie)(2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
Chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d' investissement		**835 000,00**	**835 000,00**	**100,00**	**0,00**
Chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*6 201,52*			
Chapitre 040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*44 651,00*	*44 651,00*	*100,00*	*0,00*
Chapitre 041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d' investissement		***50 852,52***	***44 651,00***	***87,80***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D' INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE		**885 852,52**	**879 651,00**	**99,30**	**0,00**
001 Solde d'exécution de la section d' investissement reporté		**1 556,48**			
TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**887 409,00**	**879 651,00**		**0,00**

(1) recettes justifiées non titrées
(2) A servir uniquement, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(3) voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers
(4) pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation)
(5) DI 040 = RE 042
(6) DI 041 = RI 041

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	**B1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		3 743,60		3 743,60	
611	Sous-traitance générale		53 219,56		53 219,56	
6156	Maintenance		2 540,00		2 540,00	
6262	Frais de télécommunications		360,00		360,00	
627	Services bancaires et assimilés		1 987,83	102,48	1 885,35	
total chapitre 011	Charges à caractère général	89 754,00	61 850,99	102,48	61 748,51	28 005,49
6215	Personnel affecté par la collectivité de rattachement		23 224,49		23 224,49	
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	23 225,00	23 224,49		23 224,49	0,51
total chapitre 014	Atténuations de produits					
6512	Droits d'utilisation - Informatique en nuage		186,70		186,70	
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante	1 097,16	186,70		186,70	910,46
Total des dépenses de gestion courante		**114 076,16**	**85 262,18**	**102,48**	**85 159,70**	**28 916,46**
66111	Intérêts réglés à l'échéance		2 740,19		2 740,19	
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE		7 543,83		7 543,83	
total chapitre 66	Charges financières	31 000,00	10 284,02		10 284,02	20 715,98
total chapitre 67	Charges exceptionnelles					
total chapitre 68	Dotations aux provisions et aux dépréciations (semi-budgétaires)					
total chapitre 69	Impôts sur les bénéfices et assimilés					
total chapitre 022	Dépenses imprévues					
Total des dépenses réelles d'exploitation		**145 076,16**	**95 546,20**	**102,48**	**95 443,72**	**49 632,44**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*6 201,52*				
6811	*Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles*		*44 651,00*		*44 651,00*	
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*44 651,00*	*44 651,00*		*44 651,00*	
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'exploitation - Vue détaillée	B1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***50 852,52***	***44 651,00***		***44 651,00***	***6 201,52***
Total des dépenses d'exploitation de l'exercice		**195 928,68**	**140 197,20**	**102,48**	**140 094,72**	**55 833,96**
002 Résultat d'exploitation reporté		**71,32**				
Total des dépenses de la section d'exploitation		**196 000,00**	**140 197,20**	**102,48**	**140 094,72**	**55 905,28**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'exploitation - Vue détaillée	B2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 013	Atténuations de charges					
706	Prestations de services		166 121,01		166 121,01	
total chapitre 70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	196 000,00	166 121,01		166 121,01	29 878,99
total chapitre 73	Produits issus de la fiscalité					
total chapitre 74	Subventions d'exploitation					
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante					
Total des recettes de gestion courante		**196 000,00**	**166 121,01**		**166 121,01**	**29 878,99**
total chapitre 76	Produits financiers					
total chapitre 77	Produits exceptionnels					
total chapitre 78	Reprises sur provisions et dépréciations (semi-budgétaires)					
Total des recettes réelles d'exploitation		**196 000,00**	**166 121,01**		**166 121,01**	**29 878,99**
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*					
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'exploitation*					
Total des recettes d'ordre d'exploitation						
Total des recettes d'exploitation de l'exercice		**196 000,00**	**166 121,01**		**166 121,01**	**29 878,99**
002 Résultat d'exploitation reporté						
Total des recettes de la section d'exploitation		**196 000,00**	**166 121,01**		**166 121,01**	**29 878,99**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	**C1**

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
2128	Autres terrains		1 053,00		1 053,00	
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions		13 218,52		13 218,52	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique		3 166,91		3 166,91	
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	22 289,00	17 438,43		17 438,43	4 850,57
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
Total des dépenses d'équipement		**22 289,00**	**17 438,43**		**17 438,43**	**4 850,57**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euro		10 437,50		10 437,50	
16878	Remboursement des autres dettes		809 420,00		809 420,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	865 120,00	819 857,50		819 857,50	45 262,50
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total chapitre 020	Dépenses imprévues					
Total des dépenses financières		**865 120,00**	**819 857,50**		**819 857,50**	**45 262,50**
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des dépenses réelles d'investissement		**887 409,00**	**837 295,93**		**837 295,93**	**50 113,07**
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*					
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Dépenses d'investissement - Vue détaillée	C1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses d'ordre en investissement						
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**887 409,00**	**837 295,93**		**837 295,93**	**50 113,07**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté						
Total des dépenses de la section d'investissement		**887 409,00**	**837 295,93**		**837 295,93**	**50 113,07**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 13	Subventions d'investissement					
1641	Emprunts en euro		835 000,00		835 000,00	
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	835 000,00	835 000,00		835 000,00	
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles					
total chapitre 21	Immobilisations corporelles					
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation ou en concession					
total chapitre 23	Immobilisations en cours					
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves					
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes, régies non personnalisées)					
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations					
total chapitre 27	Autres immobilisations financières					
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers					
Total des recettes réelles d'investissement		**835 000,00**	**835 000,00**		**835 000,00**	
total chapitre 021	*Virement de la section d'exploitation*	*6 201,52*				
28128	*Autres terrains*		*36 418,00*		*36 418,00*	
28135	*Installations générales, agencements, aménagements des constructions*		*7 826,00*		*7 826,00*	
28183	*Matériel de bureau et matériel informatique*		*407,00*		*407,00*	
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*44 651,00*	*44 651,00*		*44 651,00*	
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*					
Total des recettes d'ordre en investissement		***50 852,52***	***44 651,00***		***44 651,00***	***6 201,52***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**885 852,52**	**879 651,00**		**879 651,00**	**6 201,52**

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
Recettes d'investissement - Vue détaillée	C2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		1 556,48				
Total des recettes de la section d'investissement		887 409,00	879 651,00		879 651,00	7 758,00

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	II
OPERATIONS D'EQUIPEMENT - DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES	D

Cet état ne contient pas d'information.

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais d'études, de R et D				
Concessions, brevets,licences,marques,droits et valeurs similaires				
Fonds commercial, droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
1) En toute propriété				
Terrains	729 428,02	36 418,00	693 010,02	728 375,02
Constructions	91 484,52	7 826,00	83 658,52	78 266,00
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Oeuvres d'art				
Autres immobilisations corporelles	4 389,41	407,00	3 982,41	1 222,50
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations affectées à un service non personnalisé				
Immobilisations mises en concession ou à disposition et immobilisations affectées				
2) Reçues au titre d'une mise à disposition				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage techniques				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
3) Reçues en affectation ou en concession				
Terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations, matériels et outillage technique				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres créances				
TOTAL I	**825 301,95**	**44 651,00**	**780 650,95**	**807 863,52**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances				
Créances				
Créances d'exploitation				
Clients et comptes rattachés	19 265,42		19 265,42	
Créances irrécouvrables admises en non valeur				
Autres	753,00		753,00	161 587,00
Créances diverses				
Créances sur l'état et les collectivités publiques				

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	NET	NET
Créances sur les budgets annexes ou le budget principal				
Opérations pour le compte de tiers (créances)				
Autres créances				809 420,00
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	**69 064,98**		**69 064,98**	**9 914,42**
Avances de trésorerie				
Charges constatées d'avance				
TOTAL II	**89 083,40**		**89 083,40**	**980 921,42**
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				
Dépenses à classer et à régulariser	1,54		1,54	
Écarts de conversion - Actif				
TOTAL III	**1,54**		**1,54**	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	**914 386,89**	**44 651,00**	**869 735,89**	**1 788 784,94**

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds internes		
Dotations		
Mise à disposition (chez le bénéficiaire)		
Affectation (par la collectivité de rattachement)		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau (1)	-71,32	
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1) (2)	26 026,29	-71,32
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds		
Fonds globalisés		
Droits de l'affectant		
TOTAL I	**25 954,97**	**-71,32**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL II		
DETTES		
Dettes financières		
Emprunts obligataires		
Emprunts auprès des établissements de crédit	832 106,33	
Emprunts et dettes financières divers		809 420,00
Crédits et lignes de trésorerie		10 000,00
Avances		
Dettes d'exploitation		
Fournisseurs et comptes rattachés	11 674,59	

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Bilan (en euros)	A

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Dettes fiscales et sociales		
Autres		
Dettes diverses		
Fournisseurs d'immobilisations		969 436,22
Dettes envers l'État et les collectivités publiques		
Dettes fiscales (impôts sur les bénéfices)		
Dettes envers les budgets annexes ou le budget principal		
Opérations pour le compte de tiers (dettes)		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
TOTAL III	**843 780,92**	**1 788 856,22**
COMPTES DE RÉGULARISATION		
Recettes à classer ou à régulariser		0,04
Écart de conversion - Passif		
TOTAL IV		**0,04**
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**869 735,89**	**1 788 784,94**

(1) Précédé du signe moins en cas de déficit
(2) Égal au résultat de l'exercice apparaissant en section d'exploitation (tableau I-B)

III – ÉTATS FINANCIERS

III

Compte de résultat (en euros)

B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue		
Prestations de services	*166 121,01*	
Divers		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits issus de la fiscalité		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits		
TOTAL I	**166 121,01**	
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	84 973,00	71,32
Impôts, taxes, et versements assimilés		
Sur rémunérations		
Autres		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Dotations aux amortissements sur immobilisations	*44 651,00*	
Dotations aux dépréciations des immobilisations		
Dotations aux dépréciations des actifs circulants		

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Compte de résultat (en euros) | B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Autres charges	186,70	
TOTAL II	**129 810,70**	**71,32**
A - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**36 310,31**	**-71,32**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produits net sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	10 284,02	
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	**10 284,02**	
B - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	**-10 284,02**	
A + B - RÉSULTAT COURANT	**26 026,29**	**-71,32**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations		
Reprises sur dépréciations et provisions		

III – ÉTATS FINANCIERS	III
Compte de résultat (en euros)	B

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
Transferts de charges		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations		
Sur opérations en capital		
Valeur comptable des immobilisations cédées		
Autres opérations		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI		
C - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Impôts sur les bénéfices (VII)		
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	**166 121,01**	
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)	**140 094,72**	**71,32**
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	**26 026,29**	**-71,32**

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
119	Report à nouveau (solde débiteur)			71,32				71,32		71,32	
	Sous Total compte 11			**71,32**				**71,32**		**71,32**	
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou pert	71,32			71,32			71,32	71,32		
	Sous Total compte 12	**71,32**			**71,32**			**71,32**	**71,32**		
1641	Emprunts en euro					10 437,50	835 000,00	10 437,50	835 000,00		824 562,50
	Sous Total compte 164					**10 437,50**	**835 000,00**	**10 437,50**	**835 000,00**		**824 562,50**
16878	Remboursement des autres dettes		809 420,00			809 420,00		809 420,00	809 420,00		
	Sous Total compte 1687		**809 420,00**			**809 420,00**		**809 420,00**	**809 420,00**		
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des				7 543,83				7 543,83		7 543,83
	Sous Total compte 1688				**7 543,83**				**7 543,83**		**7 543,83**
	Sous Total compte 168		**809 420,00**		**7 543,83**	**809 420,00**		**809 420,00**	**816 963,83**		**7 543,83**
	Sous Total compte 16		**809 420,00**		**7 543,83**	**819 857,50**	**835 000,00**	**819 857,50**	**1 651 963,83**		**832 106,33**
	Total classe 1	**71,32**	**809 420,00**	**71,32**	**7 615,15**	**819 857,50**	**835 000,00**	**820 000,14**	**1 652 035,15**	**71,32**	**832 106,33**
2128	Autres terrains	728 375,02				1 053,00		729 428,02		729 428,02	
	Sous Total compte 212	**728 375,02**				**1 053,00**		**729 428,02**		**729 428,02**	
2135	Installations générales, agencements, am	78 266,00				13 218,52		91 484,52		91 484,52	
	Sous Total compte 213	**78 266,00**				**13 218,52**		**91 484,52**		**91 484,52**	
2183	Matériel de bureau et matériel informati	1 222,50				3 166,91		4 389,41		4 389,41	
	Sous Total compte 218	**1 222,50**				**3 166,91**		**4 389,41**		**4 389,41**	
	Sous Total compte 21	**807 863,52**				**17 438,43**		**825 301,95**		**825 301,95**	
28128	Autres terrains						36 418,00		36 418,00		36 418,00

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2812						**36 418,00**		**36 418,00**		**36 418,00**
28135	Installations générales, agencements, am						7 826,00		7 826,00		7 826,00
	Sous Total compte 2813						**7 826,00**		**7 826,00**		**7 826,00**
28183	Matériel de bureau et matériel informati						407,00		407,00		407,00
	Sous Total compte 2818						**407,00**		**407,00**		**407,00**
	Sous Total compte 281						**44 651,00**		**44 651,00**		**44 651,00**
	Sous Total compte 28						**44 651,00**		**44 651,00**		**44 651,00**
	Total classe 2	**807 863,52**				**17 438,43**	**44 651,00**	**825 301,95**	**44 651,00**	**825 301,95**	**44 651,00**
4011	Fournisseurs			57 574,10	57 574,10			57 574,10	57 574,10		
	Sous Total compte 401			**57 574,10**	**57 574,10**			**57 574,10**	**57 574,10**		
4041	Fournisseurs d'immobilisations		969 436,22	990 362,34	20 926,12			990 362,34	990 362,34		
	Sous Total compte 404		**969 436,22**	**990 362,34**	**20 926,12**			**990 362,34**	**990 362,34**		
408	Fournisseurs - Factures non parvenues				11 674,59				11 674,59		11 674,59
	Sous Total compte 40		**969 436,22**	**1 047 936,44**	**90 174,81**			**1 047 936,44**	**1 059 611,03**		**11 674,59**
411	Clients			128 106,90	128 106,90			128 106,90	128 106,90		
418	Clients - Produits non encore facturés			19 265,42				19 265,42		19 265,42	
	Sous Total compte 41			**147 372,32**	**128 106,90**			**147 372,32**	**128 106,90**	**19 265,42**	
4431	Dépenses			23 224,49	23 224,49			23 224,49	23 224,49		
	Sous Total compte 443			**23 224,49**	**23 224,49**			**23 224,49**	**23 224,49**		
44551	TVA à décaisser			19 030,00	19 030,00			19 030,00	19 030,00		
	Sous Total compte 4455			**19 030,00**	**19 030,00**			**19 030,00**	**19 030,00**		
44562	TVA sur immobilisations			3 489,00	3 489,00			3 489,00	3 489,00		

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

III

C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44566	TVA sur autres biens et services			7 628,38	7 628,38			7 628,38	7 628,38		
44567	Crédit de TVA à reporter			13 645,00	12 892,00			13 645,00	12 892,00	753,00	
	Sous Total compte 4456			**24 762,38**	**24 009,38**			**24 762,38**	**24 009,38**	**753,00**	
44571	TVA collectée			29 373,52	29 373,52			29 373,52	29 373,52		
	Sous Total compte 4457			**29 373,52**	**29 373,52**			**29 373,52**	**29 373,52**		
44583	Remboursement de taxes sur le chiffre d'	161 587,00			161 587,00			161 587,00	161 587,00		
	Sous Total compte 4458	**161 587,00**			**161 587,00**			**161 587,00**	**161 587,00**		
	Sous Total compte 445	**161 587,00**		**73 165,90**	**233 999,90**			**234 752,90**	**233 999,90**	**753,00**	
	Sous Total compte 44	**161 587,00**		**96 390,39**	**257 224,39**			**257 977,39**	**257 224,39**	**753,00**	
46711	Autres comptes créditeurs			809 420,00	809 420,00			809 420,00	809 420,00		
	Sous Total compte 4671			**809 420,00**	**809 420,00**			**809 420,00**	**809 420,00**		
46721	Débiteurs divers - Amiable	809 420,00			809 420,00			809 420,00	809 420,00		
	Sous Total compte 4672	**809 420,00**			**809 420,00**			**809 420,00**	**809 420,00**		
	Sous Total compte 467	**809 420,00**		**809 420,00**	**1 618 840,00**			**1 618 840,00**	**1 618 840,00**		
	Sous Total compte 46	**809 420,00**		**809 420,00**	**1 618 840,00**			**1 618 840,00**	**1 618 840,00**		
4711	Versements des régisseurs			175 318,45	175 318,45			175 318,45	175 318,45		
4713	Recettes perçues avant émission des titr			1 669 582,50	1 669 582,50			1 669 582,50	1 669 582,50		
	Sous Total compte 471			**1 844 900,95**	**1 844 900,95**			**1 844 900,95**	**1 844 900,95**		
4721	Dépenses réglées sans mandatement préala			13 595,19	13 595,19			13 595,19	13 595,19		
4728	Autres dépenses à régulariser			16 370,81	16 370,81			16 370,81	16 370,81		
	Sous Total compte 472			**29 966,00**	**29 966,00**			**29 966,00**	**29 966,00**		
4784	Arrondis sur déclaration de TVA		0,04	1,66	0,08			1,66	0,12	1,54	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 478		**0,04**	**1,66**	**0,08**			**1,66**	**0,12**	**1,54**	
	Sous Total compte 47		**0,04**	**1 874 868,61**	**1 874 867,03**			**1 874 868,61**	**1 874 867,07**	**1,54**	
	Total classe 4	**971 007,00**	**969 436,26**	**3 975 987,76**	**3 969 213,13**			**4 946 994,76**	**4 938 649,39**	**20 019,96**	**11 674,59**
515	Compte au trésor	9 004,42		2 143 039,71	2 083 889,15			2 152 044,13	2 083 889,15	68 154,98	
51921	Avances de trésorerie de la collectivité		10 000,00	172 500,00	162 500,00			172 500,00	172 500,00		
	Sous Total compte 5192		**10 000,00**	**172 500,00**	**162 500,00**			**172 500,00**	**172 500,00**		
	Sous Total compte 519		**10 000,00**	**172 500,00**	**162 500,00**			**172 500,00**	**172 500,00**		
	Sous Total compte 51	**9 004,42**	**10 000,00**	**2 315 539,71**	**2 246 389,15**			**2 324 544,13**	**2 256 389,15**	**68 154,98**	
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	910,00						910,00		910,00	
	Sous Total compte 541	**910,00**						**910,00**		**910,00**	
	Sous Total compte 54	**910,00**						**910,00**		**910,00**	
580	Opérations d'ordre budgétaire			44 651,00	44 651,00			44 651,00	44 651,00		
	Sous Total compte 58			**44 651,00**	**44 651,00**			**44 651,00**	**44 651,00**		
	Total classe 5	**9 914,42**	**10 000,00**	**2 360 190,71**	**2 291 040,15**			**2 370 105,13**	**2 301 040,15**	**69 064,98**	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équi					3 743,60		3 743,60		3 743,60	
	Sous Total compte 606					**3 743,60**		**3 743,60**		**3 743,60**	
	Sous Total compte 60					**3 743,60**		**3 743,60**		**3 743,60**	
611	Sous-traitance générale					53 219,56		53 219,56		53 219,56	
6156	Maintenance					2 540,00		2 540,00		2 540,00	
	Sous Total compte 615					**2 540,00**		**2 540,00**		**2 540,00**	
	Sous Total compte 61					**55 759,56**		**55 759,56**		**55 759,56**	
6215	Personnel affecté par la collectivité de					23 224,49		23 224,49		23 224,49	

III – ÉTATS FINANCIERS | III

Balance des comptes | C

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 621					**23 224,49**		**23 224,49**		**23 224,49**	
6262	Frais de télécommunications					360,00		360,00		360,00	
	Sous Total compte 626					**360,00**		**360,00**		**360,00**	
627	Services bancaires et assimilés					1 987,83	102,48	1 987,83	102,48	1 885,35	
	Sous Total compte 62					**25 572,32**	**102,48**	**25 572,32**	**102,48**	**25 469,84**	
6512	Droits d'utilisation - Informatique en n					186,70		186,70		186,70	
	Sous Total compte 651					**186,70**		**186,70**		**186,70**	
	Sous Total compte 65					**186,70**		**186,70**		**186,70**	
66111	Intérêts réglés à l'échéance					2 740,19		2 740,19		2 740,19	
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE					7 543,83		7 543,83		7 543,83	
	Sous Total compte 6611					**10 284,02**		**10 284,02**		**10 284,02**	
	Sous Total compte 661					**10 284,02**		**10 284,02**		**10 284,02**	
	Sous Total compte 66					**10 284,02**		**10 284,02**		**10 284,02**	
6811	Dotations aux amortissements sur immobil					44 651,00		44 651,00		44 651,00	
	Sous Total compte 681					**44 651,00**		**44 651,00**		**44 651,00**	
	Sous Total compte 68					**44 651,00**		**44 651,00**		**44 651,00**	
	Total classe 6					**140 197,20**	**102,48**	**140 197,20**	**102,48**	**140 094,72**	
706	Prestations de services						166 121,01		166 121,01		166 121,01
	Sous Total compte 70						**166 121,01**		**166 121,01**		**166 121,01**
	Total classe 7						**166 121,01**		**166 121,01**		**166 121,01**
	Total général	**1 788 856,26**	**1 788 856,26**	**6 336 249,79**	**6 267 868,43**	**977 493,13**	**1 045 874,49**	**9 102 599,18**	**9 102 599,18**	**1 054 552,93**	**1 054 552,93**

État des Contrôles du Compte Financier

L’état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d’anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l’exécution budgétaire.

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

Date d'édition : 10/03/2026

Comptable(s)		Ayant exercé au cours de la gestion	
MME PEGGY JACQUARD	du 01/01/2025	au 10/03/2026	

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

DINDINAUD Clement (1046948318-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE LA HAUTE-SAVOIE, le 11/03/2026**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

JACQUARD Peggy (1018524447-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe **A SALLANCHES, le 12/03/2026**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

REGLEMENT D'UTILISATION ET D'ENTRETIEN

Route forestière du Châtelard - Col de Voza

VERSION MODIFIEE
COPIL DU 18/12/2025

DELIBERATIONS

PASSY : N° - DATE TELETRANSMISSION

LES HOUCHES : N° - DATE TELETRANSMISSION

SAINT GERVAIS : N° - DATE TELETRANSMISSION

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

Ce présent règlement vise à fixer les règles de circulation des véhicules à moteur, d'utilisation, et d'entretien de la route forestière du Châtelard - Col de Voza.

Cette route a été aménagée afin de permettre la desserte multifonctionnelle des massifs de Tête Noire, de La Charme et du Prarion.

Elle dessert les forêts communales de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES.

Les Communes ont pris des arrêtés de circulation sur la route forestière comme suit :

Passy : arrêté n° -------- du ----------

Les Houches : arrêté n°-------du ----------

Saint Gervais : arrêté n° -------du --------

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1, OBJET DU REGLEMENT :

Le présent règlement porte sur la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza» dont le tracé est défini en annexe 1.

Il a pour objet de définir les modalités d'utilisation des véhicules à moteur et d'entretien, ainsi que les règles de circulation de la route forestière permettant l'accès aux massifs de Tête Noire, de La Charme et du Prarion.

ARTICLE 2, PARTIES CONTRACTANTES :

Le présent règlement est établi entre les communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES.

Le règlement à vocation à s'appliquer à l'ensemble des usagers expressément autorisés à utiliser la route forestière.

ARTICLE 3, DUREE D'APPLICATION :

Ce présent règlement est valable un an, à compter de la date de signature par l'ensemble des parties.

Sauf disposition contraire formulée par une des parties contractantes définies à l'article 2, ce présent règlement sera reconduit annuellement par tacite reconduction.

Ce présent règlement ne pourra être modifié que par un avenant signé par toutes les parties.

CHAPITRE 2 : REGLEMENT DE CIRCULATION DES VEHICULES A MOTEUR

ARTICLE 4, CONDITIONS D'OUVERTURE :

La route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza», faisant l'objet de ce présent règlement, est un chemin d'exploitation au titre des articles L.162-2 et 3 du Code de la Voirie Routière, et L.162-1 et suivants du Code Rural et de la pêche maritime qui dessert en majorité des parcelles appartenant aux communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS, et des HOUCHES. A ce titre, et compte tenu des engagements pris par ces communes pour l'entretien de la route forestière sus-citée (voir chapitre 4 de ce présent règlement), la décision d'ouvrir ou de fermer cette voie à la circulation publique est une décision conjointe des communes.

Par ce présent règlement, les communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS, et des HOUCHES décident unanimement, et pendant la durée prévue à l'article 3, l'ouverture à la circulation pour la gestion et l'exploitation des massifs de Tête Noire, de la Charme et du Prarion, ainsi que pour la circulation des ayants droit, l'accès à des chantiers en altitude par des entreprises, la livraison de denrées alimentaires pour les restaurants d'altitude

ARTICLE 5, CONDITIONS DE FERMETURE :

En corollaire à l'article 4 de ce présent règlement, les communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS, et des HOUCHES décident unanimement et pendant la durée prévue à l'article 3, la fermeture à la circulation sauf ayant-droit et utilisateurs ponctuels tel que définis à l'article 6.

ARTICLE 6, CONDITIONS DE FERMETURE EXCEPTIONNELLE :

La route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza » pourra être totalement fermée à la circulation sur décision conjointe des communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES afin d'éviter toute dégradation.

De plus, la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza» pourra être fermée en cas d'exploitation forestière particulière le nécessitant compte tenu des règles de sécurité (exploitation par câble par exemple).

Par temps de pluie ou autres intempéries et pendant les 48 heures suivantes, la route forestière sera interdite aux véhicules de plus de 3,5 tonnes. Un panneau de signalisation, faisant référence à l'arrêté municipal, indiquera cette interdiction.

ARTICLE 7 : DEROGATION :

Les interdictions de circulation définies aux articles 5 et 6 de ce présent règlement ne s'appliquent pas aux véhicules autorisés spécifiés dans les arrêtés de fermetures.

CHAPITRE 3 : REGLEMENT D'UTILISATION

ARTICLE 8 :

Les dispositions prévues par ce présent chapitre s'appliquent dans le cadre des conditions d'ouverture à la circulation de la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza », définies à l'article 4 de ce présent règlement.

SECTION A : DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES UTILISATEURS

ARTICLE 9 :

Une demande d'autorisation de circuler sur la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza », devra être adressée soit à la commune de PASSY, soit à celle de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS, soit à celle des HOUCHES selon le lieu d'entrée sur la route forestière, et en indiquant le lieu où le demandeur souhaite accéder :

➔ Pour les ayants-droits :

Une autorisation nominative d'une durée de 5 ans sera délivrée sur présentation des justificatifs demandés, pour circuler et/ou stationner sur une partie de la route. Le lieu-dit par lequel l'ayant droit accèdera à la route forestière sera précisé sur l'autorisation de circulation. Ce dernier est autorisé à emprunter uniquement la portion de la route permettant l'accès à sa propriété. Toute circulation ou stationnement en dehors de cet itinéraire pourra être verbalisé en cas de contrôle, conformément aux arrêtés municipaux cités ci-dessus.

Sont considérés comme ayant droit : les propriétaires ou locataires de parcelles bâties à usage d'habitation ou à usage commercial ainsi que les agriculteurs exploitant des parcelles desservies par la route forestière.

➔ Pour les utilisateurs occasionnels : (entreprises, livreurs, particuliers)

Une autorisation nominative provisoire sera délivrée sur présentation des justificatifs demandés, pour circuler et/ou stationner sur une partie de la route. Le lieu-dit par lequel l'utilisateur accèdera à la route forestière sera précisé sur l'autorisation de circulation. Ce dernier est autorisé à emprunter uniquement la portion de la route permettant l'accès à son activité en respectant les critères définis à l'article 10. Toute circulation ou stationnement en dehors de cet itinéraire pourra être verbalisé en cas de contrôle conformément aux arrêtés municipaux cités ci-dessus.

L'autorisation de circulation se présente sous forme d'une carte de couleur jaune qui doit être apposée de manière visible dans le véhicule pour permettre le contrôle.

En cas de contrôle, les utilisateurs devront présenter leur autorisation et pièce d'identité.

ARTICLE 10 :

L'utilisation de la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza» doit se faire exclusivement par des engins à pneus 4 roues motrices au minimum pour les voitures et camions

Les véhicules doivent prendre les virages à l'extérieur pour éviter les arrachements du revêtement

L'usage de chaînes métalliques est interdit sauf dérogation délivrée par les communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES sur avis de l'Office National des Forêts.

Un plan de circulation adapté sera établi en cas de besoin.

SECTION B : DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES, APPLICABLES AUX OPERATEURS

INTERVENANT POUR DES CHANTIERS D'EXPLOITATION FORESTIERE

ARTICLE 11 :

La traîne de bois sur la route forestière est interdite sauf dérogation exceptionnelle délivrée par les communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES sur avis de l'Office National des Forêts.

ARTICLE 12 :

Les communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES devront être averties au plus tard 10 jours avant le début de toute opération d'abattage/façonnage et débardage/débusquage de grumes empruntant la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza».

ARTICLE 13 :

Dans le cas d'un chantier d'exploitation forestière, les bois coupés ne devront en aucun cas entraver la circulation sur la route forestière sauf cas évoqués dans l'article 6.

ARTICLE 14, POUR LES FORETS RELEVANT DU REGIME FORESTIER :

Un état des lieux contradictoire sera établi par l'Office National des Forêts, avant toute exploitation, en présence de représentants des communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES.

1° Pour les bois vendus « en bloc et sur pieds » ou « sur pieds à la mesure », l'Office National des Forêts sera chargé, dans le cadre du Régime Forestier, de faire appliquer ce présent règlement auprès des acheteurs (scieurs, exploitants, …).

2° Pour les bois vendus « à la mesure façonné », le prestataire chargé du suivi de l'exploitation aura la charge de faire appliquer ce présent règlement auprès des entrepreneurs de travaux forestiers et des transporteurs.

ARTICLE 15, POUR LES FORETS APPARTENANT A DES PROPRIETAIRES PRIVES :

L'opérateur retenu par le propriétaire pour la mise en vente (expert forestier, coopérative) aura la charge de communiquer ce présent règlement.

ARTICLE 16 :

Dans le délai de 10 jours fixé à l'article 12 de ce présent règlement, un état des lieux, par constat d'huissier à la charge de l'opérateur, sera établi avant tout opération d'abattage/façonnage et débardage/débusquage de grumes empruntant la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza».

Un exemple d'état des lieux contradictoire est disponible en annexe de ce présent règlement.

SECTION C : DISPOSITIONS SUPPLEMENTAIRES, APPLICABLES AUX OPERATEURS

INTERVENANT POUR DES CHANTIERS AUTRES QUE L'EXPLOITATION FORESTIERE

ARTICLE 17 :

Les communes de PASSY, de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS et des HOUCHES devront être averties au plus tard 10 jours avant le début de chaque opération ou chantier empruntant la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza».

ARTICLE 18 :

Dans le délai de 10 jours fixés à l'article 12 de ce présent règlement, un état des lieux, par constat d'huissier à la charge du demandeur, sera établi avant chaque opération ou chantier empruntant la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza».

CHAPITRE 4 : REGLEMENT D'ENTRETIEN

SECTION A : CONCERNANT LES « TRAVAUX D'ENTRETIEN COURANT »

ARTICLE 19, DEFINITION :

Par opposition aux « travaux d'entretien exceptionnels », les « travaux d'entretien courant » sont récurrents et destinés à remettre en état la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza» du fait d'une utilisation respectueuse mais régulière, et qui ne sont pas directement imputables ni à un évènement climatique extraordinaire (avalanche, glissement de terrain, …) ni à une dégradation manifeste d'un des utilisateurs.

Ces « travaux d'entretien courant » comprennent :

a. La maîtrise de la végétation sur les talus amont et aval (débroussaillement manuel ou mécanique).
b. L'entretien des systèmes d'écoulement des eaux
    - □ Curage des fossés ;
    - □ Curage des buses ;
    - □ Curage des traversées d'eau ;
    - □ Curage des radiers.
c. Le reprofilage « ponctuel » de la bande de roulement.
d. Le dégagement des pierres tombées sur la bande de roulement.
e. Le comblement des trous en formation.

ARTICLE 20 :

Les coûts des travaux d'entretien courant seront pris en charge par un marché réservé à une entreprise d'insertion.

Il est précisé que les entreprises accédant à des chantiers en altitude et les livreurs des restaurants d'altitude utilisant la route forestière Châtelard-Col de Voza devront participer aux frais d'entretien courant de la route forestière, selon la clé suivante :

- Chantier ou livraison ponctuelle =100 € TTC
- Chantier ou livraisons récurrentes = 100 € TTC/jour d'autorisation de circulation
- Chantier ou utilisation d'une durée de plus d'un mois = 1 000 € TTC/mois d'autorisation de circulation par entreprise par chantier

Le reliquat du coût des travaux sera pris en charge par les communes selon la clé de répartition suivante :

- Commune de PASSY : 37.3 %
- Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS : 46.2 %
- Commune des HOUCHES : 16.5 %

La signature de ce présent règlement par les parties contractantes fait office d'engagement pour la durée d'application définie à l'article 3.

SECTION B : CONCERNANT LES « TRAVAUX D'ENTRETIENS EXCEPTIONNELS »

ARTICLE 21, DEFINITION :

En corollaire à l'article 19, « les travaux d'entretiens exceptionnels » ne sont pas des travaux récurrents.

Ils sont qualifiés « d'exceptionnels » compte tenu de leur effet jugé « déstructurant » sur la route forestière dite « du Châtelard-Col de Voza»

ARTICLE 22 :

Si les « travaux d'entretiens exceptionnels » sont nécessaires du fait d'un évènement extraordinaire, non imputable à une dégradation manifeste d'un des utilisateurs (avalanche, glissement de terrain, …), les coûts de ces travaux seront pris en charge par les communes dans les conditions suivantes :

- Commune de PASSY : 37.3 %
- Commune de SAINT-GERVAIS-LES-BAINS : 46.2 %
- Commune des HOUCHES : 16.5 %

Le mode de consultation sera validé en COPIL suivant la nature des travaux.

Une commande spécifique sera établie le cas échéant.

La signature de ce présent règlement par les parties contractantes fait office d'engagement pour la durée d'application définie à l'article 3.

ARTICLE 23 :

Si les « travaux d'entretiens exceptionnels » sont nécessaires du fait d'une dégradation manifeste d'un des utilisateurs, les coûts de remise en état seront à la charge du responsable de la dégradation.

ARTICLE 24 :

Dans le cas d'une dégradation manifeste due à un chantier d'exploitation forestière, constatée en application de l'article 16 de ce présent règlement, le(s) propriétaire(s) privé(s) et/ou public(s) à l'origine de la vente sera (seront) désigné(s) responsable(s) et tenu(s), au titre de l'article 23, de procéder à la remise en état à ses (leurs) frais.

Charge au(x) propriétaire(s) de s'organiser pour le remboursement compte tenu des règles en vigueur.

L'utilisateur	*Mairie des Houches*	*Mairie de Passy*	*Mairie de Saint Gervais*
	Madame le Maire	*Monsieur le Maire*	*Monsieur le Maire*
	Ghislaine Bossonney	*Raphaël Castera*	*Jean Marc Peillex*

LES HOUCHES
MONT-BLANC
MAIRIE

CONVENTION
DE MISE A DISPOSITION D'UN TERRAIN COMMUNAL

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La **Commune des Houches**, sise 1 Place de la Mairie, à Les Houches (74310), représentée par son Maire en exercice, Monsieur Stéphane LAGARDE, dûment habilité par délibération n° 26.XXX du Conseil Municipal réuni le 05 juin 2026,

Ci-après dénommée « la Commune »

d'une part

ET

L'Association Mont Blanc Fermes Péda, dont le siège social est situé 127 Montée Jacques BALMAT – 74400 CHAMONIX, représentée par Madame Daphné IATROPOULOS, dûment habilitée à signer,

Ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

En 2024 et 2025, une convention avait été conclue avec l'Association pour la mise à disposition d'une parcelle communale afin d'initier un protocole de recherche pour la lutte contre la propagation de la renouée du Japon. Cette étude avait fait l'objet d'un avis favorable de la part de La Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et était soutenue par l'ISARA – école d'ingénieurs en agronomie, agroalimentaire et environnement.

L'Association a fait part à la Commune du succès de cette première étape de recherches et souhaite pouvoir renouveler l'expérience sur le même terrain communal, domaine privé de la Commune. Il est situé au lieu-dit « Sous Les Crêts », cadastré section A sous le n° 2152. Totalement envahi par la renouée, il connaît des risques de propagation du fait de sa proximité avec l'Arve.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Commune met à la disposition de l'Association, à titre gratuit, le terrain situé au lieu-dit « Sous les Crêts » cadastré section A sous le numéro 2152.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention est consentie pour la période du 08 juin au 30 novembre 2026 en fonction de la pousse de la renouée et des conditions météorologiques.

Elle est acquise à titre précaire et est révocable à tout moment sans indemnité pour des motifs d'intérêt général.

En outre, l'Association est informée qu'une partie de la parcelle cadastrée section A n°2152 fait aujourd'hui l'objet d'une promesse de vente pour 371 m² (voir projet de division annexe 2 – parcelle notée 2152p1).
En conséquence, l'Association ne pourra s'opposer à la pénétration sur ladite partie de personnes mandatées ou autorisées par la Commune (géomètres, entreprises, etc.).
Par ailleurs, en cas de réalisation de la promesse de vente, la présente convention sera résiliée de plein droit après que l'Association en ait été informée par LRAR au minimum 2 semaines au préalable.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DU TERRAIN

Le terrain est mis à disposition de l'Association par la Commune pour lui permettre de poursuivre son protocole de recherche pour la lutte contre la propagation de la renouée du Japon.

Dans ces conditions, l'Association s'engage à n'utiliser le terrain expressément mis à sa disposition qu'à l'usage ci-dessus défini, et s'engage à le restituer dans son état initial et à la date convenue.

L'Association y implantera notamment des parcs démontables destinés à accueillir 6 cochons.

ARTICLE 4 : ASSURANCES

L'Association devra s'assurer contre tous les risques pouvant résulter de ses activités et de son occupation en analogie à une location (responsabilité civile, incendie, etc…). La Société transmet son attestation d'assurance à la Commune. Cette attestation est annexée à la présente convention. En cas de sinistre, il conviendra d'aviser impérativement la Commune, en donnant une copie du dossier de déclaration effectuée auprès de l'assureur de la Société, à la Commune des Houches.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

La présente convention est conclue intuitu personae ; l'Association reconnaît qu'il lui est interdit de mettre à disposition le terrain au profit d'un tiers quel qu'il soit, quelles que soient les conditions de mise à disposition. L'Association en assume la pleine responsabilité.

ARTICLE 6 : DIFFERENDS ET LITIGES

Tout différend né de l'existence, de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, devra faire l'objet d'une tentative de règlement amiable. A défaut d'accord, il pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Grenoble.

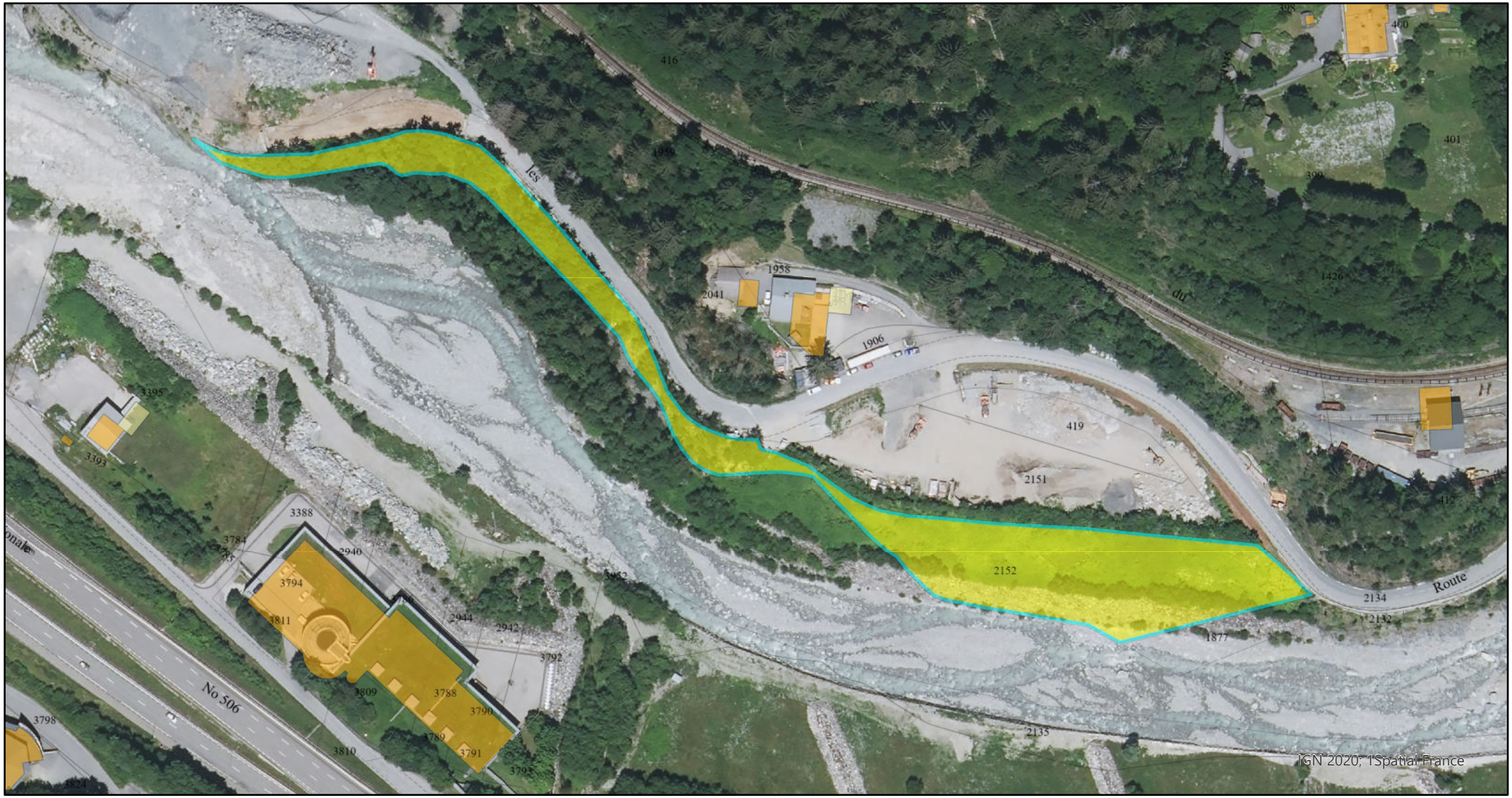
Fait aux Houches, le
En 2 exemplaires

Le Maire
Stéphane LAGARDE

L'Association Mont Blanc Fermes Péda
Madame Daphné IATROPOULOS
Coordinatrice

Annexes :
- *1) Orthophoto situation terrain mis à disposition – 1/1000ème*
- *2) Plan de division*

a4paysage



0 20 40 60 80 m

N

< Commentaire >

Légende

Parcelle

28/03/2024

Géomètre-Expert

TABLEAU DES SIGNATURES		
Nom et prénom	Date	Signature valant accord sur cette division
Commune des HOUCHES		
Copropriété MUNARI		

PROJET DE DIVISION

Projet OAP Sous les Crêts

COMMUNE DES HOUCHES

Lieu-dit : Sous les Crêts

SECTION A

Plan régulier
Planimétrie : système RGF93 cc46

Fond de plan du 20 juillet 2017
Version n°04 du 08 juillet 2025

ORIGINAL

LEGENDE

Projet d'acquisition des parcelles n° 2151p1, 419 et DP1 (propriété de la Commune des HOUCHES et délaissé de la Route sous les Crêts) par la Copropriété MUNARI
parcelle n° 419 = 11a22
parcelle n° 2151p1 = 28a23
parcelle n° 2152p1= 3a71
DP1= 15a90
soit un total de 59a06 en zone 1AUx du PLU

Représentation du plan cadastral ne valant pas limite de propriété
Chaussée
Glissière de sécurité
Marquage au sol
Talus
Bâtiment relevé sur le terrain
Falaise
Division projetée
10.00m Cotation
Zonage du PLU
Zonage du PPR

Tampon divers
Plaque réseau de télécommunications
Feuillu
Panneau indicateur
Coffret électrique
Rocher

Toutes modifications ou reproductions de ce plan, sous forme papier ou informatique, sont strictement interdites.
Seul le plan papier, mentionné "original" et signé du Géomètre-Expert, n'ayant subi aucune modification ni reproduction, engage la responsabilité du cabinet Arpentage et garantit son travail.
Les logos, références et signatures du cabinet Arpentage ne peuvent être mentionnés, utilisés ou reproduits sans une autorisation écrite expresse.

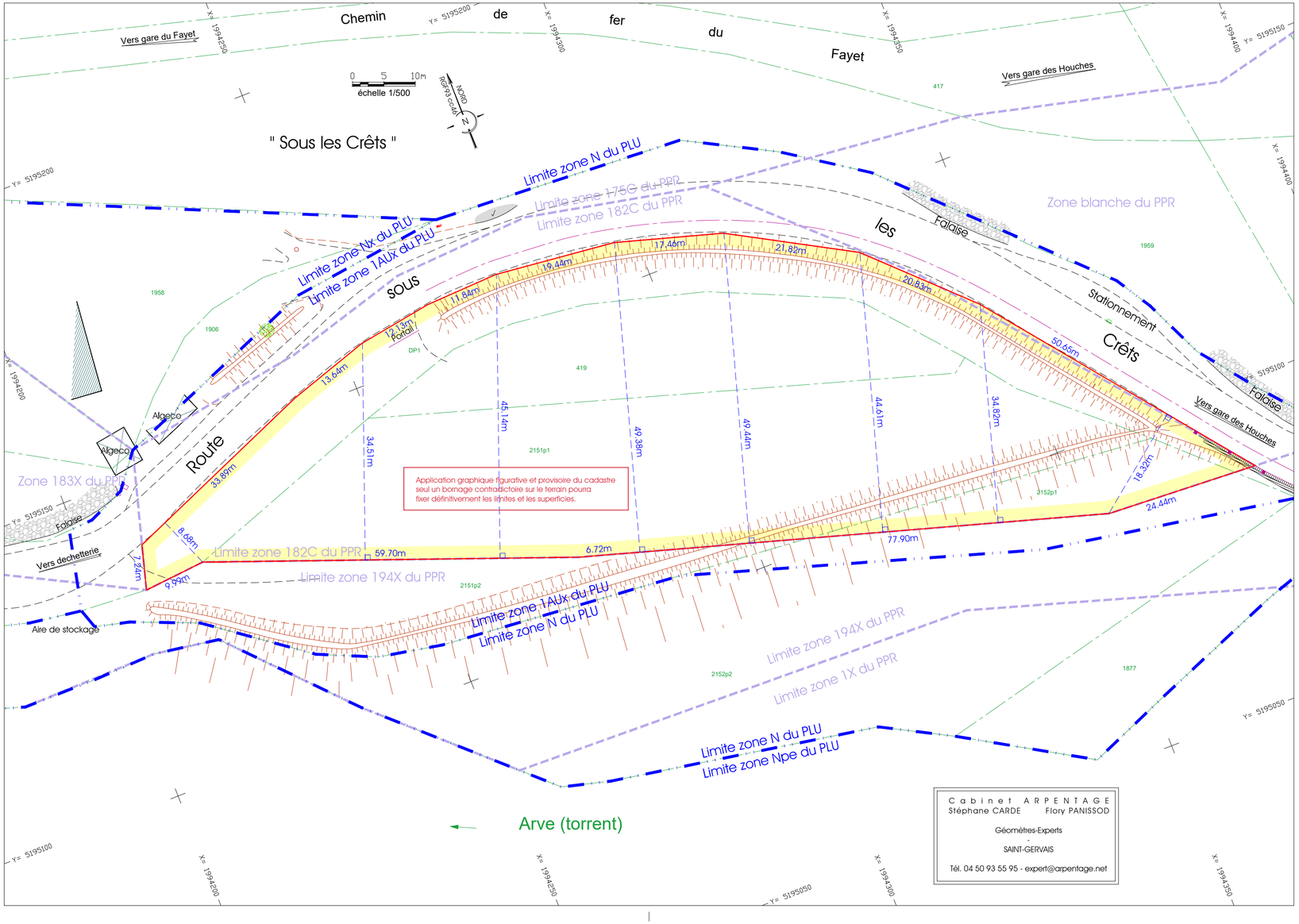
GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

Dossier : 17457-2025
DMPC n°
Fichier : 17457-2025-DIV-V2

Date : 17/07/2025
Modifié le
Géomètre : MF

S.A.R.L. ARPENTAGE - Géomètres Experts
mail : expert@arpentage.net - Tél : 04 50 93 55 95 - Site internet : https://arpentage.net
adresse : 672 avenue de Genève (entrée et parking rue du casino) 74170 SAINT-GERVAIS
SIRET 405 336 223 000 53 TVA CEE FR 94 40 5 336 223

Sauf études particulières, les servitudes de toutes natures, apparentes ou occultes, les conditions de raccordement aux réseaux d'équipement, les limites non reconnues par un procès-verbal sont indiquées sous toutes réserves.



LES HOUCHES
MONT-BLANC
MAIRIE

CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DES HOUCHES ET « l'Association Les Poneys de Bellevarde »

Portant sur la mise à disposition ponctuelle du chalet d'alpage "Grands Bois"

ENTRE

La Commune des Houches, domiciliée 1 place de la Mairie – 74310 LES HOUCHES, représentée par son Maire, Monsieur Stéphane LAGARDE agissant en sa qualité et pour le compte de la Commune, en vertu de la délibération n°26.XXX du Conseil Municipal réuni le 5 juin 2026,

Ci-après dénommée « la Commune »,

d'une part

ET

L'Association « Les Poneys de Bellevarde », domiciliée 965 Route de Bellevarde – 74310 LES HOUCHES, représentée par sa Présidente Madame Béatrice BRESSAND,

Ci-après dénommée « l'Association »,

d'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

L'Association « Les Poneys de Bellevarde » organise des randonnées et activités « nature » autour des poneys.

Dans ce cadre, le 26 avril 2022, une convention a été signée entre la Commune et l'Association afin que cette dernière puisse disposer de façon ponctuelle d'un chalet d'alpage appartenant au domaine privé de la Commune utile pour ses activités estivales. Elle avait été autorisée par la délibération n°21.136 du Conseil Municipal réuni le 17 décembre 2021.

Cette convention étant arrivée à échéance, et suite à la demande de l'Association, il y a lieu de la renouveler.

Dès lors, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Commune met à disposition de l'Association le local suivant : chalet d'alpage des Grands Bois situé sur la parcelle communale cadastrée section C sous le numéro 873 appartenant à son domaine privé.

Cette mise à disposition est ponctuelle et non exclusive, dans la limite de six utilisations par saison estivale. Cette occupation précaire et révocable n'est pas constitutive de droit réel, ni d'aucun bail, notamment rural, commercial ou d'habitation.

Le chalet aura pour seule vocation le stockage de matériel et de l'équipement des poneys lorsque l'Association organise des montées en alpage avec bivouac ou nuit sous la tente.
En aucun cas, le chalet d'alpage mis à disposition ne pourra être utilisé à des fins d'hébergement de personnes.

Il est expressément porté à la connaissance de l'Association que ce chalet, situé en site très isolé, n'est pas accessible par véhicule, et ne dispose d'aucune des viabilités suivantes : eau, électricité, téléphone.
La mise à disposition de ce local est faite sous l'entière responsabilité de l'Association et à ses risques et périls. Elle devra prendre toutes les dispositions utiles pour veiller à la sécurité des biens et des personnes, et la Commune ne pourra être inquiétée. La Commune ne garantit pas la sécurité des accès, ni l'absence de risques naturels ou météorologiques.

L'Association fera son affaire du respect de la réglementation applicable à ses activités, et en aucun cas cette convention ne constitue une quelconque autorisation au-delà de la mise à disposition ponctuelle du local.

La mise à disposition est faite à titre gratuit, justifiée par l'intérêt local présenté par les activités de découverte de la montagne et de sensibilisation à l'environnement.

La Commune se réserve le droit d'utiliser le local pour ses propres besoins. L'Association devra donc prendre contact avec la Mairie afin d'en connaître les disponibilités.

Cette mise à disposition est non cessible, ni par transmission, ni par location.

ARTICLE 2 : ENTRETIEN DU LOCAL

L'Association prendra le local dans son état actuel, déclarant avoir entière connaissance des avantages et défauts du bâtiment et renonce par avance à tout recours envers la Commune.

L'Association « Les Poneys de Bellevarde » s'engage à :

- Assurer l'entretien et le nettoyage du local qui lui est confié,
- Signaler toute défectuosité qui pourrait entraîner des réparations au titre du propriétaire,
- Prendre soin du local. Toute dégradation du local ou du matériel provenant d'une négligence grave de l'Association ou d'un défaut d'entretien (pour le matériel) devra faire l'objet d'une remise en état, aux frais de l'Association,
- Ne pas décider ou réaliser des transformations ou des améliorations du local sans l'accord écrit de la Commune.

ARTICLE 3 : ASSURANCES

L'Association souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires. Elle paiera les primes et cotisations de ces assurances, de façon que la Commune ne puisse, en aucun cas, être inquiétée. Elle devra fournir chaque année à la Commune, la copie de polices d'assurances ainsi que la copie du règlement des primes correspondantes.

ARTICLE 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est fixée à une année à compter de sa date de signature.
Son renouvellement s'effectuera chaque année par reconduction tacite sans pour autant dépasser la durée maximale totale de quatre années.

ARTICLE 5 : NON RESPECT DES OBLIGATIONS

En cas de non-respect de ses obligations par l'Association, la convention pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception annonçant la résiliation.

ARTICLE 6 : RESILIATION DU PRESENT CONTRAT

Chacune des parties se doit de résilier le présent contrat par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'une semaine.

En présence d'un motif d'intérêt général ou de sécurité, la convention sera résiliée immédiatement et de plein droit, sans indemnité.

Fait aux Houches, le
En deux exemplaires

Pour la Commune des Houches,
Le Maire,
Stéphane LAGARDE

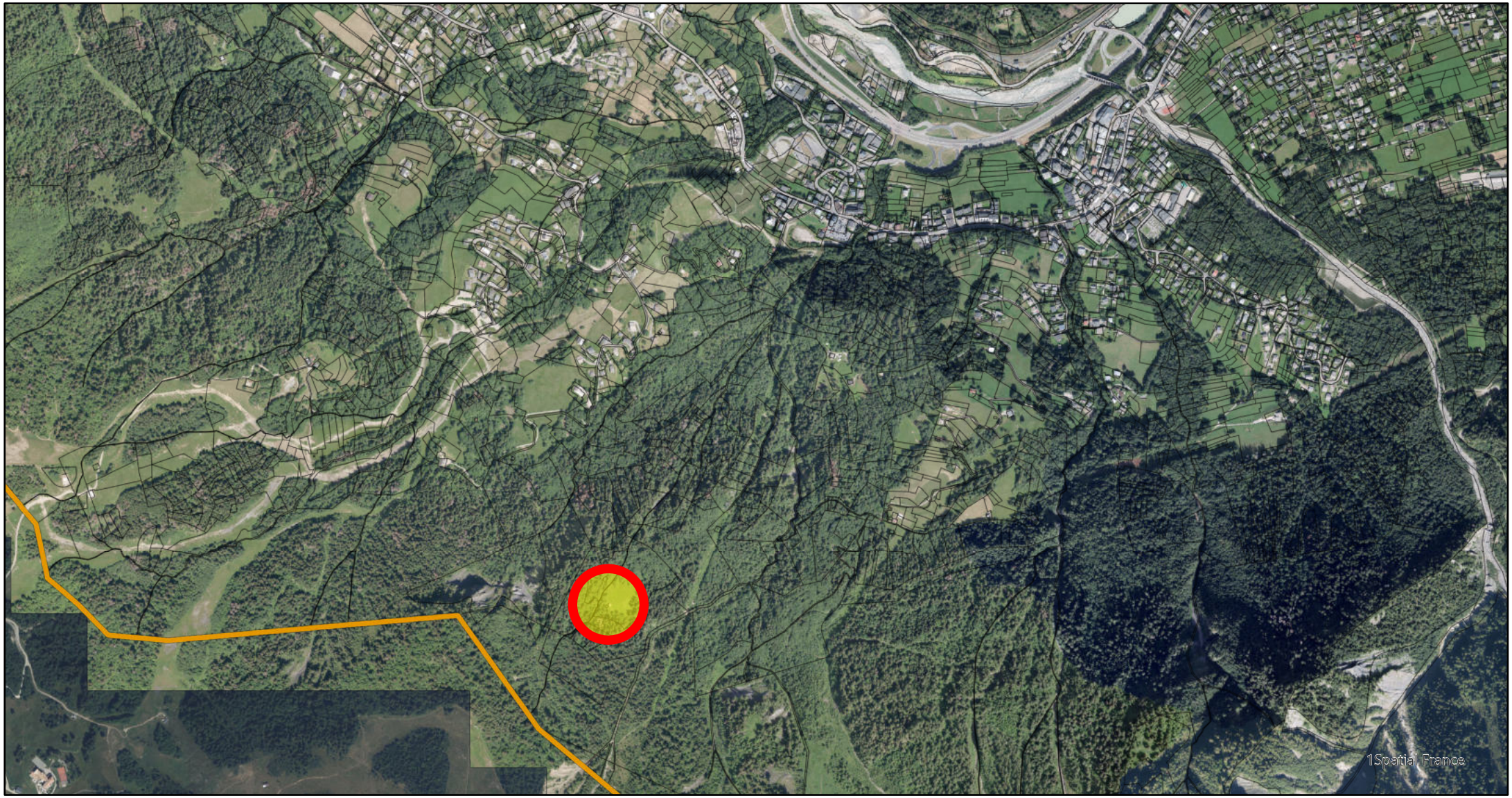
Pour l'Association « Les Poneys de Bellevarde »,
La Présidente,
Béatrice BRESSAND

Annexes :

1. Plan de situation

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Plan de situation



0 175 350 525 700 m

N

22/05/2026

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DES HOUCHES

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n° 3 – Installation de Stockage de déchets non Dangereux Inertes (ISDI) BOCHER

Enquête Publique du mardi 10 février 2026 au vendredi 13 mars 2026

Demande au titre du Code de l'Environnement (articles L 123-1 et suivants et R 123, et du Code de l'Urbanisme (article L 153-34)

****

TITRE PREMIER





Philippe NIVELLE
Commissaire-Enquêteur

Le 18 avril 2026

SOMMAIRE

TITRE PREMIER : Rapport du Commissaire-Enquêteur

PREAMBULE…….. 3

1 – Présentation…….. 5

2 – Composition du dossier d'enquête publique…….. 11

3 – Présentation synthétique du contenu du dossier……..11

4 – La concertation et l'avis des P.P.A. …….. 12

5 – Procès-verbal de synthèse…… 13

6- Mémoire en réponse du Maître d'Ouvrage aux questions et remarques du Commissaire-Enquêteur…….. 21

TITRE DEUXIEME :

7- Analyse et commentaires du Commissaire-Enquêteur

8- Avis motivé du Commissaire-Enquêteur

TITRE PREMIER :

RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

PREAMBULE

Le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 300-6 du Code de l'Urbanisme,

VU les articles L 153-54 à L 153-59 du Code de l'Urbanisme,

VU les articles L 153-15 à L 153-17 du Code de l'Urbanisme,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Houches approuvé par délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc du 19 décembre 2017 et annulé partiellement le 02 juillet 2020, puis le 14 mars 2023,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune des Houches en vigueur suite à la modification n° 1 approuvé le 04 avril 2024,

VU l'arrêté du Président prescrivant une procédure de modification n° 2 du PLU de la commune des Houches en date du 14 février 2025, procédure en cours,

VU l'arrêté du Président prescrivant une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune des Houches en date du 17 avril 2025 pour 2 projets d'intérêt général : d'une part, l'installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) Bocher exploitée par la Régie Chamonix Propreté de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc et d'autre part, pour le renouvellement de l'autorisation d'exploitation et demande d'extension de l'entreprise VICAT,

CONSIDERANT la nécessité de dissocier les deux projets de la procédure engagée, les études préalables requises n'étant pas au même stade d'avancement,

CONSIDERANT l'urgence à mener cette procédure pour le renouvellement de l'activité de la plateforme de dépôt Déchets Inertes ISDI de Bocher située sur la commune des Houches au lieu-dit "Route du Nant Jorland" dont l'autorisation préfectorale actuelle a été prorogée en 2024 pour une durée de 2 ans, soit jusqu'au 28 février 2026,

CONSIDERANT que la capacité résiduelle du site est encore importante et les quantités de déchets inertes stockées chaque année ayant aujourd'hui été sensiblement réduites (environ 600 à 1000 T/an), la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc a pour projet de prolonger sa durée d'exploitation sur une durée minimale de 10 ans,

CONSIDERANT que cette prorogation a été convenue dans l'attente de mise en compatibilité du PLU dès lors que ce dernier, à l'occasion de sa révision générale approuvée en décembre 2017, a classé certaines zones exploitées par la plateforme de dépôt de Déchets Inertes en zone de protection paysagère et environnementale (Npe),

CONSIDERANT que la déclaration de projet au titre du Code de l'Urbanisme est une procédure permettant de déclarer d'intérêt général une action ou opération d'aménagement et, pour permettre la réalisation de ce projet, d'adapter certains documents d'urbanisme ou de planification qui n'avaient pas prévu ce projet.

CONSIDERANT que pour la mise en œuvre de cette procédure, le projet de mise en compatibilité par déclaration de projet contenant un rapport de présentation, le règlement écrit, les plans de zonage, les avis des Personnes Publiques Associées seront soumis à une enquête publique afin de permettre au public de formuler ses observations,

CONSIDERANT que les modalités de l'enquête publique seront précisées par arrêté et seront portées à la connaissance du public dans deux journaux locaux, 15 jours au mois avant le début de l'enquête et rappelées dans les 8 premiers jours de celle-ci,

CONSIDERANT qu'à l'issue de l'enquête publique le rapport et les conclusions du Commissaire-enquêteur et la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune des Houches seront présentées au Conseil Municipal pour information préalable et soumis au Conseil Communautaire pour approbation.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté de prescription de déclaration de projet d'intérêt général n° 2025.0009 du 17 avril 2025 est abrogé.

ARTICLE 2 :

Il est prescrit une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) n° 3 de la commune des Houches.

ARTICLE 3 :

La procédure de mise en compatibilité n° 3 par déclaration de projet du PLU poursuit les objectifs suivants :

- Déclaration de projet d'intérêt général pour l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) Bocher exploitée par la Régie Chamonix Propreté de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
- Modification de règlement écrit et/ou graphique du PLU de la commune des Houches.

1- Présentation

1.1 Le contexte territorial

La commune des Houches est située dans le département de la Haute-Savoie au cœur de la vallée de Chamonix-Mont-Blanc. Avec 3529 habitants en 2022 (selon l'INSEE) répartis sur une superficie de 4607 hectares, la commune a connu ces dernières années une croissance démographique soutenue, avec une augmentation de 603 habitants entre 2016 et 2022, accompagnée d'un développement significatif de l'urbanisation.

Bénéficiant d'un cadre montagnard exceptionnel, dominé par le massif du Mont-Blanc, ainsi que d'un environnement dynamique et sportif, la commune des Houches attire de nouveaux habitants. Cette situation crée également un réel attrait touristique faisant du tourisme l'une des principales sources de revenus pour la commune. Toutefois, cette double pression résidentielle et touristique génère une tension foncière importante, contribuant à la rareté des logements permanents.

La commune des Houches fait partie de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc créée par arrêté préfectoral du 14 décembre 2009. Cette intercommunalité dispose actuellement de nombreuses compétences, notamment en matière de planification territoriale et d'aménagement de l'espace, mais également en matière d'environnement, avec des attributions telles que la gestion des ordures ménagères, ainsi que la protection et la mise en valeur des espaces naturels.

1.2 Le projet

1.2.1 La localisation du site

L'Installation de Stockage de Déchets non dangereux Inertes (ISDI) se situe au Nord-Ouest du chef-lieu, au lieu-dit Bocher dans le prolongement de la déchèterie des Houches, de l'installation de compostage et de la carrière. Elle a été créée par arrêté préfectoral en 1974 comme installation de stockage de déchets non dangereux de classe 2.

Figure 1 : Localisation de l'ISDI - Plan IGN



Figure 2 : Localisation de l'ISDI - photo aérienne



Figure 3 : Localisation de l'ISDI - photo aérienne - zoom



1.2.2 Le porteur de Projet

Cette ISDI est un équipement sous maitrise publique géré par Chamonix Propreté, une régie intercommunale de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc qui a pour compétence la gestion des déchets comprenant la collecte, l'élimination et la valorisation de ceux-ci.

1.2.3 Volet administratif

Les Installations de Stockage de Déchets Inertes relèvent des articles L 541-30-1 et R 541-65 et suivants du Code de l'Environnement, permettant la gestion du stockage des déchets dits inertes. La demande d'autorisation d'exploitation d'une ISDI est délivrée par arrêté préfectoral et l'instruction de ces dossiers est assurée par la DREAL, suite au décret du 12 décembre 2014 (rubrique 2760-3).

Selon l'Etat : "*les déchets inertes sont des déchets ne subissant pas de modification physique, chimique ou biologique importante. Leur stockage, par leur nature, n'est pas susceptible d'entrainer une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine (exemples : béton, briques, tuiles, céramiques, verre, mélanges bitumineux sans goudron, terres et cailloux à l'exclusion de la terre végétales et de la tourbe…)*".

Historique :

- En 1974, l'ISDI a été créée comme Installation de Stockage de Déchets non dangereux de classe 2.
- A partir de 1995, c'est la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc qui l'exploite.
- En 2006, l'arrêté préfectoral n° 2006-2347 bis autorise la Régie Intercommunale Chamonix Propreté à exploiter une ISDI au lieu-dit "Bocher route du Nant-Jorland".
- En 2013, la commune des Houches est propriétaire du terrain.
- En 2014, l'arrêté préfectoral n° 2014076-0020 autorise la modification et la prolongation de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc jusqu'en 2024.
- En 2024, l'arrêté n° PAIC-2024-0047 autorise la prolongation de l'activité de l'installation de stockage de déchets inertes par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc jusqu'au 28 février 2026.

L'ISDI a réalisé un dossier pour une demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation (selon l'article R 181-49 du C.E.). Cette demande a été accordée le 1er juillet 2024 permettant ainsi de prolonger l'exploitation jusqu'au 28 février 2026. Dans ce cadre, la nature des déchets autorisés sur l'installation, définie par l'arrêté préfectoral n° 2014076-0020 en vigueur du 17 mars 2024, n'a pas évolué. Il s'agit de béton, briques, mélanges avec des tuiles et céramiques, de terres et de cailloux. La quantité de déchets inertes reçue durant les 2 ans de prolongation a été modifiée à hauteur de 900 T/an en moyenne. La quantité de déchets inertes stockée aux termes des 2 ans de prolongation a donc été estimée à 1800 Tonnes.

Plus précisément, la capacité résiduelle du site étant encore importante et les quantités de déchets inertes stockées chaque année ayant aujourd'hui été sensiblement réduites (environ 600 à 1000 T/an), cette prolongation était cohérente et nécessaire.

Dans ce contexte, le zonage actuel du PLU réalisé en 2017 ne correspond pas à l'usage réel du sol. Il est donc nécessaire de procéder à une modification du zonage afin de le mettre en cohérence avec les usages existants.

1.2.4 Le fonctionnement

L'installation de stockage des déchets non dangereux inertes (ISDI) a pour vocation d'assurer la mise en stockage définitif (enfouissement) des déchets inertes issus de travaux de construction, de déconstruction et de démolition, apportés par les particuliers à la déchèterie du Bocher, à 500 m au Sud de l'ISDI. Depuis 2014, les professionnels ne sont plus autorisés à venir déposer leurs déchets inertes sur le site de l'ISDI, ni en déchèterie. Ils doivent emmener ces déchets triés chez la société Vicat à proximité, où ils sont contrôlés, puis triés selon leur nature. Les inertes non valorisables sont utilisés par la carrière.

L'accès au site est strictement réservé au personnel d'exploitation de la Régie Intercommunale, l'entrée des usagers et des professionnels sur le site de l'ISDI est interdite. Plus précisément, l'accès à l'ISDI se fait par le chemin de Bocher depuis l'arrière de la déchèterie, en longeant la plateforme de compostage sur la droite. Les déchets inertes déposés par les particuliers dans la benne d'inertes de la déchèterie du Bocher sont transférés par camion sur la plateforme de stockage (ISDI). Ces déchets sont vidés et tassés au fur et à mesure des dépôts au moyen d'une chargeuse. Ces équipements sont présentés ci-après.
La nature des déchets autorisés sur l'installation est définie par l'arrêté préfectoral en vigueur du 17 mars 2024. La liste de ces déchets autorisés est reprise dans le tableau ci-dessous :

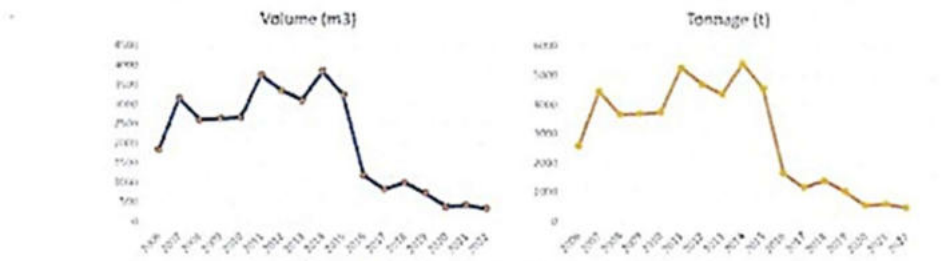
Figure 4 : Liste des déchets autorisés sur l'installation

Code déchets *	Dénomination	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, brique, tuiles et céramique	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

Source : Dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, 2024, elcimaï

En termes de quantités, les courbes ci-dessous présentent l'historique des volumes et tonnages de déchets inertes enfouis au sein de l'ISDI des Houches depuis 2006.

Figure 5 : Courbes d'évolution des volumes et tonnages enfouis sur l'ISDI depuis 2006



Source : Dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, 2024, elcimaï

1.3 Publicité de l'avis d'enquête publique

- Publicité dans la Presse

  La publicité de l'enquête a été faite conformément à l'arrêté de Monsieur le Président (N° 2025.00029) en date du 03 juillet 2025.
  Elle a été insérée en application de l'article 4 de l'arrêté dans deux journaux habilités à recevoir les annonces légales dans le département :
  . Le Messager - Editions du 26/01/26 et 12/12/26
  . Le Dauphiné Libéré – Editions du 27/01/26 et 10/02/26

- Publicité par affichage

  Pendant la période de 15 jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, l'avis d'enquête a été affiché au siège de la Communauté de Communes, ainsi qu'à la mairie des Houches et sur le site de l'ISDI Bocher.

1.4 Organisation et déroulement de l'enquête

L'arrêté de Monsieur le Président qui a prescrit cette enquête publique en a défini les modalités.

Ce dossier est traité au titre :
- Du Code de l'Environnement (articles L 123-1 et suivants)
- Du Code de l'Urbanisme (article L 153-34).

Les dates de l'enquête publique ont été fixées du mardi 10 février 2026 au vendredi 13 mars 2026 à 12 heures, soit une durée de 32 jours consécutifs.

Les dates, lieux et heures de permanences du Commissaire-Enquêteur au nombre de deux ont été arrêtés comme suit :

DATES	HORAIRES	LIEU
Jeudi 19 février 2026	14h00 à 17h00	Mairie des Houches 1, Place de l'église 74310 Les Houches (Haute-Savoie)
Vendredi 13 mars 2026	9h00 à 12h00	

Ces permanences se sont tenues. Aucun incident à signaler.

L'accueil du public et la consultation des documents se sont faites dans de bonnes conditions.

Chacun a pu prendre connaissance du dossier et a pu, soit consigner ses observations ou propositions sur le registre d'enquête déposé en mairie des Houches, soit les adresser par écrit à Monsieur le Commissaire-Enquêteur avec la mention "Enquête Publique" en mairie des Houches – 1 Place de l'église – 74310 Les Houches.

Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier pouvait également être consulté et téléchargé depuis le site Internet dédié : https://www.registre-numerique.fr/plu-les-houches et les observations pouvaient également être effectuées par voie électronique sur le registre dématérialisé prévu à cet effet à l'adresse suivante : plu-leshouches@mail.registre-numerique.fr .

L'enquête s'est déroulée normalement, sans incident et conformément aux textes en vigueur et aux prescriptions de l'arrêté de monsieur le Président n° 2026.0002.

Cette enquête publique a donné lieu à :
. 324 visiteurs sur le registre dématérialisé
. 33 visualisations de documents
. 11 téléchargements de fichiers.

2- Composition du dossier d'enquête publique

Les pièces du dossier du projet emportant mise en compatibilité du PLU n° 3 – ISDI Bocher sont les suivantes :

1) Arrêté du Président de la Communauté de Communes n° 2025-0029 du 03 juillet 2025
2) Avis MRAe du 26 septembre 2025
3) Procédure de recours à l'avis conforme MRAe réf. ELE/BX/2025-02617 en date du 26 novembre 2025
4) Avis conforme MRAe par suite au recours gracieux – Avis n° 2025-ARA-AC-4151
5) Avis des P.P.A. :
   - ARVAC (Association des Résidents)
   - INAO
   - ONF
   - Mairie de Passy
   - SAGE ARVE
   - SDIS 74
   - Mairie de St Gervais les Bains
   - CCI 74
6) Rapport de présentation du projet
7) Décision désignation du Commissaire-Enquêteur
8) PLU commune des Houches : règlement écrit

Commentaires du Commissaire-Enquêteur :
Ce dossier est complet et il correspond à la réglementation. Je n'ai pas d'observation à formuler sur ce dossier. Il est présenté dans la forme prescrite avec toutes les explications nécessaires à leur bonne compréhension.

3- Présentation synthétique du contenu du dossier

Cette ISDI est un équipement sous maitrise publique. Ce secteur était classé en zone NX (aires de stockage de matériaux) dans le PLU en vigueur jusqu'en 2017. Il semble qu'il ait été classé en zone Npe par erreur, alors même que l'installation existe depuis longtemps.

Cette ISDI est gérée par Chamonix Propreté, une régie intercommunale relevant de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc. A ce titre, elle remplit une mission de service public, ce qui la distingue des installations privées à vocation exclusivement industrielle.

Son lien fonctionnel avec la déchèterie du Bocher renforce ce caractère de service public : seuls les déchets issus de cette déchèterie peuvent y être déposés. L'ISDI des Houches constitue donc une solution locale de proximité, directement accessible aux habitants.

Elle est par conséquent indispensable pour la population du secteur, en particulier pour les particuliers ne disposant pas de solution alternative dans un rayon raisonnable. L'ISDI permet notamment de prévenir les dépôts sauvages en offrant un exutoire réglementé et accessible. Sa fermeture aurait pour effet immédiat d'exclure les usagers locaux d'un dispositif public essentiel, en les contraignant à des trajets longs, coûteux et polluants.

Pour ce motif, il s'agit d'une installation d'intérêt général.

Le site du Bocher a pour but de répondre à un besoin local en cohérence avec la situation résidentielle touristique de la commune et de la Communauté de Communes.
Cette situation met en évidence l'intérêt général de maintenir une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) sur le territoire afin de répondre aux besoins actuels et futurs en matière de gestion des déchets issus du BTP tout en limitant les impacts environnementaux et logistiques liés à leur transport.

4- La concertation et l'avis des P.P.A.

4.1 Avis conforme de la MRAe

L'avis n° 2025-ARA-AC-4151 en date du 19 décembre 2025

Considérant qu'il résulte des éléments communiqués au soutien du recours que l'évolution projetée du PLU n'apparait pas susceptible d'effets négatifs notables sur l'environnement, en particulier la biodiversité dès lors que, avant son approbation, les modifications annoncées dans la réponse au recours seront intégrées au projet de mise en compatibilité n° 3 du PLU,

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable et notamment des engagements qu'elle a pris, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de mise en compatibilité n° 3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune des Houches (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'Environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée.

4.2 ARVAC (Association des Résidents de la Vallée de Chamonix)

L'association prend acte de l'absence d'impact majeur des enjeux de biodiversité sur la zone concernée. L'ARVAC aurait souhaité mesurer l'impact paysager supplémentaire à une poursuite de l'exploitation à l'horizon de 10-15 ans par rapport à l'impact visuel.

4.3 INAO

Pas d'opposition au projet dans ce secteur qui n'a pas de vocation agricole.

4.4 ONF

Pas de remarque, la forêt communale n'étant pas concernée.

4.5 SAGE du bassin de l'ARVE

Pas de remarque sur le dossier.

4.6 SDIS 74

Aucune remarque particulière.

4.7 CCI 74

Avis favorable au projet.

4.8 Collectivités locales

Les collectivités (Passy, Saint Gervais) ne formulent pas d'observation particulière sur le projet.

5- Procès-Verbal de Synthèse

Un procès-verbal de synthèse a été remis à Madame Levallois, directrice de l'Aménagement et des Transitions, Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, le 1er avril 2026. Ce procès-verbal est transmis conformément à l'article R 123-18 du Code de l'Urbanisme.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes a été invité à fournir ses réponses dans le délai réglementaire de 15 jours.

Procès-verbal de synthèse

Département de la Haute-Savoie
Commune des Houches

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n° 3 – Installation de Stockage de déchets non Dangereux Inertes (ISDI) BOCHER

Enquête Publique du mardi 10 février 2026 au vendredi 13 mars 2026

Demande au titre du Code de l'Environnement (articles L 123-1 et suivants et R 123, et du Code de l'Urbanisme (article L 153-34)

****





Philippe NIVELLE
Commissaire-Enquêteur

Le 23 Mars 2026

SOMMAIRE

1.1 Préambule

1.2 Organisation et déroulement de l'enquête

1.3 Observations portées sur le registre papier et sur le registre dématérialisé

1.4 Avis des P.P.A.

1.5 Demande de compléments d'information

1.6 Mémoire en réponse

1.1 Préambule

Je soussigné, Philippe NIVELLE, Commissaire-Enquêteur, rapporte les opérations exposées ci-après suite à la désignation de Monsieur Stéphane WEGNER, vice-président du Tribunal Administratif de Grenoble, numéro E25000 197/38 en date 27 août 2025, me désignant pour conduire cette enquête.

L'arrêté portant ouverture d'une enquête publique concernant la mise en compatibilité n° 3 du PLU des Houches (Haute-Savoie) par déclaration de projet a été pris par Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc le 27 janvier 2026.

1.2 Organisation et déroulement de l'enquête

L'arrêté de Monsieur le Président qui a prescrit cette enquête publique en a défini les modalités.

Les dates de l'enquête publique ont été fixées du mardi 10 février 2026 au vendredi 13 mars 2026 à 12 heures, soit une durée de 32 jours consécutifs.

Les dates, lieux et heures de permanences du Commissaire-Enquêteur au nombre de deux ont été arrêtés comme suit :

DATES	HORAIRES	LIEU
Jeudi 19 février 2026	14h00 à 17h00	Mairie des Houches 1, Place de l'Eglise 74310 Les Houches (Haute-Savoie)
Vendredi 13 mars 2026	9h00 à 12h00	

Ces permanences se sont tenues.
Aucun incident à signaler. Les conditions d'accueil du public et de consultation des documents se sont faites dans de bonnes conditions.

Chacun a pu prendre connaissance du dossier et a pu, soit consigner ses observations ou propositions sur le registre d'enquête déposé en mairie des Houches, soit les adresser par écrit à Monsieur le Commissaire-Enquêteur avec la mention "Enquête Publique" en mairie des Houches – 1 Place de l'Eglise – 74310 Les Houches.

Pendant la durée de l'enquête, le dossier pouvait également être consulté et téléchargé sur le site Internet dédié : https://www.registre-numerique.fr/plu-leshouches et les observations pouvaient également être effectuées par voie électronique sur le registre dématérialisé prévu à cet effet à l'adresse suivante : plu-leshouches@mail.registre-numerique.fr.

L'enquête s'est déroulée normalement, sans incident, et conformément aux textes en vigueur et aux prescriptions de l'arrêté de Monsieur le Président n° 2026.0002.

Cette enquête publique a donné lieu à :
. 324 visiteurs sur le registre dématérialisé
. 33 visualisations de documents
. 11 téléchargements de fichiers.

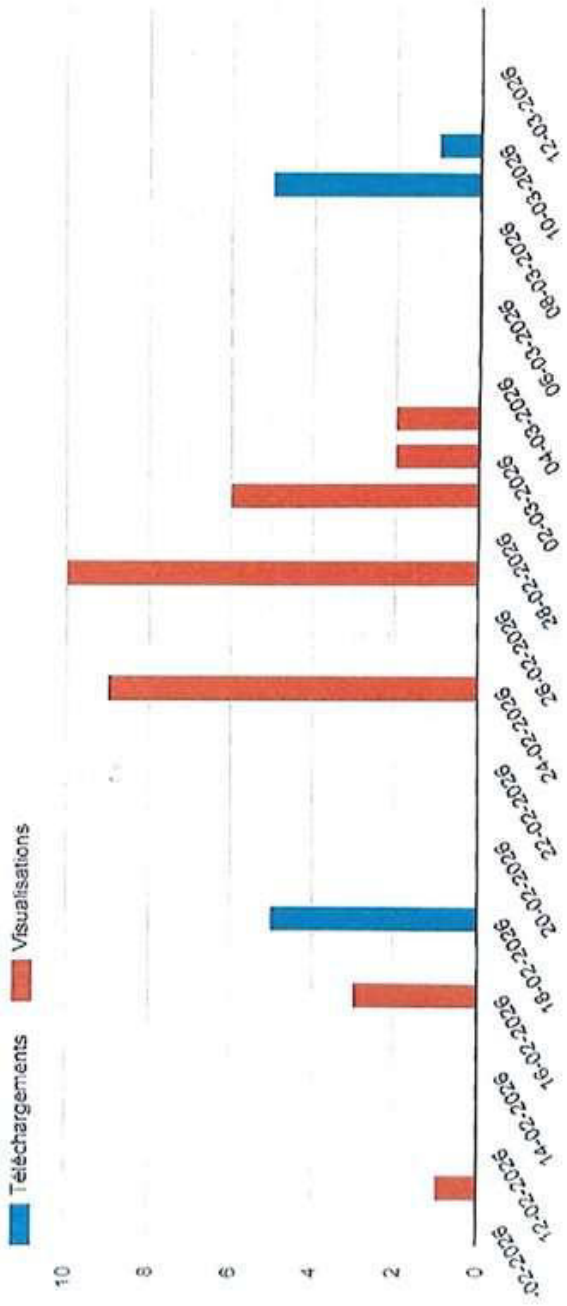
1.3 Observations du public

Aucune observation, ni proposition n'a été déposée pour cette enquête, ni sur le registre papier, ni sur le registre dématérialisé.

Au regard du nombre de visiteurs sur le registre dématérialisé, je considère que l'information sur cette enquête a été réalisée de façon satisfaisante.
Lors de mes permanences en mairie des Houches, j'ai reçu 3 personnes :

- Monsieur MELLAC : cette personne qui possède une résidence secondaire aux Houches est venue se renseigner sur la nature de la modification du PLU.
- Mesdames JOUNIAC et MARCHAND : ces personnes reviendront dans la seconde partie de l'enquête qui portera sur la modification n° 2 du PLU.

5


Téléchargements
Visualisations
10
8
6
4
2
0
12-03-2026
10-03-2026
08-03-2026
06-03-2026
04-03-2026
02-03-2026
28-02-2026
26-02-2026
24-02-2026
22-02-2026
20-02-2026
18-02-2026
16-02-2026
14-02-2026
12-02-2026
-02-2026

1.4 Avis des P.P.A.

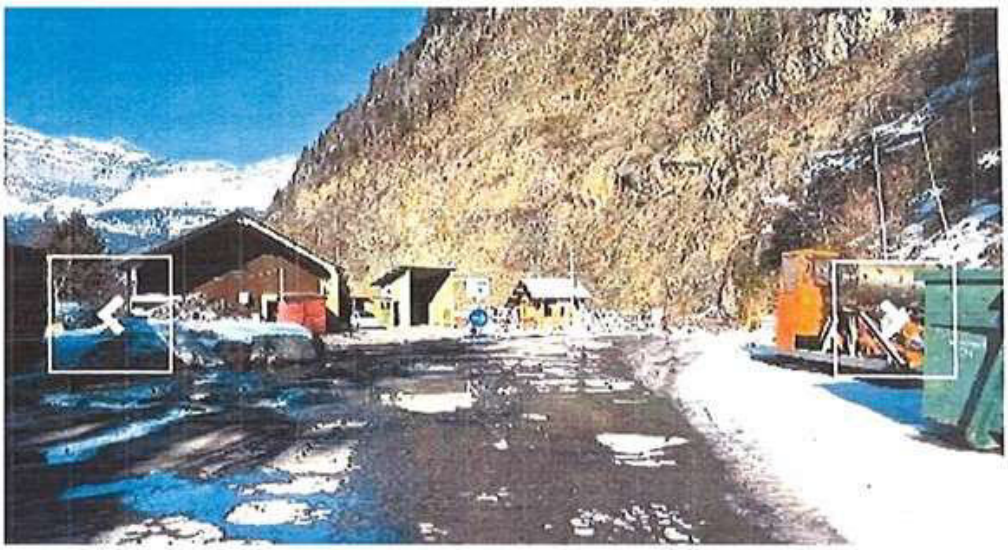
L'avis des P.P.A. figure dans le compte-rendu de la réunion conjoint P.P.A. en date du 23 janvier 2026.

- Les évolutions prévues sont indiquées dans le rapport :

  Article N2 : Section Nx1 – Aire de stockage de matériaux (ISDI du Bocher)

  Article N15 : obligation en matière de performance énergétiques et environnementales :
  1) Préservation du milieu naturel
  2) Gestion des espèces exotiques envahissantes :
     2.1 Buddleia de David
     2.2 La renouée du Japon
  3) Prévention de la dissémination d'espèces invasives par les engins.

- Services de l'Etat
  L'intérêt général est souligné. L'Etat émet trois recommandations :
  - Au titre des risques naturels, le rapport présente la situation au titre du Plan de Prévention des Risques en aléas fort et moyen sur le périmètre : l'autorisation de l'exploitation est permise sous réserve qu'il n'y ait pas d'extension qui pourrait déstabiliser ces aléas.
  - Règlement graphique et écrit : évolution du projet de PLU pour tenir compte de l'avis de MRAE pour inscrire une zone dédiée et intégrer les mesures ERC de l'étude environnementale d'exploitation du site.
  - Au titre du respect de la doctrine de la CDPENAF qui prévoit 2 classifications, il est préconisé de préciser dans le règlement qu'il s'agit de l'ICPE 2517.



1.5 Demande de compléments d'information

Le Maître d'Ouvrage apportera ses réponses concernant les évolutions prévues précédemment pour les articles N2 et N15, ainsi que sur l'avis des services de l'Etat.

1.6 Mémoire en réponse

J'ai présenté ce procès-verbal de synthèse au Responsable du Projet le mercredi 1er avril 2026 et je lui en ai remis un exemplaire en mains propres.

J'ai informé le Responsable du Projet que, conformément aux dispositions de l'article R 123-18 du Code de l'Environnement, une réponse aux demandes d'informations complémentaires est attendue dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la présente, faute de quoi, sauf justification d'un délai supplémentaire, il aura renoncé à cette faculté.

Ce mémoire en réponse est à adresser au Commissaire-Enquêteur afin que ces apports puissent être pris en compte dans le rapport et les conclusions de l'enquête.

Fait à Moûtiers le 31 mars 2026

Philippe NIVELLE, Commissaire-Enquêteur

Document remis en mains propres

Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc

par délégation
Emmanuelle LEMAUX
Directrice Aménagement
et Travaux

Communauté de Communes Vallée de Chamonix Mont-Blanc Chamonix 74400

Le 1er avril 2026

6- Mémoire en réponse du Maître d'Ouvrage aux questions et remarques du Commissaire-Enquêteur

Voir les réponses dans le mémoire joint au présent rapport.

DEPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

COMMUNE DES HOUCHES

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n° 3 – Installation de Stockage de déchets non Dangereux Inertes (ISDI) BOCHER

Enquête Publique du mardi 10 février 2026 au vendredi 13 mars 2026

Demande au titre du Code de l'Environnement (articles L 123-1 et suivants et R 123, et du Code de l'Urbanisme (article L 153-34)

****

TITRE DEUXIEME





Philippe NIVELLE
Commissaire-Enquêteur

Le 18 avril 2026

SOMMAIRE

TITRE PREMIER : Rapport du Commissaire-Enquêteur

PREAMBULE 3

1 – Présentation..... 5

2 – Composition du dossier d'enquête publique..... 11

3 – Présentation synthétique du contenu du dossier 11

4 – La concertation et l'avis des PPA..... 12

5 – Procès-verbal de synthèse..... 13

6- Mémoire en réponse du Maître d'Ouvrage aux questions et remarques du Commissaire-Enquêteur..... 21

TITRE DEUXIEME :

7- Analyse et commentaires du Commissaire-Enquêteur

8- Avis personnel et motivé du Commissaire-Enquêteur

7- Analyse et commentaires du Commissaire-Enquêteur

7.1 Sur l'enquête publique et sa régularité

Dès réception de ma désignation par le Tribunal Administratif de Grenoble, j'ai pris contact avec le service Urbanisme de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc, ainsi qu'avec le service Urbanisme de la commune des Houches.

Un premier entretien a eu lieu le jeudi 22 janvier 2026 en présence de Madame le maire, Madame Boisoney, de Monsieur Compagnon (adjoint à l'Urbanisme), de Madame Trinquier (DGS), de Madame Compan (responsable urbanisme) et de Madame Levallois (directrice Aménagement et Transition Communauté de Communes Chamonix).

Le dossier de cette DPMEC et l'ensemble des enjeux m'ont été présentés. Nous avons vérifié le contenu du dossier soumis à l'enquête publique, puis après nous être assurés de sa complétude nous avons fixé la période de l'enquête, ainsi que les dates et lieux de permanences.
J'ai obtenu toutes les informations demandées sur les objectifs et les enjeux de cette déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU.
Nous avons également fait un point très complet sur l'avis de la MRAe et celui des P.P.A.

Les dossiers étant complets, les formalités de signature des dossiers soumis à l'enquête et le paraphe du registre ont été réalisés.

J'ai effectué une visite complète du site du Bocher le jeudi 19 février 2026 accompagné du responsable du site.

7.2 Organisation et déroulement de l'enquête publique

L'arrêté de Monsieur le Président qui a prescrit cette enquête publique en a défini les modalités.

Les dates de l'enquête publique ont été fixées du mardi 10 février 2026 au vendredi 13 mars 2026 à 12h, soit une durée de 32 jours consécutifs.

Les dates, heures et lieux de permanences du Commissaire-Enquêteur au nombre de deux, ont été arrêtés comme suit :

DATES	HORAIRES	LIEU
Jeudi 19 février 2026	14h00 à 17h00	Mairie des Houches 1, Place de l'église 74310 Les Houches (Haute-Savoie)
Vendredi 13 mars 2026	9h00 à 12h00	

Ces permanences se sont tenues. Aucun incident à signaler.

Les conditions d'accueil du public et de consultation des documents se sont faites dans de bonnes conditions.

Chacun a pu prendre connaissance du dossier et a pu, soit consigner ses observations ou propositions sur le registre d'enquête déposé en mairie des Houches, soit les adresser par écrit à Monsieur le Commissaire-enquêteur avec la mention "Enquête publique" en mairie des Houches – 1 Place de l'église – 74310 Les Houches.

Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier pouvait également être consulté et téléchargé depuis le site Internet dédié : https://www.registre-numerique.fr/plu-leshouches et les observations pouvaient également être effectuées par voie électronique sur le registre dématérialisé prévu à cet effet à l'adresse suivante : plu-leshouches@mail.registre-numerique.fr .

L'enquête s'est déroulée normalement, sans incident et conformément aux textes en vigueur et aux prescriptions de l'arrêté de monsieur le Président n° 2026.0002.
Cette enquête publique a donné lieu à :
. 324 visiteurs sur le registre dématérialisé
. 33 visualisations de documents
. 11 téléchargements de fichiers.

7.2.1 Clôture de l’enquête et modalités de transfert des dossiers et registre d’enquête

L'enquête publique s'est terminée le vendredi 13 mars 2026 à 12 heures. J'ai clos le registre et j'ai pris possession du dossier soumis à l'enquête. Le registre dématérialisé a également été clos dans le même temps.

7.2.2 Contexte général

A l’issue de la présente enquête, je constate que le public a été bien informé par voie de presse et d'affichage.
Aucune observation, ni proposition n'a été déposée pour cette enquête, ni sur le registre papier, ni sur le registre dématérialisé.

Au regard du nombre de visiteurs sur le registre dématérialisé, je considère que l'information sur cette enquête a été réalisée de façon satisfaisante.

Lors de mes permanences en mairie des Houches, j'ai reçu 3 personnes :

- Monsieur MELLAC : cette personne qui possède une résidence secondaire aux Houches, est venue se renseigner sur la nature de la modification du PLU.
- Mesdames JOUNIAC et MARCHAND : ces personnes reviendront dans la seconde partie de l'enquête qui portera sur la modification n° 3 du PLU.

8- Avis personnel et motivé du Commissaire-Enquêteur

Mon rôle, en tant que Commissaire-Enquêteur, a été d'analyser les éléments du dossier, de recueillir les observations du public et des P.P.A. et de formuler un avis personnel et éclairé sur l'opportunité et la recevabilité de cette DPMEC.

8.1 Points forts

La déclaration de projet emportant mise en compatibilité n° 3 du PLU pour l'ISDI site Bocher comporte une structuration claire et a été conçue conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Ce projet est en cohérence avec les objectifs de développement durable et répond à un besoin identifié auprès des populations.
La concertation menée en amont avec les P.P.A., le tissu associatif et les populations sont très favorables sur les avis rendus.

8.2 Points de vigilance (aspects faibles et amendables)

L'association des résidents de la Vallée de Chamonix mentionne dans son avis que l'impact paysager est très peu développé. L'ARVAC regrette qu'il n'y ait pas eu analyse de l'impact morphologique supplémentaire d'une poursuite de l'exploitation à l'horizon de 10-15 ans pour atteindre la capacité maximale autorisée.

8.3 Bilan de ces aspects positifs, faibles et amendables

Je considère :

- Que les aspects positifs qui ressortent du dossier soumis à l'enquête publique l'emportent nettement sur les points faibles et amendables (mais perfectibles).
- Que les P.P.A. reconnaissent les qualités du projet et rendent un avis favorable ou sans observation négative.

- Que la visite complète effectuée sur le site me conforte sur la nécessité de régulariser la situation de l'ISDI afin de le maintenir sur place.
- Considérant le PV de Synthèse remis à Monsieur le Président de la Communauté de Communes le 1er avril 2026
- Considérant les réponses apportées dans le mémoire en réponse en date du 03 avril 2026

8.4 Avis personnel et motivé du Commissaire-Enquêteur

Force est de constater que le nombre de visiteurs et d'observations du public lors de cette enquête est resté faible.

Aucune proposition de remise en question du projet n'a été formulée par le public, ni aucune remarque de l'Association Environnementale n'a été reçue par le Commissaire-Enquêteur.

Sans doute faut-il voir là le résultat du travail de concertation et de communication effectué en amont.

APRES AVOIR :

1) Rencontré le Maître d'Ouvrage et les responsables du projet de DPMEC pour l'ISDI Bocher,
2) M'être rendu sur le site et particulièrement aux abords du lieu de collecte.
3) Entendu les élus locaux,
4) Pris connaissance des réponses de la collectivité au Procès-Verbal de Synthèse au Commissaire-Enquêteur,
5) Pris connaissance du recours de la Communauté de Communes sur l'avis conforme de la MRAe et du nouvel avis rendu par la MRAe en date du 19 décembre 2025
6) Pour l'ensemble des motifs énoncés

J'émets un **AVIS FAVORABLE** et sans réserve à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n° 3 pour ISDI Bocher.

J'assortis cet avis de deux recommandations :

Recommandation n° 1 :
Rencontrer l'ARVAC pour étudier l'impact paysager éventuel dans les 15 prochaines années.

<u>Recommandation n° 2</u> :
Communiquer auprès des populations (habitants et scolaires) au sujet de ce projet qui revêt un enjeu majeur et de ses bénéfices d'un point de vue environnemental.

Fait le 21 avril 2026



Philippe Nivelle
Commissaire-Enquêteur

AGENCE ROSSI
04 79 37 61 75
urbanisme@agence-rossi.fr
www.agence-rossi.fr
50 rue Suarez
73200 ALBERTVILLE

AGENCE ROSSI
Géomètre-Expert - Ingénierie VRD - Urbanisme

Commune des Houches





Juin 2026

Source orthophoto : http://www.geoportail-des-savoie.org

PLAN LOCAL D'URBANISME DES HOUCHES

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n°3 Installation de Stockage de Déchets non dangereux Inertes (ISDI) Bocher

1. NOTICE VALANT COMPLÉMENT DU RAPPORT DE PRÉSENTATION

DOSSIER D'APPROBATION

Pour information préalable du conseil municipal des Houches du 05 juin 2026

Contenu du dossier :

Notice de la DPMEC n°3 comprenant les extraits des pièces modifiées avant et après la procédure
4. Règlement écrit
4.1 Règlement graphique – Plan d'ensemble
4.3 Règlement graphique – Secteurs : Montvauthier, Le Lac, Vaudagne, Les Chavants et Le Vernay

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Réf. : 25-092

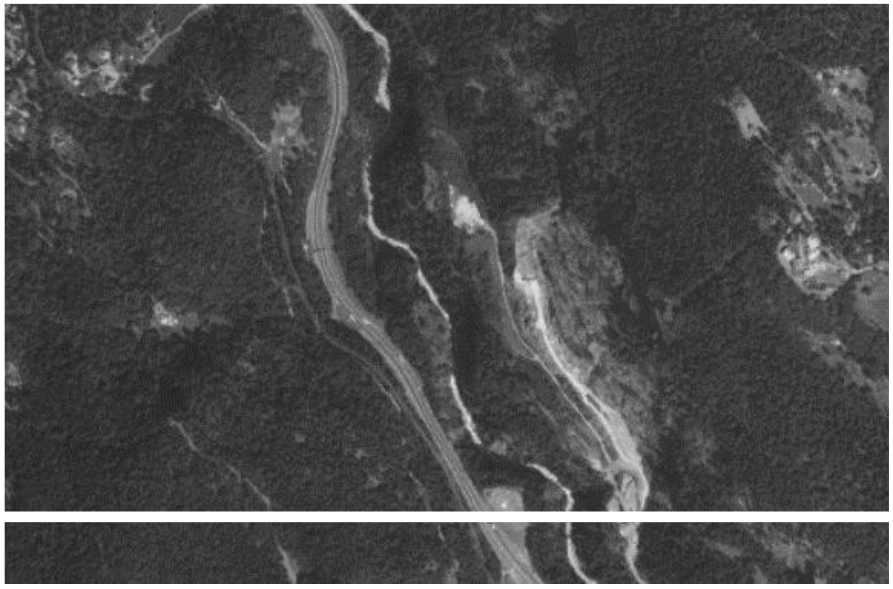
AGENCE ROSSI
04 79 37 61 75

urbanisme@agence-rossi.fr
www.agence-rossi.fr

50 rue Suarez
73200 ALBERTVILLE

AGENCE ROSSI
Géomètre-Expert - Ingénierie VRD - Urbanisme

Commune des Houches





Juin 2026

Source orthophoto : http://www.geoportail-des-savoie.org

PLAN LOCAL D'URBANISME DES HOUCHES

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU n°3 Installation de Stockage de Déchets non dangereux Inertes (ISDI) Bocher

1. NOTICE VALANT COMPLÉMENT DU RAPPORT DE PRÉSENTATION

DOSSIER D'APPROBATION

Pour information préalable du conseil municipal des Houches du 05 juin 2026

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Réf. : 25-092

SOMMAIRE

SOMMAIRE **1**

INTRODUCTION **2**

1 LE CONTEXTE TERRITORIAL **5**

2 LE PROJET **5**

2.1 La localisation du site 5
2.2 Le porteur de projet 7
2.3 Volet administratif 7
2.4 Le fonctionnement 8
2.5 Etat initial du site 10

3 JUSTIFICATION DE SON INTERET GENERAL **14**

3.1 Répondre à un besoin relevant du service public 14
3.2 Répondre à un besoin local en cohérence avec la situation résidentielle, touristique de la commune et les besoins en construction 14
3.3 Limiter l'impact carbone du transport routier et préserver l'autonomie de la commune en matière de gestion des déchets inerte 15

4 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, INCIDENCES, MESURES ERC (EVITER, REDUIRE, COMPENSER) ET MESURES DE SUIVI **18**

4.1 Volet milieux naturels et biodiversité 18
4.1.1 Etat initial (zones d'intérêt écologiques) 18
4.1.2 Etat initial du site (milieux naturels et biodiversité) 22
4.1.3 Enjeux écologiques 26
4.1.4 Incidences 27
4.1.5 Mesures ERC 30
4.1.6 Mesures de suivi (critères et indicateurs) 38
4.2 Volet paysage 39
4.2.1 Etat initial 39
4.2.2 Incidences et mesures ERC 39
4.3 Volet agricole 39
4.3.1 Etat initial 39
4.3.2 Incidences et mesures ERC 39
4.4 Volet ressource en eau 39
4.5 Prise en compte des risques naturels 40
4.6 Autres impacts 42
4.7 Synthèse des impacts 43

5 MISE EN COMPATIBILITE DU PLU EN CONSEQUENCE **45**

5.1.1 Evolutions du zonage 45
5.1.2 Evolutions du règlement 47

6 TABLEAU DES SURFACES **58**

TABLE DES ILLUSTRATIONS **59**

7 ANNEXES **60**

INTRODUCTION

Historique de l'évolution du PLU des Houches

Le Plan Local d'Urbanisme de la Communes des Houches a été approuvée le 19 décembre 2017 par le conseil communautaire de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc.

Il a fait l'objet des évolutions suivantes :

- Mise en compatibilité n°1 approuvée le 9 janvier 2020
- Mise en compatibilité n°2 approuvée le 16 janvier 2020
- Modification n°1 approuvée le 4 avril 2024

Une modification n°2 du PLU, a été engagée par arrêté n°2025/00003 du conseil communautaire de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc en date du 20 février 2025. Cette procédure est toujours en cours.

La présente déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU est donc la troisième. Elle concerne l'ISDI située à Bocher au lieu-dit « Route de Nant Jorlant »

Objet de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

La Commune des Houches souhaite faire évoluer son Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de mettre en compatibilité le zonage avec l'usage réel de certaines parcelles exploitées. En effet, le territoire communal accueille une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), dont l'exploitation, initialement autorisée jusqu'en mars 2024, a été prolongée pour une durée supplémentaire de deux ans.
Toutefois, lors de la révision générale du PLU approuvée en décembre 2017, certaines zones exploitées par cette plateforme de dépôt de déchets inertes, jusqu'alors classées en zone Nx (aires de stockage de matériaux), ont été reclassées en zone Npe (zone naturelle à enjeux paysagers et environnementaux : tourbières, marais, lacs, bois et prairies). Ce reclassement est en contradiction avec l'usage réel et autorisé.

Dans le cadre de la demande de renouvellement d'exploitation, il apparaît donc nécessaire de modifier le zonage de ce secteur afin de rendre le PLU compatible avec la poursuite de l'activité de l'ISDI considérée comme relevant de l'intérêt général.

En conséquence le plan de zonage est modifié.

Le présent dossier s'organise de la façon suivante :

- la présentation du projet et la justification de son intérêt général
- la mise en compatibilité du PLU en conséquence

À la suite du retour de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAe) dans le cadre de l'examen au cas par cas demandant la réalisation d'une évaluation environnementale, un recours est déposé. Dans ce contexte, les éléments demandés sont intégrés, notamment par un complément à l'état initial de l'environnement, la création d'une zone spécifique dédiée à l'ISDI, accompagnée d'un

règlement associé, afin de traduire les mesures ERC prévues dans l'étude environnementale et la définition de critères et indicateurs pour assurer le suivi des mesures ERC. Les ajouts correspondants figurent en violet dans la présente notice.

Suite aux avis des Personnes Publiques Associées (PPA) et à l'enquête publique, certains éléments sont complétés (les ajouts apparaissent en verts).

Principaux articles du code de l'urbanisme concernés

L'exploitation de l'ISDI de Bocher revêt un caractère d'intérêt général. Une évolution du PLU est nécessaire pour le permettre.
Cette adaptation peut être mise en œuvre dans le cadre d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU dans la mesure où elle respecte les articles L.153-54 à 153-59 du code de l'urbanisme, soit :

Article L.153-54

Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, **si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :**
1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;
2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.
Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint.

L.153-55

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :
1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :
a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;
b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.
Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

L.153-56

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.
L.153-57

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent **ou la commune :**
1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;
2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

L.153-58

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :
1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;
2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;
4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas**.** A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

L.153-59

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.
Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.
Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

1 LE CONTEXTE TERRITORIAL

La commune des Houches est située dans le département de la Haute-Savoie, au cœur de la vallée de Chamonix Mont-Blanc. Avec 3 529 habitants en 2022 (selon l'INSEE) répartis sur une superficie de 4 607 hectares, la commune a connu ces dernières années une croissance démographique soutenue, avec une augmentation de 603 habitants entre 2016 et 2022, accompagnée d'un développement significatif de l'urbanisation.

Bénéficiant d'un cadre montagnard exceptionnel, dominé par le massif du Mont-Blanc, ainsi que d'un environnement dynamique et sportif, Les Houches attirent de nouveaux habitants. Cette situation crée également un réel attrait touristique faisant du tourisme l'une des principales sources de revenus pour la commune. Toutefois, cette double pression résidentielle et touristique génère une tension foncière importante**,** contribuant à la rareté des logements permanents.

La commune des Houches fait partie de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont Blanc, crée par arrêté préfectoral du 14 décembre 2009. Cette intercommunalité dispose actuellement de nombreuses compétences, notamment en matière de planification territoriale et d'aménagement de l'espace, mais également en matière d'environnement, avec des attributions telles que la gestion des ordures ménagères ainsi que la protection et la mise en valeur des espaces naturels.

2 LE PROJET

2.1 La localisation du site

L'Installation de Stockage de Déchets non dangereux Inertes (ISDI) se situe au nord-ouest du chef-lieu, au lieu-dit Bocher dans le prolongement de la déchèterie des Houches, de l'installation de compostage et de la carrière. Elle a été créée par Arrêté Préfectoral en 1974 comme Installation de stockage de déchets non dangereux de classe 2.

Figure 1 : Localisation de l'ISDI - Plan IGN



Figure 2 : Localisation de l'ISDI - photo aérienne

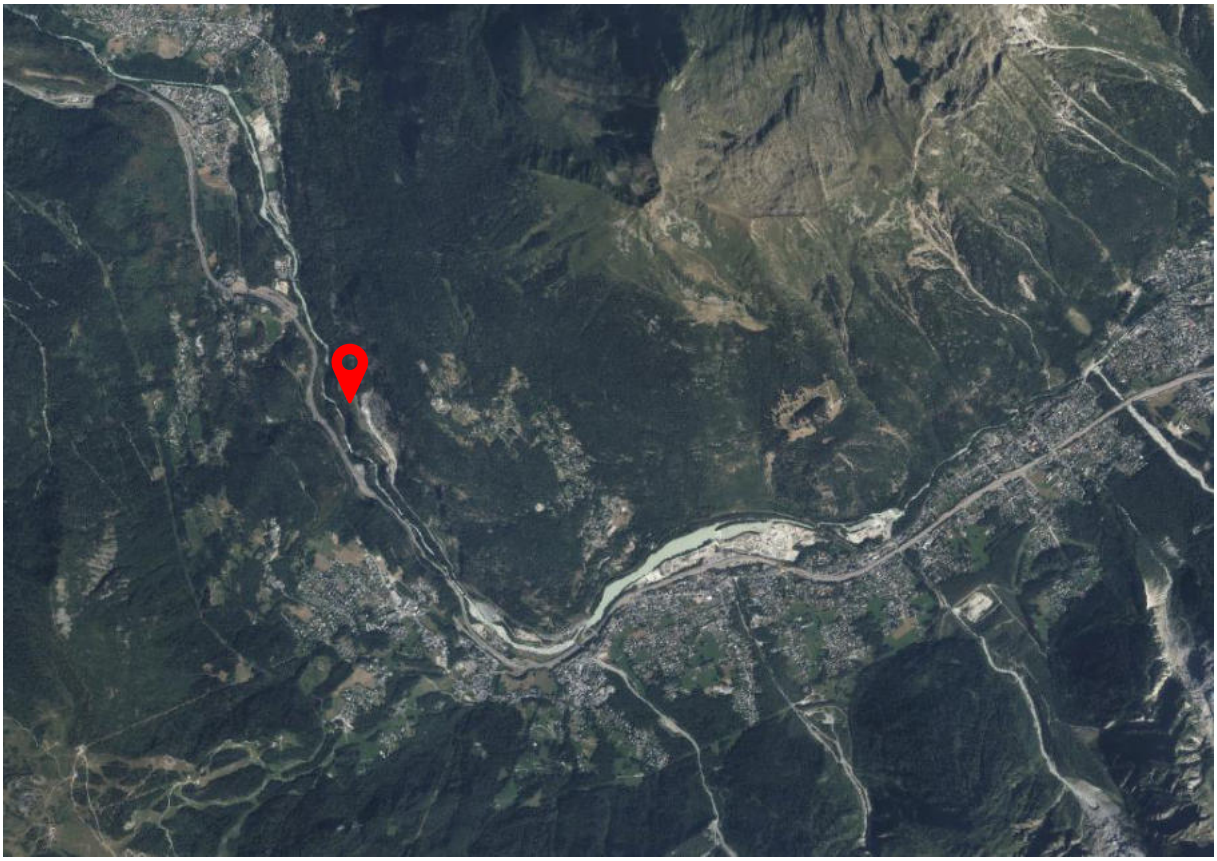


Figure 3 : Localisation de l'ISDI - photo aérienne - zoom



2.2 Le porteur de projet

Cette ISDI est un équipement sous maitrise publique géré par Chamonix Propreté, une régie intercommunale de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc qui a pour compétence la gestion des déchets comprenant la collecte, l'élimination et la valorisation des ceux-ci.

2.3 Volet administratif

Les Installations de Stockage de Déchets Inertes relèvent des articles L541-30-1 et R541-65 et suivants du code de l'environnement, permettent la gestion du stockage des déchets dits inertes. La demande d'autorisation d'exploitation d'une ISDI est délivrée par arrêté préfectoral et l'instruction de ces dossiers est assurée par la DREAL, suite au décret du 12 décembre 2014 (rubrique 2760-3).

Selon l'Etat : « *les déchets inertes sont des déchets ne subissant pas de modification physique, chimique ou biologique importante. Leur stockage, par leur nature, n'est pas susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine (exemples : béton, briques, tuiles, céramiques, verre, mélanges bitumineux sans goudron, terres et cailloux à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe…).* »[1]

Historique :

- En 1974, l'ISDI a été créée comme Installation de stockage de déchets non dangereux de classe 2.
- A partir de 1995 c'est la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc qui l'exploite.
- En 2006 l'arrêté préfectoral n° 2006-2347bis autorise la régie intercommunale Chamonix-Propreté à exploiter une ISDI au lieu-dit « Bocher-route du Nant Jorlant ».
- En 2013, la commune des Houches est propriétaire du terrain.
- En 2014 l'arrêté préfectoral n°2014076-0020 autorise la modification et la prolongation de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc jusqu'en 2024.
- En 2024, l'arrêté n°PAIC-2024-0047 autorise la prolongation de l'activité de l'installation de stockage de déchets inertes par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc jusqu'au 28 février 2026

L'ISDI a réalisé un dossier pour une demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation (selon l'article R181-49 du CE). Cette demande a été accordée le 1er juillet 2024 permettant ainsi de prolonger l'exploitation jusqu'au 28 février 2026. Dans ce cadre, la nature des déchets autorisés sur l'installation, définie par l'arrêté préfectoral n°2014076-0020 en vigueur du 17 mars 2014, n'a pas évolué. Il s'agit de béton, briques, mélanges avec des tuiles et céramiques, de terres et de cailloux. La quantité de déchets inertes reçue durant les 2 ans de prolongation a été modifiée à hauteur de 900 t/an en moyenne. La quantité de déchets inertes stockées aux termes des 2 ans de prolongation a donc été estimée à 1800 tonnes.

Plus précisément, la capacité résiduelle du site étant encore importante et les quantités de déchets inertes stockées chaque année ayant aujourd'hui été sensiblement réduites (environ 600 à 1 000 t/an), cette prolongation était cohérente et nécessaire.

[1] Source :https://www.nord.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Gestion-desdechets/Installation-de-stockage-de-dechets-inertes-ISDI

Dans ce contexte, le zonage actuel du PLU réalisé en 2017 ne correspond pas à l'usage réel du sol. Il est donc nécessaire de procéder à une modification du zonage afin de le mettre en cohérence avec les usages existants.

2.4 Le fonctionnement

L'installation de stockage des déchets non dangereux inertes (ISDI) a pour vocation d'assurer la mise en stockage définitif (enfouissement) des déchets inertes issus de travaux de construction, de déconstruction et de démolition, apportés par les particuliers à la déchèterie du Bocher, à 500m au sud de l'ISDI. Depuis 2014, les professionnels ne sont plus autorisés à venir déposer leurs déchets inertes sur le site de l'ISDI ni en déchèterie. Ils doivent emmener ces déchets triés chez la société Vicat à proximité, où ils sont contrôlés, puis triés selon leur nature. Les inertes non valorisables sont utilisés par la carrière.

L'accès au site, est strictement réservé au personnel d'exploitation de la régie intercommunale, l'entrée des usagers et des professionnels sur le site de l'ISDI est interdite. Plus précisément, l'accès à l'ISDI se fait par le chemin de Bocher depuis l'arrière de la déchèterie, en longeant la plateforme de compostage sur la droite. Les déchets inertes déposés par les particuliers dans la benne d'inertes de la déchèterie du Bocher sont transférés par camion sur la plateforme de stockage (ISDI). Ces déchets sont vidés et tassés au fur et à mesure des dépôts au moyen d'une chargeuse. Ces équipements sont présentés ci-après.

La nature des déchets autorisés sur l'installation est définie par l'arrêté préfectoral en vigueur du 17 mars 2014. La liste de ces déchets autorisés est reprise dans le tableau ci-dessous :

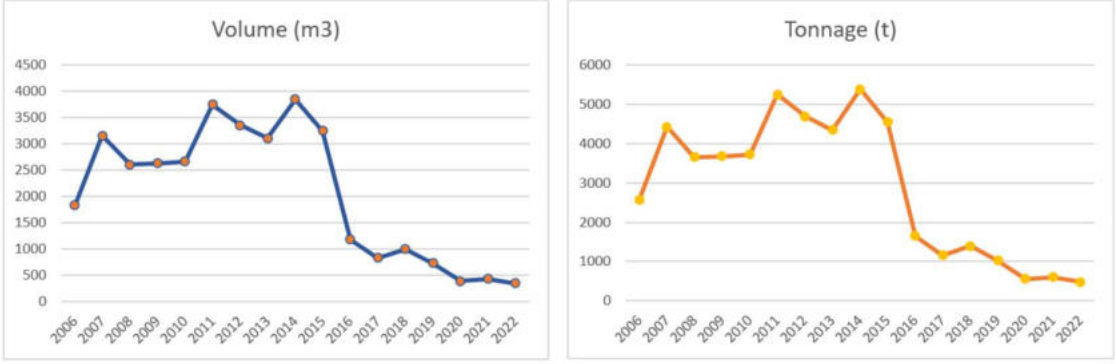
Figure 4 : Liste des déchets autorisés sur l'installation

Code déchets *	Dénomination	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, brique, tuiles et céramique	Uniquement déchets de construction et de démolition triés et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

Source : Dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, 2024, elcimaï

En termes de quantités, les courbes ci-dessous présentent l'historique des volumes et tonnages de déchets inertes enfouis au sein de l'ISDI des Houches depuis 2006.

Figure 5 : Courbes d'évolution des volumes et tonnages enfouis sur l'ISDI depuis 2006



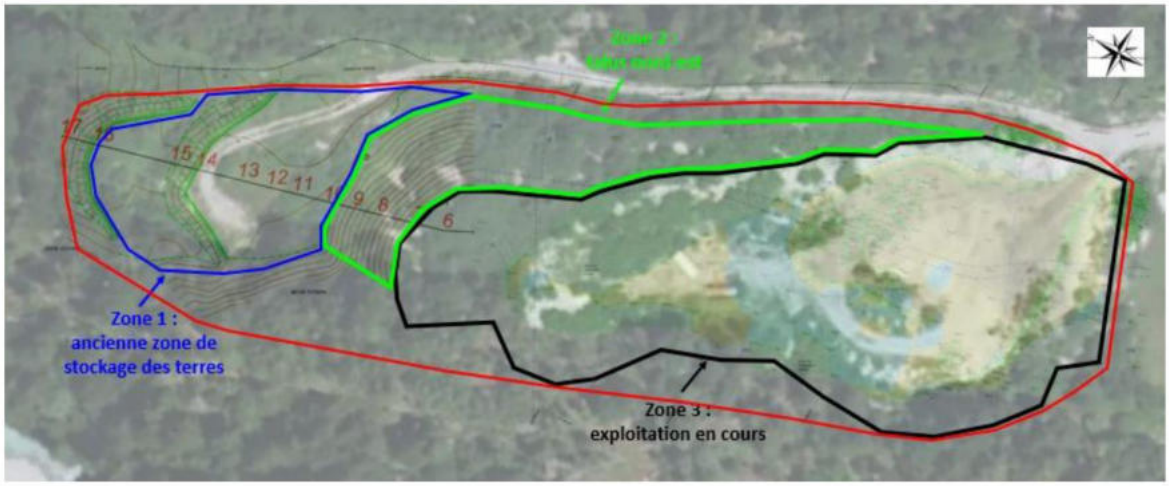
Source : Dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, 2024, elcimaï

Les courbes ci-dessus montrent la baisse régulière des volumes et tonnages enfouis depuis 2016, après l'arrêt de l'accueil des dépôts professionnels en déchèterie. Les tonnages annuels se situent entre 500 et 1000 t/an depuis 2019. En effet, les volumes prévisionnels initialement projetés en 2014 sont loin d'être atteints. Depuis 2006, un volume de 35 000 m^3 environ a été comblé. Par rapport à la capacité maximale autorisée par l'arrêté de 2006 de 45 000 m^3, il reste encore un volume disponible de 10 000 m^3 environ, soit environ 15 ans d'exploitation au rythme actuel.

Concernant l'organisation du site il existe plusieurs zones :

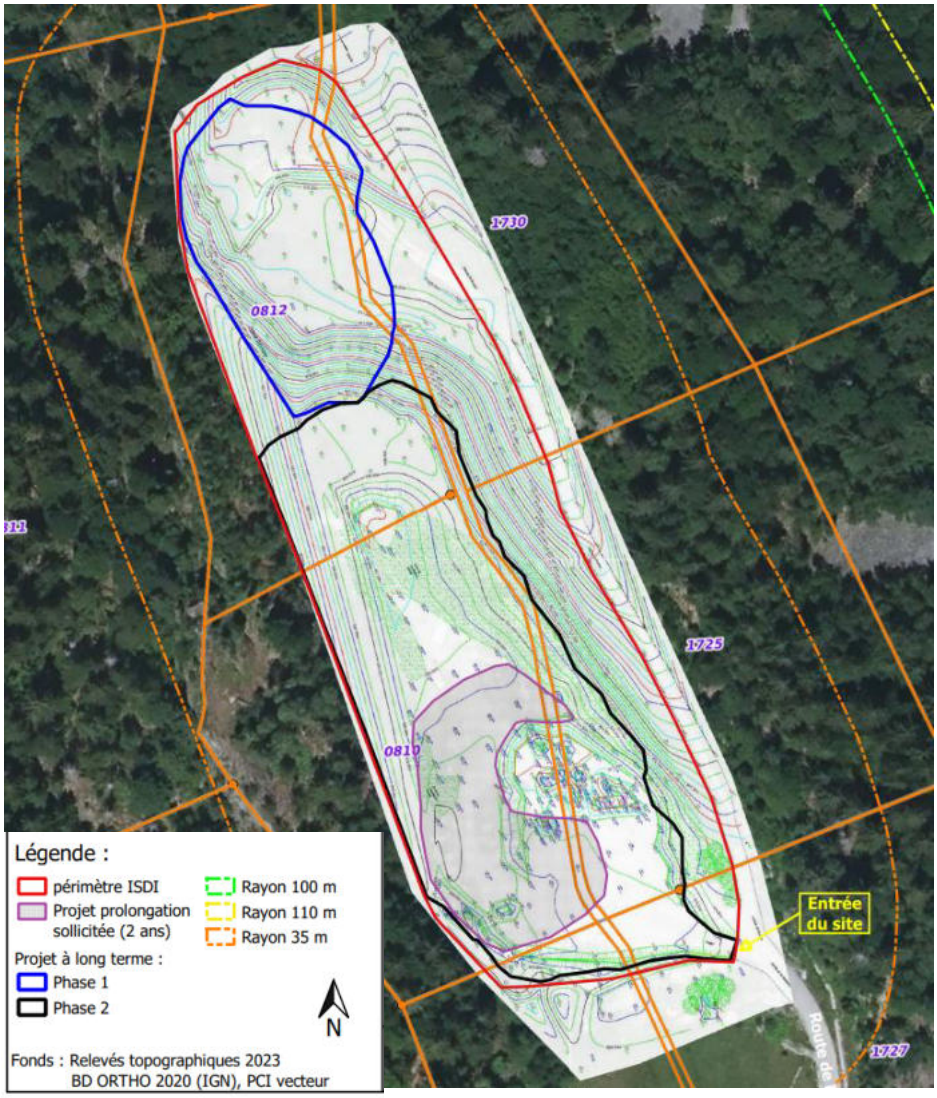
- Zone 1: une zone anciennement exploitée en pointe Nord du site (en bleu sur la figure suivante) contenant le stockage de terres ;
- Zone 2: une zone intermédiaire centrale composée essentiellement d'un talus entre la zone nord (terres), la zone sud en exploitation et le chemin de Bocher au Nord-Est. Dans le cadre de la prolongation d'exploitation cette zone sera débroussaillée en partie afin de pouvoir reprendre le talus, en particulier pour sa jonction avec la partie Nord du site ;
- Zone 3: la zone au sud du site, actuellement en exploitation et accueillant les dépôts des bennes provenant de la déchetterie.

Figure 6 : Organisation du secteur



Source : Dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, 2024, elcimaï

Figure 7 : Organisation du secteur dans le cadre de la demande de prolongation d'exploitation de l'ISDI



Source : Dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, 2024, elcimaï

2.5 Etat initial du site

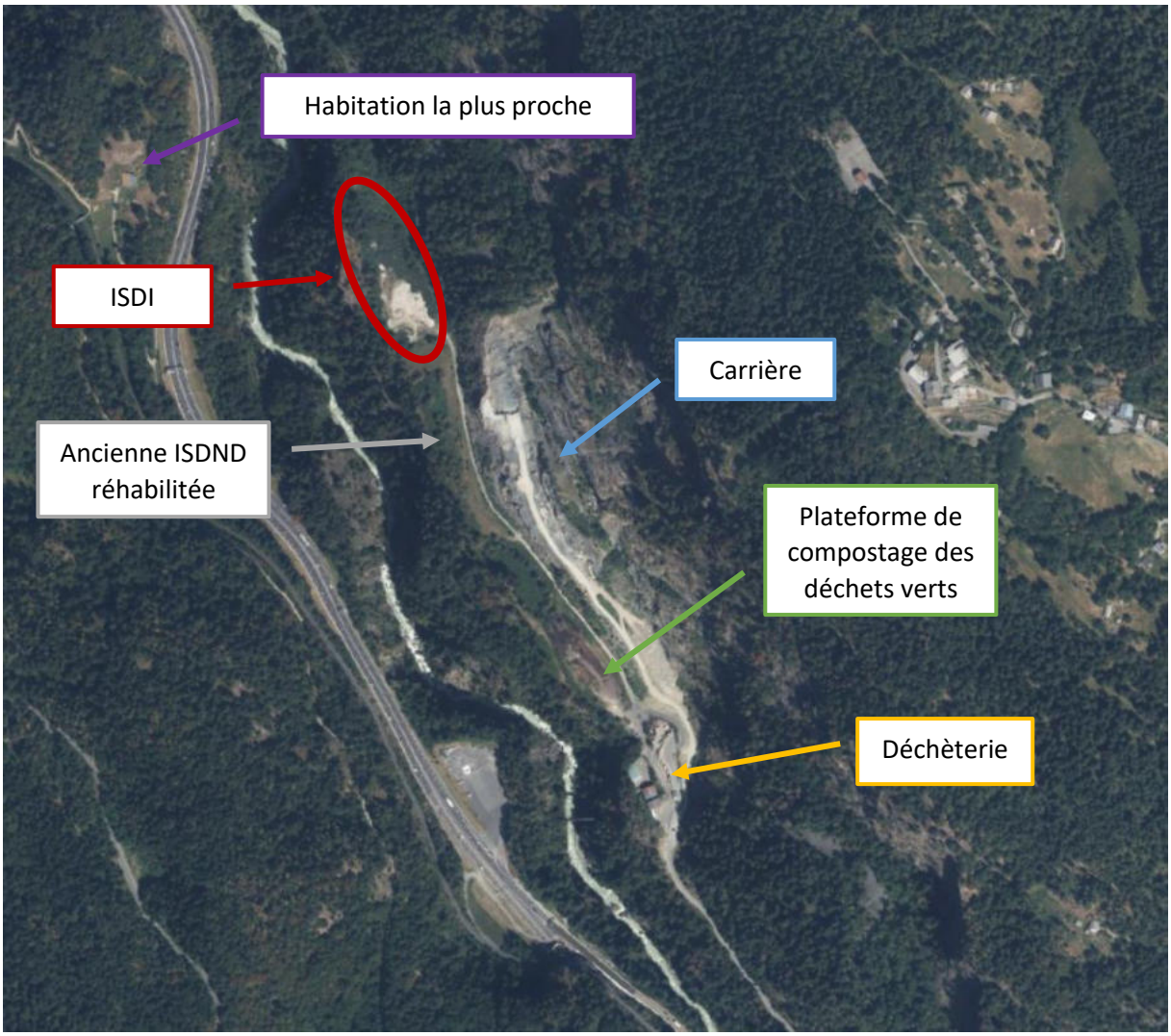
Contexte et activité du site et de ses alentours

Cette ISDI n'est pas isolée : elle se situe à proximité de nombreuses activités en lien avec les matériaux et les déchets telles que :

- Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux non inertes (ISDND), fermée et réhabilitée, en limite sud de l'ISDI ;
- Installation de compostage des déchets verts en exploitation par la CCVCMB, au sud de l'ancienne IDSND ;
- Déchèterie des Houches (Le Bocher) en activité, au sud de la plateforme de compostage ;
- La carrière des Houches, en activité, exploitée par une entreprise privée (VICAT), au sud-est de l'ISDI et à l'est de l'ISDND réhabilitée.

L'ISDI est implantée à une distance significative des zones d'habitation. La première habitation se trouve à plus de 250 mètres, séparée de l'installation par la route nationale 205. Le lotissement de la Flatière, situé à l'ouest, est quant à lui localisé à plus de 540 mètres.

À proximité immédiate du site se trouve également la déchetterie de la CCVMB, classée comme établissement recevant du public (ERP). Toutefois, il ne s'agit pas d'un ERP accueillant des populations sensibles.



Source orthophoto : http://www.geoportail-des-savoie.org

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) :

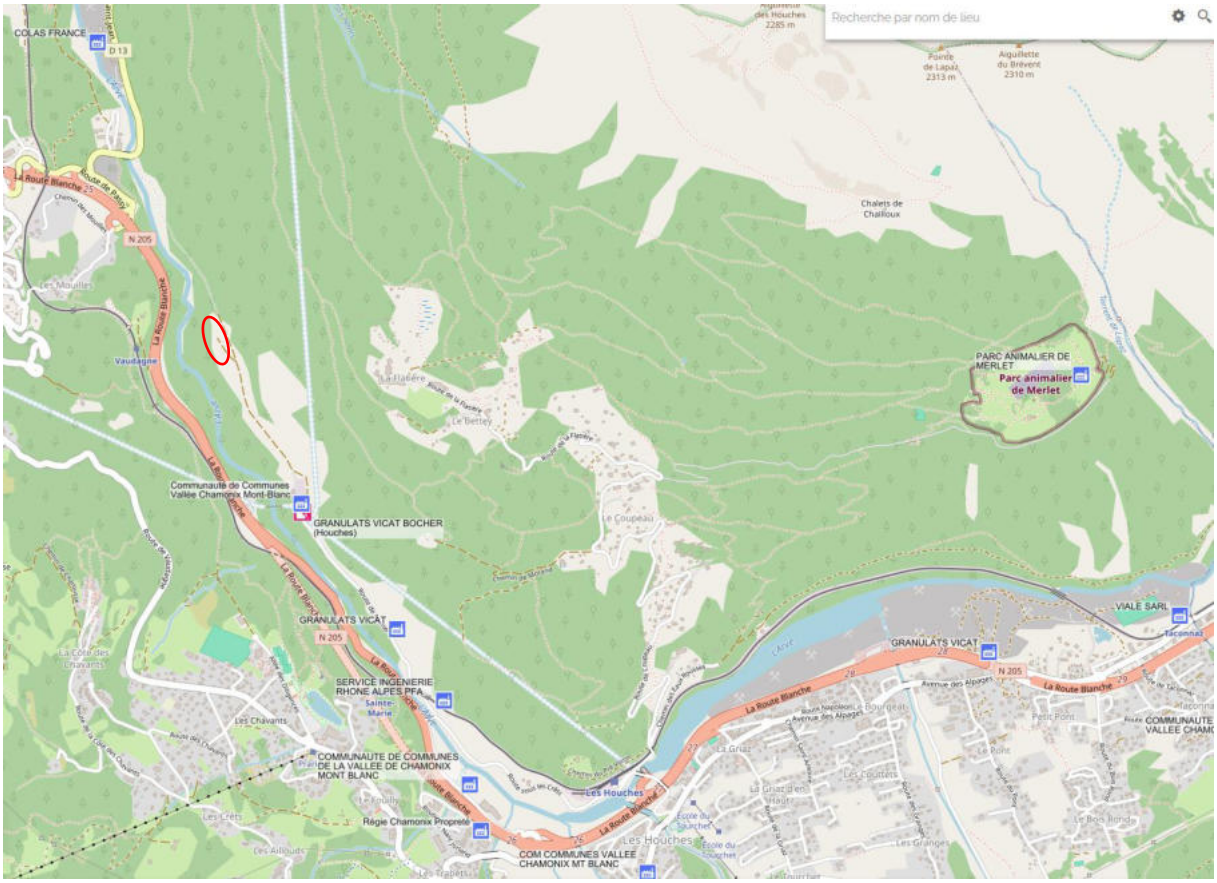
Cette activité est concernée pas la rubrique 2760-3 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) :

Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :

1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	*(A-2)*
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	
a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la rubrique 3540	*(E)*
b) Autres installations que celles mentionnées au a	*(A-1)*
3. Installation de stockage de déchets inertes	***(E)***
4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique *Pour la rubrique 2760-4 :* *Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t.* *Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t*	*(A-2)*

Le site est également situé à proximité de plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), notamment : la carrière Vicat (Bocher Nord), à côté à l'ISDI ; l'entreprise Colas (production de matériaux), implantée à environ 1 km ; ainsi que la carrière Vicat (Bocher Sud), localisée à 500 mètres de l'ISDI.

Figure 8 : Installations classées



Source : https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees/carte#/admin/com/74143

Sols pollués

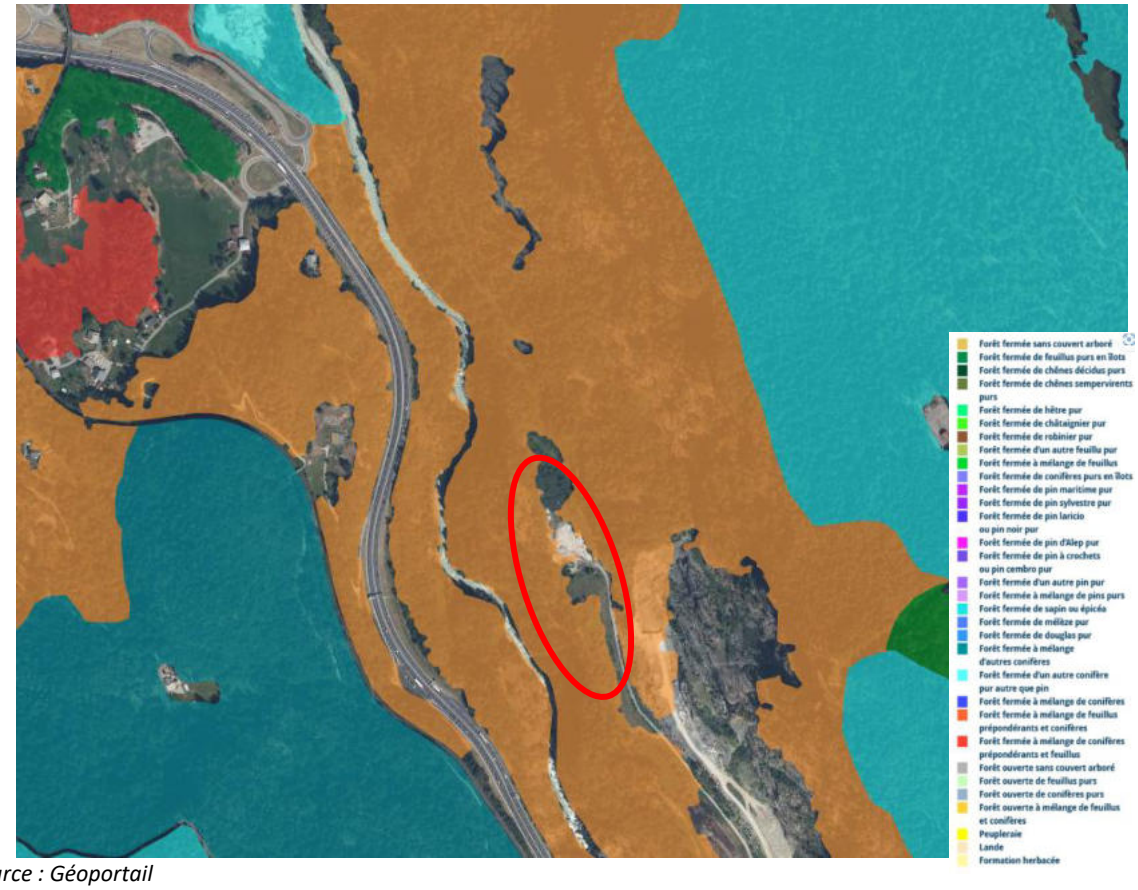
La base de données BASOL ne recense aucun sol pollué ou potentiellement pollué à proximité immédiate du projet. Dans un périmètre de 5 km autour du site, 8 sites sont répertoriés (source : Géorisques). Le site potentiellement pollué le plus proche est la station-service des Houches, Route Nationale 205, à environ 3 km au sud-est du site.

La base BASIAS répertorie 10 sites comme « ancien sites industriels et activités de service » dans un rayon de 2 km autour du site. Le site de l'ISDI est situé dans un secteur géographique peu industrialisé, avec une seule activité située à proximité du site (l'ancienne installation de stockage des ordures ménagères de Chamonix) et 2 autres sites situés respectivement à 0,9 et 1,0 km : 1 transformateur EDF et 1 ancien poste de distribution de carburant.

Occupation des sols

La zone est entourée de secteurs boisés composés principalement de feuillus et de conifères. En revanche, sur le site même de l'ISDI, où l'installation est déjà présente, il y a peu d'arbres car l'activité est déjà en cours.

Figure 9 : Cartographie des zones boisées



Source : Géoportail

Eau

Le site n'est desservi par aucun réseau AEP ou EU, ni aucun autre réseau. Cependant, la présence de réseaux (eaux usées et gaz) à proximité du site, le long du chemin de Bocher, est due à la carrière située au sud-est du site.

L'installation ne consomme pas d'eau. Elle ne nécessite donc pas de prélèvement d'eau ni au réseau ni au milieu naturel et ne produit pas d'effluent à rejeter. Les eaux de pluie s'écoulent naturellement au sein des massifs pour rejoindre la nappe d'eau souterraine et l'Arve.

3 JUSTIFICATION DE SON INTERET GENERAL

Il convient de rappeler que cette ISDI est un équipement sous maîtrise publique. De plus, ce secteur était classé en zone Nx (aires de stockage de matériaux) dans le PLU en vigueur jusqu'en 2017. Il semble alors qu'il ait été classé en zone Npe par erreur, alors même que l'installation existe depuis longtemps.

3.1 REPONDRE A UN BESOIN RELEVANT DU SERVICE PUBLIC

Cette ISDI est gérée par Chamonix Propreté, une régie intercommunale relevant de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc. À ce titre, elle remplit une mission de service public, ce qui la distingue des installations privées à vocation exclusivement industrielle.

Son lien fonctionnel avec la déchèterie du Bocher renforce ce caractère de service public : seuls les déchets issus de cette déchèterie peuvent y être déposés. L'ISDI des Houches constitue donc une solution locale de proximité, directement accessible aux habitants.

Elle est par conséquent indispensable pour la population du secteur, en particulier pour les particuliers ne disposant pas de solution alternative dans un rayon raisonnable. L'ISDI permet notamment de prévenir les dépôts sauvages en offrant un exutoire réglementé et accessible. Sa fermeture aurait pour effet immédiat d'exclure les usagers locaux d'un dispositif public essentiel, en les contraignant à des trajets longs, coûteux et polluants.

Pour ce motif, il s'agit d'une installation d'intérêt général.

3.2 REPONDRE A UN BESOIN LOCAL EN COHERENCE AVEC LA SITUATION RESIDENTIELLE, TOURISTIQUE DE LA COMMUNE ET LES BESOINS EN CONSTRUCTION

Selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), la population de la commune a augmenté de 603 habitants entre 2016 et 2022, passant de 2 926 à 3 529 habitants. La communauté de communes de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc a également connu une croissance démographique, avec une augmentation de 721 habitants sur la même période, passant de 13 038 habitants en 2016 à 13 759 en 2022. Ces données mettent en évidence l'attractivité du territoire, générant une demande importante en résidences principales. Par ailleurs, la diminution de la taille des ménages, liée notamment aux phénomènes de décohabitation, accentue ce besoin. Aux Houches, la taille moyenne des ménages est passée de 2,34 personnes en 2016 à 2,14 en 2022. Sur l'ensemble de la communauté de communes, elle est passée de 2,12 à 2,04 personnes par ménage.

Ces deux dynamiques (croissance démographique et réduction de la taille des ménages) concourent à une augmentation de la demande en logements principaux. Ainsi, entre 2016 et 2022, la commune des Houches a enregistré une hausse de 401 résidences principales, tandis que la communauté de communes a connu une augmentation de 589 résidences principales sur la même période.

Au-delà de la question du logement, l'arrivée de nouveaux habitants engendre également de nouveaux besoins en matière d'équipements publics, d'infrastructures routières, de réseaux (eau, assainissement, électricité), ainsi que de bâtiments dédiés aux services et aux commerces.

Par ailleurs, le territoire bénéficie d'une attractivité touristique particulièrement forte. Dans ce cadre, un taux important de construction de résidences secondaires a été observé, avec une augmentation de 51 logements aux Houches et de 469 logements pour l'ensemble de la communauté de communes. À cela s'ajoutent de nombreux autres hébergements touristiques, avec par exemple 59 hôtels recensés sur le territoire intercommunal, dont 8 situés sur la commune des Houches. Si le tourisme est historiquement développé en période hivernale, notamment grâce aux stations de ski, un tourisme "quatre saisons" s'est également fortement développé. Ce phénomène est illustré par l'augmentation

du nombre de visiteurs estivaux. Cette activité touristique soutenue implique un développement continu des réseaux et des équipements.

Même si de nouvelles constructions sont attendues au sein de la Vallée de Chamonix Mont-Blanc, un ralentissement de ce rythme est à prévoir dans les prochaines années, en raison de plusieurs facteurs : les orientations nationales en matière de sobriété foncière, l'objectif de "zéro artificialisation nette" (ZAN), ou encore la loi Le Meur qui a permis à certaines communes de la Communauté de Communes de prévoir des zones où seules les résidences principales seront autorisées. Malgré ce possible ralentissement, le territoire continue de nécessiter d'espaces adaptés pour le stockage des déchets inertes issus des travaux.

Cette situation met en évidence l'intérêt général de maintenir une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur le territoire, afin de répondre aux besoins actuels et futurs en matière de gestion des déchets issus du BTP tout en limitant les impacts environnementaux et logistiques liés à leur transport.

3.3 LIMITER L'IMPACT CARBONE DU TRANSPORT ROUTIER ET PRESERVER L'AUTONOMIE DE LA COMMUNE EN MATIERE DE GESTION DES DECHETS INERTE

La région Auvergne Rhône-Alpes est couverte par un par un Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), approuvé le 19 décembre 2019. De plus, dans le cadre d'une réunion d'information organisée par le CAUE de Haute-Savoie, un état des lieux a été réalisé concernant la gestion des matériaux et des terres inertes sur le territoire départemental. Ces documents comprennent des cartes localisant les ISDI (Installations de Stockage de Déchets Inertes) existantes. Il en ressort qu'en 2016, le territoire comptait 22 ISDI autorisées, contre 16 en 2023. Si aucun nouveau projet ne voit le jour, elles ne seront plus que 6 à l'horizon 2030, soit une perte de 70 % de la capacité de prise en charge des terres de terrassement. Cette diminution entraîne un maillage territorial inégal, avec certains bassins géographiques totalement dépourvus d'exutoires. Les cartes présentées ci-dessous montrent qu'en 2024, l'ISDI des Houches est relativement isolée par rapport aux autres installations du territoire. Bien que certaines carrières disposent de leur propre ISDI (comme aux Houches ou à Magland) leur utilisation est réservée à l'activité de la carrière ou aux professionnels. L'ISDI des Houches reste donc la seule installation du secteur à accueillir les déchets inertes des particuliers. Les communes disposant d'ISDI les plus proches sont : Ayse, située à environ 50 km des Houches et Vailly, à plus de 70 km.

Aujourd'hui, les bennes de déchets inertes sont acheminées vers l'ISDI une à deux fois par semaine par les employés de Chamonix Propreté. La déchetterie et l'ISDI étant situées à quelques mètres l'une de l'autre, les émissions de CO_2 liées au transport sont négligeables. Nous partons donc de l'hypothèse que ce transport n'émet actuellement presque pas de CO_2, soit 0 kgCO_2e/an.

Selon l'ADEME, 1 litre de gazole émet environ 2,58 kg de CO_2. En partant de l'hypothèse qu'un camion ampliroll, utilisé pour le transport de bennes amovibles, consomme 40 litres aux 100 km, cela équivaut à environ 1 kg de CO_2 par kilomètre parcouru.

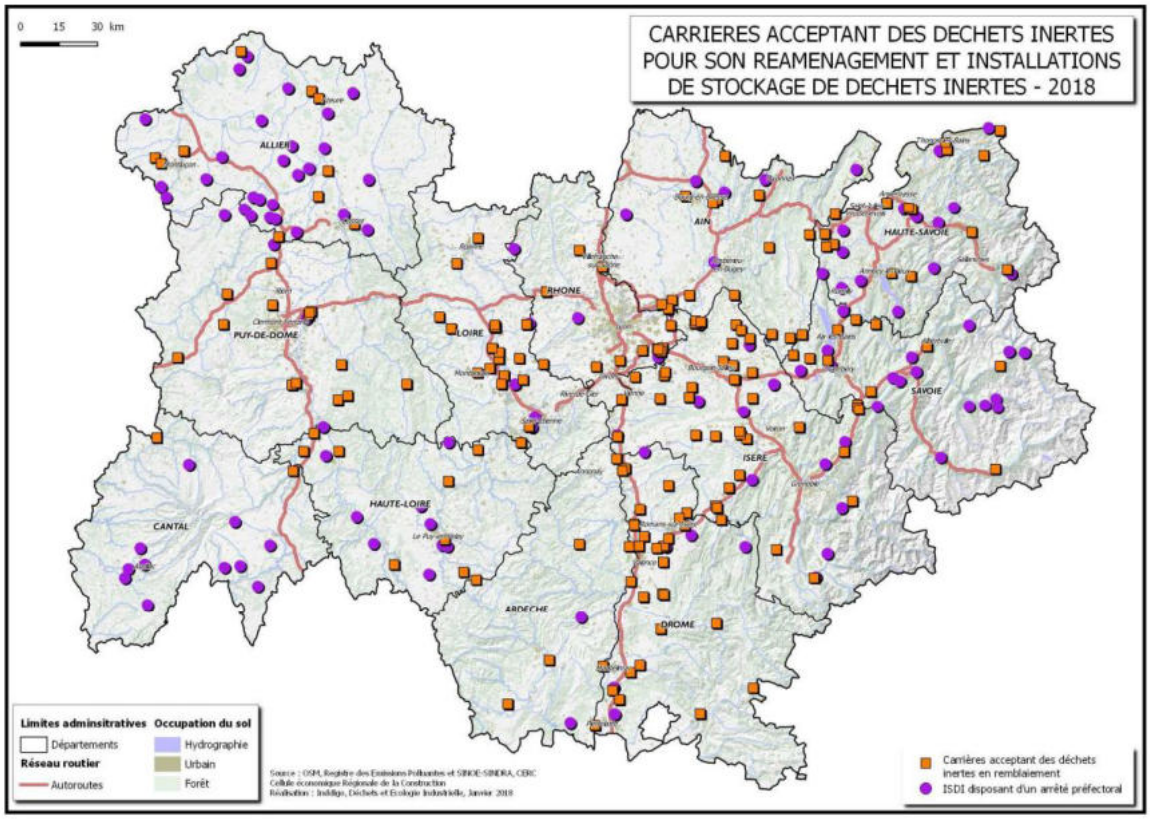
Si ce même camion ne peut plus se rendre aux Houches et doit désormais aller jusqu'à Ayse, cela représente un trajet de 100 km aller-retour.

À raison de 2 trajets par semaine, pendant 52 semaines, cela correspond à :

1kgCO2e/km * 2 fois par semaine * 52 semaines * 100 km = 10 400 kgCO2e/an

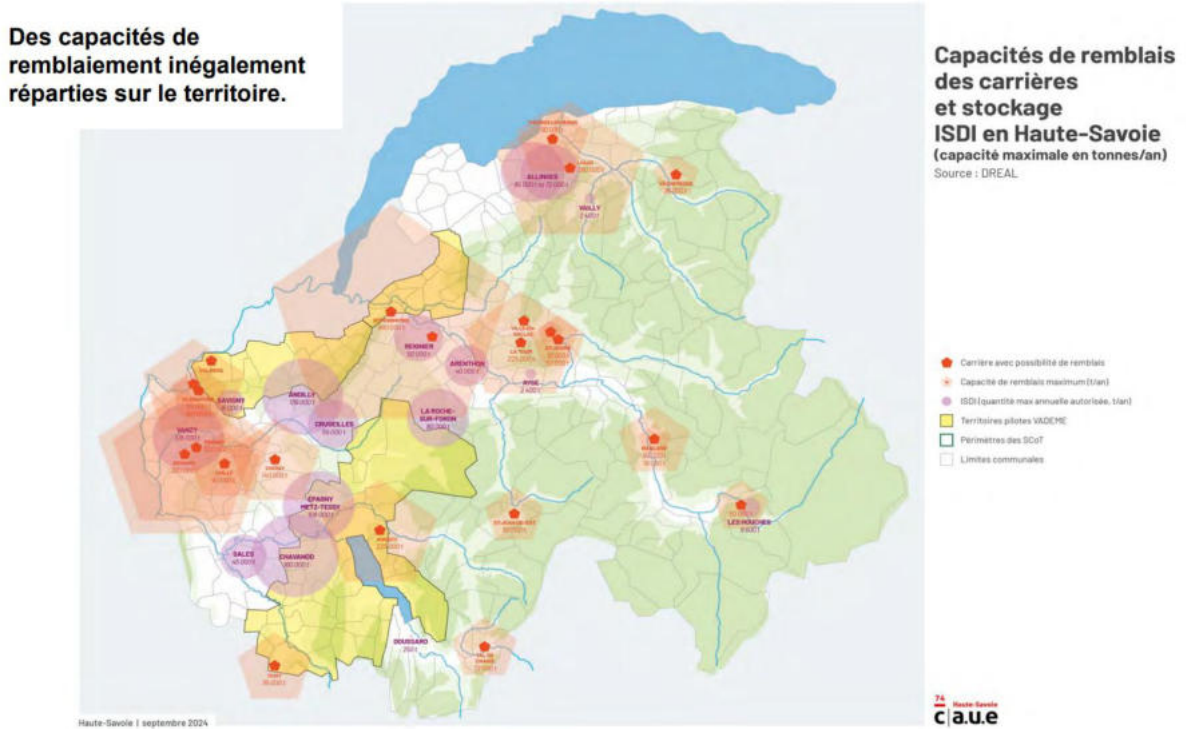
Ainsi, la fermeture d'un site de proximité comme celui des Houches aurait un impact environnemental non négligeable, en particulier en termes d'émissions de gaz à effet de serre liées au transport.

Carte 1 : Localisation des ISDI sur la région Auvergne-Rhône -Alpes en 2018



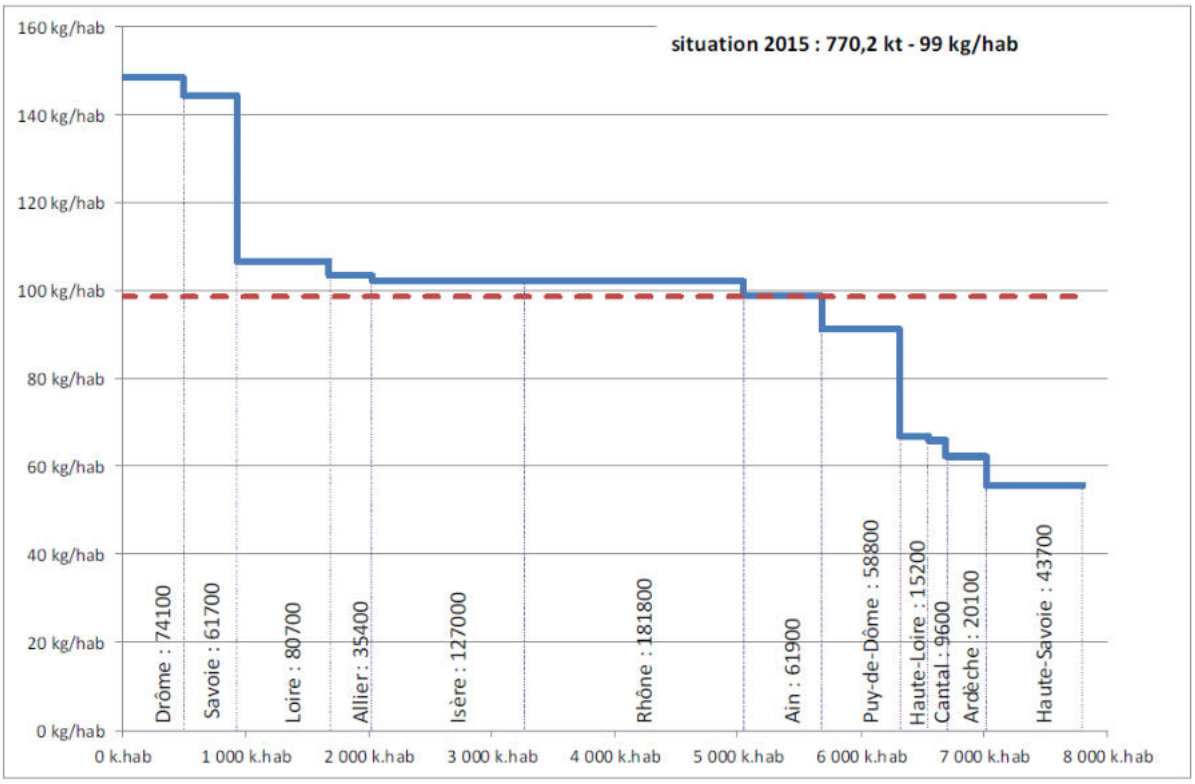
Source : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) approuvé le 19 décembre 2019

Carte 2 : Localisation des ISDI sur la région Auvergne-Rhône -Alpes en 2023



Source : c.a.u.e Haute-Savoie, diaporama réunion « vers une meilleure gestion des terres inertes et des matériaux de Haute-Savoie »

Figure 10 : Extrait du PRPGD – Répartition de la production globale de déchets d'activités économique



Source : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) approuvé le 19 décembre 2019

Il est donc dans l'intérêt général du territoire de maintenir cette ISDI sur le Houches et de mettre en place le zonage adéquat pour assurer sa pérennité.

4 ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, INCIDENCES, MESURES ERC (EVITER, REDUIRE, COMPENSER) ET MESURES DE SUIVI

4.1 VOLET MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

Dans le cadre du projet de renouvellement de l'ISDI, une étude environnementale a été réalisée en 2023 par les entreprises ELCIMAÏ ENVIRONNEMENT et SOCOTEC. Celle-ci est annexée au présent document. Elle comprend un recensement des zonages d'intérêt écologique, un inventaire naturaliste, une étude des incidences NATURA 200, une étude d'impact environnementale du projet et des mesures ERC.

La zone d'étude correspond à la zone modifiée du PLU dans cette procédure.

4.1.1 ETAT INITIAL (ZONES D'INTERET ECOLOGIQUES)

- **<u>Zones d'intérêt écologiques réglementaires</u>**

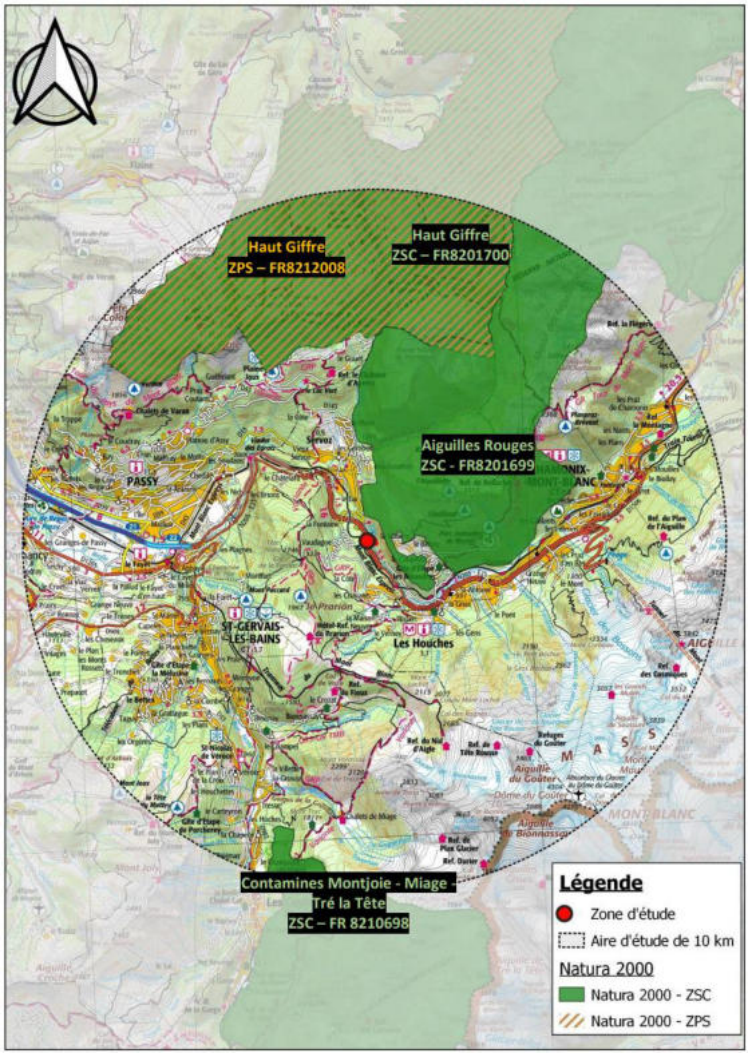
Natura 2000
La Vallée de Chamonix comprend le site Natura 200 des Aiguilles Rouges qui s'étend sur 2 065 ha.
Quatre sites Natura 200 sont à moins de 10 km du site :

Figure 11 : Liste des zonages Natura 2000

Code du site	Type	Nom	Distance au projet
FR8201699	ZSC	Aiguilles Rouges	260 m à l'est
FR8212008	ZSC	Haut Giffre	5,8 km au nord
FR8212008	ZPS	Haut Giffre	5,8 km au nord
FR 8210698	ZSC	Contamines Montjoie - Miage - Tré la Tête	8 km au sud

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Figure 12 : Localisation des zone Natura 2000



Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Réserves Naturelles Nationales ou Régionales

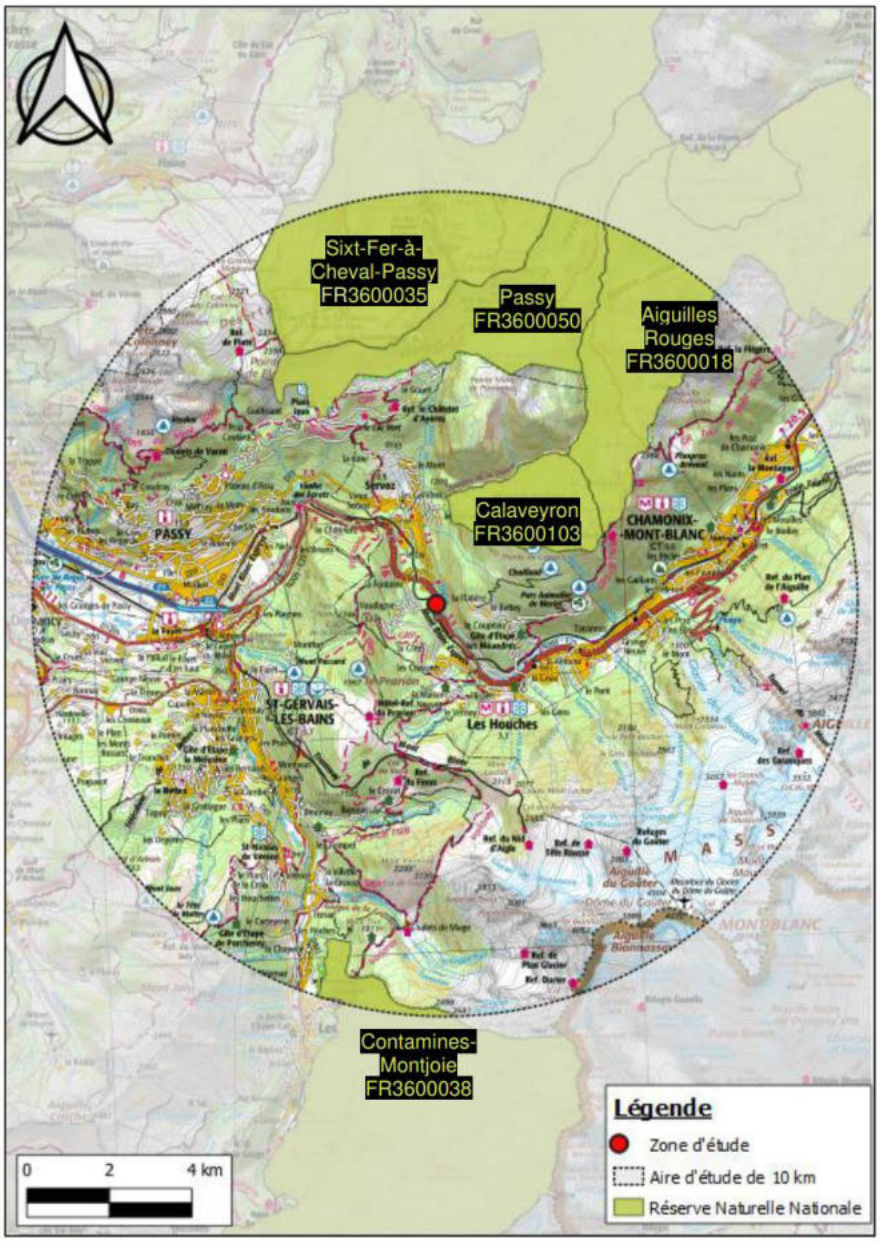
Cinq réserves naturelles nationales sont localisées dans un rayon de 10 km autour de la zone d'étude, elles sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Figure 13 : Liste des Réserves Naturelles Nationales

Code du site	Nom	Distance au projet
FR3600103	Calaveyron	1,8 km au nord
FR3600018	Aiguilles Rouges	4,5 km au nord
FR3600050	Passy	5,5 km au nord
FR3600035	Sixt-Fer-à-Cheval-Passy	6,3 km au nord
FR3600038	Contamines-Montjoie	8,2 km au sud

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Figure 14 : Plan de situation des Réserves Naturelles à proximité du site



Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

- **<u>Zones d'intérêt écologique non réglementaire</u>**

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

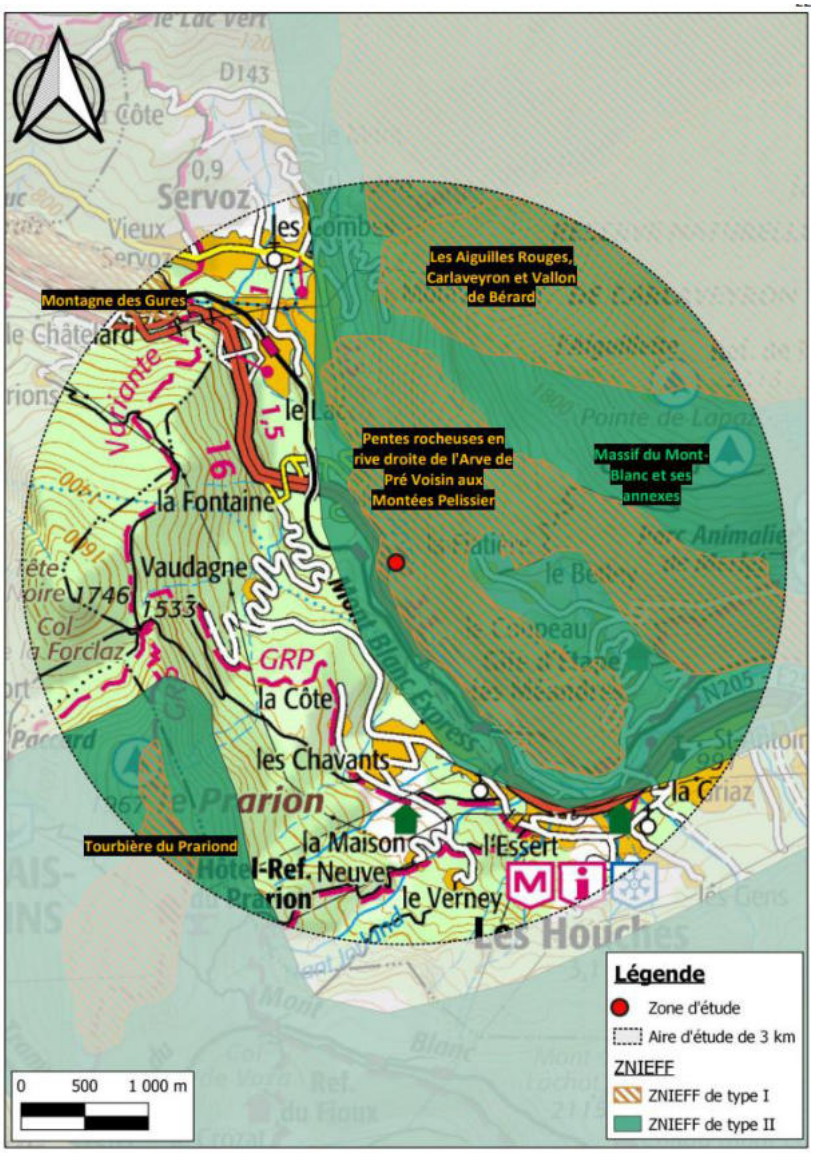
L'aire d'étude, qui présente ici un rayon de 3 km autour du projet, comprend plusieurs zones d'inventaires ZNIEFF, une ZNIEFF de type 2 et quatre ZNIEFF de type 1. Elles sont listées dans le tableau suivant :

Figure 15 : ZNIFF à proximité de la zone d'étude

Code du site	Type	Nom	Distance au projet
820031668	ZNIEFF de type II	Massif du Mont-Blanc et ses annexes	Inclus dans le projet
820031644	ZNIEFF de type I	Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier	Inclus dans le projet
820031619	ZNIEFF de type I	Les Aiguilles Rouges, Carlaveyron et Vallon de Bérard	1,7 km au nord
820031710	ZNIEFF de type I	Montagne des Gures	2,5 km à l'ouest
820031666	ZNIEFF de type I	Tourbière du Prariond	2,3 km au sud

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Figure 16 : Plan de situation ZNIFF I et II à proximité du site

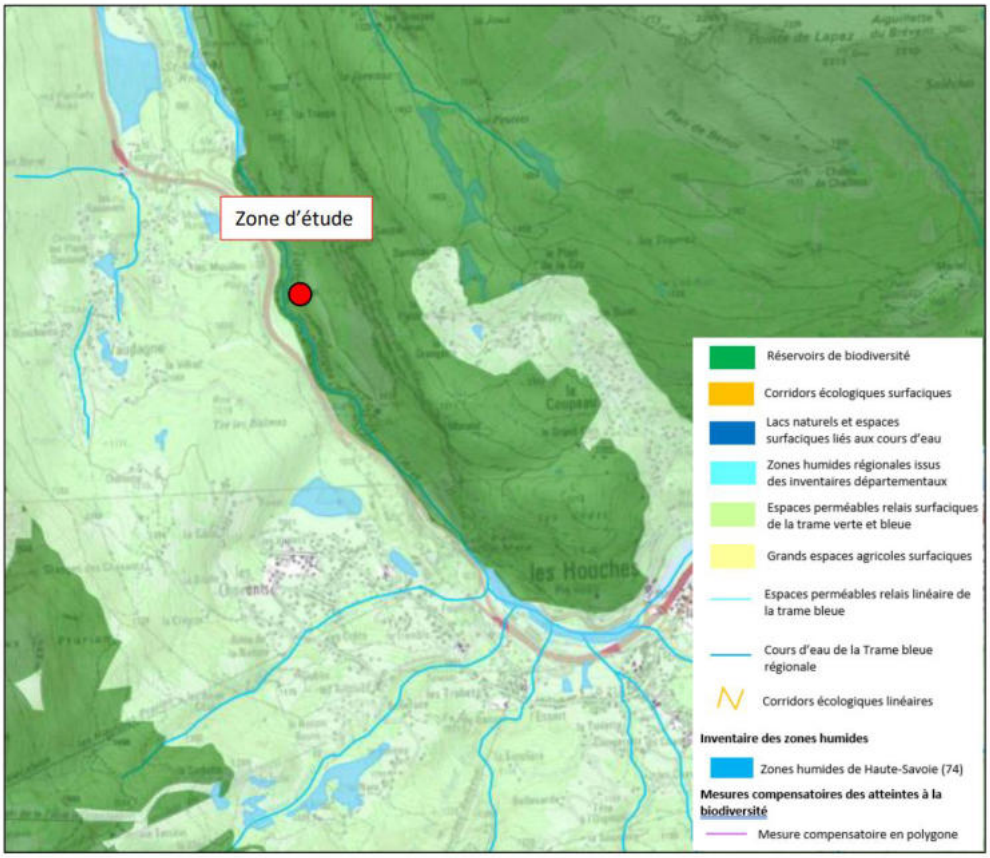


Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Schéma Régional de Cohérence Ecologique

D'après le SRCE Rhône-Alpes, le site est localisé dans un réservoir de biodiversité constitutif de la trame verte.

Figure 17 : Extrait du SRCE Rhône Alpes



Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

4.1.2 ETAT INITIAL DU SITE (MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE)

- **<u>Habitat naturel</u>**

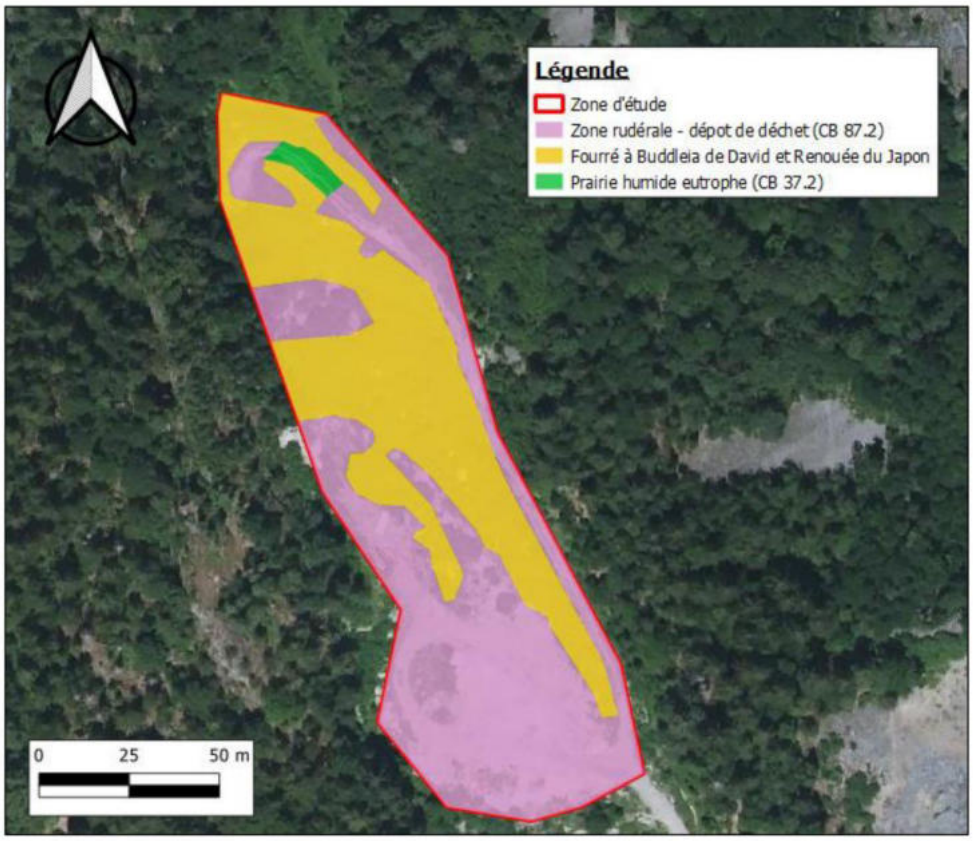
Trois types d'habitats ont été recensés. Ils figurent dans le tableau et sur les cartes ci-dessous :

Figure 18 : Identification des habitats au sein de la zone d'étude et zone d'étude élargie

Dénomination et Code Corine Biotopes (CB)	Dénomination et Code EUNIS	Surface
Zone rudérale (87.2)	Communautés d'espèces rudérales des constructions rurales récemment abandonnées altitudes (E5.13)	5 427 m²
Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon (31.8)	F3.1 Fourrés tempérés	4 530m²
Prairie humide eutrophe (37.2)	Prairies eutrophes et mésotrophes E3.4	123 m²

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Figure 19 : Cartographie des habitats au sein de la zone d'étude



Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Zone rudérale : Cet habitat occupe la majorité de la surface de la zone d'étude. Il est caractérisé par des zones de stockage de déchet couplé à la présence d'espèces floristiques peu exigeantes et très communes, typique de terrain remanié.

Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon : Cet habitat est localisé plutôt au centre et au nord de la zone d'étude. Il tend à s'étendre sur les autres habitats présents. Il est caractérisé par la forte dominance du Buddleia de David ainsi que par la Renouée du Japon en strate arbustive.

Prairie humide eutrophe : Cet habitat est constitué d'une strate herbacée majoritairement hygrophile. La présence de ces espèces peut être expliquée par la configuration du site : il semblerait qu'il s'agisse d'eau de ruissellement s'accumulant sur une zone en aval. L'infiltration d'eau y est lente, formant ainsi une rétention d'eau très localisée qui permet le développement d'espèces hygrophiles. Bien que cet habitat soit intéressant du point de vue de sa diversité, il est limité par sa taille (123 m²) et en voie de fermeture par les fourrés à espèces exotiques envahissantes.

Synthèse des habitats et de la flore

Majoritairement remanié, le site d'étude est utilisé comme une zone de dépôt de déchet. La flore y est commune et souvent caractéristique de milieu anthropique. La très forte présence de la Renouée du Japon et le Buddleia de David asphyxie la flore naturelle déjà présente. La prairie humide témoignant d'une zone de stagnation d'eau ponctuelle pourrait constituer un enjeu modéré, mais limité par sa taille (123 m²) ainsi que sa fermeture par les espèces exotiques, cet habitat tend à disparaître. Le site d'étude présente des enjeux faibles concernant la flore et les habitats.

- **Recensement de la faune**

Mammifères terrestres
Aucun mammifère terrestre n'a été recensé lors des investigations. Cependant, le hérisson d'Europe pourrait très bien fréquenter la zone d'étude en particulier les fourrés. Les zones de dépôt de déchets limitent fortement l'accueil pour ce groupe taxonomique.

Les enjeux concernant les mammifères terrestres sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

Chiroptères
La maturité du boisement ainsi que les arbres présents au sein de la zone d'étude ne sont pas propices à la constitution d'arbre gîte. Une inspection des arbres a été réalisée. Aucune cavité pouvant constituer un gîte à chiroptère n'a été recensée. Les zones de dépôt de déchets ne peuvent pas constituer une zone de chasse favorable pour ce groupe. Les chiroptères vont donc plus fréquenter les lisières forestières en périphérie du projet comme axe de déplacement et de chasse.

Les enjeux concernant les chiroptères sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

Oiseaux
Neuf espèces ont été recensées pendant les investigations de juin 2023. Les espèces peuvent être identifiées selon un cortège inféodé aux milieux arborés. En effet, bien que la zone d'étude soit un milieu ouvert, la majorité des espèces inventoriées sont des espèces fréquentant des forêts mixtes ou de conifères. La zone d'étude est entourée d'une forêt mixte constituée de grands arbres sur lesquels les espèces cavernicoles inventoriées pourraient y nicher. La Mésange nonette est considérée comme nicheuse certaine du fait de l'observation d'un adulte transportant de la nourriture pour des juvéniles. La Fauvette à tête noire, le Pouillot Véloce ainsi que le Rougegorge familier sont considérés comme nicheurs possibles raison de leur possibilité de nicher au sein de fourrés présents au sein du site d'étude. Enfin, la Mésange noire, la Mésange bleue, le Pinsons des arbres, le Pic noir ainsi que le Roitelet à triple bandeau sont des espèces cavernicoles, considérées comme non nicheurs sur site. Aucun arbre ou rocher présentant de cavité n'a été répertorié au sein du site d'étude. Toutes les espèces inventoriées font l'objet d'une protection au niveau national et aucune ne présente un statut de protection particulier.

Les enjeux concernant les oiseaux sur l'emprise du projet sont jugés faibles en période de nidification.

Amphibiens
Aucune espèce d'amphibien n'a été recensée sur la zone d'étude au cours des sessions d'inventaires. En l'absence de point d'eau, le site n'est pas propice à l'accueil des amphibiens en période de reproduction. Toutefois, il n'est pas exclu d'observer des individus en déplacement.

Les enjeux concernant les amphibiens sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

Reptiles
Aucune espèce de reptile n'a été recensée sur la zone d'étude au cours de la session en juin 2023. La zone d'étude présente néanmoins quelques tas de pierres qui pourrait convenir pour l'accueil de ce groupe taxonomique.

Les enjeux concernant les reptiles sur l'emprise du projet sont jugés faibles

Insectes

A ce jour, 6 espèces de lépidoptères ont été recensées. Il est à noter l'absence d'odonates. Aucun coléoptère saproxylophage, ni aucun arbre gîte n'a été observé lors des différentes sessions d'inventaires.

Les enjeux concernant les insectes sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

4.1.3 ENJEUX ECOLOGIQUES

Suite à l'inventaire naturaliste réalisé dans le cadre de l'étude environnementale, les enjeux ont été évalués, ils ont été synthétisés dans le tableau ci-dessous :

Figure 20 : Hiérarchisation des enjeux écologiques

CATEGORIE	SYNTHESE ET JUSTIFICATION DES ENJEUX	HIERACHISATION DES ENJEUX
Zones d'intérêt écologique réglementaire	Le site d'étude n'est pas inclus dans une zone d'intérêt écologique réglementaire. Le site Natura 2000 le plus proche est situé à 260 m à l'est projet, il s'agit de la ZSC Aiguilles Rouges, trois autres sites Natura 2000 sont présents dans un rayon de 10 km autour du projet.	Modéré
Zones d'intérêt écologique non réglementaire	Le site d'étude est inclus dans deux ZNIEFF. Une ZNIEFF I «Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier» ainsi qu'une ZNIEFF II « Massif du Mont-Blanc et ses annexes ». Trois autres ZNIEFF sont présentes dans un rayon de 3 km autour du projet.	Fort
Schéma Régional de Cohérence Ecologique	D'après le SRCE Rhône-Alpes, le site est concerné par un des éléments de la trame verte (réservoir de biodiversité).	Modéré
Habitats floristiques	Au droit de la zone d'étude, il est à noter la présence d'habitats semi-naturels et naturel en mauvais état de conservation et non d'intérêt communautaire.	Faible
Espèces végétales	Les espèces floristiques inventoriées sur la zone d'étude peuvent être qualifiées de communes à très communes pour la région biogéographique.	Faible
Espèces végétales invasives	Très forte présence de deux espèces exotiques envahissantes : la Renouée du Japon et le Buddleia de David.	Fort
Mammifères terrestres	Aucun mammifère n'a été contacté. Le site d'étude étant donné la présence de zone de déchet, n'est pas propice à l'accueil de ce groupe.	Faible
Chiroptères	Aucune cavité pouvant constituer un gîte à chiroptère n'a été recensé au sein de la zone d'étude. Le site d'étude constitue une zone de chasse peu favorable pour ce groupe.	Faible
Oiseaux	Neuf espèces ont été recensées pendant les investigations, toutes protégées à l'échelle nationale. Trois d'entre-elles sont nicheuses possibles et une seule nicheuse certaine. Les espèces contactées sont majoritairement inféodées aux milieux arborés fréquentent la forêt entourant la zone d'étude.	Faible en période de nidification.

CATEGORIE	SYNTHESE ET JUSTIFICATION DES ENJEUX	HIERACHISATION DES ENJEUX
Amphibiens	Aucune espèce d'amphibien n'a été recensée sur la zone d'étude au cours de la session d'investigation.	Faible
Reptiles	Aucune espèce de reptile n'a été recensée sur la zone d'étude au cours de la session d'investigation.	Faible
Insectes	Les espèces contactées et identifiées peuvent être qualifiées de communes pour la région biogéographique.	Faible

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

4.1.4 INCIDENCES

- **Natura 2000**

Habitat naturel d'intérêt communautaire

Les inventaires écologiques sur l'année 2023 n'ont pas mis en évidence la présence d'Habitat inscrit à l'Annexe I à la Directive Habitats Faune Flore des différentes zones Natura 2000. La zone est occupée, actuellement, par une zone rudérale de dépôt de déchet, de fourrés à espèces exotiques envahissantes ainsi qu'une petite prairie humide en voie de fermeture. Ces types de milieux ne présentent pas un niveau de rareté et de sensibilités écologiques fortes. De plus, le site ne semble pas indispensable à certaines espèces animales des zones Natura 2000.

Le projet n'engendrera pas d'incidences directes, indirectes, et permanentes sur les habitats d'intérêt communautaire.

Les espèces végétales et animales d'intérêt communautaire :

Compte tenu de la nature du projet, de son milieu (zone de déchet et EEE) et de la distance vis-à-vis du site par rapport aux espaces Natura 2000, le risque d'incidence sur les habitats et sur la faune recensée dans ces sites est donc nul.

La zone Natura 2000 de type ZSC située à 260 m à l'est du site du projet pourrait présenter des liens fonctionnels. Cependant, compte tenu de l'absence d'habitat et d'espèces d'intérêt communautaire et d'habitat pouvant convenir aux espèces mentionnées à l'annexe II de la directive 9/43CEE le risque d'incidence sur les habitats et sur la faune recensée dans ces sites est donc nul.

Pour les autres Natura 2000 de type ZSC, elles sont situées à plus de 5,8 kilomètres du site du projet. Compte tenu de la nature du projet, de son milieu et de la distance vis-à-vis du site par rapport aux espaces Natura 2000 de type ZCS, le risque d'incidence sur les habitats et sur la faune recensée dans ces sites est donc nul.

Pour la zone Natura 2000 de type ZPS (Haut Giffre) située à 5,8 km du site du projet. Les espèces, à grand rayon d'action et/ou migratrices de ces zones (Milan noir par exemple), sont susceptibles de fréquenter le site. Cependant, le projet n'engendre aucune destruction de gîte ou de terrain de chasse principal, par conséquent aucune incidence significative n'est à prévoir sur l'avifaune pouvant ponctuellement fréquenter le site. »

Il est alors conclu que, « le projet n'engendre aucune incidence significative directe ou indirecte sur les sites du réseau Natura 2000. De plus, le projet n'engendre, à priori, aucune destruction de gîte ou de terrain de chasse relatif à la faune et l'avifaune de ces espaces. Par conséquence, le risque d'incidence est considéré comme nul pour les espèces animales d'intérêt communautaire du réseau Natura 2000 local.

- **Biodiversité et milieux naturels**

Suite à la définition des enjeux, l'impact du projet a été analysé. Dans ce cadre : « *La notion d'incidence est évaluée selon quatre niveaux de gradation qui dépend d'une relation plus ou moins étroite entre la source du risque et la cible puis, d'un effet plus ou moins à long terme avec la cible :*

- *Incidence / impact direct : incidence directement attribuable aux travaux et aménagements projetés ;*

- *Incidence / impact indirect : incidence différée dans le temps ou dans l'espace, attribuable à la réalisation des travaux et aménagements ;*
- *Incidence / impact temporaire : incidence liée à la phase de réalisation des travaux, nuisances de chantier, notamment la circulation de camions et bateaux, bruit, poussière, turbidité, vibrations, odeurs. L'incidence temporaire s'atténue progressivement jusqu'à disparaître ;*
- *Incidence / impact permanente : incidence qui ne s'atténue pas d'elle-même avec le temps. Une incidence permanente est dite réversible si la cessation de l'activité le générant suffit à la supprimer*.

Figure 21 : Synthèse et quantification des impacts générés au droit du projet

CATEGORIE	HIERARCHISATION DES ENJEUX	IIMPACTS EN PHASE CHANTIER		IIMPACTS EN PHASE D'EXPLOITATION	
		Nature des impacts temporaires	Quantification	Nature des impacts permanents	Quantification
Zones d'intérêt écologique réglementaires	Modéré	- Aucun zonage réglementaire n'est concerné directement (travaux in situ) ou indirectement en phase chantier. - Absence d'impacts temporaires, directs ou indirects, sur des espèces d'intérêt patrimonial recensés au droit des Natura 2000 à proximité du projet	Impact faible	- Aucun zonage réglementaire n'est concerné directement ou indirectement en phase d'exploitation. - Absence d'impacts permanents, directs ou indirects, sur des espèces d'intérêt patrimonial recensés au droit des Natura 2000 à proximité du projet.	Impact faible
Zones d'intérêt écologique non réglementaires	Fort	-Deux ZNIEFF sont concernés directement (travaux in situ) et indirectement en phase chantier. -Absence d'impact temporaire, direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire et espèces recensés au droit des ZNIEFF à proximités -Site déjà anthropisé	Impact faible	-Deux ZNIEFF sont concernés directement n'est concerné directement (travaux in situ) ou indirectement en phase exploitation - Absence d'impact permanent, direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire et espèces recensés au droit des ZNIEFF à proximités -Site déjà anthropisé	Impact faible
Schéma Régional de Cohérence Logique et Trame Verte et Bleue	Modéré	- Perturbation potentielle des déplacements et des échanges intra et interspécifiques (défrichement, engins de chantier, nuisances sonores) au droit du site - Site du projet déjà anthropisé, aucune fragmentation n'est attendu au sein de cette trame verte en phase travaux	Impact faible	- Perturbation potentielle des déplacements et des échanges intra et interspécifiques en l'absence d'habitats favorables - Site du projet déjà anthropisé, aucune fragmentation n'est attendu au sein de cette trame verte en phase exploitation.	Impact faible
Habitats floristiques	Faible	- Défrichement d'habitats semi-naturels non d'intérêt communautaire	Impact faible	- Défrichement d'habitats semi-naturels non d'intérêt communautaire	Impact faible
Espèces végétales	Faible	- Destruction d'espèces végétales communes non protégées	Impact faible	- Banalisation du cortège floristique	Impact faible
Espèces végétales invasives	Fort	- Risque de dissémination des espèces durant les travaux (déplacements des engins)	Impact fort	-Maintien de certains habitats naturels accueillant des espèces invasives	Impact modéré
Espèces animales et habitats d'espèces	Faible (Mammifères terrestres)	- Destruction potentielle de zone d'alimentation - Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes causé par les nuisances de chantier (bruit, vibrations, lumière...)	Impact faible	-Réduction du territoire d'alimentation	Impact faible
	Faible (Chiroptères)	- Report temporaire d'espèces vers d'autres habitats limitrophes causé par les nuisances de chantier (bruit, vibrations, lumière...)	Impact faible	- Réduction du territoire de chasse	Impact faible
	Faible à modéré (nidification) (Oiseaux)	-Destruction potentielle d'espèces protégées en périodes printanière et estivale (nichée, jeunes en duvet, adulte en mue) si réalisation de travaux à cette période - Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes en période de nidification causé par le dérangement des engins de chantiers	Impact modéré si travaux au printemps/été	- Réduction de territoire d'alimentation et de zone refuge	Impact faible
	Faible (Amphibiens)	- Absence d'impacts permanents, directs ou indirects, en l'absence d'Amphibiens sur le site	Impact faible	-Absence d'impacts permanents, directs ou indirects, en l'absence d'Amphibiens sur le site, en phase d'exploitation	Impact faible
	Faible (Reptiles)	- Destruction potentielle d'espèces protégées en périodes printanière et estivale voire en période printanière si réalisation de travaux à cette période - Report temporaire d'espèces vers d'autres habitats limitrophes causé par le dérangement des engins de chantiers	Impact faible	-Risque de mortalité généré par l'exploitation	Impact faible
	Faible Insectes	- Destruction d'habitats d'espèces non protégées et communes - Destruction potentielle d'espèce en périodes printanière et estivale si réalisation de travaux à cette période - Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes (in situ) causé par le dérangement des engins de chantiers	Impact faible	- Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes (in situ) pouvant répondre à leurs exigences écologiques - Risque de mortalité généré par la réhabilitation	Impact faible

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

4.1.5 MESURES ERC

Le projet ayant des impacts forts ou modérés sur certains éléments écologiques (notamment en qui concernant les espèces végétales), des mesures « éviter et réduire » ont été mises en place. Cela a pour objet :

- de réduire les impacts négatifs sur la biodiversité que ce soit en phase travaux ou en phase d'exploitation,
- la prise en compte de la biodiversité dans la conception même du projet.

Concernant les mesures d'évitement, la première vise à la protection d'habitats naturels et d'espèces protégé. Il est inscrit que

« *Afin de pérenniser la diversité faunistique recensée et les habitats à conserver au droit de la zone d'étude, les mesures suivantes pourront être adoptées en phase chantier afin de conserver, tant que possible, les habitats d'espèces en présence :*

- *Réduire tant que possible les aires de manœuvre et l'emprise globale du chantier afin d'éviter de porter atteinte à la forêt en périphérie du projet,*
- *réaliser dans la mesure du possible les travaux de défrichement en dehors de la période de reproduction des espèces (Oiseaux, Reptiles).* »

La seconde mesure concerne les choix des périodes d'intervention, il est noté que :

« *Afin de limiter l'impact des travaux sur les cycles biologiques des différents groupes d'espèces, il apparaît opportun de programmer la réalisation des travaux durant la période la moins impactante pour la faune. Comme l'illustre la figure ci-après, la période la moins impactante pour la réalisation des travaux se situe de la fin de l'été à la fin de l'hiver, et plus particulièrement de la mi-septembre à la fin février. En effet, à cette période, la quasi-totalité des groupes d'espèces ont réalisé la partie la plus délicate de leurs cycles biologiques (nidification, reproduction). Cependant, certaines espèces commencent à rejoindre leurs sites d'hibernation ou d'hivernation (reptiles, chiroptères*) »

Figure 22 : Cycle biologique des différents groupes taxonomiques

Taxons	Mois de l'année											
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Flore / Habitats				Floraison								
Mammifères (hors Chiroptères)				Reproduction et déplacements								
Chiroptères	Hibernage			Alimentation		Mise bas et élevage		Reproduction et alimentation			Hibernage	
Odonates			Emergence, Reproduction et Alimentation									
Lépidoptères			Emergence, Reproduction et Alimentation									
Orthoptères					Reproduction et Alimentation							
Oiseaux	Hivernage		Migration pré-nuptiale et nidication						Migration post-nuptiale			Hivernage
Amphibiens		Sortie d'hibernation		Reproduction				Déplacements		Hibernation		
Reptiles				Reproduction et déplacements								

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT en 2023

Concernant les réductions, deux mesures ont été mises en place (complétées par SOCOTEC suite au retour de la MRAe – complément encadré en violet) :

Figure 23 : Fiche mesure gestion de Buddleia de David

E	R	C	A	**Réduction**

Gestion du Buddleia de David

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de l'Arbre à papillons, un arbuste très compétitif. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne le *Buddleia davidii*

Planning prévisionnel

JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Planning prévisionnel

JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : le Buddléia a été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Il est donc susceptible de se développer à la suite des travaux, et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en œuvre :
Méthode préventive : *Coupe des inflorescences*
La coupe mécanique des inflorescences permet d'empêcher la formation de graines, et par conséquent de limiter la dissémination de l'espèce. Il s'agit d'une technique préventive, à coupler avec une technique curative.
- Préconisée pour les surfaces colonisées limitées
- Intervention directement après la floraison et avant la formation des graines
- Couper les hampes florales à l'aide d'un sécateur
- Exporter les inflorescences coupées dans des sacs poubelles étanches

Méthode curative : *Arrachage manuel*
- Méthode curative la plus efficace et la moins traumatisante pour le milieu (impacts faibles sur les habitats) et pour les espèces non visées par l'intervention.
- Arracher minutieusement la plante et, si possible, la totalité du système racinaire
- Si arrachage de la souche impossible, brûler au niveau de la coupe au chalumeau à gaz (asperger d'eau la végétation en périphérie avant le brûlage)
- L'utilisation d'un treuil ou la réalisation d'un tronçonnage suivi d'un dessouchage permet de compléter la méthode
manuelle sur des sujets dont le tronc et le système racinaire sont plus développés
- Les plantes arrachées doivent être récoltées et exportées. Laissées sur place, elles pourraient survivre et générer de nouvelles boutures.



Matériel : sécateur, sacs poubelles, chalumeau, pelle-bêche, pioche ou binette pour les jeunes plants, treuil, tronçonneuse, gants, lunettes de protection, combinaison de protection

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).

La plantation d'espèces indigènes adaptées au biotope est indiquée pour limiter la repousse des arbustes.

Acteurs

Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue.

Entretien : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire.

Suivi : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée

Nature	Fréquence	Période
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT et SOCOTEC en 2023 (complétée par SOCOTEC en 2025)

Figure 24 : Fiche mesure gestion de Renouée de Japon-

E	R	C	A	**Réduction**

Gestion de la Renouée du Japon

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de la Renouée du Japon. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne la Renouée du Japon

Planning prévisionnel

JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **entre février et mai**

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : la Renouée été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Elle est donc susceptible de se développer suite aux travaux et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en oeuvre :

Méthode 1 : *Arrachage manuel - extraction des rhizomes du sol*
- Arracher minutieusement la plante, avec la totalité du système racinaire, sur une profondeur allant de 4 à 5 m
- Intervenir de février à mai
- 5 à 6 passages par an pour les massifs les plus imposants
- Entreposer les débris végétaux sur une bâche et recouvrir pour éviter la dispersion par la vent
- Laisser sécher les résidus sur place avant exportation

Méthode 2 : *Fauche mécanique ou manuelle*
- Couper les parties aériennes, juste au-dessus des rhizomes
- Intervenir dès que les tiges atteignent 40 cm de haut
- A effectuer chaque mois entre juin et septembre
- Cette méthode doit être compléter par des campagnes d'arrachage des jeunes pousses ainsi que de mesures de reboisement dense
- La pose d'un géotextile réduit les repousses

Méthode 3 : *Broyage-bâchage*
- Le bâchage doit impérativement être précédé d'un concassage des terres colonisées
- Installer une bâche pour épuiser le système racinaire et maintenir son pourtour à l'aide d'agrafes/pierres
- Intervention avant la période de floraison
- Ne pas utiliser cette technique à proximité immédiate d'un cours d'eau avec crues violentes ou érosion des berges conséquente
- Un engin doit régulièrement écraser la bâche plastique pour casser les tiges se formant
- La bâche doit être maintenue au moins 18 mois
- Après retrait de la bâche, arracher les plants dégradés
- Méthode très efficace mais plus coûteuse

Méthode 4 : *Pâturage*

Il est possible de faire pâturer la Renouée du Japon par des chèvres. Il faut toutefois s'assurer que la période de pâturage s'arrête avant la formation de graines pour éviter tout risque de dispersion des populations. Cette opération de gestion doit être renouvelée annuellement.

Il peut être pertinent de réaliser une fauche avant l'arrivée des animaux pour leur permettre de consommer plus facilement des repousses et non des plantes adultes.

Matériel : pioche, fourche, godet cribleur équipé de barres de broyage, bâche opaque en géotextile (type Bidim©) ou en plastique imperméable, animaux clôtures, abreuvoir

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).



Les renouées ont une capacité très importante à se régénérer à partir de fragments de tige ou de rhizome. À titre indicatif, 10 g de rhizome suffisent à régénérer une plante.

Acteurs
Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue. **Entretien** : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire. **Suivi** : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée		
Nature	**Fréquence**	**Période**
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT et SOCOTEC en 2023 (complétée par SOCOTEC en 2025)

Grâce à ces mesures, l'impact résiduel du projet sur chaque élément écologique est faible.

De plus, dans ce cadre un suivi sera réalisé par l'intermédiaire d'un contrôle visuel des espèces invasives sur la durée de la prolongation sollicitée, afin de répondre aux préconisations décrites dans le diagnostic écologique réalisé en 2023.

Figure 25 : Synthèse des mesures d'évitement/réduction et évaluation des impacts résiduels

CATEGORIE	QUANTIFICATION DES IMPACTS EN PHASE CHANTIER	QUANTIFICATION DES IMPACTS EN PHASE D'EXPLOITATION	DESCRIPTION DES MESURES VISANT A EVITER ET REDUIRE	IMPACTS RESIDUELS
Zones d'intérêt écologique réglementaires	Impact faible	Impact faible	Mesures d'évitement - Choix dans la période d'intervention - Prise en compte des espèces invasives et lutte associée Mesure de réduction - Prise en compte des espèces invasives et lutte associée	Faible
Zones d'intérêt écologique non réglementaires	Impact faible	Impact faible		Faible
SRCE et Trames verte et bleue	Impact faible	Impact faible		Faible
Habitats floristiques	Impact faible	Impact faible		Faible
Espèces végétales	Impact faible	Impact faible		Faible
Espèces végétales invasives	Impact fort	Impact modéré		Faible
Espèces animales et habitats d'espèces	Mammifères terrestres Impact faible	Mammifères terrestres Impact faible		Faible
	Chiroptères Impact faible	Chiroptères Impact faible		Faible
	Oiseaux Impact modéré	Oiseaux Impact faible		Faible
	Insectes Impact faible	Insectes Impact faible		Faible
	Amphibiens Impact faible	Amphibiens Impact faible		Faible
	Reptiles Impact faible	Reptiles Impact faible		Faible

4.1.6 MESURES DE SUIVI (CRITERES ET INDICATEURS)

Mesures de suivi des espèces invasives

Espèces	Nature	Fréquence	Période
Renouée du Japon	Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis.
Gestion du Buddleia de David	Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graine a été omis.

Mesures de suivi des autres mesures d'évitement et de réduction

Mesure d'évitement	Suivi de la mise en œuvre	Période, durée
Réduire tant que possible les aires de manœuvre et l'emprise globale du chantier afin d'éviter de porter atteinte à la forêt en périphérie du projet	Intégré dans le règlement de la zone Nx1 permettant l'exploitation de l'ISDI.	Phase d'exploitation de l'ISDI
Réaliser dans la mesure du possible les travaux de défrichement en dehors de la période de reproduction des espèces (Oiseaux, Reptiles).	Intégré dans le règlement de la zone Nx1 permettant l'exploitation de l'ISDI.	Phase d'exploitation de l'ISDI.

4.2 VOLET PAYSAGE

4.2.1 ETAT INITIAL

L'activité est déjà existante sur le site. L'objectif de la démarche consiste uniquement à inscrire cette zone au PLU afin d'assurer une cohérence entre le document d'urbanisme, l'usage actuel du site et les pratiques qui y sont déjà établies.

4.2.2 INCIDENCES ET MESURES ERC

Aucune incidence supplémentaire sur le paysage n'est à attendre car le site est déjà occupé par l'ISDI. Aucune mesure ERC n'est nécessaire.

4.3 VOLET AGRICOLE

4.3.1 ETAT INITIAL

Le secteur ne se situe pas en zone agricole, lors du diagnostic agricole aucune enjeu n'a été identifié sur cette zone.

4.3.2 INCIDENCES ET MESURES ERC

Cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, n'a aucun impact sur l'activité agricole.

4.4 VOLET RESSOURCE EN EAU

L'installation ne consomme pas d'eau. Elle ne nécessite donc pas de prélèvement d'eau ni au réseau ni au milieu naturel et ne produit pas d'effluent à rejeter.

Dans le cadre de cette procédure, l'objectif est uniquement d'affecter un zonage adapté à la réalité d'usage du sol. Aucune augmentation de la consommation en eau potable n'est donc à prévoir.

Par ailleurs, dans le dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, réalisé par l'entreprise Elcimaï, les incidences sur la ressource en eau ont été analysées (cf. partie « Autres impacts »). Il en ressort que les mesures actuellement en place sont jugées suffisantes pour garantir un niveau d'impact minimal des activités sur l'eau.

Les dispositifs déjà mis en œuvre sont les suivants :

- Respect strict de la typologie des déchets admis (uniquement déchets inertes) et application rigoureuse de la procédure d'admission, limitant fortement les risques de pollution ;
- Absence d'imperméabilisation du site, favorisant l'infiltration naturelle et réduisant l'impact sur la ressource en eau ;
- Aucun entretien d'engins ou de camions sur site ;
- Mise à disposition d'un kit antipollution en cas d'incident ponctuel.

Enfin, le tableau récapitulatif figurant en fin de partie du dossier souligne que la prolongation de l'exploitation n'aura aucun impact significatif sur les eaux superficielles ou souterraines, du fait :

- De l'absence de prélèvement d'eau sur site,
- Du maintien du type de déchets autorisés, et ainsi de l'absence de toute source de pollution supplémentaire

4.5 PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

Le secteur se situe dans une zone X (risque chute de blocs) du PRRN, soit une zone où il y a une interdiction d'urbaniser. Néanmoins dans le règlement de la zone il est noté que : « les travaux et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics » sont autorisés.

Cette évolution du PLU est possible au regard du PPRN en vigueur. Elle n'a pas pour conséquence d'augmenter les risques liés aux chutes de blocs.

Figure 26 : Extrait de la cartographie du PPRN de la commune des Houches

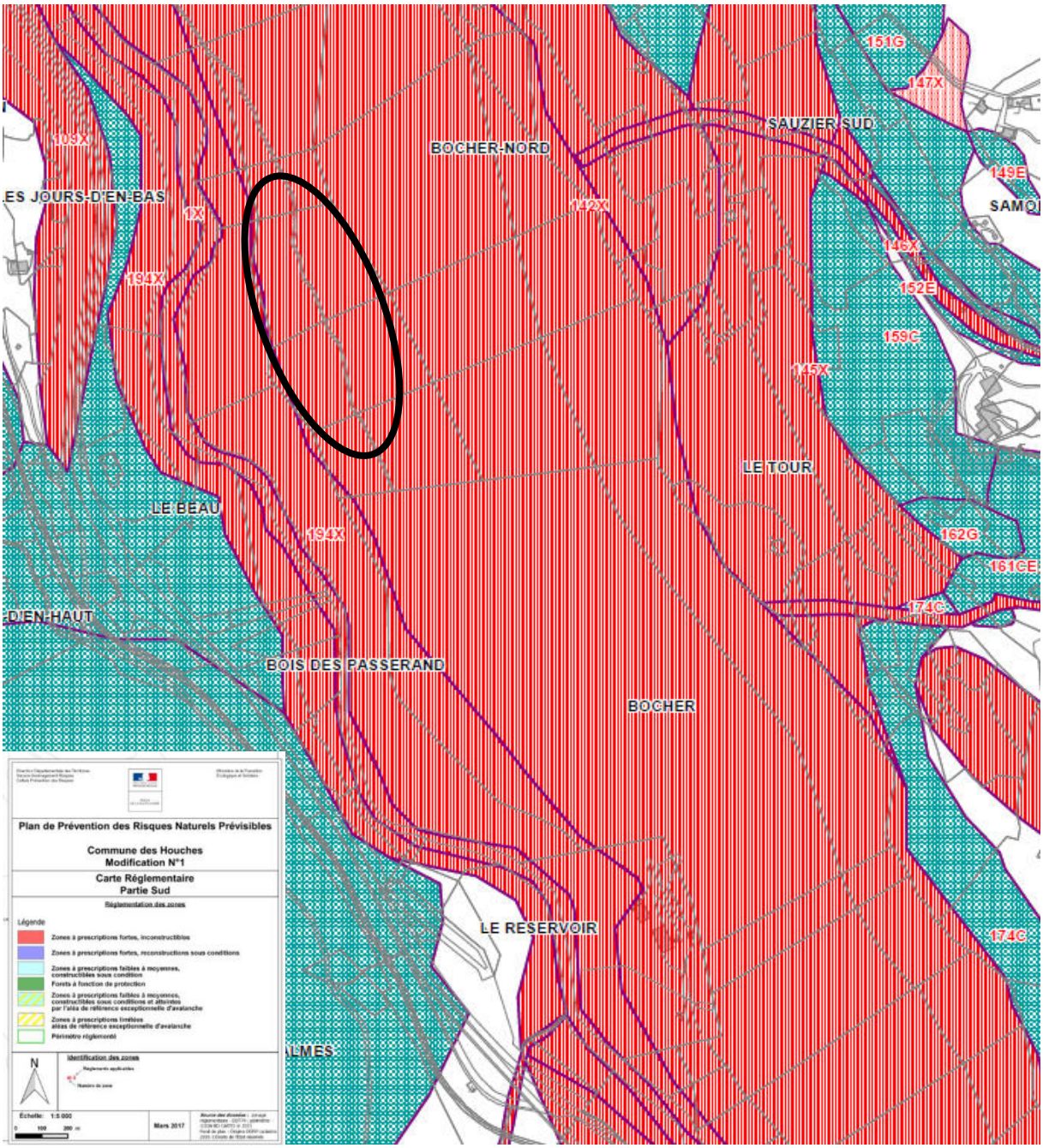


Figure 27 : Extrait du règlement du PPRN des Houches

TOUS PROJETS – Prescriptions : Règles d'urbanisme	Règles de construction	Règles d'utilisation et d'exploitation	**Règlement X** Type de zone : Torrentiel, glissement de terrain, ravinement, chutes de pierres, avalanches, terrains hydromorphes **Prescriptions fortes**
			1. Occupations et utilisations du sol interdites
X			1.1. Toute nouvelle occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elle soit, y compris les terrassements de tout volume et autres dépôts de matériaux (notamment les produits dangereux ou flottants), est interdite.
X			1.2. Les bâtiments détruits par un sinistre, dont la cause des dommages concerne les phénomènes naturels considérés dans ce PPR, ne pourront être reconstruits.
			2. Occupations et utilisations du sol admises sous conditions Les occupations et utilisations du sol suivantes sont, par dérogation, admises, à condition qu'elles n'aggravent pas les risques et n'en provoquent pas de nouveaux, et qu'elles présentent une vulnérabilité restreinte :
		X	2.1. Les travaux d'entretien et de réparation courants des constructions et des installations implantées antérieurement à la publication du PPR.
		X	2.2. Les utilisations agricoles traditionnelles : parcs, clôtures, prairies de fauche, cultures.
		X	2.3. Les travaux et ouvrages nécessaires au fonctionnement des services publics, y compris la pose de lignes et de câbles.
X			2.4. L'aménagement des terrains à vocation sportive ou de loisir, sans hébergement et sans construction dépassant 10m2 d'emprise au sol.
		X	2.5. Les carrières et extractions de matériaux sous réserve qu'une étude d'impact préalable intègre la gestion des risques naturels.
		X	2.6. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques sauf drainage des zones hydromorphes.
X			2.7. (sauf aléa torrentiel) Les abris légers annexes des bâtiments d'habitation ne dépassant pas 10 m² d'emprise au sol et sous réserve qu'il ne soient pas destinés à l'occupation humaine.
X			2.8. (sauf aléa torrentiel) Les abris légers directement liées à l'exploitation agricole, forestière et piscicole, sans stockage de produits polluants, ni de matériaux susceptibles de créer un sur-aléa, sous réserve qu'ils ne soient pas destinés à l'occupation humaine et qu'ils ne soient pas des ouvrages structurants pour l'exploitation.
X			2.9. Dans les zones d'avalanches et de chutes de blocs, les annexes de bâtiments type garages ne sont autorisées que si : - elles sont enterrées - elles ne perturbent pas l'écoulement de l'avalanche - leurs accès sont en dehors de la zone de risque fort.
			3. Camping / Caravanage
X			3.1. Interdit

4.6 Autres impacts

Dans le cadre, du dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI réalisé par l'entreprise Elcimaï, d'autres thématiques ont été étudiés. Il en ressort que :

« *Il n'y a pas de données de suivi disponibles depuis le dernier arrêté en vigueur concernant l'eau, les poussières et le bruit, du fait que :*

- *Un piézomètre est présent en fond de site : il a été installé afin d'effectuer des prélèvements à une profondeur de 8m dans l'objectif de contrôler la qualité des eaux souterraines. Cependant, il s'avère que les eaux s'écoulent de manière régulière et le piézomètre est la plupart du temps à sec ne permettant pas de prélèvements pour un suivi ;*
- *Il n'y a pas de suivi des émissions de poussières car la quantité de déchets traités sur l'installation de stockage et la fréquence d'apport et de déchargement des bennes est très faible (environ 1 benne de 10 m3 par semaine actuellement) ; ainsi les émissions de poussières dans l'environnement sont très ponctuelles et très faibles voir négligeables ; par ailleurs la sensibilité du milieu environnant est faible (habitations éloignées, carrière présente à proximité) ;*
- *Il n'y a pas de suivi des émissions sonores pour les mêmes raisons que celles présentées ci-avant : le bruit engendré par l'activité est très limité en intensité et en fréquence (bruit du camion venant décharger les inertes une fois par semaine et de la chargeuse régalant les déchets) et la sensibilité du milieu est très faible.*

En termes d'historique, l'exploitant n'a recensé aucun incident depuis le début de l'autorisation en vigueur.

L'ensemble des mesures déjà mises en place sont suffisantes pour atteindre un niveau d'impact des activités le plus faible possible :

On peut citer principalement :

- ***Eaux** : respect de la typologie de déchets admis (uniquement inertes) et de la procédure d'admission qui limite le risque de pollution des eaux, site non-imperméabilisé ce qui optimise l'infiltration (faible impact sur la ressource), aucun entretien des engins/camions sur site et kit-antipollution à disposition pour gérer une éventuelle pollution accidentelle,*
- ***Sols et sous-sols / paysage** : le plan d'exploitation du projet, rentrant dans le cadre des volumes déjà autorisés, n'indique aucun impact morphologique supplémentaire vis-à-vis de l'autorisation actuellement en vigueur,*
- *Nuisances/déchets : faible fréquence d'apport actuelle et projetée et vitesse de circulation limitée sur le site ;*
- ***Risques** : Concernant la canalisation d'alimentation en gaz de la carrière, une limite d'exploitation de l'ISDI, fixée à au moins 10 mètres du chemin de Bocher, définissant la limite de propriété du site, est et restera respectée. Ceci permet d'éviter tout risque d'accident au niveau de la canalisation.* »

4.7 Synthèse des impacts

De manière générale, cette déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU aura très peu d'impact, car il s'agit uniquement de mettre en place un zonage adapté à l'usage actuel du sol. De plus cette ISDI est en activité depuis 1974, et elle était déjà classée en Nx lors du précèdent PLU.

Dans le cadre du dossier de demande de prolongation, l'impact du projet a été analysé, et celui-ci a été jugé très limité.

Tableau 1 : Synthèse des impacts

Thématique environnementale	Référence et intérêts mentionnés dans le CE	Impacts potentiels des modifications envisagées dans le cadre de la prolongation sollicitée
Eaux superficielles	Article L181-3 faisant référence à l'article L211-1	Il n'y aura pas de modification significative du ruissellement d'eaux pluviales et de leur infiltration. Par ailleurs, il n'y a pas de prélèvement dans les eaux superficielles et il n'y aura pas de changement de situation du fait de la prolongation sollicitée.
Eaux souterraines	Article L181-3 faisant référence à l'article L211-1	Les modifications envisagées n'entrainent pas de modification des déchets admis et donc de sources de pollution potentielles supplémentaires. La prolongation n'engendre par ailleurs aucun prélèvement d'eau, comme actuellement.
Emissions sonores	Article L181-3 faisant référence à l'article L511-1	Aucune modification des conditions d'exploitation actuelles n'est prévue : les sources et l'intensité du bruit sur le site resteront inchangées. Aucun impact supplémentaire n'est attendu en termes d'émissions sonores.
Emissions de poussières / autres nuisances /déchets	Article L181-3 faisant référence à l'article L511-1	Aucune modification des conditions d'exploitation actuelles n'est envisagée : aucune nouvelle source de poussières n'est à envisager et le niveau d'impact des activités restera très faible et très ponctuel. Il en sera de même pour les émissions lumineuses, d'odeurs/fumées et de déchets d'exploitation qui seront négligeables en intensité et fréquence.
Sécurité /trafic /santé publique	Article L181-3 faisant référence à l'article L511-1	Il n'y aura pas d'évolution des modalités d'accès au site, et du trafic de camions (par ailleurs très faible) sur le site ; de plus le périmètre d'activité restant inchangé, le projet de prolongation n'aura pas d'impact particulier sur la sécurité et la santé publiques.
Milieu naturel	Article L181-3 faisant référence à l'article L511-1	Le périmètre d'activité restant inchangé, le projet de prolongation ne sera pas source de consommation supplémentaire d'espace naturel. Les mesures d'évitement et de réduction envisagées vis-à-vis des enjeux écologiques du site permettent de limiter l'impact du projet de prolongation.
Milieu naturel	Point II. de l'article L181-3 (Natura 2000)	L'emprise du site n'est concernée par aucun site Natura 2000. Le mode d'exploitation ne sera pas modifié et ne sera pas susceptible d'affecter les sites Natura 2000 les plus proches.
Paysage / sols et sous-sols / utilisation des sols	Article L181-3 faisant référence à l'article L511-1	La prolongation sollicitée ne fera pas évoluer le plan d'exploitation initial ni l'impact morphologique, visuel et paysager du projet après les 2 ans, le volume stocké restant en-deçà de la capacité initialement autorisée. Aussi, le périmètre d'activité restant inchangé, le projet de prolongation ne sera pas source de consommation supplémentaire d'espace.

Qualité de l'air / changement climatique / énergie	Article L181-3 faisant référence à l'article L511-1	Le projet de prolongation n'aura pas d'effet sur la qualité de l'air, le changement climatique et les consommations énergétiques directes : en effet, la seule source d'impact est la consommation en carburant des camions et engins sur le site. Or, la fréquence de déchargement sur site est très faible (1 fois /semaine en moyenne) et en diminution par rapport à l'activité initiale telle qu'autorisée par l'arrêté en vigueur.
Risques externes et internes		Le projet de prolongation ne prévoit pas d'extension du périmètre d'exploitation ; de fait, celle-ci sera suffisamment éloignée de la canalisation gaz présente le long du chemin de Bocher. La prescription d'un respect de 10m par rapport à la limite du chemin de Bocher, fixée par l'arrêté de 2014, sera toujours respectée. Par ailleurs, concernant les risques internes, une étude de tassement est en cours afin de s'assurer de la stabilité à long terme du stockage (prévue dans le cadre du Dossier d'Enregistrement en cours. Aucun risque supplémentaire n'est donc engendré par la prolongation sollicitée.

Source : Dossier de demande de prolongation de l'autorisation d'exploitation de l'ISDI, 2024, elcimaï

5 MISE EN COMPATIBILITE DU PLU EN CONSEQUENCE

Le PLU actuel ne reflète pas la réalité de l'usage du site. En effet, l'ISDI du « Bocher », créée en 1974, bénéficie d'un arrêté préfectoral autorisant son exploitation jusqu'au 28 février 2026. Malgré cela, le secteur a été classé en zone Npe dans le PLU (zone naturelle à enjeux paysagers et environnementaux). Or, ce classement n'autorise pas les occupations du sol nécessaires à l'exploitation d'une ISDI. Une évolution du zonage est donc nécessaire afin de reclasser ce secteur. Une zone Nx1 propre à l'activité est créée.

5.1.1 EVOLUTIONS DU ZONAGE

Un secteur Nx1 de 11 256 m² est créé.

Figure 28 : Zonage actuel

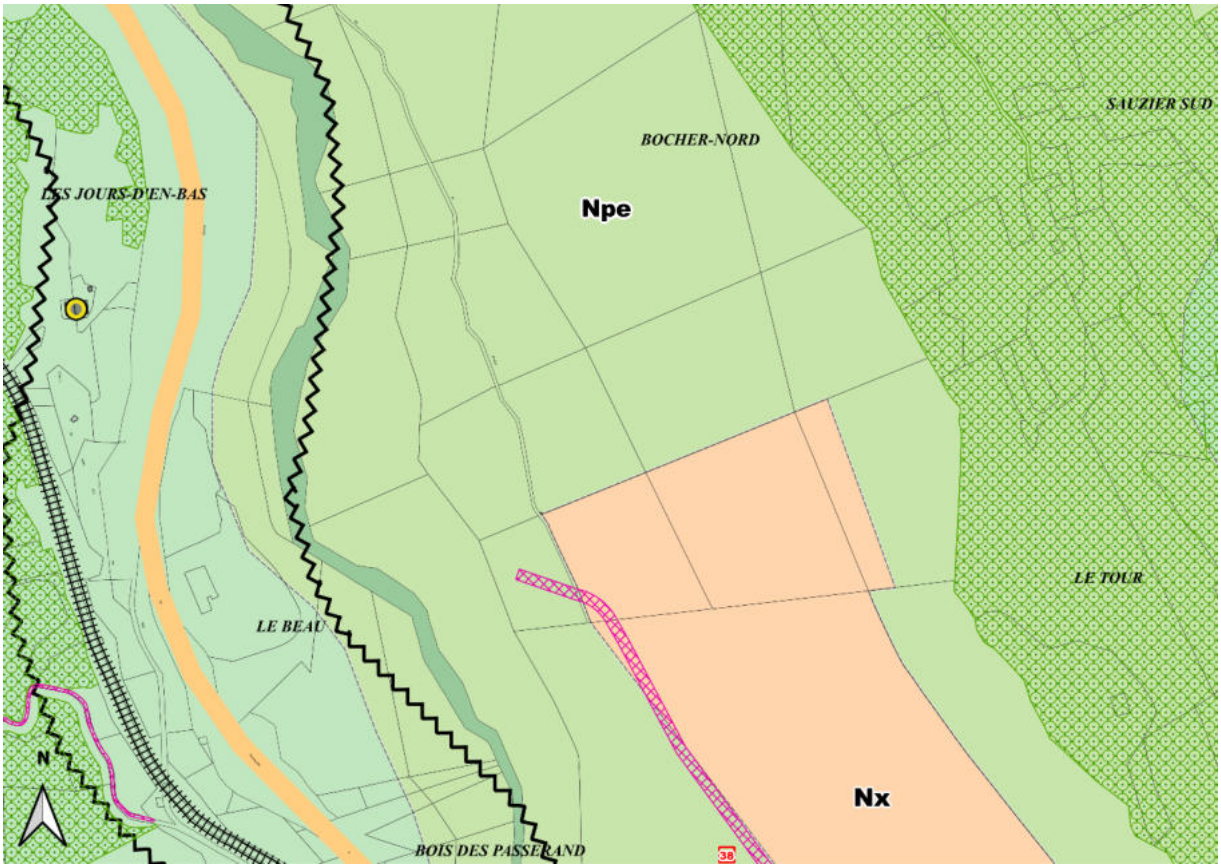


Figure 29 : Zonage envisagé

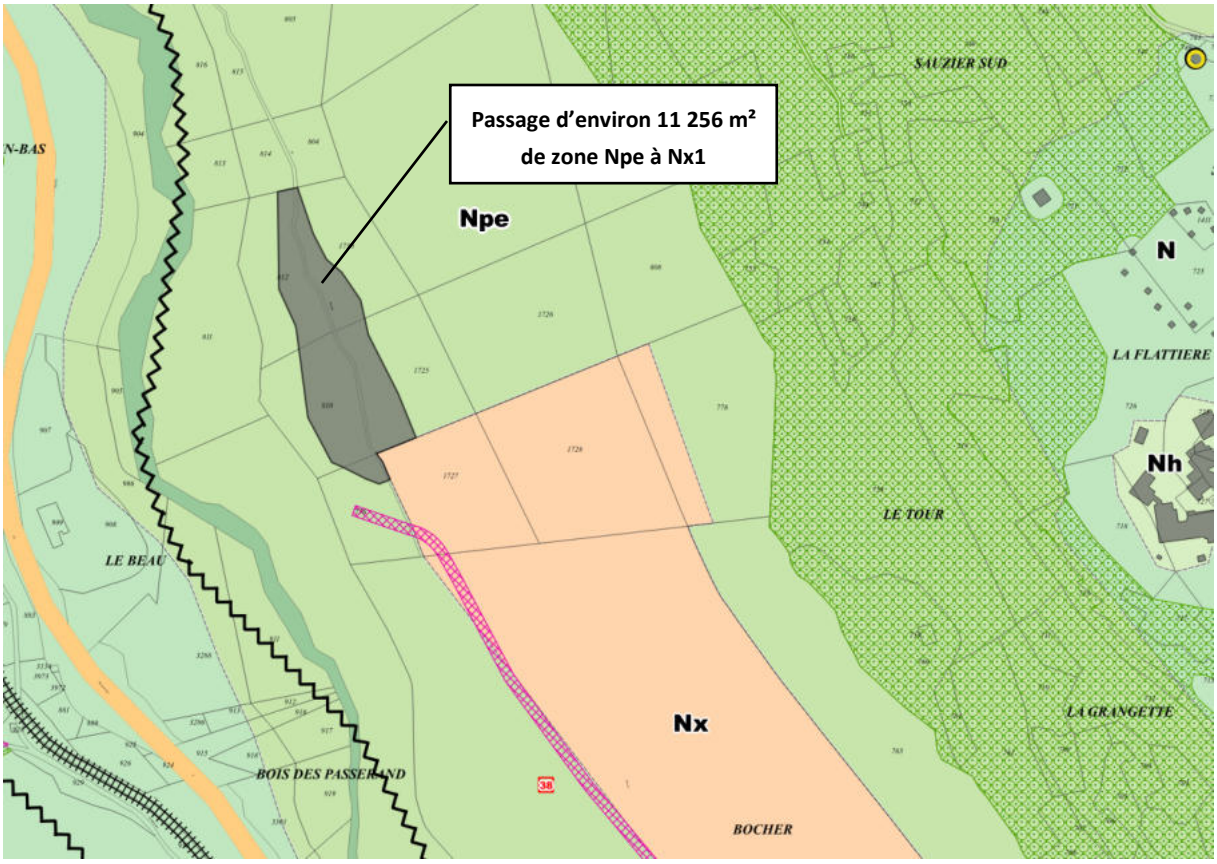
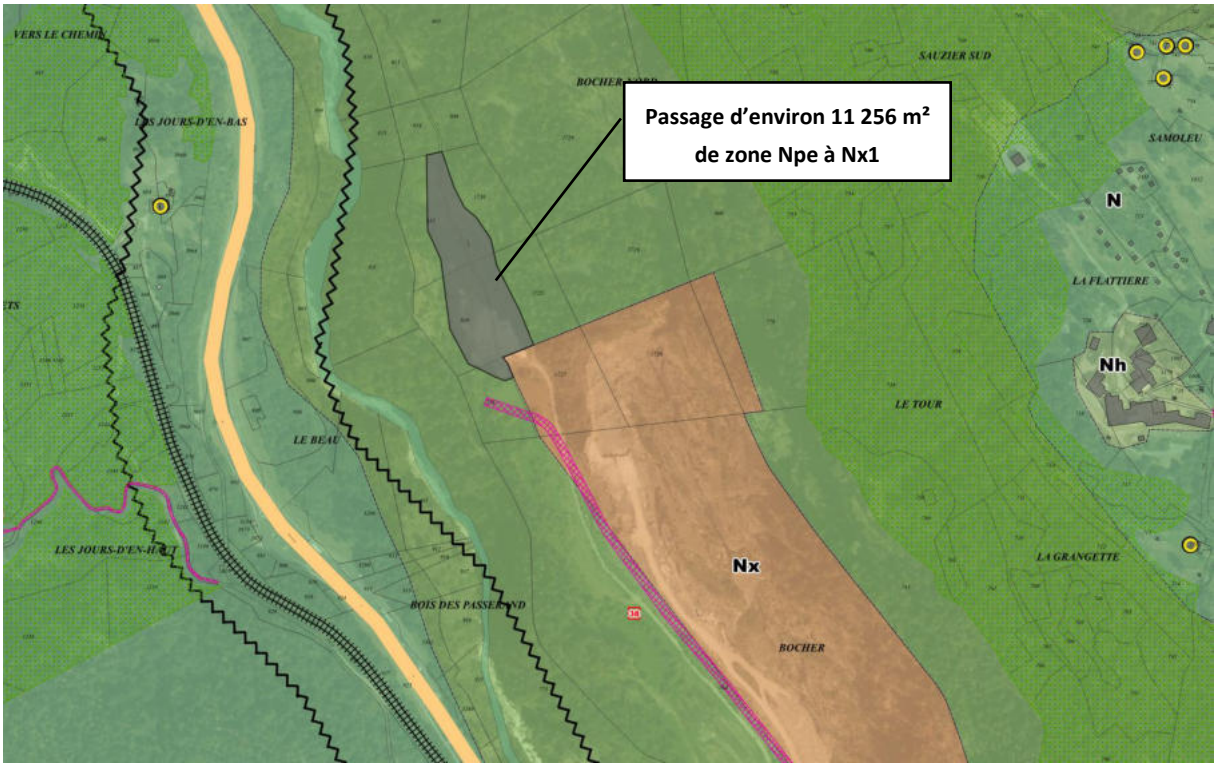


Figure 30 : Zonage envisagé sur orthophoto



5.1.2 EVOLUTIONS DU REGLEMENT

Afin de prévenir et de réduire les incidences environnementales liées à l'exploitation du site d'ISDI existant, les dispositions suivantes s'appliquent au sein du secteur Nx1. Ces prescriptions traduisent notamment les mesures Éviter – Réduire – Compenser (ERC) issues de l'étude environnementale. Même si toutes les évolutions du règlement sont nouvelles suite à l'avis de la MRAe, l'ensemble reste écrit en noir et rouge pour faciliter la lecture.

REGLEMENT ACTUEL – ZONE N – TITRE	REGLEMENT PROPOSE - ZONE N - TITRE
TITRE 5 **DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE** N – ZONE NATURELLE NH – SECTEUR DE TAILLE ET DE CAPACITE LIMITEES NPE – SECTEUR A PRESERVER POUR LEUR CARACTERE PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTALE NT – SECTEUR NATUREL A VOCATION TOURISTIQUE NL – SECTEUR NATUREL A VOCATION DE LOISIRS NLE – SECTEUR NATUREL A VOCATION DE LOISIRS DANS UN CADRE ENVIRONNEMENTAL A PRESERVER NX – AIRE DE STOCKAGE DE MATERIAUX	**TITRE 5** **DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE** N – ZONE NATURELLE NH – SECTEUR DE TAILLE ET DE CAPACITE LIMITEES NPE – SECTEUR A PRESERVER POUR LEUR CARACTERE PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTALE NT – SECTEUR NATUREL A VOCATION TOURISTIQUE NL – SECTEUR NATUREL A VOCATION DE LOISIRS NLE – SECTEUR NATUREL A VOCATION DE LOISIRS DANS UN CADRE ENVIRONNEMENTAL A PRESERVER NX – AIRE DE STOCKAGE DE MATERIAUX **NX1 – AIRE DE STOCKAGE DE MATERIAUX (ISDI DU BOCHER)**

Règlement proposé pour l'article N2 avant la notification aux PPA

REGLEMENT ACTUEL – ZONE N –	REGLEMENT PROPOSE - ZONE N –
ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES	ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES Ajout du paragraphe suivant **VII. Secteur Nx1** Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées que si elles respectent les conditions ci-après :

	• Les aires de stockage de matériaux inertes sous réserves de la mise en œuvre des mesures de protections de l'environnement prévues à l'article 15 **En conséquence, les points VII – secteurs de corridors écologiques identifiés au plan de zonage, VIII - secteurs de zones humides identifiés au plan de zonage, IX – pour la zone Nh, X – emprise du domaine skiable, XI – Prise en compte des canalisations de gaz et XII – Prise en compte des captages d'eau potable sont renumérotés de VIII à XIII.**

Règlement proposé pour l'article N2 suite à la notification aux PPA, au cours duquel l'État a demandé de compléter le règlement

REGLEMENT ACTUEL – ZONE N –	REGLEMENT PROPOSE - ZONE N –
ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES	ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES Ajout du paragraphe suivant **VII. Secteur Nx1** Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées que si elles respectent les conditions ci-après : • Les aires de stockage de matériaux inertes, sous réserve ○ qu'elles relèvent des rubriques **2760- 3** (Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720) et/ou **2517** (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques) de la nomenclature des ICPE, ○ de la mise en œuvre des mesures de protections de l'environnement prévues à l'article 15

	○ et de la prise en compte des aléas naturels et notamment qu'il n'y ait pas d'extension qui pourrait déstabiliser ces aléas. **En conséquence, les points VII – secteurs de corridors écologiques identifiés au plan de zonage, VIII - secteurs de zones humides identifiés au plan de zonage, IX – pour la zone Nh, X – emprise du domaine skiable, XI – Prise en compte des canalisations de gaz et XII – Prise en compte des captages d'eau potable sont renumérotés de VIII à XIII.**

REGLEMENT ACTUEL – ZONE N –	REGLEMENT PROPOSE - ZONE N –
ARTICLE N 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.	ARTICLE N 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur. **Dispositions particulières applicables au secteur Nx1 :** **1. Préservation du milieu naturel** • **Les aires de manœuvre, zones de stockage et emprises de chantier devront être limitées au strict nécessaire afin de préserver la forêt périphérique et les habitats naturels avoisinants.** • **Les opérations de défrichement devront être réalisées, dans la mesure du possible, en dehors des périodes de reproduction des espèces sensibles (Oiseaux, Reptiles).** • **La réalisation des travaux devra s'effectuer durant la période la moins impactante pour la faune, c'est à dire fin de l'été à la fin de l'hiver, et plus particulièrement de la mi-septembre à la fin février**.

	2. Gestion des espèces exotiques envahissantes **Afin de prévenir l'introduction et la propagation d'espèces exotiques envahissantes, des mesures de gestion écologique seront mises en œuvre pendant les phases de travaux et d'exploitation.** **Deux espèces invasives ont été identifiées sur le site :** • **Buddleia de David (Buddleja davidii)** • **Renouée du Japon (Reynoutria japonica)** **Les traitements suivants sont à mettre en œuvre selon les situations rencontrée. Le détail des méthodes à mettre en œuvre se situe à la fin du présent règlement.** **2.1 Buddleia de David** **Prévoir l'arrachage entre mars et début juin** • **Méthode préventive : Coupe mécanique des inflorescences** • **Méthode curative : Arrachage manuel** **2.2 La Renouée du Japon** **Prévoir l'arrachage entre février et mai** • **Méthode 1 : Arrachage manuel – (extraction des rhizomes du sol)** • **Méthode 2 : Fauche mécanique ou manuelle** • **Méthode 3 : Broyage-bâchage** • **Méthode 4 : Pâturage**

	3. Prévention de la dissémination d'espèces invasives par les engins **Afin de limiter les risques de propagation d'espèces végétales envahissantes, prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier.** **Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon et du Buddleia de David (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent**

Les éléments détaillés suivants sont ingérés comme tel à la fin du règlement du PLU

TITRE 6 : MODALITES DE GESTION DES PLANTES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Ces modalités s'appliquent à la zone Nx1.

Modalités de mise en œuvre de la gestion du Bulddleia de David en zone Nx1

E	R	C	A	**Réduction**

Gestion du Buddleia de David

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de l'Arbre à papillons, un arbuste très compétitif. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne le *Buddleia davidii*

Planning prévisionnel

JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Planning prévisionnel

JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : le Buddléia a été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Il est donc susceptible de se développer à la suite des travaux, et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en œuvre :
Méthode préventive : *Coupe des inflorescences*
La coupe mécanique des inflorescences permet d'empêcher la formation de graines, et par conséquent de limiter la dissémination de l'espèce. Il s'agit d'une technique préventive, à coupler avec une technique curative.
- Préconisée pour les surfaces colonisées limitées
- Intervention directement après la floraison et avant la formation des graines
- Couper les hampes florales à l'aide d'un sécateur
- Exporter les inflorescences coupées dans des sacs poubelles étanches

Méthode curative : *Arrachage manuel*
- Méthode curative la plus efficace et la moins traumatisante pour le milieu (impacts faibles sur les habitats) et pour les espèces non visées par l'intervention.
- Arracher minutieusement la plante et, si possible, la totalité du système racinaire
- Si arrachage de la souche impossible, brûler au niveau de la coupe au chalumeau à gaz (asperger d'eau la végétation en périphérie avant le brûlage)
- L'utilisation d'un treuil ou la réalisation d'un tronçonnage suivi d'un dessouchage permet de compléter la méthode
manuelle sur des sujets dont le tronc et le système racinaire sont plus développés
- Les plantes arrachées doivent être récoltées et exportées. Laissées sur place, elles pourraient survivre et générer de nouvelles boutures.



Matériel : sécateur, sacs poubelles, chalumeau, pelle-bêche, pioche ou binette pour les jeunes plants, treuil, tronçonneuse, gants, lunettes de protection, combinaison de protection

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).

La plantation d'espèces indigènes adaptées au biotope est indiquée pour limiter la repousse des arbustes.

Acteurs

Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue.

Entretien : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire.

Suivi : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée

Nature	Fréquence	Période
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT et SOCOTEC en 2023 (complétée par SOCOTEC en 2025)

Modalités de mise en œuvre de la gestion de la Renouée du Japon en zone Nx1

E	R	C	A	**Réduction**

Gestion de la Renouée du Japon

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de la Renouée du Japon. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne la Renouée du Japon

Planning prévisionnel

JANV	**FEV**	**MARS**	**AVR**	**MAI**	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **entre février et mai**

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : la Renouée été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Elle est donc susceptible de se développer suite aux travaux et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en oeuvre :

Méthode 1 : *Arrachage manuel - extraction des rhizomes du sol*
- Arracher minutieusement la plante, avec la totalité du système racinaire, sur une profondeur allant de 4 à 5 m
- Intervenir de février à mai
- 5 à 6 passages par an pour les massifs les plus imposants
- Entreposer les débris végétaux sur une bâche et recouvrir pour éviter la dispersion par la vent
- Laisser sécher les résidus sur place avant exportation

Méthode 2 : *Fauche mécanique ou manuelle*
- Couper les parties aériennes, juste au-dessus des rhizomes
- Intervenir dès que les tiges atteignent 40 cm de haut
- A effectuer chaque mois entre juin et septembre
- Cette méthode doit être compléter par des campagnes d'arrachage des jeunes pousses ainsi que de mesures de reboisement dense
- La pose d'un géotextile réduit les repousses

Méthode 3 : *Broyage-bâchage*
- Le bâchage doit impérativement être précédé d'un concassage des terres colonisées
- Installer une bâche pour épuiser le système racinaire et maintenir son pourtour à l'aide d'agrafes/pierres
- Intervention avant la période de floraison
- Ne pas utiliser cette technique à proximité immédiate d'un cours d'eau avec crues violentes ou érosion des berges conséquente
- Un engin doit régulièrement écraser la bâche plastique pour casser les tiges se formant
- La bâche doit être maintenue au moins 18 mois
- Après retrait de la bâche, arracher les plants dégradés
- Méthode très efficace mais plus coûteuse

Méthode 4 : *Pâturage*

Il est possible de faire pâturer la Renouée du Japon par des chèvres. Il faut toutefois s'assurer que la période de pâturage s'arrête avant la formation de graines pour éviter tout risque de dispersion des populations. Cette opération de gestion doit être renouvelée annuellement.

Il peut être pertinent de réaliser une fauche avant l'arrivée des animaux pour leur permettre de consommer plus facilement des repousses et non des plantes adultes.

Matériel : pioche, fourche, godet cribleur équipé de barres de broyage, bâche opaque en géotextile (type Bidim©) ou en plastique imperméable, animaux clôtures, abreuvoir

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).



Les renouées ont une capacité très importante à se régénérer à partir de fragments de tige ou de rhizome. À titre indicatif, 10 g de rhizome suffisent à régénérer une plante.

Acteurs
Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue. **Entretien** : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire. **Suivi** : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée		
Nature	**Fréquence**	**Période**
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT et SOCOTEC en 2023 (complétée par SOCOTEC en 2025)

6 TABLEAU DES SURFACES

	PLU suite à la modification n°1		PLU suite à la DPMEC n°3		
Zone du PLU	Surface (ha)	En %	Surface (ha)	en %	Evolution (en ha)
Ua	28,81	0,62%	28,81	0,62%	
Ub	61,81	1,32%	61,81	1,32%	
Uc	76,56	1,64%	76,56	1,64%	
Ueq	3,02	0,06%	3,02	0,06%	
Um	38,42	0,82%	38,42	0,82%	
Umc	0,90	0,02%	0,9	0,02%	
Ut	25,58	0,55%	25,58	0,55%	
Ux	5,71	0,12%	5,71	0,12%	
Uxc	1,18	0,03%	1,18	0,03%	
Total des zones U	**241,99**	**5,17%**	**241,99**	5,17%	
1AU	5,49	0,12%	5,49	0,12%	
1AUt	0,46	0,01%	0,46	0,01%	
1AUx	1,03	0,02%	1,03	0,02%	
Total des zones 1AU	**6,98**	**0,15%**	**6,98**	0,15%	
2AU	1,43	0,03%	1,43	0,03%	
Total des zones 2AU	**1,43**	**0,03%**	**1,43**	0,03%	
A	151,64	3,24%	151,64	3,24%	
As	88,99	1,90%	88,99	1,90%	
Total des zones A	**240,63**	**5,14%**	**240,63**	5,14%	
N	2574,70	54,99%	2574,7	54,99%	
Nh	4,96	0,11%	4,96	0,11%	
Nl	14,92	0,32%	14,92	0,32%	
Nle	21,90	0,47%	21,9	0,47%	
Npe	**1518,30**	32,43%	**1517,17**	**32,40%**	**-1,1256**
Nt	9,60	0,21%	9,6	0,21%	
Nx	46,58	0,99%	**46,58**	**0,99%**	
Nx1	0,00	0,00%	**1,13**	**0,02%**	**+1,1256**
Total des zones N	**4190,96**	**89,51%**	**4190,96**	89,51%	
Total	**4681,99**	**100,00%**	**4681,99**	100,00%	

Suite à la modification n°1 du PLU, une erreur de frappe a été introduite dans le calcul de la surface Npe. Il avait été indiqué 151,30 ha, alors que le PLU approuvé en 2017 mentionnait bien 1 518,30 ha. Cette donnée a été corrigée. Cette évolution du PLU ne concerne que 1,1256 ha, qui passent de la zone Npe à la zone Nx1.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Table des figures

Figure 1 : Localisation de l'ISDI - Plan IGN 5
Figure 2 : Localisation de l'ISDI - photo aérienne 6
Figure 3 : Localisation de l'ISDI - photo aérienne - zoom 6
Figure 4 : Liste des déchets autorisés sur l'installation 8
Figure 5 : Courbes d'évolution des volumes et tonnages enfouis sur l'ISDI depuis 2006 8
Figure 6 : Organisation du secteur 9
Figure 7 : Organisation du secteur dans le cadre de la demande de prolongation d'exploitation de l'ISDI 10
Figure 8 : Installations classées 12
Figure 9 : Cartographie des zones boisées 13
Figure 10 : Extrait du PRPGD – Répartition de la production globale de déchets d'activités économique 17
Figure 11 : Liste des zonages Natura 2000 18
Figure 12 : Localisation des zone Natura 2000 19
Figure 13 : Liste des Réserves Naturelles Nationales 19
Figure 14 : Plan de situation des Réserves Naturelles à proximité du site 20
Figure 15 : ZNIFF à proximité de la zone d'étude 21
Figure 16 : Plan de situation ZNIFF I et II à proximité du site 21
Figure 17 : Extrait du SRCE Rhône Alpes 22
Figure 18 : Identification des habitats au sein de la zone d'étude et zone d'étude élargie 22
Figure 19 : Cartographie des habitats au sein de la zone d'étude 23
Figure 20 : Hiérarchisation des enjeux écologiques 26
Figure 21 : Synthèse et quantification des impacts générés au droit du projet 29
Figure 22 : Cycle biologique des différents groupes taxonomiques 30
Figure 23 : Fiche mesure gestion de Buddleia de David 31
Figure 24 : Fiche mesure gestion de Renouée de Japon- 34
Figure 25 : Synthèse des mesures d'évitement/réduction et évaluation des impacts résiduels 37
Figure 26 : Extrait de la cartographie du PPRN de la commune des Houches 40
Figure 27 : Extrait du règlement du PPRN des Houches 41
Figure 28 : Zonage actuel 45
Figure 29 : Zonage envisagé 46
Figure 30 : Zonage envisagé sur orthophoto 46

Table des cartes

Carte 1 : Localisation des ISDI sur la région Auvergne-Rhône -Alpes en 2018 16
Carte 2 : Localisation des ISDI sur la région Auvergne-Rhône -Alpes en 2023 16

Table des tableaux

Tableau 1 : Synthèse des impacts 43

7 ANNEXES

- Etude Environnementale, ELCIMAÏ et SOCOTEC, 2023 (complétée par SOCOTEC en 2025)
- Arrêté préfectoral du 17 mars 2014 portant sur la modification et la prolongation de l'autorisation d'exploiter l'ISDI jusqu'en 2024
- Arrêté préfectoral du 1er juillet 2024 portant sur la prolongation de l'activité de l'ISDI jusqu'en 2026

ETUDES ENVIRONNEMENTALES

ELCIMAI ENVIRONNEMENT
38 240 MEYLAN

MISSION D'ASSISTANCE POUR LA REALISATION D'UN PRE-DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE

EXTENSION D'UNE ISDI

ELCIMAI ENVIRONNEMENT
38 240 MEYLAN

Contact : M. Stéphane VIDAL

svidal@elcimai.com

Rapport n° : EK1K0/23/385

Affaire n° : 2304E14Q2000010
Date d'édition du rapport : Juillet 2023

AUTEUR : Antoine TOURNIER
antoine.tournier@socotec.com 06 30 65 91 56

Superviseur : Patrick MUR

SOMMAIRE

1. CADRE DE L'ETUDE 4

1.1. CADRE DE LA DEMANDE ET OBJECTIFS DE LA MISSION 4
1.2. LOCALISATION DU SITE D'ETUDE 4

2. METHODOLOGIES D'INVENTAIRES 6

2.1. DEFINITION DU PERIMETRE D'ETUDE 6
2.2. FLORE ET HABITATS NATURELS 6
2.3. FAUNE 6
2.4. SYNTHESE DES EFFORTS DE PROSPECTION 9

3. RECENSEMENT DES ZONAGES D'INTERET ECOLOGIQUE 10

3.1. ZONES D'INTERET ECOLOGIQUES REGLEMENTAIRES 10
3.2. ZONES D'INTERET ECOLOGIQUE NON REGLEMENTAIRE 21
3.3. SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE 23

4. RESULTATS DES INVENTAIRES NATURALISTES 25

4.1. PRESENTATION DES HABITATS RENCONTRES 25
4.2. RECENSEMENT DE LA FAUNE 31

5. SYNTHESE ET HIERARCHISATION DES ENJEUX 38

6. ETUDE D'INCIDENCES NATURA 2000 40

6.1. LES HABITATS NATURELS D'INTERET COMMUNAUTAIRE 40
6.2. LES ESPECES VEGETALES ET ANIMALES D'INTERET COMMUNAUTAIRE 40
6.3. CONCLUSION SUR LES INCIDENCES NATURA 2000 41

7. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET 42

7.1. NATURE ET IMPORTANCE DES INCIDENCES/IMPACTS 42
7.2. QUANTIFICATION DES IMPACTS PRODUITS EN PHASE CHANTIER ET EN PHASE D'EXPLOITATION 42

8. MESURES ENVISAGEES POUR EVITER ET REDUIRE LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES SUR L'ENVIRONNEMENT 44

8.1. OBJECTIFS 44
8.2. MESURES D'EVITEMENT 44
8.3. MESURES DE REDUCTION 45
8.4. EVALUATION DES IMPACTS RESIDUELS 48

9. CONCLUSION 50

10. ANNEXES 51

10.1. ANNEXE 1 : STATUTS DE PROTECTION ET DE CONSERVATION DES ESPECES VEGETALES RECENSEES 51
10.1. ANNEXE 2 : FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES DES ZNIEFF INCLUS DANS LE PROJET 54

Liste des figures

Figure 1 : Plan de situation (fond IGN, 2022) 5
Figure 2 : Vue aérienne du site 5
Figure 3 : Localisation des zones Natura 2000 (INPN, 2022) 11
Figure 4 : Plan de situation des Réserves Naturelle Nationales à proximité du site (INPN, 2022) 20
Figure 5 : Plan de situation des ZNIEFF I et II à proximités du site (INPN, 2022) 22
Figure 6 : Extrait du SRCE Rhône Alpes (DREAL Rhône-Alpes, 2014) 24
Figure 7 : Cartographie des habitats au sein de la zone d'étude 25
Figure 8 : Cartographie des habitats recensés au droit de la zone d'étude et zone d'étude élargie en mai 2023 25
Figure 9 : Zone rudérale 27
Figure 10 : Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon 28
Figure 11 : Prairie humide eutrophe 29
Figure 12 : Localisation des espèces d'oiseaux protégées recensées 35
Figure 13 : Cycle biologique des différents groupes taxonomiques 45

Tableaux

Tableau 1 : Références et informations générales des terrains 4
Tableau 2 : Codes comportementaux et statuts de reproduction définis d'après l'EOAC 7
Tableau 3: Conditions d'intervention 9
Tableau 4 : Liste des zonages Natura 2000 10
Tableau 5 : Liste des espèces d'intérêt communautaire de la ZSC « Aiguilles Rouges » (Formulaire standard de données 2017) 13
Tableau 6 : Liste des espèces d'intérêt communautaire de la ZPS « Haut griffe - FR8212008 » (Formulaire standard de données 2017) 15
Tableau 7 : Liste des espèces avifaunistiques d'intérêt communautaire de la ZPS *« Haut Giffre»* (Formulaire standard de données 2017) 17
Tableau 8 : Liste des espèces d'intérêt communautaire de la ZPS « Contamies Montjoie – Miage -Tré la Tête - FR 8210698 » 19
Tableau 9 : Liste des Réserves Naturelles Nationales 19
Tableau 10 : ZNIEFF à proximité de la zone d'étude 21
Tableau 11 : Identification des habitats au sein de la zone d'étude et zone d'étude élargie (CB et EUNIS) 25
Tableau 12 : Espèces végétales recensées au droit de l'habitat « Zone rudérale » 26
Tableau 13 : Espèces végétales recensées au droit de l'habitat « Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon » 28
Tableau 14 : Espèces végétales recensées au droit de l'habitat « Prairie humide eutrophe » 29
Tableau 15 : Espèces d'oiseaux recensées en juin 2023 et statuts de protection 33
Tableau 16 : Liste des insectes recensés 37
Tableau 17 : Hiérarchisation des enjeux écologiques 39
Tableau 18 : Synthèse et quantification des impacts générés au droit du projet 43
Tableau 19 : Fiche mesure gestion de Buddleia de David 46
Tableau 20 : Fiche mesure gestion de Renouée de Japon 48
Tableau 21 : Synthèse des mesures d'évitement/réduction et évaluation des impacts résiduels 49

1. Cadre de l'étude

1.1. Cadre de la demande et objectifs de la mission

La mission s'inscrit dans un projet d'extension d'une Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) sur la commune des Houches dans le département de la Haute-Savoie (74).

La mission a pour finalité :

- d'évaluer la sensibilité écologique de la zone d'étude à travers une étude faunistique et floristique sur un passage printanier,
- d'évaluer des enjeux écologiques (patrimonialité, fonctionnalité),
- quantifier des incidences en phase chantier et en phase d'exploitation,
- proposer de mesures pragmatiques visant à éviter, réduire et/ou compenser les incidences sur la biodiversité.

1.2. Localisation du site d'étude

Le projet est localisé au niveau de la route de Bocher de la commune des Houches (74) dans la continuité de la déchetterie actuelle.
L'emprise du projet représente une surface de 1,1 ha environ. Elle est bordée :

> Au nord, à l'est et à l'ouest par de la forêt,

> Au sud par la rue de Boucher.

Les parcelles du projet sont actuellement par des zones de stockage de déchets et des fourrés.

Les références et informations générales des terrains étudiés sont précisées dans le tableau ci-dessous :

Département	Haute-Savoie (74)
Commune	Les Houches
Superficie du projet	11 000 m² environ soit 1,1 ha
Coordonnées en Lambert 93 (au centre des terrains)	X : 992 680 m Y : 6 541 390 m
Références cadastrales	Section OA n° 776, 810, 812, 1730, 1725 et 1727
Occupation des sols	Dépôt de déchets et fourrés

Tableau 1 : Références et informations générales des terrains

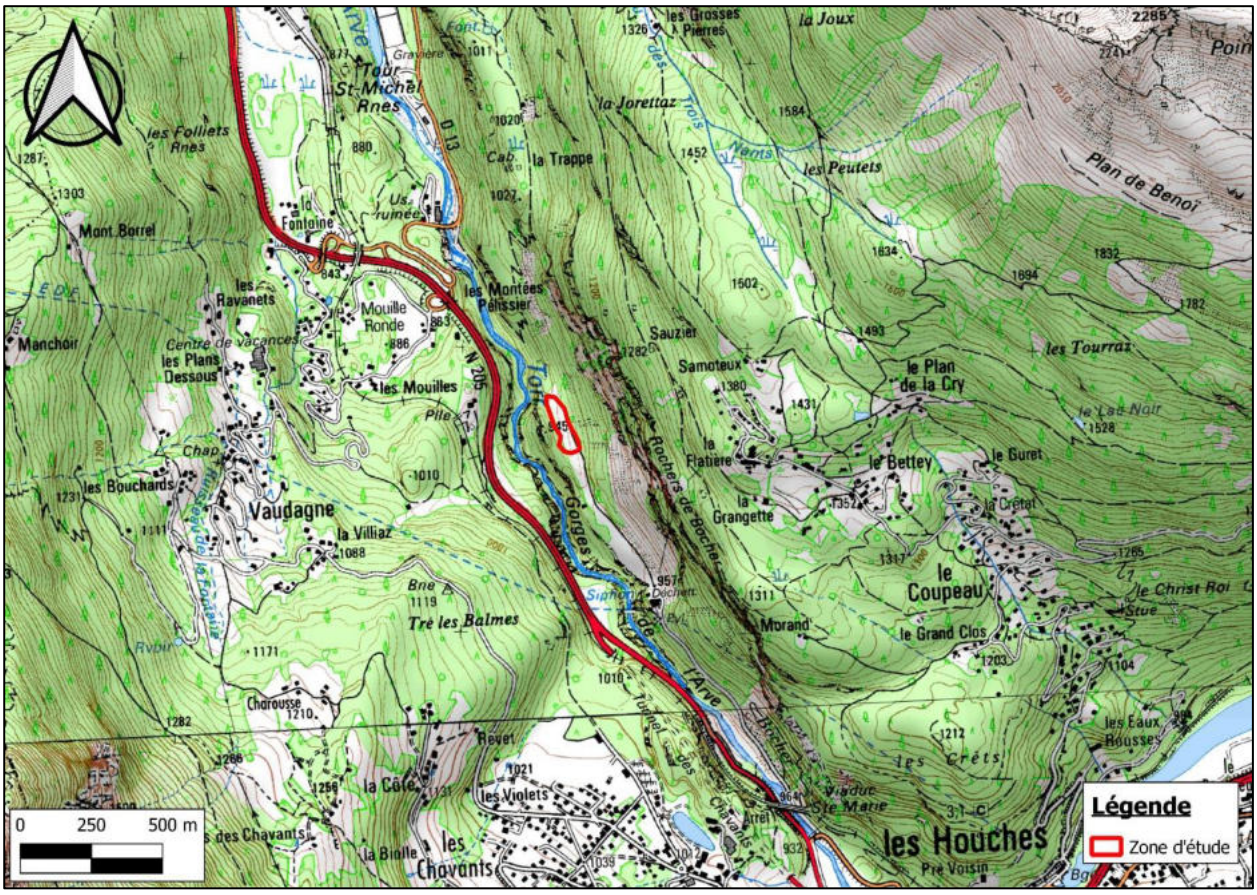


Figure 1 : Plan de situation (fond IGN, 2022)

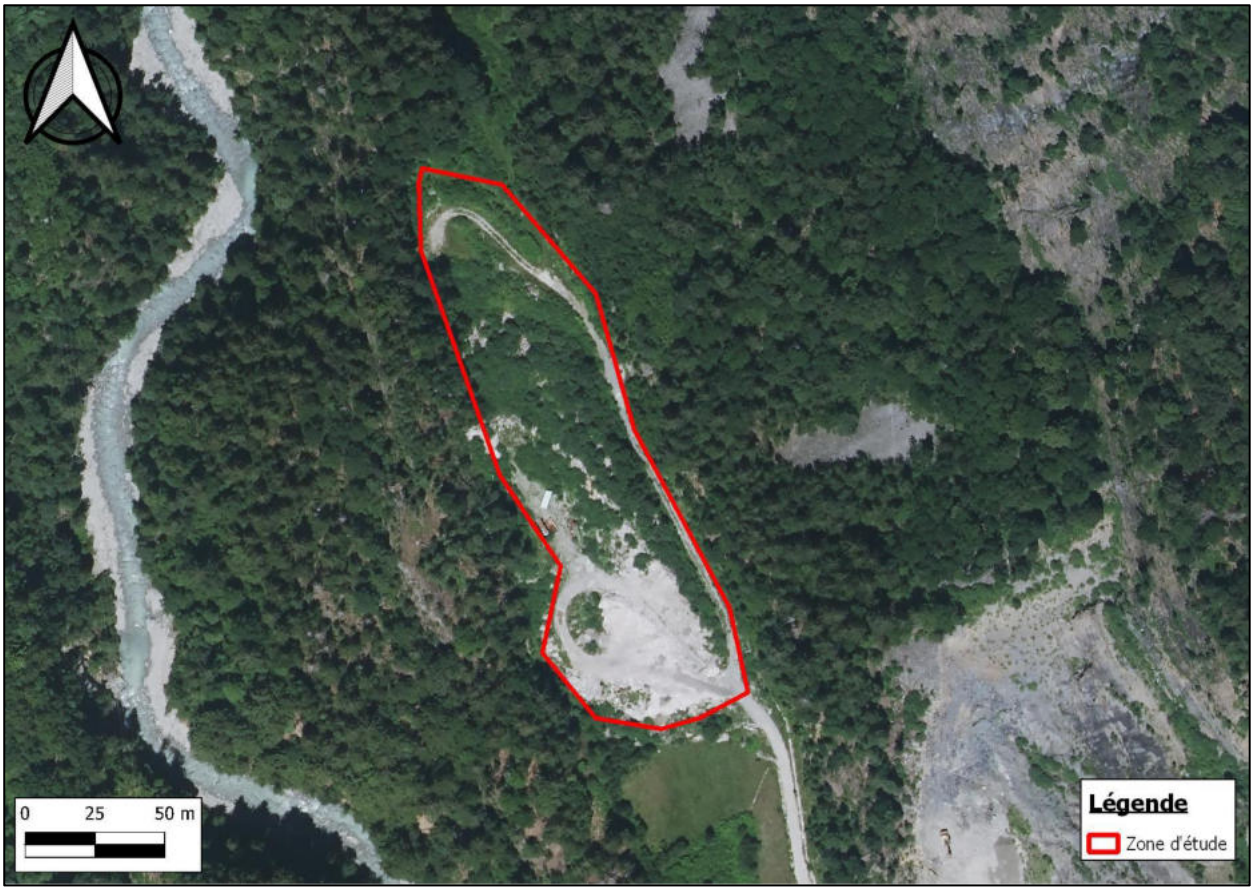


Figure 2 : Vue aérienne du site

2. METHODOLOGIES D'INVENTAIRES

2.1. Définition du périmètre d'étude

Le périmètre immédiat des investigations écologiques englobe l'assiette foncière du projet. Elle est également nommée « zone d'étude ».

Un périmètre éloigné est déterminé pour l'étude du contexte écologique. Les différents zonages réglementaires ou non réglementaires sont ainsi recensés dans un rayon de 5 à 10 km maximum autour du site étudié.

2.2. Flore et habitats naturels

L'étude des habitats naturels s'est attachée à décrire les milieux naturels par l'intermédiaire de relevés floristiques ou relevés phytocénotiques. Ces relevés ont porté sur l'assiette foncière du projet.

Ainsi, pour chaque milieu homogène, une évaluation du cortège floristique a été menée en décrivant l'abondance de chaque espèce rencontrée par l'intermédiaire de transects.

L'analyse des relevés de chaque synusie a permis de définir des syntaxons phytosociologiques rapportés aux types d'habitats appropriés du code Corine Biotope de niveau 2 voire 3 et, le cas échéant, à son code EUR 27. Ils font également l'objet d'une transposition selon le nouveau système d'interprétation des habitats naturels EUNIS.

Chaque habitat fait l'objet d'une description portant sur les espèces végétales caractéristiques voire remarquables, son état de conservation, sur son fonctionnement et d'éventuelles menaces et le cas échéant sur les modalités de gestion le concernant (gestion sylvicole ou pastorale). Une évaluation de sa patrimonialité est également réalisée en se référant aux habitats de la directive Habitats - Faune - Flore.

La restitution cartographique (numérisation) des habitats s'est basée sur la nomenclature Corine Biotope. Cette dernière a permis de déterminer un recouvrement surfacique propre à chaque habitat.

2.3. Faune

2.3.1. Mammifères terrestres

Les prospections ont été réalisées sur l'ensemble du site par l'intermédiaire de transects en privilégiant les biotopes adaptés.

Une attention particulière a été apportée à la recherche de traces (empreintes, poils, crottes, restes de repas…) au droit des différents habitats présents.

2.3.2. Chiroptères

Une évaluation visuelle des différents arbres présents ou du bâti existant au droit du projet a été réalisée. Cette dernière vise à déterminer si les éléments épigés du site sont propices aux Chiroptères.

En fonction des observations réalisées, la présence potentielle de gîtes à Chiroptères est ainsi déterminée.

2.3.3. Avifaune

Nidification

Le recensement des oiseaux a été réalisé par une détection visuelle et auditive par transects. Ces derniers ont été déterminés en fonction de la diversité des habitats et de manière à visualiser l'ensemble de la zone d'étude ainsi que ces abords immédiats.

En période de nidification (mars à juin), le comportement de chaque oiseau est noté afin d'évaluer son statut biologique au sein de la zone d'étude et de ces abords. Ils sont ensuite reportés dans le tableau bibliographique ci-dessous visant à connaître le caractère nicheur de chaque espèce rencontrée.

Nicheur possible
1. Espèce observée durant la saison de reproduction dans un habitat favorable à la nidification.
2. Mâle chanteur (ou cris de nidification) en période de reproduction.
Nicheur probable
3. Couple observé dans un habitat favorable durant la saison de reproduction.
4. Territoire permanent présumé en fonction de l'observation de comportements territoriaux ou de l'observation à huit jours d'intervalle au moins d'un individu au même endroit.
5. Parades nuptiales.
6. Fréquentation d'un site de nid potentiel.
7. Signes ou cris d'inquiétude d'un individu adulte.
8. Plaque incubatrice sur un oiseau tenu en main.
9. Construction d'un nid ou creusement d'une cavité.
Nicheur certain
10. Adulte feignant une blessure ou cherchant à détourner l'attention.
11. Nid utilisé récemment ou coquille vide (œuf pondu pendant l'enquête).
12. Jeunes fraîchement envolés (nidicoles) ou poussins (nidifuges).
13. Adultes entrant ou quittant un site de nid laissant supposer un nid occupé (incluant les nids situés trop haut ou les cavités et nichoirs dont le contenu n'a pas pu être examiné) ou adulte en train de couver.
14. Adulte transportant des sacs fécaux ou de la nourriture pour les jeunes.
15. Nid avec œuf(s).
16. Nid avec jeune(s) (vu ou entendu).

Tableau 2 : Codes comportementaux et statuts de reproduction définis d'après l'EOAC (European Ornithological Atlas Committee)

2.3.4. Amphibiens

Les investigations ont été adaptées au cycle de vie de ces espèces (phase terrestre, phase aquatique). Elles ont consisté, dans un premier temps, à identifier les habitats d'espèces (points d'eau et structures paysagères pertinentes) afin de cibler les prospections à effectuer.

Concernant la phase terrestre, la détermination des espèces a été réalisée par observation directe (investigations diurnes et nocturnes), notamment pour les espèces facilement observables ou décelables par le chant (individus adultes).

2.3.5. Reptiles

Les investigations ont consisté à réaliser des transects le long des lisières, des fourrés, des zones rudérales et des friches aux heures les plus chaudes. Elles visent à contacter les individus venant s'exposer au soleil (thermorégulation).

La détermination des espèces a été réalisée par observation directe, notamment pour les espèces facilement observables.

En cas de doute sur la détermination, des clichés photographiques sont réalisés avec détermination ultérieure à l'aide de supports bibliographiques adaptés.

2.3.6. Insectes

2.3.6.1. Lépidoptères

Les prospections ont été effectuées à l'avancée, en privilégiant les zones à essences florales herbacées ou arbustives (fourrés, friche, zone rudérale, prairie).

L'identification a été faite à vue (observation directe ou détermination à l'aide de jumelles) ou par la capture de l'individu (avec un filet adapté) avec relâcher immédiat.

2.3.6.2. Odonates

Les prospections ont été effectuées à l'avancée, en privilégiant les points d'eau et les zones à essences florales herbacées ou arbustives (fourrés, friche, zone rudérale, prairie).

L'identification a été faite à vue (observation directe ou détermination à l'aide de jumelles) voire par la capture de l'individu (avec un filet adapté) suivi d'un relâcher immédiat. En cas de doute sur la détermination, des clichés photographiques ont été réalisés avec détermination ultérieure à l'aide de supports bibliographiques adaptés.

2.3.6.3. Orthoptères

Les prospections ont été effectuées à l'avancée sur chaque milieu rencontré (friche, zone rudérale, prairie) en privilégiant les zones rases ou semi-rases. L'identification a été réalisée au chant (stridulation) et par capture des individus puis relâché immédiat.

2.3.6.4. Coléoptères saproxylophages

La recherche d'arbres remarquables pouvant offrir des potentialités d'accueil pour les chiroptères a également permis de réaliser les investigations visant à identifier les arbres morts ou sénescents.

Une inspection minutieuse de la surface des troncs à la recherche d'indices de présence ou d'individus a ensuite été effectuée (présence de trous caractéristiques). Une attention particulière a été portée aux éléments suivants :

- présence de trous d'entrée/sortie,
- présence de fèces (crottes de larves) dans le terreau ou la sciure,
- présence de larves, imagos, restes d'adultes (prédation des pics),
- présence de terreau propice au développement larvaire.

Les indices de présence recherchés concernent plus particulièrement les taxons faisant l'objet de mesures de protection et/ou de conservation à savoir : le Pique-prune (*Osmoderma eremita*), le Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*) et le Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*).

2.4. Synthèse des efforts de prospection

Les dates et les conditions de prospection sont synthétisées dans le tableau suivant. Les saisons sont mises en évidence par le code couleur suivant :

Hiver Printemps Eté Automne

L'efficacité des investigations est subordonnée à plusieurs paramètres et plus particulièrement aux conditions météorologiques, à la période d'intervention et aux cycles biologiques des taxons recherchés. Dans le cadre de cette étude, en tenant compte de ces principaux paramètres, les conditions d'intervention sont pondérées comme ci-après.

	16 juin 2023
Conditions météorologiques	Ensoleillé, vent faible T°C : 20
Habitats	Favorables
Flore	Favorables
Mammifères terrestres	Favorables
Chiroptères (gîtes)	Favorables
Oiseaux	Favorables (nidification)
Insectes (Lépidoptères, Odonates, Coléoptères saproxyliques)	Acceptables
Amphibiens	Favorables
Reptiles	Acceptables

Tableau 3: Conditions d'intervention

3. RECENSEMENT DES ZONAGES D'INTERET ECOLOGIQUE

L'étude de ces différents zonages permet d'appréhender la qualité écologique de la zone étudiée au regard des milieux naturels d'intérêt patrimoniaux situés au droit ou à proximité des terrains.

3.1. Zones d'intérêt écologiques réglementaires

3.1.1. Natura 2000

Le réseau Natura 2000 a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire des pays de l'Europe. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces de flore et de faune sauvage d'intérêt communautaire. Les sites sont désignés par chacun des pays de l'UE en application de deux directives européennes :

- **La directive « Oiseaux » (79/409/CEE)** propose la conservation à long terme des espèces d'oiseaux sauvages de l'Union européenne. Près de 5 000 sites ont été classés par les Etats de l'Union en tant que Zones de Protection spéciales (ZPS) au titre de cette directive.
- **La directive « Habitats Faune Flore » (92/43/CE)** établit un cadre pour les actions communautaires de conservation d'espèces de faune et de flore sauvages ainsi que de leur habitat. Cette directive répertorie plus de 231 types d'habitats naturels et 900 espèces animales et végétales présentant un intérêt communautaire et nécessitant une protection. Les Zones Spéciales de Conservation (ZSC), permettent au titre de cette directive une protection de ces habitats et espèces menacées.

La désignation des ZSC est plus longue que les ZPS. Chaque État commence à inventorier les sites potentiels sur son territoire. Il fait ensuite des propositions à la Commission européenne, sous la forme de pSIC (proposition de site d'intérêt communautaire). Après approbation par la Commission, le pSIC est inscrit comme site d'intérêt communautaire pour l'Union européenne et est intégré au réseau. Natura 2000. Un arrêté ministériel désigne ensuite le site comme ZSC, lorsque son document d'objectif est terminé et approuvé.

L'aire d'étude relative au réseau Natura 2000, qui présente ici un rayon de 10 km autour de la zone de l'aménagement, comprend cinq sites Natura 2000. Trois sites de la directive « Habitats Faune-Flore » et un site de la directive « Oiseaux ».

Les zones Natura 2000 localisées à proximités du site d'étude sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Code du site	Type	Nom	Distance au projet
FR8201699	ZSC	Aiguilles Rouges	260 m à l'est
FR8212008	ZSC	Haut Giffre	5,8 km au nord
FR8212008	ZPS	Haut Giffre	5,8 km au nord
FR 8210698	ZSC	Contamines Montjoie - Miage - Tré la Tête	8 km au sud

Tableau 4 : Liste des zonages Natura 2000

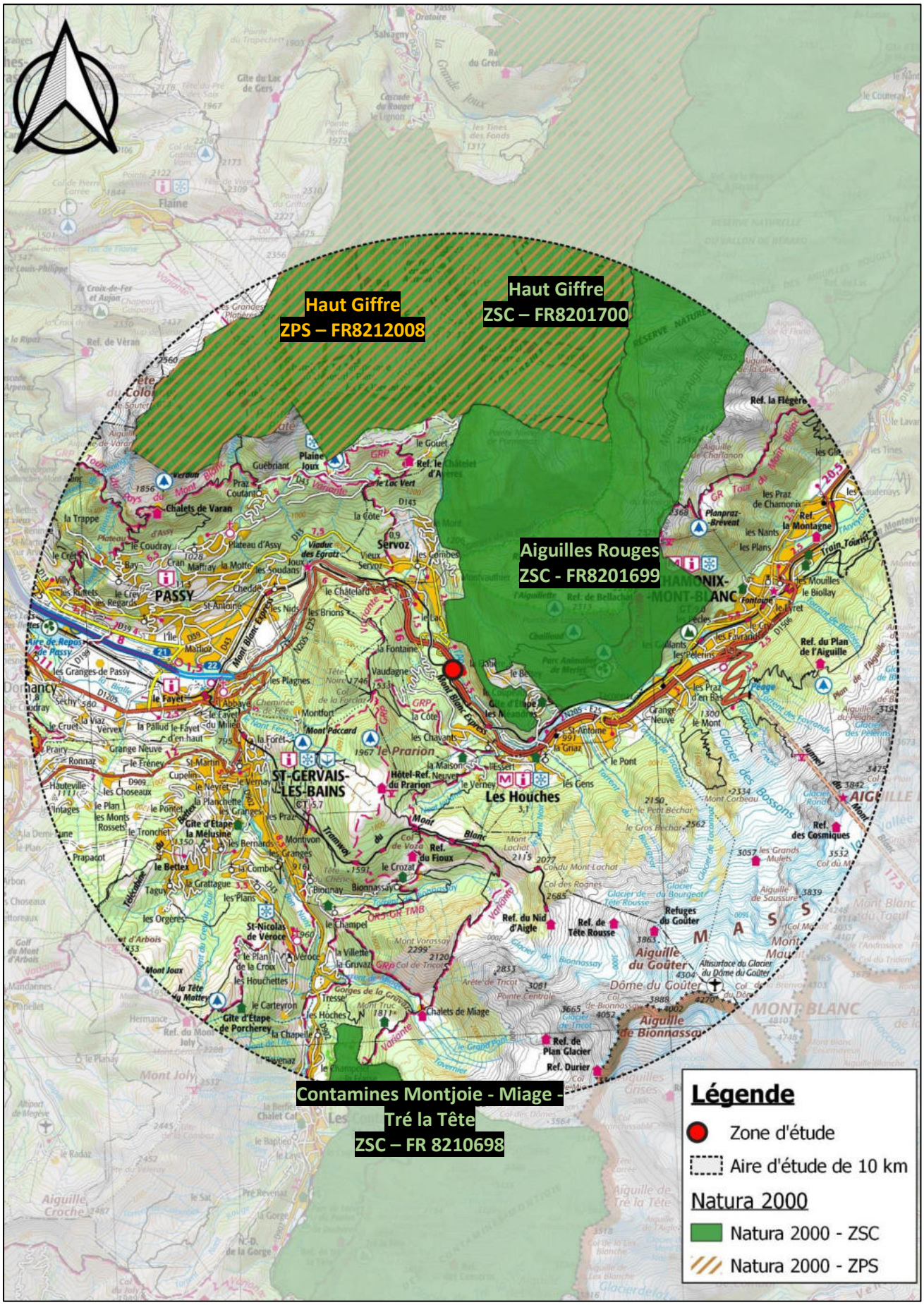


Figure 3 : Localisation des zones Natura 2000 (INPN, 2022)

3.1.2. Description des sites Natura 2000

3.1.2.1. Zone spéciale de conservation *« Aiguilles Rouges - FR8201699 »*

Ce site comprend l'intégralité du massif des Aiguilles Rouges. D'un point de vue lithologique, on y distingue des gneiss et des granitoïdes (Aiguilles Rouges). Structurellement, cet ensemble lithologique appartient à une seule entité : le socle anté-alpin. Sur ce dernier subsistent quelques reliquats de couverture sédimentaire, ce qui offre une grande diversité des types de sol.

Habitats d'intérêt communautaire

- **3130 -** Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea ;
- **3220 -** Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée ;
- **4060 -** Landes alpines et boréales ;
- **6150 -** Pelouses boréo-alpines siliceuses ;
- **6170 -** Pelouses calcaires alpines et subalpines ;
- **6230 -** Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes ;
- **6430 -** Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin
- **6520 -** Prairies de fauche de montagne ;
- **7110 -** Tourbières hautes actives ;
- **7120 -** Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle ;
- **7140 -** Tourbières de transition et tremblantes ;
- **7230 -** Tourbières basses alcaline ;
- **8110 -** Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (Androsacetalia alpinae et Galeopsietalia ladani ;
- **8120 -** Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (Thlaspietea rotundifolii) ;
- **8160 -** Eboulis médio-européens calcaires des étages collinéens à montagnard ;
- **8210 -** Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique ;
- **8220 -** Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique ;
- **8230 -** Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii ;
- **8340 -** Glaciers permanents ;
- **9110 -** Hêtraies du Luzulo-Fagetum ;
- **9130 -** Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum ;
- **9140 -** Hêtraies subalpines médio-européennes à Acer et Rumex arifolius ;
- **9180 -** Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion ;
- **9410 -** Forêts acidophiles à Picea des étages montagnards à alpin (Vaccinio-Piceetea) ;
- **9420 -** Forêts alpines à Larix decidua et/ou Pinus cembra.

Espèces faunistiques et floristiques d'intérêt communautaire

Quatre espèces de mammifères et une espèce d'invertébré sont inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE

Nom vernaculaire	Nom latin
Mammifère	
Loutre d'Europe	*Lutra lutra*
Lynx boréal	*Lynx lynx*
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*
Invertébré	
Damier de la Succise	*Euphydryas aurinia*

Tableau 5 : Liste des espèces d'intérêt communautaire de la ZSC « Aiguilles Rouges » (Formulaire standard de données 2017)

3.1.2.2. Zone spéciale de conservation *« Haut giffre - FR8212008 »*

Le Haut Giffre constitue un vaste massif de haute montagne qui s'étend des Hauts Forts au Désert de Platé. Il correspond à la partie mitoyenne des Aiguilles Rouges et est constitué d'une épaisse couverture sédimentaire essentiellement carbonatée. Le relief très marqué comporte de puissantes falaises de calcaire supportant de grandes étendues fissurées (lapiaz, gouffres, résurgences, réseau souterrain). Le Désert de Platé figure parmi les plus grands lapiaz de l'Arc alpin.

Habitats d'intérêt communautaire

- **3130 -** Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea ;
- **3150 -** Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition
- **3220 -** Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée ;
- **4060 -** Landes alpines et boréales ;
- **6150 -** Pelouses boréo-alpines siliceuses ;
- **6170 -** Pelouses calcaires alpines et subalpines ;
- **6430 -** Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin
- **6520 -** Prairies de fauche de montagne ;
- **7230 -** Tourbières basses alcaline ;
- **7240 -** Formations pionnières alpines du Caricion bicoloris-atrofuscae
- **8110 -** Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (Androsacetalia alpinae et Galeopsietalia ladani ;
- **8120 -** Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (Thlaspietea rotundifolii) ;
- **8160 -** Eboulis médio-européens calcaires des étages collinéens à montagnard ;
- **8210 -** Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique ;
- **8220 -** Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique ;
- **8240 -** Pavements calcaires
- **8310 -** Grottes non exploitées par le tourisme
- **8340 -** Glaciers permanents ;
- **91E0 -** Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)
- **9110 -** Hêtraies du Luzulo-Fagetum ;
- **9130 -** Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum ;
- **9140 -** Hêtraies subalpines médio-européennes à Acer et Rumex arifolius ;
- **9150 -** Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion
- **9180 -** Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion ;
- **9410 -** Forêts acidophiles à Picea des étages montagnards à alpin (Vaccinio-Piceetea) ;
- **9420 -** Forêts alpines à Larix decidua et/ou Pinus cembra.

- **9430 -** Forêts montagnardes et subalpines à Pinus uncinata (* si sur substrat gypseux ou calcaire)

Espèces faunistiques et floristiques d'intérêt communautaire

Deux espèces d'invertébrés, quatre espèces de mammifères et trois espèces floristiques sont inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE.

Nom vernaculaire	Nom latin
Invertébrés	
Damier de la succise	*Euphydryas aurinia*
Rosalie des Alpes	*Rosalia alpina*
Mammifères	
Lynx boréal	*Lynx lynx*
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*
Murin de Bechstein	*Myotis bechsteinii*
Plante	
Buxbaumia viridis	*Buxbaumia viridis*
Panicaut des Alpes	*Eryngium alpinum*
Cypripède sabot-de-Vénus	*Cypripedium calceolus*

Tableau 6 : Liste des espèces d'intérêt communautaire de la ZPS « Haut griffe - FR8212008 » (Formulaire standard de données 2017)

3.1.2.3. Zone spéciale de conservation « Contamines – Montjoie- Miage -Tré la tête FR 8210698 »

Le Massif du Mont Blanc/Contamines Montjoie couvre la totalité de la partie française du massif du Mont Blanc. Cette zone recèle des glaciers parmi les plus étendus d'Europe. Le substrat dominant est de type cristallin et correspond à l'affleurement du socle anté-alpin soulevé et érodé dans cette partie des Alpes. La couverture sédimentaire décollée et déformée de ce socle métamorphique n'affleure que dans la partie sud de la zone (col du Bonhomme) où l'on peut la considérer comme autochtone. Elle est constituée pour l'essentiel de grès, calcschistes, schistes silico alumineux...

Habitats d'intérêt communautaire

- **3130 -** Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea ;
- **3150 -** Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition
- **3220 -** Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée ;
- **4060 -** Landes alpines et boréales ;
- **6150 -** Pelouses boréo-alpines siliceuses ;
- **6170 -** Pelouses calcaires alpines et subalpines ;
- **6430 -** Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin
- **6520 -** Prairies de fauche de montagne ;

- **7230 -** Tourbières basses alcaline ;
- **7240 -** Formations pionnières alpines du Caricion bicoloris-atrofuscae
- **8110 -** Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (Androsacetalia alpinae et Galeopsietalia ladani ;
- **8120 -** Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (Thlaspietea rotundifolii) ;
- **8160 -** Eboulis médio-européens calcaires des étages collinéens à montagnard ;
- **8210 -** Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique ;
- **8220 -** Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique ;
- **8240 -** Pavements calcaires
- **8310 -** Grottes non exploitées par le tourisme
- **8340 -** Glaciers permanents ;
- **91E0 -** Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)
- **9110 -** Hêtraies du Luzulo-Fagetum ;
- **9130 -** Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum ;
- **9140 -** Hêtraies subalpines médio-européennes à Acer et Rumex arifolius ;
- **9150 -** Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion
- **9180 -** Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion ;
- **9410 -** Forêts acidophiles à Picea des étages montagnards à alpin (Vaccinio-Piceetea) ;
- **9420 -** Forêts alpines à Larix decidua et/ou Pinus cembra.

3.1.2.4. Zone Protection Spéciale « *Haut Giffre* FR8212008 »

Le Haut Giffre constitue un vaste massif de haute montagne qui s'étend des Hauts Forts au Désert de Platé. Il est constitué d'une épaisse couverture sédimentaire essentiellement carbonatée. Le relief très marqué comporte de puissantes falaises de calcaire supportant de grandes étendues fissurées (lapiaz, gouffres, résurgences, réseau souterrain). Le Désert de Platé figure ainsi parmi les plus grands lapiaz de l'Arc alpin.

Cet ensemble naturel de premier ordre culmine au Buet à près de 3100 m d'altitude. Il regroupe les sommets du haut Faucigny, placés en tête de la vallée du Giffre et qui se poursuivent au nord par les Dents du Midi. Il jouxte le massif cristallin des Aiguilles Rouges : les deux entités sont jointives, bien qu'elles soient très distinctes du point de vue géologique. Le haut Giffre se rattache pour sa part aux massifs subalpins, ses plis prolongeant ceux des Bornes de l'autre côté de la vallée de l'Arve.

Ce massif est caractérisé par une grande diversité biologique, qui se traduit notamment au niveau du nombre d'espèces d'oiseaux qu'on y rencontre.

L'ensemble présente par ailleurs un évident intérêt paysager, avec entre autres les sites classés du Cirque du Fer à Cheval et du Désert de Platé. Cet intérêt est tout autant géologique et géomorphologique (avec notamment le rocher des Fiz et le célèbre Désert de Platé cités à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes), que scientifique compte-tenu de son intérêt en matière de recherche appliquée (karstologie d'altitude, sédimentologie des lacs de montagne...).

Espèces faunistiques

Dix-neuf espèces sont visées à l'article 4 de la directive 2009/147/CE.

Nom vernaculaire	Nom latin	Nom vernaculaire	Nom latin
Grand-duc d'Europe	*Bubo bubo*	Bondrée apivore	*Pernis apivorus*
Chouette chevêchette	*Glaucidium passerinum*	Milan noir	*Milvus migrans*
Chouette de Tengmalm	*Aegolius funereus*	Gypaète barbu	*Gypaetus barbatus*
Pic noir	*Dryocopus martius*	Circaète Jean-le-Blanc	*Circaetus gallicus*
Pic tridactyle	*Picoides tridactylus*	Aigle royal	*Aquila chrysaetos*
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	Faucon pèlerin	*Falco peregrinus*
Lagopède des Alpes	*Lagopus muta helvetica*	Gélinotte des bois	*Bonasa bonasia*
Tétras lyre	*Lyrurus tetrix*	Petit Gravelot	*Charadrius dubius*
Perdrix bartavelle	*Alectoris graeca*	Bécasse des bois	*Scolopax rusticola*
Chevalier guignette	*Actitis hypoleucos*		

Tableau 7 : Liste des espèces avifaunistiques d'intérêt communautaire de la ZPS « *Haut Giffre* » (Formulaire standard de données 2017)

3.1.2.5. Zone spéciale de conservation « Contamies Montjoie – Miage -Tré la Tête - FR 8210698 »

Le Massif du Mont Blanc/Contamines Montjoie couvre la totalité de la partie française du massif du Mont Blanc. Cette zone recèle des glaciers parmi les plus étendus d'Europe. Le substrat dominant est de type cristallin et correspond à l'affleurement du socle anté-alpin soulevé et érodé dans cette partie des Alpes. La couverture sédimentaire décollée et déformée de ce socle métamorphique n'affleure que dans la partie sud de la zone (col du Bonhomme) où l'on peut la considérer comme autochtone. Elle est constituée pour l'essentiel de grès, calcschistes, schistes silico alumineux...

Habitats d'intérêt communautaire

- **3130 -** Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea ;
- **3220 -** Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée ;
- **4060 -** Landes alpines et boréales ;
- **6130 -** Pelouses calaminaires des Violetalia calaminariae ;
- **6170 -** Pelouses calcaires alpines et subalpines ;
- **6430 -** Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin ;
- **6510 -** Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis) ;
- **6520 -** Prairies de fauche de montagne ;
- **7110 -** Tourbières hautes actives ;
- **7230 -** Tourbières basses alcaline ;
- **7240 -** Formations pionnières alpines du Caricion bicoloris-atrofuscae
- **8110 -** Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (Androsacetalia alpinae et Galeopsietalia ladani ;
- **8120 -** Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (Thlaspietea rotundifolii) ;
- **8160 -** Eboulis médio-européens calcaires des étages collinéens à montagnard ;
- **8210 -** Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique ;
- **8220 -** Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique ;
- **8310 -** Grottes non exploitées par le tourisme
- **8340 -** Glaciers permanents ;
- **91D0 -** Tourbières boisées
- **9410 -** Forêts acidophiles à Picea des étages montagnards à alpin (Vaccinio-Piceetea) ;

Espèces faunistiques et floristiques d'intérêt communautaire

Trois espèces de mammifères sont inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE

Nom vernaculaire	Nom latin
Mammifères	
Lynx boréal	*Lynx lynx*
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*
Murin de Bechstein	*Myotis bechsteinii*
Lynx boréal	*Lynx lynx*

Tableau 8 : Liste des espèces d'intérêt communautaire de la ZPS « Contamies Montjoie – Miage -Tré la Tête - FR 8210698 »

3.1.3. Réserves Naturelles Nationales ou Régionales

Cinq réserves naturelles nationales sont localisées dans un rayon de 10 km autour de la zone d'étude, elles sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Code du site	Nom	Distance au projet
FR3600103	Calaveyron	1,8 km au nord
FR3600018	Aiguilles Rouges	4,5 km au nord
FR3600050	Passy	5,5 km au nord
FR3600035	Sixt-Fer-à-Cheval-Passy	6,3 km au nord
FR3600038	Contamines-Montjoie	8,2 km au sud

Tableau 9 : Liste des Réserves Naturelles Nationales

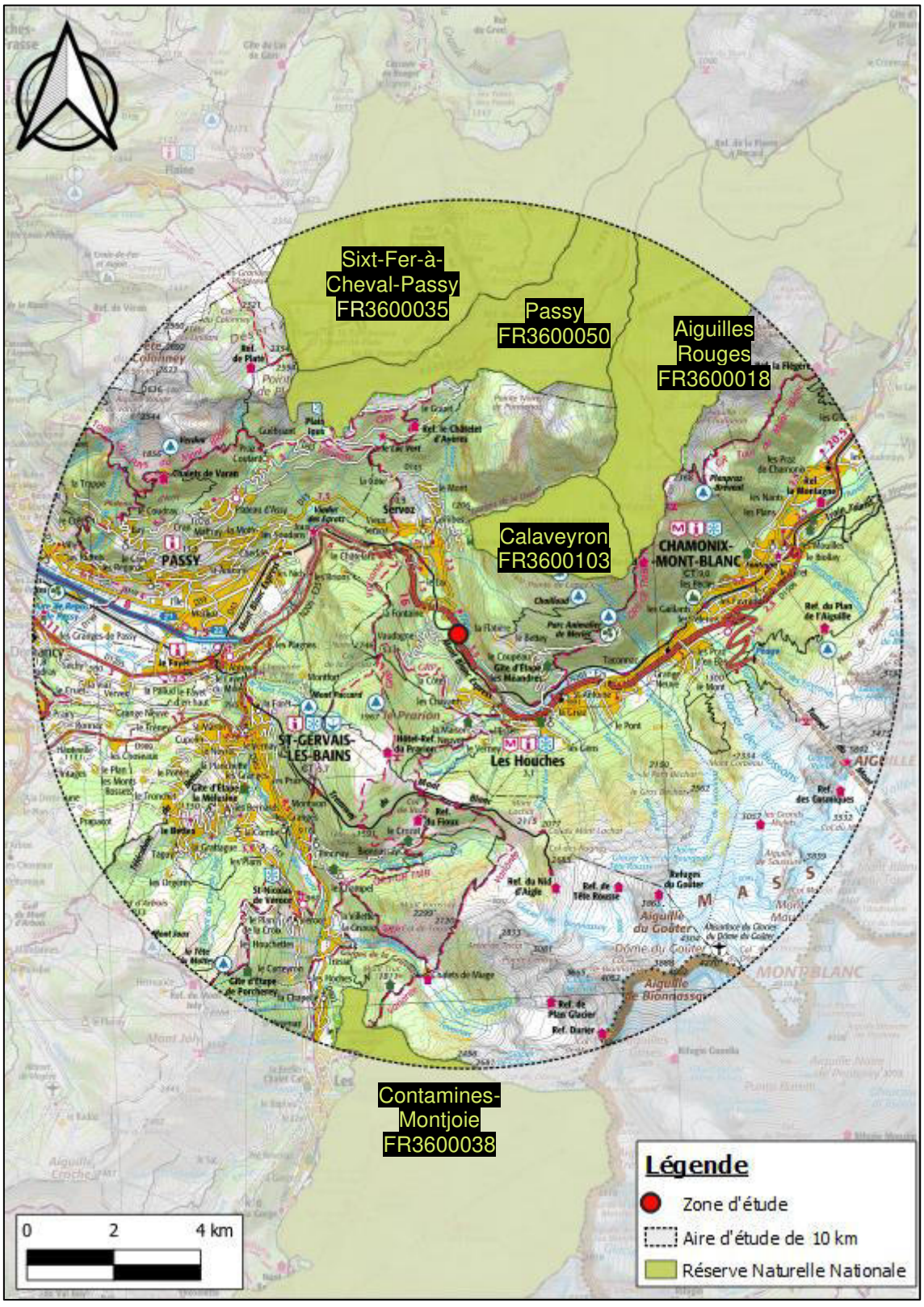


Figure 4 : Plan de situation des Réserves Naturelles Nationales à proximité du site (INPN, 2022)

3.2. Zones d'intérêt écologique non réglementaire

Dans le but de les identifier pour mieux les protéger, le ministère de l'Environnement a recensé les zones présentant le plus d'intérêt pour la faune et la flore et les a regroupées sous le terme de ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêts Écologiques Faunistiques et Floristiques). Ce classement n'a pas de valeur juridique directe et ne signifie pas que la zone répertoriée fasse systématiquement l'objet d'une protection particulière et spéciale. Toutefois, il souligne un enjeu écologique important et signale parfois la présence d'espèces protégées comme les chauves-souris notamment.

L'inventaire ZNIEFF présente deux types de zonage :

- **Type I** : secteur d'intérêt biologique remarquable caractérisé par la présence d'espèces animales et végétales rares,
- **Type II** : grands ensembles riches, peu modifiés, ou offrant des potentialités biologiques importantes.

L'aire d'étude relative aux ZNIEFF, qui présente ici un rayon de 3 km autour du projet, comprend plusieurs zones d'inventaires ZNIEFF, une ZNIEFF de type 2 et quatre ZNIEFF de type 1. Elles sont listées dans le tableau suivant :

Code du site	Type	Nom	Distance au projet
820031668	ZNIEFF de type II	Massif du Mont-Blanc et ses annexes	Inclus dans le projet
820031644	ZNIEFF de type I	Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier	Inclus dans le projet
820031619	ZNIEFF de type I	Les Aiguilles Rouges, Carlaveyron et Vallon de Bérard	1,7 km au nord
820031710	ZNIEFF de type I	Montagne des Gures	2,5 km à l'ouest
820031666	ZNIEFF de type I	Tourbière du Prariond	2,3 km au sud

Tableau 10 : ZNIEFF à proximité de la zone d'étude

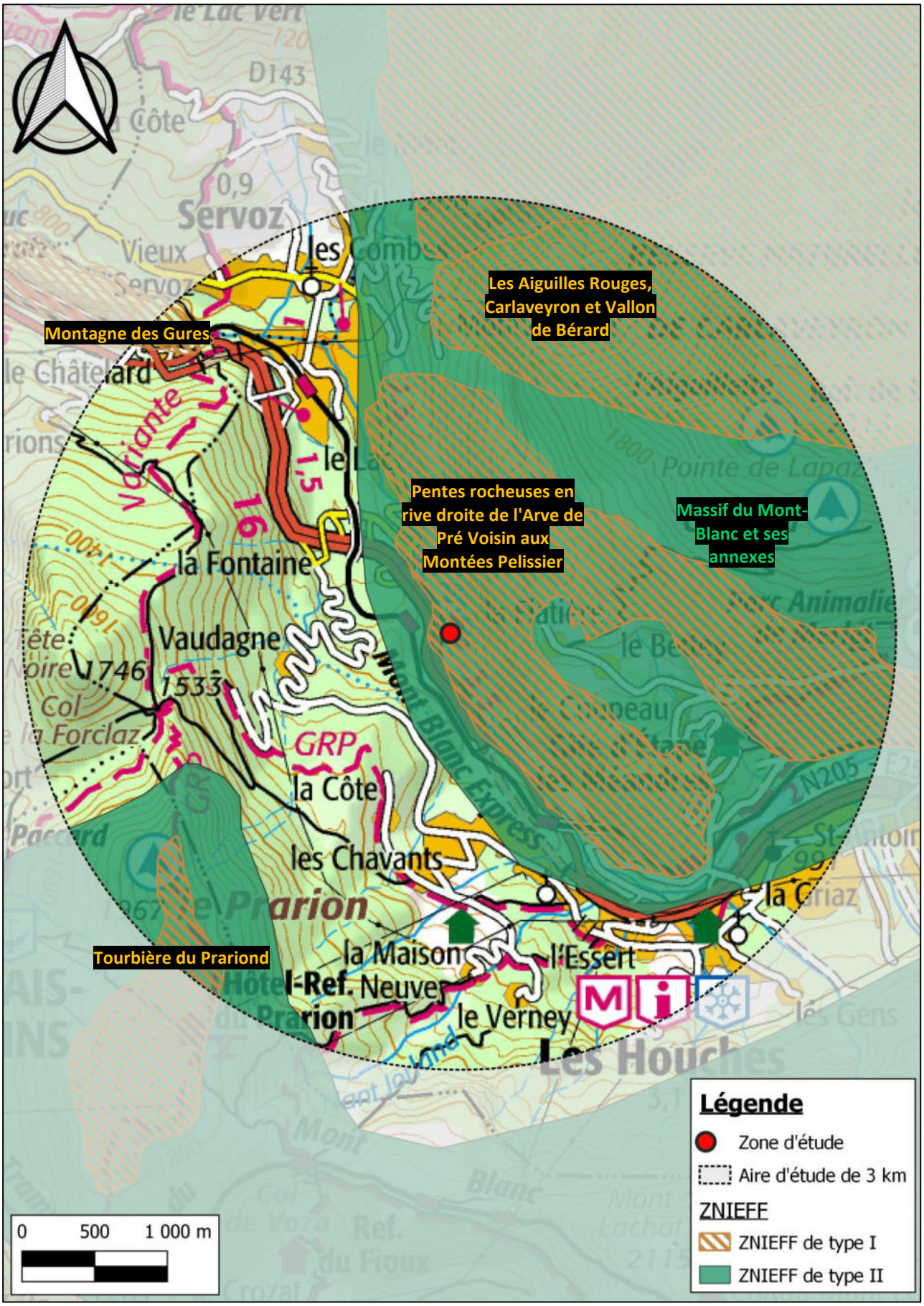


Figure 5 : Plan de situation des ZNIEFF I et II à proximité du site (INPN, 2022)

La ZNIEFF I « Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier », inclus dans le projet, intéresse les barres rocheuses et d'éboulis siliceux, fortement boisés.
L'intérêt naturaliste du site se concentre au niveau des anfractuosités des rochers et des éboulis qui hébergent une flore spécialisée, en particulier des fougères de grand intérêt, protégées ou rares, dont le Woodsia méridional dont c'est la seule station confirmée en France. En matière de faune, les barres rocheuses abritent également le Faucon pèlerin et l'Hirondelle des rochers, tous deux nicheurs ici.

La ZNIEFF II « Massif du Mont-Blanc et ses annexes », inclus dans le projet présentent des habitats remarquables, on peut citer les pelouses riveraines arctico-alpines. La flore comprend de nombreuses espèces rares, qu'il s'agisse des zones d'altitude (Achillée noirâtre des massifs subalpins orientaux, Achillée musquée, quatre espèces d'androsaces dont celle de Vandelli adaptée aux substrats siliceux, Vergerette de Gaudin, Génépi noir, Orchis nain, Drave de Fladniz, saules nains, Woodsia méridional et Woodsia des Alpes…), des prairies de montagne (Botryche multifide, Chardon bleu, Polémoine bleue…), des zones humides (Laîche de Magellan, Laîche faux pied d'oiseau, Jonc arctique…), des forêts (Racine de corail, Epipogon sans feuille, lycopodes), ou des rochers (Sélaginelle de Suisse).

S'agissant de la faune, il y a une bonne représentation des mammifères (Lièvre variable, ongulés -Cerf élaphe, Bouquetin des Alpes, Chamois, chiroptères), de l'avifaune forestière (Cassenoix moucheté, Pic tridactyle…) et rupicole (Circaète Jean-le-Blanc, Faucon pèlerin, Tichodrome échelette), de l'entomofaune (libellules, papillons Azurés de la canneberge, Damier de la succise et du chèvrefeuille, Solitaire) ou des poissons (Omble chevalier).

Les formulaires standard de données des ZNIEFFS inclus dans la zone d'étude sont présentés en annexe 2 du présent rapport.

3.3. Schéma Régional de Cohérence Ecologique

3.3.1. Approche conceptuelle

Un corridor écologique est une voie de déplacement empruntée par la faune et la flore, plus ou moins large, continue ou non, qui relie des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, Réserve Naturelle, Zones NATURA 2000, cours d'eau, zones humides…). Ces liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou habitats d'une espèce permettent sa dispersion et sa migration.

On les classe généralement en trois types principaux :

- structures linéaires : haies, chemins et bords de chemin, cours d'eau et leurs rives, etc.,
- structures en « pas japonais » : ponctuation d'éléments relais ou d'îlots refuges, mares, bosquets,
- corridor paysager : corridor constitué d'une mosaïque d'habitats et /ou de paysages jouant différents fonctions (zones de repos, nourrissage, abris…) pour l'espèce en déplacement.

La Trame Verte et Bleue (TVB) est constituée de l'ensemble des continuités écologiques. Il s'agit d'un réseau écologique sur l'ensemble du territoire français visant à reconnecter les populations animales et végétales, y compris pour les espèces ordinaires, tout en permettant leur redistribution dans un contexte de changement climatique.

La TVB a pour objectif principal de contribuer à enrayer la perte de biodiversité en renforçant la préservation et la restauration des continuités écologiques entre les milieux naturels. Elle a également un rôle de fourniture de ressources et de services écologiques d'une manière diffuse sur le territoire, grâce à la qualité du maillage de celui-ci.

D'après le SRCE Rhône-Alpes, le site est localisé dans un réservoir de biodiversité constitutif de la trame verte.

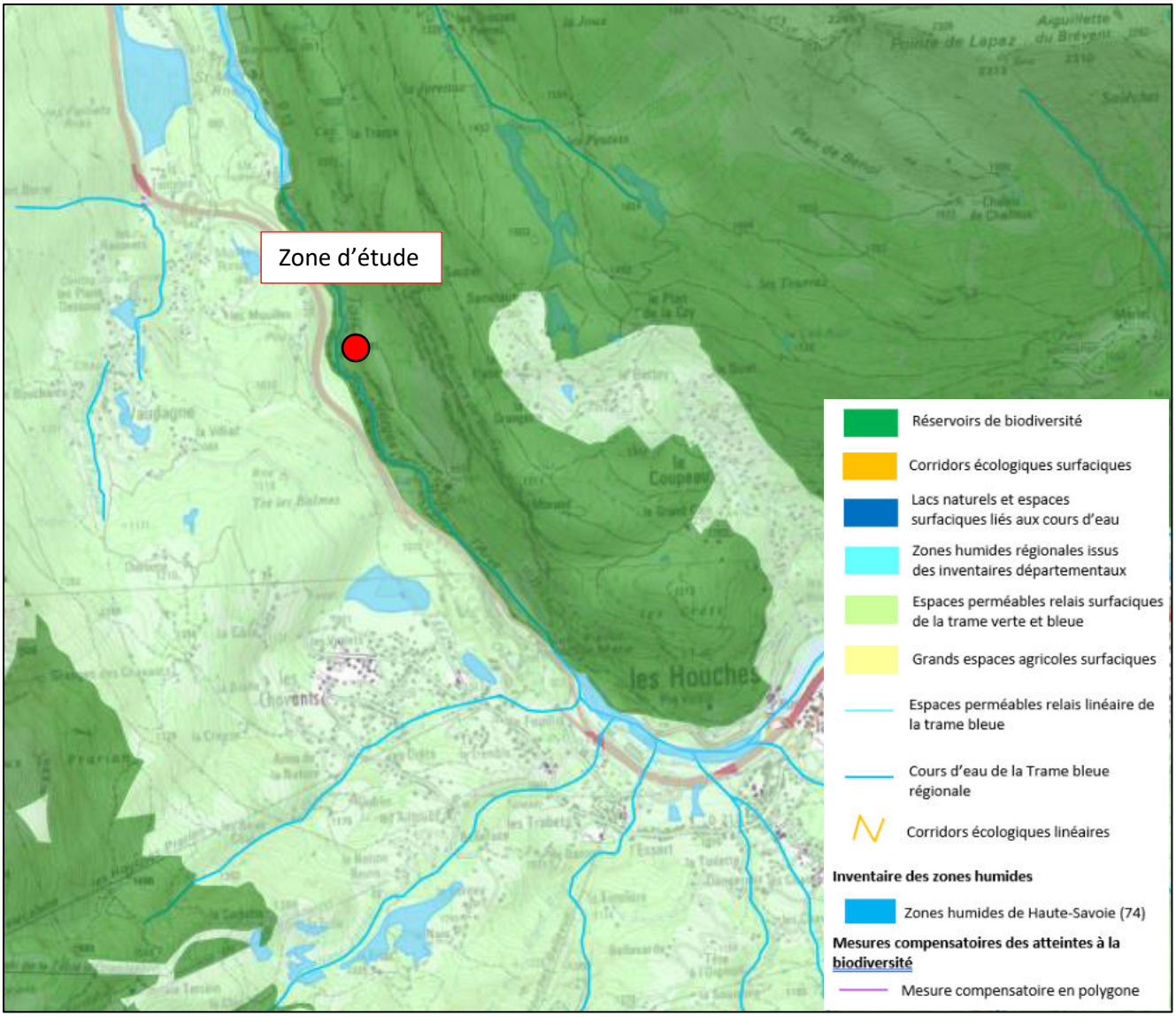


Figure 6 : Extrait du SRCE Rhône Alpes (DREAL Rhône-Alpes, 2014)

4. RESULTATS DES INVENTAIRES NATURALISTES

4.1. Présentation des habitats rencontrés

Dans le cadre du diagnostic écologique, plusieurs milieux ont été recensés au droit des terrains étudiés. Ces derniers font l'objet d'une caractérisation selon le système d'interprétation CORINE Biotopes (CB) et EUNIS.

Le tableau ci-après présente les différents habitats naturels rencontrés au sein de l'assiette foncière du projet au printemps 2023. La carte proposée ci-après permet de les localiser.

Dénomination et Code Corine Biotopes (CB)	Dénomination et Code EUNIS	Surface
Zone rudérale (87.2)	Communautés d'espèces rudérales des constructions rurales récemment abandonnées altitudes (E5.13)	5 427 m²
Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon (31.8)	F3.1 Fourrés tempérés	4 530m²
Prairie humide eutrophe (37.2)	Prairies eutrophes et mésotrophes E3.4	123 m²

Tableau 11 : Identification des habitats au sein de la zone d'étude et zone d'étude élargie (CB et EUNIS)

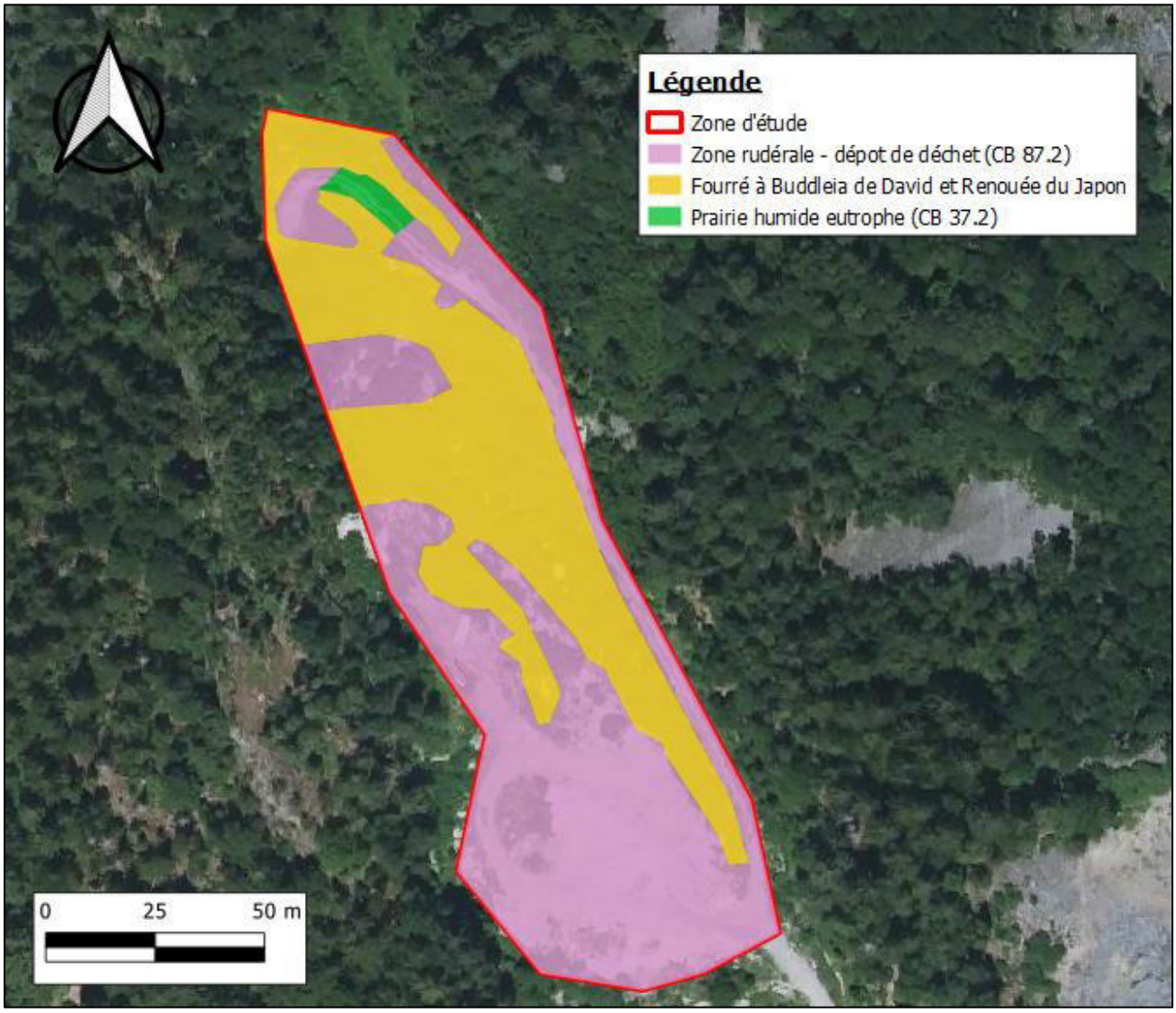


Figure 7 : Cartographie des habitats au sein de la zone d'étude

4.1.1. Zone rudérale (CB 87.2)

Cet habitat occupe la majorité de la surface de la zone d'étude. Il peut être identifié selon le système EUNIS à travers la référence suivante : Communautés d'espèces rudérales des constructions rurales récemment abandonnées altitudes (E5.13).

Cet habitat est caractérisé par des zones de stockage de déchet couplé à la présence d'espèces floristiques peu exigeantes et très communes, typique de terrain remanié.

Dominé par la Vergerette annuelle et la Vipérine commune, cet habitat possède un cortège floristique, relativement pauvre avec beaucoup de surface à nue.

Aucune espèce végétale protégée n'a été recensée au droit de cet habitat.

D'après la liste hiérarchisée des espèces exotiques envahissantes en Rhône-Alpes (CBNA, 2020), le Buddleia de David et la Renouée du Japon sont classés comme espèces exotiques envahissantes avérées.

Strate herbacée			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Armoise commune	*Artemisia vulgaris*	Matricaire inodore	*Tripleurospermum inodorum*
Avoine élevée	*Arrhenatherum elatius*	Molène à feuilles dentées	*Verbascum dentifolium*
Campanule fausse raiponce	*Campanula rapunculoides*	Panais sauvage	*Pastinaca sativa var. arvensis*
Cerfeuil commun	*Anthriscus cerefolium*	Pâturin des bois	*Poa nemoralis*
Compagnon blanc	*Silene latifolia*	Petite oseille	*Rumex acetosella*
Coquelicot	*Papaver rhoeas*	Peuplier noir	*Populus nigra*
Crépide élégante	*Crepis pulchra*	Pimprenelle	*Sanguisorba*
Cymbalaire des murs	*Cymbalaria muralis*	Pissenlit commun	*Taraxacum officinale*
Dactyle aggloméré	*Dactylis glomerata*	Reine-des-prés	*Filipendula ulmaria*
Gaillet gratteron	*Galium aparine*	Renoncule âcre	*Ranunculus acris*
Cirse des champs	*Cirsium arvense*	Réséda jaune	*Reseda lutea*
Géranium à feuilles rondes	*Geranium rotundifolium*	Salsifis des prés	*Tragopogon pratensis*
Grande ortie	*Urtica dioica*	Sénecon à feuilles de roquette	*Jacobaea erucifolia*
Grande prêle	*Equisetum telmateia*	Trèfle douteux	*Trifolium dubium*
Herbe à Robert	*Geranium robertianum*	**Vergerette annuelle**	***Erigeron annuus***
Lampsane commune	*Lapsana communis*	Vesce à feuilles étroites	*Vicia tenuifolia*
Linaire rampante	*Linaria repens*	Vesce hérissée	*Ervilia hirsuta*
Lotier corniculé	*Lotus corniculatus*	**Vipérine commune**	***Echium vulgare***
Marguerite des alpes	*Leucanthemopsis alpina*		
Strate arbustive			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Buddleia de David	*Buddleja davidii*	Renouée du Japon	*Reynoutria japonica*
Strate arborée			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Absence d'espèce			

Nb : les noms en gras sont les espèces les plus représentées

Tableau 12 : Espèces végétales recensées au droit de l'habitat « Zone rudérale »





Figure 9 : Zone rudérale

4.1.2. Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon (84.1) à Buddleia de David et à Renouée du Japon (31.8)

Cet habitat est localisé plutôt au centre et au nord de la zone d'étude. Il tend à s'étendre sur les autres habitats présents.
Il est caractérisé par la forte dominance du Buddleia de David ainsi que par la Renouée du Japon en strate arbustive.

La strate herbacée s'exprime peu du fait de la dominance de la présence d'espèces exotiques. Les espèces inventoriées restent communes et non protégées. Quelques arbres sont répartis de manière sporadique au sein de cet habitat avec une dominance pour l'Erable plane.
Les espèces recensées, présentées ci-dessous, sont essentiellement peu exigeantes. Aucune espèce végétale protégée n'a été recensée au droit de cet habitat.

D'après la liste hiérarchisée des espèces exotiques envahissantes en Rhône-Alpes (CBNA, 2020), le Buddleia de David et la Renouée du Japon sont classés comme espèces exotiques envahissantes avérées.

Les espèces végétales rencontrées sont les suivantes :

Strate herbacée			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Brunelle commune	*Prunella vulgaris*	Ray-grass anglais	*Lolium perenne*
Fléole des prés	*Phleum pratense*	Ronce commune	*Rubus fruticosus*
Herbe à Robert	*Geranium robertianum*	Trèfle des prés	*Trifolium pratense*
Gaillet gratteron	*Galium aparine*		
Strate arbustive			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Aubépine	*Crataegus*	Frêne commun	*Fraxinus excelsior*
Buddleia de David	***Buddleja davidii***	**Renouée du Japon**	***Reynoutria japonica***
Charme commun	*Carpinus betulus*	Rosier des chiens	*Rosa canina*
Érable plane	*Acer platanoides*	Saule marsault	*Salix caprea*
Strate arborée			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*	Saule marsault	*Salix caprea*
Érable plane	*Acer platanoides*		

Nb : les noms en gras sont les espèces les plus représentées

Tableau 13 : Espèces végétales recensées au droit de l'habitat « Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon »



Figure 10 : Fourré à Buddleia de David et à Renouée du Japon

4.1.3. Prairie humide eutrophe (CB 37.2)

Cet habitat naturel est localisé au nord du site d'étude entre les fourrés. Il peut être approché selon le système EUNIS à travers la référence suivante : Prairies eutrophes et mésotrophes E3.4.

Cet habitat est constitué d'une strate herbacée majoritairement hygrophile.
La présence de ces espèces peut être expliquée par la configuration du site : il semblerait qu'il s'agisse d'eau de ruissellement s'accumulant sur une zone en aval. L'infiltration d'eau y est lente, formant ainsi une rétention d'eau très localisée qui permet le développement d'espèces hygrophiles.

Bien que cet habitat soit intéressant du point de vue de sa diversité, il est limité par sa taille (123 m²) et en voie de fermeture par les fourrés à espèces exotiques envahissantes.

D'après la liste hiérarchisée des espèces exotiques envahissantes en Rhône-Alpes (CBNA, 2020), le Buddleia de David et la Renouée du Japon sont classés comme espèces exotiques envahissantes avérées.

Aucune espèce végétale protégée n'a été recensée au droit de cet habitat. Les espèces végétales rencontrées sont les suivantes :

Strate herbacée			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Épiaire des bois	*Stachys sylvatica*	Myosotis des champs	*Myosotis arvensis*
Fléole des prés	*Phleum pratense*	Pâturin des prés	*Poa pratensis*
Grand plantain	*Plantago major*	Potentille rampante	*Potentilla reptans*
Jonc fin	*Juncus tenuis*	Renoncule rampante	*Ranunculus repens*
Laîche des lièvres	*Carex leporina*	Stellaire graminée	*Stellaria graminea*
Laîche en épi	*Carex spicata*	Trèfle des prés	*Trifolium pratense*
Lotier des marais	*Lotus pedunculatus*		
Strate arbustive			
Nom Français	***Nom scientifique***	**Nom Français**	***Nom scientifique***
Buddleia de David	*Buddleja davidii*	Renouée du Japon	*Reynoutria japonica*
Strate arborée			
Nom scientifique	***Nom scientifique***	***Nom scientifique***	***Nom scientifique***
Absence d'espèce			

Tableau 14 : Espèces végétales recensées au droit de l'habitat « Prairie humide eutrophe »



Figure 11 : Prairie humide eutrophe

4.1.4. Synthèse des habitats et de la flore

Majoritairement remanié, le site d'étude est utilisé comme une zone de dépôt de déchet. La flore y est commune et souvent caractéristique de milieu anthropique. La très forte présence de la Renouée du Japon et le Buddleia de David asphyxie la flore naturelle déjà présente.

La prairie humide témoignant d'une zone de stagnation d'eau ponctuelle pourrait constituer un enjeu modéré, mais limité par sa taille (123 m²) ainsi que sa fermeture par les espèces exotiques, cet habitat tend à disparaître.

Le site d'étude présente des enjeux faibles concernant la flore et les habitats.

4.2. Recensement de la faune

4.2.1. Mammifères terrestres

Aucun mammifère terrestre n'a été recensé lors des investigations. Cependant, le hérisson d'Europe pourrait très bien fréquenter la zone d'étude en particulier les fourrés.

Les zones de dépôt de déchets limitent fortement l'accueil pour ce groupe taxonomique.

Les enjeux concernant les mammifères terrestres sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

4.2.2. Chiroptères

4.2.2.1. Recherche de gîtes

La maturité du boisement ainsi que les arbres présents au sein de la zone d'étude ne sont pas propices à la constitution d'arbre gîte. Une inspection des arbres a été réalisée. Aucune cavité pouvant constituer un gîte à chiroptère n'a été recensée.

Les zones de dépôt de déchets ne peuvent pas constituer une zone de chasse favorable pour ce groupe. Les chiroptères vont donc plus fréquenter les lisières forestières en périphérie du projet comme axe de déplacement et de chasse.

Les enjeux concernant les chiroptères sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

4.2.1. Oiseaux

4.2.1.1. Période de nidification

Les espèces contactées sur la période printanière (juin 2023) sont synthétisées dans le tableau suivant ainsi que leurs statuts de protection et de conservation.

Légende

Statut de protection européen :
An I : Annexe I de la Directive "Oiseaux" : espèce strictement protégée et espèce d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones de protection spéciale ;
B2 : Annexe II de la Convention de Berne : espèce strictement protégée ;
B3 : Annexe III de la Convention de Berne : espèce protégée dont l'exploitation est règlementée ;

Statut de protection national :
PN: article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection
ch: Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée (arrêté du 26 juin 1987)

Statut de conservation national (LR France - Oiseaux de France métropolitaine, 2016) :
RE : éteint ; **CR** : en danger critique ; **EN** : en danger ; **VU** : vulnérable ; **NT** : quasi menacé ; **LC** : non menacé ; **DD** : données insuffisantes ; **NA** : Non applicables ; (a) introduite après l'année 1500, (b) présente de manière occasionnelle ou marginale et non observée chaque année en métropole, (c) régulièrement présente en métropole en hivernage ou en passage mais ne remplissant pas les critères d'une présence significative, ou (d) régulièrement présente en métropole en hivernage ou en passage mais pour laquelle le manque de données disponibles ne permet pas de confirmer que les critères d'une présence significative sont remplis)

Statut de conservation régional : Liste rouge des oiseaux nicheurs de Auvergne-Rhône-Alpes, 2015

TAXONS		DIRECTIVE OISEAUX	PROTECTIONS		ETAT DE CONSERVATION nicheur		Observations particulières	Codes nicheurs européens (ATLAS)
Nom vernaculaire	*Nom scientifique*		Nat.	PNA	Nat.	Reg.		
Mésange noire	*Periparus ater*		Ann.3		LC	-	Un chanteur en lisière de boisement ouest	**Non nicheur**
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*		Ann.3		LC	-	Un chanteur en lisière côté est	**Non nicheur**
Mésange bleue	*Cyanistes caeruleus*		Ann.3		LC	-	Un chanteur en lisière côté est	**Non nicheur**
Pic noir	*Dryocopus martius*	**Ann.1**	Ann.3		LC	-	Deux individus en vol au-dessus de la zone de dépôt de déchet à l'est et au sud	**Non nicheur**
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*				LC	-	Un chanteur dans fourrés	**3 - Nicheur possible**
Mésange nonnette	*Poecile palustris*		Ann.3		LC	-	Un chanteur dans les fourrés et nourrissage de juvéniles	**16 - Nicheur certain**
Roitelet à triple bandeau	*Regulus ignicapilla*				LC	-	Un chanteur en limite de zone sud-est	**Non nicheur**
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*		Ann.3		LC	-	En limite de site dans arbres au sud	**3 - Nicheur possible**
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*		Ann.3		LC	-	Chanteur dans fourrés côté est	**3 - Nicheur possible**

Tableau 15 : Espèces d'oiseaux recensées en juin 2023 et statuts de protection

Neuf espèces ont été recensées pendant les investigations de juin 2023. Les espèces peuvent être identifiées selon un cortège inféodé aux milieux arborés.
En effet, bien que la zone d'étude soit un milieu ouvert, la majorité des espèces inventoriées sont des espèces fréquentant des forêts mixtes ou de conifères. La zone d'étude est entourée d'une forêt mixte constituée de grands arbres sur lesquels les espèces cavernicoles inventoriées pourraient y nicher.

La Mésange nonette est considérée comme nicheuse certaine du fait de l'observation d'un adulte transportant de la nourriture pour des juvéniles.

La Fauvette à tête noire, le Pouillot Véloce ainsi que le Rougegorge familier sont considérés comme nicheurs possibles raison de leur possibilité de nicher au sein de fourrés présents au sein du site d'étude.

Enfin, la Mésange noire, la Mésange bleue, le Pinsons des arbres, le Pic noir ainsi que le Roitelet à triple bandeau sont des espèces cavernicoles, considérées comme non nicheurs sur site. Aucun arbre ou rocher présentant de cavité n'a été répertorié au sein du site d'étude.

Toutes les espèces inventoriées font l'objet d'une protection au niveau national et aucune ne présente un statut de protection particulier.

Les enjeux concernant les oiseaux sur l'emprise du projet sont jugés faibles en période de nidification.

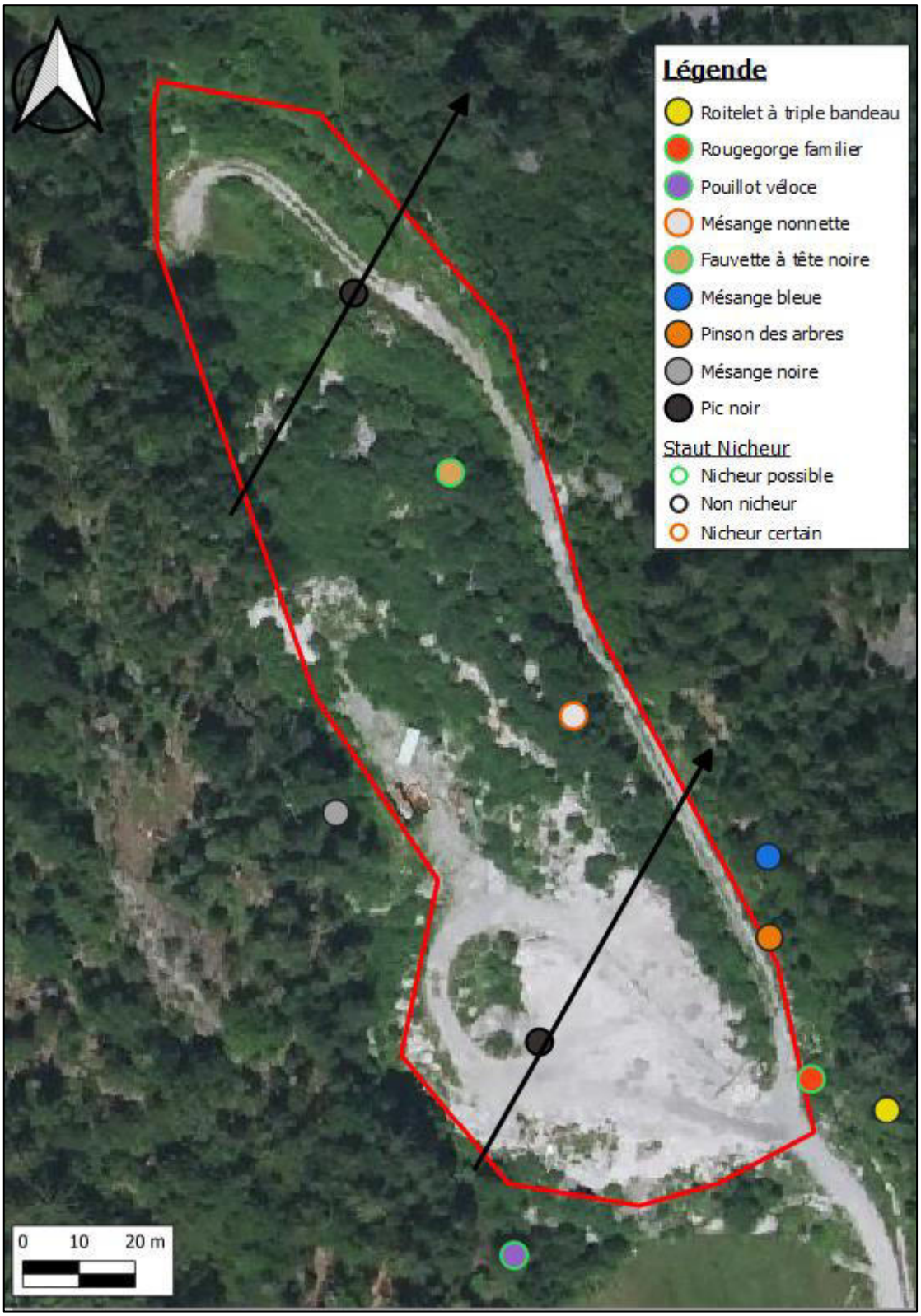


Figure 12 : Localisation des espèces d'oiseaux protégées recensées

4.2.2. Amphibiens

Aucune espèce d'amphibien n'a été recensée sur la zone d'étude au cours des sessions d'inventaires.
En l'absence de point d'eau, le site n'est pas propice à l'accueil des amphibiens en période de reproduction.
Toutefois, il n'est pas exclu d'observer des individus en déplacement.

Les enjeux concernant les amphibiens sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

4.2.3. Reptiles

Aucune espèce de reptile n'a été recensée sur la zone d'étude au cours de la session en juin 2023. La zone d'étude présente néanmoins quelques tas de pierres qui pourrait convenir pour l'accueil de ce groupe taxonomique.

Les enjeux concernant les reptiles sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

4.2.4. Insectes

A ce jour, 6 espèces de lépidoptères ont été recensées. Il est à noter l'absence d'odonates. Aucun coléoptère saproxylophage, ni aucun arbre gîte n'a été observé lors des différentes sessions d'inventaires.

Les espèces contactées peuvent être qualifiées de communes pour la région biogéographique.

TAXONS		STATUT DE PROTECTION		DIRECTIVE HABITATS	ETAT DE CONSERVATION	
Nom Français	Nom latin	Européen / Mondial	National		National	Régional
Lépidoptères						
Azuré de l'Ajonc (L')	*Plebejus argus*	-	-	-	LC	LC
Gazé (Le)	*Aporia crataegi*	-	-	-	LC	LC
Fadet commun (Le)	*Coenonympha pamphilus*	-	-	-	LC	LC
Grand collier argenté (Le)	*Boloria euphrosyne*	-	-	-	LC	LC
Tircis (Le)	*Pararge aegeria*	-	-	-	LC	LC

Tableau 16 : Liste des insectes recensés

Les enjeux concernant les insectes sur l'emprise du projet sont jugés faibles.

5. SYNTHESE ET HIERARCHISATION DES ENJEUX

Les investigations hivernales effectuées sur la zone d'étude permettent d'évaluer **les enjeux** et **la sensibilité** du site.

Enjeu faible	Enjeu fort
Enjeu modéré	Enjeu très fort

Une hiérarchisation des enjeux liée à l'état initial à la session printanière est proposée dans le tableau suivant.

CATEGORIE	SYNTHESE ET JUSTIFICATION DES ENJEUX	HIERACHISATION DES ENJEUX
Zones d'intérêt écologique réglementaire	Le site d'étude n'est pas inclus dans une zone d'intérêt écologique réglementaire. Le site Natura 2000 le plus proche est situé à 260 m à l'est projet, il s'agit de la ZSC Aiguilles Rouges, trois autres sites Natura 2000 sont présents dans un rayon de 10 km autour du projet.	**Modéré**
Zones d'intérêt écologique non réglementaire	Le site d'étude est inclus dans deux ZNIEFF. Une ZNIEFF I «Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier» ainsi qu'une ZNIEFF II « Massif du Mont-Blanc et ses annexes ». Trois autres ZNIEFF sont présentes dans un rayon de 3 km autour du projet.	**Fort**
Schéma Régional de Cohérence Ecologique	D'après le SRCE Rhône-Alpes, le site est concerné par un des éléments de la trame verte (réservoir de biodiversité).	**Modéré**
Habitats floristiques	Au droit de la zone d'étude, il est à noter la présence d'habitats semi-naturels et naturel en mauvais état de conservation et non d'intérêt communautaire.	**Faible**
Espèces végétales	Les espèces floristiques inventoriées sur la zone d'étude peuvent être qualifiées de communes à très communes pour la région biogéographique.	**Faible**
Espèces végétales invasives	Très forte présence de deux espèces exotiques envahissantes : la Renouée du Japon et le Buddleia de David.	**Fort**
Mammifères terrestres	Aucun mammifère n'a été contacté. Le site d'étude étant donné la présence de zone de déchet, n'est pas propice à l'accueil de ce groupe.	**Faible**
Chiroptères	Aucune cavité pouvant constituer un gîte à chiroptère n'a été recensé au sein de la zone d'étude. Le site d'étude constitue une zone de chasse peu favorable pour ce groupe.	**Faible**
Oiseaux	Neuf espèces ont été recensées pendant les investigations, toutes protégées à l'échelle nationale. Trois d'entre-elles sont nicheuses possibles et une seule nicheuse certaine. Les espèces contactées sont majoritairement inféodées aux milieux arborés fréquentent la forêt entourant la zone d'étude.	**Faible en période de nidification.**

CATEGORIE	SYNTHESE ET JUSTIFICATION DES ENJEUX	HIERACHISATION DES ENJEUX
Amphibiens	Aucune espèce d'amphibien n'a été recensée sur la zone d'étude au cours de la session d'investigation.	**Faible**
Reptiles	Aucune espèce de reptile n'a été recensée sur la zone d'étude au cours de la session d'investigation.	**Faible**
Insectes	Les espèces contactées et identifiées peuvent être qualifiées de communes pour la région biogéographique.	**Faible**

Tableau 17 : Hiérarchisation des enjeux écologiques

6. ETUDE D'INCIDENCES NATURA 2000

Les incidences du projet vis à vis des habitats et des espèces d'intérêt communautaire visés par les Zones Natura 2000 localisées à proximité sont présentées ci-après.

Pour rappel, quatre sites de la Directive Habitats et un site de la Directive Oiseaux sont présents dans un rayon de 10 km. Le site le plus proche de la zone du projet est situé à 260 m à l'est.

6.1. Les habitats naturels d'intérêt communautaire

Les inventaires écologiques sur l'année 2023 n'ont pas mis en évidence la présence d'Habitat inscrit à l'Annexe I à la Directive Habitats Faune Flore des différentes zones Natura 2000. La zone est occupée, actuellement, par une zone rudérale de dépôt de déchet, de fourrés à espèces exotiques envahissantes ainsi qu'une petite prairie humide en voie de fermeture. Ces types de milieux ne présentent pas un niveau de rareté et de sensibilités écologiques fortes. De plus, le site ne semble pas indispensable à certaines espèces animales des zones Natura 2000.

Le projet n'engendrera pas d'incidences directes, indirectes, et permanentes sur les habitats d'intérêt communautaire.

6.2. Les espèces végétales et animales d'intérêt communautaire

L'aire d'évaluation à prendre en compte dans les évaluations d'incidences Natura 2000 est basée sur :

- 1 km pour les insectes et les amphibiens ;
- 3 km pour les oiseaux. Elle peut être portée à 10 km pour le Milan royal et le Milan noir ;
- 5 km autour des sites de parturition et 10 km autour des sites d'hibernation et de parade des chiroptères.

Compte tenu de la nature du projet, de son milieu (zone de déchet et EEE) et de la distance vis-à-vis du site par rapport aux espaces Natura 2000, le risque d'incidence sur les habitats et sur la faune recensée dans ces sites est donc nul.

La zone Natura 2000 de type ZSC située à 260 m à l'est du site du projet pourrait présenter des liens fonctionnels. Cependant, compte tenu de l'absence d'habitat et d'espèces d'intérêt communautaire et d'habitat pouvant convenir aux espèces mentionnées à l'annexe II de la directive 9/43CEE le risque d'incidence sur les habitats et sur la faune recensée dans ces sites est donc nul.

Pour les autres Natura 2000 de type ZSC, elles sont situées à plus de 5,8 kilomètres du site du projet. Compte tenu de la nature du projet, de son milieu et de la distance vis-à-vis du site par rapport aux espaces Natura 2000 de type ZCS, le risque d'incidence sur les habitats et sur la faune recensée dans ces sites est donc nul.

Pour la zone Natura 2000 de type ZPS (Haut Giffre) située à 5,8 km du site du projet. Les espèces, à grand rayon d'action et/ou migratrices de ces zones (Milan noir par exemple), sont susceptibles de fréquenter le site. Cependant, le projet n'engendre aucune destruction de gîte ou de terrain de chasse principal, par conséquent aucune incidence significative n'est à prévoir sur l'avifaune pouvant ponctuellement fréquenter le site.

6.3. Conclusion sur les incidences Natura 2000

En conséquence, le projet n'engendre aucune incidence significative directe ou indirecte sur les sites du réseau Natura 2000.

De plus, le projet n'engendre, à priori, aucune destruction de gîte ou de terrain de chasse relatif à la faune et l'avifaune de ces espaces.

Par conséquence, le risque d'incidence est considéré comme nul pour les espèces animales d'intérêt communautaire du réseau Natura 2000 local.

7. IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET

Le présent chapitre vise à examiner, en fonction des enjeux identifiés précédemment, les impacts éventuels du projet sur l'environnement. Il précède l'établissement des mesures à prendre en compte visant à éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement.

7.1. Nature et importance des incidences/impacts

La notion d'incidence est évaluée selon quatre niveaux de gradation qui dépend d'une relation plus ou moins étroite entre la source du risque et la cible puis, d'un effet plus ou moins à long terme avec la cible :

- Incidence / impact direct : incidence directement attribuable aux travaux et aménagements projetés ;
- Incidence / impact indirect : incidence différée dans le temps ou dans l'espace, attribuable à la réalisation des travaux et aménagements ;
- Incidence / impact temporaire : incidence liée à la phase de réalisation des travaux, nuisances de chantier, notamment la circulation de camions et bateaux, bruit, poussière, turbidité, vibrations, odeurs. L'incidence temporaire s'atténue progressivement jusqu'à disparaître ;
- Incidence / impact permanente : incidence qui ne s'atténue pas d'elle-même avec le temps. Une incidence permanente est dite réversible si la cessation de l'activité le générant suffit à la supprimer.

7.2. Quantification des impacts produits en phase chantier et en phase d'exploitation

Le tableau ci-dessous permet de quantifier et de synthétiser les impacts produits en phase chantier et en phase d'exploitation sur l'assiette foncière du projet. Il permet également d'évaluer les impacts au regard des enjeux décrits précédemment.

CATEGORIE	HIERARCHISATION DES ENJEUX	IIMPACTS EN PHASE CHANTIER		IIMPACTS EN PHASE D'EXPLOITATION	
		Nature des impacts temporaires	Quantification	Nature des impacts permanents	Quantification
Zones d'intérêt écologique réglementaires	**Modéré**	- Aucun zonage réglementaire n'est concerné directement (travaux in situ) ou indirectement en phase chantier. - Absence d'impacts temporaires, directs ou indirects, sur des espèces d'intérêt patrimonial recensés au droit des Natura 2000 à proximité du projet	**Impact faible**	- Aucun zonage réglementaire n'est concerné directement ou indirectement en phase d'exploitation. - Absence d'impacts permanents, directs ou indirects, sur des espèces d'intérêt patrimonial recensés au droit des Natura 2000 à proximité du projet.	**Impact faible**
Zones d'intérêt écologique non réglementaires	**Fort**	-Deux ZNIEFF sont concernés directement (travaux in situ) et indirectement en phase chantier. -Absence d'impact temporaire, direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire et espèces recensés au droit des ZNIEFF à proximités -Site déjà anthropisé	**Impact faible**	-Deux ZNIEFF sont concernés directement n'est concerné directement (travaux in situ) ou indirectement en phase exploitation - Absence d'impact permanent, direct ou indirect sur les habitats d'intérêt communautaire et espèces recensés au droit des ZNIEFF à proximités -Site déjà anthropisé	**Impact faible**
Schéma Régional de Cohérence Logique et Trame Verte et Bleue	**Modéré**	- Perturbation potentielle des déplacements et des échanges intra et interspécifiques (défrichement, engins de chantier, nuisances sonores) au droit du site - Site du projet déjà anthropisé, aucune fragmentation n'est attendu au sein de cette trame verte en phase travaux	**Impact faible**	- Perturbation potentielle des déplacements et des échanges intra et interspécifiques en l'absence d'habitats favorables - Site du projet déjà anthropisé, aucune fragmentation n'est attendu au sein de cette trame verte en phase exploitation.	**Impact faible**
Habitats floristiques	**Faible**	- Défrichement d'habitats semi-naturels non d'intérêt communautaire	**Impact faible**	- Défrichement d'habitats semi-naturels non d'intérêt communautaire	**Impact faible**
Espèces végétales	**Faible**	- Destruction d'espèces végétales communes non protégées	**Impact faible**	- Banalisation du cortège floristique	**Impact faible**
Espèces végétales invasives	**Fort**	- Risque de dissémination des espèces durant les travaux (déplacements des engins)	**Impact fort**	-Maintien de certains habitats naturels accueillant des espèces invasives	**Impact modéré**
Espèces animales et habitats d'espèces	**Faible** (Mammifères terrestres)	- Destruction potentielle de zone d'alimentation - Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes causé par les nuisances de chantier (bruit, vibrations, lumière…)	**Impact faible**	-Réduction du territoire d'alimentation	**Impact faible**
	Faible (Chiroptères)	- Report temporaire d'espèces vers d'autres habitats limitrophes causé par les nuisances de chantier (bruit, vibrations, lumière…)	**Impact faible**	- Réduction du territoire de chasse	**Impact faible**
	Faible à modéré (nidification) (Oiseaux)	-Destruction potentielle d'espèces protégées en périodes printanière et estivale (nichée, jeunes en duvet, adulte en mue) si réalisation de travaux à cette période - Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes en période de nidification causé par le dérangement des engins de chantiers	**Impact modéré si travaux au printemps/été**	- Réduction de territoire d'alimentation et de zone refuge	**Impact faible**
	Faible (Amphibiens)	- Absence d'impacts permanents, directs ou indirects, en l'absence d'Amphibiens sur le site	**Impact faible**	-Absence d'impacts permanents, directs ou indirects, en l'absence d'Amphibiens sur le site, en phase d'exploitation	**Impact faible**
	Faible (Reptiles)	- Destruction potentielle d'espèces protégées en périodes printanière et estivale voire en période printanière si réalisation de travaux à cette période - Report temporaire d'espèces vers d'autres habitats limitrophes causé par le dérangement des engins de chantiers	**Impact faible**	-Risque de mortalité généré par l'exploitation	**Impact faible**
	Faible Insectes	- Destruction d'habitats d'espèces non protégées et communes - Destruction potentielle d'espèce en périodes printanière et estivale si réalisation de travaux à cette période - Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes (in situ) causé par le dérangement des engins de chantiers	**Impact faible**	- Report d'espèces vers d'autres habitats limitrophes (in situ) pouvant répondre à leurs exigences écologiques - Risque de mortalité généré par la réhabilitation	**Impact faible**

Tableau 18 : Synthèse et quantification des impacts générés au droit du projet

8. MESURES ENVISAGEES POUR EVITER ET REDUIRE LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

8.1. Objectifs

Les propositions ci-après ont pour objet :

- de réduire les impacts négatifs sur la biodiversité que ce soit en phase travaux ou en phase d'exploitation,
- la prise en compte de la biodiversité dans la conception même du projet.

8.2. Mesures d'évitement

Ces mesures visent à prendre en considération la biodiversité dans son ensemble. Il s'agit ici d'intégrer le maintien des habitats et des espèces dans les différentes étapes de l'élaboration du projet (conception, chantier, exploitation).

8.2.1. Protection d'habitats naturels et d'espèces protégées

Afin de pérenniser la diversité faunistique recensée et les habitats à conserver au droit de la zone d'étude, les mesures suivantes pourront être adoptées en phase chantier afin de conserver, tant que possible, les habitats d'espèces en présence :

- réduire tant que possible les aires de manœuvre et l'emprise globale du chantier afin d'éviter de porter atteinte à la forêt en périphérie du projet,
- réaliser dans la mesure du possible les travaux de défrichement en dehors de la période de reproduction des espèces (Oiseaux, Reptiles).

8.2.2. Choix dans la période d'intervention

Afin de limiter l'impact des travaux sur les cycles biologiques des différents groupes d'espèces, il apparaît opportun de programmer la réalisation des travaux durant la période la moins impactante pour la faune.

Comme l'illustre la figure ci-après, la période la moins impactante pour la réalisation des travaux se situe de la fin de l'été à la fin de l'hiver, et plus particulièrement de la mi-septembre à la fin février.

En effet, à cette période, la quasi-totalité des groupes d'espèces ont réalisé la partie la plus délicate de leurs cycles biologiques (nidification, reproduction). Cependant, certaines espèces commencent à rejoindre leurs sites d'hibernation ou d'hivernation (reptiles, chiroptères).

Taxons	Mois de l'année											
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Flore / Habitats				Floraison								
Mammifères (hors Chiroptères)				Reproduction et déplacements								
Chiroptères	Hibernage			Alimentation		Mise bas et élevage		Reproduction et alimentation			Hibernage	
Odonates			Emergence, Reproduction et Alimentation									
Lépidoptères			Emergence, Reproduction et Alimentation									
Orthoptères					Reproduction et Alimentation							
Oiseaux	Hivernage		Migration pré-nuptiale et nidication						Migration post-nuptiale			Hivernage
Amphibiens		Sortie d'hibernation		Reproduction				Déplacements		Hibernation		
Reptiles				Reproduction et déplacements								

Figure 13 : Cycle biologique des différents groupes taxonomiques

8.3. Mesures de réduction

Ces mesures visent à prendre en considération la biodiversité dans son ensemble. Il s'agit ici de diversifier le cortège faunistique et floristique durant les différentes étapes de l'élaboration du projet (conception, exploitation).

E	R	C	A	**Réduction**

Gestion du Buddleia de David

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de l'Arbre à papillons, un arbuste très compétitif. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne le *Buddleia davidii*

Planning prévisionnel

JANV	FEV	**MARS**	**AVR**	**MAI**	**JUIN**	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : le Buddléia a été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Il est donc susceptible de se développer suite aux travaux et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en oeuvre :
Méthode préventive : *Coupe des inflorescences*
La coupe mécanique des inflorescences permet d'empêcher la formation de graines, et par conséquent de limiter la dissémination de l'espèce. Il s'agit d'une technique préventive, à coupler avec une technique curative.
- Préconisée pour les surfaces colonisées limitées
- Intervention directement après la floraison et avant la formation des graines
- Couper les hampes flroales à l'aide d'un sécateur
- Exporter les inflorescences coupées dans des sacs poubelles étanches

Méthode curative : *Arrachage manuel*
- Méthode curative la plus efficace et la moins traumatisante pour le milieu (impacts faibles sur les habitats) et pour les espèces non visées par l'intervention.
- Arracher minutieusement la plante et, si possible, la totalité du système racinaire
- Si arrachage de la souche impossible, brûler au niveau de la coupe au chalumeau à gaz (asperger d'eau la végétation en périphérie avant le brûlage)
- L'utilisation d'un treuil ou la réalisation d'un tronçonnage suivi d'un dessouchage permet de compléter la méthode
manuelle sur des sujets dont le tronc et le système racinaire sont plus développés
- Les plantes arrachées doivent être récoltées et exportées. Laissées sur place, elles pourraient survivre et générer de nouvelles boutures.



Tableau 19 : Fiche mesure gestion de Buddleia de David

E	R	C	A	Réduction

Gestion de la Renouée du Japon

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de la Renouée du Japon. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne la Renouée du Japon

Planning prévisionnel

JANV	**FEV**	**MARS**	**AVR**	**MAI**	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **entre février et mai**

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : la Renouée été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Elle est donc susceptible de se développer suite aux travaux et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en oeuvre :

Méthode 1 : *Arrachage manuel - extraction des rhizomes du sol*
- Arracher minutieusement la plante, avec la totalité du système racinaire
- Intervenir de février à mai
- 5 à 6 passages par an pour les massifs les plus imposants
- Entreposer les débris végétaux sur une bâche et recouvrir pour éviter la dispersion par la vent
- Laisser sécher les résidus sur place avant exportation

Méthode 2 : *Fauche mécanique ou manuelle*
- Couper les parties aériennes, juste au-dessus des rhizomes
- Intervenir dès que les tiges atteignent 40 cm de haut
- A effectuer chaque mois entre juin et septembre
- Cette méthode doit être compléter par des campagnes d'arrachage des jeunes pousses ainsi que de mesures de reboisement dense
- La pose d'un géotextile réduit les repousses

Méthode 3 : *Broyage-bâchage*
- Le bâchage doit impérativement être précédé d'un concassage des terres colonisées
- Installer une bâche pour épuiser le système racinaire et maintenir son pourtour à l'aide d'agrafes/pierres
- Intervention avant la période de floraison
- Ne pas utiliser cette technique à proximité immédiate d'un cours d'eau avec crues violentes ou érosion des berges conséquente
- Un engin doit régulièrement écraser la bâche plastique pour casser les tiges se formant
- La bâche doit être maintenue au moins 18 mois
- Après retrait de la bâche, arracher les plants dégradés
- Méthode très efficace mais plus coûteuse

Tableau 20 : Fiche mesure gestion de Renouée de Japon

8.4. Evaluation des impacts résiduels

Le tableau ci-après :

- synthétise les mesures d'évitement et de réduction visant à limiter les impacts du projet sur les diverses composantes de l'environnement,
- propose une évaluation des impacts résiduels au regard de la quantification des impacts préalablement effectuée et de l'efficacité des mesures proposées.

CATEGORIE	QUANTIFICATION DES IMPACTS EN PHASE CHANTIER	QUANTIFICATION DES IMPACTS EN PHASE D'EXPLOITATION	DESCRIPTION DES MESURES VISANT A EVITER ET REDUIRE	IMPACTS RESIDUELS
Zones d'intérêt écologique réglementaires	**Impact faible**	**Impact faible**	Mesures d'évitement - Choix dans la période d'intervention - Prise en compte des espèces invasives et lutte associée Mesure de réduction - Prise en compte des espèces invasives et lutte associée	**Faible**
Zones d'intérêt écologique non réglementaires	**Impact faible**	**Impact faible**		**Faible**
SRCE et Trames verte et bleue	**Impact faible**	**Impact faible**		**Faible**
Habitats floristiques	**Impact faible**	**Impact faible**		**Faible**
Espèces végétales	**Impact faible**	**Impact faible**		**Faible**
Espèces végétales invasives	**Impact fort**	**Impact modéré**		**Faible**
Espèces animales et habitats d'espèces	**Mammifères terrestres** **Impact faible**	**Mammifères terrestres** **Impact faible**		**Faible**
	Chiroptères **Impact faible**	**Chiroptères** **Impact faible**		**Faible**
	Oiseaux **Impact modéré**	**Oiseaux** **Impact faible**		**Faible**
	Insectes **Impact faible**	**Insectes** **Impact faible**		**Faible**
	Amphibiens **Impact faible**	**Amphibiens** **Impact faible**		**Faible**
	Reptiles **Impact faible**	**Reptiles** **Impact faible**		**Faible**

Tableau 21 : Synthèse des mesures d'évitement/réduction et évaluation des impacts résiduels

9. Conclusion

D'après l'analyse bibliographique, le site n'est pas inclus dans un zonage réglementaire. Quatre zone Natura 2000 sont présents dans un rayon de 10 km autour du projet. Aucune incidence direct ou indirect n'est attendu sur ses dernières.

D'après le SRCE de Rhône-Alpes, le site s'inscrit dans un élément de la trame verte (réservoir de biodiversité). Le site du projet étant déjà anthropisé aucune fragmentation n'est attendu au sein de cette trame verte.

Les investigations naturalistes réalisées au printemps 2023 sur les habitats naturels et la faune ont mis en évidence :

- la présence d'habitats naturels, semi-naturels et artificiels non protégés ;
- la présence d'espèces végétales communes ;
- la forte présence d'espèce exotiques envahissantes ;
- la présence de nidifications possible et certaine pour des espèces d'oiseaux protégées ;
- des enjeux faibles tous les groupes taxonomiques.

Les impacts résiduels sont jugés faibles si et seulement si les mesures proposées sont mises en œuvre. A ce titre, la réalisation du projet n'induit donc pas la réalisation de mesures compensatoires.

10. ANNEXES

10.1. Annexe 1 : Statuts de protection et de conservation des espèces végétales recensées

Statuts de protection des espèces végétales recensées

Protection nationale

- **Art.1 :** Arrêté du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire

Protection régionale

- Arrêté du 27 mars 1991 relatif à la liste des espèces végétales protégée en Rhône-Alpes (complétant la liste nationale)

Statut de conservation des espèces végétales recensées

Les catégories de la Liste rouge de l'UICN	
Espèces éteintes	
EX	Espèce éteinte au niveau mondial
EW	Espèce éteinte à l'état sauvage
RE	Espèce disparue de la région considérée
Espèces menacées de disparition de métropole	
CR	En danger critique (CR* Espèce probablement éteinte)
EN	En danger
VU	Vulnérable
Autres catégories	
NT	Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises)
LC	Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de métropole est faible)
DD	Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes)
NA	Non applicable (espèce non soumise à évaluation car (a) introduite dans la période récente ou (b) présente en métropole de manière occasionnelle)

Liste rouge de la Flore vasculaire Rhône-Alpes (2022, CSRPN)

TAXONS		DIRECTIVE HABITATS	PROTECTION ET SENSIBILITE		CONSERVATION	
Nom vernaculaire	*Nom scientifique*		Nat.	Rég.	Nat.	Rég.
Vipérine commune	*Echium vulgare*				LC	LC
Trèfle douteux	*Trifolium dubium*				LC	LC
Pissenlit commun	*Taraxacum officinale*				LC	-
Matricaire inodore	*Tripleurospermum inodorum*				LC	LC
Réséda jaune	*Reseda lutea*				LC	LC
Coquelicot	*Papaver rhoeas*				LC	LC
Compagnon blanc	*Silene latifolia*				LC	LC
Petite oseille	*Rumex acetosella*				LC	LC
Dactyle aggloméré	*Dactylis glomerata*				LC	LC
Linaire rampante	*Linaria repens*				LC	LC
Cymbalaire des murs	*Cymbalaria muralis*				LC	-
Lotier corniculé	*Lotus corniculatus*				LC	LC
Buddleia de David	*Buddleja davidii*				NA	-
Renoncule âcre	*Ranunculus acris*				LC	LC
Marguerite des alpes	*Leucanthemopsis alpina*				LC	LC
Trèfle des prés	*Trifolium pratense*				LC	LC
Potentille rampante	*Potentilla reptans*				LC	LC
Crépide élégante	*Crepis pulchra*				LC	LC
Cirse des champs	*Cirsium arvense*				LC	LC
Sénecon à feuilles de roquette	*Jacobaea erucifolia*				LC	LC
Avoine élevée	*Arrhenatherum elatius*				LC	LC
Vesce hérissée	*Ervilia hirsuta*				LC	-
Géranium à feuilles rondes	*Geranium rotundifolium*				LC	LC
Vesce à feuilles étroites	*Vicia tenuifolia*				LC	LC
Lampsane commune	*Lapsana communis*				LC	LC
Vergerette annuelle	*Erigeron annuus*				NA	-
Grande ortie	*Urtica dioica*				LC	LC
Brunelle commune	*Prunella vulgaris*				LC	LC
Pâturin des prés	*Poa pratensis*				LC	LC
Lampsane commune	*Lapsana communis*				LC	LC
Ronce commune	*Rubus fruticosus*				-	DD
Salsifis des prés	*Tragopogon pratensis*				LC	LC
Ray-grass anglais	*Lolium perenne*				LC	LC
Myosotis des champs	*Myosotis arvensis*				LC	LC
Herbe à Robert	*Geranium robertianum*				LC	LC
Gaillet gratteron	*Galium aparine*				LC	LC
Reine-des-prés	*Filipendula ulmaria*				LC	LC
Pâturin des bois	*Poa nemoralis*				LC	LC
Grande prêle	*Equisetum telmateia*				LC	LC
Armoise commune	*Artemisia vulgaris*				LC	LC
Stellaire graminée	*Stellaria graminea*				LC	LC
Panais sauvage	*Pastinaca sativa var. arvensis*				LC	LC
Pimprenelle	*Sanguisorba*				LC	LC
Campanule fausse raiponce	*Campanula rapunculoides*				LC	LC
Épiaire des bois	*Stachys sylvatica*				LC	LC
Grand plantain	*Plantago major*				LC	LC
Fléole des prés	*Phleum pratense*				LC	LC
Renouée du Japon	*Reynoutria japonica*				NA	-

Charme commun	*Carpinus betulus*				LC	LC
Frêne commun	*Fraxinus excelsior*				LC	LC
Saule marsault	*Salix caprea*				LC	LC
Peuplier noir	*Populus nigra*				LC	LC
Aubépine	*Crataegus*				-	-
Bouleau verruqueux	*Betula pendula*				LC	LC
Érable plane	*Acer platanoides*				LC	LC
Jonc fin	*Juncus tenuis*				NA	-
Laîche des lièvres	*Carex leporina*				LC	-
Lotier des marais	*Lotus pedunculatus*				LC	LC
Laîche en épi	*Carex spicata*				LC	LC
Renoncule rampante	*Ranunculus repens*				LC	LC
Rosier des chiens	*Rosa canina*				LC	LC
Roseau commun	*Phragmites australis*				LC	LC
Cerfeuil commun	*Anthriscus cerefolium*				NA	-

10.1. Annexe 2 : formulaire standard de données des ZNIEFF inclus dans le projet

ZNIEFF I Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier – 820031644

Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier (Identifiant national : 820031644)

(ZNIEFF Continentale de type 1)

(Identifiant régional : 74230003)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : ASTERS (LOPEZ-PINOT D.), .- 820031644, Pentes rocheuses en rive droite de l'Arve de Pré Voisin aux Montées Pelissier. - INPN, SPN-MNHN Paris, 23 P. *https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820031644.pdf*

Région en charge de la zone : Rhône-Alpes
Rédacteur(s) :ASTERS (LOPEZ-PINOT D.)
Centroïde calculé : 945694°-2110705°

Dates de validation régionale et nationale

Date de premier avis CSRPN : 17/12/2009
Date actuelle d'avis CSRPN : 07/06/2019
Date de première diffusion INPN :
Date de dernière diffusion INPN : 28/05/2021

1. DESCRIPTION 2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE 3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE 3
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE 3
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS 4
6. HABITATS 4
7. ESPECES 5
8. LIENS ESPECES ET HABITATS 23
9. SOURCES 23

1. DESCRIPTION

1.1 Localisation administrative

- Département : Haute-Savoie
- Commune : Chamonix-Mont-Blanc (INSEE : 74056)
- Commune : Houches (INSEE : 74143)

1.2 Superficie

598,35 hectares

1.3 Altitude

Minimale (mètre): 809
Maximale (mètre): 1706

1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

Non renseigné

1.5 Commentaire général

Ces pentes rocheuses escarpées dominent la vallée de l'Arve en rive droite. Elles sont constituées de barres rocheuses et d'éboulis siliceux, fortement boisés. L'intérêt naturaliste du site se concentre au niveau des anfractuosités des rochers et des éboulis qui hébergent une flore spécialisée, en particulier des fougères de grand intérêt, protégées ou rares, dont le Woodsia méridional dont c'est la seule station confirmée en France. En matière de faune, les barres rocheuses abritent également le Faucon pèlerin et l'Hirondelle des rochers, tous deux nicheurs ici.

1.6 Compléments descriptifs

1.6.1 Mesures de protection

- Site classé selon la loi de 1930
- Zone protégée au titre de la Loi Montagne
- Zone de Protection Spéciale et Zone Spéciale de Conservation
- Site inscrit au titre de la Directive Habitats (ZSC, SIC, PSIC)

Commentaire sur les mesures de protection

aucun commentaire

1.6.2 Activités humaines

Non renseigné

Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

1.6.3 Géomorphologie

Non renseigné

Commentaire sur la géomorphologie

aucun commentaire

1.6.4 Statut de propriété

- Propriété privée (personne physique)
- Propriété d'une association, groupement ou société
- Etablissement public
- Domaine privé d'une collectivité territoriale
- Domaine privé communal
- Domaine privé de l'état

Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux	Fonctionnels	Complémentaires

- Critères d'intérêts patrimoniaux
- Ecologique
- Faunistique
- Oiseaux
- Mammifères
- Odonates
- Insectes
- Floristique
- Ptéridophytes
- Phanérogames

Commentaire sur les intèrêts

aucun commentaire

3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Fonctionnement et relation d'écosystèmes
- Degré d'artificialisation du milieu ou pression d'usage

Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

aucun commentaire

4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire

5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

5.1 Espèces

Nulle	Faible	Moyen	Bon
- Algues - Autre Faunes - Bryophytes - Lichens - Poissons - Mollusques - Crustacés - Arachnides - Myriapodes - Orthoptères - Coléoptères - Diptères - Hyménoptères - Autres ordres d'Hexapodes - Hémiptères - Ascomycètes - Basidiomycètes - Autres Fonges	- Amphibiens - Mammifères - Phanérogames - Ptéridophytes - Reptiles - Odonates - Lépidoptères		- Oiseaux

5.2 Habitats

6. HABITATS

6.1 Habitats déterminants

Non renseigné

6.2 Habitats autres

Non renseigné

6.3 Habitats périphériques

Non renseigné

6.4 Commentaire sur les habitats

aucun commentaire

7. ESPECES

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Lépidoptères	53659	*Coenonympha gardetta (de Prunner, 1798)*	*Satyrion (Le), Philéa (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				1997 - 2012
Mammifères	61000	*Cervus elaphus Linnaeus, 1758*	*Cerf élaphe*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1979 - 2008
	61699	*Lepus timidus Linnaeus, 1758*	*Lièvre variable*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	61119	*Rupicapra rupicapra (Linnaeus, 1758)*	*Chamois*	Reproduction indéterminée					
Odonates	65440	*Aeshna cyanea (O.F. Müller, 1764)*	*Aeschne bleue (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	65425	*Aeshna juncea (Linnaeus, 1758)*	*Aeschne des joncs*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017
	199685	*Cordulegaster bidentata Selys, 1843*	*Cordulégastre bidenté (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	65376	*Cordulia aenea (Linnaeus, 1758)*	*Cordulie bronzée (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017
	65391	*Somatochlora alpestris (Selys, 1840)*	*Cordulie alpestre (La)*	Reproduction indéterminée					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	65397	*Somatochlora arctica (Zetterstedt, 1840)*	*Cordulie arctique (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1983 - 2008
Oiseaux	3533	*Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)*	*Nyctale de Tengmalm, Chouette de Tengmalm*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	199294	*Bonasa bonasia (Linnaeus, 1758)*	*Gélinotte des bois*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	2943	*Bonasia bonasia (Linnaeus, 1758)*	*Gélinotte des bois*	Reproduction indéterminée					
	2938	*Falco peregrinus Tunstall, 1771*	*Faucon pèlerin*	Reproduction indéterminée					
	3507	*Glaucidium passerinum (Linnaeus, 1758)*	*Chouette chevêchette, Chevêchette d'Europe*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	2962	*Lyrurus tetrix (Linnaeus, 1758)*	*Tétras lyre*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2840	*Milvus migrans (Boddaert, 1783)*	*Milan noir*	Reproduction indéterminée					
	3780	*Tichodroma muraria (Linnaeus, 1758)*	*Tichodrome échelette*	Reproduction indéterminée					
	4112	*Turdus torquatus Linnaeus, 1758*	*Merle à plastron*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013
Phanérogames	80414	*Agrimonia odorata auct. non Mill., 1768*	*Aigremoine élevée, Aigremoine odorante*	Reproduction certaine ou probable					
	80417	*Agrimonia procera Wallr., 1840*	*Aigremoine élevée, Aigremoine odorante*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	81610	*Alopecurus aequalis Sobol., 1799*	*Vulpin roux, Vulpin fauve*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2012
	81636	*Alopecurus fulvus Sm., 1805*	*Vulpin roux, Vulpin fauve*	Reproduction certaine ou probable					
	131237	*Alopecurus geniculatus subsp. fulvus (Sm.) Hartm., 1846*	*Vulpin roux, Vulpin fauve*	Reproduction certaine ou probable					
	83399	*Arabis saxatilis All., 1785*	*Arabette nouvelle, Arabette à oreillettes*	Reproduction certaine ou probable					
	83525	*Arctostaphylos alpinus (L.) Spreng., 1825*	*Raisin d'ours des Alpes*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1889 - 2009
	88472	*Carex dioica L., 1753*	*Laîche dioïque*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2016 - 2016
	88493	*Carex elongata L., 1753*	*Laîche allongée*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2016 - 2016
	88606	*Carex lachenalii Schkuhr, 1801*	*Laîche de Lachenal*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2014 - 2014
	154761	*Carex magellanica subsp. irrigua (Wahlenb.) Hiitonen, 1933*	*Laîche de Magellan, Laîche inondable, Laîche des tourbières*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2009 - 2009
	91256	*Circaea alpina L., 1753*	*Circée des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	91346	*Cirsium heterophyllum (L.) Hill, 1768*	*Cirse faux hélénium, Cirse fausse Hélénie*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2014 - 2014

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	92421	*Corallorhiza trifida Châtel., 1760*	*Racine de corail, Corallorhize trifide, Coralline*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2012 - 2012
	133675	*Dactylorhiza incarnata (L.) Soó, 1962 subsp. incarnata*	*Dactylorhize incarnate, Orchis incarnat, Orchis couleur de chair*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2012 - 2012
	95442	*Drosera rotundifolia L., 1753*	*Rossolis à feuilles rondes*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1988 - 2010
	718340	*Drymocallis rupestris (L.) Soják, 1989 subsp. rupestris*	*Potentille des rochers*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1889 - 2008
	96465	*Epipactis palustris (L.) Crantz, 1769*	*Épipactis des marais*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1979 - 2012
	96843	*Eriophorum alpinum L., 1753*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	96859	*Eriophorum scheuchzeri Hoppe, 1800*	*Linaigrette de Scheuchzer*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2014 - 2014
	96861	*Eriophorum vaginatum L., 1753*	*Linaigrette vaginée, Linaigrette engainée*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	98718	*Filipendula vulgaris Moench, 1794*	*Filipendule vulgaire, Spirée filipendule*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1917 - 2014
	101721	*Hieracium bocconei Griseb., 1852*	*Épervière de Boccone*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2007 - 2007
	106367	*Listera cordata (L.) R.Br., 1813*	*Listère à feuilles cordées*	Reproduction certaine ou probable					
	111447	*Orobanche alba Stephan ex Willd., 1800*	*Orobanche du thym, Orobanche blanche*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	111533	*Orobanche epithymum DC., 1805*	*Orobanche du thym, Orobanche blanche*	Reproduction certaine ou probable					
	112590	*Pedicularis palustris L., 1753*	*Pédiculaire des marais, Tartarie rouge*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	115631	*Potentilla rupestris L., 1753*	*Potentille des rochers*	Reproduction certaine ou probable					
	116542	*Pyrola media Sw., 1804*	*Pyrole moyenne, Pyrole de taille moyenne, Pyrole intermédiaire*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1979 - 2015
	120009	*Salix daphnoides Vill., 1779*	*Saule pruineux, Saule noir*	Reproduction certaine ou probable					
	121024	*Saxifraga cotyledon L., 1753*	*Saxifrage Cotylédon*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2011 - 2011
	121729	*Scirpus hudsonianus (Michx.) Fernald, 1906*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	127191	*Trichophorum alpinum (L.) Pers., 1805*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	127395	*Trifolium montanum L., 1753*	*Trèfle des montagnes*	Reproduction certaine ou probable					
	127482	*Trifolium spadiceum L., 1755*	*Trèfle jaune doré*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1988 - 2015
	129000	*Veronica scutellata L., 1753*	*Véronique à écus, Véronique à écusson*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1989 - 2008

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	129529	*Viola canina L., 1753*	*Violette des chiens*	Reproduction certaine ou probable					
	129719	*Viola thomasiana Songeon & Perrier, 1860*	*Violette de Thomas*	Reproduction certaine ou probable					
Ptéridophytes	106998	*Lycopodium alpinum L., 1753*	*Lycopode des Alpes*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1889 - 2009
	107003	*Lycopodium clavatum L., 1753*	*Lycopode en massue, Éguaire*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2011
	122305	*Selaginella helvetica (L.) Spring, 1838*	*Sélaginelle de Suisse, Sélaginelle helvétique*	Reproduction certaine ou probable					
	130124	*Woodsia alpina (Bolton) Gray, 1821*	*Woodsie des Alpes*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1988 - 2009
	130127	*Woodsia hyperborea (Lilj.) R.Br., 1815*	*Woodsie des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	130128	*Woodsia ilvensis (L.) R.Br., 1815*	*Woodsie d'Elbe, Woodsie de l'île d'Elbe*	Reproduction certaine ou probable	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1989 - 2009
Reptiles	79278	*Zootoca vivipara (Lichtenstein, 1823)*	*Lézard vivipare (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2002

7.2 Espèces autres

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	444430	*Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)*		Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	444443	*Pelophylax ridibundus (Pallas, 1771)*		Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2002
	351	*Rana temporaria Linnaeus, 1758*	*Grenouille rousse (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2004
Lépidoptères	53754	*Aglais urticae (Linnaeus, 1758)*	*Petite Tortue (La), Vanesse de l'Ortie (La), Petit-Renard (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2005 - 2005
	54451	*Anthocharis cardamines (Linnaeus, 1758)*	*Aurore (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2005 - 2005
	54339	*Aporia crataegi (Linnaeus, 1758)*	*Gazé (Le), Piéride de l'Aubépine (La), Piéride gazée (La), Piéride de l'Alisier (La), Piéride de l'Aubergine (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				1997 - 2016
	53878	*Argynnis paphia (Linnaeus, 1758)*	*Tabac d'Espagne (Le), Nacré vert (Le), Barre argentée (La), Empereur (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	219815	*Boloria euphrosyne (Linnaeus, 1758)*	*Grand collier argenté (Le), Nacré sagitté (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2005 - 2012
	608341	*Boloria titania (Esper, 1789)*	*Nacré porphyrin (Le), Alezan (L'), Jason (Le), Grande Violette (La), Amathuse (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	53623	*Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)*	*Fadet commun (Le), Procris (Le), Petit Papillon des foins (Le), Pamphile (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				1997 - 1997

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	53497	*Erebia alberganus (de Prunner, 1798)*	*Moiré lancéolé (Le), Satyre Céto (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	53449	*Erebia ligea (Linnaeus, 1758)*	*Moiré blanc-fascié (Le), Grand nègre hongrois (Le), Nègre (Le), Nègre hongrois (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2013
	53487	*Erebia medusa (Denis & Schiffermüller, 1775)*	*Moiré franconien (Le), Franconien (Le), Nègre à bandes fauves (Le), Moyen Nègre à bandes fauves (Le), Moiré brun (Le), Méduse (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2005 - 2012
	53479	*Erebia melampus (Fuessly, 1775)*	*Moiré des Pâturins (Le), Montagnard (Le), Petit Moiré (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	53902	*Fabriciana adippe (Denis & Schiffermüller, 1775)*	*Moyen Nacré (Le), Grand Nacré (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2016
	53895	*Fabriciana niobe (Linnaeus, 1758)*	*Chiffre (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	53908	*Issoria lathonia (Linnaeus, 1758)*	*Petit Nacré (Le), Latonia (Le), Lathone (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	54376	*Leptidea sinapis (Linnaeus, 1758)*	*Piéride du Lotier (La), Piéride de la Moutarde (La), Blanc-de-lait (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	219753	*Lycaena hippothoe (Linnaeus, 1760)*	*Cuivré écarlate (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	219750	*Lycaena virgaureae (Linnaeus, 1758)*	*Cuivré de la Verge-d'or (Le), Cuivré satiné (Le), Argus satiné (Le), Verge-d'or (La), Lycène de la Verge-d'or (Le), Polyomate de la Verge-d'or (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2016 - 2016
	53668	*Maniola jurtina (Linnaeus, 1758)*	*Myrtil (Le), Myrtile (Le), Jurtine (La), Janire (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	53821	*Melitaea diamina (Lang, 1789)*	*Mélitée noirâtre (La), Damier noir (Le), Argynne dictynne (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	392382	*Melitaea nevadensis Oberthür, 1904*	*Mélitée de Fruhstorfer (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2016
	219740	*Ochlodes sylvanus (Esper, 1777)*	*Sylvaine (La), Sylvain (Le), Sylvine (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2016 - 2016
	54468	*Papilio machaon Linnaeus, 1758*	*Machaon (Le), Grand Porte-Queue (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2002 - 2002
	820680	*Speyeria aglaja (Linnaeus, 1758)*	*Grand Nacré (Le), Aglaé (L'), Moyen-Nacré (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2016
	53741	*Vanessa atalanta (Linnaeus, 1758)*	*Vulcain (Le), Amiral (L'), Vanesse Vulcain (La), Chiffre (Le), Atalante (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2012 - 2012
	247057	*Zygaena transalpina (Esper, 1780)*	*Zygène transalpine (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Pole invertebres				2002 - 2002

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Mammifères	200118	*Myotis daubentonii (Kuhl, 1817)*	*Murin de Daubenton*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	60383	*Myotis mystacinus (Kuhl, 1817)*	*Murin à moustaches, Vespertilion à moustaches*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	60408	*Myotis nattereri (Kuhl, 1817)*	*Murin de Natterer, Vespertilion de Natterer*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	60479	*Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)*	*Pipistrelle commune*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	60518	*Plecotus auritus (Linnaeus, 1758)*	*Oreillard roux, Oreillard septentrional*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2008
	61153	*Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758*	*Écureuil roux*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
Oiseaux	2895	*Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)*	*Épervier d'Europe*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	4342	*Aegithalos caudatus (Linnaeus, 1758)*	*Mésange à longue queue, Orite à longue queue*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	2623	*Buteo buteo (Linnaeus, 1758)*	*Buse variable*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	3784	*Certhia familiaris Linnaeus, 1758*	*Grimpereau des bois*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3958	*Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)*	*Cincle plongeur*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	4510	*Corvus corax Linnaeus, 1758*	*Grand corbeau*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	3465	*Cuculus canorus Linnaeus, 1758*	*Coucou gris*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2010
	534742	*Cyanistes caeruleus (Linnaeus, 1758)*	*Mésange bleue*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	3611	*Dendrocopos major (Linnaeus, 1758)*	*Pic épeiche*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	3608	*Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)*	*Pic noir*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4001	*Erithacus rubecula (Linnaeus, 1758)*	*Rougegorge familier*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	2669	*Falco tinnunculus Linnaeus, 1758*	*Faucon crécerelle*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2008
	4564	*Fringilla coelebs Linnaeus, 1758*	*Pinson des arbres*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	534750	*Lophophanes cristatus (Linnaeus, 1758)*	*Mésange huppée*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	4603	*Loxia curvirostra Linnaeus, 1758*	*Bec-croisé des sapins*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	3755	*Motacilla cinerea Tunstall, 1771*	*Bergeronnette des ruisseaux*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	3764	*Parus major Linnaeus, 1758*	*Mésange charbonnière*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	534751	*Periparus ater (Linnaeus, 1758)*	*Mésange noire*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2832	*Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)*	*Bondrée apivore*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2011
	4035	*Phoenicurus ochruros (S. G. Gmelin, 1774)*	*Rougequeue noir*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4280	*Phylloscopus collybita (Vieillot, 1887)*	*Pouillot véloce*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013
	534752	*Poecile montanus (Conrad, 1827)*	*Mésange boréale*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2011
	3978	*Prunella modularis (Linnaeus, 1758)*	*Accenteur mouchet*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	3692	*Ptyonoprogne rupestris (Scopoli, 1769)*	*Hirondelle de rochers*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	4619	*Pyrrhula pyrrhula (Linnaeus, 1758)*	*Bouvreuil pivoine*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	459638	*Regulus ignicapilla (Temminck, 1820)*	*Roitelet à triple bandeau*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4308	*Regulus regulus (Linnaeus, 1758)*	*Roitelet huppé*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013
	3774	*Sitta europaea Linnaeus, 1758*	*Sittelle torchepot*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2009
	3518	*Strix aluco Linnaeus, 1758*	*Chouette hulotte*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4257	*Sylvia atricapilla (Linnaeus, 1758)*	*Fauvette à tête noire*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3967	*Troglodytes troglodytes (Linnaeus, 1758)*	*Troglodyte mignon*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
Reptiles	77756	*Podarcis muralis (Laurenti, 1768)*	*Lézard des murailles (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	78130	*Vipera aspis (Linnaeus, 1758)*	*Vipère aspic (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017

7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Amphibiens	351	*Rana temporaria Linnaeus, 1758*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
				Production des spécimens de grenouille rousse *(lien)*
	444430	*Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)*	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	444443	*Pelophylax ridibundus (Pallas, 1771)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Mammifères	60383	*Myotis mystacinus (Kuhl, 1817)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60408	*Myotis nattereri (Kuhl, 1817)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60479	*Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60518	*Plecotus auritus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	61000	*Cervus elaphus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
	61119	*Rupicapra rupicapra (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
	61153	*Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	61699	*Lepus timidus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
	200118	*Myotis daubentonii (Kuhl, 1817)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Oiseaux	2623	*Buteo buteo (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2669	*Falco tinnunculus Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
	2832	*Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2840	*Milvus migrans (Boddaert, 1783)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Réunion *(lien)*
	2895	*Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2938	*Falco peregrinus Tunstall, 1771*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Martinique *(lien)*
	2962	*Lyrurus tetrix (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	3465	*Cuculus canorus Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3507	*Glaucidium passerinum (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3518	*Strix aluco Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3533	*Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3608	*Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)*	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	3611	*Dendrocopos major (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3692	*Ptyonoprogne rupestris (Scopoli, 1769)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3755	*Motacilla cinerea Tunstall, 1771*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3764	*Parus major Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3774	*Sitta europaea Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3780	*Tichodroma muraria (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3784	*Certhia familiaris Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3958	*Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3967	*Troglodytes troglodytes (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3978	*Prunella modularis (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4001	*Erithacus rubecula (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4035	*Phoenicurus ochruros (S. G. Gmelin, 1774)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4112	*Turdus torquatus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4257	*Sylvia atricapilla (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4280	*Phylloscopus collybita (Vieillot, 1887)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4308	*Regulus regulus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4342	*Aegithalos caudatus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4510	*Corvus corax Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4564	*Fringilla coelebs Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4603	*Loxia curvirostra Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4619	*Pyrrhula pyrrhula (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	199294	*Bonasa bonasia (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	459638	*Regulus ignicapilla (Temminck, 1820)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534742	*Cyanistes caeruleus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534750	*Lophophanes cristatus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534751	*Periparus ater (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534752	*Poecile montanus (Conrad, 1827)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
Reptiles	77756	*Podarcis muralis (Laurenti, 1768)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	78130	*Vipera aspis (Linnaeus, 1758)*	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	79278	*Zootoca vivipara (Lichtenstein, 1823)*	Déterminante	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Angiospermes	88472	*Carex dioica L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
	95442	*Drosera rotundifolia L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	154761	*Carex magellanica subsp. irrigua (Wahlenb.) Hiitonen, 1933*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
Ptéridophytes	106998	*Lycopodium alpinum L., 1753*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
	107003	*Lycopodium clavatum L., 1753*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Martinique *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Réunion *(lien)*
	130128	*Woodsia ilvensis (L.) R.Br., 1815*	Déterminante	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*

8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

9. SOURCES

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Bibliographie	ASTERS	2005	Notices de gestion des tourbières intra-forestières de la commune des Houches, site Natura 2000 Arve-Giffre.
	BAL B., BRESSOUD B., THOMASSET F.	2000	Stratégie commune de sauvegarde des milieux sensibles et des paysages. Espace Mont Blanc
	VALLET Gestion des Espaces Naturels	2002	Etude complémentaire sur le Giffre, l'Arve et l'Englennaz : marché MV 02-116, évaluation de la qualité des milieux
Informateur	CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN		
	Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes		
	Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)		
	Pole invertebres		

ZNIEFF II Massif du Mont-Balnc et ses annexes - 820031668

MASSIF DU MONT BLANC ET SES ANNEXES (Identifiant national : 820031668)

(ZNIEFF Continentale de type 2)

(Identifiant régional : 7423)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : DIREN RHONE-ALPES (CHATELAIN Marc), .- 820031668, MASSIF DU MONT BLANC ET SES ANNEXES. - INPN, SPN-MNHN Paris, 42 P. *https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820031668.pdf*

Région en charge de la zone : Rhône-Alpes
Rédacteur(s) :DIREN RHONE-ALPES (CHATELAIN Marc)
Centroïde calculé : 951380°-2110544°

Dates de validation régionale et nationale

Date de premier avis CSRPN : 17/12/2009
Date actuelle d'avis CSRPN : 07/06/2019
Date de première diffusion INPN :
Date de dernière diffusion INPN : 28/05/2021

1. DESCRIPTION 2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE 4
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE 4
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE 5
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS 5
6. HABITATS 5
7. ESPECES 6
8. LIENS ESPECES ET HABITATS 42
9. SOURCES 42

1. DESCRIPTION

1.1 Localisation administrative

- Département : Haute-Savoie
- Département : Savoie
- Commune : Contamines-Montjoie (INSEE : 74085)
- Commune : Servoz (INSEE : 74266)
- Commune : Hauteluce (INSEE : 73132)
- Commune : Bourg-Saint-Maurice (INSEE : 73054)
- Commune : Passy (INSEE : 74208)
- Commune : Saint-Gervais-les-Bains (INSEE : 74236)
- Commune : Sixt-Fer-à-Cheval (INSEE : 74273)
- Commune : Chamonix-Mont-Blanc (INSEE : 74056)
- Commune : Houches (INSEE : 74143)
- Commune : Vallorcine (INSEE : 74290)
- Commune : Beaufort (INSEE : 73034)

1.2 Superficie

41197,18 hectares

1.3 Altitude

Minimale (mètre): 806
Maximale (mètre): 4790

1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

Non renseigné

1.5 Commentaire général

Ce vaste ensemble naturel constitue une unité géologique, et réunit autour du massif du Mont-Blanc plusieurs de ses « satellites ».

Il forme en effet l'un des principaux massifs cristallins des Alpes externes (au même titre que le Mercantour, les Ecrins ou Belledonne).

La vallée de Chamonix isole ici deux sous-unités : à l'ouest, le massif des Aiguilles Rouges (qui conserve quelques traces de sa couverture sédimentaire), et le massif du mont Blanc proprement-dit à l'Est.

Ce dernier, qui culmine à 4810 m et aligne de nombreux « 4000 », est le plus haut et l'un des plus grandioses des massifs alpins. Il concentre l'essentiel des superficies glacières françaises, et la majesté de ses paysages n'est plus à vanter. Il forme un bloc compact, long de 50 km et large de moins de 15, formant ligne de partage des eaux entre le Rhône et le Pô.

Bien que proche par son substrat, le massif des Aiguilles Rouges, qui lui fait face à l'opposé de la vallée de Chamonix, présente une topographie bien différente ; à l'aiguille du Belvédère, il n'atteint pas 3000 m. Un relief tourmenté, hérité du retrait glaciaire (seules subsistent désormais quelques modestes glaciers) y a favorisé l'installation de petits lacs et de dépressions marécageuses.

En matière de patrimoine naturel, sur le massif du Mont Blanc prévalent bien entendu les étages alpin et surtout nival.

La vie est pourtant loin d'être absente dans cet univers de glaciers, de dômes et d'aiguilles. Les milieux naturels représentés sont très diversifiés, et soumis aux aléas de la haute montagne (éboulis, avalanches, retrait glaciaire ; on peut y observer de remarquables exemples reconquête des moraines par la végétation …). La faune alpine est bien représentée, ainsi que la flore (exclusivement silicicole cependant) notamment en ce qui concerne les lichens et les habitats d'altitude (pelouses riveraines arctico-alpines…).

Aux Aiguilles Rouges, l'étage alpin est particulièrement bien illustré, avec une prédominance des formations de landes, pelouses, rochers et éboulis. La faune, particulièrement riche (ongulés, tétraonidés de montagne…), bénéficie du statut local de réserve naturelle. Quant à la flore, elle est particulièrement riche dans certains domaines taxonomiques (lycopodes), et l'existence de nombreuses zones humides constitue un facteur de diversité supplémentaire.

Parmi les habitats remarquables représentés, on peut citer les pelouses riveraines arctico-alpines. La flore comprend de nombreuses espèces rares, qu'il s'agisse des zones d'altitude (Achillée noirâtre des massifs subalpins orientaux, Achillée musquée, quatre espèces d'androsaces dont celle de Vandelli adaptée aux substrats siliceux, Vergerette de Gaudin, Génépi noir, Orchis nain, Drave de Fladniz, saules nains, Woodsia méridional et Woodsia des Alpes…), des prairies de montagne (Botryche multifide, Chardon bleu, Polémoine bleue…), des zones humides (Laîche de Magellan, Laîche faux pied d'oiseau, Jonc arctique…), des forêts (Racine de corail, Epipogon sans feuille, lycopodes), ou des rochers (Sélaginelle de Suisse).

S'agissant de la faune, on peut citer la très bonne représentation des mammifères (Lièvre variable, ongulés -Cerf élaphe, Bouquetin des Alpes, Chamois, chiroptères), de l'avifaune forestière (Cassenoix moucheté, Pic tridactyle…) et rupicole (Circaète Jean-le-Blanc, Faucon pèlerin, Tichodrome échelette), de l'entomofaune (libellules, papillons Azurés de la canneberge, Damier de la succise et du chèvrefeuille, Solitaire) ou des poissons (Omble chevalier).

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les espaces les plus représentatifs en terme d'habitats ou d'espèces remarquables (écosystèmes montagnards, gorges, forêts, zones humides…) sont retranscrits à travers un fort pourcentage de vastes zones de type I, en particulier aux Aiguilles Rouges.

Il englobe les zones abiotiques naturelles, permanentes ou transitoires de haute montagne, ou les éboulis instables correspondant à des milieux faiblement artificialisés.

Le zonage de type II souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales :

- en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées, certaines exigeant un large domaine vital (Cerf élaphe, Bouquetin des Alpes…) ;

- à travers les connections à ménager entre le massif du Mont Blanc proprement-dit et celui des Aiguilles Rouges, ou celles existant avec les autres ensembles naturels voisins du haut Faucigny, du Valais, du Grand Paradis et du Beaufortain.

L'ensemble présente en outre un intérêt paysager de premier plan (il est cité comme exceptionnel dans l'inventaire régional des paysages), géologique (avec par exemple les poudingues de Vallorcine cités à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes), minéralogique et géomorphologique, ainsi que scientifique, pédagogique voire même historique, au cœur de l'un des tous premiers sanctuaires de l'alpinisme…

1.6 Compléments descriptifs

1.6.1 Mesures de protection

- Forêt domaniale
- Site inscrit selon la loi de 1930
- Site classé selon la loi de 1930
- Réserve naturelle nationale
- Zone protégée au titre de la Loi Montagne
- Zone de Protection Spéciale et Zone Spéciale de Conservation
- Site inscrit au titre de la Directive Oiseaux (ZPS)
- Site inscrit au titre de la Directive Habitats (ZSC, SIC, PSIC)
- Zone de la Convention du Patrimoine Mondial (UNESCO)
- Abord de monument historique

Commentaire sur les mesures de protection

aucun commentaire

1.6.2 Activités humaines

Non renseigné

Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

1.6.3 Géomorphologie

Non renseigné

Commentaire sur la géomorphologie

aucun commentaire

1.6.4 Statut de propriété

- Propriété privée (personne physique)
- Propriété d'une association, groupement ou société
- Etablissement public
- Domaine privé d'une collectivité territoriale
- Domaine privé communal
- Domaine privé départemental
- Domaine privé de l'état

Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux	Fonctionnels	Complémentaires
- Critères d'intérêts patrimoniaux - Ecologique - Faunistique - Poissons - Amphibiens - Reptiles - Oiseaux - Mammifères - Odonates - Lépidoptères - Insectes - Floristique - Bryophytes - Ptéridophytes - Phanérogames	- Soutien naturel d'étiage - Role naturel de protection contre l'érosion des sols - Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges - Zone particulière d'alimentation - Zone particulière liée à la reproduction - Autre intérêt fonctionnel d'ordre écologique (préciser)	- Paysager - Géomorphologique - Géologique - Historique - Scientifique - Artistique - Pédagogique ou autre (préciser)

Commentaire sur les intèrêts

aucun commentaire

3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

aucun commentaire

4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire

5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

5.1 Espèces

Nulle	Faible	Moyen	Bon
- Algues - Autre Faunes - Lichens - Mollusques - Crustacés - Arachnides - Myriapodes - Coléoptères - Diptères - Hyménoptères - Autres ordres d'Hexapodes - Hémiptères - Ascomycètes - Basidiomycètes - Autres Fonges	- Amphibiens - Bryophytes - Mammifères - Phanérogames - Poissons - Ptéridophytes - Reptiles - Odonates - Orthoptères - Lépidoptères		- Oiseaux

5.2 Habitats

6. HABITATS

6.1 Habitats déterminants

Non renseigné

6.2 Habitats autres

Non renseigné

6.3 Habitats périphériques

Non renseigné

6.4 Commentaire sur les habitats

aucun commentaire

7. ESPECES

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	444432	*Lissotriton helveticus (Razoumowsky, 1789)*	*Triton palmé (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
Bryophytes	3885	*Buxbaumia viridis (Moug. ex Lam. & DC.) Brid. ex Moug. & Nestl.*		Reproduction certaine ou probable					
Lépidoptères	54400	*Colias palaeno (Linnaeus, 1760)*	*Solitaire (Le)*	Reproduction indéterminée					
	53865	*Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)*	*Damier de la Succise (Le), Artémis (L'), Damier printanier (Le), Mélitée des marais (La), Mélitée de la Scabieuse (La), Damier des marais (Le)*	Reproduction indéterminée					
	53851	*Euphydryas intermedia (Ménétriès, 1859)*	*Damier du Chèvrefeuille (Le)*	Reproduction indéterminée					
	54499	*Parnassius phoebus (Fabricius, 1793)*	*Petit apollon*	Reproduction indéterminée					
	54194	*Vacciniina optilete (Knoch, 1781)*	*Azuré de la Canneberge (L'), Argus bleu turquin (L'), Argus pervenche (L')*	Reproduction indéterminée					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Mammifères	60577	*Canis lupus Linnaeus, 1758*	*Loup gris, Loup*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	61098	*Capra ibex Linnaeus, 1758*	*Bouquetin des Alpes, Bouquetin*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017
	61000	*Cervus elaphus Linnaeus, 1758*	*Cerf élaphe*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2011
	61283	*Chionomys nivalis (Martins, 1842)*	*Campagnol des neiges*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013
	79302	*Eptesicus nilssonii (Keyserling & Blasius, 1839)*	*Sérotine de Nilsson*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	61699	*Lepus timidus Linnaeus, 1758*	*Lièvre variable*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017
	60630	*Lutra lutra (Linnaeus, 1758)*	*Loutre d'Europe, Loutre commune, Loutre*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	60612	*Lynx lynx (Linnaeus, 1758)*	*Lynx boréal*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013
	61143	*Marmota marmota (Linnaeus, 1758)*	*Marmotte des Alpes, Marmotte*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	79300	*Myotis brandtii (Eversmann, 1845)*	*Murin de Brandt*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2008
	60400	*Myotis emarginatus (É. Geoffroy Saint-Hilaire, 1806)*	*Murin à oreilles échancrées, Vespertilion à oreilles échancrées*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	60418	*Myotis myotis (Borkhausen, 1797)*	*Grand Murin*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	60461	*Nyctalus leisleri (Kuhl, 1817)*	*Noctule de Leisler*	Reproduction indéterminée					
	60490	*Pipistrellus nathusii (Keyserling & Blasius, 1839)*	*Pipistrelle de Nathusius*	Reproduction indéterminée					
	61119	*Rupicapra rupicapra (Linnaeus, 1758)*	*Chamois*	Reproduction indéterminée					
	60062	*Sorex araneus Linnaeus, 1758*	*Musaraigne carrelet*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
Odonates	65435	*Aeshna caerulea (Ström, 1783)*	*Aeschne azurée*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017
	65440	*Aeshna cyanea (O.F. Müller, 1764)*	*Aeschne bleue (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	65425	*Aeshna juncea (Linnaeus, 1758)*	*Aeschne des joncs*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	653281	*Calopteryx splendens (Harris, 1780)*	*Caloptéryx éclatant*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017
	65080	*Calopteryx virgo (Linnaeus, 1758)*	*Caloptéryx vierge*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	65151	*Coenagrion hastulatum (Charpentier, 1825)*	*Agrion à fer de lance, Agrion hasté (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	199685	*Cordulegaster bidentata Selys, 1843*	*Cordulégastre bidenté (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	199694	*Cordulegaster boltonii (Donovan, 1807)*	*Cordulégastre annelé (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2013
	65376	*Cordulia aenea (Linnaeus, 1758)*	*Cordulie bronzée (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	65352	*Leucorrhinia dubia (Vander Linden, 1825)*	*Leucorrhine douteuse (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1998 - 2010
	65391	*Somatochlora alpestris (Selys, 1840)*	*Cordulie alpestre (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1997 - 2013
	65397	*Somatochlora arctica (Zetterstedt, 1840)*	*Cordulie arctique (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1889 - 2007
	65393	*Somatochlora metallica (Vander Linden, 1825)*	*Cordulie métallique (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017
	65312	*Sympetrum danae (Sulzer, 1776)*	*Sympétrum noir (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1970 - 2008
	65335	*Sympetrum fonscolombii (Selys, 1840)*	*Sympétrum de Fonscolombe (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2017

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	65348	*Sympetrum vulgatum (Linnaeus, 1758)*	*Sympétrum vulgaire (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2013
Oiseaux	2891	*Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)*	*Autour des palombes*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	4192	*Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)*	*Rousserolle verderolle*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3533	*Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)*	*Nyctale de Tengmalm, Chouette de Tengmalm*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	2971	*Alectoris graeca (Meisner, 1804)*	*Perdrix bartavelle*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				2001 - 2001
	3733	*Anthus spinoletta (Linnaeus, 1758)*	*Pipit spioncelle*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2645	*Aquila chrysaetos (Linnaeus, 1758)*	*Aigle royal*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	199294	*Bonasa bonasia (Linnaeus, 1758)*	*Gélinotte des bois*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	2943	*Bonasia bonasia (Linnaeus, 1758)*	*Gélinotte des bois*	Reproduction indéterminée					
	4576	*Carduelis citrinella (Pallas, 1764)*	*Venturon montagnard*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4586	*Carduelis spinus (Linnaeus, 1758)*	*Tarin des aulnes*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	2873	*Circaetus gallicus (Gmelin, 1788)*	*Circaète Jean-le-Blanc*	Reproduction indéterminée					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	459478	*Delichon urbicum (Linnaeus, 1758)*	*Hirondelle de fenêtre*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4663	*Emberiza cia Linnaeus, 1766*	*Bruant fou*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	4657	*Emberiza citrinella Linnaeus, 1758*	*Bruant jaune*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2938	*Falco peregrinus Tunstall, 1771*	*Faucon pèlerin*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1889 - 2008
	3507	*Glaucidium passerinum (Linnaeus, 1758)*	*Chouette chevêchette, Chevêchette d'Europe*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	459629	*Lagopus muta (Montin, 1776)*	*Lagopède alpin*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2951	*Lagopus mutus (Montin, 1776)*	*Lagopède alpin*	Reproduction indéterminée					
	2962	*Lyrurus tetrix (Linnaeus, 1758)*	*Tétras lyre*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2840	*Milvus migrans (Boddaert, 1783)*	*Milan noir*	Reproduction indéterminée					
	4084	*Monticola saxatilis (Linnaeus, 1758)*	*Monticole de roche, Merle de roche*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4537	*Montifringilla nivalis (Linnaeus, 1766)*	*Niverolle alpine, Niverolle des Alpes*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4480	*Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)*	*Cassenoix moucheté, Casse-noix*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1889 - 2009

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	4064	*Oenanthe oenanthe (Linnaeus, 1758)*	*Traquet motteux*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4272	*Phylloscopus sibilatrix (Bechstein, 1793)*	*Pouillot siffleur*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	3638	*Picoides tridactylus (Linnaeus, 1758)*	*Pic tridactyle*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1987 - 2012
	3984	*Prunella collaris (Scopoli, 1769)*	*Accenteur alpin*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4485	*Pyrrhocorax graculus (Linnaeus, 1766)*	*Chocard à bec jaune*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
	4488	*Pyrrhocorax pyrrhocorax (Linnaeus, 1758)*	*Crave à bec rouge*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2011
	4049	*Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)*	*Traquet tarier, Tarier des prés*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2559	*Scolopax rusticola Linnaeus, 1758*	*Bécasse des bois*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2010
	2960	*Tetrao tetrix Linnaeus, 1758*	*Tétras lyre*	Reproduction indéterminée					
	3780	*Tichodroma muraria (Linnaeus, 1758)*	*Tichodrome échelette*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1989 - 2003
	4127	*Turdus pilaris Linnaeus, 1758*	*Grive litorne*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4112	*Turdus torquatus Linnaeus, 1758*	*Merle à plastron*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Orthoptères	65748	*Anonconotus alpinus (Yersin, 1858)*	*Decticelle montagnarde, Analote des Alpes*	Reproduction indéterminée	Informateur : Insecta				2015 - 2015
	535776	*Melanoplus frigidus frigidus (Boheman, 1846)*	*Miramelle des frimas*	Reproduction indéterminée	Informateur : Insecta				2015 - 2015
	432556	*Miramella alpina subalpina (Fischer, 1850)*	*Miramelle fontinale, Miramelle des reposoirs*	Reproduction indéterminée	Informateur : Insecta				2016 - 2016
	66122	*Myrmeleotettix maculatus maculatus (Thunberg, 1815)*	*Criquet tacheté*	Reproduction indéterminée	Informateur : Insecta				1923 - 1923
Phanérogames	79868	*Achillea atrata L., 1753*	*Achillée noirâtre*	Reproduction certaine ou probable					
	79910	*Achillea moschata Wulfen, 1878*	*Achillée musquée*	Reproduction certaine ou probable					
	80414	*Agrimonia odorata auct. non Mill., 1768*	*Aigremoine élevée, Aigremoine odorante*	Reproduction certaine ou probable					
	80417	*Agrimonia procera Wallr., 1840*	*Aigremoine élevée, Aigremoine odorante*	Reproduction certaine ou probable					
	81543	*Allium victorialis L., 1753*	*Ail victoriale, Herbe à neuf chemises, Ail de la Sainte-Victoire*	Reproduction certaine ou probable					
	81610	*Alopecurus aequalis Sobol., 1799*	*Vulpin roux, Vulpin fauve*	Reproduction certaine ou probable					
	81636	*Alopecurus fulvus Sm., 1805*	*Vulpin roux, Vulpin fauve*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	131237	*Alopecurus geniculatus subsp. fulvus (Sm.) Hartm., 1846*	*Vulpin roux, Vulpin fauve*	Reproduction certaine ou probable					
	82478	*Androsace alpina (L.) Lam., 1779*	*Androsace des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	82504	*Androsace helvetica (L.) All., 1785*	*Androsace de Suisse*	Reproduction certaine ou probable					
	82529	*Androsace pubescens DC., 1805*	*Androsace pubescente*	Reproduction certaine ou probable					
	82542	*Androsace vandellii (Turra) Chiov., 1919*	*Androsace de Vandelli*	Reproduction certaine ou probable					
	83240	*Aquilegia alpina L., 1753*	*Ancolie des Alpes, Cornette des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	83296	*Arabis caerulea (All.) Haenke, 1789*	*Arabette bleuâtre, Arabette bleue*	Reproduction certaine ou probable					
	83399	*Arabis saxatilis All., 1785*	*Arabette nouvelle, Arabette à oreillettes*	Reproduction certaine ou probable					
	83973	*Artemisia genipi Weber, 1775*	*Genépi vrai, Genépi noir*	Reproduction certaine ou probable					
	84045	*Artemisia spicata Wulfen ex Jacq., 1778*	*Genépi vrai, Genépi noir*	Reproduction certaine ou probable					
	87618	*Campanula cenisia L., 1763*	*Campanule du Mont Cenis*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	87666	*Campanula latifolia L., 1753*	*Campanule à larges feuilles*	Reproduction certaine ou probable					
	88358	*Carex aterrima Hoppe, 1815*	*Laîche noirâtre*	Reproduction certaine ou probable					
	132651	*Carex atrata subsp. aterrima (Hoppe) Celak., 1867*	*Laîche noirâtre*	Reproduction certaine ou probable					
	88400	*Carex brunnescens (Pers.) Poir., 1813*	*Laîche brunâtre*	Reproduction certaine ou probable					
	88449	*Carex curta Gooden., 1794*	*Laîche courte, Laîche tronquée, Laîche blanchâtre*	Reproduction certaine ou probable					
	88599	*Carex irrigua (Wahlenb.) Sm. ex Hoppe, 1826*	*Laîche de Magellan, Laîche inondable, Laîche des tourbières*	Reproduction certaine ou probable					
	88632	*Carex limosa L., 1753*	*Laîche des tourbières, Laîche des vases, Laîche des bourbiers*	Reproduction certaine ou probable					
	88655	*Carex magellanica Lam., 1792*	*Laîche de Magellan*	Reproduction certaine ou probable					
	88675	*Carex microglochin Wahlenb., 1803*	*Laîche à petite arête*	Reproduction certaine ou probable					
	88762	*Carex pauciflora Lightf., 1777*	*Laîche pauciflore*	Reproduction certaine ou probable					
	89880	*Centranthus angustifolius (Mill.) DC., 1805*	*Centranthe à feuilles étroites*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	90561	*Chamorchis alpina (L.) Rich., 1817*	*Chaméorchis des Alpes, Orchis des Alpes, Orchis nain, Herminie des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	91256	*Circaea alpina L., 1753*	*Circée des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	92217	*Comarum palustre L., 1753*	*Potentille des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	92417	*Corallorhiza innata R.Br., 1813*	*Racine de corail, Corallorhize trifide, Coralline*	Reproduction certaine ou probable					
	92421	*Corallorhiza trifida Châtel., 1760*	*Racine de corail, Corallorhize trifide, Coralline*	Reproduction certaine ou probable					
	94287	*Dactylorhiza traunsteineri (Saut.) Soó, 1962*	*Orchis de Traunsteiner*	Reproduction certaine ou probable					
	95313	*Draba fladnizensis Wulfen, 1779*	*Drave de Fladniz*	Reproduction certaine ou probable					
	95407	*Dracocephalum ruyschiana L., 1753*	*Dracocéphale de ruysch, Tête-de-dragon de Ruysch*	Reproduction certaine ou probable					
	95442	*Drosera rotundifolia L., 1753*	*Rossolis à feuilles rondes*	Reproduction certaine ou probable					
	96218	*Epilobium nutans F.W.Schmidt, 1794*	*Épilobe penché*	Reproduction certaine ou probable					
	96499	*Epipogium aphyllum Sw., 1814*	*Épipogon sans feuilles, Épipogium sans feuilles*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	96742	*Erigeron atticus Vill., 1788*	*Vergerette d'Attique, Vergerette de Villars*	Reproduction certaine ou probable					
	96760	*Erigeron gaudinii Brügger, 1886*	*Vergerette de Gaudin*	Reproduction certaine ou probable					
	96843	*Eriophorum alpinum L., 1753*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	96861	*Eriophorum vaginatum L., 1753*	*Linaigrette vaginée, Linaigrette engainée*	Reproduction certaine ou probable					
	97133	*Eryngium alpinum L., 1753*	*Panicaut des Alpes, Étoile des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	98475	*Festuca pulchella Schrad., 1806*	*Fétuque jolie*	Reproduction certaine ou probable					
	100470	*Gnaphalium hoppeanum W.D.J.Koch, 1846*		Reproduction certaine ou probable					
	100487	*Gnaphalium norvegicum Gunnerus, 1772*	*Gnaphale de Norvège*	Reproduction certaine ou probable					
	103553	*Impatiens noli-tangere L., 1753*	*Balsamine des bois, Impatiente ne-me-touchez-pas, Impatiente N'y-touchez-pas*	Reproduction certaine ou probable					
	104123	*Juncus arcticus Willd., 1799*	*Jonc arctique*	Reproduction certaine ou probable					
	104363	*Juncus triglumis L., 1753*	*Jonc à trois glumes*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	105441	*Lemna trisulca L., 1753*	*Lentille d'eau à trois sillons*	Reproduction certaine ou probable					
	105517	*Leontodon pyrenaicus Gouan, 1773*	*Liondent des Pyrénées*	Reproduction certaine ou probable					
	106367	*Listera cordata (L.) R.Br., 1813*	*Listère à feuilles cordées*	Reproduction certaine ou probable					
	106761	*Lunaria rediviva L., 1753*	*Lunaire vivace, Lunaire odorante*	Reproduction certaine ou probable					
	108755	*Moneses uniflora (L.) A.Gray, 1848*	*Pyrole uniflore, Pyrole à une fleur*	Reproduction certaine ou probable					
	109055	*Myosotis micrantha Guss., 1827*	*Myosotis de Sicile, Myosotis des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	109102	*Myosotis stricta Link ex Roem. & Schult., 1819*	*Myosotis raide*	Reproduction certaine ou probable					
	109428	*Nasturtium pyrenaicum (All.) R.Br., 1812*	*Rorippe d'Islande*	Reproduction certaine ou probable					
	110061	*Omalotheca hoppeana (W.D.J.Koch) Sch.Bip. & F.W.Schultz, 1861*		Reproduction certaine ou probable					
	111008	*Orchis traunsteineri Saut., 1837*	*Orchis de Traunsteiner*	Reproduction certaine ou probable					
	111447	*Orobanche alba Stephan ex Willd., 1800*	*Orobanche du thym, Orobanche blanche*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	111533	*Orobanche epithymum DC., 1805*	*Orobanche du thym, Orobanche blanche*	Reproduction certaine ou probable					
	112570	*Pedicularis barrelieri Rchb., 1831*	*Pédiculaire élevée*	Reproduction certaine ou probable					
	112590	*Pedicularis palustris L., 1753*	*Pédiculaire des marais, Tartarie rouge*	Reproduction certaine ou probable					
	112601	*Pedicularis sylvatica L., 1753*	*Pédiculaire des forêts, Pédiculaire des bois, Herbe aux poux*	Reproduction certaine ou probable					
	114243	*Poa hybrida Gaudin, 1808*	*Pâturin hybride*	Reproduction certaine ou probable					
	114480	*Polemonium caeruleum L., 1753*	*Valériane grecque, Polemoine bleue, Polémoine*	Reproduction certaine ou probable					
	115486	*Potentilla frigida Vill., 1788*	*Potentille des régions froides, Potentille des frimas*	Reproduction certaine ou probable					
	115587	*Potentilla palustris (L.) Scop., 1771*	*Potentille des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	115631	*Potentilla rupestris L., 1753*	*Potentille des rochers*	Reproduction certaine ou probable					
	116542	*Pyrola media Sw., 1804*	*Pyrole moyenne, Pyrole de taille moyenne, Pyrole intermédiaire*	Reproduction certaine ou probable					
	116547	*Pyrola rotundifolia L., 1753*	*Pyrole à feuilles rondes, Pirole à feuilles rondes*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	116551	*Pyrola uniflora L., 1753*	*Pyrole uniflore, Pyrole à une fleur*	Reproduction certaine ou probable					
	117731	*Rhynchospora alba (L.) Vahl, 1805*	*Rhynchospore blanc, Rhynchospore blanche*	Reproduction certaine ou probable					
	117774	*Ribes rubrum L., 1753*	*Groseillier rouge, Groseillier à grappes*	Reproduction certaine ou probable					
	117940	*Rorippa islandica (Oeder ex Gunnerus) Borbás, 1900*	*Rorippe d'Islande*	Reproduction certaine ou probable					
	117945	*Rorippa pyrenaica auct.*	*Roripe des Pyrénées*	Reproduction certaine ou probable					
	119798	*Sagina glabra (Willd.) Fenzl, 1833*	*Sagine glabre*	Reproduction certaine ou probable					
	119916	*Salix albicans (Bonjean ex Ser.) Schleich.*	*Saule pubescent*	Reproduction certaine ou probable					
	119968	*Salix breviserrata Flod., 1940*	*Saule à feuilles de myrte*	Reproduction certaine ou probable					
	120009	*Salix daphnoides Vill., 1779*	*Saule pruineux, Saule noir*	Reproduction certaine ou probable					
	120046	*Salix glauca auct. non L., 1753*	*Saule glauque*	Reproduction certaine ou probable					
	120048	*Salix glaucosericea Flod., 1943*	*Saule glauque*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	120056	*Salix helvetica Vill., 1789*	*Saule de Suisse*	Reproduction certaine ou probable					
	120085	*Salix laggeri Wimm., 1854*	*Saule pubescent*	Reproduction certaine ou probable					
	120163	*Salix pentandra L., 1753*	*Saule à cinq étamines, Saule odorant*	Reproduction certaine ou probable					
	121024	*Saxifraga cotyledon L., 1753*	*Saxifrage Cotylédon*	Reproduction certaine ou probable					
	121729	*Scirpus hudsonianus (Michx.) Fernald, 1906*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	123880	*Sisymbrium pyrenaicum Loefl., 1758*	*Cardamine à feuilles de radis, Cardamine à larges feuilles*	Reproduction certaine ou probable					
	123905	*Sisymbrium supinum L., 1753*	*Braya couchée*	Reproduction certaine ou probable					
	124404	*Sparganium affine Schnizl., 1845*	*Rubanier à feuilles étroites*	Reproduction certaine ou probable					
	124405	*Sparganium angustifolium Michx., 1803*	*Rubanier à feuilles étroites*	Reproduction certaine ou probable					
	126925	*Tozzia alpina L., 1753*	*Tozzie des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	127191	*Trichophorum alpinum (L.) Pers., 1805*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	127395	*Trifolium montanum L., 1753*	*Trèfle des montagnes*	Reproduction certaine ou probable					
	127482	*Trifolium spadiceum L., 1755*	*Trèfle jaune doré*	Reproduction certaine ou probable					
	127681	*Trisetum subspicatum auct. non (L.) P.Beauv., 1812*	*Trisète en épi à panicule ovale, Trisète à panicules ovales*	Reproduction certaine ou probable					
	128315	*Utricularia minor L., 1753*	*Petite utriculaire, Utriculaire mineure*	Reproduction certaine ou probable					
	129000	*Veronica scutellata L., 1753*	*Véronique à écus, Véronique à écusson*	Reproduction certaine ou probable					
	129319	*Vicia sylvatica L., 1753*	*Vesce des bois*	Reproduction certaine ou probable					
	129529	*Viola canina L., 1753*	*Violette des chiens*	Reproduction certaine ou probable					
	129719	*Viola thomasiana Songeon & Perrier, 1860*	*Violette de Thomas*	Reproduction certaine ou probable					
Poissons	67812	*Salvelinus alpinus (Linnaeus, 1758)*	*Omble chevalier*	Reproduction indéterminée					
Ptéridophytes	84387	*Aspidium aculeatum (L.) Sw., 1802*	*Polystic à aiguillons, Polystic à frondes munies d'aiguillons*	Reproduction certaine ou probable					
	84417	*Aspidium lobatum (Huds.) Sw., 1802*	*Polystic à aiguillons, Polystic à frondes munies d'aiguillons*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	86185	*Botrychium matricariae (Schrank) Spreng., 1827*	*Botryche à feuilles de rue, Botryche à feuilles multifides*	Reproduction certaine ou probable					
	86189	*Botrychium multifidum (S.G.Gmel.) Rupr., 1859*	*Botryche à feuilles de rue, Botryche à feuilles multifides*	Reproduction certaine ou probable					
	95062	*Diphasium alpinum (L.) Rothm., 1944*	*Lycopode des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	106998	*Lycopodium alpinum L., 1753*	*Lycopode des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	107003	*Lycopodium clavatum L., 1753*	*Lycopode en massue, Éguaire*	Reproduction certaine ou probable					
	110304	*Ophioglossum alpinum Rouy, 1897*	*Ophioglosse commun, Langue de serpent, Ophioglosse Langue-de-serpent*	Reproduction certaine ou probable					
	110313	*Ophioglossum vulgatum L., 1753*	*Ophioglosse commun, Langue de serpent, Ophioglosse Langue-de-serpent*	Reproduction certaine ou probable					
	115041	*Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799*	*Polystic à aiguillons, Polystic à frondes munies d'aiguillons*	Reproduction certaine ou probable					
	122305	*Selaginella helvetica (L.) Spring, 1838*	*Sélaginelle de Suisse, Sélaginelle helvétique*	Reproduction certaine ou probable					
	130124	*Woodsia alpina (Bolton) Gray, 1821*	*Woodsie des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	130127	*Woodsia hyperborea (Lilj.) R.Br., 1815*	*Woodsie des Alpes*	Reproduction certaine ou probable					
	130128	*Woodsia ilvensis (L.) R.Br., 1815*	*Woodsie d'Elbe, Woodsie de l'île d'Elbe*	Reproduction certaine ou probable					
Reptiles	77955	*Coronella austriaca Laurenti, 1768*	*Coronelle lisse (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013
	77692	*Lacerta vivipara Jacquin, 1787*	*Lézard vivipare (Le)*	Reproduction indéterminée					
	79278	*Zootoca vivipara (Lichtenstein, 1823)*	*Lézard vivipare (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

7.2 Espèces autres

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	444430	*Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)*		Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	444443	*Pelophylax ridibundus (Pallas, 1771)*		Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2002
	351	*Rana temporaria Linnaeus, 1758*	*Grenouille rousse (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)				2018
Mammifères	60345	*Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)*	*Barbastelle d'Europe, Barbastelle*	Reproduction indéterminée	Informateur : CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN				1980 - 2008

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	60360	*Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)*	*Sérotine commune*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	60015	*Erinaceus europaeus Linnaeus, 1758*	*Hérisson d'Europe*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2012
	60506	*Hypsugo savii (Bonaparte, 1837)*	*Vespère de Savi*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	61636	*Muscardinus avellanarius (Linnaeus, 1758)*	*Muscardin*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	200118	*Myotis daubentonii (Kuhl, 1817)*	*Murin de Daubenton*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	60383	*Myotis mystacinus (Kuhl, 1817)*	*Murin à moustaches, Vespertilion à moustaches*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	60408	*Myotis nattereri (Kuhl, 1817)*	*Murin de Natterer, Vespertilion de Natterer*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	79303	*Pipistrellus kuhlii (Kuhl, 1817)*	*Pipistrelle de Kuhl*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	60479	*Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)*	*Pipistrelle commune*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	60518	*Plecotus auritus (Linnaeus, 1758)*	*Oreillard roux, Oreillard septentrional*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2008
	61153	*Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758*	*Écureuil roux*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Oiseaux	4597	*Acanthis flammea (Linnaeus, 1758)*	*Sizerin flammé*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	2895	*Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)*	*Épervier d'Europe*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	4342	*Aegithalos caudatus (Linnaeus, 1758)*	*Mésange à longue queue, Orite à longue queue*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	3723	*Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)*	*Pipit des arbres*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3551	*Apus apus (Linnaeus, 1758)*	*Martinet noir*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2623	*Buteo buteo (Linnaeus, 1758)*	*Buse variable*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4588	*Carduelis cannabina (Linnaeus, 1758)*	*Linotte mélodieuse*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4583	*Carduelis carduelis (Linnaeus, 1758)*	*Chardonneret élégant*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	4580	*Carduelis chloris (Linnaeus, 1758)*	*Verdier d'Europe*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2011
	3784	*Certhia familiaris Linnaeus, 1758*	*Grimpereau des bois*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3958	*Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)*	*Cincle plongeur*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4510	*Corvus corax Linnaeus, 1758*	*Grand corbeau*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3465	*Cuculus canorus Linnaeus, 1758*	*Coucou gris*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	534742	*Cyanistes caeruleus (Linnaeus, 1758)*	*Mésange bleue*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3611	*Dendrocopos major (Linnaeus, 1758)*	*Pic épeiche*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	3608	*Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)*	*Pic noir*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4001	*Erithacus rubecula (Linnaeus, 1758)*	*Rougegorge familier*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	2669	*Falco tinnunculus Linnaeus, 1758*	*Faucon crécerelle*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4564	*Fringilla coelebs Linnaeus, 1758*	*Pinson des arbres*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	3696	*Hirundo rustica Linnaeus, 1758*	*Hirondelle rustique, Hirondelle de cheminée*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	3807	*Lanius collurio Linnaeus, 1758*	*Pie-grièche écorcheur*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2013
	534750	*Lophophanes cristatus (Linnaeus, 1758)*	*Mésange huppée*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	4603	*Loxia curvirostra Linnaeus, 1758*	*Bec-croisé des sapins*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3941	*Motacilla alba Linnaeus, 1758*	*Bergeronnette grise*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3755	*Motacilla cinerea Tunstall, 1771*	*Bergeronnette des ruisseaux*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	4319	*Muscicapa striata (Pallas, 1764)*	*Gobemouche gris*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	3764	*Parus major Linnaeus, 1758*	*Mésange charbonnière*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4525	*Passer domesticus (Linnaeus, 1758)*	*Moineau domestique*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	534751	*Periparus ater (Linnaeus, 1758)*	*Mésange noire*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	2832	*Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)*	*Bondrée apivore*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	4035	*Phoenicurus ochruros (S. G. Gmelin, 1774)*	*Rougequeue noir*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	4040	*Phoenicurus phoenicurus (Linnaeus, 1758)*	*Rougequeue à front blanc*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4269	*Phylloscopus bonelli (Vieillot, 1819)*	*Pouillot de Bonelli*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	4280	*Phylloscopus collybita (Vieillot, 1887)*	*Pouillot véloce*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3603	*Picus viridis Linnaeus, 1758*	*Pic vert, Pivert*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2015
	534752	*Poecile montanus (Conrad, 1827)*	*Mésange boréale*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	534753	*Poecile palustris (Linnaeus, 1758)*	*Mésange nonnette*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2016
	3978	*Prunella modularis (Linnaeus, 1758)*	*Accenteur mouchet*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3692	*Ptyonoprogne rupestris (Scopoli, 1769)*	*Hirondelle de rochers*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4619	*Pyrrhula pyrrhula (Linnaeus, 1758)*	*Bouvreuil pivoine*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	459638	*Regulus ignicapilla (Temminck, 1820)*	*Roitelet à triple bandeau*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2007
	4308	*Regulus regulus (Linnaeus, 1758)*	*Roitelet huppé*	Hivernage, séjour hors de période de reproduction	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
				Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4571	*Serinus serinus (Linnaeus, 1766)*	*Serin cini*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	3774	*Sitta europaea Linnaeus, 1758*	*Sittelle torchepot*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	3518	*Strix aluco Linnaeus, 1758*	*Chouette hulotte*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	4257	*Sylvia atricapilla (Linnaeus, 1758)*	*Fauvette à tête noire*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4254	*Sylvia borin (Boddaert, 1783)*	*Fauvette des jardins*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	4247	*Sylvia curruca (Linnaeus, 1758)*	*Fauvette babillarde*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	3967	*Troglodytes troglodytes (Linnaeus, 1758)*	*Troglodyte mignon*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
Reptiles	77490	*Anguis fragilis Linnaeus, 1758*	*Orvet fragile (L')*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2014
	851674	*Natrix helvetica (Lacepède, 1789)*		Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2017
	77756	*Podarcis muralis (Laurenti, 1768)*	*Lézard des murailles (Le)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018
	78130	*Vipera aspis (Linnaeus, 1758)*	*Vipère aspic (La)*	Reproduction indéterminée	Informateur : Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes				2018

7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Amphibiens	351	*Rana temporaria Linnaeus, 1758*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
				Production des spécimens de grenouille rousse *(lien)*
	444430	*Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)*	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	444432	*Lissotriton helveticus (Razoumowsky, 1789)*	Déterminante	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	444443	*Pelophylax ridibundus (Pallas, 1771)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Insectes	53865	*Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	54400	*Colias palaeno (Linnaeus, 1760)*	Déterminante	Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
Mammifères	60015	*Erinaceus europaeus Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60345	*Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60360	*Eptesicus serotinus (Schreber, 1774)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60383	*Myotis mystacinus (Kuhl, 1817)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60400	*Myotis emarginatus (É. Geoffroy Saint-Hilaire, 1806)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60408	*Myotis nattereri (Kuhl, 1817)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60418	*Myotis myotis (Borkhausen, 1797)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60461	*Nyctalus leisleri (Kuhl, 1817)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60479	*Pipistrellus pipistrellus (Schreber, 1774)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60490	*Pipistrellus nathusii (Keyserling & Blasius, 1839)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60506	*Hypsugo savii (Bonaparte, 1837)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60518	*Plecotus auritus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60577	*Canis lupus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60612	*Lynx lynx (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	60630	*Lutra lutra (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	61000	*Cervus elaphus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
	61098	*Capra ibex Linnaeus, 1758*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	61119	*Rupicapra rupicapra (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
	61143	*Marmota marmota (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
	61153	*Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	61636	*Muscardinus avellanarius (Linnaeus, 1758)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	61699	*Lepus timidus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
	79300	*Myotis brandtii (Eversmann, 1845)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	79302	*Eptesicus nilssonii (Keyserling & Blasius, 1839)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	79303	*Pipistrellus kuhlii (Kuhl, 1817)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	200118	*Myotis daubentonii (Kuhl, 1817)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Oiseaux	2559	*Scolopax rusticola Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	2623	*Buteo buteo (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2645	*Aquila chrysaetos (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2669	*Falco tinnunculus Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
	2832	*Pernis apivorus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2840	*Milvus migrans (Boddaert, 1783)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Réunion *(lien)*
	2873	*Circaetus gallicus (Gmelin, 1788)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2891	*Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2895	*Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2938	*Falco peregrinus Tunstall, 1771*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Martinique *(lien)*
	2962	*Lyrurus tetrix (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	2971	*Alectoris graeca (Meisner, 1804)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	3465	*Cuculus canorus Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3507	*Glaucidium passerinum (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3518	*Strix aluco Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3533	*Aegolius funereus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3551	*Apus apus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	3603	*Picus viridis Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3608	*Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)*	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3611	*Dendrocopos major (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3638	*Picoides tridactylus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3692	*Ptyonoprogne rupestris (Scopoli, 1769)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3696	*Hirundo rustica Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3723	*Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3733	*Anthus spinoletta (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3755	*Motacilla cinerea Tunstall, 1771*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3764	*Parus major Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3774	*Sitta europaea Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3780	*Tichodroma muraria (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3784	*Certhia familiaris Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3807	*Lanius collurio Linnaeus, 1758*	Autre	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3941	*Motacilla alba Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Réunion *(lien)*
	3958	*Cinclus cinclus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	3967	*Troglodytes troglodytes (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3978	*Prunella modularis (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3984	*Prunella collaris (Scopoli, 1769)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4001	*Erithacus rubecula (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4035	*Phoenicurus ochruros (S. G. Gmelin, 1774)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4040	*Phoenicurus phoenicurus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4049	*Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4064	*Oenanthe oenanthe (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
	4084	*Monticola saxatilis (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4112	*Turdus torquatus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4127	*Turdus pilaris Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	4192	*Acrocephalus palustris (Bechstein, 1798)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4247	*Sylvia curruca (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4254	*Sylvia borin (Boddaert, 1783)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4257	*Sylvia atricapilla (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4269	*Phylloscopus bonelli (Vieillot, 1819)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4272	*Phylloscopus sibilatrix (Bechstein, 1793)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4280	*Phylloscopus collybita (Vieillot, 1887)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	4308	*Regulus regulus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4319	*Muscicapa striata (Pallas, 1764)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4342	*Aegithalos caudatus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4480	*Nucifraga caryocatactes (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4485	*Pyrrhocorax graculus (Linnaeus, 1766)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4488	*Pyrrhocorax pyrrhocorax (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)* Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4510	*Corvus corax Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4525	*Passer domesticus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4537	*Montifringilla nivalis (Linnaeus, 1766)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4564	*Fringilla coelebs Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4571	*Serinus serinus (Linnaeus, 1766)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4576	*Carduelis citrinella (Pallas, 1764)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4583	*Carduelis carduelis (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4597	*Acanthis flammea (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)* Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4603	*Loxia curvirostra Linnaeus, 1758*	Autre	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)* Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4619	*Pyrrhula pyrrhula (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4657	*Emberiza citrinella Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4663	*Emberiza cia Linnaeus, 1766*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	199294	*Bonasa bonasia (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)* Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)* Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	459478	*Delichon urbicum (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
	459629	*Lagopus muta (Montin, 1776)*	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	459638	*Regulus ignicapilla (Temminck, 1820)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534742	*Cyanistes caeruleus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534750	*Lophophanes cristatus (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534751	*Periparus ater (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534752	*Poecile montanus (Conrad, 1827)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	534753	*Poecile palustris (Linnaeus, 1758)*	Autre	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
Poissons	67812	*Salvelinus alpinus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*
				Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national *(lien)*
Reptiles	77490	*Anguis fragilis Linnaeus, 1758*	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	77756	*Podarcis muralis (Laurenti, 1768)*	Autre	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	77955	*Coronella austriaca Laurenti, 1768*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	78130	*Vipera aspis (Linnaeus, 1758)*	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	79278	*Zootoca vivipara (Lichtenstein, 1823)*	Déterminante	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	851674	*Natrix helvetica (Lacepède, 1789)*	Autre	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Angiospermes	82478	*Androsace alpina (L.) Lam., 1779*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	82504	*Androsace helvetica (L.) All., 1785*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	82529	*Androsace pubescens DC., 1805*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	82542	*Androsace vandellii (Turra) Chiov., 1919*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	83240	*Aquilegia alpina L., 1753*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	83973	*Artemisia genipi Weber, 1775*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*
	88632	*Carex limosa L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	88675	*Carex microglochin Wahlenb., 1803*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	95407	*Dracocephalum ruyschiana L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	95442	*Drosera rotundifolia L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	96499	*Epipogium aphyllum Sw., 1814*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	97133	*Eryngium alpinum L., 1753*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	114480	*Polemonium caeruleum L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	119968	*Salix breviserrata Flod., 1940*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	120056	*Salix helvetica Vill., 1789*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
Mousses	3885	*Buxbaumia viridis (Moug. ex Lam. & DC.) Brid. ex Moug. & Nestl.*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
Ptéridophytes	106998	*Lycopodium alpinum L., 1753*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
	107003	*Lycopodium clavatum L., 1753*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Guadeloupe *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Martinique *(lien)*
				Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Réunion *(lien)*
	110313	*Ophioglossum vulgatum L., 1753*	Déterminante	Prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire de la Réunion *(lien)*
	115041	*Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799*	Déterminante	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*
	130128	*Woodsia ilvensis (L.) R.Br., 1815*	Déterminante	Liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*

8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

9. SOURCES

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Bibliographie	ASTERS	2000	Plan de gestion des réserves naturelles du massif des Aiguilles Rouges 2000-2004
	ASTERS	2003	Plan de gestion de la réserve naturelle des Contamines-Montjoie 2005-2009
	ASTERS	2004	Plan de gestion de la réserve naturelle de Passy 2005-2009
	ASTERS	2005	Notices de gestion des tourbières intra-forestières de la commune des Houches, site Natura 2000 Arve-Giffre.
	BAL B., BRESSOUD B., THOMASSET F.	2000	Stratégie commune de sauvegarde des milieux sensibles et des paysages. Espace Mont Blanc
	BARATAUD M.	2001	Les Chiroptères de la Directive Habitats : la Barbastelle d'Europe Barbastella barbastellus (Schreber, 1774)
	BLANCHEMAIN J., BLANCHEMAIN L.	1993	Les oiseaux du Beaufortain
	BRAUD Y., SCHLEICHER J.	2002	Site FR8201688 - Reptiles et Insectes inscrits à la directive Habitats Faune Flore
	CORA	2002	Atlas des Chiroptères de Rhône-Alpes, hors série n°2
	CORA	2003	Atlas des oiseaux nicheurs de Rhône-Alpes
	CPNS	2000	Plan de gestion des marais de Chautagne - phase 1 -
	JORDAN R., JORDAN G.	1999	Pic tridactyle (Picoides tridactylus) : donnée récente de nidification en Haute-Savoie (France)
	LAFRANCHIS J.	2003	Le Damier de la Succise
	LAFRANCHIS T.	2000	Les papillons de jour de France, Belgique et Luxembourg et leurs chenilles
	MACHEREZ M.	2002	Diversité des peuplements de Lépidoptères diurnes et Hespéries des réserves naturelles du Massif Arve Giffre : bilan des connaissances et mise en place de suivis 2002
	VADAM J-C., CAILLET M.	2002	Eléments bryosociologiques concernant les réserves naturelles de Carlaveyron et des Aiguilles Rouges (2ème prospection des 14 et 15 juillet 2001)

Type	Auteur	Année de publication	Titre
	VALLET Gestion des Espaces Naturels	2002	Etude complémentaire sur le Giffre, l'Arve et l'Englennaz : marché MV 02-116, évaluation de la qualité des milieux
	VINCENT S. ; ISSARTEL G.	2005	Inventaire des gîtes cavernicoles d'intérêt majeur pour les chiroptères en région Rhône-Alpes
	VODINH J., BRETON A., HORON F.	2001	Arve-Giffre - Document d'objectifs Natura 2000 - tome 1 à 5
Informateur	CONSERVATOIRE BOTANIQUE NATIONAL ALPIN		
	Insecta		
	Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes		
	Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) Auvergne-Rhone-Alpes et Groupe de Recherche et de Protection des Libellules, Sympetrum (GRPLS)		

Gestion des espèces végétales exotiques envahissantes

E	R	C	A	**Réduction**	

Gestion de la Renouée du Japon

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de la Renouée du Japon. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne la Renouée du Japon

Planning prévisionnel

JANV	**FEV**	**MARS**	**AVR**	**MAI**	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **entre février et mai**

Description de la mesure

Nature de la mesure :

Cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : la Renouée du Japon été identifiée sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Elle est donc susceptible de se développer à la suite des travaux, et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en oeuvre :

Méthode 1 : *Arrachage manuel - extraction des rhizomes du sol*
- Arracher minutieusement la plante, avec la totalité du système racinaire, sur une profondeur allant de 4 à 5 m
- Intervenir de février à mai
- 5 à 6 passages par an pour les massifs les plus imposants
- Entreposer les débris végétaux sur une bâche et recouvrir pour éviter la dispersion par la vent
- Laisser sécher les résidus sur place avant exportation

Méthode 2 : *Fauche mécanique ou manuelle*
- Couper les parties aériennes, juste au-dessus des rhizomes
- Intervenir dès que les tiges atteignent 40 cm de haut
- A effectuer chaque mois entre juin et septembre
- Cette méthode doit être compléter par des campagnes d'arrachage des jeunes pousses ainsi que de mesures de reboisement dense
- La pose d'un géotextile réduit les repousses

Méthode 3 : *Broyage-bâchage*
- Le bâchage doit impérativement être précédé d'un concassage des terres colonisées
- Installer une bâche pour épuiser le système racinaire et maintenir son pourtour à l'aide d'agrafes/pierres
- Intervention avant la période de floraison
- Ne pas utiliser cette technique à proximité immédiate d'un cours d'eau avec crues violentes ou érosion des berges conséquente
- Un engin doit régulièrement écraser la bâche plastique pour casser les tiges se formant
- La bâche doit être maintenue au moins 18 mois
- Après retrait de la bâche, arracher les plants dégradés
- Méthode très efficace mais plus coûteuse

Méthode 4 : *Pâturage*

Il est possible de faire pâturer la Renouée du Japon par des chèvres. Il faut toutefois s'assurer que la période de pâturage s'arrête avant la formation de graines pour éviter tout risque de dispersion des populations. Cette opération de gestion doit être renouvelée annuellement.

Il peut être pertinent de réaliser une fauche avant l'arrivée des animaux pour leur permettre de consommer plus facilement des repousses et non des plantes adultes.

Matériel : pioche, fourche, godet cribleur équipé de barres de broyage, bâche opaque en géotextile (type Bidim©) ou en plastique imperméable, animaux clôtures, abreuvoir

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).



Les renouées ont une capacité très importante à se régénérer à partir de fragments de tige ou de rhizome. À titre indicatif, 10 g de rhizome suffisent à régénérer une plante.

Acteurs

Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue.

Entretien : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire.

Suivi : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée

Nature	Fréquence	Période
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

E	R	C	A	**Réduction**

Gestion du Buddleia de David

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de l'Arbre à papillons, un arbuste très compétitif. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne le *Buddleia davidii*

Planning prévisionnel

JANV	FEV	**MARS**	**AVR**	**MAI**	**JUIN**	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : le Buddléia a été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Il est donc susceptible de se développer à la suite des travaux, et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en œuvre :
Méthode préventive : *Coupe des inflorescences*
La coupe mécanique des inflorescences permet d'empêcher la formation de graines, et par conséquent de limiter la dissémination de l'espèce. Il s'agit d'une technique préventive, à coupler avec une technique curative.
- Préconisée pour les surfaces colonisées limitées
- Intervention directement après la floraison et avant la formation des graines
- Couper les hampes florales à l'aide d'un sécateur
- Exporter les inflorescences coupées dans des sacs poubelles étanches

Méthode curative : *Arrachage manuel*
- Méthode curative la plus efficace et la moins traumatisante pour le milieu (impacts faibles sur les habitats) et pour les espèces non visées par l'intervention.
- Arracher minutieusement la plante et, si possible, la totalité du système racinaire
- Si arrachage de la souche impossible, brûler au niveau de la coupe au chalumeau à gaz (asperger d'eau la végétation en périphérie avant le brûlage)
- L'utilisation d'un treuil ou la réalisation d'un tronçonnage suivi d'un dessouchage permet de compléter la méthode
manuelle sur des sujets dont le tronc et le système racinaire sont plus développés
- Les plantes arrachées doivent être récoltées et exportées. Laissées sur place, elles pourraient survivre et générer de nouvelles boutures.



Matériel : sécateur, sacs poubelles, chalumeau, pelle-bêche, pioche ou binette pour les jeunes plants, treuil, tronçonneuse, gants, lunettes de protection, combinaison de protection

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).



La plantation d'espèces indigènes adaptées au biotope est indiquée pour limiter la repousse des arbustes.

Acteurs

Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue.

Entretien : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire.

Suivi : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée

Nature	Fréquence	Période
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction départementale
des territoires

Service eau-environnement

Références : MADI/
W:\Environnement\Cadre_de_vie\Déchets inertes\ISDI\Arve\Arretes\Autorisations\ARP_2014076_0020_modification_ccvallee_chamonix_houches.odt

Annecy, le 17 mars 2014

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° 2014076-0020
Modification et prolongation de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) par la communauté de communes de la vallée de Chamonix Mont-Blanc, régie intercommunale Chamonix-Propreté

Commune des HOUCHES

VU Le règlement (CE) n° 1013/2006 du parlement européen et du conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

VU la directive 2008/98/CE du parlement européen et du conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L541-30-1, R541-8, R541-65 à R541-75 et R541-80 à R541-82 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2006-302 du 15 mars 2006 pris pour l'application de l'article L541-30-1 du code de l'environnement relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU les arrêtés des 18 décembre 1985 et 3 août 1987 portant règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;

VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-2347bis du 18 octobre 2006 autorisant la régie intercommunale Chamonix-Propreté à exploiter une ISDI au lieu-dit "Bocher-route du Nant Jorlant", sur la commune des HOUCHES ;

VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;

VU la demande de modification des conditions d'exploitation et de prolongation de délai de l'autorisation d'exploiter, déposée par la communauté de communes de la vallée de Chamonix Mont-Blanc, régie intercommunale Chamonix-Propreté, en date du 9 septembre 2013 ;

VU l'accord de la commune des HOUCHES, propriétaire du terrain, par délibération du 23 mai 2013 ;

VU les avis des services de l'Etat et des collectivités intéressées ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

ARTICLE 1er

La communauté de communes de la vallée de Chamonix Mont-Blanc, régie intercommunale Chamonix-Propreté, dont le siège social est situé hôtel de ville, BP 170, 74405 CHAMONIX MONT BLANC CEDEX, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), lieu-dit "Bocher-route du Nant Jorlant", sur la commune des HOUCHES, dans les conditions définies par le présent arrêté.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

ARTICLE 2

Considérant que des réseaux d'eaux usées et de gaz ont été mis en place sous le chemin d'accès au bas du site et empêchent dorénavant d'utiliser toute sa largeur comme cela était prévu initialement, les 29 000 m^3 (46 400 tonnes) de matériaux inertes, non encore déposés sur le site, seront mis en place sur la plate-forme existante, sur deux niveaux, un de 4 m puis un de 3 m.

La durée d'exploitation est prolongée jusqu'au 28 février 2024.

Les apports moyens annuels seront de 4 800 tonnes (3 000 m^3). Ainsi, le volume initialement autorisé ne change pas.

Le présent arrêté deviendra caduc à échéance de la durée maximale d'exploitation ou dès lors que la capacité totale de stockage autorisée aura été atteinte, y compris avant la fin de la durée d'exploitation autorisée.

ARTICLE 3

Seul est autorisé dans l'installation le stockage des déchets suivants :

Code (*)	Description (*)	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés

17 01 02	Briques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement déchets de construction et de démolition triés (**) et à l'exclusion de ceux provenant de sites contaminés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés

(*) annexe II de l'article R 541-8 du code de l'environnement.

(**) Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc, etc., peuvent également être admis dans les installations de stockage visées par le présent arrêté sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue par l'article 9 de l'arrêté du 28 octobre 2010 annexé au présent arrêté.

Le stockage de déchets d'un type différent de ceux mentionnés dans l'autorisation d'exploitation est interdit, sauf à avoir fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable telle que prévue par l'article 9 de l'arrêté du 28 octobre 2010 annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4

Le site est gardé pendant les heures d'ouverture. Au niveau du local, les gardiens procèdent au contrôle visuel des véhicules entrants. Régulièrement, un gardien procède au nivelage des matériaux avec la chargeuse du site. Cette opération est encore l'occasion de procéder à un contrôle des matériaux et d'ôter les indésirables, qui sont évacués sur la déchetterie.

Un piézomètre est installé en fond de plate-forme pour contrôler les eaux souterraines.

Un avaloir est installé pour capter les eaux de ruissellement traversant le site.

ARTICLE 5

A la fin de l'exploitation du site, le terrain sera recouvert d'une couche de compost de déchets verts issus de la plate-forme de compostage du site, afin de faciliter la revégétalisation.

ARTICLE 6

Toutes les autres prescriptions formulées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 octobre 2006, ne remettant pas en cause les termes des articles ci-dessus, demeurent applicables.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Il sera, par ailleurs, affiché pendant un mois en mairie des HOUCHES.

ARTICLE 8

Le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente autorisation au recueil des actes administratifs. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R421-2 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le présent arrêté est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 9

MM. le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes de la vallée de Chamonix Mont-Blanc, le maire de la commune des HOUCHES, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de BONNEVILLE
- Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, unité territoriale des deux Savoie,
- M. le président du conseil général, direction des routes,
- M. le délégué territorial Savoie-Haute-Savoie de l'agence régionale de santé,

Le préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Christophe Noël du Payrat

O M. RIVIERA
C E LEVALLOIS

PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Arrivé le
- 2 JUIL. 2024
CCVCMB

Pôle Administratif des Installations classées

Pôle Administratif des Installations classées

Annecy, le - 1 JUIL. 2024

Le Préfet de la Haute-Savoie

Affaire suivie par : C. DELL'OSTE
Tel : 04 50 08 09 25
Mél : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr

Ref : ICPE-

Vu → retour E. Levallois pour archivage

Monsieur le Président,

Vous voudrez bien trouver ci-joint une copie de l'arrêté préfectoral en date de ce jour prolongeant votre autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes située sur le territoire de la commune des HOUCHES, au lieu-dit « route du Nant Jorlant ».

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

David-Anthony DELAVOËT

Monsieur le Président de la
Communauté de communes de la
Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
Régie Intercommunale Chamonix Propreté
38 place de l'Église
BP170
74405 CHAMONIX Mont-Blanc Cedex

Adresse postale : 3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY
Tel : 04 50 08 09 25
Mél : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr
http://www.haute-savoie.gouv.fr/

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref** depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : **Relation générale avec les usagers** & **Communication d'urgence en cas d'événement majeur**

COPIE

PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Le 1er juillet 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2024-0047 du 1er juillet 2024
portant prolongation de l'activité de l'installation de stockage de déchets inertes située sur le territoire de la commune des Houches exploitée par la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc

VU le code de l'environnement, et ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-2347 du 18 octobre 2006 autorisant la commune de Chamonix-Mont-Blanc à exploiter une installation de stockage de déchets inertes au lieu-dit « route du Nant Jorlant » sur le territoire de la commune des Houches ;

Adresse :
3 rue Paul Guiton
74000 ANNECY
Tel : 04 50 08 09 25
Mél : ddpp-paic@haute-savoie.gouv.fr
http://www.haute-savoie.gouv.fr/

Préfecture labellisée **Qual-e-Pref** depuis le 18 décembre 2019.
Modules 1 et 7 : **Relation générale avec les usagers** & **Communication d'urgence en cas d'événement majeur**

VU l'arrêté préfectoral n°2014076-0020 du 17 mars 2014 portant modification et prolongation de l'autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes par la communauté de communes de la vallée de Chamonix-Mont-Blanc, régie intercommunale Chamonix-Propreté ;

VU le dossier de demande de prolongation reçu le 5 juin 2024 ;

VU le rapport et les propositions en date du 21 juin 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur et transmis par courriel du 21 juin 2024 conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence d' observation de l'exploitant formulé par courriel en date du 25 juin 2024 ;

CONSIDÉRANT que la demande concerne la prolongation de l'activité de deux ans en application de l'article R 181-49 du code de l'environnement. ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation de l'installation s'est faite à un rythme inférieur à celui prévu dans le dossier initial engendrant des nuisances et un impact moindre par rapport à ce qui avait était prévu ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation réelles sont restées inférieures au volume annuel autorisé par l'arrêté préfectoral, qu'une part importante du volume autorisé en remblaiement n'a pas été comblée à ce jour ;

CONSIDÉRANT que la demande :

- ne concerne pas de nouvelles rubriques ;
- ne modifie pas le périmètre autorisé ;
- n'augmente pas la quantité de déchets acceptés ;
- ne modifie pas la méthode d'exploitation ;
- ne modifie pas le rythme moyen d'exploitation ;
- n'impacte pas le trafic-poids-lourds ;
- ne modifie pas l'usage futur du site ;
- n'engendre pas de défrichement ;
- n'engendre aucun impact supplémentaire pour la faune et la flore ;
- ne modifie pas les rejets ou la production de déchets ;
- n'impacte pas la ressource en eau ;
- ne modifie pas les émissions sonores, de vibrations, de poussières ;
- n'induit pas un risque nouveau pour la santé, il n'y a pas de captage AEP à proximité ;
- n'engendre pas de nouvelles nuisances ;
- prolonge la durée d'exploitation de 2 ans et induit une poursuite des nuisances actuelles sur cette période.

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Haute-Savoie ;

Courrier DOTELEC N°20831 - Numérisé le : 12/07/2024

ARRÊTE

Article 1er : Les prescriptions du premier alinéa de l'article 2 de l'arrêté n°2014076-0020 du 17 mars 2014 sont modifiées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'autorisation est accordée jusqu'au 28 février 2026.»

Article 2: Modalités d'exécution, voies de recours

Article 2.1 Frais :
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 Délais et voie de recours :

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc – Régie intercommunale Chamonix-Propreté dont le siège social est situé au 38 place de l'Église - BP170 - 74405 CHAMONIX Mont-Blanc Cedex.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Grenoble :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site internet www.telerecours.fr.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

Article 3.3 Publicité :

En vue de l'information des tiers :

• une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune des Houches et peut y être consultée,

Courrier DOTELEC N°20831 - Numérisé le : 12/07/2024

• un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune des Houches pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,

• le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.4 Exécution :

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire des Houches.

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

David-Anthony DELAVOËT

Courrier DOTELEC N°20831 - Numérisé le : 12/07/2024

PLU

Commune des Houches

4. Règlement écrit

DPMEC n°3 -

Pour information préalable du conseil municipal des Houches du 05 juin 2026

Elaboration du PLU	19 décembre 2017
Modification n°1 du PLU	04 avril 2024
DPMEC n°3	

TITRE 1 :

Dispositions juridiques, définitions et glossaire

ARTICLE 1 – PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la commune des Houches. Le document devra être conforme aux législations en vigueur.

ARTICLE 2 – DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Les dispositions de l'article R. 151-28 ne sont pas applicables au présent PLU.

Délimitation des différentes zones :

Les différentes zones délimitées par les documents graphiques du règlement, pour lesquelles un règlement spécifique s'applique, sont :

Les zones urbaines, dites "U"
Ces zones font l'objet des articles du titre II. Elles comprennent les zones et secteurs UA / UB / UC / UM / UT / UX.

Les zones à urbaniser, dites "AU"
Ces zones font l'objet des articles du titre III. Elles comprennent les zones et secteurs suivants :
2AU : zone d'urbanisation stricte, ouverture à l'urbanisation conditionnée par modification ou révision du PLU
1AU : ouverture à l'urbanisation par opération d'aménagement ou au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'équipement interne au secteur.

Les zones agricoles, dites "A"
Ces zones font l'objet des articles du titre IV. Elles comprennent les zones et secteurs A / As.

Les zones naturelles et forestières, dites "N".
Ces zones font l'objet des articles du titre V. Elles comprennent les zones et secteurs N / Nh /Nx / Nl / Nt/ Npe.

Mention des dispositions relevant des articles R.151-28 et suivants mises en œuvre.
Le PLU définit également :

- Des secteurs où les nécessités de la préservation des ressources naturelles et l'existence de risques naturels justifient que soient interdites ou soumises à conditions les constructions de toute nature, permanentes ou non, les dépôts, les affouillements, les forages et les exhaussements des sols.
- Les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts. L'emplacement réservé est délimité sur le plan et repéré par un numéro. Sa destination, sa superficie et son bénéficiaire font l'objet d'une liste figurant au document graphique.
- Les éléments de paysage, les quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre culturel, historique ou

écologique, et notamment les secteurs dans lesquels la démolition des immeubles est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir.

- Dans les zones A, les bâtiments agricoles qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination, dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'exploitation agricole et qu'ils sont identifiés au plan de zonage.

ARTICLE 3 – DEFINITIONS

Changement de destination : la qualification de changement de destination s'apprécie au regard de l'article R 123-9 du code de l'urbanisme.

Terrain : Un terrain est une propriété foncière d'un seul tenant, composé d'une parcelle ou d'un ensemble de parcelles mitoyennes appartenant à un même propriétaire.

Habitation : Cette destination comprend tous les logements, y compris les logements de fonction, les gîtes ruraux et les chambres d'hôte.

Logement locatif social : Les logements locatifs sociaux sont ceux qui sont définis à l'article L.302-5 du Code de la construction et de l'habitation, incluant les centres d'hébergement et de réinsertion sociale.

Hébergement hôtelier : Cette destination comprend les établissements commerciaux d'hébergement classés de type hôtels, gîtes d'étape et de séjours, résidences de tourisme, gîtes d'enfants et les centres de vacances quand ils comportent le minimum d'espaces propres aux hôtels (accueil, restaurant, blanchisserie) et que l'hébergement est temporaire.

Commerces : Cette destination comprend les locaux affectés à la vente de produits ou de services et accessibles à la clientèle, et leurs annexes (à l'exception des locaux relevant de la destination artisanat définie ci-après).

Bureaux : Cette destination comprend les locaux et annexes dépendant d'organismes publics ou privés ou de personnes physiques et où sont exercées principalement des fonctions telles que direction, gestion, études, conception, informatique, recherche et développement.

Artisanat : Cette destination comprend les locaux et leurs annexes où sont exercées des activités de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat.

Industrie : Cette destination comprend les locaux principalement affectés à la fabrication industrielle de produits.

Entrepôt : Cette destination comprend les locaux d'entreposage et de reconditionnement de produits ou de matériaux.
Sont assimilés à cette destination tous locaux d'entreposage liés à une activité industrielle, commerciale ou artisanale lorsque leur taille représente plus de 1/3 de la surface de plancher totale, et de façon plus générale tous locaux recevant de la marchandise ou des matériaux non destinés à la vente aux particuliers dans lesdits locaux.

Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif :
Elles recouvrent les destinations correspondant aux catégories suivantes :

- les locaux affectés aux services publics municipaux, départementaux, régionaux ou nationaux destinés principalement à l'accueil du public ;
- les constructions et installations techniques nécessaires au fonctionnement des services de secours, de lutte contre l'incendie et de police (sécurité, circulation...) ;
- les crèches et haltes garderies ;
- les établissements d'enseignement maternel, primaire et secondaire ;
- les établissements de santé : dispensaires, centres de court et moyen séjour, résidences médicalisées... ;
- les établissements d'action sociale ;
- les résidences sociales ;
- les établissements culturels et les salles de spectacle spécialement aménagées de façon permanente pour y donner des concerts, des spectacles de variétés ou des représentations d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique ;
- les établissements sportifs à caractère non commercial ;
- les lieux de culte ;
- les parcs d'exposition ;
- les bâtiments ou installations techniques conçus spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains ;
- les locaux destinés à héberger des entreprises dans le cadre d'une politique de soutien à l'emploi (hôtels d'activité, pépinières, incubateurs).
- …

Annexe : Construction dissociée d'au minimum 2,00 m du corps principal d'un bâtiment, mais constituant, sur un même tènement foncier, un complément fonctionnel à celui-ci (abri de jardin, remise, …). L'annexe ne peut avoir un usage de logement permanent ou temporaire.
Les annexes sont limitées à :

- 2 constructions isolées par tènement existantes ou à créer.
- Une hauteur maximum de 3,50m si elles sont implantées dans la bande de prospect précisé en article 7
- Une emprise au sol de 30 m² pour celles à usage de stationnement et 15m² maximum pour les autres annexes.

Extension : Toute construction accolée à la construction principale est une extension et sera soumise aux mêmes règles que celle-ci.
L'aménagement des garages en pièces de vie sera considéré comme une extension.

Garage : Sont considérés comme garages les locaux servant d'abri aux véhicules. La surface d'un garage doit être adaptée au nombre de logements associés et son usage doit être strictement lié au stationnement des véhicules.

Surface de plancher : La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :
1° Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
2° Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
3° Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
4° Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
5° Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;

6° Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
7° Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
8° D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Marge de recul : La marge de recul est un retrait par rapport à l'emprise publique, qui se substitue audit alignement pour l'application des règles d'implantation par rapport aux voies. La construction doit être implantée à une distance au moins égale à x mètres, mesurée à partir du nu extérieur des murs. Elle peut être édifiée soit en respectant ce recul minimum, soit au-delà. Ce recul (ou distance) ne s'applique pas aux débords de toitures, balcons auvents et escaliers jusqu'à 1,40m.

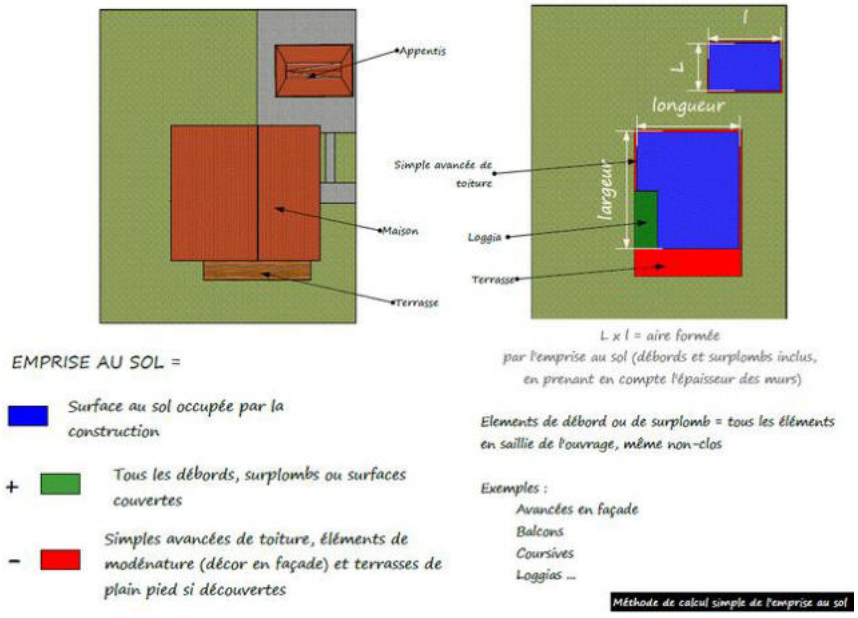
Retrait d'implantation : Le retrait obligatoire d'implantation délimite une zone non aedificandi à l'intérieure de laquelle aucune construction ne peut être implantée.

Voie de desserte : En lien avec l'article R151-47 du code de l'urbanisme, voie conçue pour permettre la circulation locale et desservir les propriétés riveraines.

Place de stationnement : Une place de stationnement correspond à 2,5 x 5m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3 x 6 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

Espaces libres (article 13) : Sauf spécification contraire, cette expression désigne les espaces hors voie, libres de constructions en élévation, et exclut les surfaces surplombées par des éléments de construction.

Emprise au sol d'une construction : Projection verticale du volume au sol, débords et surplombs inclus, à l'exception de la modérature et des simples débords de toiture.



ARTICLE 4 – PERMIS DE DEMOLIR

Un permis de démolir doit être déposé pour les travaux :

- Démolissant ou rendant inutilisable tout ou partie d'un élément patrimonial (fours à pains, mazot traditionnel…).
- Démolissant ou rendant inutilisable tout ou partie d'une ferme traditionnelle ou bâtiment atypique, identifiés au plan de zonage

ARTICLE 5 – PRISE EN COMPTE DES CANALISATIONS DE GAZ

Dans les secteurs situés dans la zone d'implantation d'ouvrages de transport de gaz naturel annexée au présent règlement :

- toute intervention doit donner lieu à une consultation préalable des services de GRDF,
- **dans la Servitude SUP1,** correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement:

  La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement. L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.
- **Dans la Servitude SUP2,** correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement:

  L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.
- **Dans la Servitude SUP3,** correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement:

  L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

ARTICLE 6 : RAPPEL DES PRINCIPES DE RECIPROCITE AGRICOLE : ARTICLE L111-3 DU CODE RURAL

Le principe de réciprocité des règles de recul entre habitat et exploitation agricole a pour but d'éviter une remise en cause des sites d'implantation ou de développement des exploitations agricoles (bâtiments d'élevage en particulier) par un rapprochement de l'urbanisation.

Le principe de réciprocité impose le respect des mêmes distances pour les tiers vis-à-vis des constructions agricoles.

ARTICLE 7 – GLOSSAIRE

ABF : Architecte des Bâtiments de France
BBC : Bâtiment Basse Consommation
CAUE : Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement
CDPENAF : Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers
CES : Coefficient d'Emprise au Sol
CU : Code de l'Urbanisme
DP : Déclaration Préalable
DPU : Droit de Préemption Urbain
DUP : Déclaration d'Utilité Publique
EBC : Espaces Boisés Classés
ER : Emplacement Réservé
ERP : Etablissement Recevant du Public
ICPE : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
IGH : Immeuble de Grande Hauteur
Loi ENE : Loi Engagement National pour l'Environnement
Loi ENL : Loi Engagement National pour le Logement
Loi SRU : Loi Solidarité et Renouvellement Urbain
Loi UH : Loi Urbanisme et Habitat
OAP : Orientation d'Aménagement et de Programmation
PA : Permis d'Aménager
PADD : Projet d'Aménagement et de Développement Durables
PC : Permis de Construire
PD : Permis de Démolir
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PLUI : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
PPA : Personnes Publiques Associées
POS : Plan d'Occupation des Sols
PPR : Plan de Prévention des Risques
PUP : Projet Urbain Participatif / Projet Urbain Partenarial
RAP : Redevance d'Archéologie Préventive
SAU : Surface Agricole Utile
SCOT : Schéma de COhérence Territoriale
SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SP : Surface de Plancher
SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif
SRCE : Schéma Régional de Cohérence Ecologique
TA : Taxe d'Aménagement
TVB : Trame Verte et Bleue
TN : Terrain Naturel
TE : Terrain Excavé

TITRE 2 :

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE URBAINE

UA –ZONE URBAINE DE CENTRALITE

UB– SECTEUR DE DENSIFICATION

UC– ZONE URBAINE A DENSITE FAIBLE

UM – ZONE URBAINE DE HAMEAU

UT– ZONE URBAINE MIXTE A VOCATION TOURISTIQUE

UX – ZONE URBAINE DEDIEE AUX ACTIVITES ECONOMIQUES

UEQ– ZONE URBAINE D'EQUIPEMENT ET DE SERVCIES PUBLICS

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UA

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE UA 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

1- La création d'activités soumises à autorisation et à déclaration en application de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception de celles nécessaires à la vie du quartier et décrites à l'article UA 2.

2- Les nouvelles constructions agricoles à l'exception de celles nécessaires au fonctionnement d'une exploitation existante et décrites à l'article UA 2.

3- L'exploitation forestière

4- La fonction d'entrepôt

5- L'industrie

6- Les hébergements hôteliers sans préjudice des hébergements hôteliers existants mentionnés à l'article UA2

7- L'artisanat et le commerce ne répondant pas aux conditions fixées à l'article UA2

8- Les ouvertures et exploitations de carrières

9- L'aménagement de terrains destinés à toute forme de camping, caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs (P.R.L.), les habitations légères de loisirs et hébergements « insolites ».

10- Les travaux, installations et aménagements :
- Les aires de dépôt de véhicules, neufs et d'occasion, en plein-air dans l'attente ou non de leur commercialisation, susceptibles de contenir plus de 10 unités.
- Les garages collectifs de caravanes
- Les terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés
- Les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- Les affouillements ou exhaussements de sol non nécessaires à des travaux de construction ou des aménagements d'une construction ou des aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone

11- – Le changement de destination des hôtels situés dans un fuseau de 50,00 m de part et d'autre de la route départementale des Chavants à Taconnaz, excepté dans la zone Ua du chef-lieu.

12- - Le changement de destination des bâtiments atypiques identifiés au plan de zonage

ARTICLE UA 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – au commerce appartenant à la catégorie des installations classées pour la protection de l'environnement dans la mesure où :

- elles ont un rôle fondamental dans la vie et dans les commodités quotidiennes des habitants,
- elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de générer une atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique

2.1.2 – à l'artisanat et au commerce à condition que la surface de plancher n'excède pas 300m² et que par la fréquentation induite et leur nature, elles ne génèrent aucune générer atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

2.1.3 – aux annexes des habitations dans la limite de deux annexes maximum (existantes ou à créer) par construction principale, implantées sur le tènement foncier où est édifiée la construction principale.

2.1.4 - aux garages collectifs de véhicules particuliers indépendants d'une opération d'habitation à condition qu'il y ait une entrée unique par opération et que le projet soit accompagné d'une étude d'insertion paysagère (topographie, aspect,…) justifiant de son insertion dans le site.

2.1.5 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.2 –Travaux sur le bâti existant

2.2.1 - Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, toute autorisation de construire le concernant ne peut être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

2.2.2 – Pour les hébergements hôteliers existants, les extensions, annexes et mises aux normes sont autorisées selon les mêmes règles que pour les constructions d'habitat.

2.2.3 – A l'exception des interdictions de l'article 1, le changement de destination est autorisé à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, ni insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux biens et aux personnes, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.

2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,

- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.5 – Travaux sur les éléments patrimoniaux « bâtiment atypique, ferme traditionnelle… » repérés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme :

2.5.1 – Le changement de destination et la restauration dans le volume existant des bâtiments identifiés au plan dont le bâtiment atypique, sont autorisés, lorsque le résultat a pour conséquence la conservation du patrimoine architectural local, et sous réserve de réseaux suffisants, quelle que soit la superficie du terrain d'assiette.

2.5.2 –L'aspect général de la construction (volume, hauteur, implantation) doit être préservé. Les travaux envisagés ne doivent pas avoir pour effet de modifier profondément la construction et doivent être compatibles avec les articles UA10 et UA11.

2.5.3 - Toute démolition de ces édifices est proscrite, le cas échéant un projet de démolition est subordonné à la délivrance d'un permis de démolir.

2.5.4 - En cas de démolition totale pour des motifs technique (peu de fondations, mauvais état de la maçonnerie…), une reconstruction à l'identique (même volume, même type d'architecture) devra être mise en œuvre

2.5.5 - Les équipements liés aux énergies renouvelables devront être dissimulés depuis la voie publique

2.5.6 – Le patrimoine local est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur.

2.6- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.7- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

2.8 – Secteur faisant l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation

2.8.1 – Pour les secteurs identifiés au plan de zonage, les aménagements et constructions devront être réalisés en compatibilité avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de chacune des zones.

2.8.2 - Le secteur de « Saint-Antoine Le Bourgeat » fait l'objet d'un périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du code de l'urbanisme. L'opération comprendra au minimum 25% de logements sociaux, en accession et/ou location, représentant minimum 20% de la surface de plancher.

2.9 Obligation de mixité sociale

2.9.1 Cas des lotissements

Opération de lotissement (permis d'aménager, déclaration préalable) à destination de logements :

- S'il y a cinq lots ou plus, alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale
- si un ou plusieurs lots comportent 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors les lots concernés comporteront au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher du/des lot/s concerné/s
- S'il y a cinq lots ou plus et si un ou plusieurs lots comporte/nt 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale.

2.9.2 Cas des constructions de logements neufs sous forme collective ou intermédiaire (plusieurs logements sans espaces communs)

Programme de logements neufs (permis de construire, permis de construire valant division) sous forme intermédiaire (logement intermédiaire : plusieurs logements sans espaces commun) ou collective :

- tout programme créant 6 logements ou plus **OU** 720 m² ou plus de surface de plancher comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher.

2.9.3 Cas des évolutions du bâti existant

Programme de logement par évolution du bâti existant (changement de destination, extension, démolition – reconstruction) :

- Toute évolution d'un bâti existant créant de la surface de plancher à destination du logement, comportera minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, dès lors que le projet compte 6 logements ou plus **ET** que la surface totale est égale ou supérieure à 720 m². La surface totale étant constituée de la surface de plancher existante (logement) + la surface de plancher créée par le changement de destination et/ou la SP créée par extension, démolition - reconstruction.

L'ensemble des règles de ce point 2.9 s'applique à tout mouvement ou enchainement de mouvements immobiliers : acquisition, vente, succession, division foncière ou succession de divisions foncières ("primaires" (1) et autres), construction, ..., qui a pour objet ou aura pour effet, depuis l'entrée en vigueur des dispositions du présent article (approbation de la modification n°1), de créer des logements. Cette mesure s'applique également aux opérations de lotissement (PA et DP) ainsi qu'aux PC valant division.

(1) Division primaire : Division en propriété ou en jouissance effectuée par un propriétaire au profit de personnes qui ont obtenu un permis de construire ou d'aménager portant sur la création d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle. La division doit intervenir après la délivrance du permis de construire, de préférence, définitif.

ARTICLE UA 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 5 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.1.4 - Pour les groupes de garages individuels, un seul accès sur la voie publique est autorisé.

3.1.5 – Les accès particuliers de voitures doivent disposer d'une plateforme d'attente hors voirie et librement accessible, de moins de 5% de pente et d'une profondeur d'au moins 5,00 m.

3.1.6 - Pour tout stationnement, fermé ou non, les accès ayant une pente supérieure à 12% sont interdits.

3.1.7- En cas d'impossibilité, un stationnement longitudinal (parallèle à la voirie) pourra être autorisé s'il permet l'inscription d'un trapèze de 10,00x5,00x2,50m par véhicule.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 4,50 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE UA 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau, zones humides, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.2.3 – Eaux de piscine

Les eaux de filtre des piscines doivent être raccordées au réseau d'eaux usées, ou à défaut dirigées vers un dispositif d'assainissement non collectif.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

4.3- Réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

4.4- Déchets ménagers

En accord avec le service gestionnaire, toute opération d'aménagement ou tout permis concernant plusieurs logements destinés à l'habitat ou à l'hébergement touristique peut se voir imposer un emplacement adapté (emprise et localisation) pour recevoir les installations nécessaires à la collecte et au tri sélectif des déchets ménagers.

ARTICLE UA 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

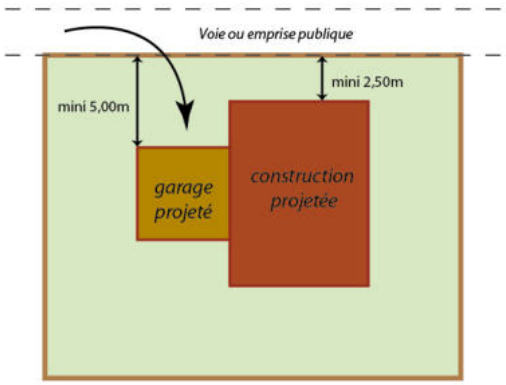
6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 2,50 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

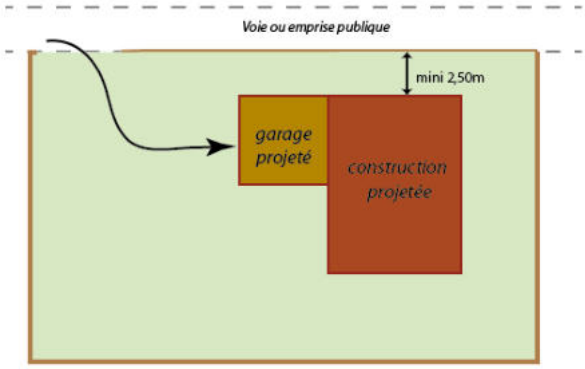
6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 5,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 2,50 m.



ou



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra être transmise.

6.1.6 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

6.2.1 – Afin de permettre une isolation par l'extérieur de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de recul par rapport aux emprises des voies ouvertes à la circulation publique, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

6.2. 2 – Autres cas

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- pour les équipements publics et constructions d'intérêt collectif.
- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas de constructions implantées sous le terrain naturel.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

ARTICLE UA 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

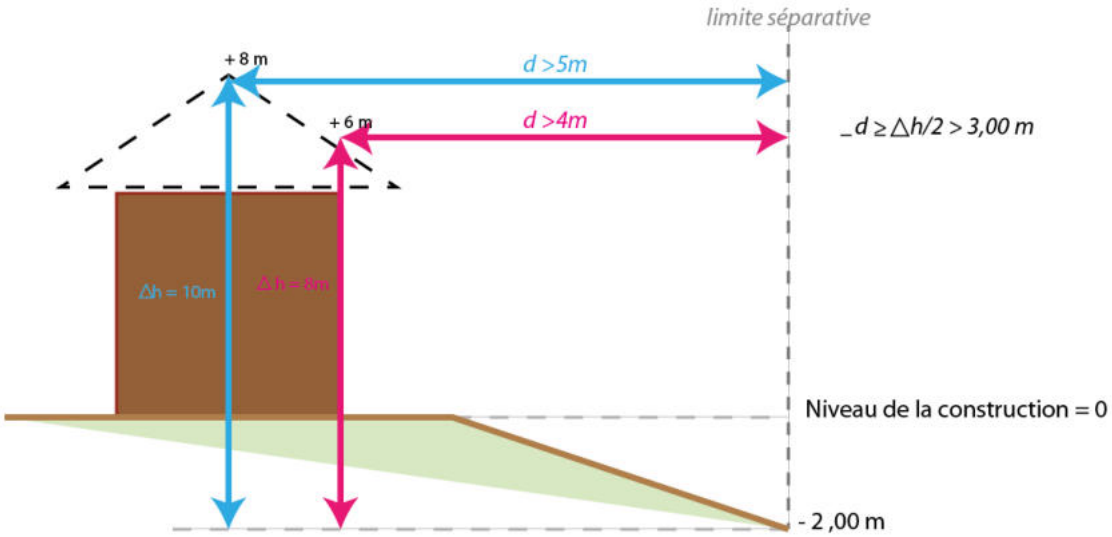
Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

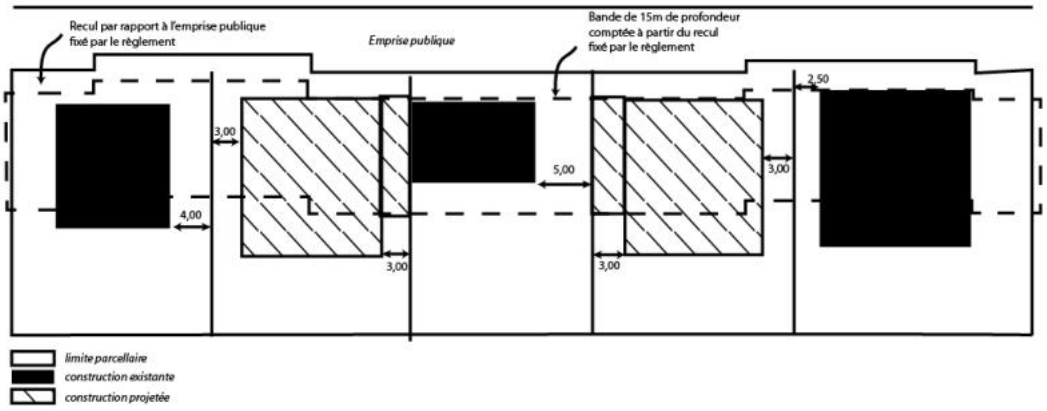
7.1.1 – Dans une bande d'une profondeur de 15,00 m comptée à partir du recul de 2,50 m fixé par l'article 6, de part et d'autre de la route départementale les bâtiments peuvent être implantés sur la limite de propriété, dans la mesure où la parcelle voisine :

- Supporte un bâtiment déjà implanté en limite,
- Supporte un bâtiment éloigné de 5,00 m au moins de tout point du bâtiment à édifier,
- Ne supporte aucun bâtiment.

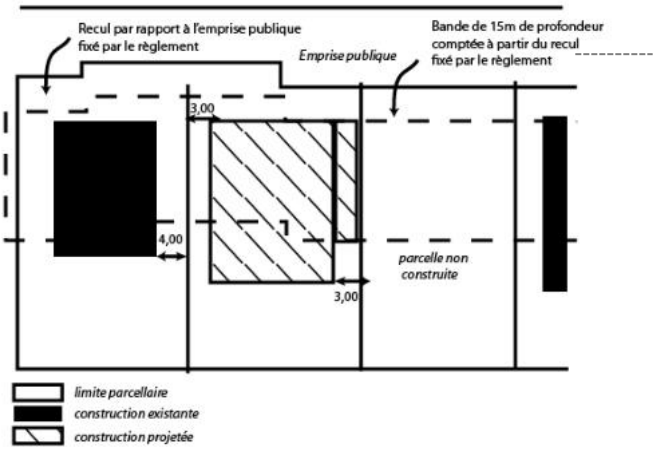
En cas d'implantation en retrait, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 m.



7.1.2 – Au-delà de la bande d'une profondeur de 15,00 m comptée à partir du recul de 2,50 m fixé par l'article 6, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



Croquis explicatif des différents cas de figures

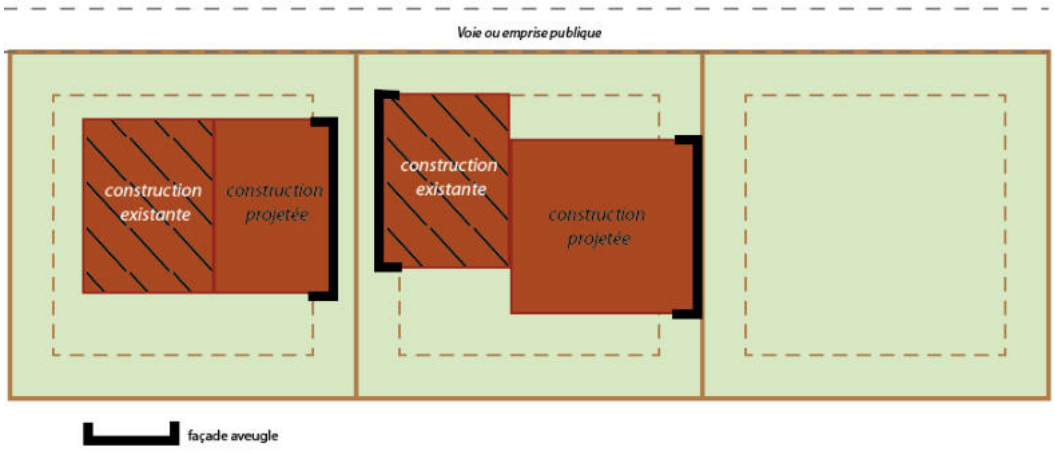


Croquis explicatif des différents cas de figures

7.1.3 - Dans les lotissements et permis valant division, ce recul s'appliquera au périmètre de chaque lot

7.1.4 – Hormis dans les lotissements, une implantation du bâtiment sera possible en limite séparative ou dans la bande de prospect des constructions si :

- la façade du bâtiment existant implantée sur la parcelle limitrophe dans la bande de prospect exprimée ci-dessus est aveugle
- le terrain voisin est nu et la façade du bâtiment projeté est aveugle



7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

7.2.2 – Les annexes pourront être implantées dans la bande de prospect à condition que :

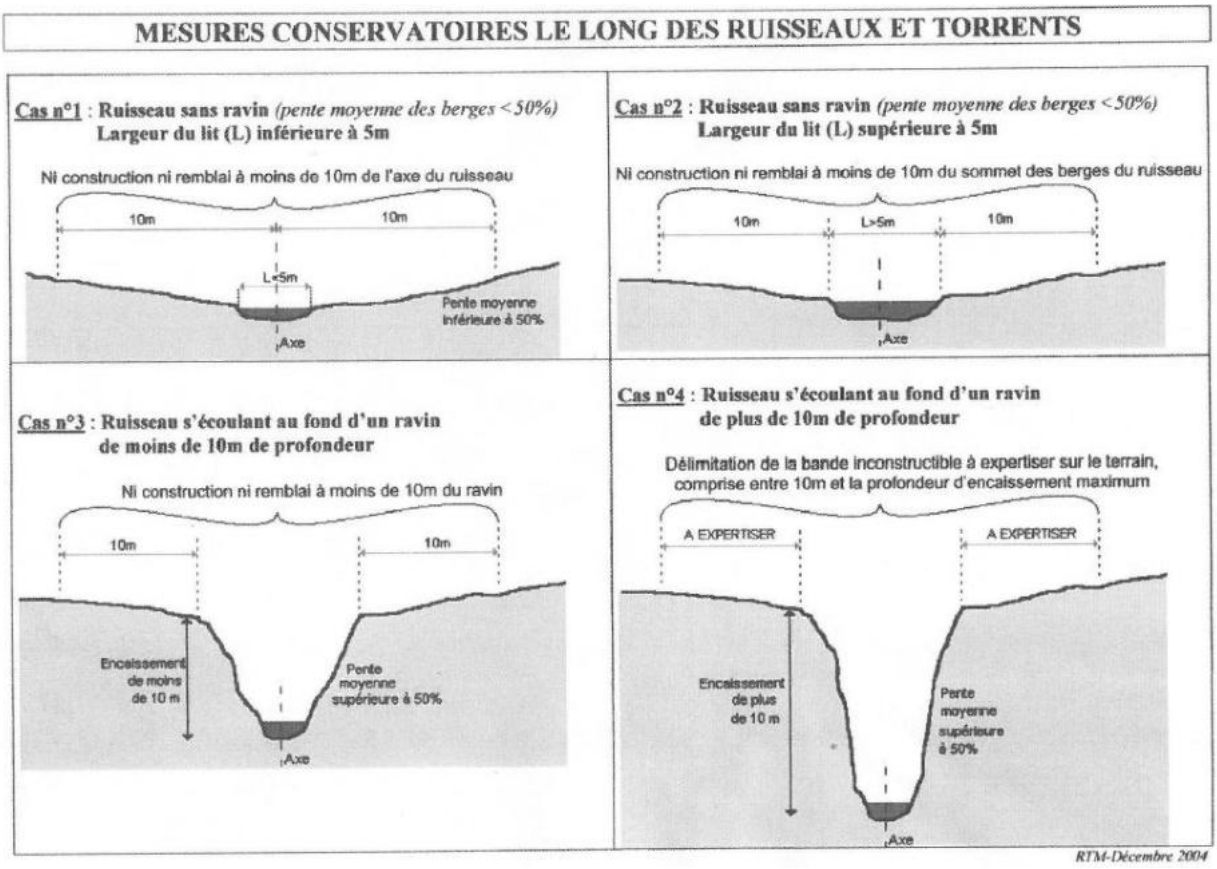
- leur emprise au sol soit limitée à 30m² pour celles à usage de stationnements et 15m² pour les autres,
- Leur hauteur n'excède pas 3,50m au plus défavorable (au terrain naturel TN ou au terrain excavé TE),
- La longueur de façade(s) la plus proche de la limite séparative n'excède pas 6,00m cumulés,
- Elles ne présentent pas d'ouverture sur la façade située en limite de propriété (exception faite pour les abris ouverts).

7.2.3 – Les piscines respecteront un recul minimal de 3,00m.

7.2.4 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 m au faîtage.

7.2.5 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de prospect, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

7.2.6 – Hors zone d'étude du PPR , les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE UA 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.0 – Les débords de toiture jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, balcons, auvents et escaliers ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

8.1 - L'implantation des bâtiments, les uns par rapport aux autres, doit respecter un recul qui soit au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus haut au plus défavorable, sans être inférieur à 3,00 m.

8.2 - L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE UA 9 : EMPRISE AU SOL

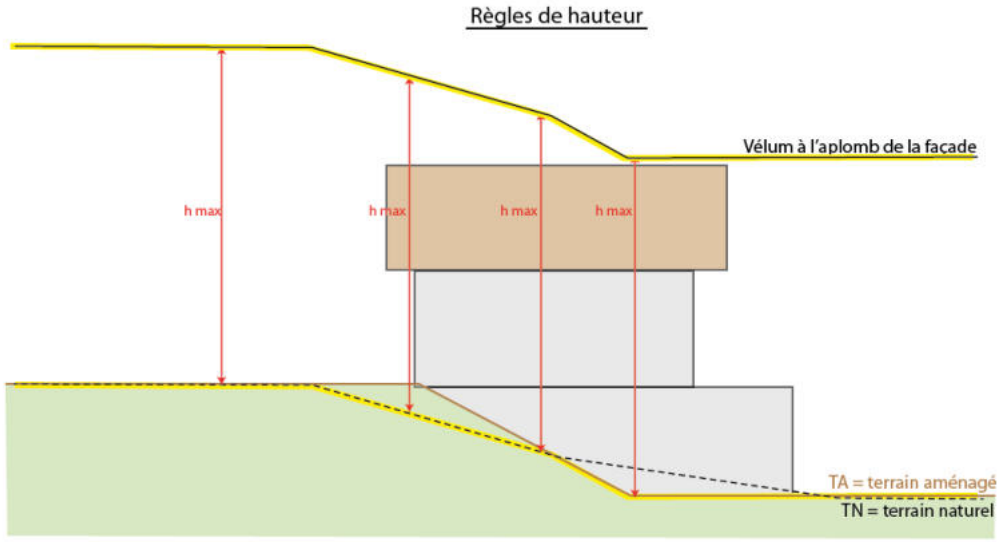
Non réglementé, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR.

ARTICLE UA 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

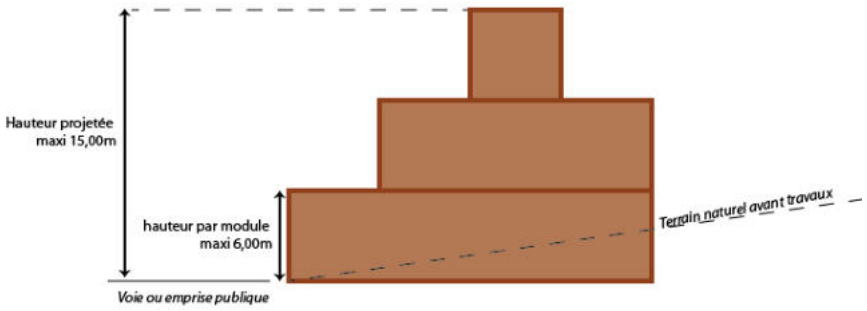


Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 – Dans un fuseau de 20,00 m de part et d'autre de l'emprise de la route départementale et au centre bourg. Cette règle ne s'applique pas pour les extensions de faible emprise au sol.

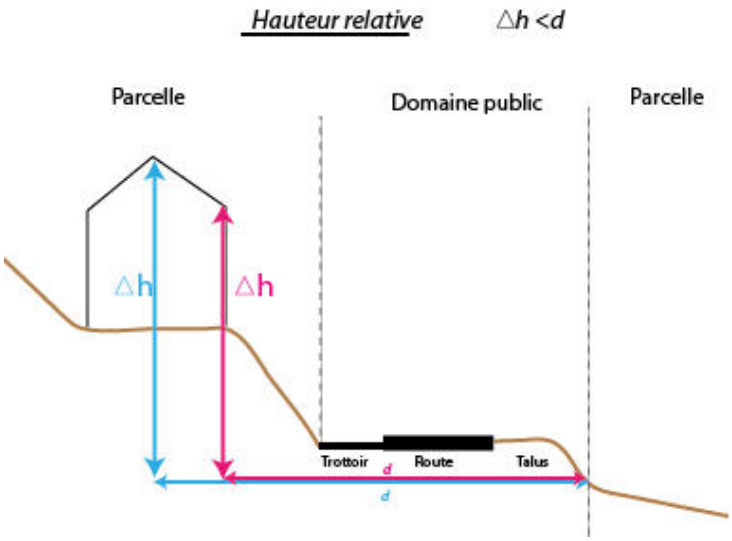
- La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 15,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.
- Dans le périmètre concerné par l'OAP n°5 – Saint Antoine Le Bourgeat, la hauteur maximale des bâtiments est fixée à 10,00 m selon les termes définis à l'article 10.0
- Cette hauteur ne sera jamais perçue d'un seul tenant. Le volume du bâtiment devra prévoir une intégration en gradation dans la pente de type « cascade » composé de plusieurs modules.
- La hauteur maximale du premier module n'excédera pas 6,00 m.



10.1.2 – Pour les autres secteurs de la zone UA

La hauteur maximale des constructions est fixée à 12,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Pour les bâtiments repérés au plan de zonage au titre de l'article L.151-19 (fermes traditionnelles et constructions atypiques), le volume initial sera respecté. En cas de travaux permettant de restaurer l'aspect initial de l'édifice (établi sur une base documentaire), une hauteur différente pourra être admise.

10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.3 – Dans toutes les zones Ua, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.4 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,5 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.5 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3,00 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.6 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE UA 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- - les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.
- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les aires de stockage ne sont pas admises.

11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont interdits.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,
- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.2.3 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.2.4 – Concernant les copropriétés, les changements d'aspect des façades (menuiseries, teintes, ouvertures, bardages,…) doivent faire l'objet d'une réflexion d'ensemble.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.4 – Bâtiment protégé, élément particulier protégé et identifié au plan de zonage au titre de l'article L.151-19

Toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes du bâtiment existant seront respectés et non modifiés, l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,

- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine, en cas de réfection,
- les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.

11.4.1 – Façades

Il sera utilisés des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction ; ils seront légèrement lissés ou grattés. Ils ne laisseront pas apparaître de pierres autres que les pierres d'angles ou d'encadrement

Les volets seront à battants dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades. La conservation ou l'installation de volets à battants pourra être imposée.

En cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature (nombre de vantaux, présence ou non de petits bois…) devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois par exemple). L'emploi de l'aluminium de teinte naturelle, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.

Les terrasses, sauf celles de plain-pied sont interdites.

Les garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie.

11.4.2 – Toitures

Les volumes de toit seront respectés. Les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine : matériaux de teinte brun rouge ou de teinte grise (aspect ardoise de pays).

Les fenêtres de toits et les verrières sont autorisées dans la mesure où elles ne dénaturent pas la typologie initiale du bâtiment.

Les lucarnes seront proscrites mais pourront faire l'objet d'une réflexion d'ensemble si elles respectent l'architecture traditionnelle et les typologies locales.

En cas d'isolation par surépaisseur de la toiture, toutes les dispositions seront prises pour conserver l'épaisseur initiale des rives

11.5 – Aspect des clôtures

11.5.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.

En bordure d'emprise publique et en limite séparative des parcelles constructibles:

- elles seront constituées par des grillages, des grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie, comportant ou non un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,50 m. Dans le cas de grillages elles seront dissimulées par des haies végétales.
- La structure des vides et des pleins doit permettre de laisser passer la vue, sinon la clôture n'est pas considérée comme à claire-voie.
- hauteur maximale totale = 1,20 m en limite de voie et emprise publique

- hauteur maximale totale = 1,50 m en limite séparative.

En limite des espaces naturels, elles seront constituées de fils métalliques linéaires ou de grillage teinte neutre ou en travers bois, l'ensemble ne dépassant pas une hauteur maximale de 1,20 m.

Pour les haies en limite séparative, conformément au code civil, il est demandé un recul minimum de 0,50 m par rapport à la limite de propriété pour les plantations mesurant moins de 2,00 m de haut, et au minimum 2 m pour les plantations d'une hauteur supérieure à 2,00 m. Pour réduire l'effet rectiligne engendré par les haies continues, des percées visuelles seront créées.

11.5.2 – En cas de terrain pentu

Lorsque la clôture est située sur un mur de soutènement, la hauteur sera limitée à 1,20 m maxi au-dessus de l'ouvrage.

11.5.3 – Cas particuliers

- Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.
- Les murs et murets existants, en pierres sèches ou à joints, doivent être conservés dans leur intégralité (hauteur et aspect), et même reconstitués si besoin est, à l'exception des percements utiles à la création d'accès.
- Dans les secteurs de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables respectant les reculs mentionnées en art.6. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.6 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons.

ARTICLE UA 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes et créées et celles créant de nouvelles unités de logements ou d'activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.7 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.0.8 - Pour les garages collectifs et/ou en souterrain, il ne sera pas admis de séparation physique entre les stationnements (les box sont interdits).

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Constructions à usage d'habitation.

Dans le cas de réhabilitation en zone UA, les stationnements seront de préférence souterrain.

Pour les constructions neuves :

- Dans un fuseau de 20,00m de part et d'autre de la route départementale et dans l'ensemble de la zone Ua du centre bourg, les stationnements des logements collectifs à vocation d'habitat et d'hébergements touristiques doivent se faire en souterrain ou dans le volume de la construction principale.
- Dans les autres zones Ua, à minima 50% des stationnements devront être en souterrain ou intégrés dans le volume de la construction principale.

Pour l'ensemble des zones :

- un minimum de 1,5 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire
- 20% des places créés doivent être réservées aux visiteurs.

12.1.2 – Logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.

- 1 place de stationnement par logement, pour les logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.
- En cas de travaux de transformation ou d'amélioration, y compris s'ils s'accompagnent de création de Surface de plancher, l'obligation de réaliser des places de stationnement n'est pas applicable dans la limite d'un plafond fixé par décret du Conseil d'Etat.

12.1.3 – Commerces

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher affectée à la vente
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.4 – Bureaux et services

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.5 - Artisanat : Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.6 – Hébergement hôtelier et restaurant

- 1,5 places pour 2 chambres
- 1 place visiteur identifiée par tranche entamée de 20m² de surface de plancher affectée à la salle de restaurant pour les établissements ouverts aux publics extérieurs.

12.1.7 – Pour les constructions à usage de résidences de tourisme telles que définies par l'arrêté préfectoral du 04-06-2010, et pour les établissements de vacances à caractère social :

- 1,5 place par logement dont les 2/3 seront souterraines ou intégrées au bâtiment.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs, pouvant être de surface.

12.1.8 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.1.9 - Pour constructions identifiées au plan de zonage au titre du L151-19 du CU : 1 place de stationnement par logement.

12.1.10 – En cas de changement de destination de bâtiments en vue de créer des logements :

- 2 places par logement dont la moitié à minima seront intégrées au bâtiment existant ou réalisées en souterrain.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs

12.2 – Règles pour les cycles

12.2.1 – Constructions à usage d'habitation

Pour toute construction neuve ou tout ensemble de constructions générant plus de 400 m² de SP, il est exigé la réalisation de locaux pour le stationnement des cycles : 1 m² par tranche de 50 m² de SP.

Ces locaux doivent être accessibles, couverts et fermés.

12.2.2 – Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Pour toute construction neuve accueillant du public (ERP), il est exigé la réalisation d'aires de stationnement pour les cycles : 1 place pour 30 personnes accueillies.

12.3 – Dispositions complémentaires

12.3.1 - En cas d'implantation dans un parc public, l'obtention d'une concession à long terme est obligatoire ; l'acquisition de places dans un parc privé existant ou en cours de réalisation est possible. Toutefois, ces équipements devront être distants au plus de 200m. Une promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition devra être conclue.

12.3.2 - En cas d'impossibilité technique de réaliser tout ou partie des places de stationnement exigées sur le terrain de l'opération, l'implantation des places manquantes est admise sur un terrain situé à moins de 200 mètres ; le constructeur doit apporter la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places dans le délai de mise en service des constructions.

ARTICLE UA13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

13.2.1 - La surface d'espaces verts d'un seul tenant correspondra à minima à 15% de la superficie du tènement.

13.2.2 - Pour les ensembles de constructions de plus de 5 lots, les espaces verts devront être aménagés de manière à proposer des espaces de rencontre, des aires de loisirs, …

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

13.3.4 – En bordure de la RN 205, sauf dispositif anti-bruit existant, les alignements d'arbres seront maintenus ou restaurés.

ARTICLE UA 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE UA 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique. au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UB

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

Dans les périmètres archéologiques (portés en annexe du PLU), toute découverte faite fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doit immédiatement être signalée aux autorités compétentes - le maire de la commune, la gendarmerie ou le service régional de l'archéologie (DRAC Rhône Alpes), en application de l'article L.544-3 du code du patrimoine.

ARTICLE UB 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

1- La création d'activités soumises à autorisation et à déclaration en application de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception de celles nécessaires à la vie du quartier et décrites à l'article UB 2.

2- Les nouvelles constructions agricoles à l'exception de celles nécessaires au fonctionnement d'une exploitation existante et décrites à l'article UB 2.

3- L'exploitation forestière

4- La fonction d'entrepôt

5- L'industrie

6- L'artisanat et le commerce ne répondant pas aux conditions fixées à l'article UB2

7- Les hébergements hôteliers sans préjudice des hébergements hôteliers existants mentionnés à l'article UB2

8- Les ouvertures et exploitations de carrières

9- L'aménagement de terrains destinés à toute forme de camping, caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs (P.R.L.), les habitations légères de loisirs et hébergements « insolites ».

10- Les travaux, installations et aménagements :
- Les aires de dépôt de véhicules, neufs et d'occasion, en plein-air dans l'attente ou non de leur commercialisation, susceptibles de contenir plus de 10 unités.
- Les garages collectifs de caravanes
- Les terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés
- Les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- Les affouillements ou exhaussements de sol non nécessaires à des travaux de construction ou des aménagements d'une construction ou des aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone

11- – Le changement de destination des hôtels situés au chef-lieu ou dans un fuseau de 50,00 m de part et d'autre de la route départementale des Chavants à Taconnaz.

ARTICLE UB 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – au commerce appartenant à la catégorie des installations classées pour la protection de l'environnement dans la mesure où :

- elles ont un rôle fondamental dans la vie et dans les commodités quotidiennes des habitants,
- elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de générer une atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique

2.1.2 – à l'artisanat et au commerce à condition que la surface de plancher n'excède pas 300m² et que par la fréquentation induite et leur nature, elles ne génèrent aucune générer atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

2.1.3 – aux annexes dans la limite de deux annexes maximum (existantes ou à créer) par construction principale, implantées sur le tènement foncier où est édifiée la construction principale.

2.1.4 - aux garages collectifs de véhicules particuliers indépendants d'une opération d'habitation à condition qu'il y ait une entrée unique par opération et que le projet soit accompagné d'une étude d'insertion paysagère (topographie, aspect,…) justifiant de son insertion dans le site

2.1.5 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.1.6- Au sein du périmètre de mixité sociale identifié au plan de zonage, secteur du Lac, l'ensemble du programme sera destinée aux logements sociaux en location ou accession.

2.2 –Travaux sur le bâti existant

2.2.1 - Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, toute autorisation de construire le concernant ne peut être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

2.2.2 – Pour les bâtiments agricoles existants, seule est autorisée la mise aux normes.

2.2.3 – Pour les hébergements hôteliers existants, les extensions, annexes et mises aux normes sont autorisées selon les mêmes règles que pour les constructions d'habitat.

2.2.4 – A l'exception des interdictions de l'article 1, le changement de destination est autorisé à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, ni insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux biens et aux personnes, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.

2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.5 – Travaux sur les éléments patrimoniaux «bâtiment atypique, ferme traditionnelle… » repérés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme :

2.5.1 – Le changement de destination et la restauration dans le volume existant des bâtiments identifiés au plan dont le bâtiment atypique, sont autorisés, lorsque le résultat a pour conséquence la conservation du patrimoine architectural local, et sous réserve de réseaux suffisants, quelle que soit la superficie du terrain d'assiette.

2.5.2 –L'aspect général de la construction (volume, hauteur, implantation) doit être préservé. Les travaux envisagés ne doivent pas avoir pour effet de modifier profondément la construction et doivent être compatibles avec les articles UB10 et UB11.

2.5.3 - Toute démolition de ces édifices est proscrite, le cas échéant un projet de démolition est subordonné à la délivrance d'un permis de démolir.

2.5.4 - En cas de démolition totale pour des motifs technique (peu de fondations, mauvais état de la maçonnerie…), une reconstruction à l'identique (même volume, même type d'architecture) devra être mise en œuvre

2.5.5 - Les équipements liés aux énergies renouvelables devront être dissimulés depuis la voie publique

2.5.6 – Le patrimoine local est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur.

2.6- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.7- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

2.8- Prise en compte des captages d'eau potable

2.8.1 - A l'intérieur des périmètres des arrêtés préfectoraux de protection des captages n° DDAF-B/21-98 du 26/11/1998, les occupations et utilisations du sol autorisées sont strictement celles prévues par l'arrêté préfectoral et ses amendements.

2.8.2 - Dans le périmètre rapproché du captage de Clair-temps, les systèmes de géothermie sont interdits.

2.8.3 - Dans le périmètre éloigné du captage de Clair-temps, seul pourra être autorisé la géothermie horizontale.

2.9 – Secteur faisant l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation

2.9.1 – Pour les secteurs identifiés au plan de zonage, les aménagements et constructions devront être réalisée en compatibilité avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de chacune des zones.
2.9.2 – Le secteur de « La Georgeanne » fait l'objet d'un périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du code de l'urbanisme. Les obligations sont :

- La Georgeanne : la totalité du tènement fait l'objet d'un emplacement réservé à vocation sociale, 50% des logements envisagés par l'OAP seront en locatifs, les autres logements seront proposés en accession à la propriété

2.10 Obligation de mixité sociale

2.10.1 Cas des lotissements

Opération de lotissement (permis d'aménager, déclaration préalable) à destination de logements :

- S'il y a cinq lots ou plus, alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale
- si un ou plusieurs lots comportent 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors les lots concernés comporteront au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher du/des lot/s concerné/s
- S'il y a cinq lots ou plus et si un ou plusieurs lots comporte/nt 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale.

2.10.2 Cas des constructions de logements neufs sous forme collective ou intermédiaire (plusieurs logements sans espaces communs)

Programme de logements neufs (permis de construire, permis de construire valant division) sous forme intermédiaire (logement intermédiaire : plusieurs logements sans espaces commun) ou collective :

- tout programme créant 6 logements ou plus **OU** 720 m² ou plus de surface de plancher comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher.

2.10.3 Cas des évolutions du bâti existant

Programme de logement par évolution du bâti existant (changement de destination, extension, démolition – reconstruction) :

- Toute évolution d'un bâti existant créant de la surface de plancher à destination du logement, comportera minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, dès lors que le projet compte 6 logements ou plus **ET** que la surface totale est égale ou supérieure à 720 m². La surface totale étant constituée de la surface de plancher existante (logement) + la surface de plancher créée par le changement de destination et/ou la SP créée par extension, démolition - reconstruction.

L'ensemble des règles de ce point 2.10 s'applique à tout mouvement ou enchainement de mouvements immobiliers : acquisition, vente, succession, division foncière ou succession de divisions foncières ("primaires" (1) et autres), construction, ..., qui a pour objet ou aura pour effet, depuis l'entrée en vigueur des dispositions du présent article (approbation de la modification n°1), de créer des logements. Cette mesure s'applique également aux opérations de lotissement (PA et DP) ainsi qu'aux PC valant division.
(1) Division primaire : Division en propriété ou en jouissance effectuée par un propriétaire au profit de personnes qui ont obtenu un permis de construire ou d'aménager portant sur la création d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle. La division doit intervenir après la délivrance du permis de construire, de préférence, définitif.

ARTICLE UB 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 5 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.1.4 - Pour les groupes de garages individuels, un seul accès sur la voie publique est autorisé.

3.1.5 – Les accès particuliers de voitures doivent disposer d'une plateforme d'attente hors voirie et librement accessible, de moins de 5% de pente et d'une profondeur d'au moins 5,00 m.

3.1.6 - Pour tout stationnement, fermé ou non, les accès ayant une pente supérieure à 12% sont interdit.

3.1.7- En cas d'impossibilité, un stationnement longitudinal (parallèle à la voirie) pourra être autorisé s'il permet l'inscription d'un trapèze de 10,00x5,00x2,50m par véhicule.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 4,50 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes

manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE UB 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau, zones humides, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.2.3 – Eaux de piscine

Les eaux de filtre des piscines doivent être raccordées au réseau d'eaux usées, ou à défaut dirigées vers un dispositif d'assainissement non collectif.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

4.3- Réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

4.4- Déchets ménagers

En accord avec le service gestionnaire, toute opération d'aménagement ou tout permis concernant plusieurs logements destinés à l'habitat ou à l'hébergement touristique peut se voir imposer un emplacement adapté (emprise et localisation) pour recevoir les installations nécessaires à la collecte et au tri sélectif des déchets ménagers.

ARTICLE UB 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

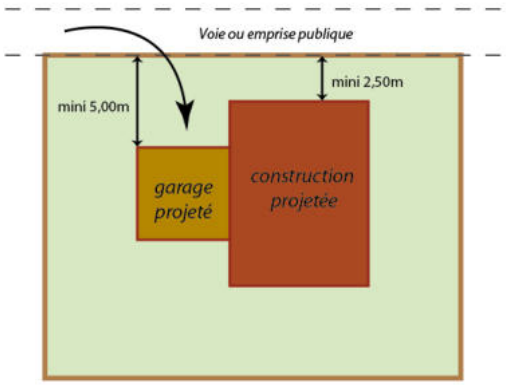
6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 2,50 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

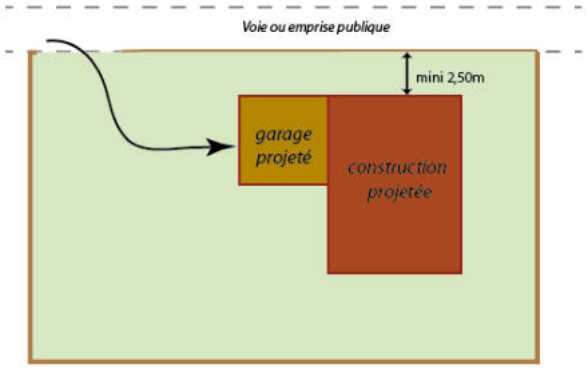
- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.

- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 5,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 2,50 m.



ou



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra être transmise.

6.1.6 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

6.2.1 – Afin de permettre une isolation par l'extérieur de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de recul par rapport aux emprises des voies ouvertes à la circulation publique, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

6.2.2 – Autres cas

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- pour les équipements publics et constructions d'intérêt collectif.
- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas de constructions implantées sous le terrain naturel.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

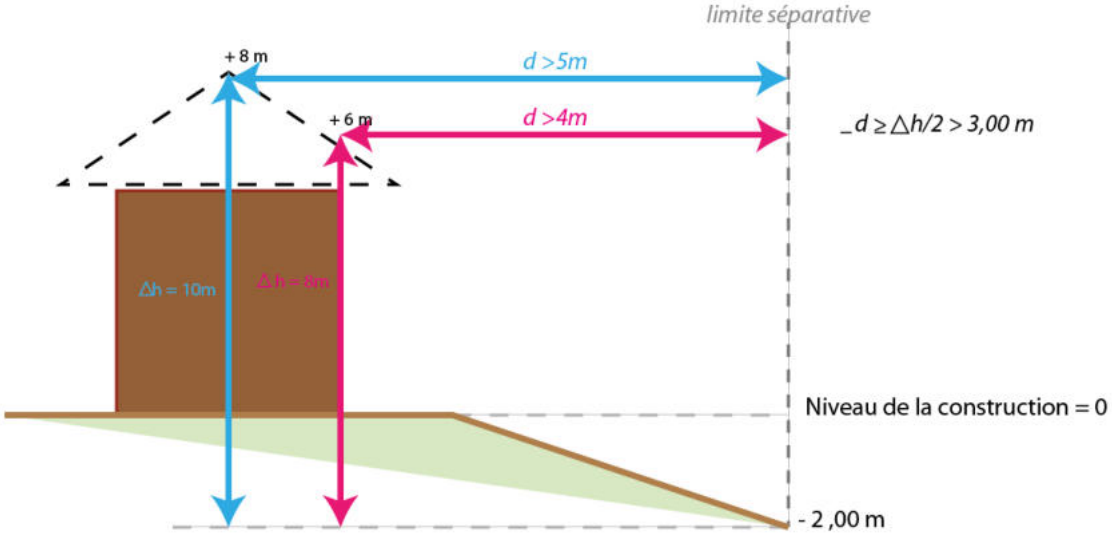
ARTICLE UB 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

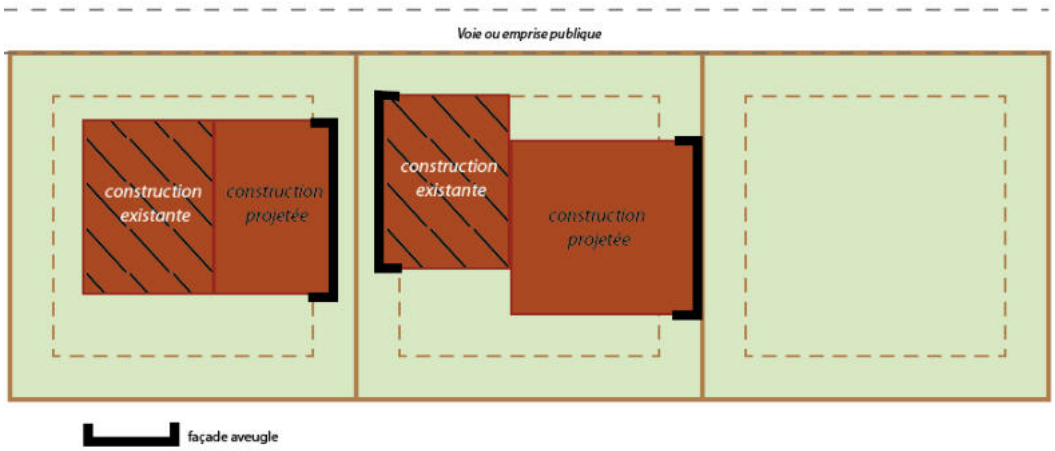
7.1.1 - La distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



7.1.2 - Dans les lotissements et permis valant division, ce recul s'appliquera au périmètre de chaque lot

7.1.3 – Hormis dans les lotissements, une implantation du bâtiment sera possible en limite séparative ou dans la bande de prospect des constructions si :

- la façade du bâtiment existant implantée sur la parcelle limitrophe dans la bande de prospect exprimée ci-dessus est aveugle
- le terrain voisin est nu et la façade du bâtiment projeté est aveugle



7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

7.2.2 – Les annexes pourront être implantées dans la bande de prospect à condition que :

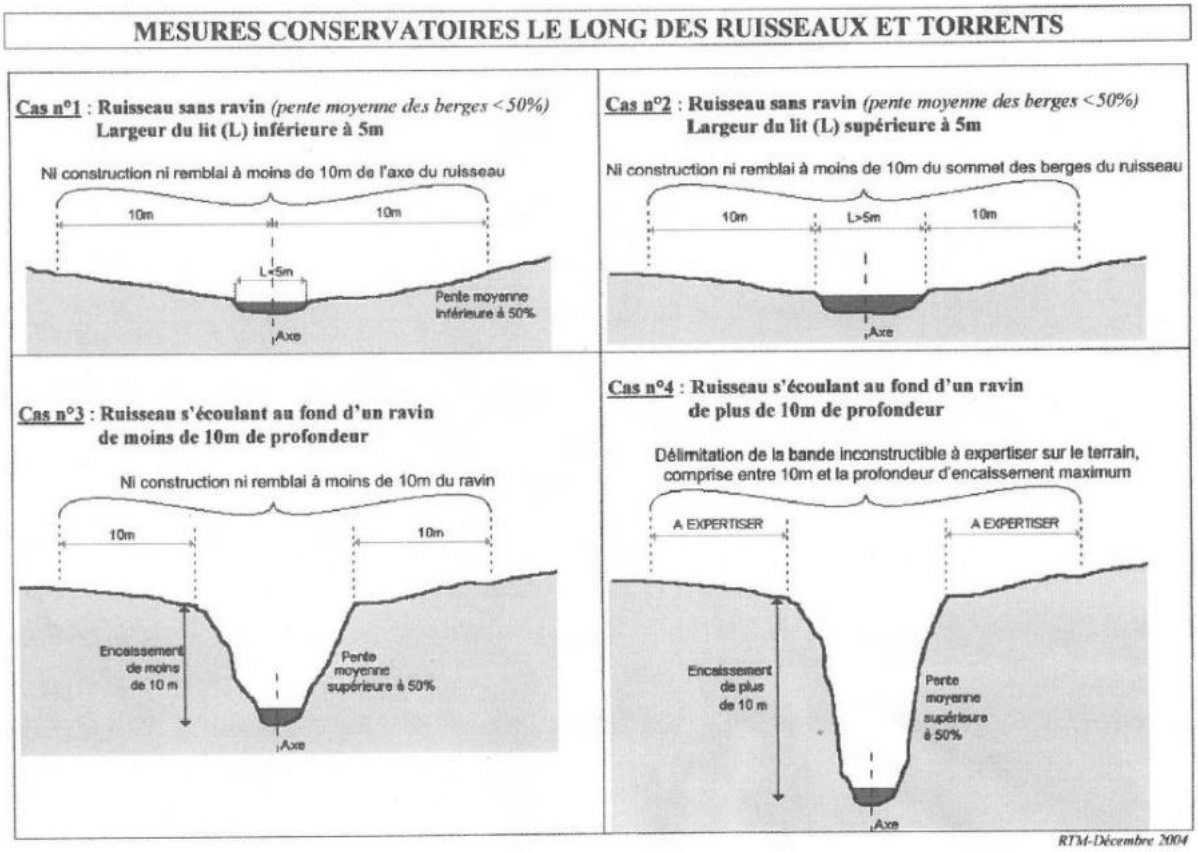
- leur emprise au sol soit limitée à 30m² pour celles à usage de stationnements et 15m² pour les autres,
- Leur hauteur n'excède pas 3,50m au plus défavorable (au terrain naturel TN ou au terrain excavé TE),
- La longueur de façade(s) la plus proche de la limite séparative n'excède pas 6,00m cumulés,
- Elles ne présentent pas d'ouverture sur la façade située en limite de propriété (exception faite pour les abris ouverts).

7.2.3 – Les piscines respecteront un recul minimal de 3,00m.

7.2.4 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 m au faîtage.

7.2.5 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de prospect, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

7.2.6 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE UB 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.0 – Les débords de toiture jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, balcons, auvents et escaliers ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

8.1 - L'implantation des bâtiments, les uns par rapport aux autres, doit respecter un recul qui soit au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus haut au plus défavorable, sans être inférieur à 4,00 m.

8.2 - L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE UB 9 : EMPRISE AU SOL

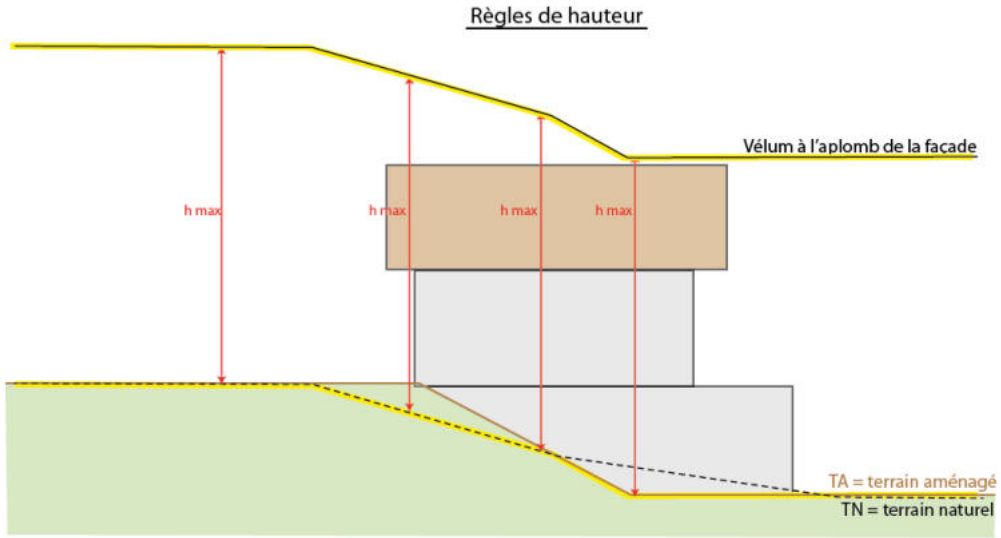
Le Coefficient d'Emprise au sol applicable sera de 0,6, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR.
Dans les lotissements ou permis valant division, ce coefficient s'appliquera à chaque lot.

ARTICLE UB 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

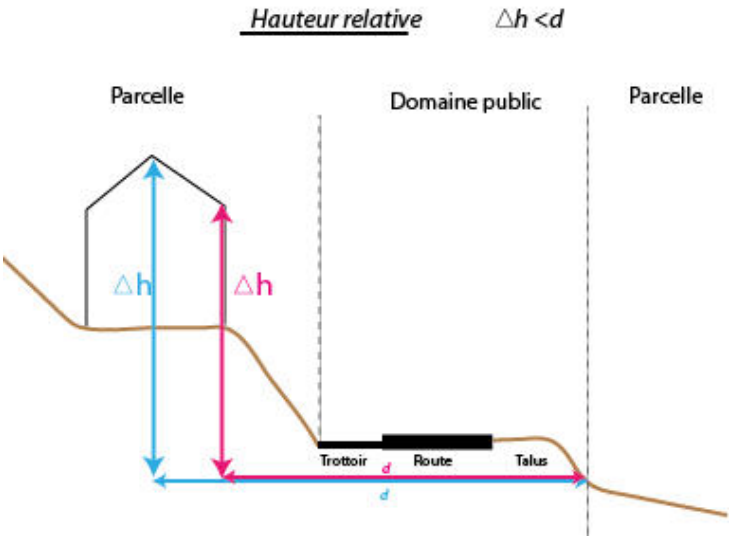
Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.



Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 - La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 10,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.
10.1.2 - Dans le périmètre concerné par l'OAP n°2 – Bois de l'Ile d'en Bas, la hauteur maximale des bâtiments est fixée à 13,00 m selon les termes définis à l'article 10.0
10.1.3 Dans le périmètre concerné par l'OAP n°3 – La Georgeanne, la hauteur maximale des bâtiments est fixée à 9,00 m selon les termes définis à l'article 10.0
10.1.4 – La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Pour les bâtiments repérés au plan de zonage au titre de l'article L.151-19 (fermes traditionnelles et constructions atypiques), le volume initial sera respecté. En cas de travaux permettant de restaurer l'aspect initial de l'édifice (établi sur une base documentaire), une hauteur différente pourra être admise.

10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.3 – Dans toutes les zones Ub, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.4 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00 m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,5 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.5 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3,00 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.6 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE UB 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.
- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les aires de stockage ne sont pas admises.

11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont interdits.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,

- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.2.3 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.2.4 – Concernant les copropriétés, les changements d'aspect des façades (menuiseries, teintes, ouvertures, bardages,…) doivent faire l'objet d'une réflexion d'ensemble.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.4 – Bâtiment protégé, élément particulier protégé et identifié au plan de zonage au titre de l'article L.151-19

Toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes du bâtiment existant seront respectés et non modifiés, l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,
- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine, en cas de réfection,
- les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.

11.4.1 – Façades

Il sera utilisés des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction ; ils seront légèrement lissés ou grattés. Ils ne laisseront pas apparaître de pierres autres que les pierres d'angles ou d'encadrement

Les volets seront à battants dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades. La conservation ou l'installation de volets à battants pourra être imposée.

En cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature (nombre de vantaux, présence ou non de petits bois…) devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois par exemple). L'emploi de l'aluminium de teinte naturelle, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.

Les terrasses, sauf celles de plain-pied sont interdites.

Les garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie.

11.4.2 – Toitures

Les volumes de toit seront respectés. Les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine : matériaux de teinte brun rouge ou de teinte grise (aspect ardoise de pays).

Les fenêtres de toits et les verrières sont autorisées dans la mesure où elles ne dénaturent pas la typologie initiale du bâtiment.

Les lucarnes seront proscrites mais pourront faire l'objet d'une réflexion d'ensemble si elles respectent l'architecture traditionnelle et les typologies locales.

En cas d'isolation par surépaisseur de la toiture, toutes les dispositions seront prises pour conserver l'épaisseur initiale des rives

11.5 – Aspect des clôtures

11.5.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.

En bordure d'emprise publique et en limite séparative des parcelles constructibles:

- elles seront constituées par des grillages, des grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie, comportant ou non un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,50 m. Dans le cas de grillages elles seront dissimulées par des haies végétales.
- La structure des vides et des pleins doit permettre de laisser passer la vue, sinon la clôture n'est pas considérée comme à claire-voie.
- hauteur maximale totale = 1,20 m en limite de voie et emprise publique
- hauteur maximale totale = 1,50 m en limite séparative.

En limite des espaces naturels, elles seront constituées de fils métalliques linéaires ou de grillage teinte neutre ou en travers bois, l'ensemble ne dépassant pas une hauteur maximale de 1,20 m.

Pour les haies en limite séparative, conformément au code civil, il est demandé un recul minimum de 0,50 m par rapport à la limite de propriété pour les plantations mesurant moins de 2,00 m de haut, et

au minimum 2 m pour les plantations d'une hauteur supérieure à 2,00 m. Pour réduire l'effet rectiligne engendré par les haies continues, des percées visuelles seront créées.

11.5.2 – En cas de terrain pentu

Lorsque la clôture est située sur un mur de soutènement, la hauteur sera limitée à 1,20 m maxi au-dessus de l'ouvrage.

11.5.4 – Cas particuliers

- Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.
- Les murs et murets existants, en pierres sèches ou à joints, doivent être conservés dans leur intégralité (hauteur et aspect), et même reconstitués si besoin est, à l'exception des percements utiles à la création d'accès.
- Dans les secteurs de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables respectant les reculs mentionnées en art.6. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.6 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons

ARTICLE UB 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes et créées et celles créant de nouvelles unités de logements ou d'activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.7 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.0.8 - Pour les garages collectifs et ou en souterrain, il ne sera pas admis de séparation physique entre les stationnements (les box sont interdits).

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Constructions à usage d'habitation.

- un minimum de 2 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire
- 1 place visiteur identifiée pour chaque tranche entamée de 4 logements.

12.1.2 – Logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.

- 1 place de stationnement par logement, pour les logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.
- En cas de travaux de transformation ou d'amélioration, y compris s'ils s'accompagnent de création de Surface de plancher, l'obligation de réaliser des places de stationnement n'est pas applicable dans la limite d'un plafond fixé par décret du Conseil d'Etat.

12.1.3 – Commerces

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher affectée à la vente
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.4 – Bureaux et services

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.5 –Artisanat : Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.6 - Hébergement hôtelier et restaurant

- 1,5 place identifiée pour 2 chambres
- 1 place visiteur identifiée par tranche entamée de 20m² de surface de plancher affectée à la salle de restaurant pour les établissements ouverts aux publics extérieurs.

12.1.7 – Pour les constructions à usage de résidences de tourisme telles que définies par l'arrêté préfectoral du 04-06-2010, et pour les établissements de vacances à caractère social :

- 1,5 place par logement dont les 2/3 seront souterraines ou intégrées au bâtiment.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs, pouvant être de surface.

12.1.8 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.1.9 - Pour constructions identifiées au plan de zonage au titre du L151-19 du CU : 1 place de stationnement par logement.

12.1.10 – En cas de changement de destination de bâtiments en vue de créer des logements :

- 2 places par logement dont la moitié à minima seront intégrées au bâtiment existant ou réalisées en souterrain.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs

12.2 – Règles pour les cycles

12.2.1 – Constructions à usage d'habitation

Pour toute construction neuve ou tout ensemble de constructions générant plus de 400 m² de SP, il est exigé la réalisation de locaux pour le stationnement des cycles : 1 m² par tranche de 50 m² de SP.

Ces locaux doivent être accessibles, couverts et fermés.

12.2.2 – Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Pour toute construction neuve accueillant du public (ERP), il est exigé la réalisation d'aires de stationnement pour les cycles : 1 place pour 30 personnes accueillies.

ARTICLE UB13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

13.2.1 - La surface d'espaces verts d'un seul tenant correspondra à minima à 15% de la superficie du tènement.

13.2.2 – La superficie de pleine terre correspondra à minima à 30% de la superficie du tènement d'assiette de la construction projetée

13.2.3 - Pour les ensembles de constructions de plus de 5 lots, les espaces verts devront être aménagés de manière à proposer des espaces de rencontre, des aires de loisirs, …

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

13.3.4 – En bordure de la RN 205, sauf dispositif anti-bruit existant, les alignements d'arbres seront maintenus ou restaurés.

ARTICLE UB 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE UB 16 : *OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.*

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

16.2 - Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UC

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE UC 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

1- La création d'activités soumises à autorisation et à déclaration en application de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

2- Les nouvelles constructions agricoles à l'exception de celles nécessaires au fonctionnement d'une exploitation existante et décrites à l'article UC 2.

3- L'exploitation forestière

4- La fonction d'entrepôt

5- Les commerces

6- L'industrie

7- L'artisanat ne répondant pas aux conditions fixées à l'article UC2

8- Les hébergements hôteliers sans préjudice des hébergements hôteliers existants mentionnés à l'article UC2

9- Les ouvertures et exploitations de carrières

10- L'aménagement de terrains destinés à toute forme de camping, caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs (P.R.L.), les habitations légères de loisirs et hébergements « insolites ».

11- Les travaux, installations et aménagements :
- Les aires de dépôt de véhicules, neufs et d'occasion, en plein-air dans l'attente ou non de leur commercialisation, susceptibles de contenir plus de 10 unités.
- Les garages collectifs de véhicules et de caravanes
- Les terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés
- Les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- Les affouillements ou exhaussements de sol non nécessaires à des travaux de construction ou des aménagements d'une construction ou des aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone

ARTICLE UC 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – à l'artisanat à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles ne génèrent aucune générer atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

2.1.2 – aux annexes dans la limite de deux annexes maximum (existantes ou à créer) par construction principale, implantées sur le tènement foncier où est édifiée la construction principale.

2.1.3 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.2 –Travaux sur le bâti existant

2.2.1 - Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié (habitat, commerce ou artisanat) n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, toute autorisation de construire le concernant ne peut être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

2.2.2 – Pour les bâtiments agricoles existants, seule est autorisée la mise aux normes.

2.2.3 – Pour les hébergements hôteliers existants, les extensions, annexes et mises aux normes sont autorisées selon les mêmes règles que pour les constructions d'habitat.

2.2.4 – A l'exception des interdictions de l'article 1, le changement de destination est autorisé à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, ni insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux biens et aux personnes, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.

2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.5 – Travaux sur les éléments patrimoniaux «bâtiment atypique, ferme traditionnelle… » repérés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme :

2.5.1 – Le changement de destination et la restauration dans le volume existant des bâtiments identifiés au plan dont le bâtiment atypique, sont autorisés, lorsque le résultat a pour conséquence la conservation du patrimoine architectural local, et sous réserve de réseaux suffisants, quelle que soit la superficie du terrain d'assiette.

2.5.2 –L'aspect général de la construction (volume, hauteur, implantation) doit être préservé. Les travaux envisagés ne doivent pas avoir pour effet de modifier profondément la construction et doivent être compatibles avec les articles UC10 et UC11.

2.5.3 - Toute démolition de ces édifices est proscrite, le cas échéant un projet de démolition est subordonné à la délivrance d'un permis de démolir.

2.5.4 - En cas de démolition totale pour des motifs technique (peu de fondations, mauvais état de la maçonnerie…), une reconstruction à l'identique (même volume, même type d'architecture) devra être mise en œuvre

2.5.5 - Les équipements liés aux énergies renouvelables devront être dissimulés depuis la voie publique

2.5.6 – Le patrimoine local est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur.

2.6- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.7- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

2.8- Prise en compte des captages d'eau potable

A l'intérieur des périmètres des arrêtés préfectoraux de protection des captages n° DDAF-B/21-98 du 26/11/1998, les occupations et utilisations du sol autorisées sont strictement celles prévues par l'arrêté préfectoral et ses amendements

2.9 - Emprise du domaine skiable

Dans le périmètre du domaine skiable, en complément des autorisations des différentes zones U, seront autorisés :

2.9.1 - L'aménagement et l'ouverture des pistes de ski, les équipements relatifs aux activités estivales, les implantations de remontées mécaniques et les constructions, installations et travaux liés à la sécurité et à l'exploitation de ces pistes et équipements, remontées et réseaux neige sont autorisés à condition de faire l'objet d'un traitement approprié, assurant leur intégration dans l'environnement et les paysages.

2.9.2 - Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

2.10 – Secteur faisant l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation

2.10.1 – Pour les secteurs identifiés au plan de zonage, les aménagements et constructions devront être réalisée en compatibilité avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) de chacune des zones.

2.10.2 - Le secteur de la « Route des Chavants » fait l'objet d'un périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du code de l'urbanisme. L'opération comprendra au minimum 25% de logements sociaux, en accession et/ou location, représentant minimum 20% de la surface de plancher.

2.11 Obligation de mixité sociale

2.11.1 Cas des lotissements

Opération de lotissement (permis d'aménager, déclaration préalable) à destination de logements :

- S'il y a cinq lots ou plus, alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale
- si un ou plusieurs lots comportent 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors les lots concernés comporteront au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher du/des lot/s concerné/s
- S'il y a cinq lots ou plus et si un ou plusieurs lots comporte/nt 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale.

2.11.2 Cas des constructions de logements neufs sous forme collective ou intermédiaire (plusieurs logements sans espaces communs)

Programme de logements neufs (permis de construire, permis de construire valant division) sous forme intermédiaire (logement intermédiaire : plusieurs logements sans espaces commun) ou collective :

- tout programme créant 6 logements ou plus **OU** 720 m² ou plus de surface de plancher comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher.

2.11.3 Cas des évolutions du bâti existant

Programme de logement par évolution du bâti existant (changement de destination, extension, démolition – reconstruction) :

- Toute évolution d'un bâti existant créant de la surface de plancher à destination du logement, comportera minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, dès lors que le projet compte 6 logements ou plus **ET** que la surface totale est égale ou supérieure à 720 m². La surface totale étant constituée de la surface de plancher existante (logement) + la surface de plancher créée par le changement de destination et/ou la SP créée par extension, démolition - reconstruction.

L'ensemble des règles de ce point 2.11 s'applique à tout mouvement ou enchainement de mouvements immobiliers : acquisition, vente, succession, division foncière ou succession de divisions foncières ("primaires" (1) et autres), construction, ..., qui a pour objet ou aura pour effet, depuis l'entrée en vigueur des dispositions du présent article (approbation de la modification n°1), de créer des logements. Cette mesure s'applique également aux opérations de lotissement (PA et DP) ainsi qu'aux PC valant division.

(1) Division primaire : Division en propriété ou en jouissance effectuée par un propriétaire au profit de personnes qui ont obtenu un permis de construire ou d'aménager portant sur la création d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle. La division doit intervenir après la délivrance du permis de construire, de préférence, définitif.

ARTICLE UC 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 5 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.1.4 - Pour les groupes de garages individuels, un seul accès sur la voie publique est autorisé.

3.1.5 – Les accès particuliers de voitures doivent disposer d'une plateforme d'attente hors voirie et librement accessible, de moins de 5% de pente et d'une profondeur d'au moins 5 m.

3.1.6 - Pour tout stationnement, fermé ou non, les accès ayant une pente supérieure à 12% sont interdits.

3.1.7- En cas d'impossibilité, un stationnement longitudinal (parallèle à la voirie) pourra être autorisé s'il permet l'inscription d'un trapèze de 10,00x5,00x2,50m par véhicule.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 4,50 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE UC 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau, zones humides, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.2.3 – Eaux de piscine

Les eaux de filtre des piscines doivent être raccordées au réseau d'eaux usées, ou à défaut dirigées vers un dispositif d'assainissement non collectif.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

4.3- Réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

4.4- Déchets ménagers

En accord avec le service gestionnaire, toute opération d'aménagement ou tout permis concernant plusieurs logements destinés à l'habitat ou à l'hébergement touristique peut se voir imposer un emplacement adapté (emprise et localisation) pour recevoir les installations nécessaires à la collecte et au tri sélectif des déchets ménagers.

ARTICLE UC 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

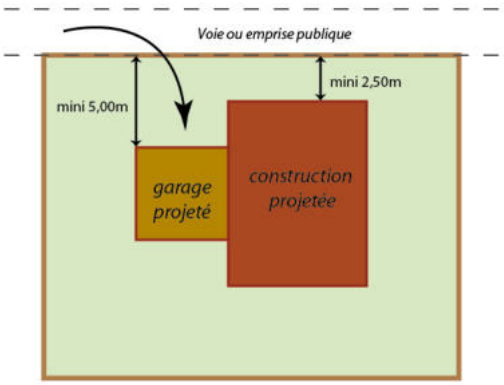
6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 2,50 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

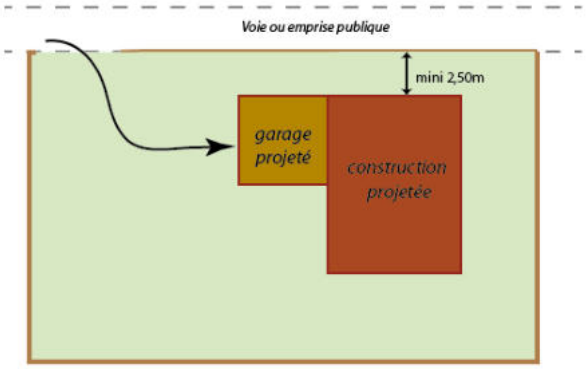
6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 5,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 2,50 m.



ou



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra être transmise.

6.1.6 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

6.2.1 – Afin de permettre une isolation par l'extérieur de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de recul par rapport aux emprises des voies ouvertes à la circulation publique, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

6.2.2 – Autres cas

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- pour les équipements publics et constructions d'intérêt collectif.
- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas de constructions implantées sous le terrain naturel.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

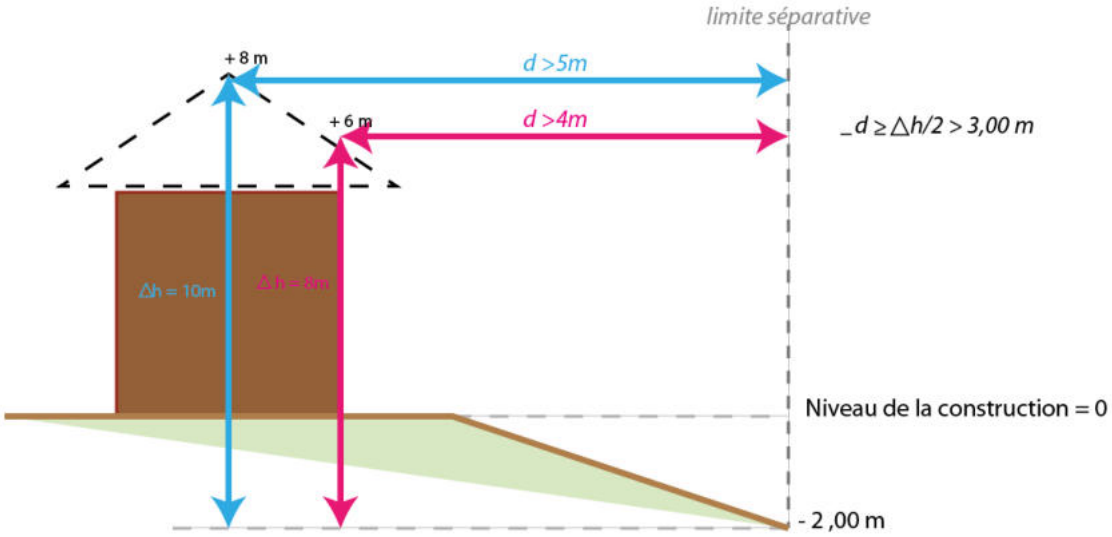
ARTICLE UC 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

7.1.1 - La distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



7.1.2 - Dans les lotissements et permis valant division, ce recul s'appliquera au périmètre de chaque lot

7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

7.2.2 – Les annexes pourront être implantées dans la bande de prospect à condition que :

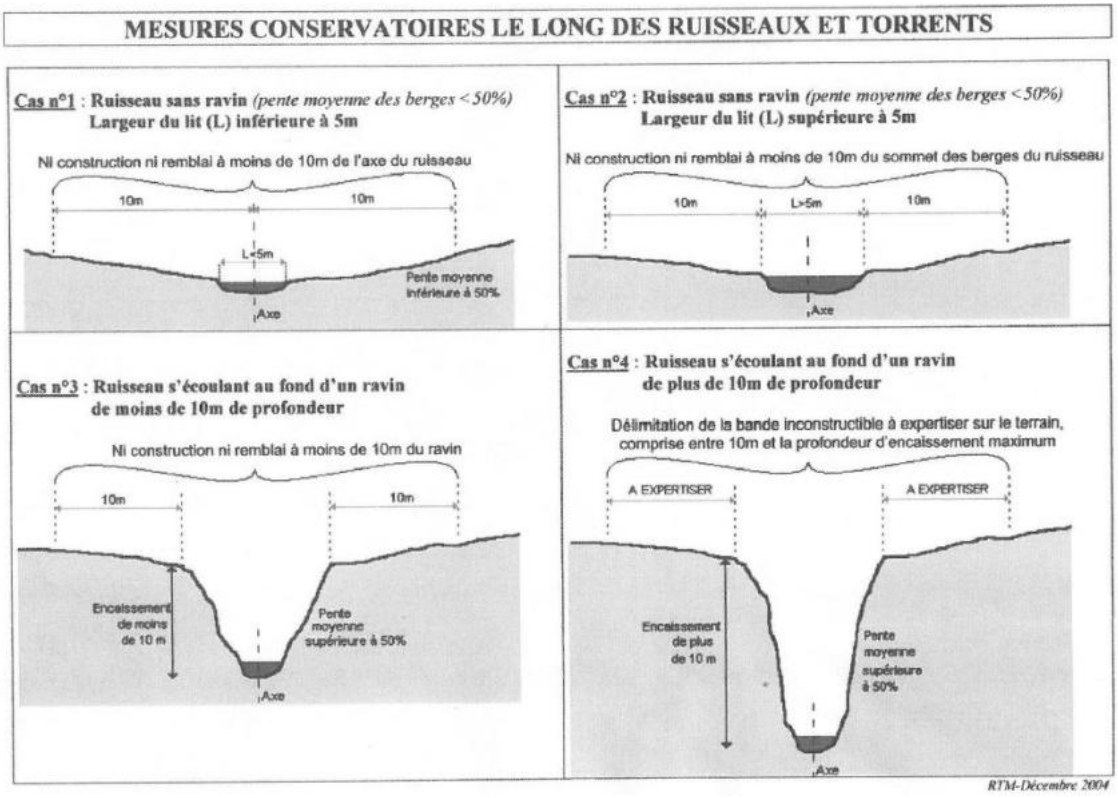
- leur emprise au sol soit limitée à 30m² pour celles à usage de stationnements et 15m² pour les autres,
- Leur hauteur n'excède pas 3,50m au plus défavorable (au terrain naturel TN ou au terrain excavé TE),
- La longueur de façade(s) la plus proche de la limite séparative n'excède pas 6,00m cumulés,
- Elles ne présentent pas d'ouverture sur la façade située en limite de propriété (exception faite pour les abris ouverts).

7.2.3 – Les piscines respecteront un recul minimal de 3,00m.

7.2.4 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4 m au faîtage.

7.2.5 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de prospect, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

7.2.6 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE UC 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.0 – Les débords de toiture jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, balcons, auvents et escaliers ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

8.1 - L'implantation des bâtiments, les uns par rapport aux autres, doit respecter un recul qui soit au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus haut au plus défavorable, sans être inférieur à 4,00 m.

8.2 - L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE UC 9 : EMPRISE AU SOL

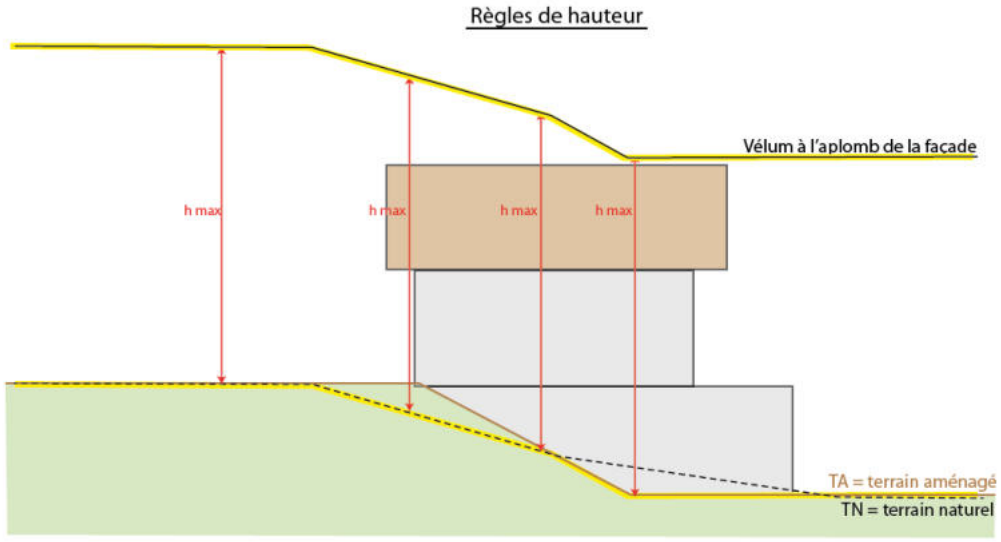
Le Coefficient d'Emprise au sol applicable sera de 0,3, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR ou dans les orientations d'aménagement et de programmation.
Dans les lotissements ou permis valant division, ce coefficient s'appliquera à chaque lot.

ARTICLE UC 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

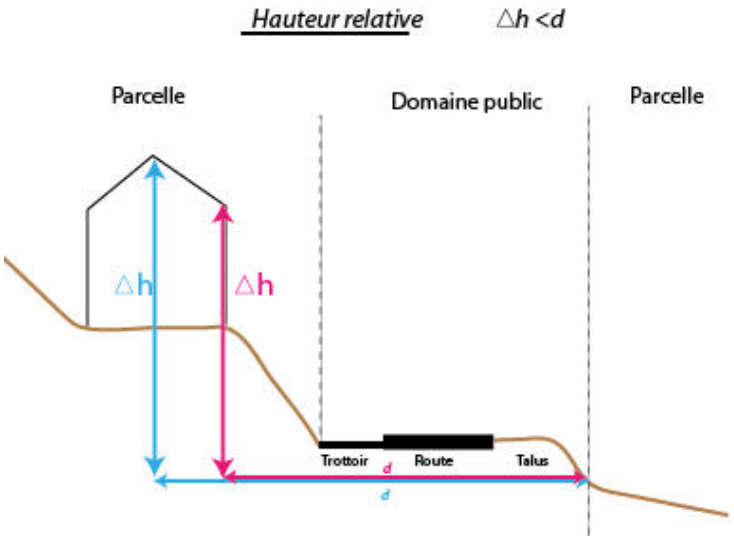


Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 - La hauteur maximale des constructions est fixée à 9,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

10.1.2 – La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Pour les bâtiments repérés au plan de zonage au titre de l'article L.151-19 (fermes traditionnelles et constructions atypiques), le volume initial sera respecté. En cas de travaux permettant de restaurer l'aspect initial de l'édifice (établi sur une base documentaire), une hauteur différente pourra être admise.

10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.3 – Dans toutes les zones Uc, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.4 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,5 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.5 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3,00 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.6 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE UC 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.
- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements

et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les aires de stockage ne sont pas admises.

11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont interdits.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,
- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.2.3 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.2.4 – Concernant les copropriétés, les changements d'aspect des façades (menuiseries, teintes, ouvertures, bardages,…) doivent faire l'objet d'une réflexion d'ensemble.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.4 – Bâtiment protégé, élément particulier protégé et identifié au plan de zonage au titre de l'article L.151-19

Toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes du bâtiment existant seront respectés et non modifiés, l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,
- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine, en cas de réfection,
- les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.

11.4.1 – Façades

Il sera utilisés des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction ; ils seront légèrement lissés ou grattés. Ils ne laisseront pas apparaître de pierres autres que les pierres d'angles ou d'encadrement

Les volets seront à battants dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades. La conservation ou l'installation de volets à battants pourra être imposée.

En cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature (nombre de vantaux, présence ou non de petits bois…) devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois par exemple). L'emploi de l'aluminium de teinte naturelle, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.

Les terrasses, sauf celles de plain-pied sont interdites.

Les garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie.

11.4.2 – Toitures

Les volumes de toit seront respectés. Les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine : matériaux de teinte brun rouge ou de teinte grise (aspect ardoise de pays).

Les fenêtres de toits et les verrières sont autorisées dans la mesure où elles ne dénaturent pas la typologie initiale du bâtiment.

Les lucarnes seront proscrites mais pourront faire l'objet d'une réflexion d'ensemble si elles respectent l'architecture traditionnelle et les typologies locales.

En cas d'isolation par surépaisseur de la toiture, toutes les dispositions seront prises pour conserver l'épaisseur initiale des rives

11.5 – Aspect des clôtures

11.5.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.

En bordure d'emprise publique et en limite séparative des parcelles constructibles:

- elles seront constituées par des grillages, des grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie, comportant ou non un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,50 m. Dans le cas de grillages elles seront dissimulées par des haies végétales.
- La structure des vides et des pleins doit permettre de laisser passer la vue, sinon la clôture n'est pas considérée comme à claire-voie.
- hauteur maximale totale = 1,20 m en limite de voie et emprise publique
- hauteur maximale totale = 1,50 m en limite séparative.

En limite des espaces naturels, elles seront constituées de fils métalliques linéaires ou de grillage teinte neutre ou en travers bois, l'ensemble ne dépassant pas une hauteur maximale de 1,20 m.

Pour les haies en limite séparative, conformément au code civil, il est demandé un recul minimum de 0,50 m par rapport à la limite de propriété pour les plantations mesurant moins de 2,00 m de haut, et au minimum 2 m pour les plantations d'une hauteur supérieure à 2,00 m. Pour réduire l'effet rectiligne engendré par les haies continues, des percées visuelles seront créées.

11.5.2 – En cas de terrain pentu

Lorsque la clôture est située sur un mur de soutènement, la hauteur sera limitée à 1,20 m maxi au-dessus de l'ouvrage.

11.5.5 – Cas particuliers

- Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.
- Les murs et murets existants, en pierres sèches ou à joints, doivent être conservés dans leur intégralité (hauteur et aspect), et même reconstitués si besoin est, à l'exception des percements utiles à la création d'accès.
- Dans les secteurs de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables respectant les reculs mentionnées en art.6. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.6 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons.

ARTICLE UC 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes et créées et celles créant de nouvelles unités de logements ou d'activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.7 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.0.8 - Pour les garages collectifs et ou en souterrain, il ne sera pas admis de séparation physique entre les stationnements (les box sont interdits).

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Constructions à usage d'habitation.

- un minimum de 2 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire
- 1 place visiteur identifiée pour chaque tranche entamée de 4 logements.

12.1.2 – Logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.

- 1 place de stationnement par logement, pour les logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.
- En cas de travaux de transformation ou d'amélioration, y compris s'ils s'accompagnent de création de Surface de plancher, l'obligation de réaliser des places de stationnement n'est pas applicable dans la limite d'un plafond fixé par décret du Conseil d'Etat.

12.1.3 – Bureaux et services

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.4 – Hébergement hôtelier et restaurant

- 1,5 places pour 2 chambres
- 1 place visiteur identifiées par tranche entamée de 20m² de surface de plancher affectée à la salle de restaurant pour les établissements ouverts aux publics extérieurs.

12.1.5 - Artisanat : Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.6 – Pour les constructions à usage de résidences de tourisme telles que définies par l'arrêté préfectoral du 04-06-2010, et pour les établissements de vacances à caractère social :

- 1,5 place par logement dont les 2/3 seront souterraines ou intégrées au bâtiment.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs, pouvant être de surface.

12.1.7 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.1.8 - Pour constructions identifiées au plan de zonage au titre du L151-19 du CU : 1 place de stationnement par logement.

12.1.10 – En cas de changement de destination de bâtiments en vue de créer des logements :

- 2 places par logement dont la moitié à minima seront intégrées au bâtiment existant ou réalisées en souterrain.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs

ARTICLE UC13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

13.2.1 - La superficie de pleine terre correspondra à minima à 30% de la superficie du tènement d'assiette de la construction projetée

13.2.2 - Pour les ensembles de constructions de plus de 5 lots, les espaces verts devront être aménagés de manière à proposer des espaces de rencontre, des aires de loisirs, …

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

ARTICLE UC 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE UC 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

16.2 - Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UM

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE UM 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

1- La création d'activités soumises à autorisation et à déclaration en application de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement.

2- Les nouvelles constructions agricoles à l'exception de celles nécessaires au fonctionnement d'une exploitation existante et décrites à l'article UM 2.

3- L'exploitation forestière

4- La fonction d'entrepôt

5- Les commerces

6- L'industrie

7- L'artisanat ne répondant pas aux conditions fixées à l'article UM2

8- Les hébergements hôteliers sans préjudice des hébergements hôteliers existants mentionnés à l'article UM

9- Les ouvertures et exploitations de carrières

10- L'aménagement de terrains destinés à toute forme de camping, caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs (P.R.L.), les habitations légères de loisirs et hébergements « insolites ».

11- Les travaux, installations et aménagements :
- Les aires de dépôt de véhicules, neufs et d'occasion, en plein-air dans l'attente ou non de leur commercialisation, susceptibles de contenir plus de 10 unités.
- Les garages collectifs de véhicules et de caravanes
- Les terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés
- Les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- Les affouillements ou exhaussements de sol non nécessaires à des travaux de construction ou des aménagements d'une construction ou des aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone

ARTICLE UM 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – à l'artisanat à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles ne génèrent aucune générer atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

2.1.2 – aux annexes dans la limite de deux annexes maximum (existantes ou à créer) par construction principale, implantées sur le tènement foncier où est édifiée la construction principale.

2.1.3 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.2 –Travaux sur le bâti existant

2.2.1 - Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié (habitat, commerce ou artisanat) n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, toute autorisation de construire le concernant ne peut être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

2.2.2 – Pour les bâtiments agricoles existants, seule est autorisée la mise aux normes.

2.2.3 – Pour les hébergements hôteliers existants, les extensions, annexes et mises aux normes sont autorisées selon les mêmes règles que pour les constructions d'habitat.

2.2.4 – pour les établissements recevant du public existants, un nouveau bâtiment ou une extension d'un bâtiment existant pourra être accordée à condition qu'il compose un projet architectural cohérent avec les constructions existantes, sans besoin d'accès et de voirie publique (y compris de service de déneigement ou autres) complémentaire à l'existant

2.2.5 - A l'exception des interdictions de l'article 1, le changement de destination est autorisé à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, ni insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux biens et aux personnes, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.

2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.5.4 – Les patrimoine local est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur.

2.5 – Travaux sur les éléments patrimoniaux «bâtiment atypique, ferme traditionnelle… » repérés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme :

2.5.1 – Le changement de destination et la restauration dans le volume existant des bâtiments identifiés au plan dont le bâtiment atypique, sont autorisés, lorsque le résultat a pour conséquence la conservation du patrimoine architectural local, et sous réserve de réseaux suffisants, quelle que soit la superficie du terrain d'assiette.
2.5.2 –L'aspect général de la construction (volume, hauteur, implantation) doit être préservé. Les travaux envisagés ne doivent pas avoir pour effet de modifier profondément la construction et doivent être compatibles avec les articles UM10 et UM11.
2.5.3 - Toute démolition de ces édifices est proscrite, le cas échéant un projet de démolition est subordonné à la délivrance d'un permis de démolir.
2.5.4 - En cas de démolition totale pour des motifs technique (peu de fondations, mauvais état de la maçonnerie…), une reconstruction à l'identique (même volume, même type d'architecture) devra être mise en œuvre
2.5.5 - Les équipements liés aux énergies renouvelables devront être dissimulés depuis la voie publique
2.5.6 – Le patrimoine local est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur.

2.6- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.7- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

2.8- Prise en compte des captages d'eau potable

A l'intérieur des périmètres des arrêtés préfectoraux de protection des captages n° DDAF-B/21-98 du 26/11/1998, les occupations et utilisations du sol autorisées sont strictement celles prévues par l'arrêté préfectoral et ses amendements.

2.9 - Emprise du domaine skiable

Dans le périmètre du domaine skiable, en complément des autorisations des différentes zones U, seront autorisés :

2.9.1 L'aménagement et l'ouverture des pistes de ski, les équipements relatifs aux activités estivales les implantations de remontées mécaniques et les constructions, installations et travaux liés à la sécurité et à l'exploitation de ces pistes et équipements, remontées et réseaux neige sont autorisés à condition de faire l'objet d'un traitement approprié, assurant leur intégration dans l'environnement et les paysages.

2.9.2 - Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

2.10 Obligation de mixité sociale

2.10.1 Cas des lotissements

Opération de lotissement (permis d'aménager, déclaration préalable) à destination de logements :

- S'il y a cinq lots ou plus, alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale
- si un ou plusieurs lots comportent 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors les lots concernés comporteront au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher du/des lot/s concerné/s
- S'il y a cinq lots ou plus et si un ou plusieurs lots comporte/nt 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale.

2.10.2 Cas des constructions de logements neufs sous forme collective ou intermédiaire (plusieurs logements sans espaces communs)

Programme de logements neufs (permis de construire, permis de construire valant division) sous forme intermédiaire (logement intermédiaire : plusieurs logements sans espaces commun) ou collective :

- tout programme créant 6 logements ou plus **OU** 720 m² ou plus de surface de plancher comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher.

2.10.3 Cas des évolutions du bâti existant

Programme de logement par évolution du bâti existant (changement de destination, extension, démolition – reconstruction) :

- Toute évolution d'un bâti existant créant de la surface de plancher à destination du logement, comportera minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, dès lors que le projet compte 6 logements ou plus **ET** que la surface totale est égale ou supérieure à 720 m². La surface totale étant constituée de la surface de plancher existante (logement) + la surface de plancher créée par le changement de destination et/ou la SP créée par extension, démolition - reconstruction.

L'ensemble des règles de ce point 2.10 s'applique à tout mouvement ou enchainement de mouvements immobiliers : acquisition, vente, succession, division foncière ou succession de divisions foncières ("primaires" (1) et autres), construction, ..., qui a pour objet ou aura pour effet, depuis l'entrée en vigueur des dispositions du présent article (approbation de la modification n°1), de créer des logements. Cette mesure s'applique également aux opérations de lotissement (PA et DP) ainsi qu'aux PC valant division.

(1) Division primaire : Division en propriété ou en jouissance effectuée par un propriétaire au profit de personnes qui ont obtenu un permis de construire ou d'aménager portant sur la création d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle. La division doit intervenir après la délivrance du permis de construire, de préférence, définitif.

ARTICLE UM 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 5,00 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.1.4 - Pour les groupes de garages individuels, un seul accès sur la voie publique est autorisé.

3.1.5 – Les accès particuliers de voitures doivent disposer d'une plateforme d'attente hors voirie et librement accessible, de moins de 5% de pente et d'une profondeur d'au moins 5,00 m.

3.1.6 - Pour tout stationnement, fermé ou non, les accès ayant une pente supérieure à 12% sont interdit.

3.1.7- En cas d'impossibilité, un stationnement longitudinal (parallèle à la voirie) pourra être autorisé s'il permet l'inscription d'un trapèze de 10,00x5,00x2,50m par véhicule.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 4,50 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE UM 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau, zones humides, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

En l'absence de réseau d'assainissement, il est exigé un dispositif d'assainissement autonome adapté à la nature du sol.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.2.3 – Eaux de piscine

Les eaux de filtre des piscines doivent être raccordées au réseau d'eaux usées, ou à défaut dirigées vers un dispositif d'assainissement non collectif.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

4.3- Réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

4.4- Déchets ménagers

En accord avec le service gestionnaire, toute opération d'aménagement ou tout permis concernant plusieurs logements destinés à l'habitat ou à l'hébergement touristique peut se voir imposer un emplacement adapté (emprise et localisation) pour recevoir les installations nécessaires à la collecte et au tri sélectif des déchets ménagers.

ARTICLE UM 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

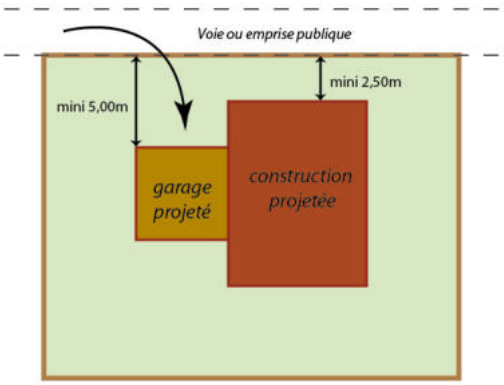
6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 2,50 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

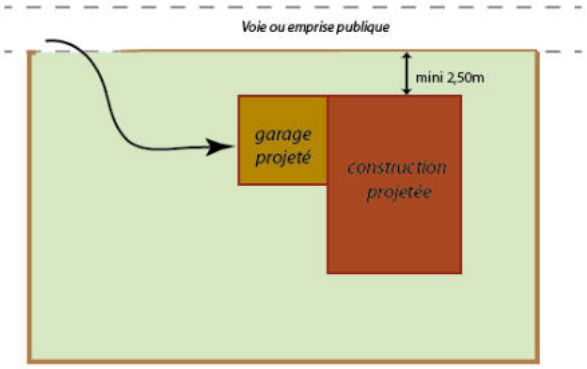
6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 5,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 2,50 m.



ou



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra être transmise.

6.1.6 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

6.2.1 – Afin de permettre une isolation par l'extérieur de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de recul par rapport aux emprises des voies ouvertes à la circulation publique, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

6.2.2 – Autres cas

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- pour les équipements publics et constructions d'intérêt collectif.
- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas de constructions implantées sous le terrain naturel.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

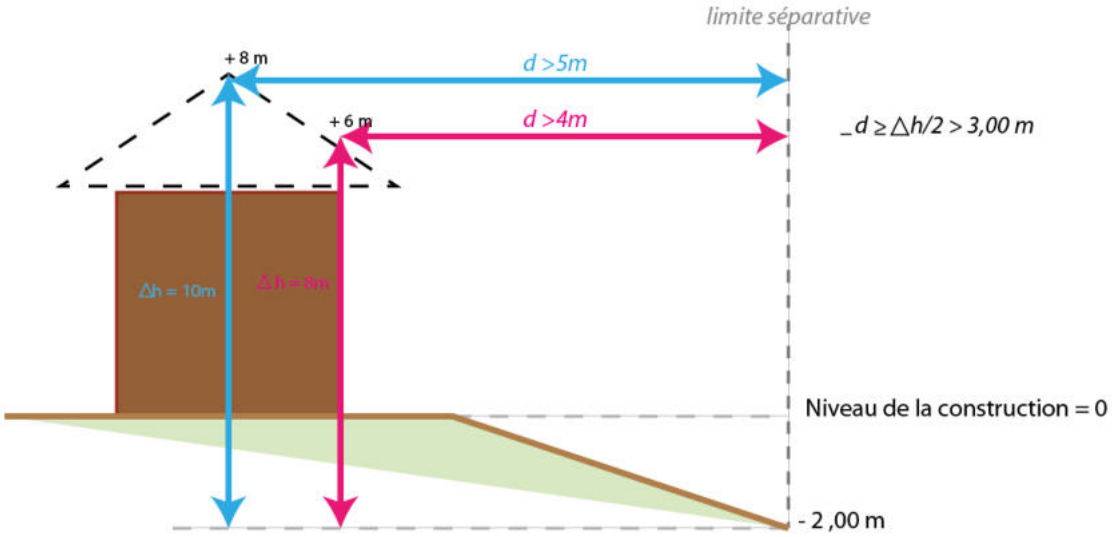
ARTICLE UM 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

7.1.1 - La distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



7.1.2 - Dans les lotissements et permis valant division, ce recul s'appliquera au périmètre de chaque lot

7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

7.2.2 – Les annexes pourront être implantées dans la bande de prospect à condition que :

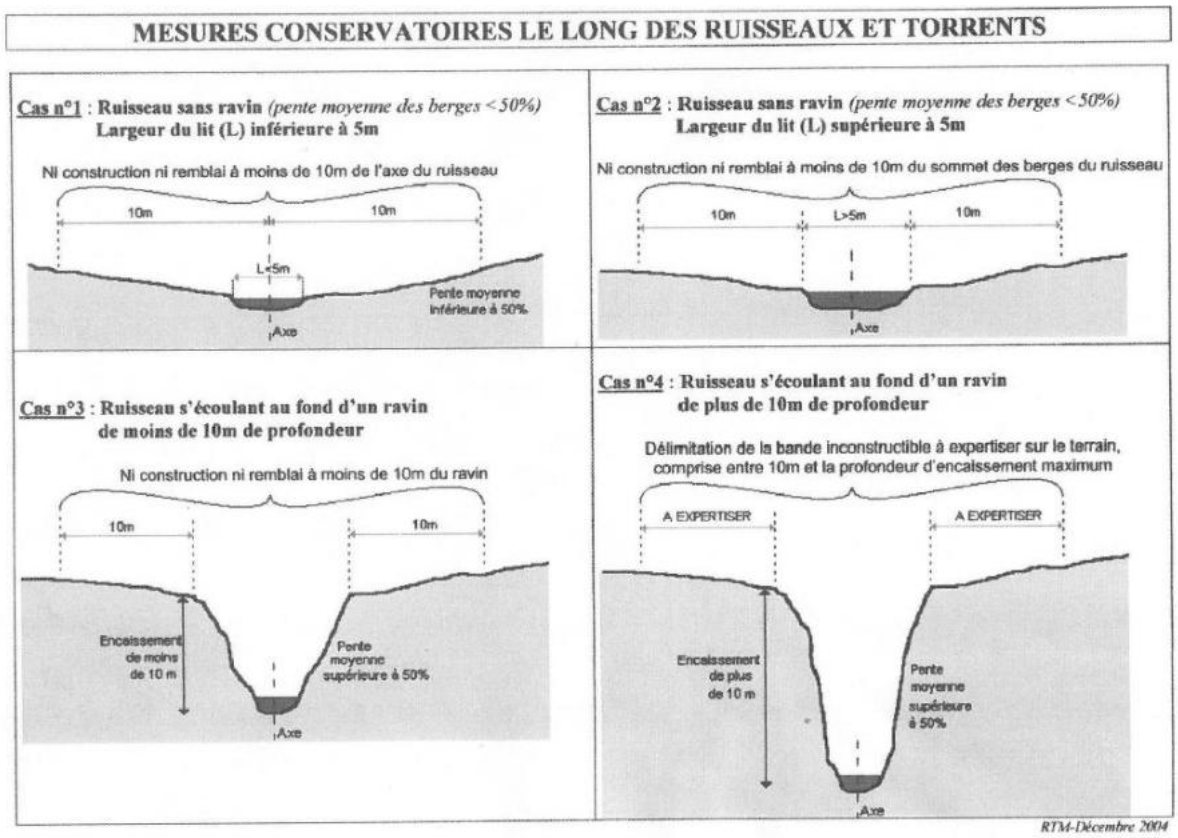
- leur emprise au sol soit limitée à 30m² pour celles à usage de stationnements et 15m² pour les autres,
- Leur hauteur n'excède pas 3,50m au plus défavorable (au terrain naturel TN ou au terrain excavé TE),
- La longueur de façade(s) la plus proche de la limite séparative n'excède pas 6,00m cumulés,
- Elles ne présentent pas d'ouverture sur la façade située en limite de propriété (exception faite pour les abris ouverts).

7.2.3 – Les piscines respecteront un recul minimal de 3,00m.

7.2.4 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4 m au faîtage.

7.2.5 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de prospect, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

7.2.6 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE UM 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.0 – Les débords de toiture jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, balcons, auvents et escaliers ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

8.1 - L'implantation des bâtiments, les uns par rapport aux autres, doit respecter un recul qui soit au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus haut au plus défavorable, sans être inférieur à 4,00 m.

8.2 - L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE UM 9 : EMPRISE AU SOL

Le Coefficient d'Emprise au sol applicable sera de 0,3, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR.
Dans les lotissements ou permis valant division, ce coefficient s'appliquera à chaque lot.

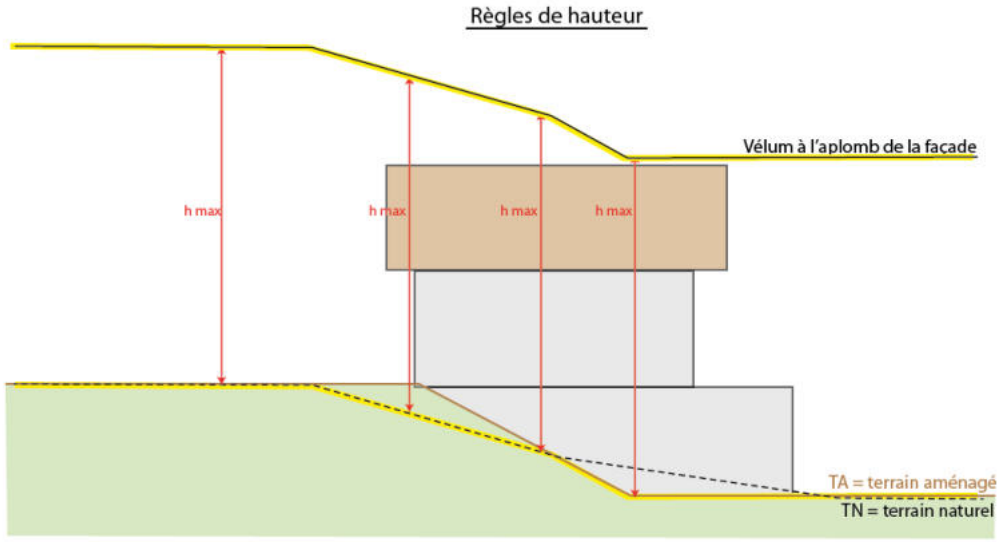
ARTICLE UM 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation

des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

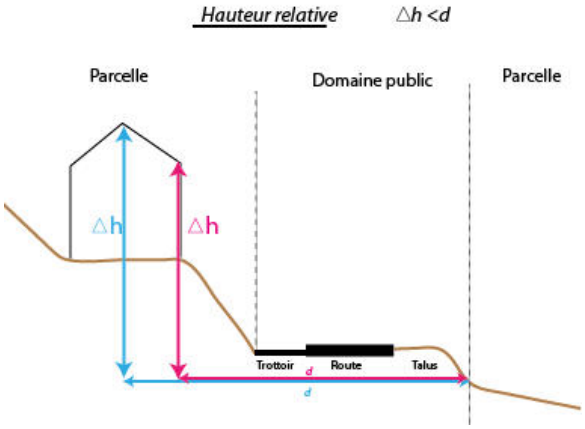


Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 - La hauteur maximale des constructions est fixée à 9,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

10.1.2 – La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Pour les bâtiments repérés au plan de zonage au titre de l'article L.151-19 (fermes traditionnelles et constructions atypiques), le volume initial sera respecté. En cas de travaux permettant de restaurer l'aspect initial de l'édifice (établi sur une base documentaire), une hauteur différente pourra être admise.

10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.3 – Dans toutes les zones UM, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.4 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00 m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,5 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.5 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3,00 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.6 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE UM 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.
- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements

et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les aires de stockage ne sont pas admises.

11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont interdits.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,
- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.2.3 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.2.4 – Concernant les copropriétés, les changements d'aspect des façades (menuiseries, teintes, ouvertures, bardages,…) doivent faire l'objet d'une réflexion d'ensemble.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.4 – Bâtiment protégé, élément particulier protégé et identifié au plan de zonage au titre de l'article L.151-19

Toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes du bâtiment existant seront respectés et non modifiés, l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,
- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine, en cas de réfection,
- les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.

11.4.1 – Façades

Il sera utilisés des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction ; ils seront légèrement lissés ou grattés. Ils ne laisseront pas apparaître de pierres autres que les pierres d'angles ou d'encadrement

Les volets seront à battants dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades. La conservation ou l'installation de volets à battants pourra être imposée.

En cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature (nombre de vantaux, présence ou non de petits bois…) devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois par exemple). L'emploi de l'aluminium de teinte naturelle, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.

Les terrasses, sauf celles de plain-pied sont interdites.

Les garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie.

11.4.2 – Toitures

Les volumes de toit seront respectés. Les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine : matériaux de teinte brun rouge ou de teinte grise (aspect ardoise de pays).

Les fenêtres de toits et les verrières sont autorisées dans la mesure où elles ne dénaturent pas la typologie initiale du bâtiment.

Les lucarnes seront proscrites mais pourront faire l'objet d'une réflexion d'ensemble si elles respectent l'architecture traditionnelle et les typologies locales.

En cas d'isolation par surépaisseur de la toiture, toutes les dispositions seront prises pour conserver l'épaisseur initiale des rives

11.5 – Aspect des clôtures

11.5.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.

En bordure d'emprise publique et en limite séparative des parcelles constructibles:

- elles seront constituées par des grillages, des grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie, comportant ou non un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,50 m. Dans le cas de grillages elles seront dissimulées par des haies végétales.
- La structure des vides et des pleins doit permettre de laisser passer la vue, sinon la clôture n'est pas considérée comme à claire-voie.
- hauteur maximale totale = 1,20 m en limite de voie et emprise publique
- hauteur maximale totale = 1,50 m en limite séparative.

En limite des espaces naturels, elles seront constituées de fils métalliques linéaires ou de grillage teinte neutre ou en travers bois, l'ensemble ne dépassant pas une hauteur maximale de 1,20 m.

Pour les haies en limite séparative, conformément au code civil, il est demandé un recul minimum de 0,50 m par rapport à la limite de propriété pour les plantations mesurant moins de 2,00 m de haut, et au minimum 2 m pour les plantations d'une hauteur supérieure à 2,00 m. Pour réduire l'effet rectiligne engendré par les haies continues, des percées visuelles seront créées.

11.5.2 – En cas de terrain pentu

Lorsque la clôture est située sur un mur de soutènement, la hauteur sera limitée à 1,20 m maxi au-dessus de l'ouvrage.

11.5.6 – Cas particuliers

- Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.
- Les murs et murets existants, en pierres sèches ou à joints, doivent être conservés dans leur intégralité (hauteur et aspect), et même reconstitués si besoin est, à l'exception des percements utiles à la création d'accès.
- Dans les secteurs de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables respectant les reculs mentionnés en art.6. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.6 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- - Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- - Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- - Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- - Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons.

11.6 – Intervention sur des constructions de caractère traditionnel ou patrimonial (fermes cerclées).

Pour les constructions repérées au titre de l'article L151-19°, toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes de toit existants seront respectés,

- l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,
- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine,
- en cas de réfection, les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.
- il sera utilisé des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction.
- l'apport de nouvelle teinte autre que les couleurs initiales des matériaux est limité à une seule couleur,
- en cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois). L'emploi de l'aluminium naturel, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.
- les terrasses, garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie, à baraudage simple ; ceux des escaliers d'accès extérieur pourront être en maçonnerie.

Les volets seront à battant dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades.

ARTICLE UM 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes et créées et celles créant de nouvelles unités de logements ou d'activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.7 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.0.8 - Pour les garages collectifs et ou en souterrain, il ne sera pas admis de séparation physique entre les stationnements (les box sont interdits).

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Constructions à usage d'habitation.

- un minimum de 2 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire

- 1 place visiteur identifiée pour chaque tranche entamée de 4 logements.

12.1.2 – Logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.

- 1 place de stationnement par logement, pour les logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.
- En cas de travaux de transformation ou d'amélioration, y compris s'ils s'accompagnent de création de Surface de plancher, l'obligation de réaliser des places de stationnement n'est pas applicable dans la limite d'un plafond fixé par décret du Conseil d'Etat.

12.1.3 – Bureaux et services

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.4 - Artisanat : Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.5 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.1.6 - Pour constructions identifiées au plan de zonage au titre du L151-19 du CU : 1 place de stationnement par logement.

12.1.7 – En cas de changement de destination de bâtiments en vue de créer des logements :

- 2 places par logement dont la moitié à minima seront intégrées au bâtiment existant ou réalisées en souterrain.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs

12.1.8 – En cas d'extension d'hôtels existants :

- 1,5 places pour 2 chambres
- 1 place visiteur identifiée par tranche entamée de 20m² de surface de plancher affectée à la salle de restaurant pour les établissements ouverts aux publics extérieurs.

ARTICLE UM13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

13.2.1 - La superficie de pleine terre correspondra à minima à 30% de la superficie du tènement d'assiette de la construction projetée

13.2.2 - Pour les ensembles de constructions de plus de 5 lots, les espaces verts devront être aménagés de manière à proposer des espaces de rencontre, des aires de loisirs, …

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

ARTICLE UM 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE UM 16 : *OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.*

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

16.2 - Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UT

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

Dans les périmètres archéologiques (portés en annexe du PLU), toute découverte faite fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doit immédiatement être signalée aux autorités compétentes - le maire de la commune, la gendarmerie ou le service régional de l'archéologie (DRAC Rhône Alpes), en application de l'article L.544-3 du code du patrimoine.

ARTICLE UT 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

1- La création d'activités soumises à autorisation et à déclaration en application de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception de celles nécessaires à la vie du quartier et décrites à l'article UT 2.

2- L'exploitation agricole et forestière

3- La fonction d'entrepôt

4- L'industrie

5- L'artisanat et le commerce ne répondant pas aux conditions fixées à l'article UT2

6- Les ouvertures et exploitations de carrières

7- Les travaux, installations et aménagements :
- Les aires de dépôt de véhicules, neufs et d'occasion, en plein-air dans l'attente ou non de leur commercialisation, susceptibles de contenir plus de 10 unités.
- Les garages collectifs de caravanes
- Les terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés
- Les dépôts de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- Les affouillements ou exhaussements de sol non nécessaires à des travaux de construction ou des aménagements d'une construction ou des aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone

8- Le changement de destination des hôtels

9- L'aménagement de terrains destinés à toute forme de camping, caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs (P.R.L.), les habitations légères de loisirs.»

ARTICLE UT 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Il est fait le choix d'exclure la partie amont du lac des Chavants du champ d'application de l'art L122-12 du CU sur la préservation des lacs de montagne

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – au commerce appartenant à la catégorie des installations classées pour la protection de l'environnement dans la mesure où :

- elles ont un rôle fondamental dans la vie et dans les commodités quotidiennes des habitants,
- elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de générer une atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique

2.1.2 – à l'artisanat et au commerce à condition que la surface de plancher n'excède pas 300m² et que par la fréquentation induite et leur nature, elles ne génèrent aucune générer atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

2.1.3 – aux annexes dans la limite de deux annexes maximum (existantes ou à créer) par construction principale, implantées sur le tènement foncier où est édifiée la construction principale.

2.1.4 - aux garages collectifs de véhicules particuliers indépendants d'une opération d'habitation à condition qu'il y ait une entrée unique par opération et que le projet soit accompagné d'une étude d'insertion paysagère (topographie, aspect,…) justifiant de son insertion dans le site

2.1.5 - aux hébergements insolites : cabanes perchées, yourtes… et sous réserve qu'elles s'intègrent dans le paysage et la topographie du lieu, et qu'il y ait préservation du caractère naturel du secteur considéré.

2.1.6 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.2 –Travaux sur le bâti existant

2.2.1 Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, toute autorisation de construire le concernant ne peut être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

2.2.2 – A l'exception des interdictions de l'article 1, le changement de destination est autorisé à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, ni insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux biens et aux personnes, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.

2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,

- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.5 – Travaux sur les éléments « ferme traditionnelle » repérés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme :

2.5.1 – Le changement de destination et la restauration dans le volume existant des bâtiments identifiés au plan sont autorisés, lorsque le résultat a pour conséquence la conservation du patrimoine architectural local, et sous réserve de réseaux suffisants, quelle que soit la superficie du terrain d'assiette.

2.5.2 - Tout projet de démolition est subordonné à la délivrance d'un permis de démolir.

2.5.3 –L'aspect général de la construction (volume, hauteur, implantation) doit être préservé. Les travaux envisagés ne doivent pas avoir pour effet de modifier profondément la construction et doivent être compatibles avec les articles UT10 et UT11.

2.5.4 – Le patrimoine local est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur.

2.5.5 - En cas de démolition totale pour des motifs technique (peu de fondations, mauvais état de la maçonnerie…), une reconstruction à l'identique (même volume, même type d'architecture) devra être mise en œuvre

2.6- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.7- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

2.8 - Emprise du domaine skiable

Dans le périmètre du domaine skiable, en complément des autorisations des différentes zones U, seront autorisés :

2.8.1 L'aménagement et l'ouverture des pistes de ski, les équipements relatifs aux activités estivales, les implantations de remontées mécaniques et les constructions, installations et travaux liés à la sécurité et à l'exploitation de ces pistes et équipements, remontées et réseaux neige sont autorisés à condition de faire l'objet d'un traitement approprié, assurant leur intégration dans l'environnement et les paysages.

2.8.2 - Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

2.9 Obligation de mixité sociale

2.9.1 Cas des lotissements

Opération de lotissement (permis d'aménager, déclaration préalable) à destination de logements :

- S'il y a cinq lots ou plus, alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale
- si un ou plusieurs lots comportent 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors les lots concernés comporteront au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher du/des lot/s concerné/s
- S'il y a cinq lots ou plus et si un ou plusieurs lots comporte/nt 300 m² ou plus de surface de plancher (SP), alors l'opération comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale.

2.9.2 Cas des constructions de logements neufs sous forme collective ou intermédiaire (plusieurs logements sans espaces communs)

Programme de logements neufs (permis de construire, permis de construire valant division) sous forme intermédiaire (logement intermédiaire : plusieurs logements sans espaces commun) ou collective :

- tout programme créant 6 logements ou plus **OU** 720 m² ou plus de surface de plancher comportera au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, représentant au minimum 25% de la surface de plancher.

2.9.3 Cas des évolutions du bâti existant

Programme de logement par évolution du bâti existant (changement de destination, extension, démolition – reconstruction) :

- Toute évolution d'un bâti existant créant de la surface de plancher à destination du logement, comportera minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, dès lors que le projet compte 6 logements ou plus **ET** que la surface totale est égale ou supérieure à 720 m². La surface totale étant constituée de la surface de plancher existante (logement) + la surface de plancher créée par le changement de destination et/ou la SP créée par extension, démolition - reconstruction.

L'ensemble des règles de ce point 2.9 s'applique à tout mouvement ou enchainement de mouvements immobiliers : acquisition, vente, succession, division foncière ou succession de divisions foncières ("primaires" (1) et autres), construction, ..., qui a pour objet ou aura pour effet, depuis l'entrée en vigueur des dispositions du présent article (approbation de la modification n°1), de créer des logements. Cette mesure s'applique également aux opérations de lotissement (PA et DP) ainsi qu'aux PC valant division.

(1) Division primaire : Division en propriété ou en jouissance effectuée par un propriétaire au profit de personnes qui ont obtenu un permis de construire ou d'aménager portant sur la création d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle. La division doit intervenir après la délivrance du permis de construire, de préférence, définitif.

ARTICLE UT 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 5 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.1.4 - Pour les groupes de garages individuels, un seul accès sur la voie publique est autorisé.

3.1.5 – Les accès de voitures doivent disposer d'une plateforme d'attente hors voirie et librement accessible, de moins de 5% de pente et d'une profondeur d'au moins 5 m.

3.1.6 - Pour tout stationnement, fermé ou non, les accès ayant une pente supérieure à 12% sont interdits.

3.1.7- En cas d'impossibilité, un stationnement longitudinal (parallèle à la voirie) pourra être autorisé s'il permet l'inscription d'un trapèze de 10,00x5,00x2,50m par véhicule.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 4,50 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE UT 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau, zones humides, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.2.3 – Eaux de piscine

Les eaux de filtre des piscines doivent être raccordées au réseau d'eaux usées, ou à défaut dirigées vers un dispositif d'assainissement non collectif.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

4.3- réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

4.4- Déchets ménagers

En accord avec le service gestionnaire, toute opération d'aménagement ou tout permis concernant plusieurs logements destinés à l'habitat ou à l'hébergement touristique peut se voir imposer un emplacement adapté (emprise et localisation) pour recevoir les installations nécessaires à la collecte et au tri sélectif des déchets ménagers.

ARTICLE UT 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

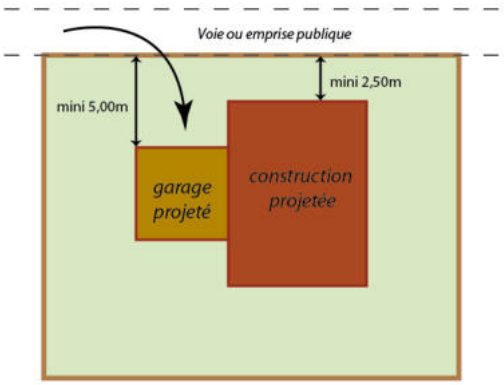
6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 2,50 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

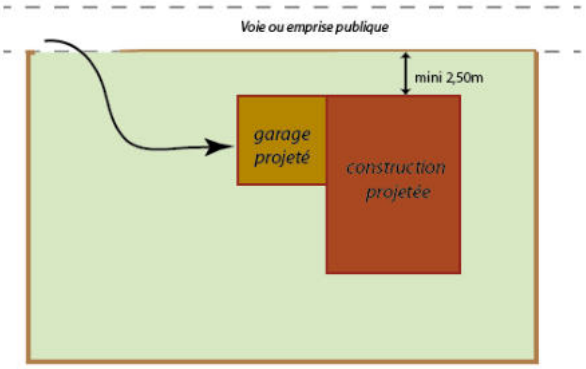
6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 5,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 2,50 m.



ou



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra être transmise.

6.1.6 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

6.2.1 – Afin de permettre une isolation par l'extérieur de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de recul par rapport aux emprises des voies ouvertes à la circulation publique, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

6.2. 2 – Autres cas

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- pour les équipements publics et constructions d'intérêt collectif.
- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas de constructions implantées sous le terrain naturel.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

ARTICLE UT 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

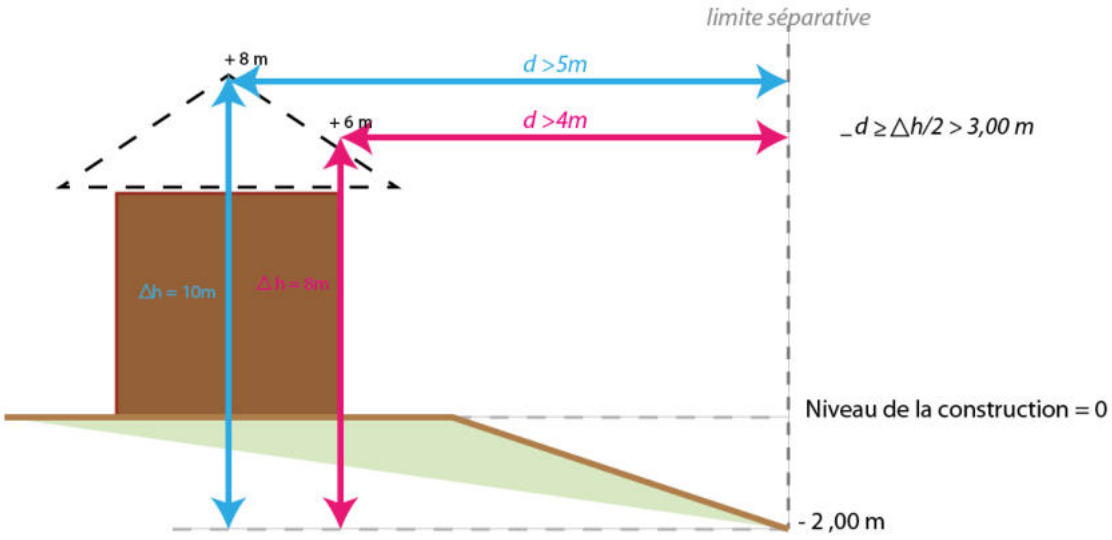
Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

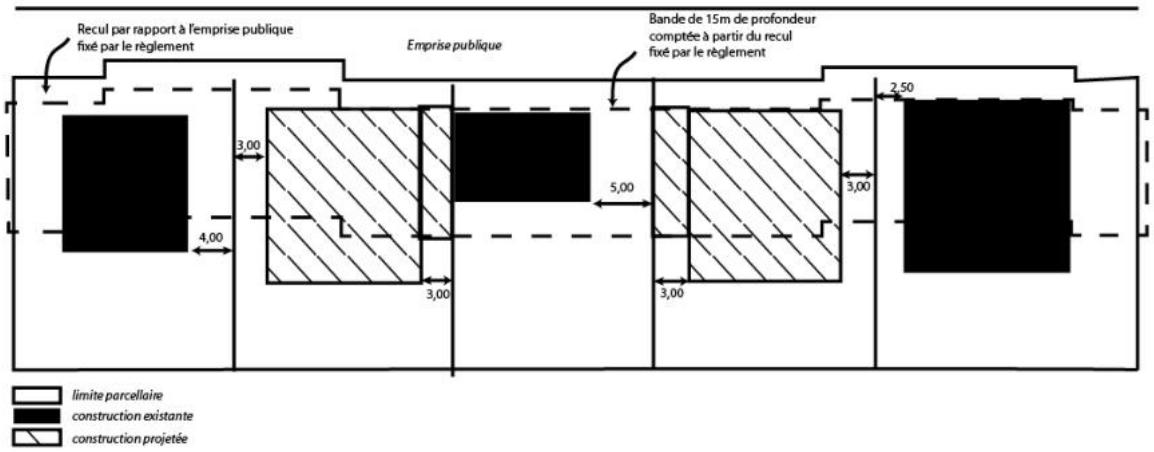
7.1.1 – Dans une bande d'une profondeur de 15,00 m comptée à partir du recul de 2,5m fixé par l'article 6, de part et d'autre de la route départementale, les bâtiments peuvent être implantés sur la limite de propriété, dans la mesure où la parcelle voisine :

- Supporte un bâtiment déjà implanté en limite,
- Supporte un bâtiment éloigné de 5,00 m au moins de tout point du bâtiment à édifier,
- Ne supporte aucun bâtiment.

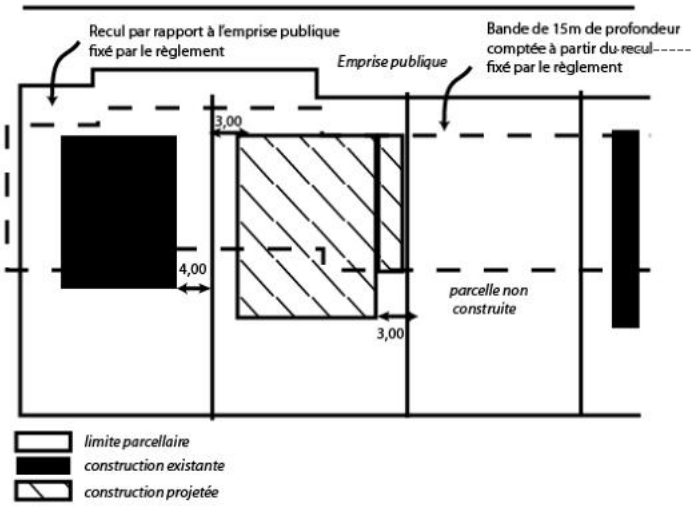
En cas d'implantation en retrait, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3 m.



7.1.2 – Au-delà de la bande d'une profondeur de 15,00 m, comptée à partir du recul de 2,5m fixé par l'article 6 ou le document graphique, la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



Croquis explicatif des différents cas de figures

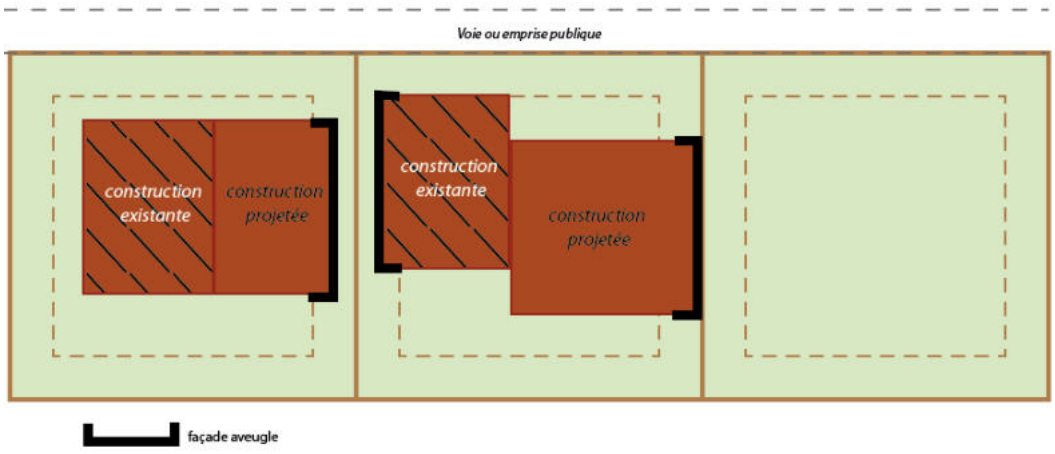


Croquis explicatif des différents cas de figures

7.1.3 - Dans les lotissements et permis valant division, ce recul s'appliquera au périmètre de chaque lot.

7.1.4 – Hormis dans les lotissements, une implantation du bâtiment sera possible en limite séparative ou dans la bande de prospect des constructions si :

- la façade du bâtiment existant implantée sur la parcelle limitrophe dans la bande de prospect exprimée ci-dessus est aveugle
- le terrain voisin est nu et la façade du bâtiment projeté est aveugle



7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

7.2.2 – Les annexes pourront être implantées dans la bande de prospect à condition que :

- leur emprise au sol soit limitée à 30m² pour celles à usage de stationnements et 15m² pour les autres,
- Leur hauteur n'excède pas 3,50m au plus défavorable (au terrain naturel TN ou au terrain excavé TE),
- La longueur de façade(s) la plus proche de la limite séparative n'excède pas 6,00m cumulés,

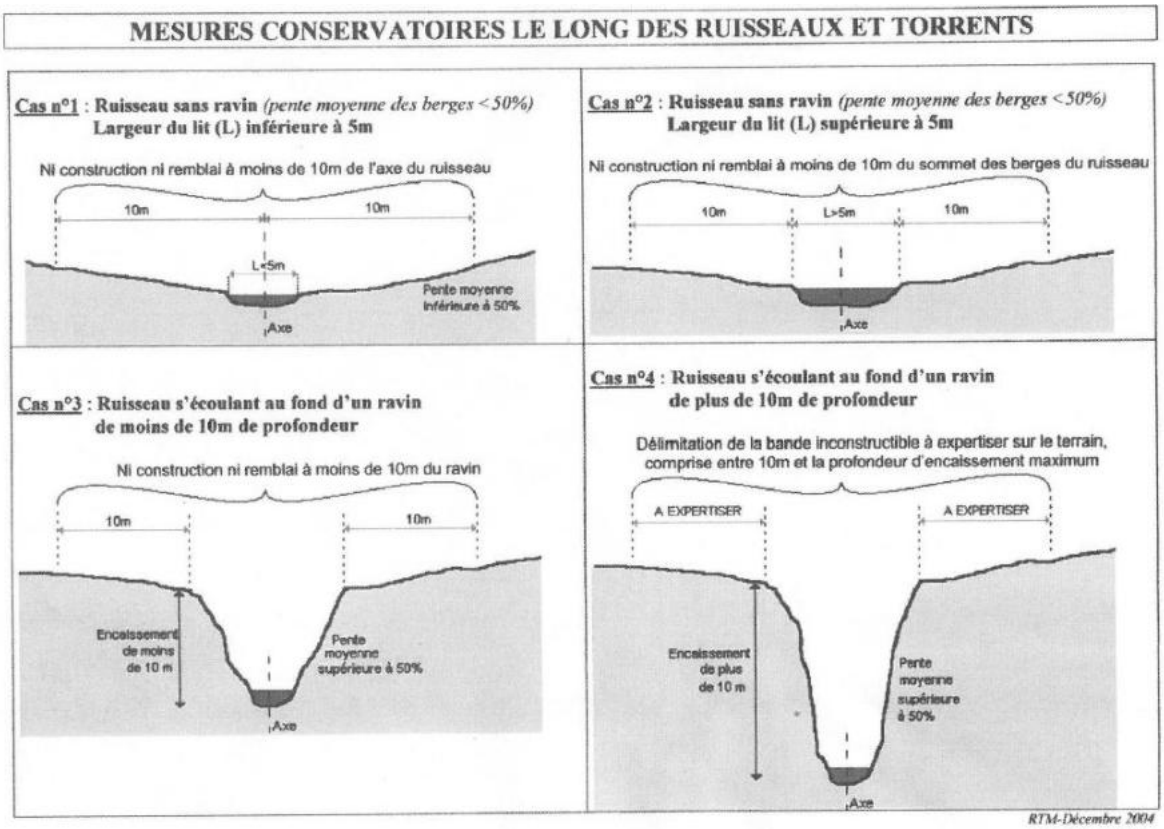
- Elles ne présentent pas d'ouverture sur la façade située en limite de propriété (exception faite pour les abris ouverts).

7.2.3 – Les piscines respecteront un recul minimal de 3m.

7.2.4 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4 m au faîtage.

7.2.5 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de prospect, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

7.2.6 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE UT 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.0 – Les débords de toiture jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, balcons, auvents et escaliers ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

8.1 - L'implantation des bâtiments, les uns par rapport aux autres, doit respecter un recul qui soit au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus haut au plus défavorable, sans être inférieur à 3,00 m.

8.2 - L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE UT 9 : EMPRISE AU SOL

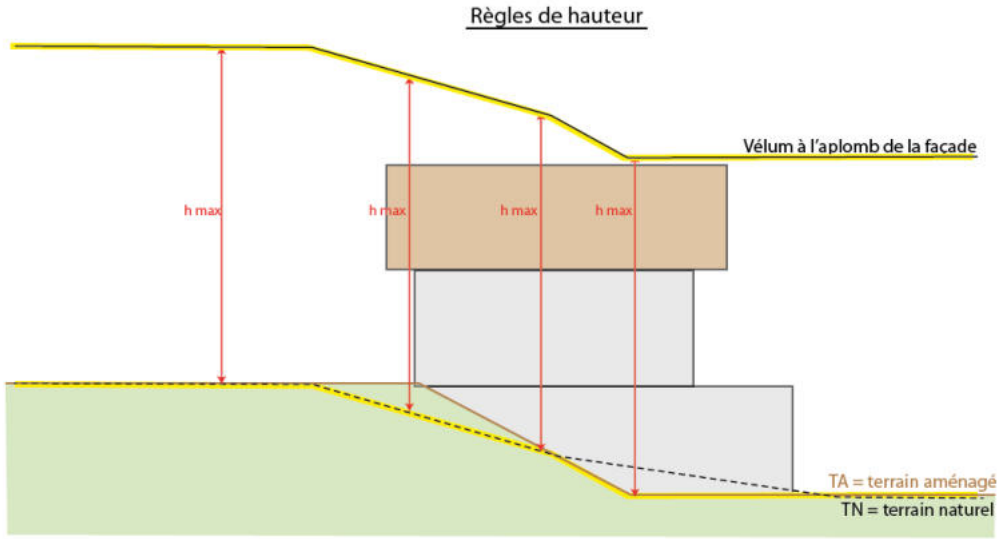
Non réglementé, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR.

ARTICLE UT 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

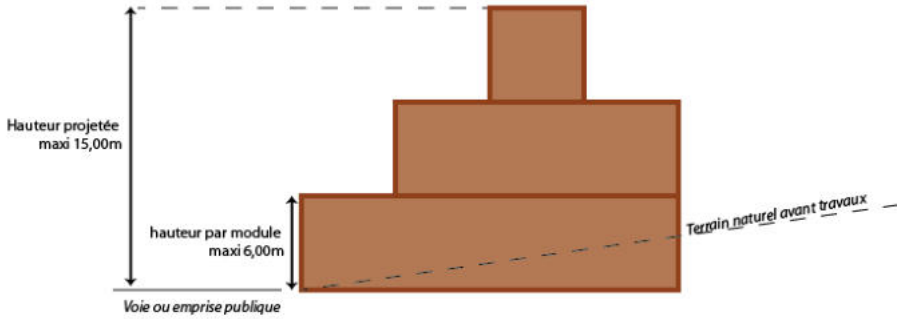


Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 – Dans un fuseau de 20,00 m de part et d'autre de l'emprise de la route départementale. Cette règle ne s'applique pas pour les extensions de faible emprise au sol.

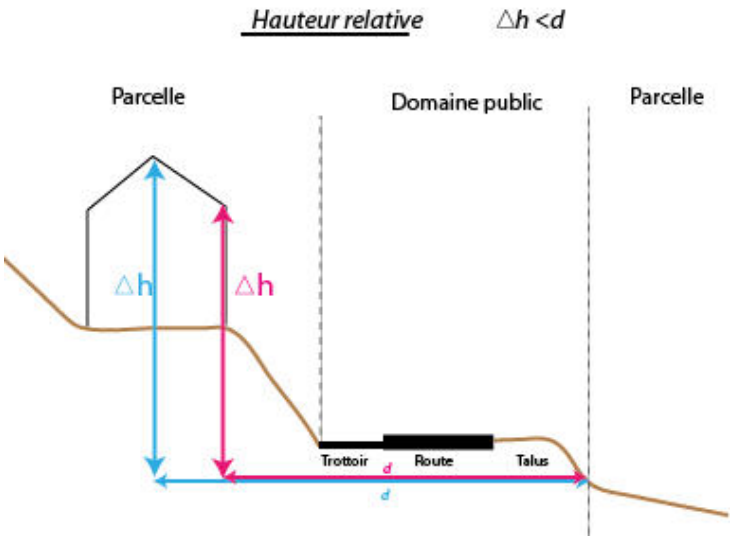
- La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 15,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.
- Cette hauteur ne sera jamais perçue d'un seul tenant. Le volume du bâtiment devra prévoir une intégration en gradation dans la pente de type « cascade » composé de plusieurs modules.
- La hauteur maximale du premier module n'excédera pas 6,00 m.



10.1.2 – Pour les autres secteurs de la zone UT

La hauteur maximale des constructions est fixée à 12,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Pour les bâtiments repérés au plan de zonage au titre de l'article L.151-19 (fermes traditionnelles et constructions atypiques), le volume initial sera respecté. En cas de travaux permettant de restaurer l'aspect initial de l'édifice (établi sur une base documentaire), une hauteur différente pourra être admise.

10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.3 – Dans toutes les zones UT, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.4 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,5 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.5 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.6 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE UT 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.
- tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas, ni aux constructions insolites.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les aires de stockage ne sont pas admises.

11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont interdits.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,
- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.2.3 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.2.4 – Concernant les copropriétés, les changements d'aspect des façades (menuiseries, teintes, ouvertures, bardages,…) doivent faire l'objet d'une réflexion d'ensemble.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.4 – Bâtiment protégé, élément particulier protégé et identifié au plan de zonage au titre de l'article L.151-19

Toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes du bâtiment existant seront respectés et non modifiés, l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,
- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine, en cas de réfection,
- les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.

11.4.1 – Façades

Il sera utilisés des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction ; ils seront légèrement lissés ou grattés. Ils ne laisseront pas apparaître de pierres autres que les pierres d'angles ou d'encadrement

Les volets seront à battants dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades. La conservation ou l'installation de volets à battants pourra être imposée.

En cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature (nombre de vantaux, présence ou non de petits bois…) devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois par exemple). L'emploi de l'aluminium de teinte naturelle, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.

Les terrasses, sauf celles de plain-pied sont interdites.

Les garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie.

11.4.2 – Toitures

Les volumes de toit seront respectés. Les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine : matériaux de teinte brun rouge ou de teinte grise (aspect ardoise de pays).

Les fenêtres de toits et les verrières sont autorisées dans la mesure où elles ne dénaturent pas la typologie initiale du bâtiment.

Les lucarnes seront proscrites mais pourront faire l'objet d'une réflexion d'ensemble si elles respectent l'architecture traditionnelle et les typologies locales.

En cas d'isolation par surépaisseur de la toiture, toutes les dispositions seront prises pour conserver l'épaisseur initiale des rives

11.5 – Aspect des clôtures

11.5.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.

En bordure d'emprise publique et en limite séparative des parcelles constructibles:

- elles seront constituées par des grillages, des grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie, comportant ou non un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,50 m. Dans le cas de grillages elles seront dissimulées par des haies végétales.
- a structure des vides et des pleins doit permettre de laisser passer la vue, sinon la clôture n'est pas considérée comme à claire-voie.
- hauteur maximale totale = 1,20 m en limite de voie et emprise publique
- hauteur maximale totale = 1,50 m en limite séparative.

En limite des espaces naturels, elles seront constituées de fils métalliques linéaires ou de grillage teinte neutre ou en travers bois, l'ensemble ne dépassant pas une hauteur maximale de 1,20 m.

Pour les haies en limite séparative, conformément au code civil, il est demandé un recul minimum de 0,50 m par rapport à la limite de propriété pour les plantations mesurant moins de 2,00 m de haut, et au minimum 2 m pour les plantations d'une hauteur supérieure à 2,00 m. Pour réduire l'effet rectiligne engendré par les haies continues, des percées visuelles seront créées.

11.5.2 – En cas de terrain pentu

Lorsque la clôture est située sur un mur de soutènement, la hauteur sera limitée à 1,20 m maxi au-dessus de l'ouvrage.

11.5.7 – Cas particuliers

- Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.
- Les murs et murets existants, en pierres sèches ou à joints, doivent être conservés dans leur intégralité (hauteur et aspect), et même reconstitués si besoin est, à l'exception des percements utiles à la création d'accès.
- Dans les secteurs de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables respectant les reculs mentionnées en art.6. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.6 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons.

ARTICLE UT 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes et créées et celles créant de nouvelles unités de logements ou d'activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.7 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.0.8 - Pour les garages collectifs et ou en souterrain, il ne sera pas admis de séparation physique entre les stationnements (les box sont interdits).

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Constructions à usage d'habitation et d'hébergements touristiques.

Dans un fuseau de 20,00m de part et d'autre de la route départementale, les stationnements des logements collectifs à vocation d'habitat et d'hébergements touristiques doivent se faire en souterrain ou dans le volume de la construction principale.

Dans les autres zones UT, à minima 50% des stationnements devront être en souterrain ou intégrés dans le volume de la construction principale.

Pour l'ensemble des zones :

- un minimum de 2 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire
- 1 place visiteur identifiée pour chaque tranche entamée de 4 logements.

12.1.2 – Logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.

- 1 place de stationnement par logement, pour les logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.
- En cas de travaux de transformation ou d'amélioration, y compris s'ils s'accompagnent de création de Surface de plancher, l'obligation de réaliser des places de stationnement n'est pas applicable dans la limite d'un plafond fixé par décret du Conseil d'Etat.

12.1.3 – Commerces

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher affectée à la vente
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.4 – Bureaux et services

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.5 – Hébergement hôtelier et restaurant

- 1,5 places pour 2 chambres
- 1 place visiteur identifiée par tranche entamée de 20m² de surface de plancher affectée à la salle de restaurant pour les établissements ouverts aux publics extérieurs.

12.1.6 –Artisanat : Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.7 – Pour les constructions à usage de résidences de tourisme telles que définies par l'arrêté préfectoral du 04-06-2010, et pour les établissements de vacances à caractère social :

- 1,5 places par logement dont les 2/3 seront souterraines ou intégrées au bâtiment.
- + 20% du nombre de logements en stationnements pour les visiteurs, pouvant être de surface.

12.1.8 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.1.9 - Pour constructions identifiées au plan de zonage au titre du L151-19 du CU : 1 place de stationnement par logement.

12.2 – Règles pour les cycles

12.2.1 – Constructions à usage d'habitation

Pour toute construction neuve ou tout ensemble de constructions générant plus de 400 m² de SP, il est exigé la réalisation de locaux pour le stationnement des cycles : 1 m² par tranche de 50 m² de SP.

Ces locaux doivent être accessibles, couverts et fermés.

12.2.2 – Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif

Pour toute construction neuve accueillant du public (ERP), il est exigé la réalisation d'aires de stationnement pour les cycles : 1 place pour 30 personnes accueillies.

12.3 – Dispositions complémentaires

12.3.1 - En cas d'implantation dans un parc public, l'obtention d'une concession à long terme est obligatoire ; l'acquisition de places dans un parc privé existant ou en cours de réalisation est possible. Toutefois, ces équipements devront être distants au plus de 200m. Une promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition devra être conclue.

12.3.2 - En cas d'impossibilité technique de réaliser tout ou partie des places de stationnement exigées sur le terrain de l'opération, l'implantation des places manquantes est admise sur un terrain situé à moins de 200 mètres ; le constructeur doit apporter la preuve qu'il réalise ou fait réaliser lesdites places dans le délai de mise en service des constructions.

ARTICLE UT13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

13.2.1 - La surface d'espaces verts d'un seul tenant correspondra à minima à 15% de la superficie du tènement.

13.2.2 - Pour les ensembles de constructions de plus de 5 lots, les espaces verts devront être aménagés de manière à proposer des espaces de rencontre, des aires de loisirs, …

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

13.3.4 – En bordure de la RN 205, sauf dispositif anti-bruit existant, les alignements d'arbres seront maintenus ou restaurés.

ARTICLE UT 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE UT 16 : *OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.*

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

16.2 - Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UX

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE UX 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

1- L'habitat

2- Le commerce

3- L'hébergement hôtelier et touristique

4- L'exploitation agricole

5- L'exploitation forestière

6- Les ouvertures et exploitations de carrières

7- L'aménagement de terrains destinés à toute forme de camping, caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs (P.R.L.) et les habitations légères de loisirs.

8- Les travaux, installations et aménagements ci-après :

- Les annexes
- Les aires de dépôt de véhicules, neufs et d'occasion, en plein- air dans l'attente ou non de leur commercialisation, susceptibles de contenir plus de 10 unités ne répondant pas aux conditions fixées à l'article UX2.
- Les garages collectifs de caravanes.
- Les terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés ainsi que les aires de jeux et de sport.
- Les dépôts permanents de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- Les affouillements ou exhaussements de sol ne répondant pas aux conditions fixées à l'article UX2.

ARTICLE UX 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – aux locaux strictement nécessaires à la surveillance des entreprises, dans la limite de 1 local intégré ou accolé par activité, ne pouvant excéder 55m² de surface de plancher.

2.1.2 – aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif dans la mesure où :

- l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service
- ils ne pas portent pas atteinte à la vocation principale de la zone,
- et toutes les dispositions sont prises pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

2.1.3 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.2 –Travaux sur le bâti existant

Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, toute autorisation de construire le concernant ne peut être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les dépôts de véhicules susceptibles de contenir au moins 10 unités dans la mesure où elles sont liées à une activité artisanale ou commerciale

2.4.4 – Les aires de stockage sont admises dans la mesure où elles sont liées à une activité artisanale ou commerciale.

2.4.5 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.5- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.6- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

ARTICLE UX 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 10,00 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 5,00 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

ARTICLE UX 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau et zones humides.

L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

En l'absence de réseau d'assainissement, il est exigé un dispositif d'assainissement autonome adapté à la nature du sol.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.3- réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être de enterrés.

ARTICLE UX 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

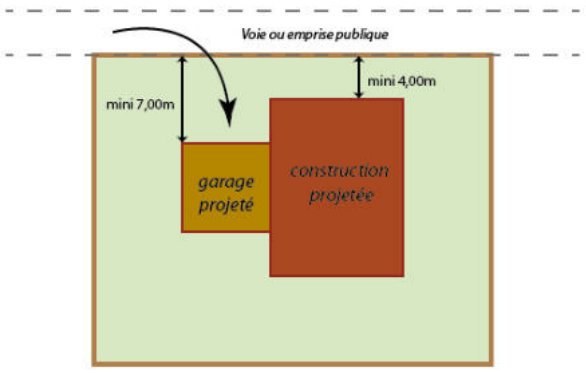
6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 4,00 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

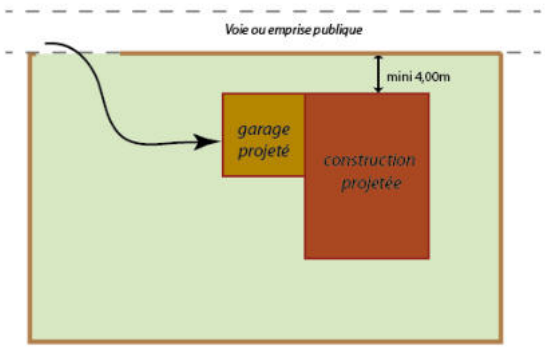
6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 7,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 4,00 m.



ou



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude technique préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra est transmise.

6.2 – Cas particuliers

6.2.1 – Afin de permettre une isolation par l'extérieur de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de recul par rapport aux emprises des voies ouvertes à la circulation

publique, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

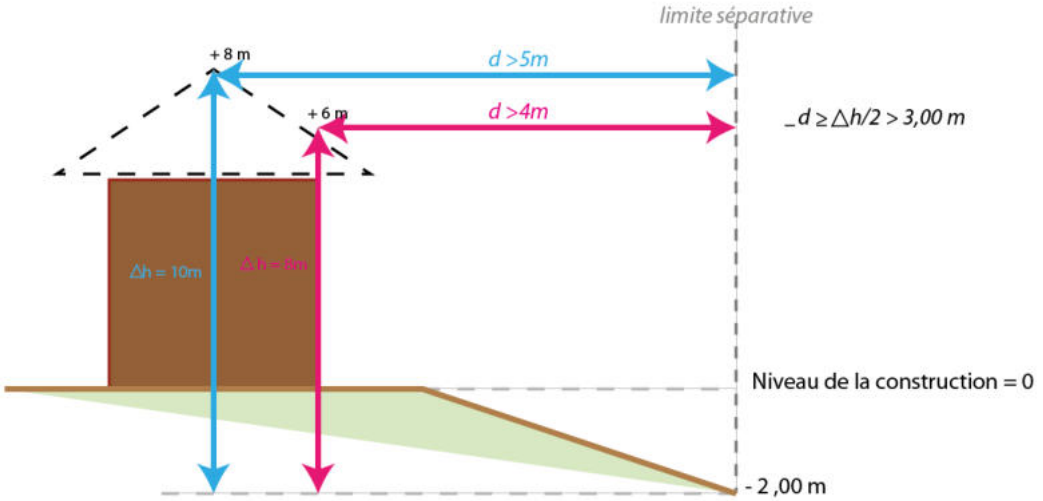
ARTICLE UX 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

La distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



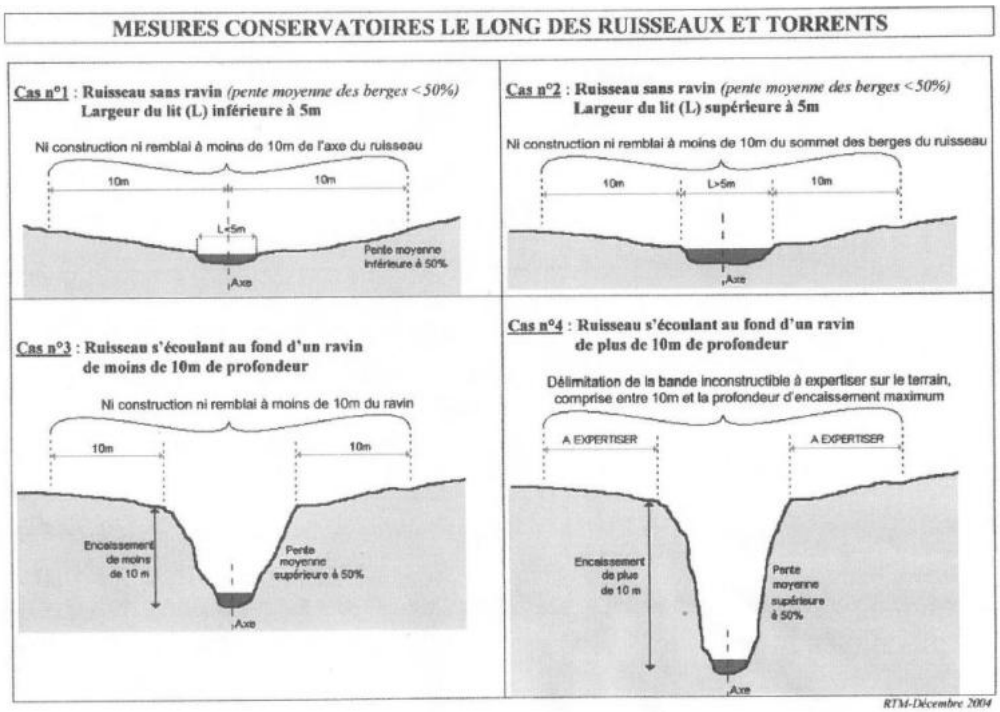
7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

7.2.2 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 m au faîtage.

7.2.3 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de prospect, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

7.2.4 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE UX 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Entre deux bâtiments non jointifs, quelles qu'en soient la nature et l'importance, il doit toujours être aménagé un espacement suffisant pour permettre l'entretien facile du sol et des constructions et, s'il y a lieu, le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE UX 9 : EMPRISE AU SOL

9.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne concernent pas :

- les constructions enterrées sous le terrain naturel
- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif

9.1 – Règle générale

Le Coefficient d'Emprise au sol applicable sera de 0,6, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR.
Dans les lotissements ou permis valant division, ce coefficient s'appliquera à chaque lot.

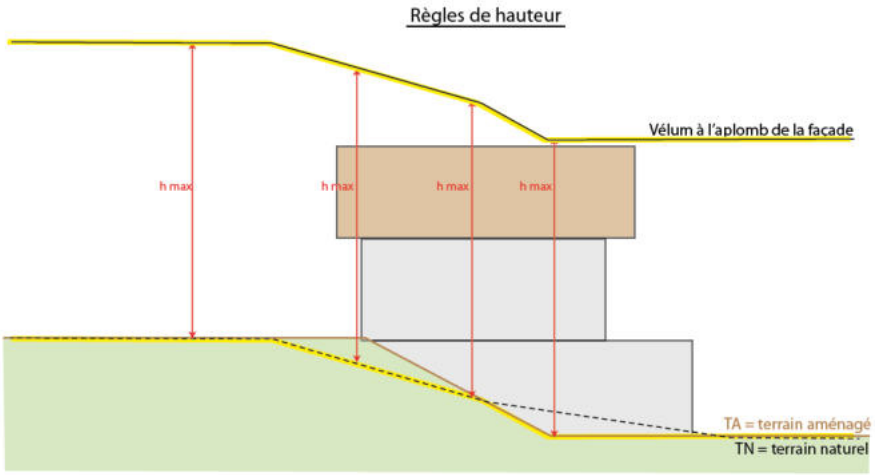
ARTICLE UX 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation

des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

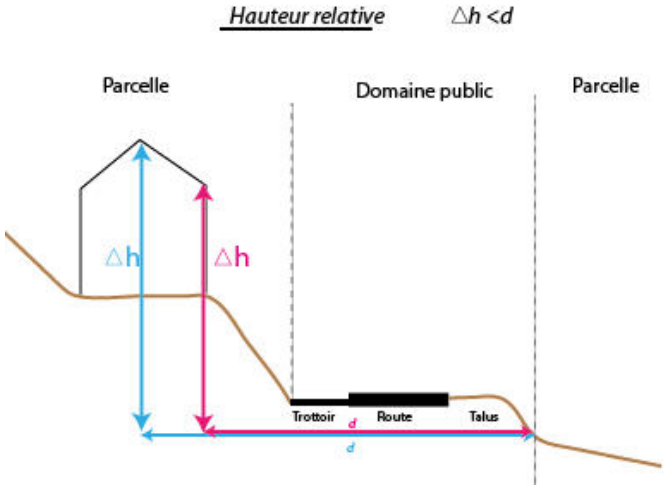


Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

La hauteur maximale des constructions est fixée à 12,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.2 – Dans toutes les zones UX, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.3 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00 m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,5 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.4 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.5 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE UX 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Ils respecteront les principes suivants :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures).

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès.

11.1.2 - Les affouillements et exhaussements de sols liés à l'implantation des constructions, ainsi que de leurs annexes, doivent être réduits au minimum nécessaire à l'adaptation de la construction et des aménagements des abords au terrain naturel.

11.1.3 - Les talus devront se rapprocher des formes naturelles.

Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration paysagère.

11.1.4 - Les aires de stockage sont admises dans la mesure où elles sont liées à une activité artisanale ou commerciale et qu'elles soient dissimulées aux vues des tiers, par des aménagements de qualité.

11.1.5 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des réseaux, doivent être intégrés aux constructions. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les matériaux utilisés doivent avoir un aspect fini.

11.2.2 - Les façades seront traitées soit en bardage bois (peint ou aspect bois), soit en matériaux industriels dont la présentation sera de qualité (métal laqué, aluminium, fibrociment teinté, produit verrier, etc…).

11.2.3 - Les couleurs devront s'harmoniser avec celles qui dominent sur le site. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiels.

11.2.4 - Certains éléments des constructions, tels que signaux, auvents et portes d'entrée, éléments servant de repère, pourront être proposés en teinte vive mais sur des éléments très limités.

11.2.5 Sont interdits les blancs, les blancs cassés et les couleurs vives sur de grandes surfaces. Est interdit l'emploi de la tôle ondulée brute.

11.2.6 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures doivent être traitées comme une façade à part entière et faire l'objet d'un traitement qualitatif

11.3.2 - Les toitures végétalisées sont autorisées

11.4 – Aspect des clôtures

11.4.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.
La hauteur maximale est de 2,00 m. Toutefois, cette hauteur pourra être adaptée ou imposée par l'autorité compétente en fonction de la nature particulière de l'installation et selon des critères de sécurité et de salubrité publique.

11.4.2 – Cas particuliers

Les murs pleins sont interdits. Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.

11.5 – Enseignes et éclairage

Les enseignes devront être situées au-dessous de l'égout du toit ou en pignon. Si elles sont lumineuses, leur éclairage sera fixe.
Les matériels d'éclairage utilisés sur les parcelles privées seront en harmonie avec ceux de l'espace public.

ARTICLE UX 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces nouvellement créées ou celles créant de nouvelles activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.6 - Une place de stationnement pour un « véhicule léger »correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Bureaux et services : 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher

12.1.2 – Artisanat et industrie : Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.3 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.2 – Règles pour les livraisons et services

12.2.1 - 2 emplacements de 50m² chacun pour les véhicules industriels, par tranche de 10 000m² de terrain

12.2.2 - 3 emplacements pour véhicules industriels pour une parcelle comprise entre 10 000m² et 20 000m²

12.3 - Règles pour les cycles

Pour toute construction neuve, il est exigé la réalisation d'aires de stationnement pour les cycles : 1 place pour 5 employés.

ARTICLE UX 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

La surface d'espaces verts d'un seul tenant correspondra à minima à 15% de la superficie du tènement.

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

13.3.4 – En bordure de la RN 205, sauf dispositif anti-bruit existant, les alignements d'arbres seront maintenus ou restaurés.

ARTICLE UX 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE UX 16 : *OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.*

Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES UEQ

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE UEQ 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

Dans toutes les zones UEQ, le changement de destination sans rapport avec les activités admises, est interdit.

En zone UEQ, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites à l'exception de celles définies à l'article UEQ 2

ARTICLE UEQ 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1 - **Pour les équipements liés à la RN205**, une demande pour un nouveau bâtiment pourra être accordée afin de répondre aux besoins de fonctionnement de la station services et de la voie express (aires de stationnement poids lourds, hangar à sel….).

2.2 – **Pour les équipements liés aux transports ferroviaires**, une demande pour un nouveau bâtiment annexe pourra être accordée afin de répondre aux besoins de fonctionnement de la gare et aux usages ferrés, aux transports multimodaux, aux stationnements de longue durée et aux activités d'accueil.

2.3 – Les travaux, installations et aménagements

2.3.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.3.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.3.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.4- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.5- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

ARTICLE UEQ 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique ; en tout état de cause, le raccordement d'un accès privé à une voie publique sera soumis à l'appréciation du gestionnaire de la voirie concernée.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les constructions et installations doivent être desservies par des voies dont les caractéristiques sont adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

3.2.2 - L'ouverture de toute voie privée nouvelle non destinée à desservir une construction, existante ou autorisée, est interdite.

3.2.3 – Les voies et leurs aménagements ne doivent pas porter atteinte aux sites et aux paysages (ZNIEFF, zones humides …)

ARTICLE UEQ 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau et zones humides.

L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

En l'absence de réseau d'assainissement, il est exigé un dispositif d'assainissement autonome adapté à la nature du sol.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.3- réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être de enterrés.

ARTICLE UEQ 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

Les constructions doivent respecter un recul minimum de 4,00 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

ARTICLE UEQ 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 m au faîtage.

ARTICLE UEQ 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non règlementé

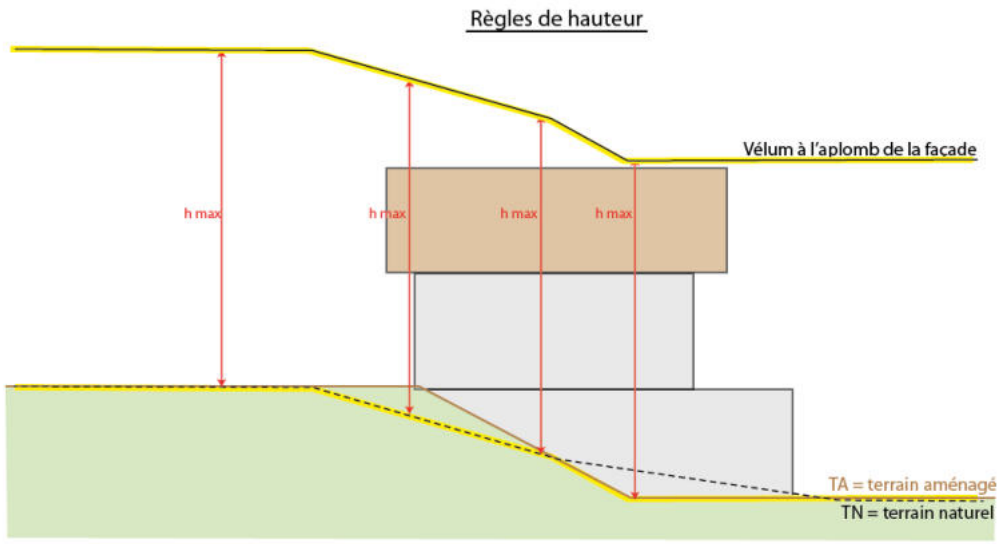
ARTICLE UEQ 9 : EMPRISE AU SOL

Non règlementé

ARTICLE UEQ10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques et bâtiments nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.



Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 12,00 m selon les termes définis ci-dessus.

ARTICLE UEQ 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.

Tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les matériaux utilisés doivent avoir un aspect fini.

11.2.2 - Les façades seront traitées soit en bardage bois (peint ou aspect bois), soit en matériaux industriels dont la présentation sera de qualité (métal laqué, aluminium, fibrociment teinté, produit verrier, etc…).

11.2.3 - Les couleurs devront s'harmoniser avec celles qui dominent sur le site. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiels.

11.2.4 - Certains éléments des constructions, tels que signaux, auvents et portes d'entrée, éléments servant de repère, pourront être proposés en teinte vive mais sur des éléments très limités.

11.2.5 Sont interdits les blancs, les blancs cassés et les couleurs vives sur de grandes surfaces. Est interdit l'emploi de la tôle ondulée brute.

11.2.6 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures doivent être traitées comme une façade à part entière et faire l'objet d'un traitement qualitatif

11.3.2 - Les toitures végétalisées sont autorisées

11.4 – Aspect des clôtures

11.4.1 - Elles ne sont pas souhaitées. Le cas échéant elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Leur hauteur est limitée à 1,50 m, excepté pour celles répondant à un impératif de sécurité ou de salubrité publique..

11.4.2 - En zone de corridor écologique, les clôtures devront permettre la libre circulation de la faune.

ARTICLE UEQ 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques, ainsi que des chemins d'accès ou de promenade, notamment en cas d'accueil de clientèle.

Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées et intégrées dans l'aménagement des abords de l'opération (véhicules et cycles).

12.0 – Généralités

12.0.1 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales,

12.0.2 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes.

12.0.3 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.1 – Règles pour les véhicules légers

Les besoins en stationnement devront correspondre aux besoins de l'activité.

ARTICLE UEQ 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.0 – Généralités

Les servitudes de passage existantes doivent être maintenues.

Dans le cas d'exhaussement de terrain, les talus devront être végétalisés et pourront être soutenus, dans le cas de forts dénivelés, par des murets en pierre naturelle ou des enrochements. L'usage du béton brut est interdit.

13.1 –Plantations

13.2.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.2.2 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

13.2 – Secteur de corridor écologique

Le caractère végétal doit être strictement maintenu. Les arbres abattus seront remplacés par un nombre équivalent d'arbres d'essence rustiques et indigènes.

ARTICLE UEQ 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE UEQ 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.

Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires.

TITRE 3 :

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A URBANISER

2AU – ZONE A URBANISER STRICTE
1AU – ZONE A URBANISER
1AUT – ZONE A URBANISER
1AUX – ZONE A URBANISER

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 2AU

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

ARTICLE 2AU 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les occupations et utilisations du sol nécessitant une autorisation d'urbanisme qui ne figurent pas à l'article 2AU 2 sont interdites.

ARTICLE 2AU 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

I – Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public ou d'intérêt collectif

Ils sont autorisés dans la mesure où leur localisation correspond à une nécessité technique impérative, sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site. Les ouvrages peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

II – Conditions d'ouverture à l'urbanisation

L'ouverture à l'urbanisation sera réalisée soit par une modification, soit par une révision du PLU si les voies et réseaux existants n'ont pas une capacité suffisante, sinon urbanisation possible soit sur opération d'aménagement d'ensemble soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements.
L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas à la réalisation des ouvrages d'intérêt général et des équipements publics.

ARTICLE 2AU 3 : ACCES ET VOIRIE

Les accès existants aux chemins ruraux et sentiers piétonniers, ainsi que les chemins ruraux et sentiers piétonniers doivent être maintenus.

En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE 2AU 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX

Non réglementé

ARTICLE 2AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation

6.1- Règles

6.1.1 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 2,50 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

6.1.2 - Par exception à la règle 6.1.1, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.2 – Cas particuliers

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- pour les équipements publics et constructions d'intérêt collectif.
- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas de constructions implantées sous le terrain naturel.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

ARTICLE 2AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à 3,00 m.

7.2 – Cas particuliers

7.3.1 – Des implantations différentes que celles définies ci-dessus sont autorisées en cas de travaux sur le bâti existant en cas de travaux sur le bâti existant régulièrement édifié.

7.3.2 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 mètres au faîtage.

ARTICLE 2AU 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Non réglementé

ARTICLE 2AU 9 : EMPRISE AU SOL

Non réglementé

ARTICLE 2AU 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

Les débords de toiture jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, balcons, auvents et escaliers ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 - La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 9,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

10.1.2 – La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.

ARTICLE 2AU 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.

Tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.2 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

ARTICLE 2AU 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales

ARTICLE 2AU13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

ARTICLE 2AU 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Non réglementé

ARTICLE 2AU 16 : *OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.*

Non réglementé

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 1AU

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions générales, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE 1AU 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

I – Dans les secteurs 1AU, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article 1AU2-I.

II – Dans les secteurs 1AUt, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article 1AU2-II.

ARTICLE 1AU 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

I. Secteurs 1AU :

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

I.2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – aux constructions d'habitat et services associés dès lors qu'elles respectent les principes des OAP

2.1.2 – à l'artisanat et au commerce à condition que la surface de plancher n'excède pas 300m² et que par la fréquentation induite et leur nature, elles ne génèrent aucune atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

2.1.3 – aux annexes dans la limite de deux annexes maximum (existantes ou à créer) par construction principale, implantées sur le tènement foncier où est édifiée la construction principale.

2.1.4 - aux garages collectifs de véhicules particuliers indépendants d'une opération d'habitation à condition qu'il y ait une entrée unique par opération et que le projet soit accompagné d'une étude d'insertion paysagère (topographie, aspect,…) justifiant de son insertion dans le site

2.1.5 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

I.2.2 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,

- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

I.2.3 – Les travaux, installations et aménagements

2.3.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.3.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.3.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

I.2.4 - Conditions d'ouverture à l'urbanisation

2.4.1 - Les secteurs 1AU ne peuvent être ouverts à l'urbanisation qu'au travers d'une opération d'aménagement telle que définie par le Code de l'Urbanisme, qui doit être compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et doit présenter les caractères suivants :

- Garantir que les équipements publics seront opérationnels lors de la mise en service des constructions.
- Ne pas créer d'enclaves inconstructibles ni à l'intérieur de la zone où la réalisation est projetée, ni à l'intérieur d'une zone urbaine ou à urbaniser limitrophe.

2.4.2 - Le secteur, « Devant La Griaz », fait l'objet d'un périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du code de l'urbanisme. L'aménagement devra proposer la totalité de ces logements en accession sociale.

2.4.3 Les secteurs de « Les Etaches », « Saint-Antoine Le Bourgeat », « Coutire », « La Plaine Saint Jean » et « Carrier » font l'objet d'un périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du code de l'urbanisme. Chaque aménagement devra proposer au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, qui représenteront au minimum 20% de la surface de plancher du programme de logements.

II. Secteurs 1AUt :

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

II - 2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – à l'habitat, aux hébergements hôteliers, résidences de tourisme et autres activités liées répondant aux objectifs de l'OAP

2.1.2 - au commerce appartenant à la catégorie des installations classées pour la protection de l'environnement dans la mesure où :

- elles ont un rôle fondamental dans la vie et dans les commodités quotidiennes des habitants,
- elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité et aucune insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves ou irréparables aux personnes et aux biens, même en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux.

2.1.3 –au commerce à condition que par la fréquentation induite et leur nature, elles n'entraînent pour le voisinage aucune incommodité, ni insalubrité, ni sinistre susceptible de causer des dommages graves

ou irréparables aux biens et aux personnes, même en cas de d'accident ou de fonctionnement défectueux.

2.1.4 – à l'artisanat à condition que la surface de plancher n'excède pas 300m² et que par la fréquentation induite et leur nature, elles ne génèrent aucune générer atteinte à la sécurité ou à la salubrité publique.

2.1.5 - aux garages collectifs de véhicules particuliers indépendants d'une opération d'habitation à condition qu'il y ait une entrée unique par opération et que le projet soit accompagné d'une étude d'insertion paysagère (topographie, aspect,…) justifiant de son insertion dans le site

2.1.6 – aux hébergements insolites : cabanes perchées, yourtes… et sous réserve qu'elles s'intègrent dans le paysage et la topographie du lieu, et qu'il y ait préservation du caractère naturel du secteur considéré.

II.2.2 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

II.2.3 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

II.2.4 - Conditions d'ouverture à l'urbanisation

Les secteurs 1AUt ne peut être ouverte à l'urbanisation qu'au travers d'une opération d'aménagement telle que définie par le Code de l'Urbanisme, qui doit être compatible avec les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et doit présenter les caractères suivants :

- Répondre aux besoins de l'opération en matière de logements à destination des saisonniers (environ 15 saisonniers pour une opération de 300 lits chauds)
- Garantir que les équipements publics seront opérationnels lors de la mise en service des constructions.
- Ne pas créer d'enclaves inconstructibles ni à l'intérieur de la zone où la réalisation est projetée, ni à l'intérieur d'une zone urbaine ou à urbaniser limitrophe.

Le secteur de « Bellevue », fait l'objet d'un périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du code de l'urbanisme. Son aménagement devra proposer au minimum 25% de logements en accession et/ou location sociale, qui représenteront au minimum 20% de la surface de plancher du programme de logements.

III- Emprise du domaine skiable

Dans le périmètre du domaine skiable, en complément des autorisations des différentes zones AU, seront autorisés :

III.1 L'aménagement et l'ouverture des pistes de ski, les équipements relatifs aux activités estivales, les implantations de remontées mécaniques et les constructions, installations et travaux liés à la sécurité et à l'exploitation de ces pistes et équipements, remontées et réseaux neige sont autorisés à condition de faire l'objet d'un traitement approprié, assurant leur intégration dans l'environnement et les paysages.

III.2 - Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

IV- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

V- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

ARTICLE 1AU 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 5 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.1.4 - Pour les groupes de garages individuels, un seul accès sur la voie publique est autorisé.

3.1.5 – Les accès particuliers de voitures doivent disposer d'une plateforme d'attente hors voirie et librement accessible, de moins de 5% de pente et d'une profondeur d'au moins 5 m.

3.1.6 - Pour tout stationnement, fermé ou non, les accès ayant une pente supérieure à 12% sont interdits.

3.1.7- En cas d'impossibilité, un stationnement longitudinal (parallèle à la voirie) pourra être autorisé s'il permet l'inscription d'un trapèze de 10,00x5,00x2,50m par véhicule.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 4,50 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.
3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE 1AU 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau, zones humides, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux

recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

4.2.3 – Eaux de piscine

Les eaux de filtre des piscines doivent être raccordées au réseau d'eaux usées, ou à défaut dirigées vers un dispositif d'assainissement non collectif.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

4.3- réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

4.4- Déchets ménagers

En accord avec le service gestionnaire, toute opération d'aménagement ou tout permis concernant plusieurs logements destinés à l'habitat ou à l'hébergement touristique peut se voir imposer un emplacement adapté (emprise et localisation) pour recevoir les installations nécessaires à la collecte et au tri sélectif des déchets ménagers.

ARTICLE 1AU 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

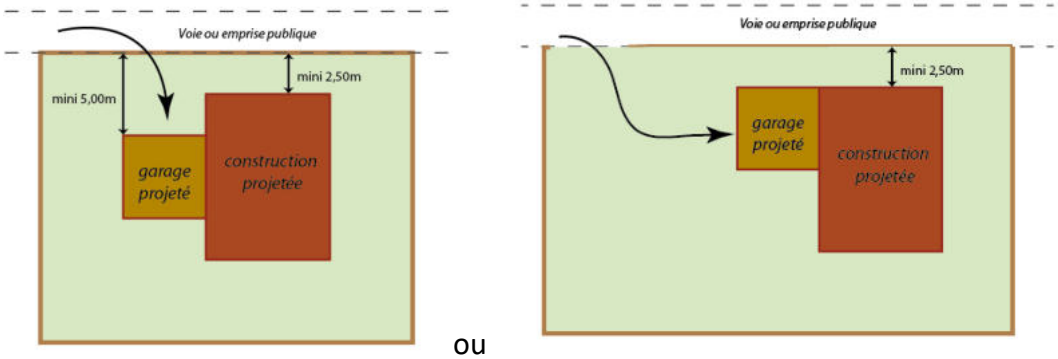
6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 2,50 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 5,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 2,50 m.



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra être transmise.

6.1.6 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- pour les équipements publics et constructions d'intérêt collectif.
- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas de constructions implantées sous le terrain naturel.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite.

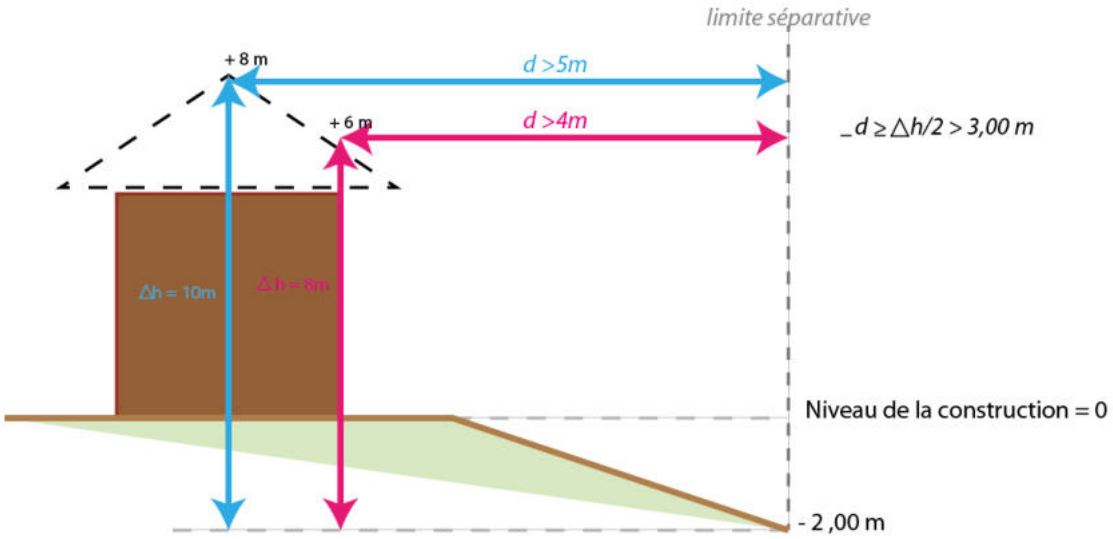
ARTICLE 1AU 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

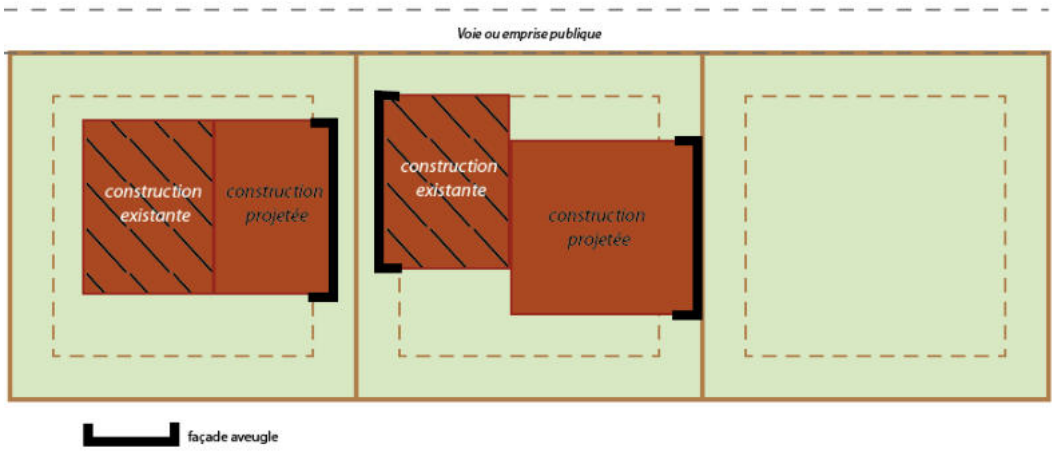
7.1.1 - La distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



7.1.2 - Dans les lotissements et permis valant division, ce recul s'appliquera au périmètre de chaque lot

7.1.3 – Hormis dans les lotissements, une implantation du bâtiment sera possible en limite séparative ou dans la bande de prospect des constructions si :

- la façade du bâtiment existant implantée sur la parcelle limitrophe dans la bande de prospect exprimée ci-dessus est aveugle
- le terrain voisin est nu et la façade du bâtiment projeté est aveugle



7.1.4 - La plus grande longueur des annexes isolées ne peut pas dépasser 6 mètres cumulés sur les limites séparatives.

7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

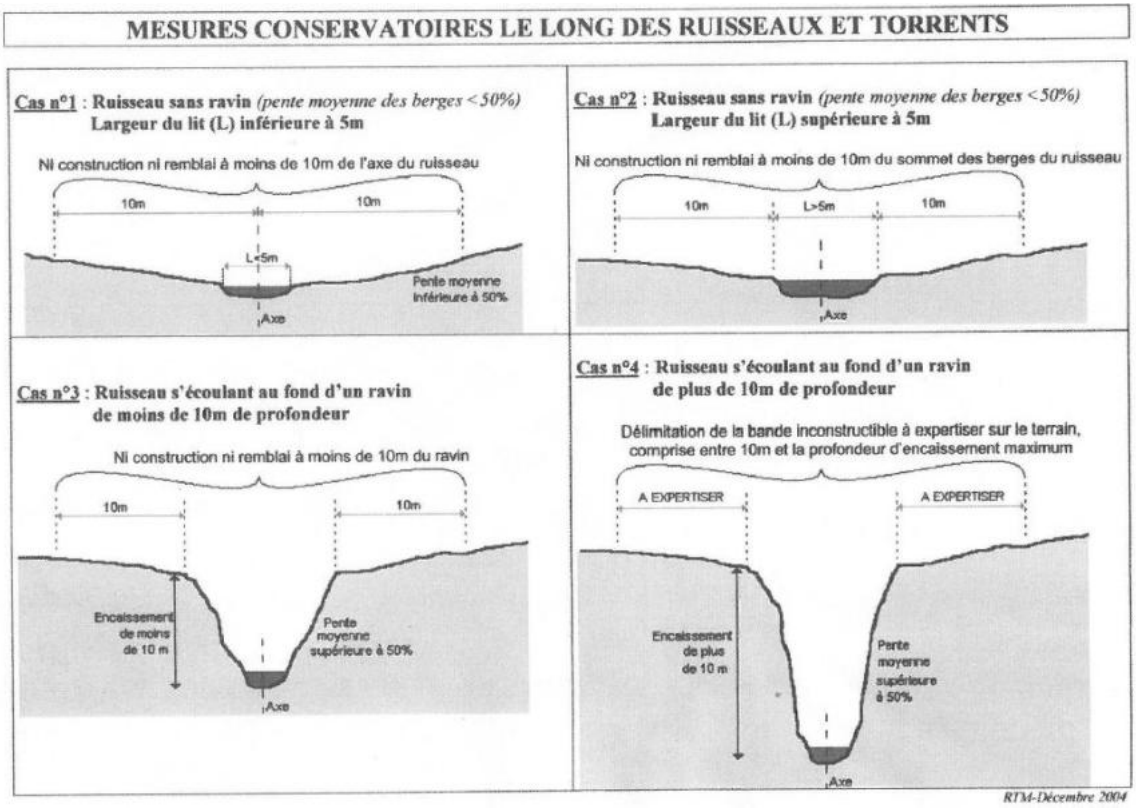
7.2.2 – Les annexes pourront être implantées dans la bande de prospect à condition que :

- leur emprise au sol soit limitée à 30m² pour celles à usage de stationnements et 15m² pour les autres,
- Leur hauteur n'excède pas 3,50m au plus défavorable (au terrain naturel TN ou au terrain excavé TE),
- La longueur de façade(s) la plus proche de la limite séparative n'excède pas 6,00m cumulés,
- Elles ne présentent pas d'ouverture sur la façade située en limite de propriété (exception faite pour les abris ouverts).

7.2.3 – Les piscines respecteront un recul minimal de 3,00m.

7.2.4 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 m au faîtage

7.2.5 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE 1AU 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

8.0 – Les débords de toiture jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, balcons, auvents et escaliers ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

8.1 - L'implantation des bâtiments, les uns par rapport aux autres, doit respecter un recul qui soit au moins égal à la moitié de la hauteur du bâtiment le plus haut au plus défavorable, sans être inférieur à 4,00 m.

8.2 - L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE 1AU 9 : EMPRISE AU SOL

Non réglementé, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR et respect des orientations inscrites dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

ARTICLE 1AU 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

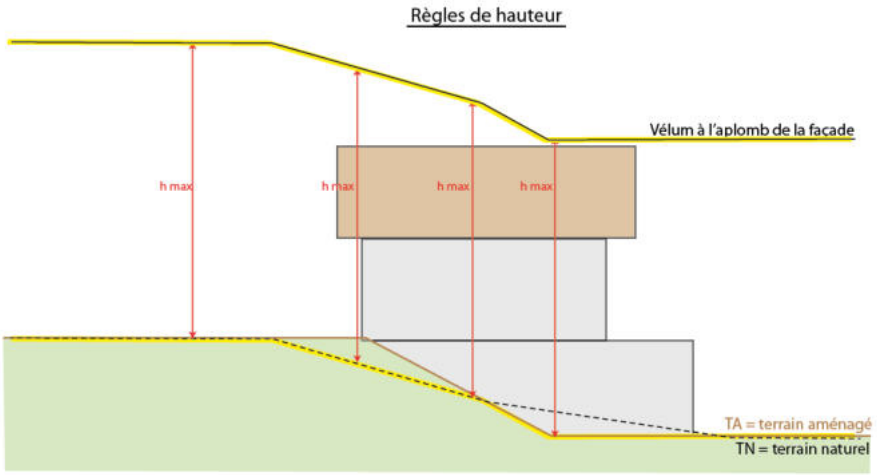
10.0 – Généralités

Tout projet doit être compatible avec les principes proposés dans les orientations d'aménagement et de programmation.

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des

constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

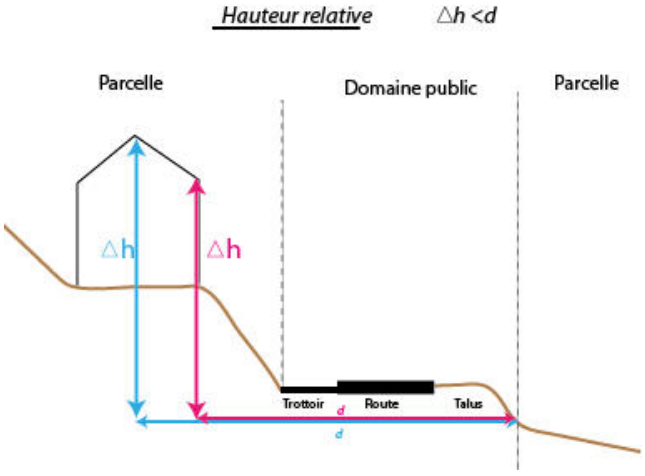


Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 – Dans les périmètres concernés les OAP n°4 – Les Etaches, n°5 – Saint Antoine Le Bourgeat et n°7 – Devant la Griaz, la hauteur maximale des bâtiments est fixée à 10,00 m selon les termes définis à l'article 10.0
10.1.2 – Dans les périmètres concernés les OAP n°8 – Coutire, n°9 – Plaine Saint Jean et n°10 – Carrier, la hauteur maximale des bâtiments est fixée à 9,00 m selon les termes définis à l'article 10.0
10.1.3 – En zone 1AUT, la hauteur maximale des constructions est fixée à 15,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 – Dans toutes les zones 1AU, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.2 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,50 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.3 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3,00 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

ARTICLE 1AU 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.
- Tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas, ni aux constructions insolites.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les aires de stockage ne sont pas admises.

11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont interdits.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,
- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.2.3 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.2.4 – Concernant les copropriétés, les changements d'aspect des façades (menuiseries, teintes, ouvertures, bardages,…) doivent faire l'objet d'une réflexion d'ensemble.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.5 – Aspect des clôtures

11.5.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.

En bordure d'emprise publique et en limite séparative des parcelles constructibles:

- elles seront constituées par des grillages, des grilles ou tous autres dispositifs à claire-voie, comportant ou non un mur bahut d'une hauteur maximale de 0,50 m. Dans le cas de grillages elles seront dissimulées par des haies végétales.
- La structure des vides et des pleins doit permettre de laisser passer la vue, sinon la clôture n'est pas considérée comme à claire-voie.
- hauteur maximale totale = 1,20 m en limite de voie et emprise publique
- hauteur maximale totale = 1,50 m en limite séparative.

En limite des espaces naturels, elles seront constituées de fils métalliques linéaires ou de grillage teinte neutre ou en travers bois, l'ensemble ne dépassant pas une hauteur maximale de 1,20 m.

Pour les haies en limite séparative, conformément au code civil, il est demandé un recul minimum de 0,50 m par rapport à la limite de propriété pour les plantations mesurant moins de 2,00 m de haut, et au minimum 2 m pour les plantations d'une hauteur supérieure à 2,00 m. Pour réduire l'effet rectiligne engendré par les haies continues, des percées visuelles seront créées.

11.5.2 – En cas de terrain pentu

Lorsque la clôture est située sur un mur de soutènement, la hauteur sera limitée à 1,20 m maxi au-dessus de l'ouvrage.

11.5.8 – Cas particuliers

- Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.
- Les murs et murets existants, en pierres sèches ou à joints, doivent être conservés dans leur intégralité (hauteur et aspect), et même reconstitués si besoin est, à l'exception des percements utiles à la création d'accès.
- Dans les secteurs de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables respectant les reculs mentionnées en art.6. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.6 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons.

ARTICLE 1AU 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes et créées et celles créant de nouvelles unités de logements ou d'activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.6 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.0.7 - Pour les garages collectifs et /ou en souterrain, il ne sera pas admis de séparation physique entre les stationnements (les box sont interdits).

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Constructions à usage d'habitation.

- un minimum de 2 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire
- 1 place visiteur identifiée pour chaque tranche entamée de 4 logements.

12.1.2 – Logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.

- 1 place de stationnement par logement, pour les logements locatifs financés avec l'aide de l'Etat.
- En cas de travaux de transformation ou d'amélioration, y compris s'ils s'accompagnent de création de Surface de plancher, l'obligation de réaliser des places de stationnement n'est pas applicable dans la limite d'un plafond fixé par décret du Conseil d'Etat.

12.1.3 – Commerces

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher affectée à la vente
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.4 – Bureaux et services

- 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher
- Les besoins pourront être pondérés en fonction des aires de stationnement publiques existantes situées à moins de 200m.

12.1.5 – Artisanat:

- Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.6 – Hébergement hôtelier et restaurant

- 1,5 places pour 2 chambres
- 1 place visiteur identifiée par tranche entamée de 20m² de surface de plancher affectée à la salle de restaurant pour les établissements ouverts aux publics extérieurs.

12.1.7 – Pour les constructions à usage de résidences de tourisme telles que définies par l'arrêté préfectoral du 04-06-2010, et pour les établissements de vacances à caractère social : 1,4 places par logement dont les 2/3 seront souterraines ou intégrées au bâtiment.

12.1.8 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.2 – Règles pour les cycles

12.2.1 – Constructions à usage d'habitation

Pour toute construction neuve ou tout ensemble de constructions générant plus de 400 m² de SP, il est exigé la réalisation de locaux pour le stationnement des cycles : 1 m² par tranche de 50 m² de SP.

Ces locaux doivent être accessibles, couverts et fermés.

12.2.2 – Constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Pour toute construction neuve accueillant du public (ERP), il est exigé la réalisation d'aires de stationnement pour les cycles : 1 place pour 30 personnes accueillies.

ARTICLE 1AU 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

13.2.1 - La surface d'espaces verts d'un seul tenant correspondra à minima à 15% de la superficie du tènement.

13.2.2 – La superficie de pleine terre correspondra à minima à 20% de la superficie du tènement d'assiette de la construction projetée

13.2.3 - Pour les ensembles de constructions de plus de 5 lots, les espaces verts devront être aménagés de manière à proposer des espaces de rencontre, des aires de loisirs, …

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 – En bordure de la RN 205, sauf dispositif anti-bruit existant, les alignements d'arbres seront maintenus ou restaurés.

ARTICLE 1AU 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE 1AU 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

16.2 - Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES 1AUX

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions générales, définitions et glossaire

ARTICLE 1AUX 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

Sont interdites les occupations et utilisations du sol ci-après :

1- L'habitat

2- Le commerce

3- L'hébergement hôtelier et touristique

4- L'exploitation agricole

5- L'exploitation forestière

6- Les ouvertures et exploitations de carrières

7- L'aménagement de terrains destinés à toute forme de camping, caravanage, ainsi que les parcs résidentiels de loisirs (P.R.L.) et les habitations légères de loisirs.

8- Les travaux, installations et aménagements :
- Les annexes
- Les aires de dépôt de véhicules, neufs et d'occasion, en plein- air dans l'attente ou non de leur commercialisation, susceptibles de contenir plus de 10 unités ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 1AUX2.
- Les garages collectifs de caravanes
- Les terrains pour la pratique des sports ou loisirs motorisés ainsi que les aires de jeux et de sport
- Les dépôts permanents de toute nature et tout particulièrement les dépôts de matières brutes ou de récupération en plein air.
- Les affouillements ou exhaussements de sol ne répondant pas aux conditions fixées à l'article 1AUX2.

ARTICLE 1AUX 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

2.1- Les constructions destinées :

2.1.1 – aux activités de commerces et d'artisanat répondant aux objectifs de l'OAP

2.1.2 - aux locaux strictement nécessaires à la surveillance des entreprises, dans la limite de 1 local intégrée ou accolé par activité, ne pouvant excéder 50m² de surface de plancher.

2.1.3 – aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif dans la mesure où :
- l'implantation dans la zone est justifiée par des impératifs techniques de fonctionnement du service
- ils ne pas portent pas atteinte à la vocation principale de la zone,

- et toutes les dispositions sont prises pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site.

2.2 – Conditions d'ouverture à l'urbanisation

L'ouverture à l'urbanisation sera réalisée soit par une opération d'aménagement d'ensemble à vocation principale d'activités artisanales, industrielles, commerciales et de bureaux, compatible avec l'OAP.

L'ensemble de ces dispositions ne s'applique pas à la réalisation des ouvrages d'intérêt général et des équipements publics.

2.3 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.
2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone. En tout état de cause, ils ne peuvent dépasser 100m² et 2,00 m de hauteur à partir du terrain naturel
2.4.3 – Les dépôts de véhicules susceptibles de contenir au moins 10 unités dans la mesure où elles sont liées à une activité artisanale ou commerciale
2.4.4 – Les aires de stockage sont admises dans la mesure où elles sont liées à une activité artisanale ou commerciale.
2.4.5 – Les constructions, aménagements, ouvrages relatifs aux équipements techniques liés aux différents réseaux, à la voirie et au stationnement, dès lors qu'ils s'insèrent dans le paysage

2.4 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

2.5- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

2.6- Prise en compte du classement sonore des infrastructures de transports terrestres

Conformément à l'arrêté du 11 juillet 2011, les constructions de part et d'autre de la voie express RN 205 (situées dans une bande définie par l'arrêté en fonction des secteurs) devront présenter un isolement acoustique contre les bruits extérieurs conforme aux articles du code de l'environnement et repris dans l'arrêté susvisé en annexe du PLU.

ARTICLE 1AUX 3 : ACCES ET VOIRIE

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies

rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics (ramassage des ordures ménagères, déneigement, …).

3.1 – Accès

3.1.1 - Si l'accès présente un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de prescriptions spéciales.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès sur celles de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.1.3 - Tout accès au droit d'une intersection de deux voies est interdit. Par ailleurs, une distance minimum de 10,00 mètres peut être imposée entre le bord de l'accès et l'intersection.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies de desserte doivent répondre aux besoins de l'opération, notamment en ce qui concerne les conditions de circulation (automobiles, cycles et piétons), l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et des véhicules des services techniques (ramassage des déchets ménagers et déneigement).

3.2.2 - La largeur de bande de roulement des voies privées nouvelles ne pourra être inférieure à 5,00 m.

3.2.3 - Les voies publiques et privées devront prévoir sur le terrain d'assiette de l'opération un dispositif permettant à tous les véhicules (véhicules de services compris) d'effectuer toutes manœuvres selon la réglementation en vigueur, sous réserve que les caractères techniques du terrain le permettent (pente, configuration,...).

3.2.4 – Pour les constructions situées à l'aval des voies principales de circulation, la réalisation d'une glissière de sécurité pourra être demandée.

ARTICLE 1AUX 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

Toute construction ou installation nouvelle doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable conformément aux prescriptions du gestionnaire.

Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement.

L'évacuation des eaux usées non traitées est interdite dans les cours d'eau et zones humides.

L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

Les eaux provenant des siphons de sol de garage et de buanderie doivent être dirigées vers le réseau d'eaux usées, et non d'eaux pluviales.

En l'absence de réseau d'assainissement, il est exigé un dispositif d'assainissement autonome adapté à la nature du sol.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU.

Toute construction ou installation, toute surface imperméable nouvellement créée (terrasse, toiture, voirie) doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales conforme aux recommandations techniques prescrites en application du PPR, des annexes sanitaires du PLU et du Zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales, et qui assure :

- leur collecte (gouttière, réseaux),
- leur rétention (citerne ou massif de rétention), ou leur infiltration dans les sols (puits d'infiltration, massif d'infiltration) quand ceux-ci le permettent, dans le respect du zonage d'assainissement volet Eaux Pluviales.

Lorsque les ouvrages de rétention-infiltration nécessitent un rejet vers un exutoire, ceux-ci doivent être conçus de façon à ce que le débit de pointe généré soit inférieur ou égal au débit naturel des terrains avant aménagement.
Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Les ruissellements de surface préexistants avant tout aménagement (construction, terrassement, création de voiries, murs et clôtures…) doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.

Les rejets issus des piscines (eaux de bassin) doivent être soit infiltrés, soit être raccordés au réseau d'évacuation des eaux pluviales, et faire l'objet d'un traitement préalable de neutralisation du chlore.

En cas de pollution des eaux pluviales, celles-ci doivent être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet.

ARTICLE 1AUX 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

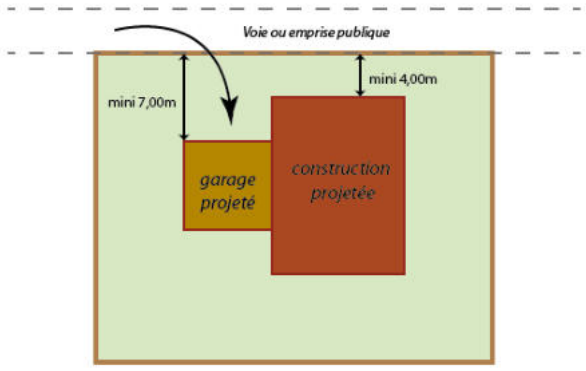
6.1.1 - Afin de faciliter le déneigement des voies, il est recommandé que les clôtures et les plantations observent un recul de 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public.

6.1.2 - Les constructions doivent respecter un recul minimum de 4,00 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

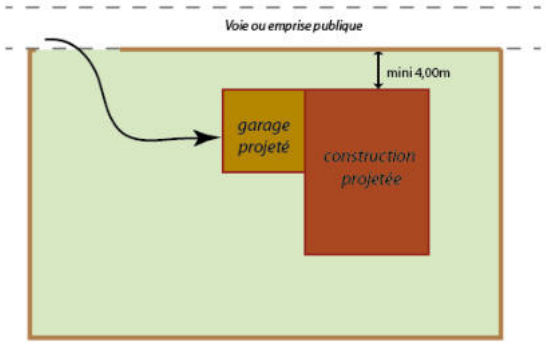
6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 7,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 4,00 m.



ou



6.1.5 - Pour les constructions situées à l'aval d'une voie ouverte à la circulation publique, en parallèle du dépôt du permis de construire, une étude technique préconisant les techniques de soutènement de la voie pendant et après les travaux de construction devra est transmise.

6.2 – Cas particuliers

6.2.1 – Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de recul par rapport aux emprises des voies ouvertes à la circulation publique, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation allant jusqu'à 0,30 m sera admise. Toutefois, la distance comptée horizontalement de tout point de la construction par rapport à l'emprise du domaine public ne pourra être intérieure à 1,50m.

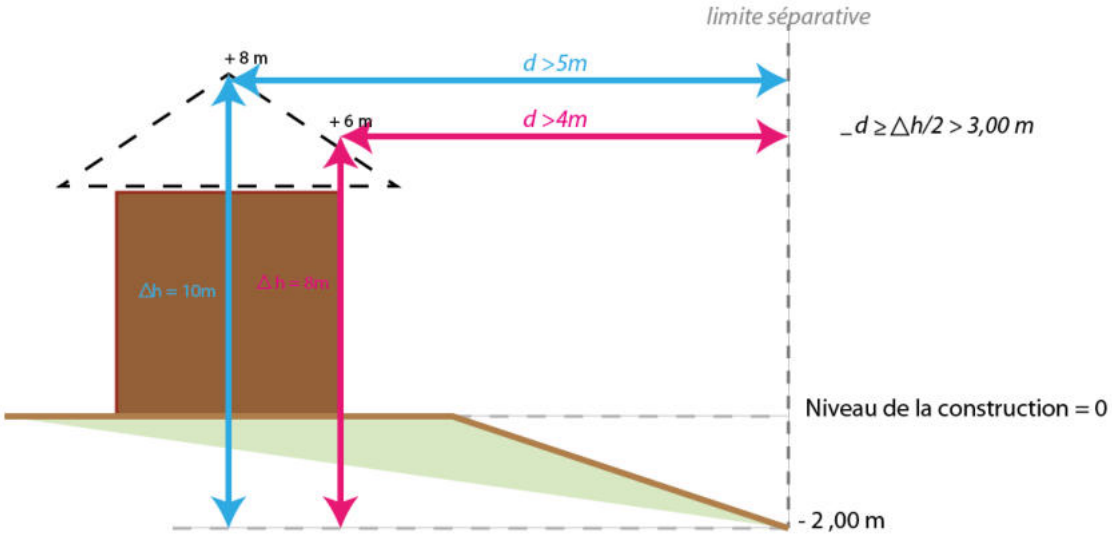
ARTICLE 1AUX 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Implantations

La distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 3,00 m.



7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Pour les constructions enterrées sous le terrain naturel, l'implantation jusqu'en limite de propriété est autorisée. Dans ce cas, seule la façade d'accès sera visible

7.2.2 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4 m au faîtage.

7.2.3 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ne respectant pas les règles du PLU en matière de prospect, et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une dérogation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE 1AUX 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Entre deux bâtiments non jointifs, quelles qu'en soient la nature et l'importance, il doit toujours être aménagé un espacement suffisant pour permettre l'entretien facile du sol et des constructions et, s'il y a lieu, le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 1AUX 9 : EMPRISE AU SOL

9.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne concernent pas :

- les constructions enterrées sous le terrain naturel
- les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif

9.1 – Règle générale

Le Coefficient d'Emprise au sol applicable sera de 0,6, sauf prescriptions spécifiques mentionnées dans le PPR.

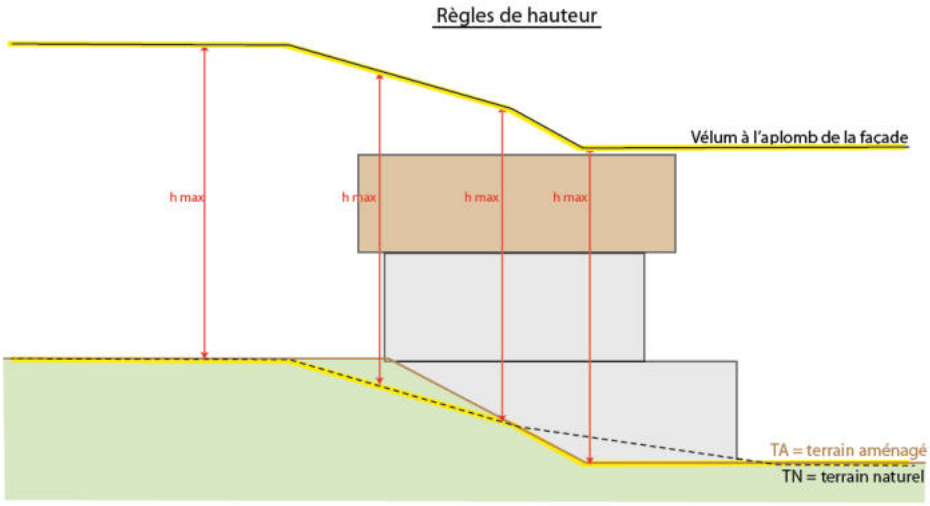
Dans les lotissements ou permis valant division, ce coefficient s'appliquera à chaque lot.

ARTICLE 1AUX 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.

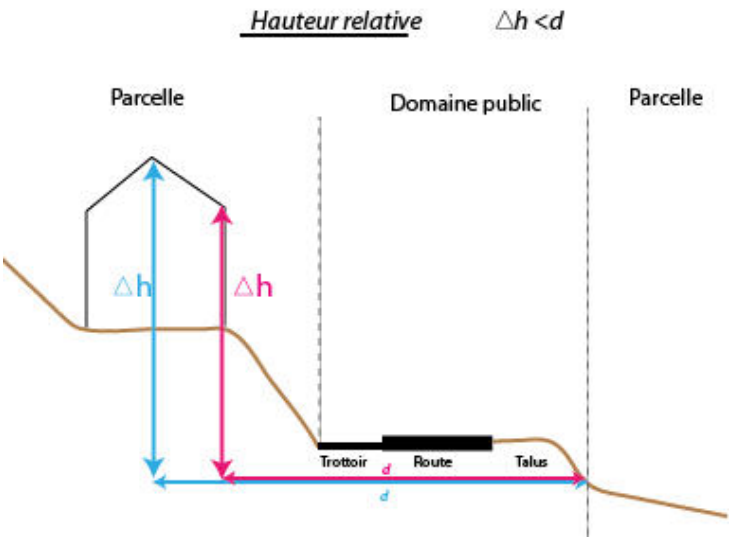


Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

La hauteur maximale des constructions est fixée à 12,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

La hauteur de toute construction doit être telle que la différence de niveau entre tout point d'un bâtiment et tout point de l'alignement opposé du domaine public n'excède pas la distance comptée horizontalement entre ces deux points.



10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.2 – Dans toutes les zones 1AUX, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.3 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1,00m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,50 m supplémentaire pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.4 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.5 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE 1AUX 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Ils respecteront les principes suivants :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, sans modification importante des pentes de celui-ci.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant du point de vue des perceptions lointaines et dominantes de ladite construction.

- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures).

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès.

11.1.2 - Les affouillements et exhaussements de sols liés à l'implantation des constructions, ainsi que de leurs annexes, doivent être réduits au minimum nécessaire à l'adaptation de la construction et des aménagements des abords au terrain naturel.

11.1.3 - Les talus devront se rapprocher des formes naturelles.

Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration paysagère;

11.1.4 - Les aires de stockage sont admises dans la mesure où elles sont liées à une activité artisanale ou commerciale et qu'elles soient dissimulées aux vues des tiers, par des aménagements de qualité.

11.1.5 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des réseaux, doivent être intégrés aux constructions. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les matériaux utilisés doivent avoir un aspect fini.

11.2.2 - Les façades seront traitées soit en bardage bois (peint ou aspect bois), soit en matériaux industriels dont la présentation sera de qualité (métal laqué, aluminium, fibrociment teinté, produit verrier, etc…).

11.2.3 - Les couleurs devront s'harmoniser avec celles qui dominent sur le site. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiels.

11.2.4 - Certains éléments des constructions, tels que signaux, auvents et portes d'entrée, éléments servant de repère, pourront être proposés en teinte vive mais sur des éléments très limités.

11.2.5 Sont interdits les blancs, les blancs cassés et les couleurs vives sur de grandes surfaces. Est interdit l'emploi de la tôle ondulée brute.

11.2.6 – Pour rompre les effets linéaires, la limitation des alignements de façades d'un bâtiment sur un même plan est fixée à 25 m.

11.3 – Aspect des toitures

Les toitures doivent être traitées comme une façade à part entière et faire l'objet d'un traitement qualitatif

Les toitures végétalisées sont autorisées.

11.5 – Aspect des clôtures

11.5.1 – Règle générale

Elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Elles pourront être doublées d'une haie vive composée d'essences variées.

La hauteur maximale est de 2,00 m. Toutefois, cette hauteur pourra être adaptée ou imposée par l'autorité compétente en fonction de la nature particulière de l'installation et selon des critères de sécurité et de salubrité publique.

11.5.2 – Cas particuliers

Les murs pleins sont interdits. Seuls les murets paysagers d'une hauteur maximale de 1,00 m en pierre maçonnés, pierres sèches ou gabions sont autorisés.

11.6 – Enseignes et éclairage

Les enseignes devront être situées au-dessous de l'égout du toit ou en pignon. Les enseignes lumineuses sont interdites.

Les matériels d'éclairage utilisés sur les parcelles privées seront en harmonie avec ceux de l'espace public.

ARTICLE 1AUX 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales, sauf en cas de précisions apportées ci-après.

12.0.3 - Les groupes de garages individuels ou aires de stationnement doivent être disposés dans les parcelles de façon à ménager une cour d'évolution à l'intérieur desdites parcelles et ne présenter qu'un seul accès sur la voie publique.

12.0.4 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, ne sont prises en compte les surfaces nouvellement créées ou celles créant de nouvelles activités.

12.0.5 - La règle applicable aux constructions et établissements non prévus ci-dessous est celle prévue pour les cas auxquels ils sont le plus directement assimilables.

12.0.6 - Une place de stationnement pour un « véhicule léger » correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Bureaux et services : 1 place par tranche entamée de 20 m² de surface de plancher

12.1.2 – Artisanat et industrie : Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées : véhicules du personnel, véhicules visiteurs, véhicules utilitaires et de livraison

12.1.3 – Constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : Les besoins en stationnement seront définis en fonction de la capacité d'accueil maximale de l'équipement et tiendront compte des aires de stationnement publiques existantes à proximité.

12.2 – Règles pour les livraisons et services

12.2.1 - 2 emplacements de 50m² chacun pour les véhicules industriels, par tranche de 10 000m² de terrain

12.2.2 - 3 emplacements pour véhicules industriels pour une parcelle comprise entre 10 000m² et 20 000m²

12.3 - Règles pour les cycles

Pour toute construction neuve, il est exigé la réalisation d'aires de stationnement pour les cycles : 1 place pour 5 employés.

ARTICLE 1AUX 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.1 – Espaces boisés classés

Sans objet.

13.2 – Obligation de réaliser des espaces plantés

La surface d'espaces verts d'un seul tenant correspondra à minima à 15% de la superficie du tènement.

13.3 – Plantations

13.3.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.3.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.3.3 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

13.3.4 – En bordure de la RN 205, sauf dispositif anti-bruit existant, les alignements d'arbres seront maintenus ou restaurés.

ARTICLE 1AUX 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE 1AUX 16 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.

Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

I.

TITRE 4 :

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AGRICOLE

A - ZONE AGRICOLE

AS – SECTEUR AGRICOLE STRICT

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE A 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

I – Dans les secteurs A, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article A2-I.

II – Dans les secteurs As, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article A2-II.

ARTICLE A 2 – : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

Dans les zones A, les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

I. Secteurs A :

I.2.1 – Les constructions destinées :

2.1.1 – à l'agriculture, ainsi que les installations agricoles, sont admises à condition que leur implantation dans la zone soit reconnue indispensable à l'activité agricole, justifiée par l'importance de l'exploitation et ses impératifs de fonctionnement sous réserve d'une localisation adaptée au site.

2.1.2 – à la transformation, la commercialisation de leurs productions et l'accueil sont admises sous réserve d'être aménagées dans un bâtiment existant sur le site de l'exploitation ou accolées à l'un de ces bâtiments.

2.1.3 – les locaux de surveillance des exploitations sont admis dans la limite de un local intégré ou accolé par exploitation, ne pouvant excéder 55m² de surface de plancher.

2.1.4 – Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

I. 2.2 –Travaux sur le bâti existant

Hormis pour les constructions et installations définies ci-dessus, la gestion des bâtiments existants dans la zone est soumise aux conditions suivantes :

2.2.1 – La rénovation et l'extension des constructions agricoles existantes, est autorisée

2.2.2 - La reconstruction et la rénovation des chalets d'alpages ou bâtiments d'estives isolés existants est autorisée, ainsi que leur changement de destination à condition de pouvoir justifier d'un intérêt patrimonial et sous réserve de l'établissement d'une servitude limitant l'accès et l'usage du bâtiment, conformément aux articles L.141-1 et suivants du code de l'urbanisme.

L'extension limitée des chalets d'alpage ou bâtiments d'estive existants est autorisée à condition que la destination soit liée à une activité professionnelle saisonnière

2.2.3 - Pour les constructions existantes à usage d'habitation pouvant justifier de leur construction initiale, les extensions seront autorisées, à condition que :

- La destination initiale soit conservée.
- L'extension n'engendre pas la création de nouveaux logements
- Elles soient réalisées en une ou plusieurs fois, à partir de la date d'approbation du PLU, sur la même emprise foncière que l'habitation existante. Elle doit être limitée à 30% de l'emprise au sol globale du volume existant. L'extension devra rester subsidiaire par rapport au bâti existant.
- La surface de plancher après travaux n'excède pas 170 m² totale,
- elle compose un projet architectural cohérent avec la construction existante, sans besoin d'accès et de voirie publique (y compris de service de déneigement ou autres) complémentaire à l'existant
- Les annexes (garages, abri de voiture, abri de jardin ou de bois …) sont autorisées dans un périmètre de 10,00m (calculé du premier point de contact du bâtiment principal au premier point de contact de l'annexe) et ne devront pas excéder 30,00 m² d'emprise au sol. Les annexes devront être séparées de 2 mètres minimum de la construction principale.

2.2.4 - Pour les autres constructions, régulièrement édifiées et qui ne sont pas conformes aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, seuls les travaux rendus nécessaires pour des raisons d'hygiène et de sécurité sont admis. Les travaux autorisés ne doivent pas remettre en cause la destination générale de la zone.

I 2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

I 2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les exhaussements et affouillements des sols sont autorisés s'ils font l'objet d'un aménagement permettant une réutilisation des terrains concernés conforme à la vocation dominante de la zone, et s'ils ne portent pas atteinte au site.

2.4.2 – Les aménagements légers et limités de places publiques de stationnement, liés à la fréquentation des sites et des espaces naturels, à condition d'être réalisés en matériaux perméables et de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site.

2.4.3 – Les installations et travaux divers nécessaires à la prévention des risques naturels.

2.4.4 – Les clôtures démontables indispensables à l'activité agricole.

I.2.5 – Les coupes et abattages d'arbres – Les défrichements

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre de l'article R421-23 du Code de l'Urbanisme.

Les défrichements sont interdits dans les EBC (Espaces Boisés Classés)
Les coupes et abattages d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé en application de l'article L. 113-1.

I.2.6 – Travaux sur les éléments repérés au titre de l'article L151-19° du Code de l'Urbanisme (fermes cerclées identifiées au plan de zonage)

Le changement de destination de ces constructions en vues de création d'habitat est autorisé sous certaines conditions :

- le changement de destination ne devra pas conduire à dénaturer les bâtiments (nature des matériaux utilisés, proportion des baies…)
- le changement de destination ne devra pas conduire la commune à réaliser des équipements de réseaux nouveaux pour desservir les constructions.

La localisation du patrimoine local repéré au plan de zonage ou listé au titre de l'article L151-19° du Code de l'Urbanisme est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur ; dans ce cas, toute précaution sera prise pour démonter l'ouvrage et le réinstaller sur un lieu approprié à proximité de sa localisation initiale.

En cas de démolition totale pour des motifs technique (peu de fondations, mauvais état de la maçonnerie…), une reconstruction à l'identique (même volume, même type d'architecture) devra être mise en œuvre

II– Secteurs As :

II.2.1 – Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public ou d'intérêt général

Ils sont autorisés dans la mesure où leur localisation correspond à une nécessité technique impérative, sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site. Les ouvrages peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

II.2.2 – Les coupes et abattages d'arbres – Les défrichements

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre de l'article R421-23 du Code de l'Urbanisme.

Les défrichements sont interdits dans les EBC (Espaces Boisés Classés)
Les coupes et abattages d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé en application de l'article L. 113-1.

II.2.3 – Les travaux, installations et aménagements

2.3.1 - Les travaux qui contribuent à préserver ou valoriser le milieu naturel ou qui sont destinés à la régulation des eaux pluviales ou du réseau d'assainissement.
2.3.2 - Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.3.3 – les travaux et mouvements de sols liés à des opérations de valorisation biologique d'intérêt général du milieu naturel.

2.3.4 - Les installations et travaux divers nécessaires à la prévention des risques naturels.
2.3.5 – Les clôtures démontables indispensables à l'activité agricole.

II.2.4 – Cas particulier

Il est précisé qu'un secteur As pourra faire l'objet d'une modification du PLU en vue de son classement en zone A, sous plusieurs conditions :

- Proposer un projet de construction ou d'installation agricole, reconnu indispensable à l'activité agricole, justifiée par l'importance de l'exploitation et ses impératifs de fonctionnement sous réserve d'une localisation adaptée au site.
- Que la commune soit associée au projet et puisse orienter les choix du pétitionnaire avec l'appui de l'architecte conseil et de la chambre d'agriculture.
- Que le projet ne vienne pas morceler un grand tènement agricole fonctionnel.

III- Emprise du domaine skiable

Dans le périmètre du domaine skiable, en complément des autorisations des zones A et As, seront autorisés :

III.1 L'aménagement et l'ouverture des pistes de ski, les équipements relatifs aux activités estivales, les implantations de remontées mécaniques et les constructions, installations et travaux liés à la sécurité et à l'exploitation de ces pistes et équipements, remontées et réseaux neige sont autorisés à condition de faire l'objet d'un traitement approprié, assurant leur intégration dans l'environnement et les paysages.

III.2 - Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

IV- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

VI - Prise en compte des captages d'eau potable

A l'intérieur des périmètres des arrêtés préfectoraux de protection des captages n° DDAF-B/21-98 du 26/11/1998, les occupations et utilisations du sol autorisées sont strictement celles prévues par l'arrêté préfectoral et ses amendements.

VII - Secteur de zones humides identifiés au plan de zonage

VII.1 - Dans les secteurs Naturels correspondant à une zone humide, les possibilités de constructions ne doivent pas remettre en cause le fonctionnement de la zone humide et de son alimentation.

VII.2 - Les travaux qui contribuent à préserver les zones humides ou qui sont destinés à la régulation des eaux pluviales ou du réseau d'assainissement sont autorisés.

ARTICLE A 3 : ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics

3.1 – Accès

3.1.1 - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique ; en tout état de cause, le raccordement d'un accès privé à une voie publique sera soumis à l'appréciation du gestionnaire de la voirie concernée.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les constructions et installations doivent être desservies par des voies dont les caractéristiques sont adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

3.2.2 - L'ouverture de toute voie privée nouvelle non destinée à desservir une construction, existante ou autorisée, est interdite.

3.2.3 – Les voiries et leurs aménagements devront être compatibles avec l'activité agricole et ne pas couper de grands tènements exploités, fauchés ou pâturés.

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE A 4 : DESSERTE PAR LES RESEAUX
(cf annexes sanitaires)

4.1 – Eau Potable

4.1.1 - Toute construction à usage d'habitation ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eau potable.

4.1.2 - En l'absence de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée et répondant aux normes de salubrité publique est autorisée pour un usage unifamilial. Pour les alimentations non individuelles et notamment les établissements recevant du public, priorité doit être donné à l'adduction au réseau public.

4.1.3 - Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2- Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle doit être raccordée au réseau public d'assainissement ; en cas d'impossibilité de raccordement gravitaire à un tel réseau, ou en son absence, l'autorité compétente pourra admettre la mise en place d'un dispositif individuel conforme aux recommandations techniques prescrites par les annexes sanitaires du PLU.

Le dispositif doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau quand celui-ci sera réalisé.

L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

4.3- Réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

ARTICLE A 6 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0- Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1- Règles

6.1.1 - Les bâtiments y compris les annexes et garages doivent respecter un recul minimum de 5,00 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

6.1.2 – Le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.3 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite

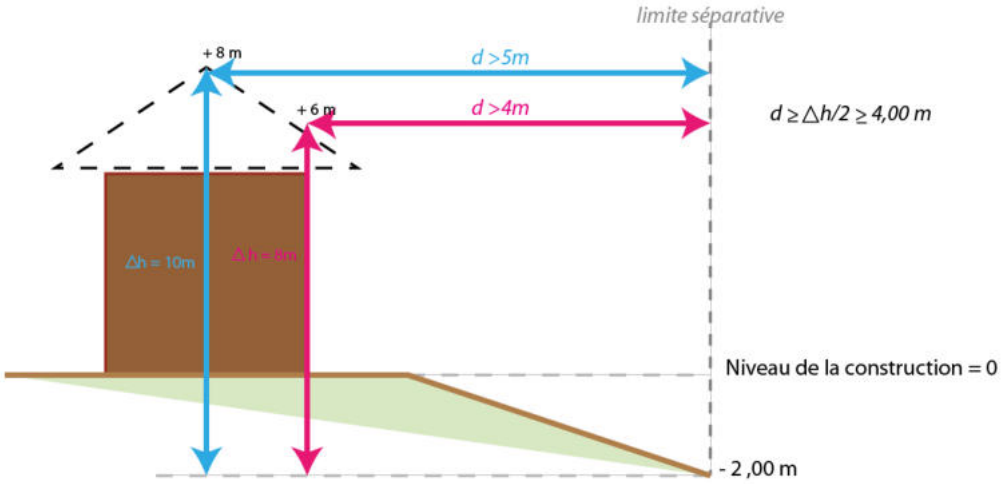
ARTICLE A 7 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Règles générales

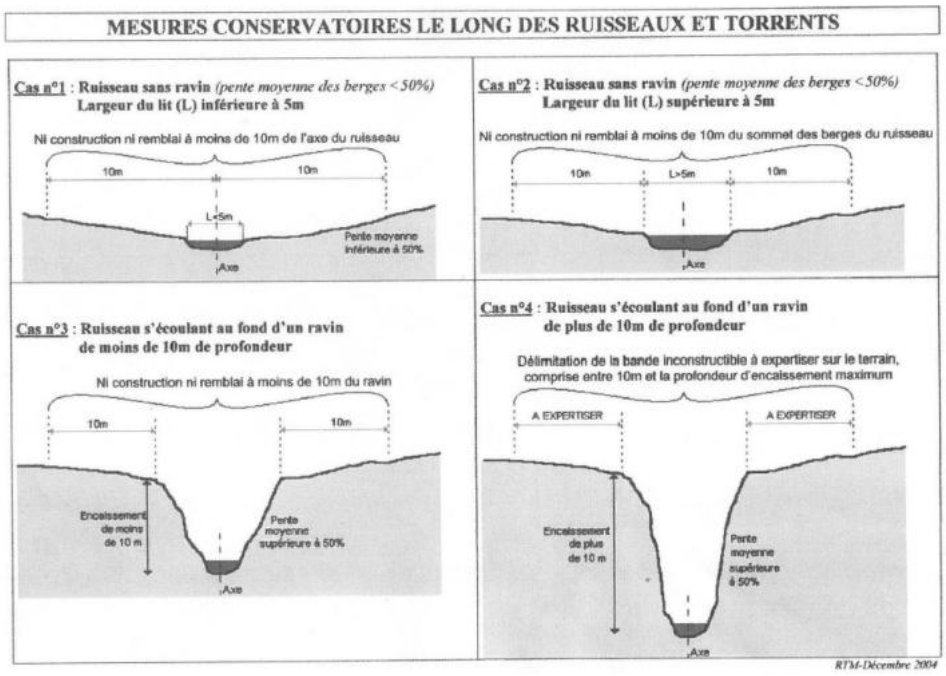
La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4,00 m.



7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Les ouvrages techniques hors antennes, nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 mètres au faîtage.

7.2.2 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau.



ARTICLE A 8 : IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE A 9 : EMPRISE AU SOL

Le coefficient d'emprise du sol n'est pas réglementé, sous réserve des dispositions édictées par l'article A2.

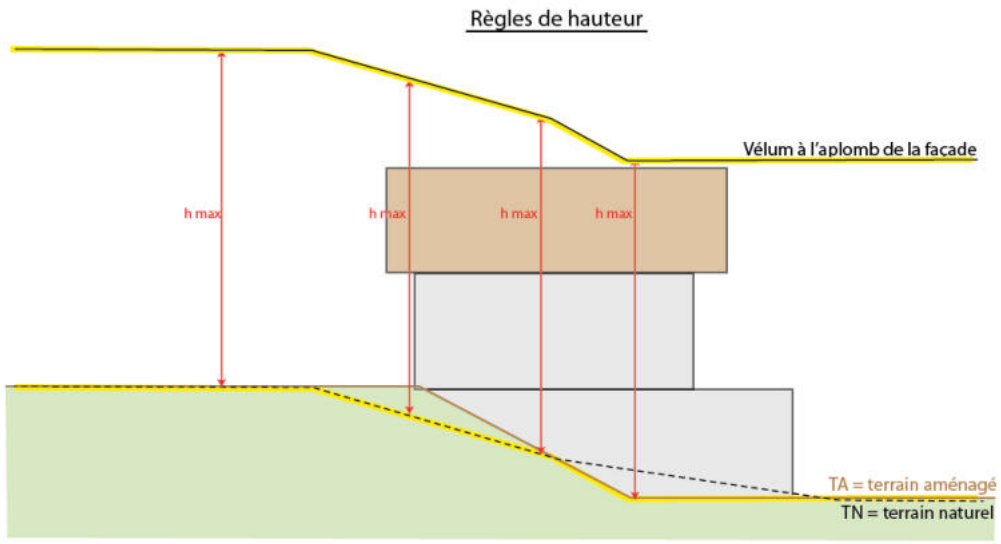
Toutefois, en l'absence du réseau d'assainissement collectif, les surfaces de plancher des constructions autorisées dans la zone restent limitées de fait, aux possibilités de mise en œuvre d'un assainissement non collectif, conforme aux recommandations techniques prescrites en application des annexes sanitaires jointes au P.L.U.

ARTICLE A 10 : HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques et bâtiments nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.



Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.1 – Pour les constructions à usage agricole, la hauteur maximale est fixée à 12,00 m; toutefois, des adaptations seront possibles en cas d'impératifs techniques spécifiques au programme de la construction.

10.1.2 – La hauteur maximale des autres bâtiments est fixée à 9,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Pour les bâtiments repérés au plan de zonage au titre de l'article L151-19° (fermes traditionnelles et constructions atypiques), le volume initial sera respecté. En cas de travaux permettant de restaurer l'aspect initial de l'édifice (établi sur une base documentaire), une hauteur différente pourra être admise.

10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.3 – Dans toutes les zones A, la hauteur des remblais situés dans la bande de prospect sera limitée à 1,50m de hauteur et devra respecter les proportions de 2/3 (h/l).

10.2.4 – La hauteur des remblais sur lesquels s'implante le bâtiment sera limitée à 1m, sauf pour des motifs liés au PPR. Une marge de 0,5 m pourra être envisagée pour faciliter l'accès aux stationnements.

10.2.5 – Les murs de soutènement devront être constitués d'éléments d'une hauteur maximum de 3 m, chaque élément devant être séparé par un palier d'au moins un mètre de profondeur.

10.2.6 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE A 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.
- Tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les aires de stockage sont admises dans la mesure où elles sont liées à une activité agricole et dissimulées aux vues des tiers, par des aménagements de qualité.

11.1.4 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont interdits.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,

- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.3 – Aspect des toitures

Toiture des bâtiments d'exploitations

Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et de structures démontables (serres). La pente sera comprise entre 30 et 50%

Pour les annexes, les toitures à 1 pan pourront être admises sous réserve de la justification de contraintes techniques et d'une bonne intégration dans le site.

Toiture des autres constructions

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.4 – Aspect des clôtures

11.4.1 - Elles ne sont pas souhaitées. Le cas échéant elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Leur hauteur est limitée à 1,50 m, excepté pour celles répondant à un impératif de sécurité ou de salubrité publique..

11.4.2 - En zone de corridor écologique, les clôtures devront permettre la libre circulation de la faune.

11.4.3 - Dans les secteurs de ski : sur une largeur de 8,00m de part et d'autre de l'emprise des pistes de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.5 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons.

11.6 – Bâtiment protégé, élément particulier protégé et identifié au plan de zonage au titre de l'article L.151-19

Toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes du bâtiment existant seront respectés et non modifiés, l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,
- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine, en cas de réfection,
- les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.

11.6.1 – Façades

Il sera utilisés des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction ; ils seront légèrement lissés ou grattés. Ils ne laisseront pas apparaître de pierres autres que les pierres d'angles ou d'encadrement

Les volets seront à battants dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades. La conservation ou l'installation de volets à battants pourra être imposée.

En cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature (nombre de vantaux, présence ou non de petits bois…) devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois par exemple). L'emploi de l'aluminium de teinte naturelle, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.

Les terrasses, sauf celles de plain-pied sont interdites.

Les garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie.

11.6.2 – Toitures

Les volumes de toit seront respectés. Les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine : matériaux de teinte brun rouge ou de teinte grise (aspect ardoise de pays).

Les fenêtres de toits et les verrières sont autorisées dans la mesure où elles ne dénaturent pas la typologie initiale du bâtiment.

Les lucarnes seront proscrites mais pourront faire l'objet d'une réflexion d'ensemble si elles respectent l'architecture traditionnelle et les typologies locales.

En cas d'isolation par surépaisseur de la toiture, toutes les dispositions seront prises pour conserver l'épaisseur initiale des rives

ARTICLE A 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques, ainsi que des chemins d'accès ou de promenade, notamment en cas d'accueil de clientèle.

Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées et intégrées dans l'aménagement des abords de l'opération (véhicules et cycles).

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales.

12.0.3 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes et créées.

12.0.4 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Pour les extensions d'habitation (hors chalet d'alpage et ferme cerclée) :

- un minimum de 2 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire

12.1.2 – Pour les autres constructions, les besoins en stationnement devront correspondre aux besoins de l'activité.

ARTICLE A13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.0 – Généralités

Les servitudes de passage existantes doivent être maintenues.

Dans le cas d'exhaussement de terrain, les talus devront être végétalisés et pourront être soutenus, dans le cas de forts dénivelés, par des murets en pierre naturelle ou des enrochements. L'usage du béton brut est interdit.

13.1 – Espaces boisés classés

Les espaces boisés classés figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L113-2 du Code de l'Urbanisme Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.
Les défrichements y sont interdits.

13.2 – Plantations

13.2.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.2.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.2.3 – En A : Au moins la moitié des aires de stationnement aériennes aura un traitement de surface perméable ou végétalisé.

13.2.4 – En As : Toutes les aires de stationnement aériennes auront un traitement de surface perméable ou végétalisé.

13.2.5 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

ARTICLE A 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

ARTICLE A 16 : *OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.*

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

16.2 - Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

TITRE 5 :

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE NATURELLE

N – ZONE NATURELLE

NH – SECTEUR DE TAILLE ET DE CAPACITE LIMITEES

NPE – SECTEUR A PRESERVER POUR LEUR CARACTERE PAYSAGER ET ENVIRONNEMENTALE

NT – SECTEUR NATUREL A VOCATION TOURISTIQUE

NL – SECTEUR NATUREL A VOCATION DE LOISIRS

NLE – SECTEUR NATUREL A VOCATION DE LOISIRS DANS UN CADRE ENVIRONNEMENTAL A PRESERVER

NX – AIRE DE STOCKAGE DE MATERIAUX

NX1 – AIRE DE STOCKAGE DE MATERIAUX (ISDI DU BOCHER)

L'application des règles tiendra compte du titre I : Dispositions juridiques, définitions et glossaire

Dans les périmètres archéologiques (portés en annexe du PLU), toute découverte faite fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doit immédiatement être signalée aux autorités compétentes - le maire de la commune, la gendarmerie ou le service régional de l'archéologie (DRAC Rhône Alpes), en application de l'article L.544-3 du code du patrimoine.

Pour tout projet de construction, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

ARTICLE N 1 : OCCUPATIONS OU UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre règlementé du PPR, dans le cadre de l'instruction des demandes d'urbanisme, on s'appuiera sur la carte des aléas naturels du PPR pour refuser un projet ou le soumettre à des prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la sécurité publique (art. R111-2 C.U.).

Dans toutes les zones N, le changement de destination est interdit.

I – En zone N, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites à l'exception de celles définies à l'article N2 I,

II – Dans les secteurs Npe, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N2 II, en particulier, tous travaux et installations, publics ou privés, susceptibles de modifier l'état ou l'aspect des lieux (notamment drainages ou remblais), ainsi que le régime hydrique des zones humides, le fonctionnement des zones Natura 2000 , la Réserve Naturelle de Carlaveyron…

III – Dans le secteur Nt, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N 2 III.

IV – Dans le secteur Nl, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N 2 IV.

V – Dans le secteur Nle, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N 2 V.

VI – Dans le secteur Nx, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N 2 VI.

VII – Dans les secteurs de corridors écologiques identifiés au plan de zonage, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N2 VII, en particulier, tous travaux et installations, publics ou privés, susceptibles de faire obstacle à la libre circulation de la faune et les défrichements dans les espaces boisés classés

VIII – Dans les secteurs de zones humides identifiés au plan de zonage, toutes les occupations et utilisations du sol sont interdites sauf celles prévues à l'article N2 VIII

IX - Dans le secteur Nh, toutes les occupations et utilisations du sol ainsi que le changement de destination sont interdits sauf celles prévues à l'article N 2 IX.

ARTICLE N 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL ADMISES SOUS CONDITIONS PARTICULIERES

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

I – Pour la zone N

I.2.1 – Les constructions destinées :

2.1.1 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics / collectifs ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site et à condition que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.1.2 – Les constructions et ouvrages nécessaires au séchage des bûches et plaquettes de bois à condition d'assurer leur bonne intégration dans le site et que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative.

I.2.2 – Travaux sur le bâti existant

Hormis pour les constructions et installations définies ci-dessus, la gestion des bâtiments existants dans la zone est soumise aux conditions suivantes.

2.2.1 - La reconstruction et la rénovation des chalets d'alpages ou bâtiments d'estives isolés existants est autorisée, ainsi que leur changement de destination à condition de pouvoir justifier d'un intérêt patrimonial et sous réserve de l'établissement d'une servitude limitant l'accès et l'usage du bâtiment, conformément aux articles L.141-1 et suivants du code de l'urbanisme

L'extension limitée des chalets d'alpage ou bâtiments d'estive existants est autorisée à condition que la destination soit liée à une activité professionnelle saisonnière

2.2.2 – La rénovation et l'extension des constructions agricoles existantes, est autorisée.

2.2.3 - Pour les constructions existantes à usage d'habitation pouvant justifier de leur construction initiale, les extensions seront autorisées, à condition que :

- La destination initiale soit conservée.
- L'extension n'engendre pas la création de nouveaux logements
- Elles soient réalisées en une ou plusieurs fois, à partir de la date d'approbation du PLU, sur la même emprise foncière que l'habitation existante. Elle doit être limitée à 30% de l'emprise au sol globale du volume existant. L'extension devra rester subsidiaire par rapport au bâti existant.
- La surface de plancher après travaux n'excède pas 170 m² totale,
- elle compose un projet architectural cohérent avec la construction existante, sans besoin d'accès et de voirie publique (y compris de service de déneigement ou autres) complémentaire à l'existant
- Les annexes (garages, abri de voiture, abri de jardin ou de bois …) sont autorisées dans un périmètre de 10,00m (calculé du premier point de contact du bâtiment principal au premier point de contact de l'annexe) et ne devront pas excéder 30,00 m² d'emprise au sol. Les annexes devront être séparées de 2 mètres minimum de la construction principale.

2.2.4 – Pour les autres constructions, régulièrement édifiées et qui ne sont pas conformes aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, seuls les travaux rendus nécessaires pour des raisons d'hygiène et de sécurité sont admis. Les travaux autorisés ne doivent pas remettre en cause la destination générale de la zone.

I.2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

I.2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les travaux, installations et aménagements strictement indispensables à l'activité forestière.

2.4.2 – Les exhaussements et affouillements (hors parking enterré) à la condition qu'ils soient strictement nécessaires à l'exécution de constructions ou d'aménagements autorisés et compatibles avec la vocation de la zone.

2.4.3 – Les aménagements légers et limités de places publiques de stationnement, liés à la fréquentation des sites et des espaces naturels, à condition d'être réalisés en matériaux perméables et de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité de la zone et pour assurer une bonne intégration dans le site.

2.4.4 – Les installations et travaux divers nécessaires à la prévention des risques naturels.

2.4.5 – Les clôtures aux conditions définies à l'article 11 de la zone.

I.2.5 – Les coupes et abattages d'arbres – Les défrichements

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre de l'article R421-23 du Code de l'Urbanisme.
Les défrichements sont interdits dans les EBC (Espaces Boisés Classés)
Les coupes et abattages d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé en application de l'article L. 113-1.

I.2.6 – Travaux sur les éléments repérés au titre de l'article L151-19° du Code de l'Urbanisme (fermes cerclées identifiées au plan de zonage)

Le changement de destination de ces constructions en vues de création d'habitat est autorisé sous certaines conditions :

- le changement de destination ne devra pas conduire à dénaturer les bâtiments (nature des matériaux utilisés, proportion des baies…)
- le changement de destination ne devra pas conduire la commune à réaliser des équipements de réseaux nouveaux pour desservir les constructions.

La localisation du patrimoine local repéré au plan de zonage ou listé au titre de l'article L151-19° du Code de l'Urbanisme est à préserver strictement, sauf impératif technique majeur
En cas de démolition totale pour des motifs technique (peu de fondations, mauvais état de la maçonnerie…), une reconstruction à l'identique (même volume, même type d'architecture) devra être mise en œuvre

II– Secteurs Npe :

Il est fait le choix d'exclure la partie amont du lac des Chavants du champ d'application de l'art L122-12 du CU sur la préservation des lacs de montagne.

II.2.1 – Les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de service public ou d'intérêt général

Ils sont autorisés dans la mesure où leur localisation correspond à une nécessité technique impérative (notamment centrales hydroélectriques), sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler et pour assurer une bonne intégration dans le site. Les ouvrages peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

II.2.2 – Travaux sur le bâti existant

Hormis pour les constructions et installations définies ci-dessus, la gestion des bâtiments existants dans la zone est soumise aux conditions suivantes.

2.2.1 - La reconstruction et la rénovation des chalets d'alpages ou bâtiments d'estives isolés existants est autorisée, ainsi que leur changement de destination à condition de pouvoir justifier d'un intérêt patrimonial et sous réserve de l'établissement d'une servitude limitant l'accès et l'usage du bâtiment, conformément à l'article L.122-1 et suivants du code de l'urbanisme

L'extension limitée des chalets d'alpage ou bâtiments d'estive existants est autorisée à condition que la destination soit liée à une activité professionnelle saisonnière

2.2.2 – La rénovation et extension des constructions agricoles existantes.

II.2.3 – Les travaux, installations et aménagements

2.3.1 – Les travaux et mouvements de sol liés à des opérations de valorisation biologique d'intérêt général du milieu naturel

2.3.2 - L'exhaussement et l'affouillement des sols à condition qu'il ne porte pas sur une zone humide et qu'il ne participe pas à son assèchement.

2.3.3 - Les travaux qui contribuent à préserver les zones humides ou qui sont destinés à la régulation des eaux pluviales ou du réseau d'assainissement.

III – Secteur Nt

III.2.1 – Sont admis :

2.1.1 - Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou assurant une mission de service public.

2.1.2 - Les extensions et annexes aux constructions existantes

III.2.2 – Les travaux, installations et aménagements

2.2.1 – Les installations et aménagements nécessaires aux activités de découverte et de loisirs, sous réserve qu'ils s'intègrent dans le paysage et la topographie du lieu, et qu'il y ait préservation du caractère naturel de la zone ou du secteur considéré.

2.2.2 – Les clôtures**,** dans les conditions définies à l'article N 11.

2.2.3- les aires de camping – caravaning et les garages collectifs de véhicules et de caravanes

III.2.3 – Travaux sur le bâti existant

La rénovation à usages touristiques dans le volume des constructions existantes est autorisée.

IV – Secteur Nl

IV.2.1 – Sont admis :

2.1.1 - Les extensions et annexes nécessaires au fonctionnement des activités de loisirs et des services publics à condition de prendre les dispositions nécessaires :

- pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard des activités qui s'exercent en zone N
- pour assurer une bonne intégration dans le site
- et que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative.

IV.2.2 – Les travaux, installations et aménagements

2.2.1 – Les installations et aménagements nécessaires aux activités de découverte et de loisirs, sous réserve qu'ils s'intègrent dans le paysage et la topographie du lieu, et qu'il y ait préservation du caractère naturel de la zone ou du secteur considéré.

2.2.2 – Les clôtures indispensables à la sécurité et la salubrité publique**.**

V – Secteur Nle

V.1 - Les installations et aménagements nécessaires aux activités touristiques et à l'entretien des animaux, sous réserve qu'ils s'intègrent dans le paysage et la topographie du lieu, et qu'il y ait préservation du caractère naturel de la zone ou du secteur considéré.

V.2 – Les clôtures indispensables à la sécurité et la salubrité publique**.**

VI. Secteurs Nx :

VI.2.1 Les extensions, annexes et aménagements doivent répondre aux besoins de fonctionnement des constructions existantes et autorisées.
VI.2.2 - Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées que si elles respectent les conditions ci-après :

2.2.1 – **Pour les aires de stockage**

- Les aires de stockage de matériaux inertes.
- Les affouillements et exhaussements de sol à condition d'être liés à un usage autorisé.
- Les plateformes couvertes à condition de servir de dépôt de matières organiques (plaquettes bois, fumier)

2.2.2 – **Pour les secteurs de carrières**

- Les aires de stockage de matériaux inertes
- Les affouillements et exhaussements de sol à condition d'être liés à un usage autorisé.

2.2.3 – **Pour les déchèteries**

- Les affouillements et exhaussements de sol à condition d'être liés à une construction autorisée.
- Les aménagements nécessaires au fonctionnement de la déchèterie (voie d'accès, aire d'emprise des conteneurs…)
- Les plateformes couvertes à condition de servir de dépôt de matières organiques.
- Les clôtures indispensables à la sécurité et la salubrité publique, dans les conditions définies à l'article N 11

2.2.4 – **Pour les gravières**

- Les aires de stockage de matériaux inertes
- Les affouillements et exhaussements de sol à condition d'être liés à un usage autorisé.
- Les installations de lavage, criblage et concassage de matériaux dont l'activité est autorisée

VI.2.3 – **L**es extensions nécessaires aux constructions existantes sont autorisées et ne devront pas excéder 70 m² d'emprise au sol sauf pour les secteurs de gravières où elles ne seront pas limitées.

VII - Secteur Nx1 - Aire de stockage de matériaux (ISDI du Bocher)

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont autorisées que si elles respectent les conditions ci-après :

- Les aires de stockage de matériaux inertes, sous réserve
  - qu'elles relèvent des rubriques 2760- 3 (Installation de stockage de déchets à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720) et/ou 2517 (Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques) de la nomenclature des ICPE,
  - de la mise en œuvre des mesures de protections de l'environnement prévues à l'article 15
  - et de la prise en compte des aléas naturels et notamment qu'il n'y ait pas d'extension qui pourrait déstabiliser ces aléas.

VIII - Secteur de corridors écologiques identifiés au plan de zonage

VIII.2.1 – Les constructions destinées :

2.1.1 - Aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou assurant une mission de service public sont autorisés à condition de prendre toutes les dispositions pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard des activités qui s'exercent en zone N et pour assurer une bonne intégration dans le site et que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
2.1.2 – Aux installations assurant le libre passage de la faune
2.1.3 - Dans les secteurs Naturels correspondant à un corridor écologique majeur, les possibilités de constructions ne doivent pas remettre en cause le fonctionnement du corridor écologique

VIII.2.2 – Les travaux, installations et aménagements

2.2.1 – Les exhaussements et affouillements des sols sont autorisés s'ils ne font pas plus de 100m² et pas plus de 2,00 m de haut, compté à partir du terrain naturel. De plus, ils doivent faire l'objet d'un aménagement permettant une réutilisation des terrains concernés conforme à la vocation dominante de la zone, et qu'ils ne portent pas atteinte au site.

2.2.2 - Les murs de soutènement de plus de 2,00 m, dont l'importance nécessite une autorisation,

2.2.3 – Les aménagements légers et limités de places publiques de stationnement, liés à la fréquentation des sites et des espaces naturels, à condition d'être réalisés en matériaux perméables et de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité agricole et pour assurer une bonne intégration dans le site.

2.2.4 – Les installations et travaux divers nécessaires à la prévention des risques naturels.

2.2.5 – Les clôtures indispensables à la sécurité et la salubrité publique**.**

VIII.2.3 – Les coupes et abattages d'arbres – Les défrichements

Les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre de l'article R421-23 du Code de l'Urbanisme.

Les défrichements sont interdits dans les EBC (Espaces Boisés Classés)

Les coupes et abattages d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé en application de l'article L. 113-1.

IX - Secteur de zones humides identifiés au plan de zonage

IX.2.1 – Les constructions destinées :

Dans les secteurs Naturels correspondant à une zone humide, les possibilités de constructions ne doivent pas remettre en cause le fonctionnement de la zone humide et de son alimentation.

IX.2.3 – Les travaux, installations et aménagements

Les travaux qui contribuent à préserver les zones humides ou qui sont destinés à la régulation des eaux pluviales ou du réseau d'assainissement sont autorisés.

X – Pour la zone Nh

Les extensions et aménagements doivent répondre aux besoins de fonctionnement des constructions existantes et autorisées

X.2.1 – Les constructions destinées :

2.1.1 - Aux ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou assurant une mission de service public, à condition de prendre les dispositions nécessaires pour limiter toute gêne qui pourrait en découler au regard des activités qui s'exercent en zone N, pour assurer une bonne intégration dans le site et que leur localisation corresponde à une nécessité technique impérative. Ils peuvent être modifiés ou surélevés pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.

2.1.2 - Aux annexes liées à l'activité autorisée qui ne devront pas excéder 30,00 m² d'emprise au sol.

2.1.3 – **Pour les établissements recevant du public et hôtels**, une demande pour une extension pourra être accordée à condition que :

- elles soient réalisées en une ou plusieurs fois, à partir de la date d'approbation du PLU,
- elle doit être limitée à 30% de l'emprise au sol globale du bâtiment existant.
- elle compose un projet architectural cohérent avec la construction existante, sans besoin d'accès et de voirie publique (y compris de service de déneigement ou autres) complémentaire à l'existant
- elle n'augmente pas la capacité d'accueil existante
- le cas échéant, une filière d'assainissement non collective, répondant aux besoins et conforme aux recommandations techniques sera prescrite par le service gestionnaire

2.1.4 – **Pour les parcs de loisirs et restaurants d'altitude**, une demande pour un nouveau bâtiment annexe pourra être accordée afin de répondre aux besoins d'accueil et de fonctionnement de l'activité touristique dans un périmètre de 30,00 m des bâtiments d'accueil et dans la limite maximale de 50,00 m² d'emprise au sol. Cette distance est mesurée à partir du premier point de contact du bâtiment principal au premier point de contact de l'annexe.

2.1.5 – **Pour les secteurs d'accueil touristique et restaurants d'altitude**, les hébergements insolites : cabanes perchées, yourtes… sont autorisés sous réserve qu'elles s'intègrent dans le paysage et la topographie du lieu, et qu'il y ait préservation du caractère naturel du secteur considéré.

X.2.2 – Travaux sur le bâti existant

Hormis pour les constructions et installations définies ci-dessus, la gestion des bâtiments existants dans la zone est soumise aux conditions suivantes.

2.2.1 – Pour les constructions existantes à usage d'habitation pouvant justifier de leur régularité, les extensions seront autorisées, dans les conditions suivantes :

- Une seule demande d'extension pourra être autorisée, dans la limite maximale de 30 % de l'emprise au sol de la construction principale et sous réserve que la surface de l'extension ne dépasse pas 25% de la surface de plancher de la construction existante avant travaux
- Pour leur mise aux normes notamment celles permettant de répondre aux besoins des Personnes à Mobilités Réduites (PMR).

2.2.2 – Pour les autres constructions, régulièrement édifiées et qui ne sont pas conformes aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, seuls les travaux rendus nécessaires pour des raisons d'hygiène et de sécurité sont admis. Les travaux autorisés ne doivent pas remettre en cause la destination générale de la zone.

X.2.3 – La reconstruction d'un bâtiment sinistré

Elle est autorisée dans un délai de 4 ans, à l'identique et sans qu'il ne soit fait application des autres règles de la zone dans laquelle il se situe, à condition que :

- le sinistre ne résulte pas d'un aléa naturel connu,
- le bâtiment ait été régulièrement édifié,
- sa destination soit conservée,
- la reconstruction soit effectuée dans le volume ancien.

X.2.4 – Les travaux, installations et aménagements

2.4.1 – Les exhaussements et affouillements des sols sont autorisés s'ils font l'objet d'un aménagement permettant une réutilisation des terrains concernés conforme à la vocation dominante de la zone, et s'ils ne portent pas atteinte au site.

2.4.2 **– Pour les hébergements touristiques et équipements :** Les travaux et aménagements nécessaires à la création de stationnements aériens et souterrains correspondant aux besoins actuels et futurs des constructions autorisées.

2.4.3 – **Pour les secteurs de loisirs :** Les aménagements légers et limités de places publiques de stationnement, liés à la fréquentation des sites et des espaces naturels, à condition d'être réalisés en matériaux perméables et de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler au regard de l'activité de la zone et pour assurer une bonne intégration dans le site.

2.4.4 – Les installations et travaux divers nécessaires à la prévention des risques naturels.

2.4.5 – Les clôtures indispensables à la sécurité et la salubrité publique**.**

XI- Emprise du domaine skiable

Dans le périmètre du domaine skiable, en complément des autorisations de toutes les zones N, seront autorisés :

XI.1 L'aménagement et l'ouverture des pistes de ski, les équipements relatifs aux activités estivales, les implantations de remontées mécaniques et les constructions, installations et travaux liés à la sécurité et à l'exploitation de ces pistes et équipements, remontées et réseaux neige sont autorisés à condition de faire l'objet d'un traitement approprié, assurant leur intégration dans l'environnement et les paysages.

XI.2 - Les constructions, équipements et installations devront respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. En dehors du périmètre étudié par le PPR, une étude de risques pourra être exigée, en l'application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

XII- Prise en compte des canalisations de gaz

L'urbanisation devra respecter les limitations des arrêtés préfectoraux relatifs aux servitudes I3 et I'3 et repris succinctement dans les dispositions juridiques.

XIII - Prise en compte des captages d'eau potable

XIII.1 - A l'intérieur des périmètres des arrêtés préfectoraux de protection des captages n° DDAF-B/21-98 du 26/11/1998, les occupations et utilisations du sol autorisées sont strictement celles prévues par l'arrêté préfectoral et ses amendements

XIII.2 - Dans les périmètres immédiats, rapprochés du captage de Clair-temps, les systèmes de géothermie sont interdits.

XIII.3 - Dans le périmètre éloigné du captage de Clair-temps, seul pourra être autorisé la géothermie horizontale.

ARTICLE N 3 – ACCES ET VOIRIE

3.0 – Généralités

Le projet peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à son importance ou à sa destination, ou à la destination des constructions ou des aménagements envisagés, et notamment si les caractéristiques de ces voies rendent difficile la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie et des véhicules des services publics

3.1 – Accès

3.1.1 - Les accès doivent être adaptés à l'opération et aménagés de façon à apporter la moindre gêne à la circulation publique ; en tout état de cause, le raccordement d'un accès privé à une voie publique sera soumis à l'appréciation du gestionnaire de la voirie concernée.

3.1.2 - Lorsque le terrain est riverain de plusieurs voies publiques, l'accès sur celle de ces voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

3.2 – Voirie

3.2.1 - Les constructions et installations doivent être desservies par des voies dont les caractéristiques sont adaptées à l'approche du matériel de lutte contre l'incendie.

3.2.2 - L'ouverture de toute voie privée nouvelle non destinée à desservir une construction, existante ou autorisée, est interdite.

3.2.3 – Les voies et leurs aménagements ne doivent pas porter atteinte aux sites et aux paysages (ZNIEFF, zones humides …)

3.3 – Chemins et sentiers

3.3.1 - Les chemins ruraux, sentiers piétonniers et itinéraires d'activités hivernales identifiés au plan de zonage au titre du L 151-38 du Code de l'urbanisme doivent être maintenus.

3.3.2 - En cas de création de nouveaux sentiers piétonniers, ils auront une largeur minimale de 2,00 m.

ARTICLE N 4 – DESSERTE PAR LES RESEAUX

(cf annexes sanitaires)

4.1– Eau Potable

4.1.1 - Toute construction à usage d'habitation, d'accueil du public ou d'activité doit être raccordée au réseau public d'eau potable à l'exception des constructions autorisées dans le secteur Nt et Nh.

4.1.2 - En l'absence de réseau public, l'alimentation en eau potable par une source privée et répondant aux normes de salubrité publique est autorisée pour un usage unifamilial. Pour les alimentations non individuelles et notamment les établissements recevant du public, priorité doit être donné à l'adduction au réseau public.

4.1.3 - Si des appareils de lutte contre l'incendie sont à implanter, leur emplacement doit être déterminé en accord avec les services compétents, et ils doivent être conformes aux normes en vigueur.

4.2 –Assainissement

4.2.1 – Eaux usées

Toute construction nouvelle, à l'exception des extensions, annexes et ouvrages techniques, doit être raccordée au réseau public d'assainissement, à l'exception des constructions autorisées dans le secteur Nt et Nh.

En Nt et Nh, l'autorité compétente pourra admettre un dispositif individuel conforme aux recommandations techniques prescrites par les annexes sanitaires du PLU,

Le dispositif doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit et la construction directement raccordée au réseau quand celui-ci sera réalisé.

L'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, les fossés ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

4.2.2 – Eaux pluviales

L'évacuation des eaux pluviales devra respecter les prescriptions figurant au règlement du PPR annexé au PLU. Elles doivent être gérées à la parcelle :

- soit par infiltration directe
- soit par infiltration avec rétention et régulation du débit de fuite dans une tranchée d'infiltration.

Exceptionnellement, elles pourront être rejetées dans le réseau à l'aide d'un dispositif (cuve de rétention) régulant le débit de fuite.

Ces aménagements complémentaires de rétention, seront à la charge et responsabilité exclusive du propriétaire qui devra réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain, et ne devront pas nuire au bon fonctionnement des fossés et du réseau collectif public des eaux pluviales

Secteur Npe

Ces secteurs pourront seulement accepter les apports d'eaux claires et rejets après épuration, conformes aux normes en vigueur, issus du bassin versant.

4.3- Réseaux câblés

Pour toute construction ou installation nouvelle, les branchements particuliers aux réseaux câblés devront être enterrés.

ARTICLE N 6 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

6.0 – Généralités

Les règles d'implantation mentionnées s'appliquent à l'ensemble des emprises et voies publiques et aux chemins ruraux ouverts à la circulation publique automobile.

Les débords de toiture, balcons, auvents et escaliers, jusqu'à 1,40 m, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté lorsqu'ils sont susceptibles de créer une gêne ou de porter atteinte à la sécurité de la circulation.

6.1 – Implantation

6.1.1 - Les bâtiments y compris les annexes et garages doivent respecter un recul minimum de 5,00 m par rapport aux limites des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer.

6.1.2 – Les garages et abris ouverts intégrés ou non, accolés ou non à la construction principale devront respecter un recul de 5,00 m minimum. S'ils disposent d'un accès parallèle à l'axe de la voirie ce recul pourra être réduit à 2,50 m

6.1.3. – Par exception à la règle 6.1.2, le premier élément des murs de soutènement devra respecter un recul :

- d'au moins 1,50 m par rapport à l'emprise du domaine public pour ceux situés en amont.
- Au moins égal à la moitié de leur hauteur pour ceux situés à l'aval.

6.1.4 – Activités hivernales : Le recul des constructions est fixé à :

- 5,00 m de l'emprise des pistes de ski alpin, sauf impossibilité technique,
- 2,50 m des équipements de pistes (canons à neige, axe des canalisations d'alimentation des canons…)
- 5,00 m de l'axe des itinéraires d'activités hivernales portés au plan (ceux-ci pourront être déplacés à l'occasion d'une demande de permis de construire à condition qu'ils demeurent sur la même unité foncière).

6.2 – Cas particuliers

L'implantation jusqu'en limite des voies et emprises publiques telles que définies en 6.0, qu'elles soient existantes, à modifier ou à créer, est autorisée :

- dans le cas d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.
- dans le cas d'aménagements en faveur des personnes à mobilité réduite

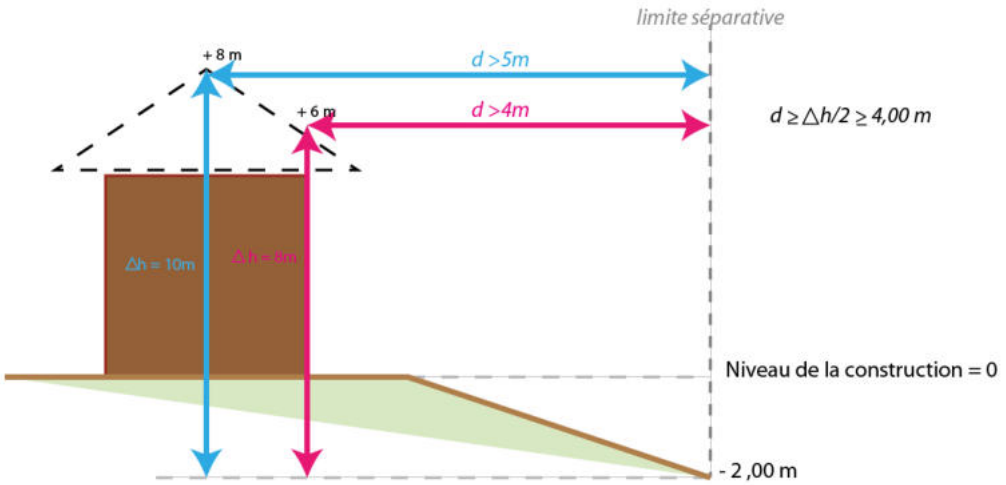
ARTICLE N 7 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES DES PROPRIETES VOISINES

7.0 – Généralités

Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article, excepté pour l'implantation en limite de propriété voisine des annexes non accolées à une construction.

7.1 – Règles générales

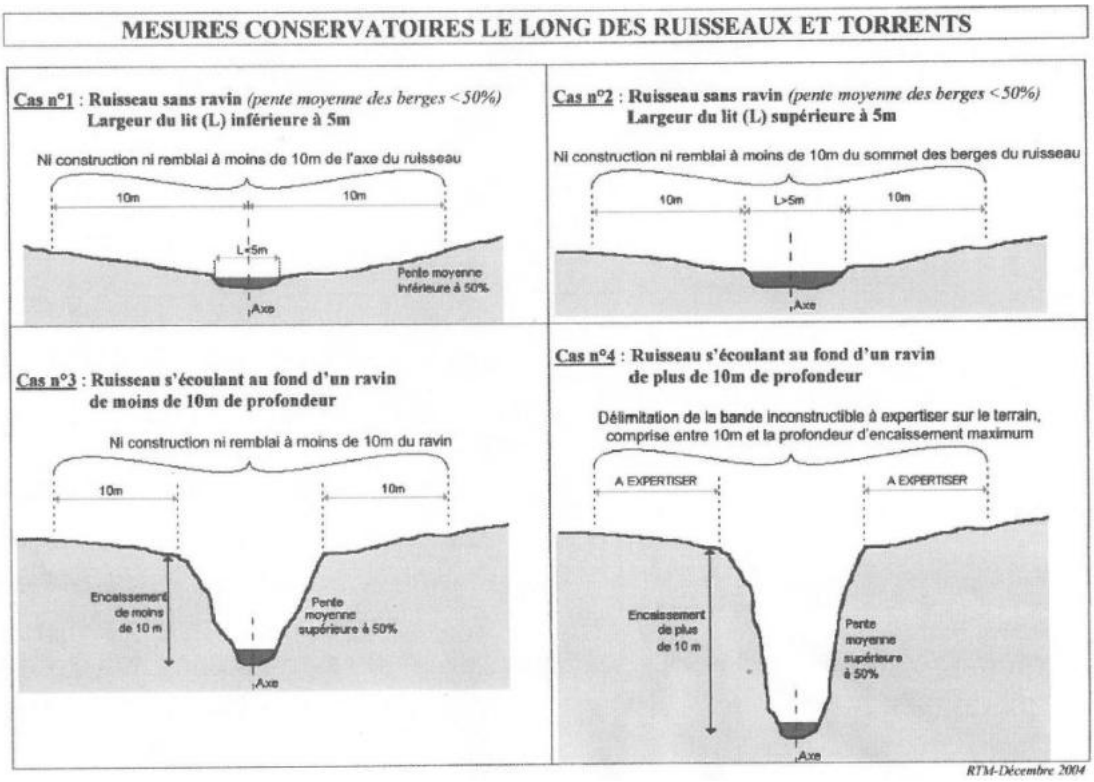
La distance comptée horizontalement de tout point de la construction au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché doit être au moins égale à la moitié de la différence de hauteur entre ces deux points, sans pouvoir être inférieure à 4,00 m.



7.2 – Cas particuliers

7.2.1 – Les ouvrages techniques, hors antennes, nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif sont admis jusqu'en limite dans la mesure où leur hauteur ne dépasse pas 4,00 mètres au faîtage.

7.2.2 – Hors zone d'étude du PPR, les rives naturelles des ruisseaux repérés au plan de zonage doivent être maintenues en espaces libres de toute construction et de tout remblai sur une largeur minimale de 10,00m. Cette distance est calculée à partir de l'axe des cours d'eau lorsqu'il n'y a pas de berges marquées. Dans les autres cas, la distance sera comptée à partir du sommet de berge selon le schéma ci-après extrait des annexes du Porté à Connaissance de l'Etat en annexe du PLU. Ces dispositions ne concernent pas les ouvrages d'infrastructure franchissant les cours d'eau, ni les constructions, installations et ouvrages techniques nécessaires aux services publics ou assurant une mission de services publics ou d'intérêt général.



ARTICLE N 8 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES

L'implantation des bâtiments et leurs annexes ou entre annexes, les unes par rapport aux autres, doit respecter un recul minimum de 2,00 m.

ARTICLE N 9 – EMPRISE AU SOL

Le coefficient d'emprise du sol n'est pas réglementé, sous réserve des dispositions édictées par l'article N2.

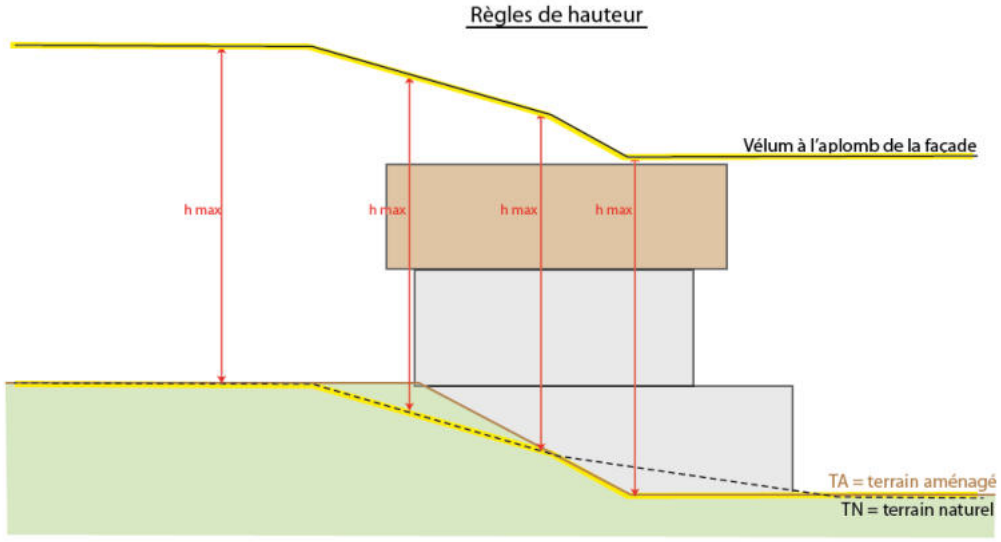
Toutefois, en l'absence du réseau d'assainissement collectif, les surfaces de plancher des constructions autorisées dans la zone restent limitées de fait aux possibilités de mise en œuvre d'un assainissement non collectif, conforme aux recommandations techniques prescrites en application des annexes sanitaires jointes au P.L.U.

ARTICLE N 10 – HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

10.0 – Généralités

Les dispositions ci-dessous ne s'appliquent pas aux ouvrages techniques et bâtiments nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt général, ni aux éléments techniques des constructions autorisées (tels que cheminées, locaux d'ascenseur, dispositifs nécessaires à l'utilisation des énergies renouvelables tels que les capteurs d'énergie solaire…) sous réserve du respect des dispositions de l'article 11.

Le bâtiment doit s'inscrire dans un gabarit d'une hauteur définie par un vélum parallèle au terrain naturel ou au terrain excavé s'il est visible, et mesurée en tout point du bâtiment.



Les débords de toiture balcons, auvents et escaliers jusqu'à 1,40 m par rapport au nu de la façade, ne sont pas pris en compte pour l'application du présent article.

10.1 – Hauteur maximale

10.1.2 – La hauteur maximale des bâtiments est fixée à 9,00 m selon les termes définis à l'article 10.0.

10.1.2 – En zone Nh, la hauteur maximale des extensions correspond à la hauteur maximale de la construction principale sur laquelle elle s'adosse.

10.2 – Cas particuliers

10.2.1 - Pour les bâtiments repérés au plan de zonage au titre de l'article L151-19° (fermes traditionnelles et constructions atypiques), le volume initial sera respecté. En cas de travaux permettant de restaurer l'aspect initial de l'édifice (établi sur une base documentaire), une hauteur différente pourra être admise.

10.2.2 - Lorsque par son gabarit ou son implantation, un immeuble bâti existant n'est pas conforme avec les règles ci-dessus, le permis de construire ou la déclaration ne pourra être accordée que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'implantation ou du gabarit de cet immeuble avec ces prescriptions, ou pour des travaux qui sont sans effet sur l'implantation ou le gabarit de l'immeuble. En cas de reconstruction, la hauteur pourra atteindre la hauteur initiale du précédent bâtiment, augmentée de l'épaisseur de l'isolation autorisée.

10.2.3 - Afin de permettre une isolation par l'extérieure de constructions existantes ayant une hauteur supérieure à la règle et lorsque celles-ci ne sont pas compatibles avec la règlementation thermique en vigueur, une surélévation sera admise selon les décrets en vigueur.

ARTICLE N 11 : ASPECT EXTERIEUR

11.0 – Généralités

11.0.1 - Conformément à l'article R.111-27 du Code de l'Urbanisme, les divers modes d'occupation et utilisation du sol ne doivent pas par leur aspect extérieur porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages naturels ou urbains.

11.0.2 - Les principes suivants seront respectés :

- les constructions par leur composition et leur accès doivent s'adapter au terrain naturel, en évitant d'en modifier excessivement la topographie.
- pour toute construction neuve, il est demandé de composer des volumes et des façades dont les proportions s'intègrent au paysage urbain environnant.
- les annexes non accolées seront réalisées afin de former un ensemble cohérent et harmonieux (coloris et matériaux) avec le ou les bâtiments principaux.
- l'aménagement de la parcelle devra être prévu dans son ensemble.

Tout pastiche d'une architecture étrangère à la région est interdit.

11.0.3 - L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernée doivent être intégrés à la composition architecturale d'ensemble (façades, toitures, abords).

11.0.4 - L'ensemble des dispositions ci-après ne s'applique pas aux vérandas.

11.0.5 - Pour tout projet de construction et de lotissement, il est fortement recommandé de prendre contact avec l'architecte conseil en amont de l'élaboration du projet pour une meilleure prise en compte de l'environnement naturel, physique et urbain et une intégration harmonieuse de la construction dans le paysage.

11.1 – Traitement des abords

11.1.1 - La construction s'adaptera au terrain et non l'inverse. Son implantation tiendra compte de la topographie et du niveau de la voie de desserte afin de ne pas nécessiter d'importants terrassements et la réalisation d'importantes plateformes tant pour la construction que pour les accès et les aménagements.

11.1.2 - Tout ouvrage de soutènement devra faire l'objet d'une intégration architecturale et paysagère.

11.1.3 - Les locaux et installations techniques, nécessaires au fonctionnement des constructions, doivent leur être intégrés. En cas d'impossibilité technique justifiée, ils doivent être intégrés à la composition générale du projet.

11.2 – Aspect des façades

11.2.1 - Les rondins de bois ou fustes sont autorisés dans la mesure où leur localisation correspond à une nécessité technique impérative (notamment centrales hydroélectriques), sous réserve de prendre toutes les dispositions pour limiter au strict minimum la gêne qui pourrait en découler, l'impact sur les milieux naturels et pour assurer une bonne intégration dans le site.

11.2.2 - Les parties maçonnées seront enduites, dans des teintes en harmonie avec les bâtiments environnants. Les parements en pierre de taille sont autorisés mais doivent rester partiel.

Sont interdits :

- l'emploi extérieur à nu de matériaux fabriqués en vue d'être recouverts d'un parement ou d'un enduit, tels que carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérés de ciment...,
- l'utilisation de teintes vives ne s'intégrant pas dans le site et du blanc pur pour les enduits et peintures en façades, sauf en élément décoratif de faible surface,
- les matériaux réfléchissants, les verres et plexiglas pour les garde-corps de balcons, de loggias et d'escaliers extérieurs.

11.3 – Aspect des toitures

11.3.1 - Les toitures seront à deux pans minimum, sauf en cas d'extension et d'auvent accessoire au bâtiment (escalier extérieur, entrée maison et garage,…).

11.3.2 - La pente des toitures devra s'harmoniser avec celle des constructions environnantes. La pente sera comprise entre 30% et 50%. En cas d'extension d'un bâtiment dont la pente de toit est non-conforme aux règles du PLU, la pente de la nouvelle toiture pourra être la même que celle du bâtiment existant.

11.3.3 - Les toitures indépendantes à un seul pan sont interdites sauf pour les ouvrages techniques d'intérêt général (stockage de sel, ...), pour lesquels la pente sera comprise entre 15 et 30%.

11.3.4 - Les toitures-terrasses, accessibles ou non, pourront être autorisées sous réserve d'une bonne intégration dans le site. Seront pris en compte, l'intégration paysagère (végétalisation, dimension…) et la topographie du site. Une attention particulière sera apportée au revêtement de protection de l'étanchéité.

11.3.5 - Les toitures végétalisées sont autorisées. Sont interdits les matériaux de couverture bituminés et l'emploi de tôles ondulées pour les annexes.

11.3.6 - Les matériaux de couverture doivent être d'une seule teinte en cohérence avec le bâti environnant sauf en cas de toiture végétalisée.

11.3.7 - En cas d'aménagement de comble, les fenêtres de toit, les verrières et les lucarnes sont autorisées ; elles devront être positionnées de manière ordonnancée et composée pour prendre en compte les perceptions visuelles proches ou lointaines de la construction.

11.3.8 - Les fenêtres de toit et les panneaux solaires / photovoltaïques ne doivent pas être en saillie.

11.3.9 - Les pans de toiture pourront être égaux ; dans le cas de pans de toitures de longueur inégales, le plus petit sera au moins égal aux 2/3 de l'autre. Cette règle est instaurée pour éviter une disproportion trop importante. Aussi, le calcul de la longueur des pans de toitures ne s'applique que sur la partie de la façade alignée, le pan du décroché de toit n'étant pas pris en compte pour ce calcul.

11.3.10 –Pour les annexes à 2 pans, les débords de toiture seront proportionnels au gabarit de la construction.

11.4 – Aspect des clôtures

11.4.1 - Elles ne sont pas souhaitées. Le cas échéant elles doivent être d'aspect sobre et par leur dimension et leur traitement être en concordance avec le paysage environnant et les usages locaux. Le long des voies de circulation, elles pourront faire l'objet de modifications justifiées par l'amélioration de la visibilité et de la sécurité.

Leur hauteur est limitée à 1,50 m, excepté pour celles répondant à un impératif de sécurité ou de salubrité publique.

11.4.2 - En zone de corridor écologique, les clôtures devront permettre la libre circulation de la faune.

11.4.3 - Dans les secteurs de ski : sur une largeur de 8,00m de part et d'autre de l'emprise des pistes de ski, ne sont autorisées que les clôtures démontables. Durant la période d'ouverture du domaine skiable ces clôtures ne doivent pas créer d'obstacle aux skieurs.

11.5 – Paraboles et antennes

En raison de la qualité du site, des perspectives et des paysages urbains et naturels :

- Le nombre d'antennes individuelles et collectives de toute nature est limité à une antenne par propriété ou copropriété ; elles doivent être dissimulées au mieux.
- Les paraboles doivent être de teinte de l'environnement qui les supporte.
- Si elles sont installées sur des toitures à pans, elles ne doivent pas dépasser la ligne de faîtage.
- Les antennes paraboliques sont interdites sur les balcons.

11.6 – Bâtiment protégé, élément particulier protégé et identifié au plan de zonage au titre de l'article L.151-19

Toute intervention doit s'inscrire dans une démarche qualitative et suivre les prescriptions suivantes :

- les volumes du bâtiment existant seront respectés et non modifiés, l'ajout de percements et/ou la modification de percements existants sont autorisés s'ils composent des façades équilibrées,
- la nature des matériaux existants sera également respectée, les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine, en cas de réfection,
- les bois, bardages et volets bois apparents seront de teintes moyenne à sombre, non brillantes, seront peints ou imprégnés, soit dans les teintes naturelles de bois, soit de couleurs en référence aux traditions locales.

11.6.1 – Façades

Il sera utilisés des enduits teintés dans la masse ou peints dans les tons d'origine de la construction ; ils seront légèrement lissés ou grattés. Ils ne laisseront pas apparaître de pierres autres que les pierres d'angles ou d'encadrement

Les volets seront à battants dans le respect des types locaux, à planches jointives (planches biaises interdites) ou à panneaux pouvant être semi-persiennés. Les volets roulants sont tolérés à condition que le coffre soit dissimulé et la teinte en accord avec celle des façades. La conservation ou l'installation de volets à battants pourra être imposée.

En cas de réfection partielle des menuiseries extérieures, leur modénature (nombre de vantaux, présence ou non de petits bois…) devra être respectée. En cas de réfection totale, soit elles reprendront la modénature des menuiseries traditionnelles, soit elles seront d'une modénature plus contemporaine (un seul vantail en plein cadre, sans petit bois par exemple). L'emploi de l'aluminium de teinte naturelle, de matériaux réfléchissants et des verres teintés est interdit.

Les terrasses, sauf celles de plain-pied sont interdites.

Les garde-corps ou mains courantes devront être soit en bois, soit en ferronnerie.

11.6.2 – Toitures

Les volumes de toit seront respectés. Les transformations nécessaires seront exécutées à l'aide de matériaux d'aspect similaire à ceux de la construction d'origine : matériaux de teinte brun rouge ou de teinte grise (aspect ardoise de pays).

Les fenêtres de toits et les verrières sont autorisées dans la mesure où elles ne dénaturent pas la typologie initiale du bâtiment.

Les lucarnes seront proscrites mais pourront faire l'objet d'une réflexion d'ensemble si elles respectent l'architecture traditionnelle et les typologies locales.

En cas d'isolation par surépaisseur de la toiture, toutes les dispositions seront prises pour conserver l'épaisseur initiale des rives

ARTICLE N 12 : STATIONNEMENT DES VEHICULES

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques, ainsi que des chemins d'accès ou de promenade, notamment en cas d'accueil de clientèle.
Les aires de stationnement seront dimensionnées au prorata des besoins engendrés par la ou les activités concernées et intégrées dans l'aménagement des abords de l'opération (véhicules et cycles).

12.0 – Généralités

12.0.1 - Le stationnement des véhicules et des deux-roues, correspondant aux besoins des occupations ou utilisations du sol, doit être assuré en dehors des emprises publiques et des voies publiques ou de desserte collective.

12.0.2 - Les places de stationnement peuvent être situées à l'intérieur ou à l'extérieur des constructions principales,

12.0.3 - En cas d'extension ou de réaménagement des constructions existantes, seront prises en compte les surfaces existantes.

12.0.4 - Une place de stationnement correspond à 2,50 x 5,00m d'emprise au sol hors accès lorsqu'elle est non couverte et à 3,00 x 6,00 m d'emprise au sol minimum hors accès lorsqu'elle est couverte.

12.1 – Règles pour les véhicules légers

12.1.1 – Pour les extensions d'habitation (hors chalet d'alpage et ferme cerclée) :

- un minimum de 2 places par logement pour la première tranche de 120 m² de surface de plancher.
- Puis 1 place par tranche entamée de 30m² de Surface de Plancher supplémentaire

12.1.2 – Pour les autres constructions, les besoins en stationnement devront correspondre aux besoins de l'activité.

ARTICLE N 13 : ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS

13.0 – Généralités

Les servitudes de passage existantes doivent être maintenues.
Dans le cas d'exhaussement de terrain, les talus devront être végétalisés et pourront être soutenus, dans le cas de forts dénivelés, par des murets en pierre naturelle ou des enrochements. L'usage du béton brut est interdit.

13.1 – Espaces boisés classés

Les espaces boisés classés figurant au plan sont soumis aux dispositions de l'article L113-2 du Code de l'Urbanisme Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.
Les défrichements y sont interdits.

13.2 – Plantations

13.2.1 - Les espaces libres autour des constructions doivent faire l'objet d'un traitement paysager soigné intégrant à la fois l'aménagement des espaces verts et l'aménagement des accès et des aires de stationnement.

13.2.2 - Les espaces libres de toute occupation seront au minimum enherbés.

13.2.3 - Toutes les aires de stationnement aériennes auront un traitement de surface perméable ou végétalisé.

13.2.4 - Les plantations de haies vives seront réalisées avec des essences rustiques, indigènes et variées.

13.2.6 – En zone Nt, les aires de stationnement non couvertes pour les aires de camping-car et de caravaning devront comporter au minimum un arbre pour 6 places de stationnement et devront faire l'objet d'un aménagement paysager soigné. Au moins la moitié de ces aires de stationnement aura un traitement de surface perméable ou végétalisé.

13.3 – Secteur de corridor écologique

Le caractère végétal doit être strictement maintenu. Les arbres abattus seront remplacés par un nombre équivalent d'arbres d'essence rustiques et indigènes.

ARTICLE N 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Les constructions doivent prendre en compte la règlementation en vigueur.

Dispositions particulières applicables au secteur Nx1 :

1. Préservation du milieu naturel

- Les aires de manœuvre, zones de stockage et emprises de chantier devront être limitées au strict nécessaire afin de préserver la forêt périphérique et les habitats naturels avoisinants.
- Les opérations de défrichement devront être réalisées, dans la mesure du possible, en dehors des périodes de reproduction des espèces sensibles (Oiseaux, Reptiles).

- La réalisation des travaux devra s'effectuer durant la période la moins impactante pour la faune, c'est à dire fin de l'été à la fin de l'hiver, et plus particulièrement de la mi-septembre à la fin février.

2. Gestion des espèces exotiques envahissantes

Afin de prévenir l'introduction et la propagation d'espèces exotiques envahissantes, des mesures de gestion écologique seront mises en œuvre pendant les phases de travaux et d'exploitation.

Deux espèces invasives ont été identifiées sur le site :
- Buddleia de David (Buddleja davidii)
- Renouée du Japon (Reynoutria japonica)

Les traitements suivants sont à mettre en œuvre selon les situations rencontrée. Le détail des méthodes à mettre en œuvre se situe à la fin du présent règlement.

2.1 Buddleia de David

Prévoir l'arrachage entre mars et début juin

- Méthode préventive : Coupe mécanique des inflorescences
- Méthode curative : Arrachage manuel

2.2 La Renouée du Japon

Prévoir l'arrachage entre février et mai

- Méthode 1 : Arrachage manuel – (extraction des rhizomes du sol)
- Méthode 2 : Fauche mécanique ou manuelle
- Méthode 3 : Broyage-bâchage
- Méthode 4 : Pâturage

3. Prévention de la dissémination d'espèces invasives par les engins

Afin de limiter les risques de propagation d'espèces végétales envahissantes, prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier.

Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon et du Buddleia de David (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent

ARTICLE N 16 : *OBLIGATIONS EN MATIERE D'INFRASTRUCTURES ET RESEAUX DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES.*

16.1 - Toute construction nouvelle devra disposer de fourreau en attente pour être raccordée au très haut débit par fibre optique.

16.2 - Le raccordement filaire des constructions au réseau de télécommunication devra être en souterrain jusqu'à la limite du domaine public en un point à déterminer en accord avec les services techniques des concessionnaires

TITRE 6 :

MODALITES DE GESTION DES PLANTES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

CES MODALITES S'APPLIQUENT A LA ZONE NX1

Modalités de mise en œuvre de la gestion du Bulddleia de David en zone Nx1

E	R	C	A	**Réduction**

Gestion du Buddleia de David

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de l'Arbre à papillons, un arbuste très compétitif. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne le *Buddleia davidii*

Planning prévisionnel

JANV	FEV	**MARS**	**AVR**	**MAI**	**JUIN**	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Planning prévisionnel

JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **avant la fructification, entre mars et début juin**.

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : le Buddléia a été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Il est donc susceptible de se développer à la suite des travaux, et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en œuvre :
Méthode préventive : *Coupe des inflorescences*
La coupe mécanique des inflorescences permet d'empêcher la formation de graines, et par conséquent de limiter la dissémination de l'espèce. Il s'agit d'une technique préventive, à coupler avec une technique curative.
- Préconisée pour les surfaces colonisées limitées
- Intervention directement après la floraison et avant la formation des graines
- Couper les hampes florales à l'aide d'un sécateur
- Exporter les inflorescences coupées dans des sacs poubelles étanches

Méthode curative : *Arrachage manuel*
- Méthode curative la plus efficace et la moins traumatisante pour le milieu (impacts faibles sur les habitats) et pour les espèces non visées par l'intervention.
- Arracher minutieusement la plante et, si possible, la totalité du système racinaire
- Si arrachage de la souche impossible, brûler au niveau de la coupe au chalumeau à gaz (asperger d'eau la végétation en périphérie avant le brûlage)
- L'utilisation d'un treuil ou la réalisation d'un tronçonnage suivi d'un dessouchage permet de compléter la méthode
manuelle sur des sujets dont le tronc et le système racinaire sont plus développés
- Les plantes arrachées doivent être récoltées et exportées. Laissées sur place, elles pourraient survivre et générer de nouvelles boutures.



Matériel : sécateur, sacs poubelles, chalumeau, pelle-bêche, pioche ou binette pour les jeunes plants, treuil, tronçonneuse, gants, lunettes de protection, combinaison de protection

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).

La plantation d'espèces indigènes adaptées au biotope est indiquée pour limiter la repousse des arbustes.

Acteurs

Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue.

Entretien : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire.

Suivi : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée

Nature	Fréquence	Période
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT et SOCOTEC en 2023 (complétée par SOCOTEC en 2025)

Modalités de mise en œuvre de la gestion de la Renouée du Japon en zone Nx1

E	R	C	A	Réduction

Gestion de la Renouée du Japon

Phase conception	Phase travaux	Phase exploitation

Objectif(s)

Cette mesure vise à protéger l'ensemble de la biodiversité locale, en **évitant l'introduction d'espèces exotiques envahissantes (EEE)** et en **limitant leur expansion**.

Les activités anthropiques et notamment les terrains remaniés lors des chantiers sont propices à l'installation et au développement de la Renouée du Japon. La mesure vise à endiguer son développement.



Groupe(s) taxonomique(s) visé(s) :	Flore
Espèce(s) visée(s) :	La mesure concerne la Renouée du Japon

Planning prévisionnel

JANV	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	NOV	DEC

Il est préconisé de réaliser l'arrachage **entre février et mai**

Description de la mesure

Nature de la mesure : cette mesure s'inscrit dans l'application des articles L.411-4 et L.411-9 du code de l'environnement issus de la loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages du 8 août 2016 et relatifs au contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales.

Espèces exotiques envahissantes sur site : la Renouée été identifié sur toute la zone des fourrés, en grande proportion. Elle est donc susceptible de se développer suite aux travaux et d'être propagé vers d'autres sites qui en sont exempts.

Modalités de mise en oeuvre :

Méthode 1 : *Arrachage manuel - extraction des rhizomes du sol*
- Arracher minutieusement la plante, avec la totalité du système racinaire, sur une profondeur allant de 4 à 5 m
- Intervenir de février à mai
- 5 à 6 passages par an pour les massifs les plus imposants
- Entreposer les débris végétaux sur une bâche et recouvrir pour éviter la dispersion par la vent
- Laisser sécher les résidus sur place avant exportation

Méthode 2 : *Fauche mécanique ou manuelle*
- Couper les parties aériennes, juste au-dessus des rhizomes
- Intervenir dès que les tiges atteignent 40 cm de haut
- A effectuer chaque mois entre juin et septembre
- Cette méthode doit être compléter par des campagnes d'arrachage des jeunes pousses ainsi que de mesures de reboisement dense
- La pose d'un géotextile réduit les repousses

Méthode 3 : *Broyage-bâchage*
- Le bâchage doit impérativement être précédé d'un concassage des terres colonisées
- Installer une bâche pour épuiser le système racinaire et maintenir son pourtour à l'aide d'agrafes/pierres
- Intervention avant la période de floraison
- Ne pas utiliser cette technique à proximité immédiate d'un cours d'eau avec crues violentes ou érosion des berges conséquente
- Un engin doit régulièrement écraser la bâche plastique pour casser les tiges se formant
- La bâche doit être maintenue au moins 18 mois
- Après retrait de la bâche, arracher les plants dégradés
- Méthode très efficace mais plus coûteuse

Méthode 4 : *Pâturage*

Il est possible de faire pâturer la Renouée du Japon par des chèvres. Il faut toutefois s'assurer que la période de pâturage s'arrête avant la formation de graines pour éviter tout risque de dispersion des populations. Cette opération de gestion doit être renouvelée annuellement.

Il peut être pertinent de réaliser une fauche avant l'arrivée des animaux pour leur permettre de consommer plus facilement des repousses et non des plantes adultes.

Matériel : pioche, fourche, godet cribleur équipé de barres de broyage, bâche opaque en géotextile (type Bidim©) ou en plastique imperméable, animaux clôtures, abreuvoir

Notions importantes :

- Prévoir le nettoyage systématique des engins de chantier (roue, remorque, ridelle, …) en entrée et sortie de la zone du chantier

- Lors du déplacement des individus de Renouée du Japon (produits de débroussaillage ou terre contaminée) dans des véhicules, il est important de veiller à ce que ces derniers ne soient pas surchargés (éviter les débordements qui causeraient des pertes de Renouées lors de la circulation) et qu'une bâche recouvre le dessus des remorques (éviter la dispersion par le vent).



Les renouées ont une capacité très importante à se régénérer à partir de fragments de tige ou de rhizome. À titre indicatif, 10 g de rhizome suffisent à régénérer une plante.

Acteurs
Travaux : les actions préventives et curatives seront réalisées sous la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et sous la surveillance du maître d'œuvre. Elles seront accompagnées par les conseils d'un écologue. **Entretien** : l'arrachage régulier, si reprises, sera sous la responsabilité du commanditaire. **Suivi** : réalisé par un écologue afin de vérifier la mise en place des actions préventives et la non-prolifération des EEE sur le chantier ou alentours.

Suivi proposée		
Nature	**Fréquence**	**Période**
Suivis floristiques, évaluation des rejets et arrachage le cas échéant	2 fois par an, pendant 3 ans	Avant la formation des graines, et après, pour vérifier qu'aucun plant en graines a été omis

Source : Etude environnementale réalisée par ELCIMAI ENVIRONNEMENT et SOCOTEC en 2023 (complétée par SOCOTEC en 2025)

Département de la Haute Savoie

Commune de Les Houches

Plan Local d'Urbanisme

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

DPMEC n°3

Maîtrise d'ouvrage

VALLÉE DE CHAMONIX MONT-BLANC COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Plan de ZONAGE

Plan d'ensemble

Communauté de Communes de la
Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
38 place de l'Eglise
74400 CHAMONIX-MONT-BLANC

Date :

Echelle : 1/10000

Pour information préalable du conseil municipal des Houches du 05 juin 2026

Approuvé le 19 décembre 2017,
Mise à jour le 04 avril 2018 (Modification P.P.R),
Mise en compatibilité n°1 le 09 janvier 2020 (Grisz),
Mise en compatibilité n°2 le 16 janvier 2020 (Bourgeat),
Mise à jour le 12 février 2020 (SIS),
Mise à jour le 03 juin 2020 (Statut Christ Roi),
Mise à jour le 02 octobre 2020 (classement sonore),
Mise à jour le 22 juin 2023 (Xandahar)
Modification n°1 approuvée le 04 avril 2024
DPMEC n°3 le XX mai 2026 (ISDI Bocher)

Légende

Zone urbaine
- Ua : Secteurs centrauxà vocation mixte d'habitat, de services, de commerces et d'équipements
- Ub: Secteur d'urbanisation dans les centralités, à densifier
- Uc: Secteur d'habitat
- Um: Secteur d'urbanisation des hameaux
- Ut: Secteur mixte associant les usages d'habitat et de tourisme
- Ux: Zone dédiées aux activités économiques
- Ueq : Secteur d'équipements et de services
- Zone urbaine soumise au règlement national de l'urbanisme

"c" secteur d'assainissemet autonome

Zone à urbaniser
- 1AU (Lx): Zone à urbaniser - court terme
- 2AU: Zone à urbaniser - long terme

Zone agricole
- A: Zone agricole
- As: Zone agricole stricte

Zone naturelle
- N: Zone naturelle
- Nh : Secteur d'urbanisation limitée
- Nl: Zone naturelle de loisirs
- Nle: Zone de loisirs en secteur sensible
- Npe: Zone naturelle à enjeux paysager et environnementaux
- Nt: Zone naturelle à vocation d'activités touristique et de loisirs
- Nx: Aire de stockage de matière inerte
- Nx1 : Aire de stockage de matière inerte (ISDI Bocher)

Prescriptions règlementaires
- Emplacement réservé
- Périmètre de prélocalisation
- Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation
- Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation accompagné de prescriptions sociales
- Périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du CU
- Espace Boisé Classé
- Corridor écologique
- Zones humides
- Bâtiment agricole
- Ferme ancienne traditionnelle
- Construction ne pouvant changer de destination
- Chalet d'alpage
- Construction atypique

Informations
- Périmètre de voisinage d'infrastructure de transport terrestre (secteur affecté par le bruit)
- Secteurs d'information sur les sols
- Périmètre de droit de préemption urbain
- Zone à risque d'exposition au plomb
- Flèche de zonage
- Ligne de séparation entre ER 9 et 11
- Voie ferrée
- Voie express
- Itinéraire d'activités hivernales
- Remontées mécaniques
- Tunnel autoroutier
- Cimetière

Cadastre
- Limite communale
- Parcelles
- bâti dur
- bâti léger
- Cours d'eau

Edition du 16/04/2026

Référence plan : PLU_LES HOUCHES_PLAN_ENSEMBLE

74143_reglement_graphique_1

74143_reglement_graphique_2

Liste des emplacements réservés

Numéro	Désignation	Bénéficiaire	Superficie en m²
1	Création d'une voirie communale de 4m de large pour desserte des riverains et ac	Commune	396
2	Bouclage AEP avec la commune de Chamonix	CCVCMB	739
3	Elargissement à 6m de la voie communale de Taconnaz et création d'une plateforme	Commune	927
4	Création d'un chemin piéton de 2m de large du chemin de Clair-Temps au lac de Cr	Commune	426
5	Création d'une voie de desserte des gravières	Commune	6069
6	Création d'une voie communale de 6m de large dite du Fond du Pont	Commune	418
7	Création de logements aidés	Commune	3408
8	Elargissement à 8m de la voie communale de Damien	Commune	1016
9	Elargissement à 2m du chemin piétons entre la route de l'école et le "Petit Pont	Commune	385
10	Création d'un chemin piétons de 2m de large du "sommet de Taconnaz" au "Bois Ron	Commune	1066
11	Elargissement du chemin rural à 2m pour liaison piétonne entre le "Petit Pont" e	Commune	547
12	Création d'un chemin piéton de 2m de large entre la route des Granges et la rout	Commune	395
13	Création d'un chemin de 5m de large pour cheminement piéton et liaison services	Commune	650
14	Elargissement à 6m de la voie communale de St Antoine	Commune	2286
15	Création d'une voie communale de 6m de large entre la route des Granges et la Gr	Commune	2147
16	Création d'un chemin piétons de 2m de large entre la route de la Griaz et la rou	Commune	1113
17	Création d'une voie communale de 5m de large et d'une aire de retournement - Che	Commune	1110
18	Aménagement du carrefour entre la Route de la Griaz et l'avenue des Alpages	Commune	99
19	Elargissement à 5m du chemin de l'Enchapleuze pour accès zone 1AU	Commune	398
20	Création d'un chemin de piétons de 2m de large entre la route de la Griaz et le	Commune	164
21	Elargissement à 6m de la voie communale de la Griaz et création d'une plateforme	Commune	4656
22	Création d'un chemin piétons de 2m de large entre le torrent de la Griaz et la T	Commune	508
23	Création d'un chemin piéton permettant la liaison entre le groupe scolaire et la	Commune	178
24	Emplacement réservé pour accès au tremplin de saut du Chenlé	Commune	1951
25	Aménagement d'un trottoir entre le pont du Nant Noir et le ruisseau de Grand Boi	Commune	167
26	Elargissement à 5m pour régularisation de la voie communale de l'Ormey et à 2m p	Commune	267
27	Création d'une voie communale de 5m de large entre le chemin de l'Ormey et les C	Commune	1486
28	Emplacement réservé pour création de plage de dépôt de bois	Commune	3529
29	Elargissement à 6m de la voie communale de Bellevarde	Commune	5472
30	Emplacement réservé pour création de plage de dépôt de bois	Commune	1254
31	Emplacement réservé pour emplacements de stationnements, aménagements et équipem	Commune	7446
32	Emplacement réservé pour passage dénivelé de la piste à ski	Commune	4928
33	Création d'une voie communale de 8m de large entre les Allloubs et Maisonneuve -	Commune	9211
34	Emplacement réservé pour Périmètre Immédiat de Protection du captage du Gunet	Commune	15056
35	Création d'une voie communale de 8m de large au Fornet	Commune	235
36	Régularisation de l'emprise de la voirie	Commune	1956
37	Plateforme de retournement accès à la Flatière	Commune	334
38	Création d'une voie communale de 8m de large pour desserte de la zone Bocher	Commune	13123
39	Emplacement réservé pour équipements publics et stationnements liés à la zone de	Commune	602
40	Création d'un chemin pitton de 2m de large entre les "Vernays du Fouilly" et le	Commune	1072
41	Emplacement réservé pour création de plage de dépôt de bois	Commune	582
42	Emplacement réservé pour création de plage de dépôt de bois	Commune	910
43	Emplacement réservé pour stationnements "Sous les Crozes"	Commune	1408
44	Elargissement à 6m de la voie communale de la côte des Chavants	Commune	5336
45	Création d'un chemin piétons de 2m de large entre les Jours d'en haut et les Cre	Commune	1236
46	Création d'une voie communale de 5m de large entre la voie communale de Vaudagne	Commune	3806
47	Elargissement à 5m de la voie communale des Ravanets et création d'une platerform	Commune	3010
48	Cheminement piéton de 2m de large entre la zone d'activités du Pont Pelissier et	Commune	1197
49	Deplacement du chemin rural dit "de la gare de Servoz à la Fontaine"	Commune	806
50	Elargissement à 6m de la voie communale de la Chenalette	Commune	2707
51	Création d'un parking relais à la gare de Servoz	Commune	2143

Périmètres de pré-localisation

Libellé	Surface
Périmètre de prélocalisation	

Bilan des surfaces du zonage

Zone du PLU	Surface (ha)
Ua	28,81
Ub	61,81
Uc	76,56
Ueq	3,02
Um	38,42
Umc	0,9
Ut	25,58
Ux	5,71
Uxc	1,18
1AU	5,49
1AUt	0,46
1AUx	1,03
2AU	1,43
A	151,64
As	88,99
N	2574,7
Nh	4,96
Nl	14,92
Nle	21,9
Npe	1517,17
Nt	9,6
Nx	46,58
Nx1	1,1256

0 500 1 000 1 500 2 000 m

Département de la Haute Savoie

Commune de Les Houches

Plan Local d'Urbanisme

LES HOUCHES MONT-BLANC MAIRIE

DPMEC n°3

Plan de ZONAGE

Secteur Montvauthier - Le Lac - Vaudagne - Les Chavants - Le Vernay

Maîtrise d'ouvrage

Communauté de Communes de la Vallée de Chamonix-Mont-Blanc
38 place de l'Eglise
74400 CHAMONIX-MONT-BLANC

Date :

Echelle : 1/3000

Pour information préalable du conseil municipal des Houches du 05 juin 2026

Approuvé le 19 décembre 2017,
Mise à jour le 04 avril 2018 (Modification P.P.R),
Mise en compatibilité n°1 le 09 janvier 2020 (Grisi),
Mise en compatibilité n°2 le 16 janvier 2020 (Bourgeat),
Mise à jour le 12 février 2020 (SIDI),
Mise à jour le 03 juin 2020 (Statut Christ Roi),
Mise à jour le 22 juin 2021 (Aménagement sonore),
Mise à jour le 22 juin 2023 (Vandalme)
Modification n°1 approuvée le 04 avril 2024
DPMEC n°3 le XX mai 2026 (ISDI Bocher)

Légende

Zone urbaine
- Ua : Secteurs centrauxà vocation mixte d'habitat, de services, de commerces et d'équipements
- Ub: Secteur d'urbanisation dans les centralités, à densifier
- Uc: Secteur d'habitat
- Um: Secteur d'urbanisation des hameaux
- Ut: Secteur mixte associant les usages d'habitat et de tourisme
- Ux: Zone dédiées aux activités économiques
- Ueq : Secteur d'équipements et de services
- Zone urbaine soumise au règlement national de l'urbanisme

"c" secteur d'assainissement autonome

Zone à urbaniser
- 1AU (1Ax): Zone à urbaniser - court terme
- 2AU: Zone à urbaniser - long terme

Zone agricole
- A: Zone agricole
- As: Zone agricole stricte

Zone naturelle
- N: Zone naturelle
- Nh : Secteur d'urbanisation limitée
- Nl: Zone naturelle de loisirs
- Nlm: Zone de loisirs en secteur sensible
- Npe: Zone naturelle à enjeux paysager et environnementaux
- Nt: Zone naturelle à vocation d'activités touristique et de loisirs
- Nx: Aire de stockage de matière inerte
- Nx1 : Aire de stockage de matière inerte (ISDI Bocher)

Prescriptions règlementaires
- Emplacement réservé
- Périmètre de préfocalisation
- Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation
- Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation accompagné de prescriptions sociales
- Périmètre de mixité sociale au titre du L151-15 du CU
- Espace Boisé Classé
- Corridor écologique
- Zones humides
- Bâtiment agricole
- Ferme ancienne traditionnelle
- Construction ne pouvant changer de destination
- Chalet d'alpage
- Construction atypique

Informations
- Périmètre de voisinage d'infrastructure de transport terrestre (secteur affecté par le bruit)
- Secteurs d'information sur les sols
- Périmètre de droit de préemption urbain
- Zone à risque d'exposition au plomb
- Flèche de zonage
- Ligne de séparation entre ER 9 et 11
- Voie ferrée
- Voie express
- Itinéraire d'activités hivernales
- Remontées mécaniques
- Tunnel autoroutier
- Cimetière

Cadastre
- Limite communale
- Parcelles
- bâti dur
- bâti léger
- Cours d'eau

Bilan des surfaces du zonage

Zone du PLU	Surface (ha)
Ua	28,81
Ub	61,81
Uc	76,56
Ueq	3,02
Um	82,42
Umc	0,9
Ut	25,58
Ux	5,71
Uxc	1,18
1AU	5,49
1AUt	0,46
1Aux	1,03
2AU	1,43
A	151,64
As	88,99
N	2074,7
Nh	4,96
Nl	14,92
Nlo	21,9
Npe	1517,17
Nt	5,8
Nx	46,58
Nx1	1,1356

0 100 200 300 400 500 m

Edition du 16/04/2026
Référence plan : PLU_Nord

DIA - Conseil Municipal du 05/06/2026

Références dossier	m² habitables	Copropriété	n° de parcelles	Adresse du bien	Décision	Date de notification
DIA 074143 26 00021	-	-	D2571, D3108, D5239	320 Route des Chavants, les Houches	Non préemption	30/04/2026
DIA 074143 26 00022	265	-	D2613	Les Chavants, les Houches	Non préemption	24/04/2026
DIA 074143 26 00023	196	-	B3857	40 Chemin des Primevères, les Houches	Non préemption	24/04/2026
DIA 074143 26 00027	158	oui	D1022 à D4858	route des Chavants, les Houches	Non préemption	13/05/2026
DIA 074143 26 00025	225	-	000B4908, 000B4908	70 Chemin du Genevray, 74310 Les Houches	Non préemption	24/04/2026
DIA 074143 26 00038	-	-	000C2932	523 Route du Col de Voza, 74310 Les Houches	Non préemption	02/06/2026